

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°3 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Droits des sensibilités politiques	p. 75	Sommaire des séances publiques n°s 7 et 8	p. 97	7 ^e séance	Mardi 4 février 2014
Situation en Ukraine	p. 86	Sommaire des questions parlementaires	p. Q17	8 ^e séance	Mardi 11 mars 2014
Partenariat TTIP	p. 89				

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

M. Martin Schulz à la Chambre des Députés



Le Président du Parlement européen, M. Martin Schulz, homme politique allemand et tête de liste socialiste pour les élections européennes du 25 mai prochain, s'est rendu en visite à Luxembourg le 18 mars 2014.

Après une entrevue avec le M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Schulz s'est entretenu en tête-à-tête avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, avant de siéger à ses côtés à la tribune présidentielle de la Chambre à l'occasion d'une séance publique.

Dans son discours, M. Di Bartolomeo a souligné le rôle de l'Europe pour le maintien de la paix, de la liberté, de l'État de droit et surtout son rôle social. Rappelant que «l'Europe restera une Europe sociale ou ne sera plus», il a critiqué que la lutte contre la crise a quelque peu mis en péril l'équilibre entre l'économie et les acquis sociaux de l'Union. «Devant l'arrière-fond d'une flambée des idées d'extrême-droite,



M. Martin Schulz s'est adressé aux députés au cours de la séance publique du 18 mars 2014.

de la violence et de la xénophobie, l'Union a besoin de perspectives convaincantes», a conclu le Président de la Chambre. M. Martin

Schulz a évoqué les fondements à la base de l'Union européenne, regrettant que beaucoup de citoyens ne voient plus l'Union d'au-

jourd'hui en relation avec les idéaux qui avaient constitué sa base. «Nous portons tous ensemble la responsabilité pour ce continent», a souligné le Président du Parlement européen. Il s'est montré convaincu que l'Union européenne réussira à assumer les changements qui s'imposent.

Après son discours à la tribune de la Chambre, M. Schulz s'est prêté à une session de questions et de réponses devant les députés. Les questions émanant des parlementaires luxembourgeois ont notamment concerné le dialogue social, la perte de confiance des citoyens dans les institutions européennes, la publicité des textes concernant le traité sur le partenariat commercial avec les États-Unis (TTIP), l'emploi de la langue luxembourgeoise dans le contexte européen et la gestion de la crise financière au niveau de l'Union européenne.

Modernisation du droit de pétition: introduction d'un système de pétition publique



Le droit de pétition passe à l'ère numérique. Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Com-

mission des Pétitions, M. Marco Schank, ont présenté le 20 mars passé le système de pétition publique.

Le développement de ce nouveau type de pétition est le résultat des efforts de la Chambre pour renforcer les moyens de participation des citoyens et pour les impliquer davantage dans les discussions politiques. Comme l'a souligné le Président de la Chambre, «la pétition publique est un moyen simple et efficace pour participer de manière directe à l'exercice de la démocratie».

M. Marco Schank a constaté que la pétition publique s'ajoutera au système existant. Toute personne âgée de 15 ans ou moins et étant inscrite dans le registre national des personnes physiques (disposant d'un numéro de matricule luxembourgeois) pourra signer la pétition publique.

M. Di Bartolomeo a en outre rappelé que la Chambre publie déjà depuis janvier 2012 les documents relatifs à l'instruction des pétitions sur son site www.chd.lu.

Cet effort de transparence sera désormais amélioré avec le nouvel outil informatique de la pétition publique et reste, en comparaison internationale, un phénomène exceptionnel.

La pétition publique

Le nouveau système de pétition publique permet de déposer en ligne le texte initial des pétitionnaires.

Si la demande de pétition publique remplit les critères de recevabilité définis par la Com-

mission des Pétitions et la Conférence des Présidents, la pétition sera publiée, en vue de la collecte de signatures, sur le site Internet de la Chambre des Députés pendant une période de six semaines. Parallèlement un forum de discussion sera ouvert.

À partir du moment où la pétition publique aura recueilli 4.500 signatures, un débat public au sein de la Commission des Pétitions et de la commission sectorielle concernée sera organisé en présence d'un maximum de six pétitionnaires et du ministre compétent. Ce débat sera retransmis par Chamber TV. La réunion ne sera pas accessible au public.

Le «rôle des pétitions» sur le site de la Chambre permet aux citoyens de consulter à tout moment les informations concernant l'instruction d'une pétition.

La demande de pétition publique tombera sous le champ d'application de la pétition ordinaire pour les cas où le caractère public n'aura pas été reconnu ou que le seuil de 4.500 signatures n'aura pas été atteint.

La pétition ordinaire

Une pétition ordinaire, par opposition à la pétition publique, est une pétition qui a déjà recueilli une ou plusieurs signatures.

Suite à la page 2

Remise de diplômes aux nouveaux députés honoraires

«Vous étiez, vous êtes et vous resterez une partie de cette assemblée au sein de laquelle vous avez contribué à façonner la culture politique du pays.»

C'est en ces termes que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli les membres de l'Association des Anciens Députés (AAD) et rendu hommage aux anciens et nouveaux députés venus rejoindre les rangs de l'AAD.

En reconnaissance de leurs mérites, M. Di Bartolomeo et le Président de l'AAD, M. Ca-

mille Dimmer, ont remis aux nouveaux venus un diplôme attestant des services qu'ils ont rendus au pays.

L'Association des Anciens Députés de la Chambre a fêté en 2013 le 30^e anniversaire de son existence. Elle compte actuellement 88 membres.

Par le biais de ses activités, l'AAD souhaite cultiver les relations entre les anciens députés, défendre leurs intérêts et maintenir le contact avec la Chambre des Députés.



Des membres de l'AAD reçus à la Chambre.

Modernisation du droit de pétition: introduction d'un système de pétition publique



M. Marco Schank et M. Mars Di Bartolomeo

Suite de la page 1

C'est donc la procédure traditionnelle de la pétition, telle qu'elle existe déjà depuis le XIX^e siècle.

La pétition ordinaire peut être remise au Président de la Chambre, envoyée par courrier postal ou par courrier électronique à l'adresse pétition@chd.lu.

Elle est renvoyée pour examen à la Commission des Pétitions qui informe le pétitionnaire de ses démarches. Celle-ci peut notamment demander une prise de position au ministre compétent qui est tenu de répondre endéans les deux mois, renvoyer la pétition à une commission parlementaire en charge d'un dossier afférent, entendre les pétitionnaires lors d'une de ses réunions, inviter tout organe ou expert concerné par la pétition ou encore faire des visites sur le terrain dans le cadre de l'instruction de la pétition.

Un calendrier pour l'inclusion

Une délégation de personnes en situation de handicap vient de remettre 60 calendriers de l'année 2014 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, un pour chaque député, ceci en présence de la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Mme Corinne Cahen. Le calendrier, unique en son genre, concentre non seulement des photos de personnes en situation de handicap, mais est également rédigé en écriture braille.

Par leur geste, les initiateurs du projet, Mme Tessa Wies et M. Sascha Lang, ainsi que le Président de l'association Info-Handicap, M. Patrick de Rond, et le trésorier, M. Raymond Remakel, ont voulu mettre en évidence la responsabilité commune de tous les députés afin de contribuer à la mise en place de politiques non discriminatoires et favorables à l'inclusion des personnes diminuées par un handicap.



Remise d'un calendrier au Président de la Chambre

Musée National de la Résistance: les députés s'informent

Dans le cadre d'une pétition, les signataires ont notamment invité le Gouvernement et la Ville d'Esch-sur-Alzette à entamer des travaux de renouvellement et d'agrandissement du Musée National de la Résistance.

En présence de représentants de l'association des «Frënn vum Resistenzmusée», la Commission des Pétitions de la Chambre s'est rendue le 4 mars 2014 sur place pour s'informer de la situation actuelle du

musée ainsi que de l'avancement du projet de rénovation.

La Ministre de la Culture, Mme Maggy Nagel, a rassuré les députés que le Gouvernement est décidé à prendre ses responsabilités envers le Musée National de la Résistance. Elle compte contacter dans les meilleurs délais les autorités compétentes de la Ville d'Esch-sur-Alzette pour faire avancer le dossier.

Le musée retrace l'histoire du Luxembourg de 1940 à 1945, depuis l'oppression nazie à travers les réactions du peuple (résistance passive, mouvements de résistance, enrôlement de force, grève, réfractaires, Luxembourgeois dans le maquis et dans les armées alliées) jusqu'à la libération, par des photos, objets et œuvres d'art. Un deuxième volet traite la répression nazie et le système concentrationnaire ainsi que le sort des Juifs du Luxembourg.



Les membres de la Commission des Pétitions visitent le Musée National de la Résistance.



Des parlementaires visitent les installations de LAR.

La Commission des Affaires intérieures en visite chez Air Rescue

3.000 missions par an et toujours pas de hangar fixe pour Luxembourg Air Rescue: lors d'une visite des installations de LAR à Findel, les députés de la Commission des Affaires intérieures se sont informés sur les activités de l'association. Ils ont constaté que LAR ne dispose toujours pas d'un hangar fixe. Le matériel technique sensible des avions sanitaires et hélicoptères doit être abrité dans un hangar provisoire.

LAR déplore le support insuffisant de la part du Gouvernement luxembourgeois, alors qu'elle garantit notamment 150 emplois. Elle regrette que la construction d'un nouvel hangar ait encore été retardée et qu'elle

ne soit pas intégrée dans le système des secours d'urgence.

Créée en 1988, il y a donc un quart de siècle, LAR dispose actuellement de cinq hélicoptères, de sept avions sanitaires, d'une ambulance SAMU (Service d'Aide Médicale Urgente) et d'un véhicule ambulancier 4x4. Le nombre de ses membres s'élève aujourd'hui à plus de 185.000, ce qui représente 60% de la population autochtone.

Depuis 2008, LAR est seule mandatée à effectuer des transports d'organes pour toute la France. LAR organise aussi le rapatriement de patients d'autres continents vers l'Europe.

Coopération internationale en matière de gestion des déchets



Les participants à la réunion de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI à Colmar-Berg

C'est à l'invitation de M. Roger Negri, président de la Commission «Environnement et Agriculture» du Conseil parlementaire interrégional (CPI) que des parlementaires issus de toute la Grande Région se sont retrouvés à Colmar-Berg, le 7 mars dernier, pour une réunion sur la coopération en matière de gestion des déchets, suivie d'une visite de la SuperDrecksKëscht.

Outre M. Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas et M. Emile Eicher ont participé en tant que membres de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI à cette réunion pendant laquelle les parlementaires ont eu des échanges sur les différentes approches et possibilités de coopération en matière de recyclage. Ils ont en outre pu se persuader que près de trente ans après sa création, la SuperDrecksKëscht est toujours à la pointe du progrès tant en ce qui concerne la gestion des

déchets que l'engagement social de l'entreprise.

Suite aux présentations du directeur de la SuperDrecksKëscht, M. Hans-Peter Walter, de M. Serge Less de la Division des Déchets de l'Administration de l'Environnement et du Dr Max Monzel du Zweckverband Abfallwirtschaft Trier, le maire de Mettlach (Sarrelouis), M. Carsten Wiemann, a exposé aux membres du CPI l'expérience récente de sa commune qui dispose depuis 2013 d'un centre de gestion des déchets basé sur le modèle de la SuperDrecksKëscht.

Cette dernière ne constitue pas seulement un exemple de coopération transfrontalière réussie en ce qui concerne la Grande Région, mais comme l'a souligné son directeur, la SuperDrecksKëscht s'exporte avec succès dans le monde entier, comme en Suède, en Suisse, à Chypre, au Mexique et au Ghana.

M. Di Bartolomeo à Eupen et Saint-Vith

À la mi-février, le plus jeune président de parlement en exercice a rendu visite au plus jeune président de parlement en termes d'âge. Sur invitation du Président du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique, M. Alexander Miesen, 30 ans, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en poste depuis décembre dernier, s'est en effet déplacé dans la plus petite entité fédérée de la Belgique, comptant un peu plus de 75.000 habitants.

Pour sa première visite internationale en tant que président de parlement, M. Di Bartolomeo a tenu à donner la priorité à un partenaire proche du Grand-Duché non seulement d'un point de vue géographique, mais également en raison de nombreux points communs et visions partagées qui unissent le Luxembourg et la Communauté germanophone tant au niveau des relations bilatérales que des politiques

européennes ou de la coopération interrégionale.

Après un échange sur le fonctionnement des deux parlements qu'ils président, les deux hommes politiques ont évoqué leur excellente coopération au sein du Conseil parlementaire interrégional et du Parlement Benelux. La 6^e réforme de l'État belge se traduira à l'avenir par un approfondissement des pouvoirs des régions et communautés belges qui ne manquera pas de renforcer encore davantage les relations avec le Luxembourg en raison des nouveaux transferts de compétences au profit de la Communauté germanophone.

Lors de sa visite, M. Di Bartolomeo a notamment insisté sur l'interdépendance positive qui lie le Luxembourg et la Communauté germanophone. Les 3.400 frontaliers issus de la Communauté germanophone sont appréciés au Luxembourg pour la qualité de leur formation et leur multilinguisme. Il ne s'agit pas d'un ha-



Les participants à la visite officielle au Parlement de la Communauté germanophone

sard. Lors d'une visite d'un centre de formation professionnelle et de formation continue à Saint-Vith (Zentrum für Aus- und Weiterbildung des Mittelstands), M. Di Bartolomeo a pu

s'en assurer, en compagnie de M. Franz Fayot, président de la Commission de l'Économie, de l'Ambassadeur du Luxembourg en Belgique, S.E. M. Jean-Jacques Welfring, ainsi

que du Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, qui ont accompagné le Président tout au long de la visite.

Collaboration transfrontalière et réforme de la Police



Des parlementaires ont visité le Centre de coopération policière et douanière.

La Convention d'application de l'accord de Schengen a instauré une coopération policière entre États membres de l'Union européenne, à la suite de la suppression programmée des frontières à l'intérieur de l'espace Schengen. Le texte prévoit notamment un échange d'informations entre services de police de deux ou plusieurs États contractants.

Fin février, les députés membres de la Commission de la Force publique et de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI) se sont informés sur l'organisation de l'échange et de l'assistance par le biais de Centres de coopération policière et douanière. Un tel CCPD est

installé à la nouvelle Cité policière Grand-Duc Henri, route de Trèves à Luxembourg. Il est composé d'agents allemands, belges, français et luxembourgeois détachés par leur pays respectif.

Lors de la visite, les députés ont également pu s'entretenir avec les responsables de la Police grand-ducale sur son futur projet de réforme. Celui-ci sera présenté aux mandataires publics au courant du mois d'avril pour être analysé par la suite en commission. La finalité de la réforme sera d'optimiser l'emploi des moyens disponibles dans les régions d'intervention et de définir une politique cohérente face aux nouvelles formes de criminalité.

Non à toute prolongation d'exploitation de Cattenom

Au cours d'un échange de vues début mars, la Ministre-Présidente de la Sarre, Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, et le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ont exprimé leur préoccupation concernant la sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom.

Les Gouvernements sarrois et luxembourgeois figurent parmi ceux réclamant en ordre prioritaire une fermeture et en ordre subsidiaire une amélioration immédiate de la sécurité de la centrale. Les interlocuteurs sont opposés à toute prolongation de l'autorisation d'exploitation de Cattenom.

À l'instar de la «Frankreichstrategie» (stratégie en faveur d'un rapprochement avec le voisin français), Mme Kramp-Karrenbauer et M. Di Bartolomeo sont d'avis que le

concept de la Grande Région devrait jouer davantage en faveur de synergies et de collaborations entre la Sarre et le Grand-Duché. M. Di Bartolomeo a salué l'idée d'une rencontre multinationale avec les représentants de plusieurs régions multilingues. Un tel événement pourrait être l'occasion pour échanger les expériences sur des modèles d'enseignement multilingues.

Le Président de la Chambre et la Ministre-Présidente de la Sarre se sont exprimés de plus en faveur d'une mobilité accrue des étudiants entre les universités du Luxembourg et de la Sarre. Mme Kramp-Karrenbauer a évoqué une coopération renforcée avec le Luxembourg en matière d'études de médecine en général et de médecine dentaire en particulier.



Mme Annegret Kramp-Karrenbauer et M. Mars Di Bartolomeo

L'administration parlementaire se présente

Le cabinet du Président



M. le Secrétaire général Claude Frieseisen ainsi que Mmes Sylvie Sorbelli, Lisi Haas et Gény Arendt assistent le Président dans l'exercice de ses fonctions.

Le cabinet du Président, placé sous l'autorité du Secrétaire général et composé actuellement de trois collaboratrices, assiste le Président de la Chambre des Députés dans l'exercice de ses fonctions. Les attributions du cabinet se résument en trois points: secrétariat, protocole et communication.

Secrétariat, protocole et communication

Missives officielles, messages circonstanciés (félicitations, condoléances, etc.), lettres et invitations personnelles... Le traitement du courrier entrant et sortant du Président est placé au cœur des travaux de secrétariat de la Présidence - qui, bien évidemment, en assure également le suivi: gestion de l'agenda,

organisation de rencontres, préparation des déplacements du Président, que ce soit à l'intérieur du pays ou à l'étranger, tout comme des visites auprès de lui.

À l'occasion d'événements nationaux récurrents (tels que la Fête nationale ou la Journée de la commémoration nationale) ou exceptionnels (p.ex. mariage princier ou enterrement officiel), le cabinet du Président assure les tâches protocolaires qui s'imposent, pour le compte non seulement du Président mais également des députés.

Un certain nombre de tâches de rédaction font également partie des attributions du service, qu'il s'agisse de discours, de préfaces ou de communiqués de presse, le cabinet étant

également en charge des relations de la Présidence avec la presse.

Finalement, le service s'occupe d'un certain nombre de travaux purement administratifs allant de la mise à jour des listes et des notices biographiques des députés jusqu'à la gestion des cartes de visite en passant par l'octroi de décorations dans les ordres nationaux et de titres honorifiques aux députés et fonctionnaires de l'administration parlementaire. Le secrétariat de l'Association des Anciens Députés, une a.s.b.l. constituée en 1983 regroupant les parlementaires qui n'ont pas été réélus ou qui ont choisi de mettre un terme à leurs activités politiques, fait également partie des charges administratives du cabinet.

Sommet de la Grande Région au sujet de l'énergie

Coopération énergétique et sécurité nucléaire



MM. Roger Negri, Camille Gira et Joachim Mertes (de gauche à droite)

En sa qualité de président de la Commission «Environnement et Agriculture» du Conseil parlementaire interrégional, M. Roger Negri a participé au Sommet de la Grande Région portant sur les questions énergétiques, qui a rassemblé les représentants des gouvernements compétents en la matière le 17 mars 2014 à Trèves.

Aux côtés du Président du CPI et Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat, M. Joachim Mertes, Roger Negri a souligné que la politique énergétique est une politique d'avenir, non seulement pour des raisons

environnementales, mais également parce qu'elle est créatrice d'emplois de qualité dont les citoyens de la Grande Région peuvent être fiers.

La Grande Région concentre un formidable savoir-faire résultant de nombreux projets visant à accompagner la transition vers une production écologique de l'énergie et une utilisation rationnelle sur la base des sources d'énergies renouvelables locales.

Pour favoriser l'intégration des marchés de l'électricité dans la Grande Région, il faudra cependant

aussi que les bonnes décisions soient d'abord prises à Bruxelles dans le cadre d'une politique énergétique européenne qui nécessite d'être approfondie bien davantage, a noté M. Tom Eischen, Commissaire à l'Énergie au Ministère de l'Économie.

La déclaration finale, adoptée sous la présidence de la Ministre-Présidente de Rhénanie-Palatinat, Mme Malu Dreyer, insiste sur la coopération interrégionale en matière énergétique, notamment au niveau des universités.

La sécurité nucléaire a fait l'objet d'une brève discussion et les membres des exécutifs se sont notamment mis d'accord sur une meilleure politique d'information et le lancement d'une plate-forme Internet commune permettant aux citoyens de la Grande Région d'accéder en temps réel à des informations concernant la sécurité nucléaire.

Les membres des exécutifs de la Sarre, de Rhénanie-Palatinat et du Luxembourg, représenté par M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, ont réitéré leurs positions sur les centrales nucléaires de la Grande Région et l'extension de la durée de fonctionnement de celle de Cattenom. Pour sa part, le préfet de la Moselle devant représenter l'État français a annulé sa participation à la dernière minute, tout comme l'Autorité de sûreté nucléaire française, qui avait été invitée pour une présentation sur l'énergie nucléaire.

La mobilité transfrontalière à l'ordre du jour du Parlement Benelux

La première séance plénière sous la deuxième année de présidence luxembourgeoise du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux) était placée sous le signe de la mobilité transfrontalière de l'emploi, aussi un sujet phare de la présidence néerlandaise du Conseil des Ministres Benelux. Si l'on considère que 33.000 Belges travaillent aux Pays-Bas, 35.000 au Luxembourg et que 14.000 Néerlandais et 1.000 Luxembourgeois ont trouvé un travail en Belgique, l'on comprend l'urgence du rôle de coordination et de promotion qui revient aux instances du Benelux.

C'est dans ce sens que le Ministre du Travail, de l'Emploi, de l'Économie sociale et solidaire, M. Nicolas Schmit, s'est adressé aux parlementaires des trois pays pour leur présenter les conclusions du 1^{er} Sommet social Benelux qui avait eu lieu le 13 février entre les chefs de gouvernement et les ministres du travail du Benelux. Le principal objectif de ce sommet était de créer un dispositif d'échange d'informations entre les inspections du travail des différents pays afin de lutter plus efficacement contre le dumping social qui toucherait des secteurs différents dans chaque pays.

Au Luxembourg, il concernerait prioritairement le secteur de la construction, aux Pays-Bas celui du transport et en Belgique celui des abattoirs. Dans son intervention le Ministre du Travail a salué l'ouverture d'un nouveau chapitre de la coopération Benelux dans le domaine social qui pourra servir d'exemple à une Union européenne en pleine dérive ultralibérale.

La reconnaissance des diplômes était le sujet d'une conférence organisée par le Parlement Benelux à Eupen et a fait l'objet d'un rapport en séance plénière qui a mis en avant l'utilité de la création d'un espace d'enseignement Benelux. Cette nécessité repose d'abord sur le constat que les universités de Belgique et des Pays-Bas comptent parmi les meilleurs établissements au monde. Ensuite, il est une évidence que le taux de chômage élevé que connaît le Benelux appelle à la mise en œuvre d'une régulation plus souple du mécanisme de reconnaissance des diplômes entre les trois pays pour permettre aux personnes un accès plus facile au marché de l'emploi. En outre, le Benelux, et par extension l'Union européenne, devraient tout mettre en œuvre pour tendre vers une harmonisation des

diplômes sur le modèle des États-Unis.

Dans une récente réunion entre les médiateurs parlementaires du Benelux et des représentants aussi bien de l'Union Benelux que du Parlement Benelux, il a été retenu que la fonction d'ombudsman du Parlement Benelux se limiterait au rôle de coordinateur des plaintes qui lui sont soumises. Dans la pratique, les médiateurs des trois pays seraient saisis par un nombre restreint de plaintes transfrontalières, ce qui serait en partie dû au manque d'information des citoyens. Pour remédier à cela, les médiateurs du Benelux ont décidé de mettre en place un réseau d'information informel pour permettre l'échange de bonnes pratiques et pour augmenter leur visibilité auprès des citoyens à travers une campagne ciblée sur leurs sites Internet respectifs. Les médiateurs ont aussi retenu d'organiser une réunion thématique sur base annuelle et d'y associer, le cas échéant, les institutions Benelux.

La délégation luxembourgeoise était composée de M. Marcel Oberweis, Président, M. Roger Negri, chef de délégation, ainsi que de M. Gilles Roth, Mme Christiane Wickler, M. Gusti Graas, M. Roy Reding et Mme Diane Adehm.



La délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux

Pour une meilleure coordination de l'aide



Une délégation de Handicap International reçue par M. Mars Di Bartolomeo.

Trois ans après le début du conflit syrien, la situation de la population civile ne cesse d'empirer: 60% des victimes sont blessées par le biais d'armes explosives, 31% présentent des blessures par balle, 25% des victimes d'armes explosives ont dû être amputées, 88% disent ne pas avoir accès aux soins nécessaires. L'on compte plus de 6,5 millions de déplacés internes et plus de 2,3 millions de réfugiés syriens en Jordanie, au Liban, en Turquie, en Iraq ainsi qu'en Égypte. D'après les derniers chiffres avancés par les organisations humanitaires, le conflit aurait déjà fait quelque 140.000 morts.

C'est au moment où le conflit syrien continue à s'aggraver que le coordinateur de la réponse régionale de Handicap International à la crise syrienne, M. Thierry-Mehdi Benlahsen, accompagné d'une délégation de Handicap International Luxembourg, a rendu visite au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, pour demander le soutien du Parlement luxembourgeois face à un conflit de plus en plus complexe qui nécessite une coordination accrue de l'aide humanitaire sur le plan international.

Présente au Liban et en Jordanie avec plus de 450 équipes depuis 2012, l'ONG est active en Syrie même depuis octobre 2013. Elle est déjà venue en aide à 180.000 personnes qui comptent parmi les plus vulnérables: les personnes blessées, handicapées ou âgées, les femmes enceintes et les enfants, qui passent parfois entre les mailles des filets de protection des grandes organisations humanitaires.

L'accès aux populations les plus vulnérables est le principal défi humanitaire auquel Handicap International tente actuellement de répondre, alors que cette mission se révèle de plus en plus ardue en raison de la multiplication des acteurs au conflit, des considérations sécuritaires des pays avoisinants et de la difficulté de coordonner l'action humanitaire des ONG au niveau des agences des Nations Unies.

Soutenue par le Gouvernement luxembourgeois qui vient de lui octroyer plus de 10 millions d'euros pour l'ensemble de ses programmes en février dernier pour la période 2014-2017, l'association œuvre de manière constante au soutien des victimes du conflit syrien.



Mme Anne Brasseur et M. Ban Ki-moon

Mme Anne Brasseur rencontre M. Ban Ki-moon

Dans sa qualité de Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), la députée luxembourgeoise Mme Anne Brasseur s'est entretenue le 12 mars avec M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, sur la crise entre la Russie et l'Ukraine par rapport à la Crimée.

«Nous avons évoqué les rôles importants que jouent les Nations

Unies et le Conseil de l'Europe pour maintenir ouvertes les voies du dialogue entre les parties», a déclaré Mme Brasseur à l'issue de l'entrevue. «L'heure n'est plus aux déclarations de principe. Nous sommes convenus que les deux organisations doivent déployer leurs plus grandes forces, celles de la diplomatie, pour amener les parties à s'asseoir autour d'une table afin de trouver des solutions.»



Bureau de l'APF à Rabat

La Francophonie se préoccupe de la multiplication des crises politiques dans le monde

La réunion du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est déroulée à Rabat, au Maroc, les 5 et 6 février 2014, sous la présidence de Mme Andrée Champagne, sénatrice du Canada. Elle a réuni, à l'invitation de M. Karim Ghellab, Président de la Chambre des Représentants du Maroc, une quarantaine de parlementaires dont plusieurs présidents de parlement. M. Michel Wolter a représenté la Chambre des Députés à cette réunion en sa qualité de trésorier de l'APF et a présenté le budget de l'année 2014.

Le Bureau a examiné les situations politiques dans l'espace francophone et a adopté des déclarations sur le Mali, la Guinée et Madagascar et notamment sur la situation en République centrafricaine, encourageant la communauté internationale à poursuivre ses efforts en faveur d'une sortie de crise négociée. Dans une résolution sur la Syrie, l'APF appelle au respect des principes directeurs

des Nations Unies et exhorte les parties au conflit à faire la distinction entre combattants et civils. Le Bureau a également levé la suspension des sections guinéennes et maliennes et émis un avis favorable à la levée de la suspension de Madagascar sous condition de l'installation effective du parlement malgache.

Après avoir entendu et adopté le rapport d'activité du député français M. Pascal Terrasse, Secrétaire général parlementaire de l'APF, les membres du Bureau ont débattu sur le document de travail préparé par celui-ci en vue de l'adoption d'un Cadre stratégique de l'APF. Les membres du Bureau ont pour la première fois entendu l'Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Clément Duhaime, et ont discuté avec lui sur les relations entre l'APF et l'OIF.

Dans ce contexte, M. Wolter a insisté sur l'importance de recevoir beaucoup plus tôt les fonds que l'OIF verse annuellement à l'APF pour me-



M. Michel Wolter, trésorier de l'APF (3e rangée au milieu), en compagnie des autres membres du Bureau

ner des projets de coopération inter-parlementaire. L'Assemblée doit en effet rectifier tous les ans son budget en raison de l'incertitude qui pèse tant sur les montants qui lui sont at-

tribués pour l'année en cours par l'OIF que sur le moment de leur versement. Pour sortir de l'état de dépendance qui en résulte et ne pas dépendre du bon vouloir des or-

ganes exécutifs de la Francophonie, M. Wolter a proposé une convention pluriannuelle et suggéré une coopération plus transparente entre l'APF et l'OIF.

10^e séance plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUpM)

Les réfugiés syriens à l'ordre du jour



La Chambre des Députés était représentée par Mme Simone Beissel, Mme Octavie Modert et Mme Claudia Dall'Agnol.

Le conflit armé en Syrie, pays membre de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, qui a fait quelque 140.000 morts depuis mars 2011 provoque non seulement une situation humanitaire catastrophique en Syrie, mais contraint également une large partie de la population à se réfugier à l'intérieur du pays ainsi que dans les pays voisins. Selon les estimations de l'ONU, le nombre de réfugiés syriens dans les pays voisins est passé à 2,3 millions de personnes.

L'impact de cet afflux massif de réfugiés qui met en péril l'équilibre entre les communautés au Liban et pèse lourdement sur l'économie et la cohésion sociale de la Jordanie était le sujet principal de la 10^e session plénière de l'APUpM qui s'est réunie les 8 et 9 février 2014 à Amman en Jordanie. Cette assemblée a pour objectif de contribuer à la consolidation et au développement du partenariat euro-méditerranéen, d'encourager l'échange de vues sur les sujets rela-

tifs au partenariat et de poursuivre le Processus de Barcelone lancé par l'Union européenne.

Ouvrant les débats, le Président de la Chambre des Représentants de Jordanie a évoqué le poids supporté par son pays et les défis auxquels la Jordanie fait face devant le flux continu de réfugiés syriens. En effet, la Jordanie a accueilli jusqu'ici plus de 600.000 réfugiés syriens pour une population totale de 6,3 millions d'habitants. Plus de 860.000 personnes se sont réfugiées au Liban et plus de 560.000 en Turquie. Les intervenants ont souligné que cet afflux massif de réfugiés met à rude épreuve les capacités économiques et sociales des pays avoisinants.

Les participants à cette réunion ont été unanimes à souligner la nécessité pour la communauté internationale de soutenir les pays avoisinants dans l'accomplissement de leur mission humanitaire. Une délégation de l'APUpM s'était rendue dans le camp de réfugiés de Zaatar

en Jordanie qui accueille environ 150.000 réfugiés syriens, ce qui en fait la cinquième plus importante ville de Jordanie par sa population.

Eu égard à cette crise humanitaire, les membres de l'APUpM ont adopté une déclaration intitulée «appel d'Amman sur la situation des réfugiés syriens», dans laquelle ils demandent une gestion humanitaire de la crise «avec la même détermination politique qui a marqué l'action internationale contre les armes chimiques en Syrie». La déclaration demande également une solidarité internationale afin de permettre un accueil des réfugiés garantissant leurs droits et la dignité.

Les membres ont souligné que la recherche d'une solution politique doit rester une priorité absolue et que la tenue de la conférence de Genève II est un bon début. Ils ont appelé les parties prenantes à poursuivre leurs efforts pour entrer dans un processus menant à une solution politique portée par les Syriens.

13^e Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

La crise en Ukraine au centre des débats

Quel rôle peut jouer la communauté internationale pour résoudre le conflit en Ukraine? Le débat spécial clôturant la 13^e Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE les 13 et 14 février 2014 à Vienne (Autriche) a suscité un grand intérêt parmi les plus de 250 délégués présents, de sorte que d'autres sujets prévus ont été reportés.

Le Président de l'Assemblée parlementaire, M. Ranko Krivokapić (Monténégro) a qualifié les incidents récents en Ukraine et les rapports sur la violence et la torture de manifestants comme «choquants et déplorables».

Comment peut réagir l'OSCE face au danger de nouvelles escalades? Les opinions des délégués étaient divergentes, allant de la proposition

d'une assistance active pour résoudre la crise jusqu'à l'avis d'un délégué russe que l'interférence venue de l'Union européenne mettrait en danger les structures démocratiques ukrainiennes. Le chef de la délégation ukrainienne a souligné que seuls les citoyens ukrainiens ont le droit de déterminer qui sera au pouvoir dans le pays.

D'autres délégués ukrainiens, issus de quatre partis politiques différents, ont souligné l'importance d'un dialogue avec les manifestants du Maidan, respectivement ont appelé à ce que le principe de l'objectivité, la mise à disposition d'informations complètes et l'analyse sans préjugés soient observés. D'autres parlementaires ont appelé à ce que la liberté

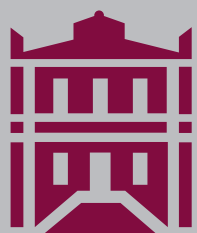
d'expression et de rassemblement soit sauvegardée en Ukraine et les violences arrêtées. La mise en liberté des prisonniers politiques et l'envoi d'enquêteurs internationaux étaient d'autres revendications.

Comme chaque année, les rapporteurs des trois commissions de l'Assemblée parlementaire ont présenté les lignes principales de leurs contributions qui seront discutées et adoptées lors de la Session annuelle qui se tiendra du 28 juin au 2 juillet 2014 à Bakou (Azerbaïdjan).

La Chambre des Députés était représentée par M. Eugène Berger, chef de la délégation, M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Léon Gloden.



Mme Josée Lorsché, M. Eugène Berger, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Léon Gloden et M. Claude Haagen



d'Chamber online op

www.chd.lu

Quel rôle joueront les parlements dans la gouvernance mondiale?



M. Marc Angel et M. Gusty Graas

Le 18 février passé, les Vice-présidents du Parlement européen chargés des relations avec les parlements nationaux, M. Miguel Angel Martínez et M. Othmar Karas, ont organisé à Bruxelles un forum parlementaire sur le rôle des parlements de l'Union européenne dans la gouvernance mondiale.

Au cours des dernières décennies, les gouvernements ont mis en place de nombreuses organisations internationales et des rencontres informelles où sont souvent prises des décisions importantes, sans qu'il n'existe en parallèle un véritable contrôle parlementaire. Pour le Parlement européen, la gouvernance mondiale ne doit pas être laissée aux seuls gouvernements et diplomates, mais doit également impliquer les citoyens et leurs représentants élus.

C'est dans cette optique que le Parlement européen a voulu réunir députés européens et nationaux ainsi

que des représentants d'organisations internationales pour débattre du rôle du parlementarisme dans un monde de plus en plus interconnecté. La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel et M. Gusty Graas.

M. Othmar Karas a souligné qu'il était important de «parlementariser» les organisations internationales intergouvernementales et de coordonner les efforts du Parlement européen et des parlements nationaux pour renforcer la gouvernance démocratique dans un monde globalisé.

«Reproduire au niveau international les structures de gouvernance démocratique en vigueur dans les pays ne fait du sens qu'à condition que les États aient délégué certaines de leurs compétences à la structure intergouvernementale à laquelle est rattachée l'assemblée parlementaire», a déclaré M. Anders B. Johns-

son, Secrétaire général de l'Union interparlementaire. «La création d'assemblées parlementaires transnationales n'a guère de sens s'il n'y a pas d'exécutif international auquel demander des comptes», a précisé le Secrétaire général qui est d'avis que les contributions aux organisations internationales et leur contrôle doivent s'opérer au niveau des parlements nationaux.

Pour M. Jan Wouters du Centre pour les études sur la gouvernance mondiale, les organisations internationales devraient s'inspirer des structures de l'Union européenne (UE) et de l'impact positif du traité de Lisbonne qui a renforcé le rôle du Parlement européen et institutionnalisé le rôle des parlements nationaux dans le processus décisionnel de l'UE.

Plusieurs parlementaires nationaux se sont montrés plus critiques en faisant part de leur crainte que les parlements nationaux n'aient en fait pas été renforcés mais plutôt relégués au second rang dans la prise de décision européenne.

D'autres aspects, comme la récente prolifération de forums interparlementaires ont également été abordés par les participants. Si le sous-développement de la dimension parlementaire avait en effet conduit à des problèmes de confiance, il fallait néanmoins faire attention à un risque de «lassitude interparlementaire» en multipliant les forums, avec les conséquences qu'on connaît sur les coûts et agendas.

Dans son allocution de clôture, M. Karas a appelé les parlements à coordonner leur contrôle sur les gouvernements, et ceci en amont de tous les sommets intergouvernementaux d'importance.

Croissance, emploi et droits

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois à la Conférence internationale «La valeur de l'Europe - Croissance, emploi et droits: l'Union européenne à l'épreuve» qui s'est déroulée les 13 et 14 mars 2014 à Rome et qui a réuni une série de présidents de parlement des États membres de l'Union européenne.

Coorganisée par la Chambre des Députés d'Italie et par le Parlement hellénique, la conférence était centrée sur les thèmes «Dépasser la crise: une croissance solide et durable basée sur l'emploi de qualité» et «Garantir l'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de l'Union». Le Président du Conseil des Ministres italien, M. Matteo Renzi, a prononcé une allocution de bienvenue aux participants, en présence du Président de la République italienne, M. Giorgio Napolitano.

D'autres orateurs étaient notamment M. Romano Prodi, ancien Président de la Commission européenne, M. Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, et M. Morten Kjaerum, Directeur de l'Agence des

droits fondamentaux de l'Union européenne.

Dans son intervention, le Président du Parlement luxembourgeois a indiqué que la force de l'Europe réside dans ses valeurs, mais craint que les grands principes européens ne soient relégués à l'arrière-plan par le tout économique et financier. L'Europe a oublié un de ses principaux atouts, à savoir l'équilibre entre l'économie et le social. Il est impératif d'insister sur le rétablissement urgent du binôme économique et social. «L'Europe restera sociale ou ne sera plus!», a-t-il souligné.

L'Europe ne saura être construite sur les décombres du social et nous devons cesser de représenter nos systèmes sociaux de manière unilatérale comme simples facteurs de coûts et de risques. La politique sociale est certes onéreuse, mais elle a le mérite d'apporter une plus-value au niveau de la qualité de vie. À cela s'ajoute que les systèmes sociaux étaient un facteur de stabilisation non négligeable au courant de la crise et que les services sociaux en matière de santé ou de garde des enfants constituent de véritables opportunités au niveau de la création d'emplois.



M. Mars Di Bartolomeo entouré de Mme Solvita Aboltina, Présidente du Parlement letton (à gauche), et Mme Laura Boldrini, Présidente de la Chambre des Députés d'Italie. L'Italie, la Lettonie et le Luxembourg formeront le trio présidentiel du deuxième semestre 2014 au deuxième semestre 2015 inclus.

Prévenir la violence contre les femmes - un défi pour tous



M. Marc Angel

Afin de perpétuer la tradition qui consiste à célébrer la Journée internationale de la femme par un événement sur les progrès réalisés et les défis à venir, le Parlement européen a organisé, le 5 mars 2014, une réunion interparlementaire sur le thème «Prévenir la violence contre les femmes - un défi pour tous».

Présidée par M. Mikael Gustafsson, président de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen, la réunion a rassemblé onze députés européens et 34 membres des parlements nationaux issus de 20 pays membres de l'Union européenne, ainsi que de la Norvège, du Monténégro et de la Turquie. La Chambre des Députés fut représentée par M. Marc Angel en sa qualité de membre de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports.

La réunion a été l'occasion pour les parlementaires d'échanger leurs expériences et de débattre des dispositions législatives nationales dans le domaine, ainsi que des actions qui pourraient être mises en œuvre au niveau européen.

La nécessité de mettre en œuvre une stratégie globale de lutte contre les violences faites aux femmes a été partagée par tous les participants. Ces violences ne connaissent aucune barrière et les statistiques sont accablantes, même au sein de l'UE, comme le relève l'enquête menée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (ADF). Cette étude, qui représente la plus grande enquête mondiale sur la violence à l'égard des femmes, ne se limite pas à révéler l'étendue des abus mais suggère également des voies à suivre dans différents domaines pour

une intervention s'étendant au-delà du droit pénal, dans les secteurs de l'emploi, de la santé et des nouvelles technologies. Le rapport de l'ADF recommande, entre autres, aux États membres de l'UE de ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).

La réponse globale à ce problème systémique implique, selon les participants, entre autres une plus grande harmonisation des législations en place ou la mise en œuvre de mesures de prévention et de sensibilisation. Mme Sylvia Walby, professeur de sociologie à l'Université de Lancaster, a souligné l'absence de reconnaissance juridique mutuelle en matière de viols et se demande pourquoi une directive commune ne se-

rait pas élaborée à l'avenir. Plusieurs députés ont souligné que ces violences, qui ne sont pas seulement physiques, trouvent leur origine dans les inégalités entre les genres et qu'il conviendrait donc de s'attaquer à la racine du problème, p.ex. au travers de l'éducation.

La députée européenne, Mme Antonia Parvanova, rapportrice du Parlement européen sur la violence à l'égard des femmes, a clôturé la réunion en soulignant la nécessité d'un plan d'action global: la ratification de la Convention d'Istanbul par tous les États de l'Union européenne, la création d'un observatoire européen sur les violences à l'encontre des femmes, l'élaboration d'une stratégie globale de lutte contre les mutilations génitales ainsi que la célébration d'une année européenne dédiée à ce sujet.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



...l'Ambassadeur de Hongrie, S.E. M. Tamás Ivan Kovacs



...l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas, S.E. M. Petrus W. Kok



...l'Ambassadeur de la République de Serbie, S.E. Mme Vesna Arsić



...l'Ambassadeur de la République slovaque, S.E. M. Jan Kuderjavy



...l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran, S.E. M. Mahmoud Barimani



...l'Ambassadeur de la République de Turquie, S.E. M. Salim Levent Şahinkaya



...l'Ambassadeur de la République populaire de Chine, S.E. M. Zeng Xianqi



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°3 • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Droits des consommateurs

6478 - Projet de loi portant

1. modification

- du Code de la consommation;

- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;

2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la

vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes

Ce projet de loi vise pour l'essentiel à transposer en droit interne un texte européen majeur, à savoir la directive 2011/83/UE relative aux droits des consommateurs.

Le texte constitue une refonte de l'acquis communautaire en matière de droit de la consommation pour les volets de la vente hors établissement et de la vente à distance.

La conséquence la plus importante de la transposition consiste dans l'abandon de l'interdiction totale du colportage au Luxembourg.

Le Gouvernement s'est finalement rallié au droit communautaire en la matière qui libéralise la vente de porte en porte tout en édictant des règles strictes assorties d'un système complet de sanctions.

Le projet de loi comporte en outre certains ajustements au Code de la consommation pour pallier à certaines lacunes constatées.

partir de 1999, année de l'entrée en vigueur de la loi précitée.

Une adaptation de la loi du 23 décembre 1998 est donc devenue nécessaire.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.11.2012

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Jean-Paul Schaaf):

09.04.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Présentation de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration (Président: M. Gilles Baum):

13.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

10.02.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2014

Conseil Économique et Social (CES)

6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social

Le projet de loi sous rubrique entend ouvrir l'accès aux nominations de membre du Conseil Économique et Social (CES) à des ressortissants qui n'ont pas la nationalité luxembourgeoise.

Cette initiative trouve son origine dans une décision du CES adoptée à la majorité des voix lors de son assemblée plénière du 22 janvier 2013.

Il abroge l'article 10 de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social. En ce faisant, les conditions de nationalité pour l'ensemble du personnel seront régies par les autres dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ainsi, la condition de nationalité continuera à s'appliquer à la fonction du Secrétaire général du CES, alors que chaque membre du personnel administratif pourra être ressortissant de l'Union européenne. En effet, le règlement grand-ducal du

12 mai 2010 déterminant les emplois dans les administrations de l'État et les établissements publics comportant une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public énumère les emplois qui sont réservés aux personnes de nationalité luxembourgeoise. Parmi ces postes figurent les emplois mentionnés dans la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État. En application de l'article 1^{er} de cette loi, les secrétaires généraux classés aux grades 16, 17 et 18 et figurant à l'annexe A. - Classification des fonctions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État doivent être de nationalité luxembourgeoise. La loi du 15 juin 2004 portant réforme du CES a justement introduit la fonction du Secrétaire général du CES dans l'annexe A. - Classification des fonctions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 20.02.2013

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Alex Bodry):

10.04.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.09.2012

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

22.11.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

13.06.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État

20.06.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

16.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

Présentation du projet de loi

23.01.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

30.01.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2014

Personnes âgées / gériatrie

6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés

- Centres, foyers et services pour personnes âgées,

- Centres de gériatrie

Le projet de loi a pour objet de modifier l'annexe 1 de la loi modifiée du 23 décembre 1998.

Cette modification vise à adapter le relevé des immeubles et des terrains affectés à l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées» à la situation actuelle. En 2000, l'établissement public «Centres de gériatrie» a été repris par l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées» qui a adopté le nom de Servior en 2001. Entre-temps, les immeubles et terrains affectés par l'État à l'établissement public «dans l'intérêt de la réalisation de sa mission» (article 6, al. 2 de la loi modifiée du 23 décembre 1998) ont été échangés en partie, dû à des rénovations, constructions, ventes ou achats à



26.06.2013 Continuation des travaux parlementaires
 03.07.2013 Continuation des travaux
 08.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 22.01.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2014
 Loi du 10 mars 2014
 Mémorial A: 2014, n°37, page 472

Droits d'enregistrement

6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;

- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;

- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines

Dans le cadre de la simplification administrative il est proposé de procéder aux modifications à l'endroit (i) de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession, (ii) de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, (iii) de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII, (iv) de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII et (v) de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Le «droit de chancellerie» qui concerne l'apposition de timbres mobiles pour l'acquiescement de droits de taxes et de redevances notamment lors de la demande d'immatriculation d'une

voiture, de la demande d'obtention du permis de conduire, de la demande d'autorisation de commerce ou encore de la demande de prolongation du permis de pêche se fera dorénavant par simple virement ou versement. Il ne sera dès lors plus nécessaire de se déplacer physiquement afin de faire apposer un timbre. Cette disposition vaut pour tous les paiements faits au moyen d'un «timbre de chancellerie».

Avec l'article 2 du projet de loi une meilleure efficacité du contrôle de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines au niveau de la perception des droits d'enregistrement correspondant au prix réel payé lors d'un acte portant mutation d'un droit réel immobilier est visée. Ainsi, des sanctions sous peine d'amendes sont dorénavant prévues en cas de non-respect de l'obligation, déjà prévue par la loi 28 janvier 1948, de produire une attestation dans laquelle l'intermédiaire affirme (notamment les agents immobiliers) que le prix payé à l'acte est réel.

Dans un souci de simplification du travail des greffiers des juridictions de l'ordre judiciaire et des secrétaires de communes, il est procédé à l'abrogation des répertoires que ces derniers ont l'obligation de tenir afin d'enregistrer les actes portant sur la mutation de droits réels immobiliers et des actes de bail. Ces répertoires visant à augmenter le contrôle de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sur des actes dont l'enregistrement est obligatoire sont jugés superflus.

De par l'amendement gouvernemental du 28 mai 2013, il est proposé de modifier la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Il s'agit de tenir compte de l'espérance de vie dans l'évaluation de la valeur de l'usufruit. Cette disposition doit s'inscrire dans le cadre de la liquidation et du paiement des droits d'enregistrement et des droits de succession.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.03.2013
 Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
 (Président: M. Marc Hansen):

28.01.2014 Désignation d'un rapporteur
 Présentation du projet de loi
 Examen de l'avis du Conseil d'État

25.02.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Contrôle parlementaire du SREL

6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État

Dans la mesure où la désignation d'un membre de la Commission de Contrôle parlementaire pose actuellement un problème sérieux, il y a lieu de procéder dans les meilleurs délais à une modification ponctuelle de la loi afin de permettre d'élargir le cercle des députés susceptibles de devenir membre de ladite commission. Sinon à l'heure actuelle, le plus important groupe politique de la Chambre des Députés ne serait plus représenté à la Commission de Contrôle parlementaire, faute d'y pouvoir déléguer son président en fonction.

Afin de garantir un fonctionnement complet du contrôle parlementaire, il importe d'anticiper la refonte de l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du SREL.

Le principe du contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État à travers une commission parlementaire reste ancré dans la loi tout comme les pouvoirs de cette commission.

La détermination de la composition de cette commission sera désormais du seul domaine du Règlement de la Chambre des Députés. Cette solution apporte plus de flexibilité dans l'organisation du contrôle parlementaire du SREL, tout en garantissant la sécurité juridique indispensable en la matière.

Dépôt par M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Lydie Polfer et M. Serge Urbany, Députés, le 29.01.2014

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
 (Président: M. Alex Bodry):

29.01.2014 Désignation d'un rapporteur
 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2014

Loi du 10 mars 2014
 Mémorial A: 2014, n°33, page 408

Fonds Monétaire International (FMI)

6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros

Le projet de loi a pour but d'autoriser le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de conclure un accord de prêt bilatéral avec le Fonds monétaire international à concurrence d'un montant de 2,06 milliards d'euros.

À l'origine de cette démarche se trouve la confirmation par les Ministres des Finances de la zone euro de l'engagement pris par les Chefs d'État ou de Gouvernement d'accorder des prêts bilatéraux à hauteur de 150 milliards d'euros au Fonds Monétaire International (FMI). Cette démarche s'inscrit dans la lutte contre la crise économique et financière ainsi que de la dette souveraine en Europe. En effet, il s'agit dans ce contexte de doter le Fonds Monétaire International (FMI) des ressources financières nécessaires.

Le montant du prêt bilatéral de 2,06 milliards d'euros du Grand-Duché de Luxembourg cor-

respond à la quote-part de sa contribution au FMI. Le programme des prêts bilatéraux que les pays membres de la zone euro se sont engagés à accorder au FMI porte sur un total de 150 milliards d'euros.

Le prêt prendra la forme d'une ligne de crédit ouverte dont pourra bénéficier le FMI dans la mesure de ses besoins. La Trésorerie de l'État transférera les liquidités nécessaires sur le compte du FMI auprès de la Banque centrale du Luxembourg au moment de l'activation de l'accord bilatéral.

L'activation donne lieu à des prêts temporaires remboursables à l'échéance et rémunérés du taux des droits de tirage spéciaux. L'accord de prêt bilatéral ne donne pas lieu à un transfert définitif de ressources financières et les prêts temporaires sont dès lors opérés par la Trésorerie de l'État et comptabilisés comme opérations de placements de fonds disponibles au sens de l'article 93(1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État. L'opération n'a pas d'impact sur la dette publique et le déficit public selon le système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC95). En d'autres termes, l'activation de l'accord bilatéral n'entraîne ni augmentation du déficit public ni augmentation de la dette publique.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 22.07.2013

Rapporteur: M. Marc Hansen

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
 (Président: M. Marc Hansen):

24.01.2014 Désignation d'un rapporteur
 28.01.2014 Présentation du projet de loi
 Examen de l'avis du Conseil d'État
 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2014

Loi du 28 février 2014
 Mémorial A: 2014, n°27, page 294

Accords aériens

6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver cinq accords aériens bilatéraux entre le Luxembourg et les pays du Cap-Vert, des Émirats arabes unis, du Gabon, du Tadjikistan et de la République du Congo. Les accords sous rubrique font suite à toute une série d'accords similaires conclus entre le Luxembourg et des pays tiers dans le passé.

Les accords qui font l'objet du présent projet de loi ont été conclus en suivant, en règle générale, les recommandations respectives de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et de la Conférence Européenne de l'Aviation Civile (CEAC), tout en s'inspirant d'un modèle d'accord-type en la matière, utilisé par les membres de l'OACI. Après ratification, les accords seront enregistrés auprès de l'OACI. Les États avec lesquels ces accords ont été conclus sont membres de l'OACI.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.09.2013

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

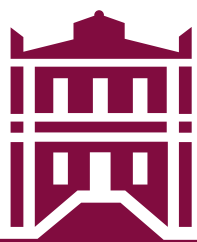
Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):
 16.12.2013 Désignation d'un rapporteur
 20.01.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2014

Loi du 10 mars 2014
 Mémorial A: 2014, n°36, page 426





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Henri Ackermann, Député honoraire
 - M. le Président
2. Communications
 - M. le Président
3. Changements de composition des commissions parlementaires
 - M. le Président
4. Ordre du jour
 - M. le Président
5. 6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam, M. Roy Reding
 - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. 6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur la proposition de loi 6589A et rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6650: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, M. Alex Bodry
 - M. Gast Gibéryen (fait personnel)
 - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Alex Bodry, M. Serge Urbany, M. Gast Gibéryen (parole après ministre)
 - Votes sur la proposition de loi et sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
7. 6644 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés
 - Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen
 - Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Serge Urbany
 - Vote séparé sur l'article 8 (adopté)
 - Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
 8. 6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Marc Hansen
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen (dépôt d'une motion), M. Justin Turpel
 - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - M. Jean-Claude Juncker (parole après ministre)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: M. Jean-Claude Juncker
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
 9. 6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol
 - Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser
 - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch, MM. François Bausch, Fernand Etgen et Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► M. le Président.

Ee schéine gudde Mëtten. Ech wollt direkt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, dat ass net de Fall. Merci.

► M. le Président.- Ech soen dem Statsminister Merci an ech géif dann zu engem méi trauregen Ulass iwwergoen.

1. Hommage à la mémoire de M. Henri Ackermann, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegen, ech hunn déi traureg Flicht, lech den Doud vun eisem fréiere Kolleg, dem Här Henri Ackermann, matzedeele, deen den 23. Januar am Alter vun 91 Joer vun eis gaangen ass.

Den Hary Ackermann ass 1922 am Gronn op d'Welt komm a seng Kandheet huet hien op der Polvermillen verbruecht. Hien huet där Generatioun vu Lëtzebuurger ugehéiert, déi an hire jonke Joren Deportatioun, Arbeitsdienst an Zwangsrekrutierung matgemaach hunn an doduerch e Liewe laang sollte geprägt bleiwen. Den Hary Ackermann gouf 1941 zwangsrekrutiert, an nodeems hie konnt desertéieren - also Neen zum Fändel vum Okkupant gesot huet -, huet hie sech misse bis zur Befreiung zu Lëtzebuerg verstoppen.

Nom Krich ass hie bei d'Eisebunn schaffe gaangen. Hie war e passionéierten a flichtbewossten Eisebunner, dee Personaldelegéierte vun 1950 bis 1977 an an darselwechter Zäit Member vun der Zentraldelegatioun vun der CFL war. Den Hary war vun 1949 u Member vum Comité de l'Entraide médicale des CFL a war e ganz engagéierte Gewerkschaftler beim Landesverband, an deem hien iwwer 65 Joer laang Member an och Vizepresident war. Den Hary Ackermann huet duerch säin Engagement a säi léiwen an oppene Genre, einfache Genre, dem Landesverband vill néi Membere bruecht.

Den Hary war awer net nëmmen am gewerkschaftleche Beräich aktiv, mä hien huet, wéi esou munch Gewerkschaftler, de Wee an d'Politik fonnt an hie war un der Säit vun der LSAP aktiv.

Hien ass ganz séier aktiv an der Partei ginn, an dëst ganz besonnesch um Gemengenniveau, wou hien 1952 d'LSAP-Sektiooun Polvermillen gegrënnt huet an des och bis 1995 geleet huet. 1968 ass hie fir d'Éischt an de Stater Gemengerot gewielt ginn an ass ëmmer erëmgewielt ginn, bis hie sech 1992 aus Altersgrënn aus der Gemengepolitik zrëckgezunn huet.

Hien huet sech um Niveau vun der Gemengepolitik ganz staark fir déi einfach Leit agesat a viles um Plang vun der Sozialpolitik gelescht, déi him ëmmer ganz staark um Häerz louch. Duerch säin onerlässlechen Asaz fir säi Quartier ass hie während senge laange Joren am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg den „heemleche Buergermeeschter vun Hamm“ genannt ginn.

Den Hary Ackermann war am Verwaltungsrot vun den Altersheimer vun Hamm a Pafendall, vun 1971 bis 1979 war hien am Verwaltungsrot vun der CFL an hie war 25 Joer laang Member an der Privatbeamtekummer, dovun zéng am Comité.

Eng éischte Kéier war hie vun Abrëll bis Mee 1979 Member vun eiser Chamber, wéi hien de Jean Gremling ersat huet. Bei de Chamberwahlen vun 1984 ass hien dunn als Deputéierte gewielt ginn. Bis 1994, also eelef Joer laang, war hien Zentrumsdeputéierte vun der LSAP an huet an de parlamentaresche Kommissiounen an de Beräicher vun der Transportpolitik, dem Sport an den Travaux publics wäertvoll Aarbecht gelescht.

Den Hary Ackermann war e buedemstännege Mënsch, hien huet ni vergiess, wou hien hierkomm ass an hat och als Deputéierten ëmmer en oppent Ouer fir de klengen Mann.

Den Hary war ëmmer do ze fannen, wou Leit sech versammelt hunn - och eppes, wat haut nach fir den Deputéierte wichteg an noutwendeg ass.

Ville vun eis, a besonnesch an der Sportswelt, ass den Hary Ackermann awer och e Begrëff als begeeschterten a gudde Coureur. De Vélo war bis an den héijen Alter en Deel vun him.

1936 huet alles ugefaangen, wéi hie fir d'Union Bouneweg gefuer ass. 1940 war hie Landesmeeschter an der Kategorie „débutants“. 1947 huet hien un dem Tour de Suisse souwéi

un der Weltmeeschterschaft zu Reims deelgeholl. An dese Joren ass hien och den Tour de France matgefuert. Den Hary war en onermiddleche Verfechter vum Bau vun engem Velodrom zu Lëtzebuerg.

Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill an eis éierlech Sympathie ausdrécken. Den Hary war en einfachen, bescheidene Mënsch an esou ass hien och vun eis gaangen.

Ech géif lech bieden, eng Minutt opzestoen, fir dem Hary ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

2. Communications

Ech géif gär folgend Kommunikatiounen un d'Chamber maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro déposéiert.

2) Folgende Projet a folgendes Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement goufen an der Administration parlementaire déposéiert: den 29. Januar vum Finanzminister de Projet de loi 6649, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété; den 30. Januar vun den Hären Alex Bodry, Eugène Berger, ech selwer, vun der Madame Viviane Loschetter a vum Här Claude Wiseler den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 6650 iwwert d'Zesummesetzung vun der SREL-Kontrollkommissioun.

3) Den 31. Januar hunn Éducateuren d'Petitioun N°328 fir d'Solidaritéit mat hirem Beruff eragereecht.

4) Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech da folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

Den 23. Januar 2014 huet de Statsminister matgedeelt, dass nom Départ vum Här Albert Hansen e Poste vu Conseiller d'État vakant ginn ass.

Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert de Statsrot souwéi an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement,

ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidaten fir de Poste vu Conseiller d'État opzestellen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spëtstens de 5. März vun deem Joer. Den Datum vum Poststempel zielt.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf eranzeerechen an all déi aner Konditiounen, déi am schrëftleche verëffentlechte Communiqué festgehalen sinn, sinn ze respektéieren. De generelle Profil vun engem Conseiller d'État ass um Site vum Conseil d'État nozeliesen. De Conseil d'État huet och e speziellen, e spezifesche Profil opgestallt, wou e seng Virleift fir e Kandidat matgedeelt huet, deen e komplette Studienzyklus iwwert d'Ekonomie nozeweisen huet. Et ass selbstverständlech, dass et d'Prärogativ ass vum Chambersplenum, fir déi dräi Kandidaten, déi dem Grand-Duc virgeschloe ginn, ze determinéieren.

Ech wollt lech och bei deser Geleeënheet drun erënneren, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun deene festgesatene Fristen een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäuseleeeën, déi d'Averstandnis vum Kandidat noweist. Wéi gesot, den Avis officiel gëtt muer an der geschriwwener Press verëffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 4 février 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.01.2014

6650 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

Dépôt: MM. Alex Bodry, Député; Eugène Berger, Député; Mars Di Bartolomeo, Député; Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 30.01.2014

3) La pétition n°328 pour la solidarité avec l'Éducation a été introduite en date du 31 janvier 2014 par des éducateurs.

4) Le 23 janvier 2014, le Premier Ministre a informé le Président de la Chambre des Députés qu'à la suite du départ du conseiller d'État Albert Hansen, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et aux dispositions des articles 115 à 117 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 5 mars 2014, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) résider au Grand-Duché (certificat de résidence);

4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).

Un profil général et un profil spécifique du candidat pour le mandat à pourvoir ont été établis par le Conseil d'État. Le détail du profil général est disponible sur le site Internet du Conseil d'État (www.conseil-etat.public.lu) dans la rubrique «composition». Quant au profil spécifique, le Conseil d'État exprime une préférence pour un candidat disposant d'une formation d'un cycle universitaire de quatre années en économie.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changements de composition des commissions parlementaires

Da wollt ech lech eng Rei vu Changementer an der Komposition vun de Chamberskommissionen matdeelen.

Wat d'Zusammensetzung vun der Commission de la Santé, also vun der Gesondheitskommission an der Sportskommission ugeet, ersetzt de Georges Engel d'Madame Tess Burton fir de Volet Santé a Sport, an an der Kommission vun der Famill an der Integratioun ersetzt d'Madame Tess Burton den Här Georges Engel.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen.

Den Här Berger huet sech d'Wuert gefrot.

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Merci, Här President.

Wann Der erlaabt, géif ech och nach vun der DP-Fraktioun aus zwou Ännerunge proposéieren an de permanente Kommissionen. Dat wieren: An der Institutionskommission géif d'Madame Brasseur duerch d'Madame Joëlle Elvinger ersat ginn an an der Enseignement-supérieurs-Kommission géif d'Madame Brasseur duerch den Här Edy Mertens ersat ginn. Wann een dat och elo kéint hei mat aktéieren, da wiere mer frou.

► **M. le Président**.- Merci, Här Berger.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Dann zu eisem Ordre du jour vun haut. An der Réunion vum 30. Januar huet d'Presidentekonferenz folgenden Ordre du jour virgeschloen:

De Projet de loi 6544, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vum Conseil Économique et Social, nom Basismodell; d'Proposition de loi 6589A, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Service de Renseignement de l'État, zesumme mat dem Ofännerungsvorschlag vum Chambersreglement 6650, iwwert d'Zusammensetzung vun der SREL-Kontrollkommission; dréttens, den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement iwwert d'Rechter vun de Sensibilités politiques a vun den Deputéierten, nom Modell 1 - iwwregens dee viregte Projet och nom Modell 1; de Projet 6596 iwwert d'Préten un den internationale Währungsfong, nom Basismodell; an da schlussendlech als leschte Punkt de Projet de loi 6615 iwwer Accorden tëschent Lëtzebuerg an Drëttstaaten am Beräich vum Fluchttransport, och nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen.

(Assentiment)

Dat ass de Fall, da soen ech Merci.

Mir fänken de Mëtten da mam Projet de loi 6544 un, deen d'Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vum Conseil Économique et Social virgesäit. D'Riedezäit ass nom Basismodell opgedeelt an ech géif direkt d'Wuert un den honorabele Rapporteur vum Projet ginn. Den honorabelen Här Alex Bodry huet d'Wuert.

5. 6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Alex Bodry (LSAP)**, rapporteur.- Här President, et ass e bëssen ze vill där Eier fir mech. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei geet et bei dësem Projet de loi 6544 em eng kleng punktuell Modifikatioun vum organesche Gesetz vun '66 iwwert de Wirtschafts- a Sozialrot.

Bis haut ass d'Memberschaft am Wirtschafts- a Sozialrot ausschliesslech de Lëtzebuerg virbehalen. Dat soll sech an Zukunft änneren. De Gesetzesprojet, deen d'Regierung deponéiert huet, gesäit vir, dass d'Nationalitéitsklausel aus dem Gesetz vum 21. Mäerz '66 iwwert de Wirtschafts- a Sozialrot soll gestrach ginn. Dat ass deen eenzeg Artikel vun deem Gesetzesprojet haut, dee mer diskutéieren.

E gouf nach ënnert der viregter Regierung vum deemolege Statsminister den 20. Februar 2013 deponéiert. Dat, wat inhaltlech an deem Text steet, dat gëtt och gedeelt vun der Institutionskommission vun dëser Chamber, déi schon an der leschter Legislaturperiod an an dëser Period iwwert dee gesetzleche Virschlag vun der Regierung diskutéiert huet. Och mir sinn der Meenung, dass déi Nationalitéitsklausel, wéi se zënter der Kreatioun vum Wirtschafts- a Sozialrot bestanen huet, net méi soll bäibehale ginn. Am Kloertext heescht dat, dass mer der Meenung sinn, dass an Zukunft och Netlëtzebuerg an de Wirtschafts- a Sozialrot genannt kënne ginn. Dat Organ gëtt jo net gewielt, dat gëtt also op Proposition hi vun der Regierung genannt.

Deen dote Schratt, mengen ech, gesinn ech e bëssen als eng weider Etapp an deene Versuch, déi gemaach si ginn iwwert déi lescht Joren, déi sécher jo och nach net ofgeschloss sinn, fir de Pays réel an de Pays légal beieneenzeféieren.

Mir wëssen alleguerten, dass eis Économie, dass déi Leit, déi Betriber féieren, dass déi Leit, déi a Betriber schaffen, zu engem gudden Deel net Lëtzebuerg sinn. Lëtzebuerg ass eng staark Économie, ass eng oppen Économie, an dat mécht sech natierlech och bemierkbar an der Zusammensetzung vum Salariat wéi och vum Patronat.

An och wann et elo fir d'Patronat net direkt Zuele gëtt, op déi ee kann zrëckgräifen, gëtt et der natierlech fir d'Zusammensetzung vun der aktiver Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg, an et ass ëmmer erëm, mengen ech, wichteg, sech déi Zuelen nach eng Kéier virun Aen ze féieren. Zu Lëtzebuerg gëtt et eng 160.000 Grenzgänger, also Leit, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe

kommen an dann erëm eng Kéier a Frankräich, an d'Belsch an an Däitschland zrëckfueren, an doriwwer eraus Zéngtausende vu Leit, Netlëtzebuerg, déi hei eng Heemecht fonnt hunn an déi hei net nëmme wunnen, mä och hei schaffen.

Wann een déi Zuele kuckt, da kënnt een, wann een d'Fonction publique matarechent, op e Prozentsaz vun déck iwwer 60%, gutt 60% vun der aktiver Bevëlkerung insgesamt, déi Netlëtzebuerg sinn. A wann een nëmme de Privatsektor kuckt, da sinn et méi wéi dräi Véierel. Méi wéi dräi Véierel vun der aktiver Bevëlkerung am Privatsektor hei zu Lëtzebuerg sinn Netlëtzebuerg.

Dofir schéngt et eis, mengen ech, eng Selbstverständlechkeet ze sinn, dass, wéi dat scho bei de Chambres professionnelles geschitt ass - do ass déi Reform scho gemaach ginn -, dass een och eng Ouverture mécht op Netlëtzebuerg hin, wat d'Zusammensetzung vum Wirtschafts- a Sozialrot ugeet. An dofir, mengen ech, war et och an der Kommissioun esou, dass mer keng länger Diskussiounen iwwert deen dote Prinzip haten. Jiddweree war sech eens, dass mer deen dote Schratt onbedéngt hu misse maachen. Et ass och esou, dass am Virfeld och de Wirtschafts- a Sozialrot selwer - net eestëmmeg, mä mat grousser Majoritéit - der Meenung war, dass e soll opgemaach ginn zumindest fir EU-Bierger.

Déi viregt Regierung ass e Schratt méi wäit gaangen a se huet all Nationalitéitsklausel erausgeholl. Also och Netlëtzebuerg aus Net-EU-State kënnen an dee Wirtschafts- a Sozialrot genannt ginn. Net anescht ass et och mat de Chambres professionnelles schon haut.

Dat ass, mengen ech, e Schratt, dee begréisst ginn ass vum Statsrot, dee begréisst ginn ass vun der grousser Majoritéit vun de Beruffschamberen, déi konsultéiert gi si respektiv déi en Avis ginn hunn, mat enger merklecher Ausnahm allerdéngs - dat muss een hei och ervirhiewen -, dat ass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Déi huet Reserven ugemellt, fir de Krees méi wäit opzemaache wéi fir d'EU-Bierger. Si huet sech also dergéint ausgeschwat, dass Net-EU-Bierger kéinte Member vum Wirtschafts- a Sozialrot ginn.

Mir waren an der Kommissioun dann awer der Meenung, dass et kee Sënn mécht, déi doten Distinction ze maachen, dass einfach déi sozial Realitéit um Terrain an de Betriber eng aner ass, a mir solle keng weider Kategorië vu Lëtzebuerg/Netlëtzebuerg hei aféieren op deem dote Plang. Dofir also si mer wéi d'Regierung der Meenung, dass ee soll déi Bedingung vun der Lëtzebuerg Nationalitéit einfach aus dem Gesetz vum Wirtschafts- a Sozialrot strächen.

Et huet sech dann an den Avisen eng Diskussioun entwéckelt ronderëm d'Fro, wat fir eng Répercussionen dat Sträiche vun deem Artikel 10 hätt op Leit, déi beim Wirtschafts- a Sozialrot schaffen, déi also net elo genannte Membere si vun deem Wirtschafts- a Sozialrot, déi eigentlech zum Staff gehéiere vum Wirtschafts- a Sozialrot.

An do schéngt et eis relativ kloer ze sinn, an déi Meenung gëtt och gedeelt vun den zoustänneg Regierungstellen, dass opgrond vun aneren Texter aus der Fonction publique op där enger Säit, engem Gesetz vun, mengen ech, 2005 an engem Règlement grand-ducal vun 2010 sech eigentlech Folgendes ergëtt: dass och an Zukunft de Generalsekretär/d'Generalsekretärin vum Wirtschafts- a Sozialrot d'Lëtzebuerg Nationalitéit muss hunn, net opgrond vum Gesetz iwwert de Wirtschafts- a Sozialrot, mä opgrond vun allgemengen Texter, déi d'Fonction publique betreffen, well dee Posten do an der Nomenclature vun de Graden an der Fonction publique am Grad 17 agestuift ass. Dat fällt ënnert d'Definitioun vun deenen héije Posten, déi censéiert sinn, eng Parzell vun der Souveraineté publique auszeüben an dofir also de Lëtzebuerg virbehalen sinn.

All déi aner Leit, déi zur Verwaltung vum Wirtschafts- a Sozialrot gehéieren, müssen an Zukunft net Lëtzebuerg sinn. Dat kënnen also och Netlëtzebuerg sinn. Dat ergëtt sech, wéi gesot, aus enger juristescher Analys, déi mer gemaach hunn an déi och vun anere Stelle confirméiert ginn ass.

D'Kommissioun selwer hat en Amendement formuléiert, well si wollt déi Fro oder déi Méiglechkeet vun enger Révocation vun deem engen oder anere Member vum Wirtschafts- a Sozialrot op Initiativ vun der Regierung aféieren. Et ass bis elo eigentlech net an deem Mooss virgesinn.

Deen Amendement ass kritesch aviséiert gi vum Statsrot, huet och am Wirtschafts- a Sozialrot selwer zu Interrogatiounen gefouert, wat d'Absicht vun der Chamber waren. A schlussendlech si mir och der Meenung, dass den Text, wéi mer e formuléiert hunn, eigentlech misst nach komplettéiert ginn, wann een e wéilt an d'Gesetz integréieren. Mir hunn awer décidéiert schlussendlech, déi Iddi vun deem Amendement falen ze loossen, wat déi Fro vun der Révocation vu Membere vum Wirtschafts- a Sozialrot ugeet.

Et bleift awer - an do schwätzen ech och am Numm vun der Kommissioun -, dass mer der Usicht sinn, dass, wann een den Text vun 1966 kuckt, awer eng ganz Rëtsch vu Zones d'ombre an deem Text dra sinn, Onpräzisiounen dra sinn. Dofir schéngt et fir eis wichteg ze sinn, dass d'Regierung, Här Statsminister, kéint op de Wee goen, fir eng Kéier en Toiletage vun deem Text vu '66 iwwert de Wirtschafts- a Sozialrot ze maachen, well do notamment déi ganz Fro vun der Nominatiounsprozedur relativ nebulös ass.

Do gi Propose gemaach. Et weess een net esou richteg, wat fir eng Instanz der Regierung Propose mécht, fir d'Verrieder vun der Patronatssäit an d'Verrieder vun der Gewerkschaftssäit ze nominéieren. An op där anerer Säit ass och net kloer, opgrond vu wat fir engem Kräfteverhältnis déi eenzel Verrieder do bestëmmt ginn. Dat schéngt bis elo ëmmer am Kader vun engem Arrangement geschitt ze sinn.

D'Fro stellt sech, wann eng Kéier déi concernéiert Parteie sech net kënnen arrangéieren, wie se da vusäit vun der Patronatssäit respektiv vun de Salariatsgewerkschaften dohinner delegéieren. Da gëtt et schwierig, dann aus där Situatioun do erauszekommen. Dofir si mer der Meenung, dass d'Regierung gutt berode wär, deen Text nach eng Kéier nozekucken an do eng Rei vu Clarificatiounen an dee Gesetzestext eranzubréngen.

E lescht Wuert dann nach: De Wirtschafts- a Sozialrot, deen huet ee vläicht an deene leschte Jore manner héieren. Mir wëssen, dass och Problemer bestanen hu vun Zesummenaarbecht an deem Wirtschafts- a Sozialrot, fir sech kënnen op gemeinsam Avisen ze eenegen. Ech ka mech awer nach zumindest un déi Zäit erënnere, wou déi jährléich Avise vum Wirtschafts- a Sozialrot zur allgemenger Wirtschafts- a Sozialsituatioun vu Lëtzebuerg, wou och thematesch Avisen, déi de Statsrot gemaach huet, wirklech hei Gehéier fonnt hunn, diskutéiert gi sinn an heiansdo souguer d'Grundlag duergestallt hu fir eenzel Gesetzesreformen, déi dono gemaach si ginn.

Ech, an ech mengen, déi ganz Kommissioun géif sech wënschen, dass déi doten Zäite géifen zrëckkommen an dass et iwwert de Wirtschafts- a Sozialrot - wat wirklech en Instrument vum Sozialdialog war, ier mer hei vun enger regelrechter Tripartite eréischt Mëtt de 70er Jore geschwat hunn - dat Instrument vum Sozialdialog erëm eng Kéier kéint voll zur Geltung kommen.

An deem Sënn géif ech lech bidden am Numm vun der Kommissioun, dëse Gesetzesprojet esou wéi e proposéiert ass ze stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Rapporteur. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Gloden, d'Madame Brasseur, den Här Adam an den Här Reding. D'Wuert huet elo deen éischten ageschriwwene Riedner, den Här Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV)**.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'Éischt dem Alex Bodry Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. De Wirtschafts- a Sozialrot huet den 22. Januar 2013 duerch en unanimmé Vote dofir plädéiert, d'Nationalitéitsklausel ze strächen an d'Memberschaft vun dësem Rot op déi europäesch Matbierger auszeweiden. De Jean-Claude Juncker huet ganz séier op déi Demande reagéiert, andeems en den 20. Februar 2013 d'Gesetzesvirlag, déi haut zum Vote steet, hei an der Chamber abruucht huet. Jo, en ass souguer nach e Schratt méi wäit gaangen: Net nëmme EU-Bierger sollte kënnen an deem Gremium setzen, mä och Net-EU-Bierger. Dorober verweist och de Statsrot a sengem Avis vum 22. Mäerz 2013.

Firwat soll een zu dësem Moment de Conseil Économique et Social opmaache fir Netlëtzebuerg? Dozou wëll ech kuerz op den histore-



sche Kontext vun der Grënnung vun deem Rot agoen, well och zu deem Ament d'Fro vun der Nationalitéit vun de Memberen diskutéiert gouf. Net am initiale Projet, wéi e vun der deemoleger Regierung abruecht ginn ass, mä an der Kommissioun vun der Chamber, déi sech mat der Schafung vun deem Rot beschäftegt huet, ass déi Fro opkomm.

Dozou sot den Här Hengel, Deputéierten a Member vun der LSAP: „Et war vergiess ginn, an den Här Mosar huet drop higewisen, dass een an deene verschiddene Gruppen nëmme Member vum Conseil ka ginn, wann ee Lëtzeburger ass. Et ass e Fait, dass de Conseil institutionaliséiert gëtt. D'europäesch Integratioun geet weider. Mä et ass awer och e Fait, dass an anere Länner mat ähnlechen Institutiounen d'Lëtzeburger oder aner Ausländer net dra kënnen kommen.“ An duerfir huet d'Kommissioun deemools proposéiert, den Artikel 10 an d'Gesetz anzuschreiwen, deen zënterhier um Fong net geännert gouf.

U sech hätt een deemools scho kënnen vun deem Artikel ofgesinn, a vun der demografescher Zesummesetzung vun eisem Land war d'Wahrscheinlechkeet kleng, dass Netlëtzeburger hire Wee an dese Rot géife fannen. Vun den 334.790 Leit, déi hei am Land déizäit gelieft hunn, haten 278.057 Persounen déi lëtzebuergesch Nationalitéit, wat méi wéi 83% vun där deemoleger lokaler Populatioun ausgemacht huet.

Hautzudaags stellt sech d'Situatioun anescht duer, an dat steet och kloer an däitlech am Exposé des motifs vum initiale Projet. Mir begräissen duerfir, dass mer duerch des Gesetzesofännerung enger Doléance vum Comité Économique et Social kënnen Rechnung droen. Dat hei ass e Beweis dofir, dass mir och den Netlëtzeburger d'Méiglechkeet ginn, sech zu de groussen Erausforderunge vun eisem Land an eiser Gesellschaft ze äusseren.

Erlaabt mer och nach e puer méi allgemeng Observatiounen: Wéi Dir all wësst, datéiert des Institutiounen vun 1966. Deemools huet et schon eng jett Jore gebraucht, ier des Institutioun den Dag konnt erblécksen. Dat Blockdenken - oder sollt ech soen: „Blockade-Denken“? - vu Salariat a Patronat huet deemools schon zu Verzögerunge gefouert. Hautzudaags dierft dat eesäitge Denke jo net méi esou zum Droe kommen, soudass mer gespaant sinn op den desjähregen Avis vum Rot zu der wirtschaftlecher, sozialer a finanzieller Entwécklung zu Lëtzebuerg, sou wéi dat am Gesetz virgesinn ass.

Ech hunn elo grad vun der wirtschaftlecher, sozialer a finanzieller Evolutioun geschwat. Feelt do net eng Komponent, Dir Dammen an Dir Hären? Misst een net och eis Ëmwelt do mat abezéien? Misst dat Gremium net och mat de Représentanté vum ökologesche Bord gespéck ginn?

Ech wëll hei net d'Paternitéit vun deser Iddi reklaméieren. Ech verweisen diesbezüglech op eng Proposition de loi vun den Häre Gira a Garcia vun 2002, déi d'Ofschaffung vum Conseil Économique et Social verlaangt hunn an d'Attributioun vu senge Missiounen un en „Conseil supérieur du développement durable“ virgeschloen hunn.

Eng Fro also un des Regierung: Gedenkt si, sech deser Iwwerleeung unzeschléissen? Misst een déi zwee Gremien net zesummeschléissen? Domat géifen dann d'Kräfte gebündelt ginn. Vlächtt hätt dat jo och e positiven Impakt, och wann nëmme e klengen, op eise Statsbudget!

Ech wëll dann och drun erënneren, dass notament a Frankräich den „Conseil économique et social“ 2008 an en „Conseil économique, social et environnemental“ ëmgewandelt ginn ass. Ech wier also frou, wann des Iwwerleeungen an eng méi generell Iwwerarbeitung vun der Gesetzgebung vum Conseil Économique et Social kéinte mat afléissen.

Niewent enger méi fundamentaler Iwwerarbeitung vun deem Gesetz bleiwen och Detailfroen ze klären. D'Fro no der Nominatioun vun den eenzelne Memberen an hirer Révocation ass jo och an der Kommissioun zur Sprooch komm. Laut Gesetz besteet de Rot aus 39 effektive Memberen an aus genausou ville Suppléants, wouvu jeeeweils 18 Patronatsvertrieeder an 18 Salariatsvertrieeder, déi da vun de representativste professionellen Organisatiounen proposéiert ginn.

Laut Règlement grand-ducal sinn op Patronatsäit 13 Vertrieeder vun de Betriber derbäi, zwee Fräiberuffler an dräi Représentanté vu Landwirtschaft respektiv Wäibau. Op Salariatsäit geet Rieds vu 14 Salariéen aus dem Privatsektor a véier aus dem öffentleche Sektor.

Ech wier frou, gewuer ze ginn, wien dann an deene Fäll déi representativste Organisatioun sinn. U wéi enge Kritäre gëtt dat festgemaach?

Et dierft een och net vergiessen, dass d'Kreatioun vun deem Rot zum Zil hat an huet, eng méi large demokratesch Participatioun ze erméiglechen, mä dass dese Rot u sech der Regierung mat Rot an Dot zur Säit steet. Vu dass d'Regierung d'Vertrieeder ze nennen huet, misst et och der Regierung gestatt sinn, se ofzebestellen a bestëmmte Fäll. Dozou wier ech frou, d'Iwwerleeungen och vun der Regierung ze héieren.

Och finanziell gesinn, géif ech de Premier froen, wat de Conseil Économique et Social en termes de coûts duerstellt. Wier et do méiglech, eng detailléiert Opstellung ze kréie säit 2004?

Heimat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gloden. Als Nächst huet d'Madame Brasseur d'Wuert.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu véier kuerz Punkten zu deem Projet de loi, dee mer elo diskutéieren: Deen éischten, an de Rapporteur huet dat schon ervirgestrach, geet op d'Initiativ vum Conseil Économique et Social zréck, wat och eng richteg Initiativ wor. Well, wéi kann ee wëlle representativ si fir déi, déi zu Lëtzebuerg schaffen, oder déi, déi Patron sinn, wann d'Zuelen net méi stëmmen? Représentativ si se nämlech net, wann nëmme Lëtzeburger dra sinn, well deene leschte Statistiken no si manner wéi 30% Lëtzeburger, an da wiere 70% ausgeschloss gewiescht. Wa mer den Dialog also wëllen an e representativt Organ wëlle schafen, da muss natierlech jiddwereen dozou Accès hunn!

Ech wëll och den Auteurs vum Projet de loi, der viregter Regierung, félicitéieren, dass se net nëmme dat fir EU-Bjergeer opgemaach hunn, esou wéi de Conseil Économique et Social dat gefrot huet, mä fir all Bierger, déi d'Lëtzeburger Nationalitéit net hunn.

Deen zweete Punkt ass dee vum Sozialdialog. Leider huet et an deene leschte Jore méi wéi gehappert um Sozialdialog, an och de Conseil Économique et Social huet net méi fonctionnéiert, an dat ass jo och ervirgestrach gi vu menge Virriedner.

Dat ass méi wéi ze bedauern! Besonnesch an deser schwiereger Zäit ass et méi wichteg wéi jee, dass jiddweree seng Responsabilitéit hält, fir erëm zum Sozialdialog ze fannen. A fir en Dialog muss een natierlech zu zwee sinn; mat sech selwer kann een net schwätzen. Et soll een och net iwwert deen anere schwätzen, mä mat deem anere schwätzen. Ech géif mer wënschen, dass, wa mer dat Gesetz elo gestëmmt hunn, deen Dialog, deen ons awer gekennzeechent huet, erëm ugekuerbelt gëtt, an deem souwuel d'Patronat wéi d'Salariat Responsabilitéiten hunn, mä och d'Regierung.

Deen drëtten Punkt, do wenden ech mech un de Rapporteur, den Här Bodry, fir him ze félicitéieren fir säi Rapport, mä awer och fir em Merci ze soe fir déi Aart a Weis, wéi en ons Institutiounskommissioun leet, wat en exzellent mécht. Den Här Meyers, dee jo déi Charge net méi wollt weiderféieren, huet awer e gudden Successeur am Här Bodry fonnt. Dofir, Här Bodry, e grouse Merci an all ons Félicitatiounen!

An de véierte Punkt ass deen, dass ech wëll den Accord vun der DP-Fraktioun ginn, mä, Dir Dammen an Dir Hären, genee wéi meng Virriedner wëll ech awer soen, dass dat hei nëmme eng kleng Etapp ass an dass dat Gesetz erëm op de Métier geholl muss ginn, fir all déi Ongereimtheeten, déi drastinn, ze kucken - dat ass deen éischte Punkt -, an deen zweete Punkt, och fir d'Ausrichtung vum Conseil Économique et Social ze kucken an ob een do net Recoupement kéint maachen. An do ass d'Regierung gefuerdert. Mä ech si sécher, dass d'Regierung ons dann, no engem Temps de réflexion, no Konsultatioun mat alle Concernéierten, e kohärenten Text wäert op den Dësch leeën.

Ech soen lech villmoos Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Brasseur. Als Nächsten huet den Här Adam d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, léif Kollegeginnen a Kollegen, mir hunn et jo hei mat engem kuerze Gesetz ze dinn. Ech mengen, de Punkt: «Les membres effectifs et

suppléants ainsi que le secrétaire général et le personnel du secrétariat doivent être de nationalité luxembourgeoise.», dee gëtt gestrach. Dat war eppes, wouriwwer mer alleguerten eis eens waren. Et ass och alles schonn hei gesot ginn, dofir wëll ech et net nach widderhuelen.

Ech wëll fir d'Éischt emol dem Rapporteur Merci soen, dem Här Bodry, fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport, déi ganz exzellent an ausféierlech waren. En ass och op déi verschidde Punkten agaangen, déi mer an der Kommissioun diskutéiert haten, zum Beispill, ob et néideg wier, fir och eppes anzeféieren, dat d'Regierung kéint e Member aus deem Wirtschafts- a Sozialrot révoquéieren. Mir hunn drop verzicht.

Mir soen als Gréng, dat war och gutt, fir do-robber ze verzichten. Mir mengen och, dat et net onbedéngt dee gréisste Problem wier, fir e Member ze ersetzen. Dat geet jo och aus der Organisation interne am Fong geholl ervir, dat dee Conseil kann e Member och zréckberuffen.

Richteg ass awer, an dat ass och am Rapport ugeklungen, dat mer eis solle Gedanke maachen iwwert déi Zesummesetzung vun deem Conseil. Ech sinn och ganz frou iwwert dem Här Gloden seng Interventioun, deen drun erënnert huet, dat een deem Rot och kéint nach eng ökologesche Komponent ginn. Dat ass bestëmmt derwäert ze diskutéieren.

Et ass awer nach ee Punkt, dee mer wichteg war, wéi ech mech hei befaasst hu mat der Zesummesetzung vun deem Wirtschafts- a Sozialrot. Mir maachen dee jo elo op, well mer soen, et ass eng Realitéit, dat bei eis am Land nun eemol einfach ganz vill Netlëtzeburger, sief dat Frontalieren, sief dat Résidenten, schaffen an Aarbechtsplazen ubidden. Et ass awer bis elo nach keen, deen et festgestallt huet, dat bei eis am Land ganz vill Frae schaffen: méi wéi 40% als Salariées; manner wéi 20% als Employeur.

Wann ee kuckt, wéi dee Wirtschafts- a Sozialrot sech zesummesetzt, da stellt ee fest, dat do awer wierklech ganz, ganz wéineg Fraen dra vertrauede sinn. An ech mengen, wa mer iwwert déi Zesummesetzung diskutéieren an Zukunft, wéi et ugekënnegt ass, sollte mer eis och Gedanke maachen, ob dee groussen Deel vun de Fraen, déi bei eis am Land schaffen, vun deem dote Rot och richteg vertrauede sinn.

Bon, dat gesot, bréngen ech natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi. An ech freeë mech op weiderféierend Diskussiounen an där heiter Matière.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Reding ageschriwwen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss widersprechen. Fir d'Éischt dem Här Adam: Mir sinn net alleguerten d'accord mat deem Projet. Dann der Madame Brasseur: Et geet net nëmme em en Dialog. An dann dem Här Bodry: Et ass keng kleng Ännerung.

Mir als ADR ënnerschätze kengeswee den Impakt an d'Importanz vun den Ausländer hei am Land, sief et, dat se hei wunnen, oder sief et, dat se heihinner schaffe kommen. Trotzdem ass deen heiten Text fir eis inakzeptabel, well et eng weider Ennerhillegung ass vun eiser nationaler Souveränitéit...

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - ...an e Réckschrëtt fir d'Integratioun.

Ech erkläre mech:...

(Interruption)

De Conseil Économique et Social ass net en einfache Conseil consultatif. Et ass net einfach nëmme en Organ, wat em seng Meinung gefrot gëtt. Et ass eng Institutioun, déi dem Premierminister ënnersteet. Déi Institutioun huet am Rahme vum europäeschen Traité eng Missioun „de négociation“ am Rahme vum „Dialogue social européen structuré“.

Wat ass den Dialogue social européen structuré? Ech zitieren do den Avis vun der Statsbeamtegewerkschaft, oder -chamber besser gesot: Dat ass en «Mécanisme disposant de pouvoirs quasi législatifs et d'un statut quasi constitutionnel». Et ass also aus evidentes Ursachen, dat mir eis net kënnen bereet erklären, dat an esou engem Organ Netlëtzeburger siégieren.

Wa mer an déi dote Richtung virufueren, muss d'Fro sech stellen, wat fir eng Organer als nächst opgemaach ginn a wat als nächst opgemaach gëtt. Mir wëssen, dat d'Wahlrecht fir d'Ausländer zur Debatt steet. Firwat net och d'Kompositioun vum Conseil d'État an esou weider? Duerfir si mir net bereet, en Organ, wat legislativ Pouvoiren huet a quasi konstitutionnell Pouvoiren huet, opzemaache fir Netlëtzeburger.

Et ass awer och e Réckschrëtt fir eis Integratioun. A wat fir enger Sprooch wäert de Conseil Économique et Social muer délibéréieren, wann Netlëtzeburger drätszen? Délibéréiert en op Däitsch, well et en däitsche Member gëtt? Délibéréiert en op Englesch, well et en englesche Member gëtt? Délibéréiert en op Franséisch, well et e franséische Member gëtt?

Ech mengen, wat einfach wichteg ass, ass, dat mer ee fir alle Mol verstinn - an dat ass d'Positioun vu menger Fraktioun -, dat eng wierklech Integratioun hei am Land nëmme ka gemaach ginn duerch eng gemeinsam Sprooch.

Mir bewonneren ëmmer déi skandinavesch Länner mat hire PISA-Resultater an esou weider. Wat maachen déi? Wa jonk Ausländer an hirt Land kommen, léiere se d'Sprooch vum Land. Dat maachen och aner Länner, déi grouss Awanderungen hunn, déi Leit aus aller Häre Länner ophuelen.

Ech wëll einfach emol als Beispill d'Vereenegte Staten zitieren, oder Israel: An Israel komme Leit aus Äthiopien, aus Russland, aus Frankräich. A wat ass dat Éischt, wat se maachen? Si léieren déi gemeinsam Nationalsprooch Hebräesch. A genausou sollte mir onbedéngt op dee Wee goen an dat promouvieren. Dat wier dee richteg Wee fir eng wierklech Integratioun vun den Ausländer.

A well duerfir dëst Gesetz an eisen Aen, besonnesch och ouni Sproocheklausel, en absolut falscht Signal gëtt, wäert meng Fraktioun dergéint stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Domat wäere mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. Ech géif dem Här Statsminister d'Wuert ginn, fir drop ze äntwerten. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Erlaabt mer fir d'Éischt, hei dierfen engem vun den Orateurs vun haut de Mëtteg ze félicitéieren: der Madame Brasseur. D'Regierung wollt der Madame Brasseur der félicitéieren, déi d'lescht Woch Presidentin vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe gewielt ginn ass. Félicitatiounen am Numm vun der Regierung!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech wëll fir d'Éischt dem Här Bodry Merci soe fir säi schrëftlechen, och säi mëndleche Rapport, an awer och der Madame Aedem, well d'Madame Aedem wor éischte Rapporteur vun deem Text, a well se elo och net méi an der Kommissioun sëtzt, huet se och déi Qualitéit net méi kënnen weiderféieren, an huet den Här Bodry och d'Capacitéit an d'Qualitéit iwwerholl, fir dese Rapport och kënnen ze maachen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech wëll dem Här Gloden an och der Madame Brasseur an dem Här Adam Merci soe fir déi konstruktiv Wieder, déi se fonnt hunn, an och fir deen Débat, dee se froen iwwert den CES, deen och wichteg ass.

Dir hutt och virdru gesot - Här Gloden, huelt mer et net iwwel -, wat säit 2004 den CES all Joer kascht: Ech hunn dat net am Kapp. Ech kann lech awer gären d'Kopie vum Budget ginn, deen och all Joer publizéiert ginn ass, wou dat drasteet. An da kann ech lech dat och, wann Der insistéiert, ventiléieren. Mä wéi gesot, si hunn eng Enveloppe globale an déi steet och am Budget, an déi wäert och an deem leschte Budget an och an deem nächste Budget drastoen.

Den Här Bodry huet och eng Retsch vu Froe gestallt iwwert d'Kompositioun a wéi e funktionnéiert. Jo, mir sollen och doriwwer diskutéieren. Mir sollen driwwer diskutéieren, wéi e composéiert ass, wéi d'Aarbecht gemaach gëtt, wéi se designéiert ginn. An do ass d'Regierung

ganz bereet, zesumme mam Conseil Économique et Social a virun allem awer och mat der Chamber zesummen, déi Partner un en Dësch ze setzen, fir ze kucken, wéi mer do dat kënne maachen.

Den Här Bodry huet och eppes gesot, wat fir mech wichteg ass. En huet gesot, et ass „kleng“. Jo, mä et ass symbolesch! Dat ass dat, wat richtig ass: Et ass symbolesch. Mir adaptéieren eis Gesetzgebung zur Gesellschaft.

An da muss ech lech soen, dass ech hei vun engem aneren Orateur Saache gehéiert hunn! Ech weess net, ob e vum selwechten Text schwätzt, wann e schwätzt vu Clause linguistique, dass elo op eng Kéier dann d'Sproocheklausel wäert geännert ginn. Ech fannen dat net an deem Text! De Vertrieeder vum ADR wäert seng Versioun hunn, well et steet net an eiser Versioun, dass en aneren Text muss gemaach ginn.

Hei gëtt gemaach, wéi wann de Conseil Économique et Social en Organe législatif wier. Ech wousst dat och net, dass den CES en Organe législatif wier, well da wäerten och d'Chambres professionnelles en Organe législatif sinn. An déi Leit wäerte jo dann och Texter maachen an en Avis hunn, déi bannend sinn.

Ech wousst dat alles net, Här President! Dofir sinn ech ëmmer iwwerrascht iwwert d'Wësse vum Maître Réideng.

Ech wollt och just insistéieren op dem Punkt, dass - Dir hutt et virdu gesot - eng Initiativ vum CES selwer kënn...

(Interruption)

...vum CES selwer kënn.

Also, ech géif an Ärer Plaz diskret sinn! Dir sidd amgaangen, hei an deem Land...

(Interruption)

...eng Situatioun ze provozéieren, déi wierklech net schéin ass - net schéin ass!

(Brouhaha général)

Dat ass Äre Fonds de commerce, dat ass Äre Fonds de commerce. Dir sidd amgaangen, Äert richtegt Gesiicht ze weisen. Dir sidd amgaangen, Äert richtegt Gesiicht ze weisen. Dir sidd amgaangen...

(Interruption)

Dir probéiert wierklech, ee géint deen aneren hei an deem Land opzehetzen. Dir sot Saachen, déi net an den Texter stinn. Da liest emol d'Texter, esou wéi et drasteet. Hei steet näischt vu Condition linguistique. Hei steet näischt...

► **M. Roy Reding** (ADR).- Eben! Eben!

► **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo, mä Dir hätt gären...

► **M. le Président**.- Wann ech gelift! Wann ech gelift!

(Interruption)

► **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dir probéiert hei, Débatzen ze provozéieren, déi et net gëtt.

Ech wollt just soen, dass - an et ass dat, wat ech och wichteg fannen -, dat hei eng Initiativ vum CES selwer ass, déi jo kënn. Et ass jo net, wéi wann elo de Législateur gären eppes mam Briecheisen imposéiert hätt, mä au contraire: Den CES huet eis selwer gefrot, ob esou eppes kéint gemaach ginn.

An ech soen och der viregter Regierung Merci, an dem Här Juncker, deen deemools dann och den Text déposéiert huet, Merci, fir och an déi Richtung ze goen!

A mir hu gesot, wann déi Clause do soll opgehuewe ginn, da soll se och opgehuewe ginn. An et geet jo nach méi wäit: Am Rapport steet jo och dran, dass een déi Saach mam Secrétaire général och eng Kéier misst diskutéieren, wéi et géif weidergoen.

Dowéinst, ech wëll dem Här Bodry, dem Här Gloden, der Madame Brasseur an dem Här Adam Merci soe fir hir Interventioun, fir hir konstruktiv Kritiken. Ech sinn och frou, wann eng grouss Majoritéit an dëser Chamber deen doten Text stëmmt. Ech si frou, dass Lëtzebuerg och weiderkënn a sech zu esou enger Gesellschaft och evoluéiert a mat hir identifiéiert.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci och dem Här Statsminister. Ech wëll just drun erënneren, dass mer hei nëmmen Deputéierter hunn a Regierungsmemberen, weder Maîtres op där enger nach op där anerer Säit.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6544.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6544 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Vote ass lancéiert. D'Votes par procuration, déi sinn och ofgeschloss. Fin du vote, wa jiddwereen ofgestëmmt huet. Dat ass de Fall.

De Projet 6544 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl. Et hunn 59 Deputéierter dru participéiert. Domat ass de Projet de loi ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6544 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agno, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beisel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsche, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze entbannen?

(Assentiment)

► **Une voix**.- Neen!

► **M. le Président**.- Eng grouss Majoritéit seet Jo. Dann ass dat esou!

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, zur Proposition de loi 6589A, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisation vum Service de Renseignement, déi zesumme mam Änderungsverschlach vum Chambersreglement 6650 iwwert d'Zesummesetzung vum der SREL-Kontrollkommission an enger Diskussioun behandelt gëtt. D'Diskussioun gëtt nom Modell 1 geféiert. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Meyers, den Här Berger, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany. An direkt huet de Rapporteur, den Här Alex Bodry, d'Wuert.

6. 6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État

6650 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur la proposition de loi 6589A et rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6650

► **M. Alex Bodry** (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dëser Proposition de loi an dëser Proposition fir eist Chambersreglement ofzeänneren dréit et sech, wéi Der ganz richtig gesot hutt, ausschliesslech em d'Fro vum der Formulatioun vum Arti-

kel 14 vum Gesetz vum 2004 iwwert de Service de Renseignement respectiv d'Fro vum der Zesummesetzung vum der parlamentarescher Kontrollkommission vum Service de Renseignement.

Dëst Gesetz an dës Reglementsännerung hunn eng gewëssen Drénglechkeet, well zënter dem Untrëtt vum der neier Chamber eigentlech déi Kontrollkommission net esou richtig hir Aarbechte konnt a wollt organiséieren, well duerch d'Bestëmmung vum fréiere Statsminister a responsable Minister fir de Service de Renseignement als CSV-Fraktionspräsident sech e Problem gestallt huet, wat d'Zesummesetzung vum där Kommissioun do ugeet.

Ech mengen, op där enger Säit hu mer gesetzlech Virgaben, déi net ze interpretéieren sinn, esou kloer si se. An eist Gesetz vum 2004 seet - quitte dass dat och sengerzäit contestéiert war, et ass awer dat Gesetz, wat gestëmmt ginn ass -, dat seet, dass nëmmen d'Fraktionspräsidenten hir Fraktioun kënnen an där parlamentarescher Kontrollkommission vertrieeden. Et besteet also keng Méiglechkeet - dat war och d'Praxis -, sech och ersetzen ze looszen als Fraktionspräsident an där Kontrollkommission.

Also, d'Gesetz ass ganz kloer. D'Gesetz muss respektéiert ginn. Op där anerer Säit ass eben déi speziell Situatioun, dass de fréiere politesch zoustännege Minister fir de Service de Renseignement net wëllt an net kann - menger Assicht no och - Member vum där Kontrollkommission sinn, eleng och schon, well déi Aarbechte vum der Kontrollkommission jo och deelweis nach zumindest müssen Aarbechte vum der Vergangeneheet maachen. An dofir, mengen ech, ass déi Décisioun, déi geholl ass, richtig.

Nach si mer awer der Meenung, dass eng Kontrollkommission, déi nëmmen aus den dräi Fraktionspräsidenten besteet vum LSAP, DP an déi gréng an an där u sech d'Fraktioun vum der CSV an d'Opposition doduerjer och net vertratt wäeren, eigentlech hir Aarbecht, déi Kontrollarbechten, net sollt am Detail maachen. Dat sollt se maachen, wa se vollstänneg ass. Dat sollt se maachen, wann d'Majoritéit an d'Opposition duerch Fraktiounen dra vertratt sinn.

Et ass also onerlässlech, dass mer hei d'Gesetz änneren. D'CSV wëllt hire Fraktionspräsident halen, dat versti mer. D'Gesetz muss mer also dann änneren, fir kënnen aus deem Imbroglia do erauszekommen.

Eng Chance hate mer an deem Sënn, dass mer u sech net en neie Gesetzesprojet oder eng nei Proposition de loi hu brauchen ze maachen, mä mir konnten eigentlech Réckgrëff huelen op eng Proposition de loi, déi den 10. Juli 2013, also kuerz ier u sech d'Chamber net méi getaagt huet, hei am Plenum deponéiert ginn ass, dat während den Debatten iwwert d'Konklusioun vum der Enquêtékommision iwwert de Service de Renseignement.

Déi Proposition de loi, déi sech ausschliesslech beschäftegt huet mat der Kontrollkommission, hirer d'Zesummesetzung an hire Missiounen a Befugnisse, huet d'Ennerschrëft gedroe vum den Häre Bodry, Bausch, Fayot, Gibéryen, Lux, Meisch, Meyers, der Madame Polfer an dem Här Urbany. Dat sinn also zu engem gudden Deel déi Membere vum där deemoleger Enquêtékommision, déi déi heite Proposition de loi mat ennerschriwwen hunn an inhaltlech also och matgedroen hunn.

Ech stelle fest, dass, wann een déi Komposition kuckt no Parteien opgedeelt, sämtlech Parteien, sämtlech politesch Familljen a Sensibilitäten also déi Proposition de loi den 10. Juli hei mat ennerschriwwen hunn.

D'Enquêtékommision hat deemools d'Suerg, dass Neel mat Käpp gemaach ginn an dass, ier ee géif déi allgemeng Reform vum Service de Renseignement ofwaarden, ee sech emol schon als Parlament, wat och normal ass, mat der parlamentarescher Kommissioun géif befaassen.

Wat waren d'Haaptunkte vum där Proposition de loi, vum där mer elo een éischten Deel wäerten hei diskutéieren an och, denken ech, evakuéieren?

Et war niewent der Fro vum der Zesummesetzung vum der Kontrollkommission - fir déi virgesi war, dass dat kéinte Vertrieeder si vum de Fraktiounen a vum de Groupe-techniquen, mä net onbedéngt d'Fraktionspräsidenten oder d'Coordinateure vum de Groupes techniques - virgesinn, dass et sollt zu enger Aféierung vum enger Informatiounsflucht fir den zoustännege Minister a fir d'Direktioun vum Service de Renseignement géintwärt der Kontrollkommission kommen.

Et war och virgesinn, dass sollt e permanent Sekretariat vum der Kontrollkommission instaléiert ginn. An et war schliesslech och virgesinn, dass déi Kontrollkommission sollt d'Méiglechkeet kréien, eenzel vun hire Kontrollmissionen, also eenzel Enquêtes, un extern Experten ze delegéieren, déi se dann an hirem Numm kéinten ausféieren. Also, dat ass den Inhalt eigentlech vum där Proposition de loi.

Wat d'Zesummesetzung vum der Kontrollkommission ugeet, widderhuelen ech nach eng Kéier, war an där Proposition de loi an ass an där Proposition de loi virgesinn, dass d'Fraktiounen kënnen hire Vertrieeder fräi bestëmmen an dass mer eng Ouverture maachen a Richtung op Groupe-techniquen, déi bis elo am Gesetz vum 2004 ausgeschloss waren, déi och also an Zukunft kéinten e Vertrieeder bestëmmen. Dat entsprécht och, déi dote Proposition entsprécht och de Konklusioun vum Rapport final vum der Enquêtékommision SREL.

Mir hu wéi gesot am Dezember festgestallt, dass mer schnell misste legislativ virgoen, fir dass awer dat wichtegst Kontrollorgan ka voll fonctionnéieren. Doduerjer hate mer eng éischt Sitzung vum der Kontrollkommission. Doropshin huet de Chamberspräsident e Brëif un de Statsrot geschriwwen, an deem en e gebieden huet, urgent en Avis ze ginn iwwert d'Ofännere vum Artikel 14, deen d'Zesummesetzung vum der Kontrollkommission vum SREL ugeet, dat also prioritär ze kucken. An dat huet de Statsrot och gemaach, well den 21. Januar 2014 ass deen Avis vum Statsrot komm.

Prinzipiell ass de Statsrot averstane mat der Ausrichtung vum där Ännerung, déi proposéiert ass. E werft allerdéngs d'Fro op vum der Verriedung vum der Opposition an e mécht just de Virschlag, dass d'Gesetz soll just festhalen, dass d'Aktivitéit vum Service de Renseignement der Kontroll duerch eng parlamentaresch Kommission ennerleien; wat d'Detailer ugeet, wéi déi Kommissioun déi Aarbechten organiséiert, dat soll eigentlech duerch d'Reglement vum der Chamber festgeluecht ginn. Effektiv, den Artikel 70 vum der Verfassung seet, dass u sech d'Organisation, d'Aarbechte vum der Chamber iwwer en internt Reglement geregelt ginn.

D'Institutionskommission huet déi dote Fro diskutéiert an nom Ofweie vum de Vir- an No-deeler ass se eigentlech zur Iwwerzeugung komm, dass ee sollt op dee Wee goen, wéi de Statsrot dat proposéiert huet. Dat heescht also, dass zukünfteg am Gesetz vum 2004 just d'Regel festgehalten ass, de Prinzip, dass d'Aktivitéit vum Service de Renseignement duerch eng parlamentaresch Spezialkommission kontrolléiert ginn, mä dass awer dann d'Reglement vum der Chamber den Detail festleet, wéi déi Kommissioun do fonctionnéiert, wéi se zesummegeesat ass, an aner Froe regelt.

Eng Bemierkung wëll ech allerdéngs dozou maachen. Dat ass - dat huet mech e bësse verwonnert, an och d'Membere vum der Kommissioun verwonnert -, dass de Statsrot a sengem Avis hei sech vill méi kritesch weist wéi a sengem Avis 2003 iwwert den deemolege Regierungsprojet, wat praktesch deeselwechten Text war, dee mer eigentlech jo nëmmen iwwerholl hunn, mat der Ausnahm vum der Fro vum de Presidente vum de Fraktiounen respectiv vum de Groupe-techniquen. An e stellt eigentlech Formulatiounen a Fro, déi e sengerzäit emol net mat engem eenzege Wuert vu Kommentar beduecht hat. Et kann ee sech also wonneren, wéi konstant eigentlech do déi Positionen vum Statsrot an deenen dote Froe sinn.

Et bleift, dass de Wee, fir d'Organisation interne vum där Kommissioun iwwert d'Reglement vum der Chamber ze léisen, e Wee ass, deen eis eng gewësse Flexibilitéit gëtt. Wann iergendeppes - wéi mer et elo gesinn hunn, eppes, en Evenement - kënn, wouropshin ee muss schnell vläicht d'Regelen änneren, kann een dann och méi schnell reagéieren iwwer eng Ofännerung vum Chambersreglement, wéi wann ee muss iwwer eng ganz legislativ Prozedur fueren, esou dass mer, wéi gesot, der Meenung sinn, dass een déi Iddi vum Statsrot kann och zu senger eegener maachen.

Dat féiert iwwerengs derzou, dass mer, wéi gesot, haut net nëmmen iwwer eng Ofännerung vum Gesetz vum 2004 iwwert de Geheimdéngscht ofstëmme wäerten, mä och iwwer eng Ofännerung vum Chambersreglement, an zwar eng Ofännerung vum Artikel 2 vum der Annex 1, vum Règlement d'ordre intérieur vum der Commission de Contrôle parlementaire vum Service de Renseignement. All déi Texter sinn lech bekannt, déi leien der Chamber vir.

D'Reglementskommissioun, déi also dann zoustänneg ass fir deen doten Deel vun der Operatioun, war mat grousser Majoritéit der Meinung, dass ee fir de Moment sollt beim Textvorschlag vun der Proposition de loi bleiwen inhaltlech, quitte dass mer déi Iddi do dann integrieren an d'Chambersreglement.

Et ass also kloer esou, dass mer eng Ouverture à ce stade maachen um Niveau vun de Groupe-techniquen. Bis elo ass et esou, dass, wat d'Kontrollkommissioun ugeet, ausschliesslech d'Fraktiounspräsidenten hir Fraktiounen also vertrieben. Wann deen heiten Text gestëmmt gëtt, wäert et an Zukunft esou sinn, dass, wa Gruppe-techniquen do sinn, och dann déi Groupe-techniquen e Vertrieber automatesch zegutt hunn an där Kontrollkommissioun vum Service de Renseignement. Dat ass also eng Ouverture, déi hei gemaach gëtt.

Dat entsprécht eigentlech deenen Diskussiounen, déi mer bis elo och ëmmer, sief et an der Enquêtékommisssioun, sief et och an der Kontrollkommissioun an der viregter Legislaturperiode zu deem doten Thema haten. Am aktuellen Stand vun der Diskussioun schéngt eis dat do déi Léisung ze sinn, déi konform ass eigentlech zu deem, wat zu de parlamentareschen Traditiounen och an anere Länner gehéiert.

Mir soen awer och ganz kloer, dass fir eis déi Diskussioun net zou ass, dass mer bereet sinn, déi Diskussioun iwwert d'Zesummesetzung vun där Kontrollkommissioun nei ze féieren, wa mer an der Chamber a virdrun an den zoustänneg Kommissiounen iwwert d'Gesamtreform vum Service de Renseignement schwätzen.

Dat geet jo wäit iwwer nëmme d'Fro vun der Kontrollkommissioun eraus. Do sinn eng ganz Rëtsch vun anere Punkten, déi solle reforméiert ginn, wouzou et jo eischt Virschléi gëtt, nach ënnert der viregter Regierung, a wouriwwer dës Regierung och muss e fäerdege Projet de loi maachen, fir dass déi gesamt Reform och kann an Ugrëff geholl ginn. An dozou gehéiert dann natierlech och erëm eng Kéier eng frësch Diskussioun ronderëm déi Fro vun der parlamentarescher Kontroll an der Zesummesetzung vun där parlamentarescher Kontrollkommissioun.

Ech mengen, mir hate gëschter Besuch vum President vun dem belsche Comité R, dat ass also e Comité vu Spezialisten, deen eigentlech enger Senatskommissioun zouspillt respektiv der Regierung an der Belsch. An an der Belsch ass et momentan och esou, dass do déi parlamentaresch Kontrollkommissioun - déi ass fir de Moment nach beim Senat ugesiedelt - fënnef Memberen huet. An do si sage und schreibe véier Parteien dra vertratt, bei engem belsche Parlament, wat sécherlech eng Dose, ech hunn net genau nogezelt, awer eng Dose Parteien a Fraktiounen huet. Dat heescht, an der Belsch sinn emol d'Fraktiounen net all an deem Kontrollorgan vertratt.

Ech wëll net soen, dass dat den ideale System ass, deen ee sech kann ausdenken, mä einfach nëmme, fir ze soen, dass dat, wat momentan elo de Stand vun eisen Diskussiounen ass, net eppes Aberrantes ass par rapport zu Modeller, déi soss am Ausland bestinn, mä eppes ass, wat et duerchaus och an ähnlecher Form an anere Länner gëtt. Soufern et iwwerhaupt eng parlamentaresch Kontroll gëtt! Well a Länner wéi Frankräich, do ass et esou, dass déi et bis elo nach net dozou bruecht hunn, fir eng parlamentaresch Kontroll fir hir sëlliche Geheimdëngschter anzeféieren.

Wat fir eis wichteg ass, dat ass: Och den aktuelle System, esou wéi e proposéiert ass, llicht ëmgeännert, dee garantéiert awer weiderhin eng adequat Verriedung och vun der Opposition. Mä wéi gesot, déi Debatt do si mer bereet, nach eng Kéier ze féieren.

Eisen Text, wéi mer en elo zréckbehalen hu fir d'Reglement, stellt eng Rei vu Froen nach zousätzlech kloer. Dat hu mer am Laf vun den Diskussiounen als néideg gesinn, fir dat ze prezisieren. Kloer ass, mengen ech, elo, wann een eisen Text kuckt vum Reglement, dass d'Fraktiounen respektiv de Groupe technique eng Propos maachen, déi, wéi dat bei all Kommissiounsbesetzungen ass, och nach duerch de Plenum vun der Chamber muss guttgeheescht ginn.

Zweetens stelle mer heimadde kloer, dass déi Membere vun där Kontrollkommissioun sech net kënnen duerch en aneren Deputéierte vun hirer Fraktioun oder vun hirem Groupe technique ersetze loosse. Also, hei spillt den normale System vun de Supplémenten net, wéi mer e soss bei normale Parlamentskommissiounen kennen.

An den drëtte Punkt, dee mer och hei wollt kloerstellen, och wann dat schon eng Praxis war virdrun: Keen Deputéierten, deen net Member vun där Kommissioun ass, kann als Beobachter un hire Sitzungen deelhuele. Dat ergëtt sech ganz einfach och duerch de Fait, dass do u sech awer hantéiert gëtt mat klassifizierten Informatiounen, sief et a schrëftlecher Form, sief et a mëndlecher Form. An do muss natierlech eng gewisse Confidentialitéit garantéiert bleiwen.

Wéi gesot, dat ass eis Suerg gewiescht. D'Gesetzesännerung wéi déi Reglementsännerung solle gemeinsam a Kraaft trieden. Dat heescht, duerch en Artikel 2, dee mer an der Modifikatioun vum Reglement virgesinn, ass sécherstellt, dass, wéi gesot, d'Reglementsännerung eréischt a Kraaft trëtt, wann och d'Gesetzesoffenering a Kraaft trëtt, fir dass mer do keng juristesche Ongereimtheete kréien.

Dat gesot, bieden ech lech am Numm vun der grousser Majoritéit vun de Kommissiounsmemberen, dës zwee Texter an där proposéierter Form ze stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Als éischten agedroene Riedner huet den Här Paul-Henri Meyers d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber soll haut engem Gesetzesvorschlag zoustëmmen, deen den Artikel 14 vum Gesetz iwwert de Geheimdëngscht ofännert. Deen Artikel aus dem Gesetz vum 15. Juni 2004 gesäit d'Schaffung vun enger parlamentarescher Kontrollkommissioun vir, déi de Geheimdëngscht, sou wéi den Term et seet, kontrolléiere soll. Gläichzäiteg soll awer och deen Artikel vum Chambersreglement ofgeännert ginn, deen d'Zesummesetzung vun där selwechter Kommissioun virgesäit.

Den Här Alex Bodry huet a sengen Ausféierungen, souwuel deene schrëftleche wéi deene mëndlechen, ausféierlech den Ursprung, de Werdegang, d'Zilsetzung vun där Reform duergeleucht. Ech géif dofir mengen, dass ech net méi nach eng Kéier déiselwecht Explikatiounen muss repetéieren.

An deem Text, dee mer haut stëmmen, gëtt nëmme een eenzeg Artikel vun deene Moosnamen ofgeännert, déi no der Enquêtékommisssioun de Geheimdëngscht grondleeënd sollte reforméieren. Duerch d'Ofännerung vun dem Artikel 14 vum Gesetz vum 15. Juni 2004 soll an Zukunft d'Kontrollkommissioun net méi obligatoresch aus de Fraktiounspräsidenten zesummesat ginn. D'Partei si fräi, déi Memberen an d'Kommissioun ze nennen, déi si fir gutt fannen.

Dës Reform ass urgent. Si soll erlaben, dass och d'CSV erëm an der Kontrollkommissioun vertruede ka sinn.

Ech wëll dofir, well déi Remarque och am Exposé des motifs kuerz erwähnt ass, well den Här Bodry se opgeworf huet, e bësse méi ausféierlech op deen dote Punkt agoen. D'Kommissioun konnt net vollstänneg sinn, well de jëtzege Fraktiounspräsident - dat huet den Här Bodry jo och gesot -, de Jean-Claude Juncker, no de Wahlen als Fraktiounspräsident vun der CSV net wollt an a menger Meinung och net konnt an déi Kommissioun als Member antrieden.

An deenen eenzelnen Dokumenter iwwert d'Ofännerung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun gëtt op d'Urgence higewisen, gëtt op déi besonnesch Emständ higewisen, mä et ginn net déi wirkleche Motiver a Grënn och genannt, déi de Jean-Claude Juncker dozou geféiert hunn, fir net Member vun der Kommissioun ze ginn. Ech géif och mengen, dass, wann en als Fraktiounspräsident déi Memberschaft ugeholl hätt, dat net ouni Problemer bliwwen wier.

De Jean-Claude Juncker war selwer zoustänneg bis virun e puer Méint fir de Geheimdëngscht. Hie war doduerch, dass e Minister war, der parlamentarescher Kontrollkommissioun och Ried an Äntwert schëlleg. Hie war där Kontroll vun der Parlamentskommissioun eigentlech ënnerworfen. Wann e Member vun der Kontrollkommissioun gëtt, kënn en aus dem Rôle vum Contrôlé an dee vum Contrôleur. An dat ass dobause bei de Bierger schlecht ze verkafen. Dat ass emol eng eischt Fro, déi eigentlech éischter moralescher Natur ass.

Mä de Contrôleur Jean-Claude Juncker, deen an d'Kommissioun komm wier, hätt och vill Er-

fahrung matbruecht; en hätt Kenntniser matbruecht, déi hien aus senger viregter Fonctioun als Statsminister iwwert de Geheimdëngscht hat.

An do wier d'Fro gewiescht: Wéi wäit hätt en als Member vun der Kontrollkommissioun op déi Erkenntniser, déi Connaissancen, déi Erfahrungen kënnen zréckgräifen, fir seng Missioun auszeüben, ouni a Kontradiktioun ze gerode mat deem Artikel, dee virgesäit, dass all Leit inklusiv och de Statsminister de Secret vun deenen Donnéeën mussen halen? Wéi vill kann e gebrauchten? Wéi vill net? Et wier also net einfach gewiescht, fir déi do Fonctioun unzehuelen, an e wier ganz sécher och an eng Konfliktsituatioun komm.

Den Här Bodry huet gesot, dass d'Kontrollkommissioun net nëmme d'Aktivitéit fir d'Zukunft elo, déi elo genannt ginn, fir d'Zukunft kontrolléiert, mä dass se och kann Aktivitéiten a Faiten aus der Vergaangenheet kucken.

Ben, Dir Dammen an Dir Hären, a wéi enger Situatioun wier dee Moment den Här Juncker gewiescht, wann e selwer iwwer eegen Entschéidungen eng Kontroll hätt missen ausüben an där selwechter Kontrollkommissioun?

Do war ganz sécher, dass sech eng Konfliktsituatioun ugebahnt hätt. A wann en et gemaach hätt, wiere wahrscheinlech déi, déi gesot hunn oder haut soen, e soll et maachen oder en hätt et solle maachen, déi éischt gewiescht, déi em doraus e Reproche gemaach hätten. De Jean-Claude Juncker konnt net déi Fonctioun unzehuelen, well en net gläichzäiteg Juge a Partie konnt sinn.

Wann d'Chamber, Dir Dammen an Dir Hären, wéi dat jo virgesinn ass, e Code de déontologie gehat hätt, dann hätt missen opgrond vun deenen Artikelen, déi den Interesseskonflikt definéieren, och hei d'Fro scho gestallt ginn, ob de Jean-Claude Juncker déi do Missioun hätt kënnen unzehuelen. An et wier ganz sécher déi Äntwert komm, dass dat an där Situatioun net méiglech gewiescht wier, esou wéi haut dee Code de déontologie a sengem Projet ausgesäit.

D'Entschéidung vum Jean-Claude Juncker, fir net Member vun der Kontrollkommissioun ze ginn, war richtig. All deontologesch, juristesche, moralesch Grënn, déi ech versicht hunn hei unzeféieren, schwätzen an déi do Richtung.

Ech wëll haut net am Detail op déi méi grouss Reform agoen. Déi Reform ass an der Maach. Mir waarden op d'Avisen, déi sollen erakommen. Mä et wier awer ze hoffen, dass rapid déi Reform kéint an der Chamber diskutéiert an och gestëmmt ginn. An da wäerte mer d'Geleeënheet hunn, fir am Detail déi eenzel Punkten ze kucken, an zu allen eenzelne Punkten, och opgrond vun den Avisen, déi ageholl ginn, notamment dee vum Conseil d'État, kënnen mer eis Meinung soen.

Wat déi ganz kleng Reform vun haut ugeet, kann ech soen, dass d'CSV mat dem Text vum Gesetz, mat der Ofännerung vum Gesetz vum 15. Juni 2004 an der Formulatioun, wéi d'Chamberskommissioun se virgeschloen huet, d'accord ass. Ech kann och soen, dass d'CSV d'accord ass mat der Ofännerung vum Chambersreglement, sou wéi och déi zoustänneg Kommissioun dat virgeschloen huet. An ech bréngen heimat den Accord vun der CSV.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meyers. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger ageschriwwen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Gesetz vum 2004 iwwert d'Geheimdëngscht-kontrollkommissioun steet, dass déi Kommissioun sech géif aus de Presidente vun de Fraktiounen zesummesetzen. An et ass och d'Traditioun gewiescht, dass gewéinlech de President vun där Kommissioun e Member vun der Opposition war.

Säit dem 20. Oktober hu mer eng nei Situatioun hei zu Lëtzebuerg. De Fraktiounschef vun der CSV, vun der gréisster Oppositionspartei, ass och gläichzäiteg virum 3. Dezember de Chef vun dem Geheimdëngscht hei zu Lëtzebuerg gewiescht. Mä Virriedner ass schonn dorop agaangen, dass mer dann eng ganz speziell Situatioun hei gehat hätten, an där een effektiv an eng Konfliktsituatioun komm wier. Ech ginn net méi weider op se an, well mä Virriedner dat elo detailléiert schonn explizéiert huet. Mä ech mengen, de Fraktiounspräsident vun der CSV war och deen éischten, deen dat gesinn huet, agesinn huet an och dofir drop verzicht huet, fir an der Kommissioun ze siéieren.

Beim Gesetz 2004 konnt ee sech deemools net virstellen, dass een eng Kéier géif an esou eng Situatioun kommen. Bon, zéng Joer méi spéit hu mer awer dann eben déi Realitéit. A mir sinn eigentlech dofir gefuerdert, fir do Emännerungen ze maachen. Ech mengen, et ass och elo d'Situatioun, dass de Moment an der Kommissioun nëmme Vertrieber vu Majoritéitsparteien dra sinn. Dofir solle mer schnell hei reagéieren, fir déi Kommissioun eben ze kompletéieren, fir dass se och erëm kann un hiren Aarbechte weiderschaffen. Fir eis ass et och wichteg, dass d'Opposition an där Kommissioun vertruede ass.

Ech wëll awer och betounen: Dat hei, dat ass elo eigentlech eng Iwwergangsléisung. Och de Rapporteur huet dat scho gesot. Et ass eigentlech, fir elo eben da kënnen d'Aarbechte weiderzeféieren. An et ass och gutt, dass mer schnell reagiert hunn, an dofir och dem Rapporteur, dem Alex Bodry, Merci fir déi Aarbecht, déi en do gemaach huet. Praktesch a sechs, siwe Woche konnte mer dat ofwéckelen, natierlech och, well schonn eng Proposition de loi virlooch.

Ech mengen, et ass eng Kombinatioun vun enger Proposition de loi oder engem Deel vun enger Proposition de loi an enger Emännerung vum Chambersreglement. Mä op alle Fall, mat där Solutioun kënnen mer dann elo eben esou funktionéieren, dass och e Member vun der gréisster Oppositionspartei an der SREL-Kontrollkommissioun ka siéieren. Dat erlaabt also der CSV, en neie Member an déi Kommissioun ze designéieren.

Et ass och esou, dass et och an eisen Aen eng Ouverture ass par rapport zu den Dispositiounen vum 2004, well hei och d'Groupe-techniquen dann derbäi kënnen sinn, wa se et wëllen. Et ass natierlech d'Schwieregkeet - dat hate mer jo och an der Kommissioun diskutéiert respektiv an der Reglementskommissioun diskutéiert -, fir et weider opzemaache fir Sensibilité-politiquen. Ech mengen, do gëtt et schonn op där enger Säit d'Schwieregkeet, dass mer och an eise Reglement dat net esou richtig definéiert kréien, wat eng Sensibilité politique ass.

Da muss een awer och wëssen, dass d'Geheimdëngscht-kontrollkommissioun eng ganz speziell Kommissioun ass, an där de Secret ganz wichteg ass, an där ganz confidentiel Donnéeën behandelt ginn. An et ass jo och esou, am Ausland, wann een do kuckt, zum Beispill an der Belsch, gëschter hate mer nach en Expert, de Guy Rapaille aus der Belsch, respektiv oder a Frankräich, et kann een och op aner Plaze kucken, do ass et och esou, dass do gewéinlech déi grouss Parteien an esou enger Kommissioun hir Vertrieber setzen hunn, dass een also net déi Kommissioun grouss a massiv soll opmaachen. Wann een zum Beispill eng Situatioun hätt, dass een hei zu Lëtzebuerg am Parlament, ech soen emol sechs, siwen, aacht, néng, zéng Sensibilité-politiquen hätt, wou all Kéiers nëmme ee Member wier an esou enger Sensibilité politique, dann hätt een herno och eng Situatioun, dass da ganz vill eenzel Deputéiert géifen an esou enger Kommissioun sëtzen.

Ech muss och soen, dass déi Proposition, déi hei elo diskutéiert gëtt, eigentlech ënnerschriwwen ginn ass och vu Vertrieber vun deene Lénken, vum Serge Urbany, an och vum ADR, dass se also eigentlech mat där Proposition, fir fir d'Fraktiounen, also fir d'Parteien mat Fraktiounsstäerker respektiv Groupe-techniquen opzemaachen, dass se domadder op alle Fall am Juli 2013 d'accord waren an dat och esou mat ënnerschriwwen hunn.

Bon, ech wëll awer nach eng Kéier betounen, dat hei, dass ass eng Zwëschenetapp, fir elo emol kuerzfristeg d'Aarbechte vum SREL, vun der Kommissioun weiderzeféieren, an dass mer awer dann nach verschidden aner Etappe mussen an Ugrëff huelen, well mer jo awer méi eng fundamentale Reform vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun an och vum Geheimdëngscht wëlle virhuelen.

A wichteg ass, dass mer hei och kucken, wat an de Konklusiounen vun der Enquêtékommisssioun vum 2013 stoung. Do steet effektiv oder do ware Recommandatiounen, an deene gesot ginn ass, et muss eng Reform komme vun der parlamentarescher Kontroll, awer och eng Reform vum Geheimdëngscht selwer. An do si mer an der Pflicht, och déi nei Chamber, ech mengen, dee Rapport vun der Enquêtékommis-



sioun staamt nach aus där leschter Legislatur, mä och déi nei Chamber ass natierlech an der Pflicht, ass gefuerdert, fir dat esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen.

Ech mengen, de groussen Defi ass deen, datt mer an Zukunft eng parlamentaresch Kontroll kennen organiséieren, déi transparent ass an déi effikass ass, an datt mer net méi esou Situationsen erliewen, wéi mer dat an der Vergaangenheet haten.

Déi Pisten, déi opgezeechent gi sinn an der Enquête, am Rapport vun der Enquêtékommis-sioun, déi si wéi gesot zum Deel an där Propo-sition de loi 6589, vun där mer also hei en éischt Element ëmsetzen. Dat ass awer wéi gesot net do, wou mer ophalen. Mir hunn och elo eis d'Wuert ginn, fir déi eng oder aner Experten unzehéieren, fir ze kucke ronderëm iwwert den Tellerrand, ronderëm Lëtzebuerg, wéi et do fonctionnéiert. Gëschter hate mer e belschen Expert. Mir kënnen eis och virstellen, fir nach aus Frankräich, Däitschland eventuell do Leit unzehéieren.

Op alle Fall, ech sinn iwwerzeegt, datt mer herno um Enn vun där Aarbecht eng besser parla-mentaresch Kontroll vum Geheimdéngscht wäerten hunn.

Doriwwer eraus muss een awer och da gläich-zäiteg déi Aarbechten ugoe fir d'Reform vum Geheimdéngschtgesetz méi generell, well et ebe jo dorëms geet, fir aus der Vergaangenheet d'Konsequenze respektiv d'Léieren ze zéien.

Et geet dorëms, ouni elo an den Detail ze goen, mä déi Aarbechte sinn awer och..., ech mengen, et läit jo en Text vir vun der viregter Regierung, deen eng Kéier iwwerkuckt muss ginn. Mä et geet virun allem drëms, datt een do Garde-fouen abaut, fir datt eben esou e sensible Service wéi de SREL net méi dat Ege-liewe kann entwéckelen, wéi en et an deene leschten zéng Joer entwéckelt hat. Et geet drëms, Garde-fouen innerhalb vum Service op-zustellen respektiv awer och ze kucken, wéi een d'Zesummenaarbecht zwëschen der Kommis-sioun an dem Ministere de tutelle op där anerer Säit ka verbesseren. Et ka jo och net sinn, datt et dem Service oder dem Minister iwwerlooss ass, wéi e kommuniquéiert mat enger parla-mentarescher Kontrollkommissioun respektiv wéi en do net wéilt kontrolléieren oder net in-forméieren; datt also all déi Dysfonctionne-menter, déi mer haten, net méi an Zukunft solle geschéien.

Ech mengen, et muss ee sech och Gedanken driwwer maachen, wéi d'Zesummenaarbecht zwëschen dem Service an der Regierung an Zukunft wäert sinn. Wiem schafft de SREL an Zukunft zou? Nëmme dem Statsminister oder och vläicht anere Ministere? Dofir soll dann och de Comité interministériel ganz staark mat agebonne ginn. Dat sinn alles Punkten, déi mer mussen also an deenen nächste Wochen nach eng Kéier duerchdiskutéieren an da kucken, wat fir eng Solutioun mer do fannen, ebe fir d'Aktivitéite vum SREL besser ze kontrolléieren, awer och fir de SREL besser kënnen ze orien-téieren a senger Aarbecht.

D'Zil vun esou enger Reform op alle Fall muss et sinn, datt mer e Service, e Geheimdéngscht hunn, deen am Déngscht vum Land schafft an net am Déngscht eventuell vun e puer Einzel-nen. Ech mengen, dat ass déi reell Envergure vun der Reform vum SREL, an dorunner muss mer also elo schaffen.

Ech sinn awer iwwerzeegt, wa mer an deem Rhythmus, wéi mer elo ugefaangen hunn, wei-derfueren, Här President, da sinn ech iwwer-zeegt, datt mer dat och bis d'Fréijoer erduerch hunn an datt mer dann hei kënnen en Text presentéieren an diskutéieren, deen all déi Ele-menter do beinhalt, déi dann de SREL an och d'parlamentaresch Kontrollkommissioun op déi richteg Schinne setze fir an d'Zukunft.

Merci.

► **M. le Président.** - Här Berger, wann Der erlaabt, ech hunn hei d'Demande, fir nach eng Fro ze stellen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech huelen un, datt den Här Kartheiser herno och nach wäert d'Wuert...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass geziilt zu Ärer Interventioun, Här Berger.

► **M. le Président.** - Jo, mä da kënt Der jo herno d'Wuert ergräifen, Här Kartheiser, wann Der dat nach wéilt.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech hunn dat virdrun net matkritt. Soss hätt ech et direkt ge-maach, mä da maache mer dat herno.

► **M. le Président.** - Okay, gutt, da fuere mer der Rei no weider. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hä-ren, Merci och dem Rapporteur Bodry fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass praktesch alles gesot ginn, alles erkläert ginn, alles prezisiéiert ginn. Dofir just nach e puer Bemierkunge vun der grénger Fraktioun zu dëser Proposition de loi an zu där Modifikatioun vum Reglement.

Déi gréng Fraktioun ka sech souwuel dem In-halt vun der Proposition de loi an der Propo-sition de modification vum Reglement uschlësse wéi och der Virgoensweis.

Fir d'Éischt emol zum Inhalt: D'Proposition de loi 6589A wéi och d'Ofännerunge vum Cham-bersreglement baséiere sech awer och millime-terexakt op d'Proposition de loi, déi den 10. Juli 2013 déposiert ginn ass, nodeems et fir all déi deemoleg a genau och déi jëtzeg vertruete Parteien an der Chamber, ob Groupes poli-tiques oder Sensibilités politiques, evident wor, datt mer en akute Mangel u Kontroll an un Handlungsméiglechkeeten haten, fir onser parla-mentarescher Aarbecht an deem Dossier no-zekommen.

Dës Proposition de loi ass eng vun de Konclu-siounen vun der Enquêtékommis-sioun gewiescht, eng vun deene bal eenzegen, déi bei alle Par-teien e Konsens fonnt hunn.

De Rapporteur huet et geschriwwen: «Il y a ur-gence à redéfinir le cadre légal du contrôle par-lementaire en vue de le rendre plus efficace.» Aus där Urgence proposéiert dann och d'Pro-positioun de loi, datt «La Commission d'enquête a préconisé de ne pas attendre la refonte com-plète de la loi du 15 juin 2004 portant organi-sation du SREL, mais d'anticiper le changement de législation en ce qui concerne le contrôle parlementaire du Service.»

Pour rappel: An deem Sënn gëtt an där Propo-sition de loi proposéiert, zwee Articlele vun 2004 ze modifizéieren. Dat sinn den Artikel 14 an den Artikel 15. Den Artikel 14 mécht eng Ouverture - dat ass och scho gesot ginn - a senger Kompositioun op d'Groupe-techniquen an hält dann och d'Klausel eraus vun der auto-matescher Besetzung duerch de Fraktiounspre-sident.

Bon, an dann nach esou Saachen, wéi och scho virdrun erkläert ginn ass, zum Beispill, datt ee sech vun Experte ka berode loossen an esou weider.

Den Artikel 15 féiert e kloren Devoir d'informa-tion stricte et préalable vum SREL a vun dem Ministère de tutelle an. An dat gëtt och do-madder prezisiéiert. An den Artikel 15 gëtt kloer d'Méiglechkeet de Membere vun der SREL-Kommis-sioun, fir de Plenum iwwer méiglech Dysfonctionnemente ze informéieren. Dat ass fir ons Gréng zum Beispill extrem wichteg gewiescht, well et ass dat ee vun den Haapt-grénn gewiescht 2004, firwat mir eis enthalen hate bei deem Gesetz vun 2004, well déi Méiglechkeet net gi war, am Fall vun Dysfon-ctionnementer iwwerhaapt emol d'Chamber, de Plenum, wann och net an der Totalitéit, do-riwwer ze informéieren.

Doniewent stinn an där Proposition de loi nach ëmmer déiselwecht Confidentialitéitsklauselen dran: wéi zum Beispill de Huis clos, datt d'Déli-bératiounen geheim bleiwe mussen, datt, sou-guer wann een an de Plenum Informatiounen gëtt, een net alles automatesch ka matdeelen.

An dëse kleng Rapport, fir kloerzestellen, wat awer hei muss kloergestallt ginn, well et ass an deene leschte Woche vill sech doriwwer geäus-sert ginn, an et war och e bëssen duerjerneege-rodene: Wat ass e Huis clos? Wat ass net Huis clos? Wéi eng Kommissioun huet de Huis clos? Wéini dierf ee wéi eng Informatioun weider-ginn, wéini net?

A mir sinn et gewinnt, Här President, Dir Dam-men an Dir Hären, datt, wann een zesummen eppes entwerft, spréich zum Beispill eng Propo-sition de loi, zesumme seng Ennerschrëft enner e Schrëftstéck mécht, datt ee sech och drun hält. An dës Proposition de loi, déi am Konsens mat allen Ennerschrëften deposiert ginn ass, wor eminent wichteg och fir d'Kredibilitéit vun der Politik, zu engem Moment, wou de Bierger an d'Biergerin, zu Recht, e grouse Vertrauens-defizit an d'Politik gewisen hunn. Et steet ons gutt zu Gesiicht, och haut nach, zu deenen En-nerschrëften ze stoen. An dat solle mir alleguer-ten haut maachen, andeems mer haut, an dat

mat der allgréisster Prioritéit, dësen éischten Deel vun der Proposition de loi an dës Modifi-katioun vum Chambersreglement stëmmen.

Sou, elo zur Form: Duerch déi anticipéiert Wah-len an hiren Ausgang, et ass scho verzielt ginn, duerch déi nei Opdeeling vu Majoritéit an Op-positioun an der Chamber ass dës Kommis-sioun souzesoen handlungsonfäeg ginn. Si huet sech eemol getraff, fir also an allgréisster Prioritéit aus deem Artikel 14 nämlech dee Punkt, deen et erlaabt, duerch seng Ouverture an der Zesummesetzung d'Geheimdéngscht-kommis-sioun erëm handlungsfäeg ze ma-chen, fir dee Punkt bei de Statsrot ze schécken. Dat geschitt och elo haut, datt mer genau dat hei ofstëmmen zu deeneselwechte Konditiounen wéi am Juli ofgemaach, genau déiselwecht.

Fir ons Gréng ass et wichteg, datt mer den Ufank vun dëser Reform am Konsens maachen. D'Reform vun der Geheimdéngschtkontroll fänt awer eréischt un - déi eigentlech Reform vun der Geheimdéngschtkontroll. Dëser Aar-becht hält sech d'Institutionskommis-sioun un. D'Diskussioun iwwert d'Zesummesetzung vun der Geheimdéngschtkontrollkommissioun ge-héiert do och derzou.

Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt an deem Kontext eng Diskussioun iwwert d'Participa-tioun vun de Sensibilités politiques un der Kontroll vum Geheimdéngscht, well et ons wichteg schéngt, datt all politesch Verriedung hir Verantwortung an dësem Kontext muss droen.

Et bleift ze ënnersträichen, datt de Rapporteur eng Ouverture zu dësen nächsten Diskussiounen weist, andeems en och seet, an ech zitieren: «À ce stade de la discussion, la commission n'entend pas accorder un droit absolu à une représentation au sein de la commission de contrôle aux sensibilités politiques.» Gerecht, wéi an der Proposition de loi ënnerschriwwen ginn ass. «Cette question sera réexaminée dans le cadre de la réforme globale de la législation sur le Service de Renseignement de l'État.»

Och dëser Ausso kënn mir ons uschlëssen an och dës Ausso kënn mir als gréng Fraktioun matdroen.

An domadder soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Loschetter. Als nächste Riedner huet sech ageschriwwen den Här Gast Gibéryen. Här Gi-béryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Pre-sident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéll fir d'Éischt och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Alex Bodry Merci soe fir säi Rapport, wou e ver-sicht huet, dat korrekt erëmginn, wat an deenen zwou Kommissiounen, souwuel an der Institutionskommis-sioun wéi och an der Geheimdéngscht-kommis-sioun, iwwert déi zwou Propositionen, iwwert déi mer och haut hei diskutéieren an ofstëmmen, gesot ginn ass.

Haut diskutéiere mer an, wéi gesot, stëmme mer och of iwwer eng Reform vum Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert de Service de Renseigne-ment an iwwer eng Ofännerung vun eisem in-terne Chambersreglement, dem Artikel 2 vun der Annex 1. Haaptsächlech geet et, oder nëmme geet et ëm d'Zesummesetzung vun der Kommissioun, der Commission de Contrôle parlementaire vum Geheimdéngscht.

Dat Ganzt geet zréck op eng Proposition de loi, déi de Kolleeg Alex Bodry als President vun der parlamentarescher Enquêtékommis-sioun am Dossier SREL deemools virgeluecht huet an déi och zum Schluss vun der Enquêtékommis-sioun - déi Proposition de loi - dunn an der Kommis-sioun eestëmmeg zréckbehale ginn ass. Ech kommen nach eng Kéier dorop zréck.

Firwat datt mer elo déi Proposition de loi scin-déieren an ee Punkt eraushuelen, ech mengen, dat ass hei schon erkläert ginn, an den Här Paul-Henri Meyers huet et am Detail erkläert, dat ass, well den Här Juncker als Fraktiounspre-sident an als fréiere Ministere de tutelle vum Ser-vice de Renseignement net kann an déi Kom-mis-sioun goen. Dat schéngt eis logesch ze sinn.

Et ass och an der Gepflogeneheet vun dësem Parlament, datt mer keng Gesetzer maache fir eng Persoun. Dat hei ass och e bëssen en No-vum, datt mer hei e Gesetz änneren wéinst dem Här Juncker, well, wéi gesot, hien net kann an déi Kommissioun goen.

D'CSV hätt de Problem och kënnen aneschtens léisen. Si hätt eben en anere Fraktiounspre-sident kënnen ernennen.

(Hilarité)

Dann hätte mer déi Gesetzesännerung hei net brauchen ze maachen. Mä d'CSV ass selbst-verständlech awer fräi, fir dee Fraktiounspre-sident ze maachen. A mir verstinn och, datt dat den Här Juncker ass.

(Interruption)

Mir ginn also hei nëmme op een...

Wat? Ech hunn den Här Juncker net verstanen, entschëllegt.

► **M. le Président.** - Den Här Juncker huet gemengt, Dir géift an enger oder mat enger grousser Fraktioun net eens ginn. Ass dat getrei iwwersat?

► **M. Jean-Claude Juncker (CSV).** - Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Abee, meng Fraktioun, déi war kleng a se war grouss. Mir sinn ëmmer eens ginn. Mä ech verstinn awer, Här Juncker, datt et fir lech och ganz schwéier ass, an dat gesäit ee jo, datt et fir lech och ganz schwéier ass, an esou enger Fraktioun, mat esou enger grousser Equipe ëmmer eens ze ginn. Dat versteet jiddwereen heibannen.

► **Une voix.** - Dat hu mer jo och bei de leschte Wahle gemierkt...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, mir ginn also haut hei hin a mir änneren nëm-men een Artikel vun deem Gesetz ëm, wou eben elo drastoe kënt - bis elo war et esou, datt déi parlamentaresch Kontrollkommissioun exklusiv vun de Presidente vun de Fraktiounen besat ginn ass, d'Proposition de loi, déi elo vir-läit, déi mécht eng Ouverture an engem gewë-sene Sënn -, datt en niewent de Presidente vun de Groupes politiques och de Presidente vun de sougenannten „groupes techniques“ déi Méiglechkeet gëtt.

Ech wéll zréckkommen op d'Proposition de loi vum Kolleeg Alex Bodry an der Enquêtékommis-sioun, där mir och zougestëmmt hunn an déi mer och ënnerschriwwen hunn, genaousou gutt, mengen ech, wéi déi lénk Kolleegen, de Serge Urbany dat an der Kommissioun ge-maach huet.

Mä ech mengen, ech muss awer och fairerweis hei soen, datt ech an der Enquêtékommis-sioun deemools gesot hunn, datt ech der Meenung wier - an d'Madame Loschetter huet et elo grad ugeschnidden -, datt déizäit eng gewësse Kredibilitéit insgesamt vun der Politik mat der ganzer Enquêtékommis-sioun um Spill stoung an datt eist Zil war, am Fong ee geschlossene Message no baussen ze ginn an net opgrond vun enger Zesummesetzung vun der Kommis-sioun do no baussen eng Diskussioun oder eng Polemik sech entwéckelen ze loossen.

Duerfir hunn ech och där Proposition de loi zougestëmmt an ech hunn och deemools an der Enquêtékommis-sioun gesot, datt ech zwar mat där Zesummesetzung vun der Enquêté-kommis-sioun, wéi se an der Proposition de loi festgehalen ass, net averstane wier, mä ech géif awer d'Proposition matdroen, fir datt no baussen awer eng Unanimitéit vun der Kom-mis-sioun zu deem Zäitpunkt géif bestoen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat kann ech nëmme bestätegen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gelift?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat kann ech nëmme bestätegen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat kann den Här Urbany nëmme... Et huet och kee vun deenen anere Kolleegen - Här Urbany, muss ee fairerweis soen - dat contestéiert.

(Interruptions)

Ech hunn dat och an der Reglements-kommis-sioun an Institutionskommis-sioun gesot, et ass och do vu kengem contestéiert ginn. Wann hei den Här Berger an d'Madame Loschetter dat aneschtens gesinn, verstinn ech dat och zum Deel, well si net Member an der Enquêtékommis-sioun waren.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Et sinn d'Leit dobaussen, déi et esou haut ver-stinn!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Majo, d'Leit do-bausse verstinn dat, wat ech elo hei erkläert hunn! Ech mengen, et war jo kloer an daitlech!

(Brouhaha et hilarité)

Op jidde Fall war dat d'Ursach, firwat datt mer deemools dee Projet de loi oder déi Propo-sition de loi eestëmmeg ugeholl hunn, mat der interner Rearëmgung, déi elo hei jo och confir-méiert ginn ass.

Zweite Punkt: Wann hei geschwat gëtt, datt d'Groupes techniques elo derbäikomm sinn niewent de Groupes politiques, da muss ech



awer soen, datt de Groupe technique, contraire zu deem, wat och dobausse behaupt gëtt, de Problem net léist. E Groupe technique, och wann déi Léink Kollegee mat eis géifen e Groupe technique maachen, géif de Problem net léisen, well dann ëmmer nëmmen eng vun deenen zwou Parteien kéint an der Commission vun dem Contrôle sinn. An d'Confidentialité, déi deem operlät, erlaabt jo och dann net, deen aneren ze informéieren, egal wie vun deenen zwee do dra wier. Also géif dat de Problem och net léise mat engem Groupe technique, dee sech aus verschiddene politesche Parteien géif zesummesetzen.

Den Här Berger huet hei virdrun ugeschnitten, ugeschwat, datt en am Fong gesot huet, och dat Wuert „Confidentialité“ do mat an d'Gespréich bruecht huet, wéi et driwwer Rieds gaangen ass iwwert d'Sensibilitäten. Ech wollt... An dat war d'Fro, déi den Här Kartheiser wollt am Fong stellen: ob den Här Berger dann der Meinung wier, Leit oder Memberen aus enger Sensibilité politique, déi hätte manner Confidentialitéitsvertraue wéi een aus enger grousser Fraktion. Ech mengen, dat war awer eng Ennerstellung, déi sécherlech hei net ubruecht war.

Ech wëll och drun erënneren, datt ech viru Joren eng Kéier Member vun der Commission vun der Kontroll war, an ech mengen, souwuel de Kollege Urbany an ech ware Member vun der Enquêtekommission, an alles, wat confidentiel war, ass och bis haut confidentiel bliwwen, esou wéi dat sech gehéiert. Duerfir wëll ech déi Ennerstellung, déi hei ugewisen ass, och schäerfsten zréckweisen!

Här President, de Conseil d'État huet am Fong a sengem Avis zu deem Gesetzesprojet drop higewisen, datt opgrond vun de Wahlen vum 20. Oktober 2013 nëmme méi ee Verrieder an der Kontroll vum Parlament, an där Kommission wier (veuillez lire: ee Verrieder vun der Opposition an der Kontrollkommission vum Parlament wier). An e seet dann och kloer, datt dat am Fong net kompatibel wier mat enger effikasser Kontroll vum Parlament. Ech zitieren de Statsrot: «Cette situation n'est guère compatible avec le souci d'assurer un contrôle efficace et incontesté des activités du Service.» Et ass dat, wat de Statsrot am Fong seet.

An de Statsrot mécht dann am Fong eng Proposition, fir dem Parlament en Auswee aus där Situation ze erméiglechen, andeems e seet: Ma kommt, mir setzen net an d'Gesetz d'Komposition, wie Member vun der Kontrollkommission ass, mä mir setzen dat an d'Chambersreglement, fir dann eben der Chamber iwwer hiert Reglement déi Flexibilität ze ginn, fir eben den aktuellen oder de gegebene politesche Situation Rechnung ze droen.

Duerfir ware mer och averstanen an der Institutionskommission mat der Ännerung vun der Proposition, vum Projet de loi, wou d'Kommission am Fong dee proposéierten Text vum Conseil d'État iwwerholl huet, wou am Fong nëmme just drastoe kéint, datt iwwert de Wee vum Chambersreglement d'Komposition vun der Kommission gemaach gëtt.

Duerno ass dunn d'Reglementscommission zesummegekomm an d'Reglementscommission huet dunn am Fong missen en Artikel an hirem Reglement ëmsetzen. An ech hat do proposéiert, datt mer niewent de Groupes politiques an de Groupes techniques dann och d'Sensibilités politiques sollte mat derbäischreiwien, fir datt all Partei, déi hei an der Chamber ass, dann eben an där Kontrollkommission vertruete wier an datt dann och eiser Meinung no eng absolut Transparenz vis-à-vis vun alle Parteien hei an der Chamber géif vertruete ginn.

Ech hat gemengt, nodeems mer all an der Reglementscommission... - Här President, datt ass dee Punkt duerno hei um Ordre du jour, wou mer awer eng ganz Rei vu Punkten un eise Reglement änneren, wou och déi nei Majoritéit, dat muss ee fairerweis do soen, am Fong den Ustouss dozou ginn huet, fir de Sensibilités politiques méi Rechter hei an dem Parlament iwwert de Wee vum Reglement zouzërkennen -, datt deen Effort, dee vun der neier Majoritéit do gemaach ginn ass, datt deen dann och hei géif weidergoen.

Mä ech sinn do awer enges Bessere beléiert ginn, well déi nei Majoritéit mat der Ennerstëtzung vun der CSV dann awer der Meinung war, datt an d'Reglement sollt am Fong deen Text stoe kommen, dee virdu sollt an d'Gesetz stoe kommen, nämlech, datt d'Kontrollkommission sech zesummesetzt exklusiv aus Memberen vun de Groupes politiques, de Fraktionen also, an de Sensibilités politiques

(veuillez lire: an de Groupes techniques). Domadder ass am Fong déi Ouverture, déi Méiglechkeet, déi de Statsrot ginn huet duerch seng Propositionstexter, erëm verwässert ginn.

Här President, mir bedauern dat. Et ass och hei virdrun ugeschnitten ginn, datt Experten hei waren - elo geschter nach aus der Belsch -, wou dann eben argumentéiert ginn ass, och an der Belsch, an Holland wieren net all Parteien an deem Kontrollausschuss vertruete. Et hätt een och kënne déi aner Säit vu Lëtzebuerg kucken, an Däitschland: Do sinn all Parteien an deem Kontrollausschuss...

► **M. le Président.** - Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech kommen zum Schluss, Här President.

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, ech hunn elo schon dat neit Reglement...

(Interruption)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo.

► **M. le Président.** - ...dat neit Reglement schon ugewannt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Do si se d'office alleguer vertruete.

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President,...

► **M. le Président.** - ...zur Konklusion ze kommen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, et ass gutt, datt Der mer dat dote gesot hutt, soss hätt ech et elo net gewosst, well ech sinn effektiv um Schluss ukomm.

Ech wollt just soen, et hätt een och kënne an Däitschland kucke goen, do sinn all Parteien an all Fraktionen vertruete. Mä do hu se nëmme Fraktionen, opgrond vun hire Fënneprozentsklausel, an dem Parlament.

(Interruptions)

Mä si sinn awer alleguer, déi do dra sinn... Mir wäerten och nach eng Kéier iwwert d'Fraktionen ze schwätze kommen.

Op jidde Fall, Här President, mir bedauern dat heiten. Mir ginn d'Zoustëmmung vun eiser Säit, wat d'Gesetzesännerung ubelaangt, a mir wäerte bei dem Chambersreglement mat Neie stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Eise leschten agedroene Riedner ass den Här Serge Urbany. An ech wëll em och direkt soen, dass ech dat neit Reglement schon uwenden. Awer wann ech gelift net doriwwer eraus!

► **M. Serge Urbany (déi Léink).** - Ma Merci, Här President. Déi gemeinsam Décision vun deene véier Parteien mat Fraktionsstatus, d'CSV, d'DP, d'LSAP an déi gréng, fir keng aner Partei an d'Kontrollkommission vum SREL zouzeloossen, ergëtt am Fong geholl just e Sënn, wann ee vun enger reng geheimdëngschtlecher Vue op déi Aktivitéiten do ausgeet.

Ech mengen, Här President, Dir hat e Méindeg am „Quotidien“ gesot, et géif sech ëm eng „sensibel Matière“ handeln. Ech mengen, dat treëft och e bëssen de Kär vun der Fro. Et kéint een zwar e bëssen de Geck maachen a soen: „Grad da misste jo d'Sensibilitäten drakommen, wann et eng sensibil Matière ass.“

► **M. le Président.** - Wa se sensibil sinn!

► **M. Serge Urbany (déi Léink).** - Jo. Mä Dir hat dat gesot!

Wourëms geet et nämlech beim SREL?

Laut Instructions de service ginn déi politesch an ekonomesch Prioritéite vum SREL vun der Regierung festgeluecht. Dorënner sinn och Informatiounen um Gebitt vun deem sougenannten „Extremismus“ an „Radikalismus“ op politeschem, ideologeschem, konfessionellem oder philosopheschem Terrain. Et geet dobäi an der Regel net ëm konkret Tatbestänn mat penalem Hannergrond, neen, de SREL beweegt sech, dat hu mer an der Debatt hei och ganz kloer gesot, um Terrain vun de Meinungen an Tendenzen, e stellt Mutmaßungen doriwwer un.

De fréiere Premier huet emol an der Debatt den 10. Juli hei gesot, d'„Virtualitéit“ an d'„Probabilitéit“ wier déi éischt Geschäftsweis vum Geheimdëngscht.

De Problem ass just, dass déi Methode vum SREL selwer jo guer net virtuell sinn. Wiere se dat, dann hätt mer jo kee Problem. Et sinn

awer keng Methode vu wëssenschaftlecher Recherche, déi do ugewannt ginn. Neen, et si Methoden, déi kënne bis zu engem massiven Agräifen an d'Privatliewe vun de Leit goen.

Et geet ëm Beobachtungen, mat oder ouni technesch Mëttele wéi Kameraen oder Mikroen, an öffentlechen oder an zougängleche private Raim, wéi Restauranten oder Caféen zum Beispill. Et geet och ëm Observatiounen a private Wunnraim, och fir do kënne Mikroen a Kameraen ze installéieren. Et geet drëm, Kommunikatiounen ofzelauschteren, an et geet drëm, technesch Dispositiven op Computeren ze installéieren, fir kënne erauszefannen, wat do ofleef. An Däitschland nenne se dat: „der große Lauschangriff“.

Et ass net kloer zwar, wat elo scho gemaach gëtt, wat elo schon technesch méiglech wier. Ech fäerten awer, dass virgesinn ass, alles dat an Zukunft méiglech ze maachen, dat heescht ze legaliséieren, wa bis emol eng Kéier d'Reform vum Geheimdëngscht hei an der Chamber wäert op der Dagesuerdnung stoen.

An da wäert et, an och schon am Virfeld dovunner, an der Virbereedung dovunner wäert et op déi nei Kontrollkommission ukommen, fir eventuell bedenklech Entwécklungen oder weider bedenklech Entwécklungen - well bedenklech si jo schon eiser Meinung no déi Entwécklungen, déi do amgaange sinn - vu ganz no ënner d'Lupp ze huelen, wann do Fräiheete betraff sinn, wann et ëm e weideren Ofbau vu Fräiheete geet.

De Problem ass just: Mat deem, wat mer hei solle stëmmen, do wäerten déi nei Häre vum Geheimdëngscht, d'Regierungsparteien, dat eleng maachen, a si gi just kontrolléiert vun deenen alen Häre vum Geheimdëngscht!

Ech mengen och, dass sech ganz konkret d'Fro stellt vum de Kontrollméiglechkeete vun der Kontrollkommission an Zukunft, an ech sinn der Meinung, an ech soen dat hei ganz däitlech, dass déi Froen heimadder net geléist sinn!

An domat wier ech bei deene Virwërf, déi hei gemaach gi vu verschiddene Majoritéitsriedner, mir hätten déi Proposition de loi do mat ënnerschriwwen. Jo, dat ass wouer. Mir hu se trotz grouse prinzipielle Bedenken, trotz grouse Bedenken, wat d'Kontrollméiglechkeete vun esou engem Geheimdëngscht ugeet, ënnerschriwwen, am Interessi vun enger wirksamer oder méi wirksamer parlamentarescher Kontroll. Well doranner sinn eng Rei vu Kontrollrechter virgesinn, déi sollen erweidert ginn.

Wou sinn déi dann hei? Stëmme mer doriwwer of? Dat war e Ganzt, wat mir do gestëmmt hunn! Mir hunn d'Erweiterung vun der Kontrollméiglechkeete gestëmmt a mir hunn d'Zesummesetzung vun der Kontrollkommission gestëmmt deemools, well mer ganz kloer woussten, dass et guer net beabsichtigt wier, d'Sensibilités politiques do mat eranzehuelen! Et huet e Member vun der Enquêtekommission hei gesot, dass hien déi Bemierkung gemaach huet, déi Bemierkung ass awer net opgegraff ginn! Oder vu wem ass se dann hei opgegraff gi vun deenen, déi deemools derbäi waren?

Dat ass also de Problem. Mir hunn elo eng Proposition de loi, oder eng Proposition de règlement virleien ouni erweidert Kontrollméiglechkeete vun der Kontrollkommission, a mir hunn eng Kontrollkommission, där hir Zesummesetzung mer och deemools schon net ganz gutt fonnt hunn, wou mer awer kloer gesinn hunn, dass et net ouni dat géif goen. An dofir hu mer am Interessi vun der Saach trotzdem déi Proposition de loi do gestëmmt.

D'Fro stelle sech zum Beispill: Soll eng wierkelech, eng komplett an integral Berichterstattung an Zukunft méiglech sinn un d'Kommission, wéi et an där Proposition de loi steet? A wa jo, mécht den Direkter sech da strofbar, wa sech erausstelle sollt, dass en d'Kommission belunn huet? Dat wier nämlech deen normale Pendant zur penaler Responsabilitéit vun deenen Deputéierten, déi do dra mussen goen, déi bis zu fënnf Joer Prisong riskéieren, wa se eppes Falsches maachen, obscho se jo vum Vollek gewielt gi sinn, fir hir Kontrollfunktion vis-à-vis vun der Regierung an och vum Geheimdëngscht auszeüben.

Net ze schwätze vun der Schweigeflicht, déi se souwiesou doranner hunn. Si kënne emol net hir Kollegen aus der Fraktion informéieren! Dofir ass et jo och - wat den Här Gibéryen ganz kloer hei gesot huet - onméiglech, politesch onméiglech, engem Groupe technique, dee sech aus verschiddene Sensibilitäten zesummesetzt, esou eng Aufgab ze iwwerdroen.

Et ass och nach net kloer, wéi wäit iwwerhaupt d'Membere vun där zukünftiger Kommission,

déi mer hei solle festleeën, sollen an Zukunft no bausse kënne communiquéieren iwwert dat, wat se feststellen. Alles dat ass net gekläert.

D'Gefor ass also an eisen Ae grouss, dass déi Kommission, gradesou wéi déi al Kommission, eng Alibikommission gëtt, déi riskéiert, souguer sech mat verantwortlech ze maache fir dat, wat do geschitt.

Mir waren iwwregens och deemools, an haut si mer et nach, der Meinung, dass d'Enquêtekommission misst weidergoen. Si huet hir Aarbecht net ofgeschloss. Et bleift nach villes ze maachen. Eng Enquêtekommission huet ganz aner Méiglechkeeten.

Mir hunn iwwregens eng Resolution preparéiert. Soubal mer d'Méiglechkeet prozedural wäerten hunn, dat heescht, nom nächste Punkt vun der Dagesuerdnung, wann d'Reglement geännert ass, zu zwee Deputéierte vun déi Léink wäerte mer geschwënn, soubal d'Reglement a Kraaft ass, déi Proposition vun enger Resolution eraginn, wou mer froen, dass aus gewësse Grënn, déi och mat der Aktualitéit zesammenhängen, mat deem, wat mer héieren iwwer NSA an esou weider, d'Aarbechte vun enger neier Kontrollkommission erëm sollen opgeholl ginn.

(Interruption)

Wat de Vote hei ugeet - ech sinn direkt fäerdeg, Här President, ech spiere jo dat hanneru mer -,...

(Hilarité)

...wäerte mer éischtens déi Proposition de loi, deen Deel dovun, deen elo nach iwwreg bleift an deen nëmme seet, dass d'Chamber hir Zesummesetzung soll selwer festleeën vun der Kontrollkommission - a mir waarden do gespannt op weider Entwécklungen -, dat Gesetz wäerte mer stëmmen, awer mir stëmme selbstverständlech géint de Virschlag, wat d'Zesummesetzung vun där Kommission ugeet.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Urbany. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Rapporteur. Den Här Rapporteur, den Här Alex Bodry, huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, kuerz, fir nach vläicht dat eent oder dat anert kloerzestellen, well awer elo eng Konfusioun dobaussen entstanden ass.

Ech mengen, et ass selbstverständlech, dass et d'Meenung vun alle Fraktionen ass, dass muss eng global Reform vum Service de Renseignement kommen. Déi ass jo largement preparéiert. An zu där gehéiert selbstverständlech och en Ausbau vun de Méiglechkeete vun der Kontrollkommission, der parlamentarescher Kontrollkommission notament. Dat ass och an där Proposition de loi esou festgehalten an dat ass selbstverständlech net opginn heimadder. Déi Proposition de loi ass net zréckgezunn.

Et ass just gebiede ginn, deen een Artikel prioritär ze aviséieren, wou och drasteet, dass notament... an dat ass e Schwaachpunkt haut, well ëmmer d'Deputéiert selwer hu missen eng Enquête féieren am Service de Renseignement. Bon, wéi se dat solle maachen, ass mir e Rätsel. Dat kann nëmme geschéien, wa se anerer kënne mat deene Mission beoptragen, déi sech kënne deeglaang Zäit huelen a wechelaang, wann et muss sinn, Zäit huelen, fir eng Enquête an hirem Numm ze maachen. Do ass, mengen ech, de belsche Modell net schlecht.

Soudass ech mengen, dass also do munches nach aussteet. An ech akzeptéieren net, dass hei den Androck entsteet, wéi wann déi doten Iddie fale gelooss gi wäeren. Dat ass sécherlech net de Fall. Am Numm...

(Interruption)

Pardon?

(Interruption)

Mä well deen doten Deel vun der Proposition de loi net aviséiert ass. Dofir waarde mer, wéi dat üblech ass, den Avis vum Statsrot of. An da kënnt dat an déi legislativ Prozedur. An da wäerte mer selbstverständlech doriwwer debattéieren an och eng Kéier ofstëmmen, denken ech.

Dat Zweet, wat ech wollt soen: Ech fannen, hei ass jo d'Diskussion relativ sachlech erofgaangen. Wou ech allerdëngs erfieert war, muss ech soen, no der leschter Sitzung an eiser Reglementscommission, iwwer Aussoen, déi eenzel



Members vun där Kommissioun gemaach hunn, déi net dem Toun entsprach hunn, deen an der Kommissioun war, wou se vun „Farce“, vun „Skandal“ geschwat hunn, well elo déi méi kleng Parteien net an där Kontrollkommissioun vertrat sinn. Dat fannen ech onfair, muss ech nach eng Kéier hei soen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Dat entsprécht net den Diskussiounen, déi mer gefouert hunn.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech hunn net vu Skandal geschwat!

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - A virun allem, wéi gesot... Dat géllt haaptsächlech fir den Här Gibéryen. Virun allem, wéi gesot, ass do, mengen ech,...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Well dat wonnert mech nämlech eigentlech...

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - ...mengen ech,...

► **M. le Président.** - Wann ech gelift, Här Urbany, Är Riedezäit...

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - ...mengen ech och,...

► **M. le Président.** - ...ass iwwerschrott.

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - ...net kloergestallt ginn, dass déi Positioun do e Reviement bedeit souwuel fir d'ADR wéi fir déi Lénk mat deene Positiounen, déi si hei bei der Debatt ronderëm d'Gesetz vun 2004 gefouert hunn. Ech hu mer nach d'Méi gemaach, nach eng Kéier nozeliesen, wat deemools den Här Urbany héchstperséinlech an den Här Jacques-Yves Henckes am Numm vun der ADR zu där doter Fro gesot hunn.

Den Här Urbany sot, d'parlamentaresch Kontroll wier a sengen Aen zweetrangeg an huet a kengem Moment gefrot, dass seng Sensibilitéit sollt an där Kommissioun vertrat sinn. A kengem eenzege Moment! Wat elo haut als essenziell, bal als Crime à la démocratie duergestallt gëtt, dat war emol sengerzäit net d'Positioun vun him selwer a senger Partei bei den Debatten 2004.

(Brouhaha)

An datselwecht géllt...

(Interruption)

...vun der ADR! Wann ech dem Här Henckes seng Ried hei noliesen, erkennen ech just dran, dass se d'accord waren, dass d'Fraktiounen sollten d'Vertrieder bestëmmen. Si waren net nëmme d'accord, dass et sollt de President si vun der Fraktioun, mä si waren d'accord, dass et sollten d'Fraktiounen sinn, déi an där Kommissioun sollte vertrat sinn, wat haut net méi hir Positioun ass, wat sech erkläert doduerjer, dass se deemools Fraktiounsstärkt haten an haut net méi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Wéini war dat dann?

(Interruption)

► **M. le Président.** - Wat invoquéiert Der, Här Gibéryen?

(Interruption)

Ah, Fait personnel. Dat ass zwar wäit hiergeholl,...

(Hilarité et interruptions)

...mä bon, mir sinn haut ganz fei mat deene Klengen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, ech wëll just dat, wat den Här Bodry elo hei gesot huet, awer e bësse méi an e richteg Liicht stellen am Fong, wat d'Debatte vun 2004 ubelaangt. Ech hunn déi och nogelies, ier ech de Mëtten hei intervenéiert hunn. Et ass richteg, mir haten déizäit Fraktiounsstärkt, also huet déi Fro sech fir eis net zu deem Zäitpunkt gestallt.

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Fir déi aner Parteien awer deemools. Déi Lénk haten och deemools...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Bodry, Dir verléiert näischt mam Nolauschteren, well mir haten deemools an der Debatt zwee Riedner. Dir hutt nëmme een zitéiert, mä mir haten zwee Riedner. An ech wëll lech soen, wat deen zweete Riedner gesot huet: „Artikel 14 vun deem Gesetz, wou alt erëm eng Kéier vu Presi-

denten, vu Groupements parlementaires, déi sech op fënnf Leit baséieren a wou ech einfach der Meenung sinn, wann déi nächst Legislaturperiode e Groupement kënnt, deen zum Beispill an all Circonscription een Deputéierten huet...“, oder nëmme véier Deputéierter huet, datt déi dann net méi an där Kommissioun vertruede wieren. An dogéint ass och vun eiser Säit an där Debatt préventivement intervenéiert ginn. Duerfir, wann Der scho wëllt zitéieren, dann zitéiert wann ech gelift och alles!

► **Une voix.** - Richteg!

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Mir sinn eis eens, dass Der dee Gesetzestext mat de Fraktiounspresidente gestëmmt hutt, souwéi Der eng Proposition de loi ënnerschriwwen hutt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ganz kloer hu mir déi...

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Merci!

► **M. le Président.** - Voilà, ech mengen, domat wär alles gesot. An ech géif dann d'Wuert weiderginn un d'Regierung.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Voilà. Ma ech soen lech Merci, Här Chamberspräsident. Ech soen och dem Här Bodry Merci. Ech soe virun allem der ganzer Chamber Merci, déi et fäerdegbréngt, deesen Text elo awer knapps zwee Méint, dass d'Regierung am Amt ass, kënnen ze änneren.

Well et eben eng Situatioun mat sech bruecht huet, wou ech och ganz genau verstinn, dass d'CSV-Fraktioun an enger Situatioun gewiescht wier, déi net agréabel gewiescht wier an déi vläicht falsch verstane gi wier. Dowéinst a pour éviter tout malentendu, mengen ech, wor et wichtig, deesen Text och esou ze änneren, wat et och erméiglecht, alle Fraktiounen méi Libertéiten ze ginn iwwert d'Compositioun vun der Kommissioun. Well Dir hutt doudsicher deen een an deen aneren, dee vläicht méi interesséiert ass un deem Sujet wéi en aneren.

Ech wëll och just soen, dass et net un der Regierung ass, lech ze soen, wat Der ze maachen hutt. Ech mengen, hei ass jo eng Proposition de loi an et ass och d'Chambersreglement, wou Dir jo och selwer a souverän musst déi Décisioun treffen, wéi Dir Är Regele wëllt ginn.

Ech soe just, dass ech hei och dem Deputéierte Bodry muss awer vollkomme recht ginn. Wann een d'Télee d'lescht Woch gesinn an nogelauschert huet, huet een d'Gefill gehat, wéi wann hei een de kleng Parteien all Recht wëllt ewechhuelen, se ni zu Wuert komme wëllt loossen. Ech verstinn haut, dass e bësse méi nuancéiert geschwat ginn ass. Virun allem wor hei net de Fait accompli!

Au contraire, de Rapporteur-président huet gesot, dass een iwwert deen dote Punkt nach misst diskutéieren. An dass hei am Fong scho Konklusiounen gezu gi vun deenen zwou Parteien, déi guer net hei zur Debatt stinn. Dowéinst, ech mengen, dass deen Text wichtig ass, déi Adaptatiounen och ganz, ganz wichtig sinn an dass virun allem an deem Débat serein sollt geschwat ginn.

Ech muss lech och soen, Här President, dass et verschidde Modeller gëtt am Ausland. An ech mengen, net méi spéit wéi geschter haten d'Leit d'Méiglechkeet, nozelauschteren, wéi et an der Belsch geet, wou och net all Partei vertrueden ass. Ech hunn och nogekuckt: A Frankräich ass och net all Partei vertrueden. An Däitschland tatsächlech, mä do gëtt et eng Fënneprozentsklausel, fir iwwerhaapt emol an eng Chamber ze kommen. Dat heescht, da bräicht een... Mä ech soen lech dat, dat sinn da Pisten, wou een da seet, et muss een op d'mannst dräi Leit dann hunn, fir iwwerhaapt da kënnen an eng Kommissioun ze kommen.

Et hänt of... Ech géif lech just wierklech froen, fir dass dat doten e sereinen Débat gëtt. An ech mengen, dass den Här President dat nees haut fäerdegbruecht huet, fir och op déi Serenitéit nees zrëckzekommen an net Polemik an deem doten Dossier ze féieren, well dat bréngt guer näischt.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech froe Parole après ministre, Här President.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Statsminister. De Rapporteur huet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, Parole après ministre, fir nach eng Kéier d'Chamber awer genau ze informéieren opgrond vun deem, wat elo grad den Här Gibéryen gesot huet.

Den Här Gibéryen huet natierlech den zweete Riedner vun 2004 net zitéiert. Dat war den Här

Jaerling, wou ech net weess, ob en deemools iwwerhaapt nach an der ADR war. De mandatierte Spriecher war de Jacques-Yves Henckes, well den Här Jaerling huet herno de Gesetzestext vun 2004 net gestëmmt, am Géigesaz zu deenen aneren ADR-Deputéierten, déi e gestëmmt hunn an...

(Brouhaha général)

...also och déi Léisung vun de Fraktiounspresidenten am Endeffekt als richteg fonnt hunn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci.

Den Här Urbany huet Parole après ministre gefrot an hie kritt et. An dann, wann Dir nach wëllt intervenéieren, maacht Dir datselwecht. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci. Mir sinn elo wäit an der Geschicht natierlech. Mä wann Der eis dohinnerféiert, da kënnen mer och roueg dohinnergoen.

2004 sinn zwee Gesetze gestëmmt ginn: 2003 dat eent, 2004 dat anert. 2003 war d'Gesetz iwwert d'Definitioun vun deem, wat Terrorismus ass, wat eng entscheidend Bedeitung huet als gesetzlech Basis fir de Geheimdénsgscht, deen deemools komplett reforméiert ginn ass an deen iwwregens eng gesetzlech Kontrollkommissioun fir d'Éischt a senger Geschicht kritt huet.

Am Gesetz, wat mer deemools ofgestëmmt hunn a géint dat ech gestëmmt hunn, stoung kloer dran, dass déi Kontrollkommissioun sech zesummesetzt aus de Fraktiounspresidente vun deenen deemolege Groupes parlementaires. Et huet sech also guer keng Fro gestallt, fir dass do d'Sensibilités politiques sollten erakommen.

D'Fro stellt sech haut anescht, deelweis anescht. Dir hutt et jo selwer gesot, dass een nach wëllt doriwier diskutéieren. Mir si gespaant, wat bei där Diskussioun erauskënn. Ech gesinn dat Ganzt guer net dramatesch.

Et ass och problematesch fir eng Partei wéi eis, déi prinzipiell géint de Geheimdénsgscht ass, fir an esou eng Kommissioun ze goen, fir Penaltéiten ze riskéieren, fir Prisong ze riskéieren,...

► **Une voix.** - Sidd frou, dass Der net dra sidd!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - ...wa mer Saache feststellen, wéi mer der festgestallt hunn an der Enquêtékommisioun, wou keng penal Konsequenzen domat verbonne waren, déi wierklech enner aller Klarinet waren, wou haut nach Membere vun eis iwwerwaacht gi vum Geheimdénsgscht!

Wat maache mer da mat esou enger Situatioun zum Beispill, wann dat de Fall ass? Mir stelle fest, dass dat de Fall ass. Musse mer dann de Bak halen? Dat sinn och Froen!

Mir ware bereet, am Interessi vun der Opklärung, am Interessi vun der regelméisseger méi staarker Iwwerwaachung vun esou engem Dénsgscht déi Proposition de loi mat erweiderte Kontrollméiglechkeeten ze ënnerschreien.

Fir eis ass et och net onproblematesch, fir do dranzegoen. Dat wëll ech hei ganz kloer soen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Den Här Gibéryen kritt dann nach d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, Här President, Dir verstitt, datt ech opgrond vun der Reaktioun vum Här Bodry nach eng Kéier muss Parole après ministre huelen.

(Interruption)

Neen, ech liesen net alles vir, et wier ze vill.

Fir d'Éischt huet den Här Bodry gefrot, ob den Här Jaerling nach deemools an der ADR war. Här Bodry, wann Der den Text gelies hutt, et steet schéin hannert sengem Numm „ADR“. En huet also als ADR-...

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - En huet awer schon net méi zu lech gehéiert!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - En huet hei als ADR-Deputéierte geschwat!

An ech wëll just soen, datt sech fir eis déi Fro net gestallt huet als Partei, well mer déizäit Fraktiounsstärkt haten. Mä ee vun eisen Deputéierten huet awer op déi Méiglechkeet higewisen, datt, wann eng Partei net méi d'Fraktiounsstärkt hätt, se dann net méi an där Kommissioun vertruede wär. Dat ass korrekt, wéi dat deemools an der Debatt gelaf ass.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Ech stelle just fest, dass sech d'Fro aneschters stellt, wann ee Fraktiounsstärkt huet, wéi wann een net Fraktiounsstärkt huet.

Domat wäer mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an ech géif de Vote lancéieren. Fir d'Éischt zur Proposition de loi.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6589A et dispense du second vote constitutionnel

De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

60 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl, mat de Procuratiounen selbstverständlech. 60-mol Jo, keng Abstentioun a keen Neen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da géife mer iwwergoen zu der...

(Interruption)

Ah jo, Merci, Här Generalsekretär.

Hei muss ech d'Fro nach stellen, ob d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote gëtt.

(Assentiment)

Dat ass esou.

Da géif ech iwwergoen zum Vote iwwert d'Ännerung vum Chambersreglement.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6650

De Vote ass lancéiert. De Quorum ass erreecht. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss an d'Reglement bei...

(Interruption)

Okay. Bon, da rechnen ech séier. Also, 60 Leit, mat de Procuratiounen, hunn um Vote deelgeholl. Ech géif da soen: 52 Jo, Neen 3 a 5 Abstentiounen. Jiddefalls esou an deem Ordre de grandeur,...

(Hilarité générale)

...wa mer dat elo definitiv nogekuckt hunn, mat der... Also, ech ka just, et sinn der...

► **Une voix.** - 55 Jo.

► **M. le Président.** - ...5 Neen, an da falen 2 Abstentiounen, also 5 Neen, 3 Abstentiounen an 52 Jo. Déi 52 Jo ware richteg. Domat ass och d'Ännerung vum Règlement mat ganz grousser Majoritéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6650 est adoptée par 55 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;



MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An do brauch ech d'Fro net ze stellen, ob mer eng Dispens vum zweete Vote ginn, well dat do eleng an eisen Hänn läit.

Domat ass also d'Ännerung vum Reglement ugeholl a mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwerzoen, wou mer eis erëm mat eise Reglement ausenanersetzen, wou mer en Ännerungsversuch vum eise Chamberreglement maachen, fir d'Rechter vun de Sensibilités politiques ze erweideren. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An, ongewinnt an där Missioun, d'Wuert huet den honorabele Rapporteur, den Här Gast Gibéryen.

7. 6644 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Gast Gibéryen** (ADR), rapporteur.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, Rapporteur ze si vun enger Rei vun Ännerungen an eise Chamberreglement, wou vill méi eng grouss Zoustëmmung ass, wéi dat bei deem Projet virdru war.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Da waarde mer emol of!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR), rapporteur.- D'Kommissioun proposéiert, néng Ännerungen un eise Reglement virzehuelen, Ännerungen, déi am Fong op eng Initiativ opgrond vu Propositionen, déi vun der neier politescher Majoritéit hei an der Chamber ausgaange sinn, zréckginn, an och vu Propositionen, déi vun anere Parteien erakomm sinn.

D'Haaptzil vun dese Reformen ass, de politesche Sensibilitété méi Méiglechkeeten ze ginn, fir hirer politescher Aarbecht kënne méi gerecht ze ginn, souwéi méi generell Ofännerung vum eise Reglement. Ech géif versichen, a geraffter Form déi néng Ännerungen duerchzehuelen, esou wéi se an deser Proposition sinn.

Den Artikel 1 vun eise Propositionen hält fest, datt den Artikel 19, dee sech am Fong mat der Zesummesetzung vun de Chamberskommissiounen befaasst, datt deen ofgeännert gëtt. Bis elo war et esou, datt all Deputéierte konnt als Observateur an egal wat fir enger Chamberskommissioun deelhuele.

Dat bleift och esou bestoen, mä et kënnt nei derbäi, datt déi Sensibilité politique, déi net en effektive Member an enger vun eise parlamentaresche Kommissiounen huet, datt deen, dee se als Observateur an déi Kommissioun schéckt, datt dee kann un den Debatte participéieren an datt e e Recht ass, fir un deenen Debatten ze participéieren. Selbstverständlech huet e kee Stëmrecht an där Kommissioun, well soss géif jo och den Équilibre vu Majoritéit an Opposition an deene Kommissiounen gestéiert ginn.

Déi zweet Ännerung, déi betrëfft och d'Kommissiounen, an zwar wéini datt eng Kommissioun sech muss obligatoresch zesummesetzen. Bis elo war et esou: Wann dräi Membere vun der Kommissioun dat verlaangt hunn, oder e Groupe politique oder e Groupe technique, wann déi dat verlaangt hunn, datt eng Kommissioun misst zesummekommen, dann huet déi Kommissioun misse zesummekommen.

Elo fällt ewech: op Demande vun dräi Deputéierten - dat fällt ewech. An et bleiwen dann d'Groupes politiques, d'Groupes techniques, an d'Sensibilités politiques ginn derbäigesat. Also déi dräi hunn d'Recht, fir kënne d'Zesummeruffe vun enger Kommissioun ze verlaangen.

Den Artikel 28 vun eise Reglement, dee betrëfft d'Presidentekonferenz. Do gëtt geännert: Bis elo war et esou, datt d'office an der Presidentekonferenz d'Presidente vun de Groupes parlementaires oder de Groupes techniques Member waren, effektive Member waren. Elo gëtt bäigesat, datt all Sensibilité politique kann un deene Réunions assistéieren, mat Voix consultative. Dat heescht, si sinn elo net voll Member, mä si assistéieren an der Presidente-

konferenz a kënne do matschwätzen an hunn och kee Stëmrecht an der Presidentekonferenz.

Den Artikel 4, dee beinhalt d'Riedezäiten. Do ass de Prinzip am Fong dee gewiescht, datt mer gesot hunn, datt all politesch Partei, egal wéi grouss oder wéi kleng datt se ass, muss genügend Zäit hunn, fir hire politesche Message zu engem bestëmmten Thema oder zu engem Gesetz oder zu wat fir engem Débat heibanen, datt se muss kënne genügend Zäit hunn, fir de politesche Message eriwuerzebréngen. An de Problem, dee mer do haten, dee war virun allem bei deene kleng Modellen: de Modèle de base, de Modell 1 an de Modell 2. Duerfir sinn och do Mindestzäiten agesat ginn.

Esou ass beim Modèle de base eng Mindestriedezäit vu fënnf Minutten agesat gi fir all Groupe politique, Sensibilité politique. Also fir all Parteien sinn et och do uniform beim Modèle de base fënnf Minutten.

Bei dem Modell 1 geet et ëm d'Sensibilités politiques, si kréien zéng Minutten d'office. Beim Modell 2 kréie se fënnf Minutte pro Sensibilité (veuillez lire: pro Member), awer mat engem Minimum vu 15 Minutten. Beim Modell 3 hu se 7,5 Minutten, mat engem Minimum vu 15 Minutten. Beim Modell 4 hu se zéng Minutte pro Member, mat engem Minimum vu 15 Minutten.

Den Artikel 5 ännert den Artikel 84 of, wat d'Heure-d'actualité ubelaangt. Do war et bis elo och esou, datt eng Heure d'actualité konnt vun engem Groupe politique oder engem Groupe technique ugefrot ginn. An elo kënnt och do derbäi, datt déi ka vun enger Sensibilité politique ugefrot ginn.

Des Weidere gëtt bei der Heure d'actualité d'Riedezäit ofgeännert. Virdru war et esou, datt eng Sensibilité politique bei enger Heure d'actualité zwo Minutten hat an e Groupe politique fënnf Minutten. An Zukunft huet all Partei heibannen, ob Groupe politique oder Sensibilité politique, fënnf Minutte Riedezäit bei enger Heure d'actualité.

Dat do sinn am Fong alleguer déi Ännerunge gewiescht, déi de Sensibilités politiques eng nei Rei vu Méiglechkeeten heibanne ginn.

Dann hu mer awer nach eng Rei vu Modifikatiounen gemaach, déi méi genereller Natur sinn, zum Beispill wat d'Motiounen an d'Resolutiounen ubelaangt. Do war et bis elo esou, datt ee fënnf Ënnerschrëfte gebraucht huet, fir datt se recevabel waren. Dir wësst, datt dat dann ëmmer e Problem war, wann een eng Sensibilité politique war vun zwee oder vun dräi. Dann huet ee misse bei enger Partei Ënnerschrëfte siche goen, fir op déi fënnf ze kommen, fir datt et recevabel ginn ass.

Dat gëtt elo generell erofgesat op eng. Dat heescht, all Deputéierte kann elo eng Resolutioun oder eng Motioun a sengem eegenen Numm heibannen deponéieren. Dat ass also net nëmme e Virdeel fir d'Sensibilités politiques, mä et ass am Fong fir déi 60 Deputéiert, well eben all enzelnen Deputéierten dat Recht kritt.

Da kënnt d'Ännerung vum Artikel 8, deen den Artikel 17 verbessert, also d'Zesummesetzung vun eise parlamentaresche Kommissiounen. Bis elo stoung am Reglement, datt eng Kommissioun sech aus minimum fënnf Membere an aus maximum 13 Membere zesummesetzt.

Et war an där leschter Legislaturperiod esou, datt mer Kommissiounen hate vun zwielef Membere a mir haten eng Ausnahm, dat war bei der Enquêtekommissioun iwwert de SREL, wou d'Chamber décidéiert hat, op 13 eropzegeen, fir domadder all Partei heibannen d'Méiglechkeet ze ginn, Member an der Enquêtekommissioun ze sinn. Mä en général waren et zwielef Membere an d'Reglement huet der maximal 13 zougeloss.

Elo gëtt op Wonsch vun de grénge Kolleegen de Maximum vun 13 op 14 eropgesat, fir eben esou och der aktueller politescher Konstellatioun kënne punktuell Rechnung ze droen.

Dir wësst, datt mer am Abléck eis Chamberskommissiounen alleguer aus 13 Leit zesummegesat hunn. D'Reglement, wat mer elo haut hei stëmmen, geet vun 13 op 14 erop. An de Gedanken, deen do derbäi ass, ass een, dee festgehal ginn ass, mä d'Reglement léisst dem Parlament et awer fräi, ëmmer wann et et fir néideg fënnt, op 14 eropzegeen.

Mä hei ass a priori un déi gréng Kolleegen a Kolleeginnen geduecht ginn, déi am Fong generell an all Kommissioun mat engem Deputéierte vertrauede sinn, well wann dat eng Kommissioun ass, wou hire Minister de Ressort

huet, dann ass et an der Regel och deen Deputéierten, deen da President vun där Kommissioun ass. A vu datt dann och normalerweis déi Partei, déi de Minister stellt, och de Rapporteur stellt, ass déi eng Persoun da Président-rapporteur. A wann dann an den Débat misst agegraff ginn, misst se dann och nach eng drëtte Kéier untrieden a Form vum Deputéierten, fir an den Débat anzegräifen.

Duerfir ass gesot ginn, datt elo duerch des Ännerung d'Parlament am Fong d'Méiglechkeet kritt, fir dann ze soen, an där Kommissioun kritt dann déi Partei - an diesem Fall déi gréng - zwee Membere an d'Kommissioun eran. An da kéinte se ee Rapporteur maachen an ee kéint an den Débat agräifen.

Et gëtt dem Parlament och d'Méiglechkeet, am Kader vun der Opdeelung vun der Verschlésslung tëschent de Parteien eventuell méi eng Flexibilitéit ze kréien. Zum Beispill, wa mer d'Opdeelung des Kéier an der Chamber huelen, wou an all Kommissioun 13 Leit sinn, hätten déi gréng Kolleegen am Fong méi wéi een zegutt.

Se hätten also méi wéi een zegutt, mä se hunn awer een. Elo kann een och higoen, datt ee seet: Ma elo kréie se a verschidde Kommissiounen der zwee. An dann hätt een och global gesinn dem Schlüssel méi Rechnung gedroen. Doriwwer eraus kann natierlech och d'Parlament vun dem 14. Member ëmmer Gebrauch maachen, wann et et fir néideg fënnt.

Dann hu mer nach eng Ännerung virgeholl, wat de Retrait vu Questionen, Motiounen, Resolutiounen, Interpellatiounen an Débats vum Rôle ubelaangt.

Mir hunn an der leschter Legislaturperiod eist Reglement geännert, andeems mer am Fong ons eng Prozedur ginn hunn, fir Propositionen de loi vum Rôle erfrohuelen, wann déi deponéiert si gi vun engem Deputéierten, deen zum Beispill net méi Member an dem Parlament duerno war. Mir haten ëmmer e Problem, déi stoungen um Rôle an da wouste mer net: Wéi kréie mer déi erof? An do hu mer eis an der leschter Legislaturperiod an eise Reglement eng Prozedur ginn, wéi mer déi Propositionen de loi da vum Rôle erfokrëchen. Mä mir hunn dat net gemaach, wat d'Questionen ubelaangt, wat d'Motiounen, d'Resolutiounen, d'Interpellatiounen an aner Débats ubelaangt.

Mat deser Reglementsännerung gi mer eis och déi Méiglechkeet, fir do e Retrait ze maachen. An zwar gëtt et do zwo Kategorien: Déi eng ass, wann een net méi an der Chamber ass, mä seng Partei ass awer nach an der Chamber vertrauede, da kann déi Partei e Retrait froen, fir datt et vum Rôle geholl gëtt. An doriwwer brauch se just d'Chamber a Kenntnis ze setzen.

Déi zweet Méiglechkeet ass, wann d'Partei an den Deputéierten net méi an der Chamber vertrauede wieren, da géif op Proposition vum der Presidentekonferenz d'Chamber décidéieren, fir eben déi Punkte vum Ordre du jour (veuillez lire: vum Rôle) erfrohuelen.

Dann hu mer nach festgehal fir d'Ännerung vum Chambersreglement: Do stoung bis elo dran, datt am Fong och fënnf Membere missten eng Proposition maachen, fir datt eng Ännerung vum Chambersreglement kéint gemaach ginn. Dir wësst, datt opgrond vun der Constitutioun all enzelnen Deputéierte kann eng Proposition de loi deponéieren. Mä bei enger Ännerung vum Chambersreglement stoung am Fong dran, datt dat der misste fënnf sinn.

Och dat gëtt geännert, andeems datt elo am Reglement festgehal ginn ass, datt all Kéiere an enzelnen Deputéierte kann och eng Revisioun, eng partiell oder eng generell Ännerung vun eise Reglement vorschloen.

Dat sinn déi néng Ännerungen, déi elo an eise Reglement proposéiert ginn unzehuelen. Déi Propositionen sinn alleguer eestëmmege ugeholl ginn, just mat der Ausnahm vum Artikel 8 an deser Proposition, wou d'CSV sech enthalen huet, a si wäert dann am Kader vun deser Debat och selwer hir Enthaltung bei diesem enzelne Punkt hei erklären. Dat wieren, wéi gesot, déi Ännerungen, déi ech der Chamber géif proposéieren ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers ageschriwwen. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här

Gast Gibéryen, de President vun der Reglementskommissioun, huet elo ganz ausféierlech a sengem schrëftlechen a mündleche Rapport d'Ännerungen am Reglement virgedroen. Ech soen him dofir Merci an dat erlaabt mer och, net méi brauchen an den Detail vun deenen enzelnen Dispositionen ze goen. Et brauch ee jo net méi nach eng Kéier ze widderhuelen, wat schon ee virdru ganz gutt gemaach huet.

Ech wëll awer dräi Punkten hei ervirhiewen. Deen éischte Punkt, dat ass deen, dass d'CSV mat deem gréissten Deel vun deenen Ännerungen d'accord ass. Si ass d'accord mat allen Ännerungen, déi virgeschloe sinn, ausser mat dem Artikel 8, deen den Artikel 17 vum Reglement ofännert. Dorop kommen ech och nach an engem extra Punkt zréck.

Mir begrësse ganz besonnesch och déi nei Dispositionen vun der Sektioon II, d'Modifikatiounen, déi de Sensibilités politiques méi Rechter ginn an hinnen eigentlech erlaben, hir Aarbecht an der Chamber gläichermaachen, d'selwecht wéi déi aner Fraktiounen och kënne ze realiséieren, doduerch, dass hir Riedezäit op eng anstänneg Aart a Weis festgeluecht gëtt, dass se aner Rechter kréien an dass se och all politesch Instrumenter, déi der Chamber zur Verfügung stinn, kënne och ausnotzen, wéi déi aner Parteien dat och kënne maachen. Also, mat där Disposition si mer ausdrécklech d'accord a mir begrëssen déi och.

Da kommen ech zu mengem zweete Punkt, woumat mer net d'accord sinn. Et gëtt virgeschloen, den Artikel 17 vum Reglement vun der Chamber ze änneren duerch d'Erhéijung vun der Héchstzuel vun den Deputéierten, déi an enger permanenter Kommissioun kënne sinn. Déi Héchstzuel gëtt vun 13 op 14 eropgesat. Duerch déi Ännerung, an do verweisen ech op den Exposé des motifs, soll ee Groupe politique, deen an enger Kommissioun nëmme ee Member huet, deen dann och nach gläichzäiteg President vun där Kommissioun ass, en zweete Member kënne vorschloen.

No dem Exposé des motifs géif dat dem Groupe politique erlaben, duerch deen zweete Member seng eege Position besser duerzeleeën, deen dann och am Numm vun deem Groupe politique kéint schwätzen, nottamment wann de President Rapporteur vun engem Projet wär, zu deem e jo déi allgemeng Meenung vun der Kommissioun muss duerleeën, esou dass en eigentlech dann net d'Meenung vu sengem Groupe politique kéint virdroen.

Ech muss dozou soen, dass eigentlech déi Argumentatioun net ganz richtig ass. Well, wann een dat Zil wëllt errechen, da gëtt et och aner Méiglechkeeten. Nächst verhënnert de President, dee Rapporteur ass vun engem Projet, dass en och am Numm vu sengem Groupe politique d'Wuert ergräift. Dat ass bei eis an der Partei an där leschter Legislaturperiod méi wéi eng Kéier geschitt, well et jo kloer ass, dass deen, dee Rapporteur ass, sech ausféierlech mam Projet ofginn huet an d'Situatioun besser kennt wéi vläicht iergendeen aneren, oder op jidde Fall se sollt besser kenne wéi een aneren. Also, de Président-rapporteur kéint och, allerdéings net am Kader vum Rapport, mä an enger separater Stellungnahm, selwer d'Position vu senger Partei duerleeën.

Zweetens kéint och e Groupe politique, deen nëmme ee Member an enger Kommissioun huet, en anere Member dohischécken als Observateur, deen d'Débat suivéiert, dee sech aschafft an deen dann och an der Plénière am Numm vu sengem Groupe politique d'Wuert géif ergräifen an d'Position vu sengem Groupe politique géif duerleeën. Et ass näischt, wat am Reglement verbitt, dass iergendeen Deputéierten, ob en an enger Kommissioun ass oder net, Stellung zu engem Punkt hält, ënnert der eenzeger Bedéngung, dass e mandatéiert ass vu sengem Groupe politique, fir dat och ze maachen.

Drëttens, duerch dee Virschlag, fir elo an enzelne Fäll d'Zuel vun den Deputéierten an de Kommissiounen eropzesetzen, ginn eigentlech déi kloer Linnen, wéi se an engem Artikel vun der Chamber virgesi sinn, dee proportionell d'Opdeelung virgesäit no de Gréisste vun de Fraktiounen, zum Deel opginn. Heimat gi mer op en anere Wee. Mir erlaben, dass een enzelne Grupp kann e Member nennen, an doduerch kann natierlech déi Proportionalitéit net noutwendegerweis och agehale ginn.



Ech ginn zou, den Här Gibéryen huet gesot: „déi gréng sinn net an alle Kommissiounen proportionell zu hirer Gréisst vertrauden.“ Dat ass richtigeg. Mä dat ass awer e Problem, deen, dat muss ech awer soen, am Kader vun enger Solidaritéit tëschent de Regierungsparteien hätt kënne geléist ginn.

Ech verweisen do op d'Regelung, wéi et an der Gemeng üblich ass, dass do d'Parteien ënner sech kënne festleeën, wéi vill Leit déi eenzel, a wéi vill Kommissiounen Leit geschéckt ginn, ouni dass dat ëmmer déiselwecht Zuel muss sinn. Hei hätt een och eng Léisung kënne fannen, wann d'Solidaritéit tëschent de Majoritéitsparteien e bësse méi grouss gewiescht wär, ouni déi maximal Zuel, déi d'Majoritéitsparteien hunn - bei 13 sinn dat siwe Memberen -, ouni dass do iergendeen Ofbroch geschitt wär.

Da liesen ech awer, an dat huet eis extra stutze gemaach, am Exposé des motifs deen heite Saz: «Il va sans dire que la Chambre, qui fixe le nombre de membres pour les commissions parlementaires (...) peut utiliser la nouvelle disposition générale dans d'autres cas de figure.»

Do hu mer eis gefrot: Wat heescht dat do? Hu mer hei net alles gesot kritt? Sinn hei nach Hannergedanken do, fir déi doten Dispositioun an anere Fäll unzewenden? Wat ass domat gemengt? Mir hunn net all Vertrauen an déi nei Majoritéit, dat verstitt Der.

(Brouhaha)

An dofir huet eis och dee Saz do stutze gemaach.

(Interruption et hilarité)

An dofir hu mer eis och gesot: Hei ass net alles gesot ginn. D'Reglement ass d'Gesetz vun der Chamber. D'Reglement muss kloer Linne festleeën a kann net dem Arbitraire an den dagdeeglechen Explikatiounen a jeeweilige Situatiounen ugepasst ginn. D'Reglement muss kloer sinn, an et muss kloer si vun Ufank bis zum Enn. Dat muss och kloer si während där ganzer Legislaturperiode. Et kann een net doran tripotéiere goen.

Dofir si mer och net d'accord mat där Ofännerung, déi am Artikel 8 virgesinn ass, déi den Artikel 17 Paragraph 2 vum Règlement ofännert.

D'CSV huet opgrond vun deenen Iwwerleungen, déi ech hei virgedroen hunn, decidéiert, sech bei deem doten Artikel 8, deen den Artikel 17 vum Règlement ofännert, ze enthalen. Meng Partei verlaangt dofir och fir den Artikel eng separat Ofstëmmung, wéi den Artikel 45 vum Règlement dat virgesäit.

Eng drëtt a lescht Remarque: An der Kommissioun ass d'Meenung opkomm, dass een aus verschiddene Grënn d'Reglement vun der Chamber deelweis soll iwwerschaffen. Et soll een et moderniséieren. Et ass notament geschwat ginn, dass och endlech d'Parteien, déi de Wee bis an d'Verfassung fonnt hunn, déi an dem Wahlgesetz stinn, och endlech missten am Règlement erwähnt ginn, dass ee misst och definéieren, wat eng Partei dann duerstellt, wat eng Sensibilitéit politique ass an esou weider.

Et ass och geschwat gi vun de Mesures disciplinaires, déi souwisou, wa mer e Code de déontologie kréien, mussen ugepasst ginn. Dat sinn eng ganz Rei Ursachen, firwat dass mer dat Règlement sollen op de Métier huelen an an deenen nächste Méint oder am Laf vun dësem Joer oder d'nächst Joer iwwerschaffen, et méi modern maachen, méi kohärent maachen an eventuell do, wou et muss sinn, och méi korrekt maachen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meyers. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry ageschriwwen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech versprechen, dass et fir d'Lescht fir haut de Mëtteg ass, dass ech op déi Tribün hei trieden.

(Interruption)

Et weess een net, wat nach kënn, dat ass vläicht och wouer, mä ech hunn op jidde Fall net wëlles, dat nach eng Kéier ze maachen.

Ech mengen, dass mer et hei wierklech mat enger dach méi déif gräifender Reform vun eiser interner Organisatioun hei als Chamber ze dinn hunn, sécherlech enger Etapp awer an der Entwécklung vum Lëtzebuerger Parlamentarismus.

Wann ech elo déi Begeeschterung gesinn hei, déi bis elo zudag komm ass, fir déi heite Punkten ofzännere, wonneren ech mech, dass dat net schonn éischter geschitt ass, well ech sinn effektiv der Meenung, dass dat heite Punkte sinn, déi ze ännere wierklech sinn, wat kee Muttwëll ass, dass mer eng Rei vun Adaptatiounen vun eiselem Règlement maachen, besonnesch och am Sënn vu méi Gläichheet hei, och wat d'Aktionsméiglechkeete vun deenen eenzelne Komponente vun dëser Chamber ugeet a besonnesch och wat déi Parteien ugeet, déi keng Fraktiounsstärkt hunn.

Et ass also schonn e wichtige Punkt, dee mer hei diskutéieren. A wéi gesot, et ass gutt ze gesinn, dass hei u sech awer, wat d'Stousrichtung ugeet, elo eng Eestëmmegkeet schéngt ze bestoen.

E Règlement vun der Chamber muss jo eigentlech ëmmer versichen, zwou kontradiktoresch Iddie mateneen ze verbannen. Op där enger Säit ass et d'Suerg, dass eng breet demokratesch Debatt méiglech gëtt, dass all politesch Sensibilitäten, all Fraktiounen all d'Instrumenter kréien, dass se déi Missioun, déi se vum Wieler kritt hunn, och kënne voll ausüben. Dat ass déi éischt Suerg. Dat muss eigentlech d'Haaptsuerg sinn.

Da gëtt et awer nach eng zweet Suerg, déi et an alle Parlamentarier gëtt, déi och net ze verwerfen ass, dat ass natierlech, dass déi Aarbechten awer och effizient gestalt ginn, dass se kënne uerdentlech lafen, op dat Wesentlech sech konzentréieren. A kee wëllt eigentlech e Parlamentarismus hunn, dee voller Obstruktiounen ass, an deem d'Parlament eigentlech net an aller Serenitéit ka seng eigentlech Aarbecht maachen, sief et d'legislativ Aarbecht, sief et d'Kontrollfunktions, déi et op d'Exekutiv huet.

An et ass och e bëssen dat Gläichgewicht do ze halen tëschent der Suerg vun enger breeder Debatt, demokratescher Debatt an engem gewielte Parlament an awer och eng effizient Aarbecht ze leeschten, wat mer probéieren hei ze errechen. Woubäi natierlech vläicht ëmmer, zumindest an der Vergaangenheet, d'Affinitäten do vun der Majoritéit jeeweils éischter op dat Zweet gericht war an d'Affinitéite vun der Opposition éischter op den éischte Souci gericht waren.

Ech mengen, dass mer et elo fäerdgebruecht hunn, déi Korrekturen hei unzibréngen an eiselem Règlement, déi néideg waren, well ech mengen, e puer Begrenzungen, déi mer agebaut hunn an dat Règlement, déi si jo och mat der Zäit ëmmer erëm opgelackert ginn. Et ass eigentlech ëmmer an déi dote Richtung gaange vun enger awer Gläichstellung vun de Fraktiounen, vun och der Stärkung vun de Rechter vun den eenzelnen Deputéierten, déi schéngt mer och wichtig ze sinn. Alles dat ass iwwert déi lescht Jore lues a lues an déi dote Richtung weiderentwéckelt ginn, well einfach do Barrieren och dra waren, déi eigentlech haut net méi vill Sënn maachen.

Et ass och kloer, dass mer als LSAP-Fraktioun voll a ganz hannert deenen doten Ännerungen stinn. Déi nei Koalitioun an hir Fraktiounen hu se ugestouss no de leschte Wahlen. An ech sinn och frou, dass déi gréissten Oppositionspartei, d'CSV, och do bis op ee Punkt matmécht. Mä do geet et jo net esou séier direkt ëm d'Rechter vu klengen Parteien, obwuel dat och ka spillen. Ech kommen herno als Äntwert op dem Här Meyers seng Ausféierungen nach eng Kéier gären op deen dote Punkt méi am Detail zréck.

Dës Reform vun eiselem Règlement setzt op deenen essenzielle Punkten un, deenen névralgesche Punkte vun der Aarbecht vun den Deputéierten a vum Parlament. D'Riedezäit: Ech mengen, et ass wichtig, dass mer do déi minimal Riedezäit och de Sensibilités politiques garantéieren, well ee sécherlech net brauch stonnelaang ze schwätzen, mä awer sécherlech eng Rei vu Minutte brauch, fir déi essenzielle Punkte vu Kritik oder Zoustëmmung hei ze formuléieren. Dat gëllt besonnesch och bei deene frequenteste Riedemodeller 0, 1 an 2, déi mir jo normalerweis hei an der Chamber gebrauchen. Dat gëllt och fir d'Zukunft fir d'Aktualitéitsstonn, fir déi och fënnf Minutte garantéiert ginn.

En zweete wichtige Schwéierpunkt, dat sinn d'Motiounen, d'Resolutiounen, d'Aktualitéitsstonn. Dat ass d'Méiglechkeet, fir Kommissiounssitzungen anzeberuffen, d'Méiglechkeet vun eenzelnen Deputéierten, fir niewent der Proposition de loi och eng Ofännerung vum Chambersreglement als Proposition eranzéngen. Dat ass also immens wichtig, dass also och an Zukunft d'politesch Sensibilitäten zum Beispill kënnen eng Kommissiounssitzung in-

tiéieren an eng Aktualitéitsstonn och beantragen.

D'Vertrieder vun deene klengen Parteien, dat ass eng laang Fuerderung, sinn och an der Konferenz, an der Presidentekonferenz vertrat, zwar net mat Stëmmrecht, mä si sinn Observateur, si kënnen och do d'Wuert kréien. Och dat, mengen ech, ass wichtig, dass mer deen dote Punkt maachen, well awer d'Presidentekonferenz d'Aarbechte vun der Chamber organiséiert. Et ass also e ganz wichteg Organ, bei deem et, mengen ech, och gutt ass, dass d'politesch Sensibilitäten doranner och vertrat sinn.

Dat alles sinn an eisen Aen also Fortschreiter, déi duerch deen heiten Text kommen. An eise Wonsch ass just, an ech mengen, déi Betraffe wëssen dat heibannen, dass ee bei där doter Fro och elo mat Aemooss un déi Saachen erugeet, dass een déi nei Instrumenter, déi eenzel Leit kréien, och geziilt selbstverständlech asetzt, Gebrauch dovunner mécht - soss brauche mer se net anzeféieren -, mä dat awer esou mécht, dass net déi Skeptiker, déi et sécherlech nach bei där enger oder anerer Säit gëtt, dass déi net Recht behalen a soen: „Ma, elo hu mer hei eppes gemaach, mat deem et herno eigentlech hei an der Chamber schwéier gëtt, nach uerdentlech ze schaffen.“

Ech mengen, et ass genuch Vertrauen do an all d'Memberen hei vum Parlament, dass se déi doten Instrumenter richtig wäerten anzesetze wëssen.

Et sinn zwou Neierungen hei dran, déi net an deen dote Kontext erapasse vun der Stärkung eigentlech vun de Rechter vun eenzelnen Deputéierten respektiv vun de politesch Sensibilitäten. Et ass op där enger Säit d'Fro vun der Regelung vun dem Zréckzëie vu Froen, Motiounen, Resolutiounen, Interpellatiounen an aneres méi vun Deputéierten, déi net méi Member vun dëser Chamber sinn. Do kënn et eng eng Regelung dran, an ech mengen, et ass gutt, dass mer déi hunn. Dann ass dat och, géif ech soen, juristesch propper geregelt.

Eng lescht Ännerung, déi dran ass, dat ass déi - déi schéngt jo déi am meschte contestéiert vun allen Ännerungen heibannen ze sinn -, dat ass d'Eropsetzung vun der Maximalzuel vun de Kommissionsmembere bei normale parlamentaresche Kommissiounen vun haut 13 op 14.

Ech weess eigentlech net, wat dorunner stéiert! Et ka jo net d'Zuel 14 sinn. Et kann och net sinn, dass hei probéiert ginn ass, mat Transparenz ze schaffen an ze soen eigentlech (veuillez lire: dass hei probéiert gi wier, ouni Transparenz ze schaffen an ouni ze soen), firwat dass déi dote Propos kënn, fir déi Zuel eropzesetzen.

Ech fannen, dass hei eigentlech éierlech virgaange ginn ass. An dofir sinn ech wierklech net mat d'accord mat deenen dach e bëssen Insinuationen, déi de Paul-Henri Meyers - et ass eigentlech net seng Gewunnecht bis elo gewiescht, mä e schéngt och do eng aner Kap ewell opzehunn - hei gemaach huet un d'Adress vun der Majoritéit. Mir maachen dat och net un d'Adress vun der Opposition!

Wéi gesot, déi Zuel 13 ass net wëssenschaftlech erschafft ginn an déi Zuel 14 ass net wëssenschaftlech erschafft ginn. Déi eng ass mir eigentlech esou gutt wéi déi aner. Mir hätten och kënne 15 virgesinn. Dat hätt eigentlech näischt un der Situatioun grondleeënd geännert.

Och ännert sech näischt drun, wéi d'Chamber Gebrauch mécht vun där Méiglechkeet do vun där maximaler Memberszuel vun de Kommissiounen. Och haut gëtt et keng Kritären, net ee Kritär an deem Chambersreglement, dee seet, wéi vill elo d'Membere vun deenen eenzelne Kommissiounen sinn. Dat leet d'Chamber all Kéiers fest. Dat kann déiselwecht Zuel a sämtleche Kommissiounen sinn; et kann awer och selbstverständlech vun Kommissioun zu Kommissioun verschidde sinn.

An der viregelter Legislaturperiode zum Beispill war déi Zuel am Regelfall bei 12. Firwat 12? Well dat gutt gepasst huet op déi deemoleg Zesummesetzung vun der Chamber. Elo huet dës Majoritéit proposéiert, op 13 ze goen. Hei wëlle mer eis d'Méiglechkeet ginn, an eenzelne Fäll och kënnen, wéi dat och soss de Fall ass, op 14 ze goen. Och do ass d'Chamber bis elo ëmmer fräi.

Firwat soll elo dës Majoritéit mussen a präzise Kritäre festleeën, firwat se wëllt op 14 goen, wou et virdru méiglech war, ouni iergendwelch Kritären op 13 ze goen? Dat mécht jo eigentlech kee richtege Sënn. Also, vum Juristeschen ännert sech jo eigentlech d'Situatioun

guer net, just, dass d'Zuel ännert: 14 anstatt vun 13.

Ech mengen, hei ass fairerweis net eigentlech eppes verstoppt ginn, et ass gesot ginn, hei kënne sech punktuell Problemer stellen an eenzelne Kommissiounen mam Rapporteur, wann eng Fraktioun nëmmen ee Vertrieeder dran huet, de President-rapporteur. Dat engt natierlech do d'Méiglechkeete vun där Fraktioun an.

Derbäi kënn et deem präzise Fall, dass déi gréng Fraktioun wierklech par rapport zu allen anere Fraktiounen ënnerrepresentéiert ass. Par rapport zu allen! Par rapport zu de Sensibilités politiques, déi eigentlech, wa mer eist eegent Règlement géife strikt applizéieren, a kenger Kommissioun à la rigueur kéinte vertrat sinn, well d'Proportionalitéit ëmmer pro Kommissioun gekuckt gëtt. A mat dräi Sätz an 13 oder 14 Memberen huet een eigentlech net onbedéngt ee Vertrieeder zegutt. Mir sinn ni op deen dote Wee gaangen, glécklecherweis. Ech mengen, et sollt een och net op esou e Wee goen.

Mä ech soen awer nëmmen einfach: déi gréng, momentan - ech bekräische se net, mä et ass e Fakt -, et ass e Fakt, dass si par rapport zu enger CSV, par rapport zu enger LSAP, zu enger DP a par rapport zu de Sensibilités politiques ënnervertrat sinn an deem aktuelle Schlüssel gerechent op 13 Memberen. Esou dass et fir eis, mengen ech, net abwegeg ass, fir ze soen, do kënne mer e Schratt méi wäit goen a punktuell decidéieren hei - dat muss eng gemeinsam Décisioun vun der Chamber ginn, si muss natierlech net eestëmmeg geholl sinn, mä et muss awer hei diskutéiert ginn an der Chamber -, dass mer bei de Kommissiounen, wéi dat och an der Vergaangenheet de Fall war, bei 13 kënnen decidéieren, op 14 eropzegoen.

Ech mengen, dass also vun der ganzer Prozedur hier, vun der Motivatioun sech guer näischt ännert par rapport zu deem, wat mer haut am Règlement hunn a wat bis elo ni contestéiert war vun iergendenger Fraktioun heibannen, och net vun der CSV. An dofir mengen ech, dass een op deen dote Wee soll goen, well et eng Rei vun Argumenter gëtt, dat ze maachen.

Awer do gëllt och mäi Rotschlag, deen ech virdrun un d'Sensibilitäte gericht hunn, wat déi nei Instrumenter ugeet, och als Rotschlag un d'Majoritéit, mat där doter Méiglechkeet wierklech spuersam a vernünfteg ëmzegoen. Esou gëllt et fir all Regel, déi ee sech gëtt: Et soll een ni probéieren, iwwert d'Zil erauszegoen, an et soll een dat dote wierklech no Reflexiounen mat Aemooss asetzen. An et ass an deem Sënn, wou mer als LSAP déi sämtlech Modifikatiounen vun dem Règlement och wäerte stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. An d'Wuert huet den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Am Koalitionsaccord, do stinn direkt am Préambule e puer grouss Prinzipien, déi do festgehalen sinn, wéi déi nei Regierung, wéi déi nei Majoritéit wëllt Politik maachen. Do geet ënner anerem Rieds, datt ee wëllt eng Politik maachen op eng transparent Aart a Weis, datt een d'Bierger besser wëllt informéieren, datt een - fir elo net grouss Spréch ze zitieren - méi Demokratie wëllt woen an och nei Weeër an där Hinsicht wëllt goen, eben och fir d'Vertraue bei de Bierger nei opzebauen a mat hinne kënnen dann och Décisiounen ze huelen.

Et kann ee Beispiller huelen. Zum Beispill de Pressebriefing freides nom Regierungsrout, wou ëmmer en détail d'Leit informéiert ginn, wou och verschidde Regierungsmembere da präsent sinn, fir kënnen déi eenzel Punkten ze presentéieren. Ech denken un d'Referenden, déi fir 2015 och virgesi sinn. An ech mengen, déi Virsätz vun Transparenz, vu jiddweree méi an den demokratesche Prozess abannen, dat ass eigentlech och déi Guideline, déi sech d'Majoritéit hei an der Chamber ginn huet. Méi speziell, fir eben dann och hei bei eis, an eiselem Haus hei kënnen all d'Deputéiert méi op eng - wéi soll ech soen? - op méi eng grouss a méi eng demokratesch Aart a Weis matanzebannen an d'Aarbechte vun der Chamber, awer och hinne déi Méiglechkeeten ze ginn, fir hir Iddien zum Débat anzubringen.

Ech mengen, et ass eng Saach, déi mer och ganz schnell gemaach hunn. D'Majoritéit an der Chamber huet schnell reagiert. Innerhalb vu manner wéi zwee Méint hu mer elo hei déi Dispositiounen, déi eis wichtig waren, an d'Reglement agesat. An ech wäert elo net méi op all Dispositioun agoen. Ech mengen, de Rap-



porteur, deem ech och wéilt Merci soen, deen hei en ausféierleche Rapport gemaach huet, huet och déi Saachen, déi wichteg Saachen oder all Punkten opgezielt.

Vläicht zwou, dräi Kategorien awer, déi a mengen Ae wichteg sinn. Op där enger Säit ass et esou, datt d'Riedezäit erweidert gëtt. Dat heescht, datt eigentlech och d'Méiglechkeet ass fir déi Deputéiert, déi an enger Sensibilité politique sinn, datt déi méi Riedezäit hunn, fir ebe kënnen e Sujet ze développéieren, fir besser kënnen hir Iddien duerstellen.

En anere Punkt, dee mer wichteg schéngt, dat ass, datt een och déi individuell parlamentaresch Initiativ fundamental erweidert. Virdu war et esou, datt een eben huet missen Ennerschrëfte sammelle goen, fir datt een der fénnef hat fir eng Motioun, eng Resolutioun kënnen zum Beispill anzebréngen. Ech mengen, dat ass fir mech e ganz wichteg Punkt, mä generell, datt wierklech d'Initiativ vum einzelnen Deputéierten hei ennerstëtzt gëtt, datt een also och mat enger Ennerschrëft kann an Zukunft esou Saache maache wéi Motiounen hei an der Chamber, am Parlament abréngen.

Eng aner wichteg Kategorie ass déi ebe vun der Méiglechkeet, datt och d'Deputéiert vun de Sensibilités politiques kënnen an déi eenzel Kommissiounen goen, fir do dann och kënnen ze participéieren.

Et sinn och Saachen, déi net am Reglement stinn, déi mer awer och an der Praxis schonn ëmsetzen. Ech denken do zum Beispill drun, datt och Membere vun de Sensibilités politiques kënnen mat an déi international parlamentaresch Assembléeën goen. Fir praktesch all déi international parlamentaresch Assembléeën hu mer Membere vun de Sensibilités politiques, déi do kënnen matgoen.

Mir hunn och zum Beispill agefouert, datt kënnen d'Deputéiert vun der Opposition respektiv vun de Sensibilités politiques Rapporte maache vu Projets de loi; wa se dat wëllen. Also einfach d'Iddi, d'Démarche vun der Majoritéit och hei am Parlament, fir esou wäit wéi méiglech d'Deputéiert och vun de Sensibilités politiques, vun deene kleng Parteie mat an déi politesch Aarbecht anzubannen an hinnen och d'Méiglechkeet ze ginn, sech kënnen auszedecken.

Ee Punkt war an der Kommissioun, deen e bësse méi diskutéiert ginn ass, an de Spriecher vun der CSV, de Paul-Henri Meyers, huet dat jo och schonn aus senger Vue oder aus der Vue vu senger Partei - d'Problematik, wéi si se gesinn - duergestallt. Dat ass eben d'Zuel vun den Deputéierten a verschiddene Kommissiounen, wou mer drageschriwwen hunn, datt déi ka bis 14 Deputéiert goen. Den Alex Bodry huet aus dem juristesche Point de vue dat hei och en long et en large kommentéiert, esou datt ech eigentlech alles nëmme kann ennersträchen.

Ech mengen, wann een déi Démarche hält a seet, mir kucken, fir e mathematesch representativ Modell ze huelle fir d'Zuel vun den Deputéierten an de Kommissiounen, da gëtt et ganz schwéier. Well egal wat fir ee Modell een hält, do gëtt et der och am Ausland, da komme mer awer ni op eng perfekt mathematesch representativ Representatioun an do fënnt ee kee wëssenschaftlech exakte Modell.

Dat ass elo net esou, dat war och an der Vergaangenheet ni de Fall. Dat kann een eventuell aus der Siicht vun der Opposition als net adequat emfannen. Mä awer och - et ass och scho gesot ginn -, awer eigentlech d'Parteien aus der Majoritéit, wéi zum Beispill déi gréng, kéinten et, wann ee reng mathematesch kuckt, contestéieren a soen, datt se ennerrepresentéiert wieren.

Ouni déi Diskussioun elo virunzeféieren, wat dann elo dee richteg mathematesch Modell ass, fir mech ass et eigentlech wichteg oder fir meng Fraktioun ass et wichteg, datt déi politesch Verhältnissen, déi vum Wieler gewünscht waren, sech och mussen an de Kommissiounen erëmmpigelen, datt eng Majoritéit awer muss eng Majoritéit bleiwen. An datt een och effektiv fir spezifesch Situatiounen, wéi zum Beispill, wou dann e grénge Minister e Projet déposéiert huet oder wou e grénge Deputéierte Rapporteur ass, datt een do awer d'Méiglechkeet gëtt, datt nach en zousätzlechen Deputéierten och kann am Débat enner engem anere Label, enner engem aneren Hutt wéi Rapporteur intervéieren.

Voilà, ech mengen, dat sinn déi grouss Akzenter, déi mer op alle Fall gesinn als en Zeeche vun Ouverture a vu méi Demokratie, och hei an der Chamber. Et bleift an deem Chambersreglement natierlech nach déi eng oder aner

Problematik bestoen, déi een an Zukunft muss an Ugrëff huelen.

Enner anerem hate mer d'Diskussioun vun de Sensibilités politiques, wéi een déi genau soll definéieren. Mir hunn do keng ideal Formulatioun bis elo nach fonnt, mä mir hu jo an den nächste Wochen a Méint Zäit, fir do nach eng Kéier e bëssen an eist Reglement eranzekucken. An dat ass jo dat, wat ee feststellt, wann een esou e Reglement kuckt.

Ech muss och éierlech soen, datt ech an deene Jore virdu mech ni esou mat deem Reglement beschäftegt hunn. Wou ech elo Member sinn an der Kommissioun an et dann e bëssen esou duerkucken, da gesäit een awer, da spiert een, datt do dat esou e bëssen zesummegewues ass. All Kéiers an all Legislatur ass vläicht déi eng oder aner Saach derbäikommt an et ass net ëmmer en homogent Ganz, esou datt een also och do eng Kéier sech soll de Virsaz huelen, fir et eng Kéier komplett, ganz nei ze iwwerschaffen. Dat ass sécherlech eng grouss Aufgab, déi een och kéint an Ugrëff huelen, fir datt ee vläicht dann och an deenen nächste Joren eng Kéier méi en homogent Reglement wäert dann um Dësch leien hunn.

Déi puer Bemierkunge gemaach, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dese Modifikatiounen zum Reglement erabréngen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Berger. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen: d'Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Awer och Merci alle Membere vun der Reglementscommission, well ech denken, datt mer alleguerte séier a konstruktiv geschafft hunn. A mir hunn a ganz weiniger Zäit eigentlech elo hei eppes virleien, wat mer ofstëmmen, wat awer substanzuell ass.

D'Kommissioun huet sech schonns den 9. Dezember eng éischte Kéier versammelt, fir genau iwwert déi heite Modifikatioun zesummenzekommen. D'Haaptzil vun dieser Proposition de modification ass et, jiddwer gewieltem Deputéierten, an dëst onofhängeg vun der Appartenance zu engem Groupe politique oder engem Groupe technique oder enger Sensibilité politique, déi Méiglechkeeten ze ginn, déi e brauch, fir seng parlamentaresch Aarbecht uerdentlech ze maachen.

Et geet drëms, datt all politesch Orientatioun oder Courant politique seng politesch Position zu dem Débat am Plenum an an de Kommissiounen kann ausdrécken.

Do gëtt et verschidde Punkten zur Riedezäit am Plenum. Dozou gehéiert notament d'Zäit, fir seng Position ze entwéckelen. An dëst kann ee manifestement net an 2,5 Minutten, op alle Fall net ëmmer.

Der grénger Fraktioun ass et wichteg, datt mer Debatten am Plenum féieren, déi sécherlech kontrovers bleiwen, mä déi awer fair oflafen. An zur Fairheet gehéiert eben och d'Zäit, fir sech auszedecken. Déi Formule, déi am Konsens fonnt ginn ass, stellt ons zefridden.

Zum Droit d'initiative: An Zukunft wäerte mer net méi brauchen (veuillez lire: wäerte mer nëmme méi brauchen) eng Ennerschrëft ze ginn, fir iwwerhaupt emol d'Recevabilitéit vun enger Motioun oder enger Resolutioun oder enger Proposition de modification de règlement ze erméiglechen. Dat wor an onsen Äen eng lästeg Virgehensweis, virun allem fir deen, deen huet missen op d'Sich no Ennerschrëfte goen. Och dat ass elo eriwwer. All Deputéierten ass autonom a selwer verantwortlech fir seng Initiativen. An och dat begrësse mir Gréng ausdrécklech.

Dann zum Droit de participer aux débats: All Deputéierte vun enger Sensibilité politique, deen net Membre effectif vun enger üblecher Kommissioun ass, dierf elo net nëmme derbäi sinn, mä och sech un den Debatte bedeelegen. Domadder ass garantiert, datt all politesch Orientatioun e Recht huet, u politesch Debatten ze participéieren. Datselwecht zielt fir d'Conférence des Présidents, an dat ass och gutt esou.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn als Gréng immens frou, datt des Ännerungen endlech stattfannen a mir kënnen ons eigentlech nëmme de Wiederer vun Här Bodry uschlëssen: „Firwat ass dat net éischer gemaach ginn?“

Méi Participatioun u politeschen Debatte schuet der Saach nämlech net. Bien au contraire! Mir fannen, datt - toute proportion gardée natierlech - Pluralitéit an der Politik der politescher Debatte nëmme dénge kann. Dës Ofännerung ka fir ons alleguerten nëmme eng Plus-value vun onser Aarbecht bedeiten.

An à propos „proportion gardée“: Dat ass d'Stéchwuert fir ons Position zum Artikel 8, deen erméiglecht, d'maximal Zuel vun de Membere aus de Kommissiounen vun 13 op 14 eropzehuelen, net well mer abergläubeg sinn, mä effektiv well déi gréng Fraktioun mat engem Member an alle Kommissiounen ennervertrueden ass. D'Méiglechkeet, déi domadder geschafe gëtt fir déi gréng Fraktioun an de Kommissiounen, do wou se d'Présidence huet respektiv wou si d'office e Rapport ze schreiw kritt, dréit deser Ennervertriedung Rechnung.

Finalemment si mer ons eens, datt mer eng Renforce en profondeur vum Chambersgesetz mussen ugoen. Eng Viraarbecht ass amgaangen an der Chamber vun de Mataarbechter gemaach ze ginn, ier d'Reglementscommission sech där Aarbecht da wäert un huelen. Och hei stëmme mer enger éischer Verbesserung vum Chambersreglement a Saache méi a besser Participatioun vu senger Membere zou. Och hei läit nach Aarbecht u fir d'Reglementscommission. Mir wäerten ons deser Aarbecht an deenen nächste Joren un huelen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Loschetter. Leschten agedroene Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir sinn als déi Lénk der Meenung, dass dat, wat mer elo stëmme wäerten, e wichtige Schrack duerstellt fir d'Unerkennung vun de politesche Realitéiten hei an der Chamber.

Et ass e wäiten, net ëmmer gradlinnege Wee vun der Chambertrapebesetzung vun 1989, der origineller Aktioun vun den deemolegen Deputés non inscrits, bis heihin. 1990 sinn du fir déi bis dohin Non inscrits - et waren dat d'Deputéiert vu Fénnef Sechstel, GAP, GLEI a KPL - fir déi éischte Kéier eege Rechter agefouert ginn. D'Begrëffer vun „groupe technique“ an „sensibilité politique“ sinn deemools agefouert ginn.

De Groupe technique ass awer deemools scho vum Deputéierten André Hoffmann 1990 kritiséiert ginn, an zwar andeems en drop higewisen huet, dass e Groupe technique eigentlech contraire ass zu eiser Verfassung, nämlech zum Prinzip, deen am Artikel 51, mengen ech, festgehalten ass, dass d'Deputéiert gewielt ginn op Lëschten, déi sech Wahlen presentéieren, an dass et eigentlech guer kenger politescher Realitéit entsprécht, wann ee Leit forcéiert - oder „humiliéiert“, wéi den Änder Hoffmann sech deemools ausgedréckt huet -, andeems ee vun hinne verlaangt, dass se sech an engem Groupe technique sollen zesummendinn.

Ech wonnere mech dofir eigentlech, dass déi Iddi vum Groupe technique elo nach ëmmer ronderëmgeschert, zum Beispill wa vun der SREL-Kontrollkommissioun Rieds geet.

D'Sensibilités politiques sinn deem Prinzip scho méi no komm. D'Sensibilités politiques hunn deemools och hir eegen Existenz kritt iwwert de Wee vun der Festsetzung vun hirer Riedezäit, déi deemools nach bei Projets de loi ganz beträchtlech war: eng Stonn bei engem Deputéierten, deemools. Aner Parteien hate bis zu véier Riedner zu engem Projet de loi.

2000 ass duen d'Riedezäit beträchtlech erofgesat ginn, huet awer ëmmerhin nach vill méi bedroen wéi dat, wat mer déi lescht Zäit kann hunn. 2007 ass d'Riedezäit duen op dee lamentablen Niveau vun e puer Minutte fir een Deputéierten erofgesat ginn, mat deem mer eis déi lescht Jore leider hu missen erëmklappen.

Deemools, wéll ech just pour la petite histoire hei soen, war den Här Jaerling beim ADR ausgetratt an den Här Gibéryen war Rapporteur vun deem Projet. Déi Lénk waren déizäit net an der Chamber. Mer waren awer no 2009 déi Haaptleidtragend vun deem Prinzip.

Déi Reglementsännerung vun haut bedeit fir d'Sensibilités politiques, dass se méi Rechter kréien an dass hir Rechter méi staark un déi vun de politesche Gruppen ugepasst ginn. Wat heescht: Éischtens, si kënnen als Observateur d'office un all Kommissiounssitzung deel huelen, wou se net stëmmberechtigt souwisou sinn, a si kënnen och do d'office d'Wuert ergräifen.

Fir Mëssverständnisse ze vermeiden, virun allem dobaussen, wéll ech hei awer betounen, dass se kee Jeton derbäikréien. Wat awer zum Beispill eis als déi Lénk net drun hënnert, fir äifreg elo schonn eis nei Rechter ze notzen an un esou Kommissiounssitzungen aktiv deelzehuelen.

Zweetens, eng Sensibilité politique dierf froen, dass eng Kommissioun zesummekënnert, fir iwwer e Sujet ze diskutéieren.

Drëttens, eng Sensibilité politique dierf als Observateur un der Presidentekonferenz deel huelen; wat mer zënter enger Zäit och scho kënnen maachen. Well jo do d'Aarbechte vun der Chamber organiséiert ginn. Natierlech och hei oui Jeton.

Véiertens ginn endlech Sockele bei de Riedezäiten agefouert, déi eng anstänneg Interventioun méiglech maachen. Besonnesch muss ech awer betounen: Bei deene kleng Modeller ass dat ganz kloer de Fall. An déi kleng Modeller sinn awer déi, déi bei deene meeschten Diskussiounen hei ugewent ginn. An, ech mengen, domat ass am Wesentlechen an a ganz ville Fäll dat eriwwer, wat den Änder Hoffmann schonn 2000 an duerno ëmmer erëm als „Chronometer-Demokratie“ bezeechent huet an enger grundsätzlecher Kritik ennerworft huet.

Fënneftens kënnen mer elo eng Heure d'actualité froen, wat eng wichtige Méiglechkeet ass, aktuell Debatten unzeregen. Natierlech, esou wéi dat och bei de Groupes politiques de Fall ass, nëmme wann d'Presidentekonferenz domat d'accord ass.

Eng aner wichteg Neuerung ass, dass fir eenzel Deputéiert eng Rei vu Verbesserunge kommen: Éischtens kënnen eenzel Deputéiert elo Motiounen oder Resolutiounen mat hirem eegenen Numm eraginn, oui dass se mussen enger anerer Oppositionspartei oder aneren Oppositionsdeputéierten nolafen, fir hir Pro-forma-Ennerschrëft ze kréien, gewëssemools eng „signature technique pour raisons de démocratie“. Dat ass domat och eriwwer.

Zweetens kann och een Deputéierten eleng eng Proposition de modification vum Reglement eraarechen, wéi een dat jo och scho bei Propositions de loi ka maachen.

Här President, wat ech elo beschriwwen hunn, ass net weineng. Et ass awer nëmme eng endlech Unerkennung vu wichtige demokratesche Prinzipien. Mir wëssen och, dass d'Chambersreglement soll nach global iwwerschaafft ginn.

E puer Froe bleiwen nach ze klären am Sënn vun enger vollstänneger Gläichstellung vun de politesche Parteien an Deputéierten an der Chamber, an och iwwert de Wee zum Beispill vun enger Neidefinitioun vun esou Begrëffer wéi „sensibilité politique“ oder „groupe politique“.

Mir mengen och, dass sech eng ganz wesentlech Fro nach stellt, wat den demokrateschen, transparente Fonctionnement vun der Chamber ueget. An ech wéll do den Här Ben Fayot zitéieren, deen 2007, awer deemools a sengem perséinlechen Numm, gesot huet: „Ech war zéng Joer an engem Parlament“, gemengt ass d'Europaparlament, „wou all Kommissiounssitzung éffentlech war, wou d'Press derbäi war, wou Assistenten, Attachéen derbäi waren a wou ganz hefteg diskutéiert ginn ass.“ Hien huet sech deemools also méi Éffentlechkeet a méi Participatioun bei der Kommissiounsaarbecht gewünscht. Den Här Bausch vun deene Gréngen huet doropshi gesot, seng Fraktioun géif zu honnert Prozent dem Här Fayot seng perséinlech Meenung deelen. A wie weess, Här President, vläicht ergi sech jo nach ronderëm deen Thema elo eng Rei vun neie Méiglechkeeten!

Zum Schluss wéll ech e bëssen anticipéieren an lech soen, dass ech heimadder zu dieser demokratescher Reform vum Chambersreglement den Accord vun eisem Groupe politique ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Domat si mer un Enn vun eiser Diskussioun. Den Här Paul-Henri Meyers huet am Numm vun der CSV-Fraktioun op Basis vum Artikel 45 vum Chambersreglement e Vote séparé iwwert den Artikel 8 gefrot. Ech géif dofir och proposéieren, fir elo direkt doriwuer ofzestëmmen.

Vote séparé sur l'article 8 de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6644

Ech stellen also d'Fro, wien d'accord ass mat dem Artikel 8 a senger neier Form, dee géif mat Jo stëmmen, an dee wéi d'CSV der Mee- nung ass, dass ee sech do sollt enthalen, dee géif sech dee Moment enthalen.

Sou, de Vote ass lancéiert. De Quorum ass er- reecht. D'Procuratioun. Ech ginn dovun aus, dass de Vote eriwuer ass.

Et hu mat de Procuratioun sech 59 Deputéiert un Vote bedeelegt. Mat Jo hu gestëmmt 37 Deputéiert. 22 hu sech enthalen.

Ech ka jo dovun ausgoen, dass d'Abstentioun motivéiert ass. Domat war dann den Artikel 8 ugeholl. Mir hätten also een Deel vun den Än- nerung schonn ugeholl.

Résultat définitif après redressement: l'article 8 de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6644 est adopté par 37 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beisel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Chris- tiane Wickler), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Chris- tiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie An- drich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Fé- lix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean- Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wi- seler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz).

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6644

Ech géif lech da bieden, iwwert den Ensembl vun den Ännerungsvirschléi ofzestëmmen an ech géif direkt och de Vote lancéieren. De Quo- rum ass erreecht. D'Procuratiounen. Ech gin- nin, de Vote ass ofgeschloss.

59 Deputéiert mat de Procuratiounen hu sech un Vote bedeelegt. Mat Jo hunn 38 Deputéiert ofgestëmmt an et hu sech nach 21 Deputéiert enthalen. Ech ginn dann dovun aus, dass dat esou ass. Et ännert och net vill, esou dass mer dat dann esou gëlle loosse.

Résultat définitif après redressement: l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6644 est adopté par 37 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beisel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie An- drich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Fé- lix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-

Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Mo- dert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mo- sar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, et Michel Wolter (par M. Marc Spautz).

Och hei, vu dass et eis Initiativ ass, brauch ech d'Fro net no der Dispens ze stellen. Mir sinn awer duerch bereet, eng Rectification de vote nach ze maachen, wann dat gewünscht wär. Mä ech mengen emol, dat ass net de Fall.

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et geet em de Projet 6596 iwwert d'Prêten un den Internationale Währungsfong. D'Riedezäit...

(Interruptions)

Wann ech gelift, mir ware bis elo ganz diszipli- néiert. Kommt, mir bleiwen et och!

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An den honorabelen Här Marc Hansen, Rap- porteur vun deem Gesetz, huet d'Wuert. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Gibéryen an den Här Turpel.

8. 6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Marc Hansen (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pro- jet, iwwert dee mer elo schwätzen, ass e Ge- setz, wat der Regierung d'Erlaabis gëtt, fir dem FMI, dem Fonds Monétaire International, dem Internationale Währungsfong also, e bila- terale Prêt ze accordéieren, an dat an der Héicht vun 2,06 Milliarden.

2,06 Milliarden, ech mengen, dat si vill Suen. An ier ech op den Text selwer géif agoen, géif ech nach eng kéier de Kontext erklären, wéi et iwwerhaapt zu deemem Gesetzesprojet koum.

Am Joer 2011, a besonnesch um Enn vun deem Joer - a mir erënneren ons heibannen alle- guerten dorunner -, hate mer an der Euro- päescher Währungsunion eng zolidd Schol- den- a Vertrauenskris an et ass souguer an der effentlecher Diskussioun an an de Medie vill iwwert de Fortbestand vum Euro oder souguer iwwert deem engen oder anere Member aus der Eurozon säi Fortbestand diskutéiert ginn. An dat natierlech mat deenen dramatesche Sui- ten, wat dat deemools mat sech bruecht hätt.

Fir deem deemools entgéintzewierken hunn d'Stats- an d'Regierungschefen op hirem euro- päesche Sommet vum 8. an 9. Dezember 2011 e ganze Koup u konkrete Mesuren decidéiert.

De 14. Dezember vun deem Joer ass den de- molege Premier, de Jean-Claude Juncker, hei an d'Chamber komm an en huet an enger Dekla- ratioun den Deputéierten d'Saach ausenaner- geluecht.

A senger Ried huet deemools de Jean-Claude Juncker zu Recht drop higewisen, dass een dee Moment - nom Sommet an den do decidéierte Mesuren - nach laang net um Enn vum Tunnel wär, mä dass een op deem europäesche Som- met, an ech zitieren elo d'Ried vun Jean- Claude Juncker vun deemools: „d'Schafung vun deenen noutwendege Grundvoraussetzungen, déi ee brauch, fir Schrëtt fir Schrëtt, am Kader vun engem sech op laang Zäit hin- zeeende Prozess, mat där Kris fäerdeg ze ginn“, realiséiert hätt.

An der Deklaratioun huet den deemolege Pre- mier och d'Opstocke vun de Ressourcë vum In- ternationale Währungsfong an der Héicht vun 150 Milliarden duerch d'Eurostaten als eng vun den decidéierte Mesurë presentéiert an en ass dovunner ausgegangen, dass d'Obligatiounen, déi op Lëtzebuerg géifen duerkommen, zwëschen 1,5 an 2 Milliarden Euro géife leien an dass ee sech an deene Méint duerno géif iwwerleeën, wéi een dat op der Lëtzebuenger Säit géif arrangéieren.

An der Chamber gouf dann de Premier de-emoole gréisstendeels ënnerstëtzt an den 22. Juli 2013 huet de Finanzminister Luc Frieden de Projet de loi déposéiert, dee mer haut um Ordre du jour stoen hunn.

Fir Lëtzebuerg heescht dat also, 2,06 Milliarden zu deenen insgesamt 150 Milliarde bäizesteie- ren, a mir sinn da vun deenen 13 Länner, déi sech bereet erkläert hunn, dat lescht Land, wat de bilateralen Accord aktivéiert.

Et kann ee vläicht nach op deser Plaz ënner- strächen, wat och an der Kommissioun gesot ginn ass, dass et am Fong eng gutt Initiativ war, fir den FMI mat an des Operation eranze- huelen, well dat natierlech iwwert d'Eurostaten eraus och nach eng vill méi staark Implikatioun vun aneren Acteure mat sech géif zéien an een natierlech och vum Know-how an de Kompe- tenze vun dem FMI kéint profitéieren.

Esou vill zum Kontext. Iwwert de Gesetzestext selwer dann och nach e puer Explikatiounen op deser Plaz.

Wéi fonctionnéiert et iwwerhaapt, dass mir 2,06 Milliarde mussen opréngen?

Abee, d'Participatioun vun all Land un deenen 150 Milliarde gëtt berechent proportionell zu der Quote-part, déi dat respektiiv Land am Ka- pital vum FMI huet.

Fir et graff ze résuméieren, well dat eis soss ze vill wäit géif féieren: Déi Quote-parten, déi am Prinzip proportionell sinn zu dem Gewicht vun engem Land an der Welteconomie, gi regel- méisseg iwwerschaaft an och no Formele be- rechent, déi de PIB, awer och aner Facteure mat a Betruecht huelen. Eise staarke Finanzsec- teur beaflosst d'Berechnung vun där Quote-part natierlech ganz zolidd.

Egal wéi d'Formelen dann och elo sinn, am Moment leie mir bei enger Quote-part vun 0,277 am FMI an dat bedeit emgerechent, dass mer vun deenen 150 Milliarden 1,37% bezuele mussen, am Kloertext also déi 2,06 Milliarden, déi mer haut um Menü stoen hunn.

Fir lech nach e puer Beispiller aus der Tabell vun deenen 13 Länner ze zitieren: Däitschland bezilt vun deenen 150 Milliarden 41,5 Milliar- den, Frankräich huet der 31 ze bréngen an d'Belsch 9,99. Op där anerer Säit vun der Ta- bell hu mer Malta mat 0,26 Milliarden, Zypern 0,48 an d'Slowenen 0,91.

Wéi sinn elo d'Modalitéite vun deem Prêt?

Am Fong geholl ass dee Prêt kee richtege Prêt en tant que tel, mä eng Ligne de crédit, déi den Internationale Währungsfong zur Verfü- gung huet an déi de Fong esou kann unzopen, wéi hien d'Besoinen huet. D'Trésorerie vum Stat géif d'Suen transferéieren op de Kont vum FMI bei der Zentralbank.

Déi allerwichtigst Fro ass natierlech déi: Wéi héich ass d'Probabilitéit, dass den FMI déi Suen iwwerhaapt brauch? D'Antwort ass: relativ niddreg bis onwahrscheinlech.

ler nämlech den FMI op dese bilateralen Ac- cord zréckgräift, dee mer haut hei op dem Ordre du jour stoen hunn, huet en nach vill méi staark Moyenen zur Verfügung, déi en am Fall vun engem Besoin géif gebrauchen. An éischer Linn ass dat d'Basiskapital vum FMI, mat de multilateralen Accorden, déi den FMI huet, déi do hannendrukomen. An eréischt ganz zum Schluss, op der drëtter Plaz kéimen dann déi bilateral Accorden, wéi och haut Lët- zebuerg een decidéiert.

De Spezialisten no ass d'Probabilitéit deemno ganz kleng, dass et iwwerhaapt eemol zu där Situatioun kënt. A wann et dann de Fall iwwerhaapt géif ginn, wär et och nach net sé- cher, dass et iwwerhaapt déi 2,06 Milliarden insgesamt géif ginn. Et muss een natierlech och derbäisoen, wann et eng kéier zu deem Fall kéim, dass mer déi 2,06 Milliarde géife brauchen, géif dat implicitement och hee- schen, dass wahrscheinlech déi 150 Milliarden, déi aner, och géife gebraucht ginn. An dann hätte mer schon dramatesch Situatiounen, iwwert déi mer missten diskutéieren.

Weider Modalitéiten, déi zu deem Accord gehéieren, sinn déi, dass den Accord mat de Verlängerungen dra bis maximal véier Joer dauert. An den Zënstaux, ech ginn och do net am Detail drop an, mä deen ass un d'DTS, d'Droits de tirage spéciaux gekoppelt, gëtt em- mer erëm op en Neits gerechent an en hätt déi lescht Woch bei 0,13% geleeën.

De Statsrot dann, deen hat mam eenzegen Ar- tikel aus dem Gesetz kee Problem, wat de Fong ugeet, ma éischer wat d'Formulatioun ugeet. Mir hunn dann och an der Finanzkommissioun d'Textpropos vun dem Statsrot ugeholl an de Rapport gouf unanime gestëmmt.

Léif Kolleginnen a Kollegen, ech ginn dann domadder hei och den Accord vu menger Frak- tioun an ech proposéieren der Chamber, de Projet ze ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hansen. Den Här Roth, deen ech nach net op der

Lëscht hat, mä wou ech awer gemengt hat, dee géif sech zu Wuert mellen: Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, dass et séier geet, Här President. Ech wéilt dem Rapporteur, dem Här Hansen, Merci soe fir säi schrëft- lechen, awer och mëndleche Rapport. En huet zu Recht ënnerstrach, dass déi Moosnam sech hei an e Gesamthëllefspak aschléisst, fir den Euro ze retten. An an deem Sënn wëll ech dem Här Hansen och félicitéieren, dass en nach eng kéier drun erënnert huet, dass de fréieren Euro- gruppechef, nämlech de Jean-Claude Juncker, a fréiere Statsminister, dass deen enk associéiert war un dese Moosnamen. Jo, „Ehre wem Ehre gebührt“, nediert?

De Gesetzesprojet ënnersträcht am Fong awer och, dass mer eng Plaz hunn als Lëtzebuerg an der Welteconomie, well eigentlech dee Bäitrag, dee jo opgedeelt ass no dem Verdeelungs- schlüssel am Kapital vum Internationale Wäh- rungsfong, deen ass fir Lëtzebuerg vill méi grouss wéi eigentlech fir Länner, déi och opge- zielt sinn, wéi d'Slowakei oder anerer. An den Här Hansen huet dat ënnerstrach, dass dat der- mat ze dinn huet mam Impakt vun der Finanz- plaz.

Dann ass et och esou, dass an dem Exposé des motifs vun dem Projet de loi ënnerstrach ass, dass dat hei eigentlech keng Inzidenz huet op d'Verschuldung vun eisem Land an och op den effentlechen Defizit. De Projet de loi gouf, wéi gesot, vun der fréierer Regierung nach abuecht, vun dem Finanzminister Luc Frieden, an duerfir wäerte mir als CSV, déi 23 Deputéiert, selbst- verständlech geschlossen dese Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Roth. Den Här Franz Fayot huet sech d'Wuert gefrot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Jo, Merci, Här Pre- sident. Ech géif och gären am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur Marc Han- sen félicitéiere fir säi ganz gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport zu deemem Projet de loi. Ech mengen, et ass alles gesot gi vu menger Vir- riedner. Dat ass eng Ausféierung vun enger in- ternationaler Verflüchtung vun eisem Land.

Et ass och drop insistéiert ginn, dass d'Probabi- litéit, dass des Prête gezu ginn, relativ kleng ass. Gott sei Dank ass d'Kris an der Eurozon haut net méi déi, wéi se nach virun e puer Joer war, esou dass een och net muss dovunner aus- goen, dass dee Prêt do jee gezu gëtt.

Ech mengen, ceci étant dit géif ech gären den Accord gi vu menger Fraktioun fir dese Projet de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Dann huet d'Wuert den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här Pre- sident. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleg Marc Hansen als Rapporteur, deen och als President vun der Finanzkommissioun, muss ee fairerweis soen, sech relativ séier an déi ganz komplex Matière ageschafft huet.

Deen Accord, dee mer haut hei zur Diskussioun stellen an zur Ofstëmmung kréien, ass en Ac- cord, deen der Regierung erlaabt, dem Fonds Monétaire International, dem FMI, e Prêt an Héicht vun 2,06 Milliarden ze accordéieren. Ech brauch net méi op d'Prozeduren anze- goen, dat huet de Rapporteur gemaach. Am Kader vun der Lutte géint d'Wirtschafts- a Fi- nanzkris ass am Fong déi Décisioun geholl ginn.

Mäi Parteikolleg Fernand Kartheiser hat och duerfir den 20. Dezember 2011, zum Zäitpunkt wéi dat diskutéiert an decidéiert ginn ass, eng Question parlementaire gestallt, wou en eng ganz Rei vu Froen am Detail gefrot huet an och deemools déi Antwort kritt huet.

Ech wëll mech hei an deene fënnf Minutte kuerz mat zwee Punkten...

► **M. le Président.**- Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...bepaassen. Dat eent, dat sinn d'Quotes-parts, déi Lëtze- buerg an de Fong muss bezuelen. Mir hunn dat och an der Kommissioun diskutéiert. An de Rapporteur huet och dat hei opgezielt, nämlech, datt Lëtzebuerg, wann een dat a Pro- zenter kuckt, mat 0,277% dorunner partici- péiert.

Ënner Prozenter stellt ee sech doranner net esou genau an esou viles vir. Mä wann een dat



emol an Euro ëmrechent an et kuckt een, wat pro Kapp hei zu Lëtzebuerg dann doranner bezuelt gëtt, wat déi 2,06 Milliarden ausmaachen am Fall, wou se géife gezu ginn, da géif dat hei zu Lëtzebuerg pro Awunner 3.836 Euro ausmaache bei enger Populatioun vu 537.000, also 3.836 Euro pro Kapp.

D'Belsch wieren déi Zweet mat 895 Euro, d'Hollänner mat 811, Éisträich 715, Finnland 693, Malta 660, Zypern 554, Däitschland 506. Also Lëtzebuerg läit siwen-, aachtmol pro Kapp méi héich wéi Däitschland pro Kapp an de Fong abezuelt. An eis franséisch Noperen, déi eis jo ëmmer wéinst der Finanzplaz vill kritiséieren - an d'Finanzplaz ass jo ee vun de Facteuren, firwat datt mer hei mussen méi héich bezuelen -, bezuele 479 Euro pro Kapp. An da geet dat esou virun erof bis op d'Slowakei, déi enne läit mat 288. D'Moyenne läit bei 492. A wéi gesot, Lëtzebuerg läit bei 3.836 Euro pro Kapp.

Här President, mir hunn duerfir eng Motioun preparéiert, wou ech de Kollege vun der lénker „Groupe politique“ eng leschte Kéier Merci soen, well mer an Zukunft déi Ennerschrëften net méi brauchen, fir datt d'Recevabilitéit kennt.

(Interruption)

Elo hunn ech eng Motioun deponéiert, an där mer verlaangen, datt d'Regierung soll op deem zoustännegen Niveau nei Négociatiounen ophuelen, fir de Schlëssel, wat d'Lëtzeburger Participatioun ass, ze iwwerschaffen an deem Sënn, fir datt Lëtzebuerg net méi esou vill muss pro Kapp, Bierger an dee Fong abezuelen, wéi dat och bei aneren internationalen Engagementer ass, wou Lëtzebuerg bäi Wäitem iwwert deem läit, wat déi aner Länner bezuelen.

En zweete Punkt, op deen ech wëll opmierksam maachen: Och wann hei gesot gëtt, datt déi 2,06 Milliarden mat grousser Wahrscheinlechkeet net wäerte gezu ginn an datt d'Lafdauer am Prinzip op véier Joer limitéiert ass, muss een awer wëssen, datt mer als Land en Engagement geholl hu vun zwou Milliarden. A mir hu virun annerhallwem Joer hei am Parlament och en Engagement geholl am Kader vum ESM, wou mer och Garantië ginn hu vun 1,7 Milliarden.

Dat heescht, mir müssen also wëssen, datt mer zu Lëtzebuerg 3,7 Milliarden Engagementer hunn, wou mer hoffen, datt déi net gezu ginn. Mä wa se gezu ginn, hu mir praktesch keen Afloss op d'Décisioun, mä mir müssen dat, wat op aneren Niveaue decidéiert gëtt, dann hei exekutieren.

Dorunner géif sech dann och näischt änneren, datt dat, wat déi öffentlech Schold ubelaangt, net géif berücksichtegt ginn, laut de SEC-95-Kritären. Wat am Fong och eng gelunge Strategie ass, well an Europa gi se sech ëmmer eens: Wa Gelder fir Europa an esou mussen geleint ginn, da spille se am SEC 95 keng Roll, a wann ee se fir d'national Politik hält, da gi se berücksichtegt.

Här President, ech hätt nach een, zwee Punkten, mä ech loossen déi awer ewech, well ech mech awer wëll un déi nei Riedezäit halen. Ech wëll just soen, datt d'ADR prinzipiell d'accord ass, datt Lëtzebuerg participéiert um FMI. Mir hunn och an der Kommissioun eisen Accord ginn, datt mer sollen déi Sue ginn.

Mir hunn awer opgrond vun deene Chifferen, déi ech elo grad genannt hunn, wat d'Quotes-parts ubelaangt, eng Motioun deponéiert a mir maachen eis Zoustëmmung ofhängeg dovun, ob déi Motioun ugeholl gëtt oder net. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu l'urgence avec laquelle il faut procéder à l'assainissement des finances publiques;

- considérant que la quote-part du Grand-Duché de Luxembourg au FMI est, par tête d'habitant, de loin la plus importante parmi les États membres;

- considérant que les contributions volontaires et obligatoires du Grand-Duché de Luxembourg sont, par rapport à celles d'autres pays, particulièrement importantes et représentent une dépense considérable à charge du budget de l'État;
invite le Gouvernement

- à initier des négociations visant à modifier la formule de calcul des quotes-parts dans le but de réduire la contribution luxembourgeoise à cet organisme international et d'assurer une plus grande équité entre les États membres.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, Justin Turpel, Serge Urbany.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. Dann huet d'Wuert den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. Den FMI ass eng ganz Geschicht, wou ganz ville Leit op der Welt d'Grujelen ausginn, wa se dovunner héieren, déi et och schwéier ass, an zwou Minutten hei ze behandeln. Mä ech maachen esou kuerz wéi méiglech.

(Interruption)

Ech menge schonn.

Wa mer géifen e Weltgendaarm sichen, dee géif derfir suergen, datt deene Räichen näischt geschitt, datt se nach ëmmer méi kréichen, op d'Käschte vun der Majoritéit vun der Weltbevölkerung, da wier den FMI deen ideale Kandidat dofir.

Mir wäerten dese Projet de loi net stëmmen, well et entgéint deem, wat behaupt gëtt, hei net dréms geet, fir de Leit an de Kriselänner an der Eurozon ze hëllefen. Ech erkläre mech: Déi sougenannt „Troika“, den FMI zesumme mat der EU-Kommissioun an der Europäescher Zentralbank, ass eent vun den Haaptinstrumenter, dat zur totaler Veraarmung vu Länner uechtert d'Welt bägedroen huet an ëmmer nach bäidréit.

Ugaangen ass et mat de Strukturhëllefen, dem Ajustement structurel an Afrika, a Südamerika, mat desastréise Konsequenzen: drastesch Präissteigerungen an deene Länner fir Basisprodukter - Brout, Waasser -, d'Privatisierung vun öffentliche Infrastrukturen, bis hin zu Hongerrevolten.

Elo solle mir dem FMI e remboursabele Prêt vun 2,06 Milliarden accordéieren, an déi grouss Koalitioun, mat där mer zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn, schéngt jo och unanime do derfir ze sinn. Wéi et am Projet de loi heescht, fir „déi ekonomesch a finanziell Kris an d'souverän Schold an Europa ze bekämpfen“.

Eent vun deene Länner, wat bis elo am meeschte vun deenen Hëllefspäck profitéiert huet - soll hunn! -, ass Griichenland. Mä eng Hëllef fir d'Leit war et net. D'Hëllefspäck waren u Konditiounen gebonnen, déi d'Kierzunge vu Léin a Pensiounen, d'Sträiche vu sozialen Transferten, déi massiv Privatisierung vun öffentliche Betriber an Allgemenggutt virgesinn.

Zënter datt Griichenland d'Programmer vun der Troika applizéiert, huet dat Land ee Véierels, 25% vu sengem BIP verlor. De Chômage ass em weider 18% geklommen, fir elo och bei 25% ze leien. An d'Statsschold ass op haut 176% vum BIP geklommen. An der Zwëschenzäit ass all véierte griichesche Bierger net méi am allgemenge System vun der Sécurité sociale dran.

A wa mer kucken, wou déi Suen hikomm sinn, sou sinn enger Etüd vun Attac Éisträich no vun deenen 207 Milliarden, déi bis Mëtt d'lescht Joer ausbezuelt gi waren, méi wéi ee Véierels un d'griichesche Banke gaangen; d'Halschent, 101 Milliarde bis zu deem Zäitpunkt, un auslännesch Banken a Fongen - woubäi ee sech muss d'Fro stellen: wéi vill, op jidde Fall an Däitschland, mä och op Lëtzebuerg? -, a just 43,7 Milliarden an de griichesche Budget, vun 207 Milliarden. Déiselwecht Zäit huet de griichesche Stat awer misse 34 Milliarden un Zënse bezuelen. Also ënnert dem Stréch gesi mer, wat do erauskomm ass.

Zënter datt d'Troika a Portugal hiert Onwiesendreeft, ass d'öffentlech Schold vu 94% am Joer 2010 op 128% am Joer 2013 an d'Luucht gaangen. Parallell goufen 800.000 Aarbechtsplazen zerstéiert a méi wéi dräi Véierels vun de Portugisen a Portugal hu Schwierigkeeten, um Enn vum Mount nach auszekommen. Ëmmer méi Kanner leiden Honger, kommen a Spideeler. Spideeler, déi duerch d'Spueermoosnamen, déi se opgezongene kritt hunn, awer net méi d'Mëttelen hunn, fir deene Leit adequat ze hëllefen.

Dat ass dat, wat weider geschéie wäert, wa mir där Politik eisen Accord ginn, esou wéi se an deem Projet de loi dran ass.

Wat d'Verscholdung vun deene Länner ugeet, esou wier et natierlech wichteg, fir iwwert d'Alternativen ze diskutieren, zum Beispill iwwert d'reell Ursaache vun der Kris a wéi een déi bekämpft. Mä ech ginn dervun aus, datt mer d'Méiglechkeet kréien, nach dorobber zrëckekommen.

Ech wëll zum Schluss awer eppes ervirsträichen, well mir müssen ons eppes bewusst sinn: Wann de sozialen Zesummenhalt an Europa a

Fro gestallt gëtt, wann d'EU Sozialofbau, Aarmut a Chômage weiderdreift, wéi se dat bis elo gemaach huet, da wäerten ëmmer manner Leit Vertrauen an Europa hunn a se ginn ëmmer méi gedriwwen an d'Äerm vun deenen, déi no Nationalismen, Rassismen a rietsextremen Tendenze Politik maachen. Europa, net d'EU, Europa fënnt nëmme dann d'Ennerstëtzung vu senge Bierger, wa jiddwer Bierger a sengem Alldag positiv d'Auswierkung vu Solidaritéit a sozialer Ofsicherung verspiert. An d'Politik vum FMI an der EU stinn deem am Wee.

Zur Motioun vun der ADR, déi mer pour appui mat ënnerschrivven hunn, well dat bis elo nach ëmmer noutwendeg war, soen ech awer ganz kloer, datt mer déi Motioun net matdroen, well mer net d'accord sinn, fir datt den FMI dee Rôle spillt, deen e spillt, och wann et elo zu liichte Verschlebung vum de Gewiichtungen tëschent de Länner kéim.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, als Kommentar zur Motioun vum honorabelen Deputéierte Gibéryen géif ech gäre Folgendes soen: D'Kontributioun vum Lëtzeburger Stat beim FMI gëtt op objektiv Kritäre baséiert. Ech géif lech gär déi véier Kritären hei opzielen. Déi hunn och alleguerten eng verschiddeartaarteg Gewiichtung.

50% vun deem Kritär hänke vum PIB vu Lëtzebuerg of. Deen zweete Kritär ass den Degré d'ouverture vun eiser Wirtschaft, an Dir wësst jo, dass mer do bal Weltmeeschter sinn am Degré d'ouverture. Dee Kritär zielt zu 30%. An da gëtt eise Potentiell économique gekuckt an dat gëtt zu 15% bewäert. Schlussendlech ginn d'Réserve de change geholl zu 5%. An aus deem Calcul do kënn dann eben eraus d'Kontributioun vu Lëtzebuerg.

Ech sinn der Meenung, an d'Regierung ass der Meenung, dass mer sollen dat, wat an den Traitée steet, respektéieren. Déi Kritären, déi si fir all Mënsch d'selwecht. Si falen ebe fir eis op där enger Säit gënschteg aus, well mer esou gutt ekonomesch dostinn a well mer esou international opgestallt sinn. An et ass awer net, well dat eis elo net arrangéiert, well mer méi mussen bezuelen, dass mer déi Kritäre sollen a Fro stellen!

Ech wëll och ennersträichen, dass mer do-duerch, dass mer vill abezuelen, natierlech eng Visibilitéit hunn am FMI, déi méi grouss ass wéi eis kleng Gréisst. Aus all deene Grënn géif ech als Regierung soen, dass mer déi Initiativ, déi an der Motioun drasteet, fir d'Kritären a Fro ze stellen oder d'Kontributioun vu Lëtzebuerg a Fro ze stellen, net huelen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Da wäere mer um Enn vun den Diskussiounen ukomm an ech géif zum Vote iwwergoen.

► **Une voix.** - Vun der Motioun selwer?

► **M. le Président.** - D'Motioun, jo, fir d'Éischt...

(Interruption)

D'Motioun hannendrun, jo.

(Interruptions)

► **M. Jean-Claude Juncker (CSV).** - Här President!

► **M. le Président.** - Jo, Här Jean-Claude Juncker.

► **M. Jean-Claude Juncker (CSV).** - Här President, ech wëll hei net d'Regierungspolitik verteidegen. Mä ech hätt awer net ongär, wann d'Regierung hir Politik géif verteidegen, wat gläichzäitig och eis ass. Ech fannen et net richtig, déi Presentatioun, déi hei vun eenzelne Riedner gemaach ginn ass, wéi wa mer hei einfach Sue géifen iwwert den Dësch drécken, ouni dass mer d'Noutwendegkeeten op der Plaz, an deene Länner, déi mer Programmlänner nennen, am Kapp hunn.

Ech hunn zu deene gehéiert an Europa an doriwier eraus, déi ganz skeptesch waren, dass den Internationale Währungsfong sech géif un deenen „Hëllefaktiounen“ - tëschent Gänsefësercher - bedeelegen, well ech gär gehat hätt, dass d'Europäer hir eege Problemer géife selwer léisen.

Déi integral Bereetschaft war ongenügend do, an duerfir hu mer eis och missen un den Internationale Währungsfong adresséieren, fir ze

hëllefen, deen Erfahrung huet mat Programmer, déi mussen bei Länner gemaach ginn, déi Hëllef vu bausse brauchen, während d'Europäesch Union an d'Eurozon déi Erfahrung en fait net hunn.

Mir hu mat deem Internationale Währungsfong - dat huet mech dräi Woche vu mengem Liewe kascht - Dag an Nuecht gestriden, fir dass se sollen an déi Finanzsolidaritéit antrieden. An déi, déi sech dergéint gewiert hunn, dat waren aner Länner, déi mer „emerging countries“ nennen, wéi Indien, wéi China, wéi Russland, déi dergéint waren, dass den Europäer géif gehollef ginn.

D'Europäer hu sech also missen an de Gremien, am Board vun dem Internationale Währungsfong duerchsetze géint déi Länner, déi do d'Majoritéit hunn, jee nodeem wéi ofgestëmmt gëtt, fir dass mer déi Hëllef fir Europa kéinte kréien. An duerfir ass et eng Obligation ardente! An et ass e Broch vun der Solidaritéit mat Griichenland, a besonnesch mat deenen aarme Leit a Griichenland, wann een deemem Projet de loi seng Zoustëmmung verweigert!

Wann d'Slowakei d'Zoustëmmung géif verweigere, géif ech dat verstoen - ech géif et net verstoen, mä ech hätt Verständnis derfir -, well d'Slowakei huet e Mindestloun a Kannergeld, wat emol net d'Halschent vum griichesche Mindestloun a vum griichesche Kannergeld huet. Datselwecht ass fir Zypern de Fall, datselwecht ass fir Malta de Fall, datselwecht ass fir Slowenien de Fall.

Maacht lech net méi aarm zu Lëtzebuerg, wéi Der sidd!

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Merci. Ech ginn dovun aus, och wann de Jean-Claude Juncker dat net esou prezisiéiert huet, dass dat Parole après ministre war.

(Interruptions)

An ech géif dann zum Vote iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6596 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. D'Procuratioun ass amgaangen. De Vote ass ofgeschloss. 60 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl, dorënner véier Procuratiounen.

De Projet 6596 ass ugeholl mat 55 Jo- géint 5 Nee-Stëmmen; et gëtt keng Abstentiounen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Lucy Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Christiane Wickler), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif d'Chamber froen, ob se d'Dispens vum zweete verfassungsméisge Vote gëtt.

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Da géife mer zur Motioun iwwergoen, bei där ech dovun ausginn, dass se genügend motivéiert ass.

Ass de Wunsch do, fir dozou Stellung ze bezéien?

Den Här Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.



► **M. Jean-Claude Juncker (CSV).** - Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech soen, dass mer déi Motioun net kënnen matstëmme. Mir haten eng laang Verhandlung, Europäer mat deenen aneren Aktionäre vum Internationale Währungsfond, fir d'Quoten am Internationale Währungsfond frësch festzeleeën. Dat war eng grouss innereuropäesch Debatt. A wann elo ee vun de Memberstate vum Europäescher Unioun, a fortiori vun der Eurozon, eng Redefinition vum der Quoteregulierung freet a mir géife mat deem Antrag op Washington goen an do probéieren, eleng géint 191 aner Memberstate ze verhandelen, da brauch et méi wéi eng Motioun, fir dat duerchzusetzen.

(Hilarité)

► **M. le Président.** - Merci dem Jean-Claude Juncker. Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Da géife mer zum Vote iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

De Vote ass lancéiert. De Quorum ass erreicht. D'Procuratiounen. Ech gesinn, de Vote ass ofgeschloss. 60 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl, dorënner Procuratiounen.

57 hu mat Nee gestëmmt, dräi mat Jo, keng Abstentounen. Domat ass d'Motioun ofgeleht.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beisel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif dann zum leschte Punkt vum eisem Ordre du jour iwwergoen. Et geet em de Projet de loi 6615 iwwert d'Accorden tëschent Lëtzebuerg an Drëttstatten am Beräich vum Fluchttransport. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ageschriwwen si bis elo: déi Häre Wiseler, Graas a Kartheiser.

D'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol.

9. 6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Jo, Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Häre Ministeren, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 6615 gouf de 17. September d'lescht Joer scho vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, déposéiert. De Statsrot huet säin Avis dozou den 12. November d'lescht Joer ofginn. Doropshin huet d'aussepolitisch Kommissioun mech de 16. Dezember d'lescht Joer als Rapportrice bestëmmt.

De Projet de loi, den Avis vum Statsrot a mäi schréffleche Rapport goufen den 20. Januar d'lescht Joer an der Kommissioun diskutéiert. A mäi Rapport, deen ech lech mëndlech virstellen, gouf dann och do ugeholl.

Em wat geet et am Projet de loi? Ma, mir sollen eigentlech mam Vote, dee mer elo gläich huelen, fënnel bilateral Ofkommessen am Beräich vum der Loftfahrt guttheeschen. D'Accorde goufen ofgeschloss mam Cap-Vert, mat de Vereenegten Arabeschen Emiraten, dem Gabon, Tadschikistan an och dem Kongo.

Sënn an Zweck vum den Accorden ass et, e Kader ze schafen, fir de Fluchverkéier tëschent dese Staten ze regelen an domadder och hir ekonomesch Relatiounen ze férdere.

Fir Lëtzebuerg geet et virun allem awer drëms, Bedéngungen ze schafen, fir d'Aktivitéit vun eisen nationale Fluchgesellschaften an dem Fluchhafen natierlech ze ënnerstëtzen an och weiderzuentwéckelen. Déi bilateral Ofkommesse maachen et eise Fluchgesellschaften, der Luxair, mä virun allem awer och der Cargolux méi einfach, fir Volen an déi betreffend Länner duerchzeféieren, ouni eben all Kéiers bürokratesch Hürde fir all eenzelne Fluch mussen ze huelen. An datselwecht gëllt dann natierlech och ëmgedréint, dat heescht, wann d'Fluchgesellschaften aus deene Länner, mat deene mer en Accord hunn oder ofschléissen, wann déi wëlle bei eis hei zu Lëtzebuerg um Findel landen.

Vu datt eise Fluchhafen ekonomesch wichteg ass an nach méi wichteg soll an der Zukunft ginn, ass et ebe sënnvoll, mat esou vill wéi méiglech Länner esou Accorden ze hunn am Virfeld, eben ier Flich opgeholl ginn, well déi Accorde beideiten, wéi ech scho sot, manner Verwaltungsofstand fir d'Fluchgesellschaften, och méi Rechtssécherheet an natierlech och méi Planungssécherheet fir déi eenzel Fluchgesellschaft.

Duerch d'Veinfache vum de Fluchbeweegung leeschte si natierlech och e Bäitrag fir d'Entwécklung vun der ekonomescher Kooperatioun tëschent eben deenen eenzelne Vertragsstatten. D'Accorden, iwwert déi mer haut ofstëmme wäerten, suivéieren och all d'Recommandatiounen vum der OACI, der Organisation de l'aviation civile, an der CEAC, der Conférence européenne de l'aviation civile.

Fir d'Ausschaffe vum den Accorden ass zréckgegraff ginn op en Accord type ebe vun där OACI, an déi fënnel Accorden ähnele sech dofir natierlech och ganz staark a si sinn och net wesentlech anescht wéi déi Accorden, déi mer an der Vergaangenheet och hei an der Chamber scho guttgeheescht hunn.

D'Regierung, esou liest een am Exposé des motifs vum Projet de loi, ass amgaangen, weider esou Accorde mat Drëttstatten ze verhandelen. Iwwregens net méi spéit wéi haut hat Der alleguerten op Ärem Courrier électronique eng Lëscht vun deene Länner, mat deene mer esou en Ofkommess hunn, an och mam Datum, wéini dat geschitt ass.

Dir gesitt also och, wann ech soen, d'Regierung ass amgaangen, weider esou Accorden auszuhandelen, datt mer an Zukunft nach méi dacks hei an der Chamber wäerten doriwwer diskutéiere respektiv mat esou Projets de loi befaasst ginn an der och musse stëmme.

Nodeems mir des Accorde ratifizéiert hunn, gi se bei der OACI - an där all déi fënnel Länner, mat deene mer haut en Accord ofschléissen, an natierlech och Lëtzebuerg Member sinn - enregistriert. Esou vill zum Inhalt vum Projet de loi.

Elo zum Avis vum Conseil d'État, dee keng gréisser Problemer mat deenen Ofkommessen huet. E mécht allerdéngs drop opmierksam, datt d'Annexen, déi an den Accorde mam Cap-Vert, den Emiraten, dem Tadschikistan an dem Kongo virgesi sinn, wuel kënnen duerch d'Vertragsparteie geännert ginn, mä datt all aner Modifikatioun vum de fënnel Accorde muss duerch d'Chamber goen.

Voilà, ech mengen, d'lescht gesot, hunn ech a groussen Zich duergeluecht an lech och probéiert ze erklären, em wat et hei geet a firwat esou Accorde wichteg sinn. Ech hoffen natierlech, datt Dir dat d'nämlecht gesitt. Ech hoffen op Äert Averstännis.

Ech ginn op alle Fall den Accord vum de Sozialisten zu deemem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Rapportrice. Als éischte Riedner huet den Här Claude Wiseler d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll och ufänken, andeem ech der Madame Rapportrice Merci soe fir hire mëndlechen a schréffleche Rapport. Ech mengen, déi Type vun Accorde si jo een Deel vun enger

Aviationspolitik, deen eis ganz einfach erlaabt, de Findel, eise Fluchhafen, attraktiv ze gestalten, andeem mer deene Gesellschaften, déi hei landen, ob dat elo nationaler sinn oder ob dat anerer sinn, déi administrativ Weeër esou liicht wéi méiglech maachen, fir datt et einfach geet a fir den Développement vum Fluchhafen esou weiderzuentwéckelen.

Mir haten och eng interessant Diskussioun an der Kommissioun doriwwer. Mir kruten och gëschter oder haut eng Lëscht vun deenen Accords aériens, déi gemaach gi sinn.

Ech wëll just nach eng Kéier déi aner Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, widerhuelen, well et mer awer géif interessant schéngen, éischstens, elo ze wëssen, wéi d'Regierung sech agedeelt hätt: ob dann den Transportminister op där enger Säit oder den Affaires-étrangères-Minister an Zukunft sech géif em deen do Typ vu Konventionne respektiv vun Accorde bekëmmere. Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro: Et wär och natierlech net oninteressant ze wëssen, wéi an Zukunft d'Politik vun deenen Traitéen am Allgemenge gemaach gëtt an a wat fir enge Perspektive mat wat fir enge Länner d'Regierung an Zukunft wëlle hätt, sech ze bewegen. Dat ass och en Deel vun der Strategie, déi déi Gesellschaften, déi um Fluchhafen sinn - Cargolux an anerer - hunn. Ech mengen, dat wär schon interessant, dat ze wëssen.

An déi lescht Fro, dat wär déi, wat fir eng Accords aériens, déi haut ënnerschriwwen sinn, also op där Lëscht sinn, déi mer kruten, och nach d'application haut sinn, respektiv wat fir eng en désuétude gefall sinn. Dat muss elo net haut selbstverständlech beäntwert ginn, well ech ka mer virstellen, datt den Transportminister dat net alles auswenneg am Kapp huet. Nach wär et flott, eng Kéier eng Diskussioun iwwert déi ganz Politik do ze féieren.

Ech halen op, andeem ech soen, datt ech selbstverständlech den Accord vum der CSV-Fraktioun zu deemem Text ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Claude Wiseler. Als Nächsten huet den Här Gusty Graas d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann et sech hei em e relativ klengem Projet handelt, esou d'äerf en awer net vergiessen, datt en awer eng grouss ekonomesch Wichtigkeet huet, besonnesch fir d'Aviatioun och hei zu Lëtzebuerg. Et ass also evident, datt d'Demokratesch Partei deemem Projet hei och hir Zoustëmmung gëtt.

Ech wëll awer och nach der Rapportrice, der Madame Claudia Dall'Agnol, Merci soe fir de mëndlechen an och schréffleche Rapport, a wéi gesot selbstverständlech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gusty Graas. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un d'Rapportrice fir hire ganz kompletten an interessante Rapport.

Mir hätten nach eng spezifesch Fro un d'Regierung an deemem Kontext, niewent deenen, déi den Här Wiseler scho gesot huet, nodeems en dat rekapituléiert huet, wat mer an der Kommissioun diskutéiert huet.

Déi Fro, déi mir eis och stellen, ass: Wa mir déi Accorden hei négociéieren, dann ass jo och natierlech d'Fro - mir maachen dat am Interess vum eisen eegene Linnen hei, dat ass jo och vu verschidde Kolleegen hei betount ginn -, mä besteet net d'Gefor, datt anerer vun deenen Accorde mat profitéieren, déi net deene selwechte strengen Oplagen ënnerleie wéi eis Lëtzebuerg Fluchgesellschaften, an datt et doduerch zu enger Concurrence déloyale ka kommen?

Wann dat de Fall ass a wann d'Regierung déi Gefor och gesäit, dann ass natierlech eis Fro: Wat mécht d'Regierung, fir eng Concurrence déloyale géigeniwwer de Lëtzebuerg Fluchgesellschaften am Kader vum esou Accorden ze verhënnere?

Dat gesot an déi Fro gestallt, wëll ech nach eng Kéier betounen, datt mir déi Accorde selbstverständlech matstëmme, well och mir ënnerstëtzen de Fluchhafen an eis Fluchgesellschaften am Interess vum eiser Economie.

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Domat hätt d'Regierung d'Wuert. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt am Numm vum der Regierung all deene Merci soen, déi dee Projet hei ënnerstëtzen. Dat schéngt jo d'Unanimitéit ze sinn. Dat freet d'Regierung natierlech.

Zu deene puer Froen, déi gestallt gi sinn, emol déi éischt Fro. Ech fänken e bëssen duerjerneen un, wéi ech mer se hei séier opgeschriwwen hunn. Dem Här Wiseler seng Fro iwwert déi Accords aériens, déi en vigueur sinn: Déi Lëscht, déi Der jo kritt hutt, wéi vill datt der do wierkelech nach a Kraaft sinn, dat, muss ech lech soen, kann ech lech net elo einfach esou beäntwerten. Dat muss ech nokucken. Mä ech ginn lech awer gär déi Äntwert, wann ech dat nogekuckt hunn.

Dat Zweet ass déi Fro vum de Kompetenzen. Ech mengen, et ass esou, datt an der Vergaangenheet dat ëmmer e bësselchen hin- an hiergaangen ass, eng Kéier sinn déi Accorden iwwert den Ausseministère gelaf, déi aner Kéier iwwert den Transportministère gelaf. An dat soll awer elo änneren. Et war haut elo duerch Zoufall, datt ech hei sinn, well den Ausseminister verhënnert ass a mech gebieden huet, heihinnerzoukommen.

Ech hu mer de Projet selbstverständlech och ugekuckt, well e mech jo och interesséiert en vue vun där Kompetenz, déi ech nun awer eemol hunn, dat ass de Fluchhafen an déi ganz Aviatioun. An ech wäert mech mam Här Asselborn elo kuerzschléissen an deenen nächste Wochen, fir datt mer dat definitiv ee fir alle Mol klären.

Meng Meenung ass, datt et am beschte wär, datt dat Ganzt bei mir am Ministère wär, well ech mengen, dat géif méi Sënn maachen, vu datt jo de Rescht vun der Aviatioun oder de Gros vun der Responsabilitéit vun der Aviatioun och do läit, och d'Kontrollinstanzen an deem Ministère sinn an dat méi Sënn gemaach hätt.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech deelen déi Meenung.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Mä ech mengen, mir sollen dat kucken an deenen nächste Wochen. Merci!

Dann nach déi Fro vum Här Kartheiser. Bon, et ass esou, datt, wann ee kuckt, mat wem mer déi Accorden hei ofschléissen, da mengen ech, dann ass an deem heite Fall de Risiko relativ kleng, datt dat doten elo zu Concurrence déloyale kéint féiere fir Lëtzebuerg. Ech mengen éischter, datt et hei ëmgedréint de Fall ass. Cap-Vert, Gabon, ech mengen, dat si Länner, déi net derfir bekannt sinn, datt se risegrouss Fluchgesellschaften hätten, déi elo géife weltwäit operéieren. Ech mengen, dat ass sécher net de Fall.

Prinzipiell hutt Der awer net onrecht, datt ee sech datt soll ukucken an datt ee soll oppassen, wat ee mécht. Ech muss awer och soen, an der Aviatioun gëtt et awer - haaptsächlech, wann ech elo d'Europäesch Unioun huelen - och relativ streng Reglementatiounen, an et muss ee ganz vill Zertifikatiounen hunn, fir iwwerhaapt kënnen an Europa ze fléien. Dat ass net esou einfach. Et kann een net einfach esou an Europa landen eleng duerch de Fait, datt mir géifen en Accord aérien ofschléissen zum Beispill elo an deem heite Fall mat iergendengem Land. Also, hei geet et ganz kloer drëms, datt et an eisem Intérêt ass, datt dat gemaach gëtt.

Ech wëll och derbäisoen, datt d'Accords aériens och oft éischt Kontaktopnahme si mat Länner, fir iwwerhaapt bilateral wirtschaftlech Bezéiungen ze kréien, well de Loftverkéier, dat ass e bëssen d'Porte d'entrée, a wann ee bis do eng Dier opgestouss huet, dann huet een d'Dier och opgestouss fir aner ekonomesch Échangen.

Mä wéi gesot, fir de Rescht ginn ech lech awer recht, datt een dat soll am A behalen an datt ee muss oppassen, datt do net et zur Concurrence déloyale kënt.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Bausch. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6615 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6615 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung geet un. De Quorum ass erreicht. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss. 59 Deputéiert hu sech um Vote bedeelegt, 59-mol Jo. Domat ass de Projet 6615 unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6615 est adopté à l'unanimité des 60 votants.



Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. Anne Brasseur) et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler; MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

An ech wollt d'Chamber froen, ob se d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote gëtt?

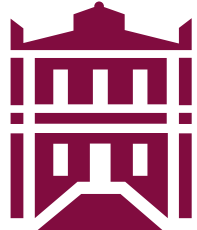
(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Eis nächst ëffentlech Sitzung si programméiert fir den 11., 12. an 13. Mäerz. Fir déi Sitzungen ze preparéieren, si bis haut 22 Kommissiouns-sitzungen ugesot.

Ech wënschen lech an deene Leit, déi eis gedëleg nogelasscht hunn, e schéinen Owend a kommt gutt heem.

(Fin de la séance publique à 18.18 heures)



SÉANCE 8

MARDI,
11 MARS 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. le Président

2. Hommage à la mémoire de M. Nic Bock, fonctionnaire de l'Administration parlementaire

- M. le Président

3. Hommage à la mémoire de M. Fred Sunnen, Député honoraire

- M. le Président

4. Communications

- M. le Président

5. Changements de composition de commissions parlementaires

- M. le Président

6. Ordre du jour

- M. le Président

7. Heure de questions au Gouvernement

Question n°12 du 10 mars 2014 de M. Gusty Graas relative à la commémoration d'un certain nombre d'événements historiques en 2014, adressée à M. le Premier Ministre

- M. Gusty Graas

et

Question n°13 du 11 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration du 70^e anniversaire de la Libération, adressée à M. le Premier Ministre

- M. Fernand Kartheiser - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Question n°14 du 11 mars 2014 de M. Aly Kaes relative au retard des travaux de rénovation du Pont Grand-Duc Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Aly Kaes - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°15 du 11 mars 2014 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement luxembourgeois face au «quatrième paquet ferroviaire», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°16 du 11 mars 2014 de M. Justin Turpel relative à la possibilité d'accorder à M. Edward Snowden, whistleblower, l'asile politique, adressée à M. le Ministre de l'Immigration et de l'Asile

- M. Justin Turpel - M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

Question n°17 du 10 mars 2014 de Mme Joëlle Elvinger relative à la campagne de sensibilisation «Je peux voter», adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Mme Joëlle Elvinger - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n°18 du 11 mars 2014 de Mme Martine Hansen relative à la réforme de la formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°19 du 11 mars 2014 de M. Franz Fayot relative à la place de l'enseignement de l'informatique et des technologies nouvelles dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. Franz Fayot - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°20 du 10 mars 2014 de M. Marc Hansen relative au récent rapport du GAFI (Groupe d'action financière), adressée à M. le Ministre de la Justice

- M. Marc Hansen - M. Félix Braz, Ministre de la Justice

8. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les récentes évolutions politiques en Ukraine, suivie d'un débat

- Déclaration: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Débat: M. Laurent Mosar (M. Jean Asselborn intervient), M. Marc Angel, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany

- M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

9. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et ses conséquences

- Exposé: M. Justin Turpel (dépôt d'une motion) (M. Jean Asselborn intervient)

- Débat: Mme Martine Hansen, M. Marc Angel, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser

- M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Motion 1: M. Justin Turpel, M. Marc Angel (M. Justin Turpel pose une question), M. Fernand Kartheiser (M. Serge Urbany intervient), M. Claude Wiseler

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

10. 6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés

- Centres, foyers et services pour personnes âgées,

- Centres de gériatrie

- Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Gilles Baum

- Discussion générale: M. Fernand Kartheiser

- Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 6478 - Projet de loi portant

1. modification

- du Code de la consommation;

- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;

2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, Mme Simone Beissel, Mme Christiane Wickler, M. Roy Reding (M. Jean-Claude Juncker intervient), M. Justin Turpel, M. Alex Bodry

- M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Romain Schneider, François Bausch, Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook et Twitter



**1. Ouverture de la séance publique**

► **M. le Président.**- Ech maachen heimat d'Sëtzung op. E schéine gudder Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen, Här Premierminister?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

► **M. le Président.**- Merci villmools.

Ech mengen, de Mikro misst fonctionnéieren. D'Luuchte ginn zwar net.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Är Stëmm dréit, Här President!

► **M. le Président.**- Merci, Här Fraktiouns-president.

2. Hommage à la mémoire de M. Nic Bock, fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, lech den Doud vun engem vun eise laangjährege Mataarbechter, dem Här Nic Bock, matzedeele. Hien huet laang a mat vill Courage géint seng Krankheet gekämpft, déi awer an der Nuecht op den 11. Februar iwwerhand behalen huet. Den Nic Bock ass am Alter vu 56 Joer gestuerwen.

Nodeems hien an anere Servicer beim Stat an an der Confédération de commerce geschafft huet, ass hie bei eis an d'Chamber komm. An all deene Joren, während deenen hie fir eis Institutioun tätég war, huet hien d'Tache vun Kommissiounssekretär mat Engagement ausgeübt. Hien huet speziell d'Aarbechten an de Kommissiounen vun den Travaux publics, de Classes moyennes, dem Environnement an der Fonction publique begleet.

Besonnenesch ervirsträiche kann ee seng Hëllef bei de preparativen Aarbechte fir d'Schafung vun der Cour des Comptes.

D'Chamber verléiert net nëmme laangjährege a kompetente Kommissiounssekretär, mä déi ganz Verwaltung och e gudder Kolleeg, dee vun all senger Kolleeg geschat ginn ass. An dofir wäerte mer den Nic bei eis vermessen. Hie wäert bei eis a gudder Erinnerung bliwen.

Ech wëll a mengem an an Ärem Numm, der ganzer Famill a besonnenesch senger Fra an eiser Numm eist häerzlech Bäileed, eist déift Matgefill an eierlech Sympathie ausdrécken. Dem Yvette eisen déiwe Respekt fir deen Engagement, deen et gewisen huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif lech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Nic ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

3. Hommage à la mémoire de M. Fred Sunnen, Député honoraire

An et geet weider mat deene schlechten Nouvelen, well mat grousser Bedauern hu mer d'Noriicht kritt, dass ee vun eise fréiere Kolleegen, de Fred Sunnen, den 22. Februar am Alter vu 74 Joer gestuerwen ass. Hie war vun 1999 bis 2009 Member vun eiser Chamber.

Eigentlech wollt de Fred nom Lycée Schoulinspekter ginn. Mä et sollt aneschter kommen. Sou ass hien an de 60er Jore Schoulmeeschter ginn a kuerz duerno Professer am Enseignement technique an der Escher Berufsschoul, déi spéiderhin den Escher Lycée technique ginn ass.

1981 ass hien Directeur adjoint vun dësem ginn an 1994 Direkter vun Lycée technique vu Bouneweg. De Fred war e gudden an e beléiften Direkter.

1962 ass hien der CSV bäigetrueden, mä eréischt 25 Joer duerno politesch aktiv ginn. Bei de Gemengewahlen 1987 huet hie sech zu Suessem fir d'Éischt opgestallt an ass an de Gemengerot gewielt ginn. Hien ass duerno ëmmer erëm gewielt ginn a war vun 1997 bis 2005 Buergermeeschter vun der Gemeng Suessem.

De Fred Sunnen war e Buergermeeschter, dee groussen Asaz fir seng Gemeng hat, eng Gemeng, déi zu deem Zäitpunkt an engem Strukturwandel war an an där d'Problemer hu misse gemeinsam ugepaakt ginn. Hien huet mat enger Rei vun engagéierte Südpolitiker d'Potenzial vun den Industriebroochen zu Belval fréier erkannt a sech fir d'Zukunft vun den Industriebroochen agesat.

De Fred Sunnen huet e groussen Asaz fir de Süde vun Land gehat an dat net nëmme a senger Gemeng. Sou war hie Member vun Verwaltungsrot vun der Fondation Bassin Minier, déi fir d'Valorisation vun Minett suert. Hie war President vun Syndicat des Eaux du Sud, Grënnungsmitglied a President vun Centre d'Initiative et de Gestion Local a Grënnungsmitglied a fréiere Vizepresident vun Syndicat PRO-SUD.

Mä fir de Fred Sunnen war d'Lokalpolitik mat der regionaler an nationaler Politik enk verbonden. Da eent konnt hien net ouni dat anert betruechten. A sengen Ae konnt een net ausser Uecht loossen, dass all Handlung um nationale Plang och Konsequenzen um lokale Plang kann hunn. Et ass deemno net erstaunlech, dass de Fred Sunnen en Interessi entwéckelt huet, och um nationale Plang an der Politik aktiv ze ginn, an dat, fir sech nach méi ëm seng Gemeng, seng Region an d'Land ze këmmere.

1999 ass de Fred als Deputéierten an d'Chamber erakomm. Hie war bis 2009 an dësem Haus an hie war derfir bekannt, e Mënsch mat Prinzipien ze sinn. An de Kommissiounen huet hie vill Engagement an de Beräicher vun der Landesplanung, der Regionalpolitik an der Éducation nationale gewisen.

Seng Meenung a Saachen Éducation war respektéiert a geschat. Hie war 38 Joer laang an dësem Beräich aktiv an huet seng Erfahrungen a seng parlamentaresch Aarbecht afléisse gelooss. Hie war ëmmer fir Reformen, déi d'Schoul sollte moderniséieren an domat deene Jonke besser Chancen um Aarbechtsmaart sollte ginn. Um internationale Plang war hie Member an der OSZE-Delegatioun a Suppléant bei der Benelux-Delegatioun.

De Fred Sunnen war awer och e ganz hëllefberete Mënsch an ënner anerem Member vun Verwaltungsrot Lëtzebuurger Kannerduerf a Grënnungsmitglied vun Fifty-One-Club. Hien huet sech agesat fir d'Erënnerung a war Vizepresident vun Comité vun de Frënn vun Resistenzmusée a President vun de Geschichtsfreënn vu senger Gemeng. D'Natur am Allgemengen a ganz besonnenesch d'Fëschen an d'Juegd waren Aktivitéiten, déi de Fred ganz gär a senger Fräizäit gemaach huet.

Vill vun eis wäerte sech och un de Fred op sengem décke Moto erënneren, mat deem en duerch d'Land gefuer ass. De Fred Sunnen huet eis verlooss. Säin Engagement, säin dréchenen Humor, säin häerzhaft Laachen an och säi Ge-granz wäerten eis feelen.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber mäin déift Matgefill a mäi Respekt ausdrécken.

Ech géif lech bieden opzestoen, fir dem Fred eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

4. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administration parlementaire déposéiert goufen, sinn un d'Fraktioun verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung ass iwwert den Arrêté grand-ducal de retrait vum 11. Februar 2014 de Projet de loi 4123, en Ofkommes tëschent den EU-Staten a Wäissrussland, de 17. Februar vum Rôle gestrach ginn.

Deeselwechten Dag ass och op Ufro vun der Regierung iwwert den Arrêté grand-ducal de retrait vum 11. Februar 2014 de Projet de loi 5116, en Ofkommes iwwert d'Nuklearwaffen, vum Rôle gestrach ginn.

4) Dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech lech matdeelen, dass d'Associatioun Info-Handicap all Deputéierten e Kalenner zoukomme gelooss huet, dee mat beandrockende Fotoen op den Alldag vu Leit mat enger Behënnerung hiweist an och a Blanneschrëft gedréckt

ass. Dee Kalenner soll eis encouragéieren, fir bei eisen Décisionen drun ze denken, dass eng Behënnerung zum Alldag gehéiert an dass se just esou wäit behënnert, wéi mir dat zouloossen.

Communications du Président - Séance publique du 11 mars 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.02.2014

6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.02.2014

6654 - Projet de loi relatif à la construction de l'échangeur de Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2014

6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2014

6656 - Projet de loi modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. le Code du Travail;

3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 14.02.2014

6657 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 17.02.2014

6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de la sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées et ayant pour objet la transposition de la directive 2013/25/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine du droit d'établissement et de la libre prestation de services, du fait de l'adhésion de la République de Croatie

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17.02.2014

6659 - Projet de loi portant organisation de l'Administration des Services vétérinaires

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 18.02.2014

6660 - Projet de loi portant:

- transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013;

- transposition partielle de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011;

- transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011;

- modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.02.2014

6661 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 07.03.2014

6662 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine (EUFOR RCA)

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 07.03.2014

6663 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008

a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 10.03.2014

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.03.2014

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 11 février 2014 le projet de loi n°4123 portant approbation - de l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés Européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Bélarus, d'autre part - du Protocole sur l'assistance mutuelle entre autorités administratives en matière douanière - des Annexes I à VIII - de l'Acte final, faits à Bruxelles, le 6 mars 1995 a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 17 février 2014.

Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 11 février 2014 le projet de loi n°5116 d'exécution du Protocole additionnel sur le renforcement de la non-prolifération des armes nucléaires, destiné à détecter les activités nucléaires clandestines et approuvé par la loi du 1^{er} août 2001 a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 17 février 2014.

4) L'association Info-Handicap a fait parvenir un calendrier à tous les Députés. Ce calendrier comporte des photos impressionnantes du quotidien des personnes ayant un handicap et est imprimé en braille.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

5. Changements de composition de commissions parlementaires

Dann nach Informatiounen iwwer Changementer bei der Zesummesetzung vun eise Kommissiounen. Bei de parlamentaresche Kommissiounen huet d'LSAP-Fraktioun duerch hire Brëif vum 7. Februar ugefrot, dass den Här Fränk Arndt d'Madame Tess Burton an der Commission de l'Économie all Keier fir de Punkt vum Projet de loi 6533 iwwert d'Organisatioun vum Pétrolsmarché an dat bis zum Enn vun där Prozedur ersetzt.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet duerch hire Brëif vum 25. Februar Folgendes proposéiert:

- An der Justizkommissioun gëtt d'Madame Josée Lorsché neie Member.

- An der Finanzkommissioun gëtt den Här Henri Kox neie Member.

- An der Commission de l'Environnement gëtt den Här Claude Adam neie Member.

- An der Kulturkommissioun ersetzt den Här Claude Adam d'Madame Josée Lorsché.

- An der Commission de la Force publique ersetzt den Här Claude Adam den Här Henri Kox.

- An der Commission du Développement durable gëtt d'Madame Christiane Wickler neie Member.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Ordre du jour

D'Präsidentenkonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir. Ech géif en net am Detail elo opruffen. Ech mengen, Dir hutt den Ordre du jour alleguer a gedréckter Form virleien. Fir haut geet et mat enger Froestonn un.

Sidd Der alleguer mat deem Projet d'ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann haut de Mëtteg mat enger Froestonn un d'Regierung ufänken. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwo Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Wéi mer jo festgehalten hunn, kommen d'Froen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositoun. D'Fro N°12 vum 10. März 2014 huet den Här Gusty Graas un de Premierminister gestallt, an et geet ëm d'Comémoratioun vun enger Rei vun historeschen Evenementer, déi dëst Joer efallen. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°12 du 10 mars 2014 de M. Gusty Graas relative à la commémoration d'un certain nombre d'événements historiques en 2014, adressée à M. le Premier Ministre

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv, 2014 ass jo e Joer, wou eng ganz Rei historesch Anniversairen ze feiere sinn.

Ech wëll virun allem op déi zwee wichtegst hiweisen: Engersäits den Ufank vum Éischte Weltkrich, bei deem sech d'Historiker zwar net ganz eens sinn, wéini datt et war, mä da loosse mer eis emol op den 1. August 1914 eenegen. An dann deen zweeten Anniversaire, dee jo fir eist Land vu ganz grousser Importenz ass: 175 Joer sinn et hier, datt Lëtzebuerg oder de Groussherzogtum Lëtzebuerg en onofhängege Stat gouf.

Duerfir menge mer op alle Fall, datt et ubrecht wier, fir dës Evenementer an enger grousser Dignitéit ze feieren, virun allem, fir awer och un d'Mémoire collective ze erënneren, fir déi weiderhin ze verbesseren, ze schläifen, well dat an dësen Zäite méi wéi jee wichtig ass.

Ech wëll och drun erënneren, datt de fréiere Kollege heibannen an heitege Statssekretär, den André Bauler, schonn den 28. Januar 2011 eng ähnelech Fro un de fréiere Statsminister gestallt hat. Deemools krut en de 17. März 2011 als Äntwert, datt u sech nach kee geneeë Programm fir déi Festivitéite géif bestoen.

Duerfir wollt ech am Fong geholl haut vum Här Statsminister wëssen, inwiefern datt awer elo déi Anniversairen do wäerte gefeiert ginn, wuel wëssend, datt mer natierlech net méi spéit wéi gëschd oder virgëschd eng Invitatioun op eng Séance académique als Ulass vum 175. Bestehe vun der Onofhängegkeet vu Lëtzebuerg kritt hunn, mä doriwwer eraus, wéi gesot, wäerte mat Sécherheet nach eng Rei aner wichteg Zeremonie stattfannen. An ech wier, wéi gesot, frou, wann den Här Statsminister mir kéint oder respektiv der Chamber kéint e puer zousätzlech Erklärungen ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Graas. Ech géif dann direkt dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert weiderginn, deen eng Fro gestallt huet, déi an eng ähnelech Richtung geet, betreffend de 70. Joresdag vun der Liberatioun. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

- Question n°13 du 11 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration du 70^e anniversaire de la Libération, adressée à M. le Premier Ministre

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Statsminister, ech hat lech eng Fro gestallt virun enger gewëssener Zäit iwwert den Éischte Weltkrich. Den Här Graas huet nach eng kéier eng ähnelech Fro gestallt.

An Ärer Äntwert ass eigentlech erauskomm, datt d'Regierung wuel eenzel Evenementer organiséiert oder mat organiséiert iwwert de Wee vu Muséeën, deene staatleche Muséeën, fir deem ze gedenken, allerdéngs keng global Reflexioun mécht iwwert d'Bedeutung vum

Éischte Weltkrich fir eist Land, d'Konklusiounen op seng Staatlechteit. An ech mengen, dat ass eng Lacune. Mä Dir kéint vläicht dem Här Graas dorop äntweren.

Déi Fro, déi ech lech elo wollt stellen, betrëfft méi speziell d'Evenementer vum Zweete Weltkrich. Mir feiere jo dëst Joer de 70. Joresdag och vum Débarquement an der Normandie de 6. Juni. Mir hunn d'Liberatioun den 10. September. An an der Foulée eben och vun deem, wat den Här Graas gefrot huet, fannen ech et ganz wichteg, d'Regierung nach eng kéier dorop opmierksam ze maachen a se ze froen, wéi se gedenkt dann och deene wichtegen Ereignisse an eiser Geschicht Rechnung ze droen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Ech ginn domat dem Här Xavier Bettel, eisem Premierminister, d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Merci, Här President. An och Merci deenen zwee Deputéierten, déi mer d'Geleeënheet ginn, haut méi op den Detail anzegoen vun deene verschiddene Manifestatiounen, déi mer am Kader vum Joer 2014 wäerten organiséieren.

Tatsächlech ass 2014 ee Joer mat villen Evenementer. Et ass, sou wéi scho gesot ginn ass, den Ufank vum Éischte Weltkrich. Et ass de Gebuertsdag vum Schluss vum Zweete Weltkrich, net generell, mä op jidde Fall hei an der Regioun. An et ass och den 175. Anniversaire vun der Indépendance, vun der Onofhängegkeet vun eisem Land.

Sou wéi schonn den honorabelen Deputéierte Graas gesot huet, hu mer wëlles, och den 29. Abrëll 2014 eng Séance académique ze maachen, wou och de Volet historique gemach gëtt, wou och de Chamberspräsident, de Grand-Duc an de Premierminister d'Wuert ergräifen, a mir hunn et och wichteg fonnt, dass justament am Kader vun deem 175. Anniversaire och d'Jugend eppes seet. An et ass virgesinn, dass e Vertrieber vun de Jugendmouvementer zu Lëtzebuerg och d'Wuert ergräift, fir am Fong den „Wat bedeit 175 Joer Onofhängegkeet vu Lëtzebuerg?“ an der Perspektiv vun engem Jonken, wat seng Meenung ass a wat hien dozou ze soen huet. A mir hunn et wichteg fonnt, deen och an deem Cadre do mat ze integréieren.

Do ass och eng Ausstellung. Dir wësst jo, dass ech och e Beamten hunn am Statsministère, dee frou ass, dass en déi nei Missioun kritt huet, fir kënnen déi Ausstellung och ze organiséieren, an deen och vill Méi sech gëtt am Moment, fir och déi Donnéeën allegueren ze sammelen, fir kënnen duerno am Cercle déi Ausstellung och ze maachen. Deen huet déi Responsabilitéit och kritt. Wat erlaabt, dass nieft der Séance académique och eng Ausstellung wäert sinn, déi och schonn e puer Deeg virdu wäert opgoen an déi dann duerno och nach selbstverständlech ka visitéiert ginn.

Niewendru wäert dann och op der Place d'Armes e Bal populaire organiséiert ginn an deem dote Kader, wou dann och e Concert ass a wou dann och d'Leit kënnen dobaussen duerno e Fest organiséieren.

An deem Kontext huet och den Tourismusminister, den Här Schneider, mat der Madame Cloesener och gesot, dass se amgaange sinn ze kucken, wéi se am Kader vun deem 175. Anniversaire och kënnen vläicht Packagen organiséieren, fir auslännesch Touristen op Lëtzebuerg unzezielen an deem Kader, andeem een da seet, hei zu Lëtzebuerg ass dann an dann dat organiséiert ginn, an dass een dann och vläicht den Tour ka maache vun deene wichtegen Etappen, déi justament d'Geschicht vun eisem Land och markéiert hunn.

Zur Zeremonie fir den Éischte Weltkrich: Dir wësst jo, dass mer et och gesot hunn, dass mer nach gëschter mat der Presidentin aus dem Saarland mengen, dass et vläicht souguer net inopportun ass, fir Aktiounen ze maachen, déi grenziwwerschreidend sinn. Fir ze weisen, dass do, wou deemools d'Grenzen, d'Problemer waren, wou ee mat deem anere sech net verdroen huet, dass een haut iwwergräifend muss sech bewusst sinn a bereet ass, zesumme souguer Zeremonien ze organiséieren. An dat wier dann am Kader vum Éischte Weltkrich, dass een d'Sirenen, an der Schoul och d'Sirene schelle léisst an dass een och d'Fändelen op Hallefmast géif deen Dag loosse, nieft den üblechen Zeremonie vum Dépôt vu Gerbé bei deene verschiddene Monumenter.

De Fait ass och, dass jo virgesinn ass, eng Ausstellung ze organiséieren. Vun der fréierer Kulturministesch ass do e Groupe de travail an

d'Wee geleet ginn, deen och do eng Ausstellung organiséiert huet: „La petite guerre du Luxembourg entre '14 et '18“, déi mat der Uni Lëtzebuerg sollt organiséiert ginn.

An dat, wat den Här Kartheiser gesot huet, ass am Fong net ganz richtig, Här Kartheiser. Well den Här Statsminister hat lech den 22. November 2013 jo och gesot, dass d'Regierung d'Geleeënheet vun der Commémoratioun vum Centenaire vum Éischte Weltkrich notze wëllt, fir sou vill wéi méiglech Informatiounen iwwert dës Zäit ze sammelen, déi duerno enger wëssenschaftlecher Opschaffung vun der Zäit vum Éischte Weltkrich dénge sollen.

Dat heescht, dat doten ass och de Wunsch, dass mat der Uni Lëtzebuerg do zesumme-geschafft gëtt, fir justement och deen Devoir de mémoire an och dee Souvenir net ze vergiessen, a virun allem och, fir bei verschiddene Punkten, wou nach ëmmer, och 100 Joer duerno, net ganz kloer ass, wéi d'Situatioun war, och kënnen Kloecheit do ze schafen.

An deem Kontext ass och gesot ginn, dass en Internet-Site sollt kommen, dee 14-18.lu sollt sinn, wou am Fong d'Evenementer vun deene verschiddenen Deeg tëscht deene véier Joer och kënnen dann exposéiert ginn. Déi Ausstellung ass op den Dräi Eechele virgesinn, déi am Kontext vum Éischte Weltkrich, an dat sollt dann och do gemach ginn.

Dann zum Anniversaire vun der Liberatioun a vun der Bataille vun den Ardennen. Do weess ech, dass d'belscht Kinnekshaus och eng Zeremonie organiséiert huet mat anere Kinnekshaiser. Dat heescht, aus dem Benelux wäerten déi dräi Kinnekshaiser fir d'Celebratioun vun der Bataille des Ardennes zesummekommen. Ech weess, dass mer och um Niveau vun den EU-Stats- a Regierungschefe wäerten en Akt marquéeire bei engem Conseil, deen och an deem Kontext vun deem Krich sollt célebréiert ginn. An, wéi gesot, an deem Kontext vun 2014 vis-à-vis vun deenen Anniversaire vum Ufank oder vum Enn vun de Weltkricher.

Wéi gesot d'Historiker, déi och an där Kommissioun sinn, sinn der Meenung, dass d'Bataille des Ardennes vun 2000, also vun 1914 dann och sollt, pardon, vun 1944, sollt och an engem Kader bleiwen, wou déi normal Zeremonien och stattfannen, an dass de Schluss vum Zweete Weltkrich 1945 éischter dann d'Occasioun wier, fir dat och ze célebréieren. An dann am Fong och, an ech mengen, do gëtt et och den Devoir d'histoire, an ech mengen, dass mer do eis och all eens sinn heibannen an der Chamber, iwwert d'Situatioun zu Lëtzebuerg, wéi se am Zweete Weltkrich war, an dass en Devoir de souvenir do ass, an och en Devoir de vérité vis-à-vis vun der Geschicht, deen hei zu Lëtzebuerg och eng kéier muss an d'A geholl ginn.

Wéi gesot, et soll net gefeiert ginn den Ufank vun engem Krich, mä et soll erënnert ginn. Do si mer eis jo och eens. A virun allem wëlle mer och, an dat ass och en Zeechen, mengen ech, dat net onwichtig ass, mat de Kollegen aus der Groussregioun eppes maachen, wat grenziwwerschreidend ass, fir ze weisen, dass een och déi Situatioun, déi een eng Zäichen hat, wou een deen aneren ugekuckt huet a Responsabilitéite gewisen huet, éischer elo seet: Hei, d'Geschicht ass do, mir dierfe se net vergiessen, mä mir sinn eis all bewusst iwwert d'Responsabilitéit vun deem engen a vun deem aneren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Statsminister. Dir hutt gemierkt, vu dass et ëm zwo Froe gaangen ass, war ech e bësse méi flexibel bei der Äntwertzäit, déi dem Premier zur Verfügung stoung.

Mir kommen dann zur Fro N°14, déi den honorabelen Här Aly Kaes un den Nohaltegkeetsminister gestallt huet, wat d'Retarde bei der Renovatioun vum Pont Adolphe ugeet. Den Här Kaes huet d'Wuert.

- Question n°14 du 11 mars 2014 de M. Aly Kaes relative au retard des travaux de rénovation du Pont Grand-Duc Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun zwo Woche war aus der Press gewuer ze ginn, datt déi nei blo Bréck oder och provisoresch Bréck genannt, awer net géif elo, esou wéi dat annoncéiert gi war, uganks März a Betrib goen. Grond heifir wier, well u sech d'Renovatiounsaarbechten um Pont Adolphe, oder wéi mir soen, un där neier Bréck, awer elo net géifen ufänken, an

dat well d'Soumissiounsprozeduren nach net ofgeschloss wieren. Laut der Press wieren d'Analyse vun den Offeren nach ëmmer amgaang.

Bon, meng Froen un den Här Minister si folgend: Firwat ass eréischt elo kuerz virun der geplangter Ouverture festgestallt ginn oder opgefall, datt d'Soumissiounsprozeduren nach net ofgeschloss sinn? Gëtt et e Grond, datt d'Evaluatioun vun den Offeren méi laang dauert? Dat ass meng zweet Fro. A meng lescht Fro: Kann den Här Minister eis soen, wéi et dann elo op der Zäitschinn, dat heescht wéi et zäitlech weidergeet?

Ech soe Merci.

► **M. le Président.**- Merci och. D'Wuert huet den Här François Bausch, den Nohaltegkeetsminister.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech wollt dem Här Kaes Merci soe fir déi Froen. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, nach eng kéier e puer Präzisiounen ze ginn zu deem, wat scho bekannt ass. Ech mengen, Dir wësst, datt d'Ausschreibungsprozedur eng komplizéiert ass, mä déi awer hir Berechtigung huet. Nämlech et geet drëms, datt bei där Prozedur derfir gesuergt gëtt, datt Gerechtegkeet ass bei der Vergab vun öffentlechen Opdrägen, virun allem wa se eng gewëssen Envergere hunn. An dat hei ass sécherlech esou e Projet.

An den Artikel 80 vun där Gesetzgebung, déi erlaabt dem Ministère et, also dem Service, dat ass an deem hei Fall mengem Ministère et, eng Präsanalyse unzefroen, wann d'Offeren erakomm sinn, am Fall wou eng Offer 15% ënnert der Präismoyenne läit. Dat war hei de Fall. An duerfir hu mer eng Analyse critique des prix maache gelooss, fir erauszefannen, wéi dat kéint méiglech sinn.

Déi ass och ofgeschloss an ech hunn déi lescht Woch iwwer meng Servicer déi eenzel Adjudicatairen uschreibe gelooss an och matdeele gelooss, wien dann den Zouschlag kritt huet. An do sinn zwo Wochen Délai virgesinn, vun deem Moment un, wou se dat kritt hunn, wou se kënnen en Asproch géint meng Décisioun huelen. Ech ginn dovun aus, déi zwo Woche wäerten dann ëm den 20., 25. März ofgeschloss sinn. An eréischt da kann ech definitiv, wann den Zouschlag dann definitiv ass, décidéieren, fir dann déi Entreprise als déi zréckbehalen ze betruechten.

Duerfir, et handelt sech hei och nëmme ëm d'Ausschreibung vun dem, also vun där neier Bréck, vun der Iwwerschaffung vun der neier Bréck. Et huet mat där bloer Bréck nischer ze dinn. Et ass och esou, datt en Deel vu Virbereedungsarbechte vun der neier Bréck an der éischer Ausschreibung mat dra waren. Déi kënnen elo am Moment gemach ginn. Dat heescht also net, datt am Moment guer näischt geschitt. Mä déi eigentlech Aarbechten um Pont Adolphe kënnen selbstverständlech eréischt ufänken, wa Kloecheit ass iwwert déi nei Adjudicatioun, déi eben de Pont Adolphe betrëfft. Dat heescht am Kloertext, bis Enn März weess ech definitiv Bescheid an da wäert ech dat och deementspreechend communiquéieren.

► **M. le Président.**- Merci dem François Bausch, deen direkt hei ka bleiwen, well den Här Negri elo d'Wuert huet mat senger Fro un den Här Nohaltegkeetsminister iwwert de véierte Paquet ferroviaire. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°15 du 11 mars 2014 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement luxembourgeois face au «quatrième paquet ferroviaire», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vum véierte Paquet ferroviaire, deen dräi Volete begräift, engersäits d'eenheetlech Norm fir d'Zertifikatioun vun Eisebunnsmaterial, zweetens d'Mise en concurrence vum Voyageurs-Transport an drëttens d'Separatioun vun Infrastruktur a Gestiou vun den Eisebunnsgesellschaften. Do wollt ech dem Nohaltegkeetsminister François Bausch d'Fro stellen, wéi seng Positioun an deem Dossier ass a wéi en déi weider Evolutioun gesäit fir eis Lëtzeburger CFL.

De 26. Februar vun dësem Joer huet d'Europaparlament jo de véierte Paquet ferroviaire ofgestëmmt an dobäi och zwee Amendemen-

ter ugehall, déi d'Trennung vun Infrastruktur an Exploitation jo e bëssen ofschwächen. Dobäi wollt ech dann och nach froen, wéi et ausgesäit, de Planning vum EU-Ministerrot, a fällt dat eventuell an d'Lëtzebuurger Présidence am zweete Semester 2015?

Ech soen lech, Här Minister, Merci fir Är Äntwert am Virus.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Negri. Här François Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci och dem Här Negri fir déi Fro, déi ganz aktuell ass. Net nëmmen, well d'Europaparlament jo eng éischt Liesung gemaach huet zu deem ganze Paquet ferroviaire, mä och well ech den Donneschdeg, de Freideg, pardon, mäin éischten Transport-Conseil zu Bréssel hunn, an do de Paquet ferroviaire eng éischte Kéier um Ordre du jour steet.

De Freideg ass zwar haaptsächlech eng generell Appréciation, a virun allem den éischte Punkt, dee manner problematesch ass, nämlech deen, deen d'Agence européenne ferroviaire betrëfft, wou et drëms geet, derfir ze suergen, datt an Zukunft d'Interoperabilitéit tëschent den Eisebunnsréseauen an och d'Sécherheetsbestëmmunge kënnen méi vereenheetlecht ginn, wat sécherlech eng guut Saach ass, géif ech soen, fir d'Eisebunn méi performant ze maachen, d'Eisebunne méi performant ze maachen an Europa.

An dann natierlech bleiwen déi méi strittig Punkten iwwreg. Dat eent ass méi eng strikt Trennung nach vun der Gestiou vum Réseau par rapport zu den Exploitanten, an da virun allem déi ganz Fro vun de Services publics, wou et an Zukunft dann, wann d'Direktiv esou géif ëmgesat ginn, wéi se elo vun der Kommissioun virgeschloe ginn ass, géif bedeuten, datt een net méi kéint eng Direktvergab maachen am Kader vum Service public.

An do kann ech lech soen, datt meng Haltung respektiv der Regierung hir Haltung ganz kloer ass: Mir sinn do strikt dogéint, an zwar aus zwee Grënn. Deen éischte Grond ass, datt mer der Meenung sinn, datt dat fir de Lëtzebuurger Eisebunnsréseau eng eenzeg Katastroph wier! Wann dat esou duerchgeet, wéi et elo geplangt ass, kann dat als Konsequenz hunn, datt auslännesch gréisser Gesellschaften, wéi zum Beispill d'DB, sech hei d'Roséngen aus dem Kuch erauspicke kéinten an da fir d'Lëtzebuurger Gesellschaft net méi vill iwwreg bleift oder nëmmen déi Saachen iwwreg bleiwen, déi - entre guillemets - „betriebswirtschaftlech net profitabel sinn“.

Or, beim Service public ass et fir mech relativ kloer, dee gétt net offréiert, fir datt e betriebswirtschaftlech soll profitabel sinn, mä éischter vollekswirtschaftlech. Dat heescht, mir maachen en effentlechen Notransport, well mer fannen, datt dat aus Ëmweltiwwerleunge wichteg ass, well et aus sozialen Iwwerleunge wichteg ass, mä well et och generell wichteg ass, fir eng aner Mobilitéit ze kréien am Noverkéier, déi besser ass, wéi se haut ass. An ech mengen, et ass relativ kloer, datt dat verréckt ass, fir dat an eng Liberaliséierungslogik eranzehuelen.

An dofir ass meng Haltung, an och der Regierung hir, do ganz kloer: Mir wäerten alles maachen, fir deen dote Punkt deementsprechend mindestens verännert ze kréien. Un alleréischter Stell natierlech probéieren, datt kleng Réseae wéi eisen, eng Exemptioun, eng Exceptioun kréien, well mir och nach eng spezifesche Situatioun hunn. Mä ech mengen, och generell wäert ech mech derfir asetzen, datt dat doten an där Form net wäert duerchgoen.

Et ass esou, datt natierlech ënnert der griichescher Présidence mat ganz grousser Sécherheet deen Dossier do, op deenen ëmstriddene Punkten net wäert schrecklech weiderkommen. Dat wäert éischter eng generell Diskussioun ginn. Bon, da komme jo d'Wahlen an da kéint déi nei Kommissioun en place, datt neit Parlament am Hierscht. Hei ass jo Codécioun, esou datt dat och an der zweeter Halschent vum Joer och net mat grousser Vitesse wäert viruoen, esou datt ganz sécher am Joer 2015 wäerten d'Entscheidungge falen a wahrscheinlech an eiser Présidence, wat eis natierlech eng duebel Responsabilitéit gétt natierlech an deem doten Dossier.

Ech wäert awer och schonn den Donneschdeg éischt Gespréicher féieren, engersäits mat mengen Homologen aus dem Benelux an e Freideg mat der Troika, dat heescht mat den Italiener a mat de Letten, déi jo bei eis an der Troika sinn, fir unzefänken, d'Présidence virzubereeden a virun allem deen do Dossier virzubereeden. An ech hunn och décidéiert, datt ech am Kader vun der Présidence dat doten zum grousser Schwéierpunkt wäert maache vu mengem Asaz am Kader vun der Lëtzebuurger Présidence. An ech hoffen, datt mer den Text esou verännert kréien, datt e wierklech dem Service public entsprécht an net dem Liberaliséierungswahn vun eenzelne Kommissären.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegekeetsminister. Mat där nächster Fro wëllt den honorabelen Här Justin Turpel vum Immigrationsminister wëssen, wéi d'Méiglechkeete wäeren, fir dem Edward Snowden politeschen Asyl ze gewähren. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°16 du 11 mars 2014 de M. Justin Turpel relative à la possibilité d'accorder à M. Edward Snowden, whistleblower, l'asile politique, adressée à M. le Ministre de l'Immigration et de l'Asile**

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci, Här President. De Verdéngscht vum Edward Snowden ass et ouni Zweifel, fir eis d'Aen opgemaach ze hu virun dem Ausmooss vu Bepëtzelung duerch d'NSA an ech mengen och duerch aner Servicier. An ech wëll just d'Madame Reding zitieren, déi op enger Pressekonferenz gesot huet: „Merci, Här Snowden. Ouni hie wier dat alles net méiglech gewiescht.“ Ech wëll och drop hiweisen, datt an engem Interview, dat den Edward Snowden elo de 7. Mäerz, dat heescht virun annerhallwer Woch ginn huet, en drop higewisen huet, datt, wat säin Asylgesuch ugeet, fir an Europa politeschen Asyl ze kréien, datt e gesot kritt huet, datt d'USA, an e géif zitieren: „...net géifen zouloossen, datt iergendeen EU-Partner him politeschen Asyl géif ginn“. An hie géif awer hoffen, fir och an iergendengem Land ee sécheren Duerchgang oder dauerhaften Asyl ze kréien. An en erkennt och un, datt esou eng Aktioun vill politesche Courage géif verlaangen.

(Interruption)

Dofir... Sot dem Här Kartheiser, den Här Snowden hätt doudsücher méi Verdéngschter, wat d'Opdecke vu Spëtzelaktivitéiten ugeet, wéi den Här Kartheiser, an e soll mech net andauernd ënnerbriechen.

An deem Zesammenhang wëll ech da vum...

(Interruption)

...Här Asselborn wëssen, ob d'Lëtzebuurger Regierung dee Courage huet, fir dem Edward Snowden politeschen Asyl ze ginn, wëssend zwou Saachen, datt a) wann een zu Lëtzebuerg politeschen Asyl huet, datt deen zielt och fir aner Länner am Schengen-Raum; a b) datt Lëtzebuerg eleng wahrscheinlech d'Sécherheet vum Edward Snowden net ka garantéieren, datt een also och misst sech mat anere Länner zesummesetzen, fir iwwert déi Sécherheet vum Edward Snowden ze diskutéieren; oder wéi eng Initiativen, datt d'Regierung soss kéint huelen, fir datt effektiv den Edward Snowden an Europa kéint dee politeschen Asyl kréien, deen en eigentlech verdéngt huet.

Wann et net méiglech ass, haut direkt op déi Initiativen ze äntweren, hunn ech och kee Problem, datt de Minister bei enger anerer Geleeënheet dorobber zrëckkënn, well de Fong ass mer awer méi wichteg, wéi datt mer elo hei eng hallef Äntwert iwwert de Knéi briechen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Turpel. An ech wollt dem Riedner soen, dass de Mikro fräi ass, fir d'Fro un de Minister ze stellen, an dass e sech net soll vun engem aneren Deputéierte provozéieren loosse, well soss si mer dauernd am Fait personnel, deen ech awer hei elo net gëlle loosse. Merci. Den Immigrationsminister, den Här Jean Asselborn, huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Däerf ech och vun hei äntweren, Här President?

► **M. le Président.**- Jo, selbstverständlech.

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Okay. Also, mam Här Turpel sinn ech d'accord, dass den Här...

(Interruption)

Gelift?

...dass den Här Snowden eng interessant Perséinlechkeet ass, déi och vill un d'Rulle bruecht huet.

Ech kann awer nëmme just op eng Fro hei äntweren, wat eng prezis Fro ass, wann och eng Requête gestallt gëtt. Bis elo huet den Här Snowden zu Lëtzebuerg net gefrot, fir politeschen Asyl ze kréien. Dat ass emol Nummer 1.

Nummer 2 ass, Dir wësst, et gëtt eng Regel, europäesch Recht, dass een an deem éischte Land vun der Europäescher Unioun, an dat een erakënn, muss dann déi Demande maachen. A well et keng direkt Verbindung gëtt - ech huelen un, dass den Här Snowden nach ëmmer zu Moskau leeft - tëschent Moskau a Lëtzebuerg, misst en eigentlech op Lëtzebuerg nëmme kënnen kommen, wann en duerch en anert Land geet.

Dat Drëtt, wat ech wëll soen: An aller Hypothees, déi méiglech ass ëmmer, dass, wa géif esou eng Demande gestallt ginn, da géif nom Lëtzebuurger Recht déi Demande analyséiert ginn.

Merci.

► **Une voix.**- An e soll de Putin matbréngen.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Merci dem Jean Asselborn. Mat der nächster Fro riicht d'Madame Joëlle Elvinger sech un d'Familien- an Integrationsministesch a wëllt méi Detailler iwwert d'Sensibiliséierungscampagne „Je peux voter“.

- **Question n°17 du 10 mars 2014 de Mme Joëlle Elvinger relative à la campagne de sensibilisation «Je peux voter», adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).**- Madame Minister, als Éischt wëll ech lech an Ärem Ministère félicitéieren fir d'Campagne „Je peux voter“, déi et als Zil hat, fir eis auslännesch Matbierger iwwer hir Participatiionsméiglechkeete bei den Europawahlen opzklären. Dës Campagne ass immens wichteg, well déi aktiv Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger um gesellschaftlechen a politesche Liewen eng immens Bereicherung fir eist Land ass.

Den Délai fir eis auslännesch Matbierger, fir sech op de Wielerléschten an de Gemengen anzuschreiwen, ass elo Enn Februar ausgelaf. An deem Kontext wollt ech lech da froen, ob Dir schonn en éischte Bilan iwwert de Succès vun deser Campagne konnt zéien a wéi vill Matbierger sech op de Wielerléschten ageschriwwen hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Elvinger. D'Familienministesch, d'Madame Corinne Cahen, huet d'Wuert.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Här President, also den éischte Bilan ass an deem Sënn nach net gезу, well mer amgang sinn d'Chifferen ze kréien alleguer. Am Moment sammelt de CEFIS notamment d'Chifferen alleguer. Et ass awer esou, dass méi Leit sech ageschriwwen hunn, dat kann een och elo scho soen, wéi viru fënnf Joer.

Allerdéngs wäerten alleguer d'Chifferen, déi mer des Kéier wäerte publizéieren, awer relativ sinn, well awer eppes geännert huet zënter där leschter Kéier, dat ass déi duebel Nationalitéit. Déi Leit, déi déi duebel Nationalitéit elo hunn, déi brauche sech natierlech net méi anzuschreiwen a mussen natierlech wile goen.

Just e puer Beispiller awer elo schonn erausgepickt vun de Stied, déi mer hunn. Esou zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg hu 65% méi EU-Ausländer sech ageschriwwen wéi nach viru fënnf Joer. Allerdéngs muss een zouginn, dass déi Ziel awer relativ niddreg bleift, bei am Ganze just 10% vun den auslännesche Matbierger an der Stad.

E puer aner Beispiller. Schëffleng, zum Beispill, do hunn 41% méi sech ageschriwwen. Péiteng, 42% méi wéi viru fënnf Joer. An dann d'Gemeng Esch, do sinn et 23% méi wéi viru fënnf Joer. Ech gesinn de Buergermeeschter vu Mamer, do sinn et 3% just. Zu Wolz sinn et 3% manner wéi viru fënnf Joer. Dat ass awer deen eenzege Minus, dee mer bis elo hunn. Déifferdeng, plus 11%. Also, wéi gesot, et ass e Plus. Et ass och zesummen..., wann d'Stad Lëtzebuerg ebe 65% am Plus ass, da wäerte mer och do, wa mer d'Resultater bis alleguer hunn, en zolitte Plus hunn. De Chiffer, dee mer hunn, dat ass, dass 19.127 Leit sech ageschriwwen hunn op d'Wielerléschten, EU-Ausländer eben, fir wilen ze goen. A viru fënnf Joer waren dat

der ronn 17.500. Dat heescht, et ass nach net fir sech schrecklech domadder ze bretzen, mä et geet an déi richteg Richtung an et geet eben an d'Luucht.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Familienminister. Déi nächst Fro vun der Madame Martine Hansen riicht sech un de Minister fir Educatioun a Berufsausbildung an dréit sech ëm Informatiounen, déi an der Press iwwerholl gi sinn iwwert d'Formation professionnelle. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°18 du 11 mars 2014 de Mme Martine Hansen relative à la réforme de la formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Formation professionnelle ass e ganz wichtigen Deel vun eiser Schoulausbildung. Am RTL-Interview sot den Alain Kieffer vun der APESS, datt zwar d'Grondiddi vun der Reform vun der Berufsausbildung eng guut wär, mä datt d'Reform an der Realitéit en Échec wär an datt si dofir de Retrait pur et simple vun der Reform géife fuerderen.

Ech sinn do e bëssen anerer Meenung wéi d'APESS. D'Grondiddi ass sécher guut an et ass och evident, datt verschidden Ännerunge mussen am Gesetz gemaach ginn, mä de Retrait pur et simple ass menger Meenung no keng Léisung. Dofir da meng Froen un den Här Minister Meisch:

Éischtens, ass eng Evaluatioun vun der Reform vun der Berufsausbildung gemaach ginn? Wa jo, wéini gétt dese Bilan public, fir datt mer kënnen konkret iwwer nohalteg Verbesserungen diskutéieren?

Zweetens: Wéi wëllt Der kuerzfristeg de Problem mat de Rattrapagen/Remédiatiounen léisen, virun allem an deene Formatiounen, wou et zimlech dramatesch ausgesäit? Den Här Kieffer hat hei vun der Elektrikerausbildung geschwat.

An drëtzens, an déi lescht Fro: Wat hutt Der virgesi fir déi Schüler, déi elo schonn am véierten, zousätzleche Joer am DAP sinn an eventuell riskéieren, erëm eemol net zum PIF, zum „projet intégré final“ zougeloos ze sinn, well si nach net genuch Moduller gepackt hunn? Den nächste Projet intégré final steet virun der Dier. D'Schüler, d'Elteren, d'Enseignant an och d'Schouldirektioun brauchen hei dréngend eng Äntwert.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Hansen. An domat huet de Claude Meisch, Educatiounsminister a Minister fir d'Formation professionnelle d'Wuert. Här Meisch wann ech gelift.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President. Effektiv, d'Reform vun 2008 vun der Formation professionnelle wërfst eng ganz Rei vu Problemer op. Ënner anerem stelle mer fest, datt méi Échecen ze verzechnen sinn, wéi dat nach virun de Fall war, wat awer och kann doduerch ze erkläre sinn, datt bei deem neie Modus d'Ufuerderungen e Stéck wäit méi héich sinn, esou datt een, mengen ech, wierklech muss herno den Detail kucken, éier ee kann definitiv Konklusiounen zéien, a sécherlech d'Konklusioun net déi ka sinn, datt wierklech alles schlecht gewiescht wär un där doter Reform.

D'Madame Hansen huet et erwähnt: Mir hunn ee Problem, dat ass, datt eng ganz Rei vu Schüler momentan, jo, no hirem Parcours an der Formation professionnelle an der Luucht hänken, datt se weder gesot kréien, wéi et weidergeet, an awer och net gesot kréien, datt se komplett échouéiert hätten, mä eigentlech gesot kréien: „Dat war et elo an Dir kritt keen Diplom.“ Dat ass en onhaltbaren Zustand an deen hu mer sécherlech constatéiert.

Mir hu festgestallt, datt deen haaptsächlech doduerjer bedéngt ass, datt eng ganz Rei vu Cours-de-rattrapagen, déi jo am theoretische Modell vun der Formation professionnelle virgesi si fir dee Module, deen een net gepackt huet, net kënnen gehale ginn, datt dat organisatoresch vum Zäitplang, vum Stonneplang hier einfach net méiglech ass.

Nu si mer an där doter Situatioun an duerfir gedenke mer, do praktesch, pragmatesch Léisungen ze fannen, à court terme. Mir sinn amgang, en enger Circulaire ze schaffen, déi Enn Abrëll wäert erauskommen, fir de Schoulen a virun allem och deene concernéierte Schüler



ze soen, wéi et fir si wäert weidergoen a wat fir eng Léisungen datt een trotzdeem fir si kéint fannen.

Ech kann lech haut also nach net prezis op ÄR Fro äntweren, ausser datt ech ka confirméieren, datt e Problem besteet, datt mer eis dem Problem bewosst sinn, datt mer amgaange sinn, kuerzfristeg Léisungen ze fannen.

Nieft deene kuerzfristeg Léisungen do mengen ech, datt awer och mëttelfristeg nach eng Kéier d'Reform vun der Reform soll an Ugrëff geholl ginn, wou dann dee Bilan, deen Der gefrot hutt, muss gemaach hunn. Well éier mer en détailléierte Bilan maachen iwwer sämtlech Ausbildungsweeër, déi existéieren..., wa mer dat ofwaarden, fir och kuerzfristeg ze intervenéieren, da kënnen mer sécherlech net deene Schüler, déi elo an där prekärer Situatioun do sinn, zäitno eng Äntwert ginn.

Kloer ass awer och, datt mer d'Auer net wëllen zréckdréien, datt mer net déi Reform erëm wëlle komplett réckgängeg maachen, komplett op de modulair System verzichten an erëm op e Joressystem zréckgoen. Mir denken, datt déi Reform hei eng ganz Rei vu positiven Aspekter huet, virun allem fir déi Schüler, déi et packen, déi dee Parcours do hanner sech bréngen, well et e Parcours ass mat méi héijen Ufuerderungen an duerfir d'Qualitéit vun deenen, déi e gepackt hunn, sécherlech besser ass, wéi dat virdu war.

Mir müssen also kucken, datt mer der méi op de Wee kréien, déi déi Formatioun do dann och packen an duerchstinn. Do müssen déi praktesch Problemer, wéi gesot, besäitegt ginn.

Ech mengen och, datt mer um Niveau vun der Orientatioun nach villes muss maachen an deenen dräi éischte Jore vum Secondaire technique, fir déi richteg Schüler an déi richteg Ausbildungen eranzekéieren, well mer oft awer mierken, datt der ganz vill en cours de route oft ganz schnell erëm ophalen.

Hei ass souwuel kuerzfristeg wéi och mëttelfristeg, mengen ech, virun allem nach ganz vill Dialog ugesot, en Dialog, dee mer fleege mat de Chambres professionnelles, wou mer eigentlech am Woherhythmus déi lescht Wochen och dru geschaff hunn, gradesou wéi mat den Direktiounen aus de Lycées, déi mer enk wëllen ubannen. Et ass virun allem de Statssekretär André Bauler, dee sech prioritär em diesen Dossier këmmert, prioritär, well e wierklech ganz urgent ass.

Duerno, mengen ech, soll een awer och nach eng Kéier driwwer nodenken, vläicht d'Struktur vun der Berufsausbildung ze analyséieren: ob mer net ze vill Ausbildungsweeër opmaachen, ob mer net bei den heitege Berufsbiller, déi jo ganz schnellieweg sinn, wou ee seelen an deem Fach herno wierklech lant am Beruff, dat een och studéiert huet, wou ee seelen eng ganz Berufscarrière och an deem Domän bleibt, ob een also do vläicht och e bësse méi eng Basisformatioun ka kréien an dann de Rescht herno och iwwer Formation continue ka maachen, fir sech ëmmer erëm weiderzubilden, oder vläicht mander Grondausbildung a méi Weiterbildung.

A sécherlech muss mer och - an dat maache mer zesumme mat de Chambres professionnelles - iwwert d'Maîtrise nodenken, well mer mierken, datt mer do nach ëmmer vill Moyenen dran investéieren, mä awer d'Resultat relativ bescheiden ass. A mir müssen och d'Maîtrise sécherlech duerch eng Reform erëm opgewäert kréien.

Ech soen lech Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Merci och dem Éducatiounsminister, dee vläicht och direkt kann heibleiwen, well déi nächst Fro vum Här Franz Fayot riicht sech och un hien. Den Här Fayot wëllt vum Éducatiounsminister méi iwwert d'Importenz vun Informatikscoursen an neien Technologien am Secondaire wëssen.

Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°19 du 11 mars 2014 de M. Franz Fayot relative à la place de l'enseignement de l'informatique et des technologies nouvelles dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Villmools Merci, Här President. Ugangs leschter Woch war en Artikel ze liesen an enger Lëtzebuurger Dageszeitung, an där e Mathematik- an Informatikprofessor d'rop higewisen huet - mat Hiweis op den aktuellen „Horaires et Programmes“ -, dass de Stellwäert vun der Informatik am Joer 2014, an och méi generell nach

dee vun den neien Informatiounstechnologien an der Schoul no bei null ass. An dee Professor rajoutéiert dann, dass fir ronn een Drëttel vun de Jugendlechen - déi am Enseignement secondaire - emol net e Minimum vu Kenntniser am Beräich vun den Informatiounstechnologie vermëttelt gëtt.

Et schéngt also hei eng Diskrepanz ze ginn zwëschen der Promotioun vum Secteur TIC als neit Wirtschaftsstandbee fir eist Land, als neit Standbee vun eiser Économie, an eben dem Stellwäert vun deene Matièreen an eise Lycées.

Et weess ee jo och, dass dee Secteur e ganz staarke Wuesstum huet an dass e vill Aarbechtsplaz schafft. An et war ze liesen an engem Échange, an engem Rapport vun der Commission „Enseignement supérieur“ vum Januar d'lescht Joer, an där en Échange war mam Secteur, mat Leit aus dem Secteur vun den TICen, dass do effektiv eng Pénurie un Diploméierte besteet aus deene Secteuren, an allen Domänen, vum BTS bis zu Ingenieuren, dat heescht Leit en général mat Diplomen. A wann ee mat Leit schwätzt aus där Spart, dann ass et effektiv esou, dass een do gesot kritt, dass ee muss, fir gutt Leit ze fannen an deem Domän, bis wäit iwwert d'Grenzen erausgoen, fir do ze rekrutéieren.

Et ass erëm eng Kéier also eng Illustratioun vun eise Lëtzebuurger Paradox, dat heescht, dass mer Secteuren hunn, wou mer Aarbechtsplaz schaffen, déi Succès hunn, wou nei Betriber op Lëtzebuerg kommen, mä dass mer et net fäerdegbréngen, fir déi Aarbechtsplazen och hei bei deene lokale Jugendlechen un de Mann ze bréngen.

Dofir meng Froen un de Minister: Éischtens, deelt hien déi Aschätzung vun deem Professor iwwert de Stellwäert vun der Informatik an den Informatiounstechnologien am Enseignement secondaire an am Enseignement secondaire technique?

An dann zweetens, wann dat de Fall ass, gëtt et do scho Reflexiounen am Ministère, fir des Situatioun ze änneren a fir dem Enseignement an deene Sparte méi Wichtigkeet ze ginn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot, mat dem Wunsch, déi nächste Kéier e bësse méi genee op déi zwou Minutten opzepasst. Merci.

Den Här Éducatiounsminister huet d'Wuert.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. D'Informatik an der Schoul huet eigentlech zwou Fonctiounen: Éischtens ka se e ganz interessant Instrument sinn, fir Schoul ze halen, fir Wëssen ze vermëttelen: Et ass spannend, et kann interessant sinn. Et kann natierlech awer och do den Enseignant net ersetzen an et stéisst och sécherlech do op Limiten. Mä mir mussen kucken, wou mer informatesch Material, informatesch Prozesser kënnen esou gutt wéi méiglech asetzen, och am Enseignement.

Duerno wësse mer awer - an den Här Fayot ass dorobber agangenen -, datt et extrem wichtig ass fir de Beruff, de Beruff am Allgemengen: Eigentlech egal wou een haut schafft geet, et kënn een net laanscht informatesch Basiskenntniser. An dann awer och fir Lëtzebuerg am ganz Besonneschen: Wa mer eis wëllen als ICT-Standuert promouvéieren, wann de Premierminister oder de Wirtschaftsminister dat och no bause ganz kloer verkünden, dann hu mer sécherlech eng Obligatioun, fir méi Efforten ze maachen, fir méi Informatiker - an Informatiker op allen Niveauen, sief dat an der Berufsausbildung, sief dat och um universitäre Plang - kënnen auszubilden an hei zu Lëtzebuerg unzebilden.

Et ass eng Fro vun Orientatioun sécherlech, et ass och eng Fro vu Sensibiliséierung, eng Sensibiliséierung, déi, mengen ech, awer och scho ganz fréi muss kënnen ugoen. Och virum Enseignement secondaire, och schonn am Fondamental, mengen ech, muss et noutwendeg sinn, datt ee mat informateschem Material ka schaffen, datt een domadder a Kontakt kënn, datt dat och déi eng oder déi aner Kéier am Enseignement ganz natierlech agesat gëtt, datt een den natierleche Besuch dozou kritt; am Secondaire dann awer sécherlech nach an engem ganz anere Mooss, mat enger ganz anerer Method.

Mir hunn insgesamt an den Etablissementer vum Enseignement secondaire duerfir 24 Techniker schaffen, och Informatiker dorënner, an déi hu ronn 15.000 PCen ze warten, déi de Schüler zur Verfügung sti fir, jo, informatesch

dorobber ze schaffen, fir aldeeglech dorobber ze schaffen.

Et ass schonn eng Zäitchen hier, datt eng Rei vu Projete geholl goufen, ech erënneren do zum Beispill un dat elektronesch Klassebuch, wat elo nach eemol weiderentwéckelt ginn ass, an de Projet WebUntis. Ech denken awer och u mySchool!, wat ville Schoulen, och schonn am Fondamental, erlaabt huet, fir iwwerhaupt eng Präsenz un Internet ze hunn an natierlech och do Schüler ze sensibiliséieren an un de Medium Internet erunzeféieren, e Medium, deen awer och erlaabt, fir zum Beispill ganz vill Klassebibliothéiken a Schoulbibliothéiken ze géréieren.

Ech denken awer och un déi Offer, déi mer am elektronesch Domän maachen, wéi zum Beispill den eBac, wéi dee Programm vun E-Learning iwwerhaupt, wéi awer och, datt mer am elektronesch Beräich ëmmer méi Contenten, och méi Coursen eigentlech haut esou opschaffen, datt se iwwert den elektronesch Wee kënnen opereruff ginn.

Am Secondaire ass och d'elektronesch Tafel haut eigentlech net méi ewechzedenden. Si ass bei Wäitem keng Ausnahm méi, wéi dat emol nach virun enger Rei vu Joren de Fall war, an et gëtt op ganz ville Plazen - och duerch den Engagement vu villen Enseignanten - am Alldag, am aldeegleche Schaffen an der Schoul dorobber zréckgegraff. An dat vermëttelt och doduerjer, mengen ech, d'Plus-value, déi d'Informatik am Alldag ka bréngen. An dat si sécherlech net nëmmen Enseignanten aus dem mathemateschen oder aus dem informatesch Beräich.

Et gëtt awer och a ville Schoulen - a Secondaireschoulen - flott Initiativen. Ech denken do un eng zum Beispill aus dem Lycée Robert Schuman: „Mathématiques, Informatique, Sciences et Technologies“, wou op ganz ville Piste probéiert gëtt, ze sensibiliséieren an deene Jonke Freed un der Informatik ze vermëttelen, fir se vläicht herno och bei der Orientatioun an deenen doten Domän kënnen eranzedrainéieren.

Dat war e kuerzen Iwwerbléck - a sécherlech net vollstänneg - iwwert dat, wat existéiert. Nun, wat kann ee méi maachen, ganz besonnesch am Enseignement secondaire an am Secondaire technique?

Vläicht muss mer nach méi Wäert op déi Compétences transversales leeën, wann et drëms geet, d'Éducation aux médias ze vermëttelen, wann et drëms geet awer och, „ICT-awareness“ ze vermëttelen, datt dat eben net nëmmen an enger Stonn an der Woch ofgehandelt gëtt, mä datt et eben och a ville Fächer en Thema ka ginn.

Mir hunn eng Sektoun am EST, eng Informatikssektioun. Ech denken, datt déi onbedéngt muss bäibehale ginn an datt mer se méi attraktiv muss maachen an an der Orientatioun, virun allem wat d'Berufschancen duerno ubelaangt, méi därelech mussen ervirsträchen.

Dann denken ech awer och, datt mer d'Informatik, de Stellwäert vun der Informatik am Enseignement secondaire nach eng Kéier sollten iwwerdenken a revaloriséieren, well mer do effektiv, wa mer en termes vu Stonnen a vu Projete kucken, dach der Realitéit, wéi se dobaussen an der Aarbechtswelt ass, e Stéck wäit hannendrunhänken. An d'Realitéit ass net nëmmen esou an der Aarbechtswelt, si ass och esou op den Unien, op déi ee jo eigentlech soll preparéiert ginn.

Mir müssen awer gläichzäiteg kucken, datt déi Jonk och op d'Gefore vun der Informatik opmierksam gemaach ginn. Dat maache mer zanter enger Rei vu Jore mam Projet BEE SECURE. An et kann ee sech och virstellen, datt BEE SECURE eigentlech obligatoresch gëtt, eng obligatoresch Präsenz op all de Septièmeklasse kéint kréien, fir awer och do ze prévenéieren.

Zum Schluss wëll ech vläicht nach soen, datt et heiansdo och Momenter an der Schoul muss ginn, wou den Handy aus ass a wou en op d'Säit geluecht gëtt an den iPad an den iPod an all déi aner TIC-Apparatengeschalt ginn. Och an der Schoul brauche mer heiansdo nach en informatikfräie Raum, wou de Mënsch mam Mënsch kann ze dinn hunn. Och esou kann een eppes léieren.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister, mat och un hien dem Wunsch, dass en an Zukunft déi véier Minutte respektéiert. Mä dat ass och e Léiervang, fir sech lues a lues un déi véier Minutten erunzetaaschten, dofir si mer am Moment nach fein.

A mir géifen un déi lescht Fro kommen, wou den Här Marc Hansen sech un de Justizminister riicht a méi wëllt iwwert dee rezentste GAFI-Rapport wëssen, insbesondere wat fir Fortschreitter eist Land a Saache Kampf géint d'Geldwäsch a géint de Finanzement vum Terrorismus virzeweisen huet.

Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°20 du 10 mars 2014 de M. Marc Hansen relative au récent rapport du GAFI (Groupe d'action financière), adressée à M. le Ministre de la Justice**

► **M. Marc Hansen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de GAFI, de Groupe d'action financière, ass en intergouvernementaalt Organ, dat sech fir d'Ausschaffe vun Normen a Politike géint d'Wäisswäsche vu Suen a vu Kapital grad wéi géint de Finanzement vum Terrorisme asetzt, fir et eng Kéier ganz vereinfacht duerststellen. Dese GAFI hat da vum 12. bis de 14. Februar Plénière zu Paräis.

Mir erënneren eis allegueren nach drun heibannen, wéi Lëtzebuerg am Joer 2010 op eng sougenannten „gro Lëscht“ vum GAFI gerode war. An am Joer 2011 si mer dann och erëm vun där Lëscht erofgehol ginn.

Bei där ugeschwate Plénière vu Mëtt Februar vun diesem Joer gouf da festgehalten, dass Lëtzebuerg konform ass zu de Revendicatiounen vun dem GAFI. A well dat, mengen ech - an do si mer eis allegueren eens -, ganz wichtig ass, déi doten Evaluatioun fir eist Land, wollt ech vum Justizminister e klenge Bilan gemaach kréien, wéi Lëtzebuerg dann elo genee an deem Kontext géif dostoen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Hansen. De Justizminister, den Här Félix Braz, huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Merci och dem honorabele Marc Hansen fir déi Fro, déi hie stellt iwwert d'Sortie vu Lëtzebuerg aus dem drëtten Cycle d'évaluation vum GAFI. Et ass eng ganz wichteg Saach fir Lëtzebuerg, eng ganz wichteg Informatioun fir d'Finanzplaz vu Lëtzebuerg, awer och, mengen ech, dass d'Leit hei am Land déi doten Informatioun matkréien an dass och vläicht an Europa zur Kenntnis geholl gëtt, dass deen Eck, an dee Verschiedener eis ëmmer nees probéieren ze drécken, dass mer net an deem Mooss an deen Eck do eragehéieren, wéi Verschiedener sech dat wënschen. Et ass also eng ganz wichteg Informatioun fir d'Lëtzebuurger Finanzplaz, dass mer aus deem Cycle eraus sinn.

Wann Der erlaabt, e puer Wuert doriwuer, wien de GAFI iwwerhaupt ass. De GAFI - dat ass déi franséisch Ofkierzung fir Groupe d'action financière - ass en Organe intergouvernemental, deen 1989 gegrënnt ginn ass an deem säin Objet doranner besteet, Normen auszeschaffen fir d'Politiken an der Lutte géint de Blanchiment vu Capitaux an och géint de Finanzement vum Terrorismus.

Dobäi sinn och nach zënter zwee Joer Mesuren am Beräich vun der Lutte géint d'Proliferatioun vun den Armes de destruction massive. An déi Hauptnorme vum GAFI si sougenannten „Recommandatiounen“ am Beräich vum Blanchiment a vum Finanzement vum Terrorisme, déi 1990, also ee Joer no der Grënnung, publizéiert gi sinn an déi zënterhier regelméisseg adaptéiert gi sinn, eng leschte Kéier am Joer 2012.

D'Applikatioun vun deenen Norme gëtt kontrolléiert a sougenannten „cycles d'évaluation“. Mir sinn elo aus dem drëtten Cycle erauskomm.

De GAFI huet 36 Memberen: 34 Länner an zwou regional Organisatiounen. Eng dovun ass d'Europäesch Kommissioun. Dat just e puer Stéchwieder. An och wann de GAFI net offiziell bei der OCDE rattachéiert ass, ass et awer esou, dass de Sëtz an och d'Sekretariat vum GAFI an de Lokaler vun der OECD ënnerbruecht sinn.

Wat ass méi genee am drëtten Cycle geschitt? Dat geet zréck op Februar 2010, wou de sougenannte Rapport d'évaluation mutuelle, den REM, festgehalten huet, dass Lëtzebuerg op net manner wéi 39 vun den 49 Recommendatiounen net „compliant“ wier, also net konform, oder nëmmen deelweis konform, an op de 16 Kär- oder Schlüsselrecommandatiounen - déi wichtigst Recommendatiounen - ware mer op zwielef vun deene 16 net konform oder nëmmen deelweis konform.

Mir sinn doduerch an eng Prozedur vun engem Suivi renforcéé komm, awer och parallel dozou an déi sougenannte Prozedur vun der groer Lëscht. Mir waren also ni wierklech op der groer Lëscht, mä mir waren an enger Prozedur vun der groer Lëscht.

Mir sinn aus där Prozedur erauskomm, an d'Kolleege vun der Commission juridique kënnen sech nach bestëmmt dorun erënneren, well mer tëschent Juli an Oktober 2010 praktesch de Summer riicht duerch hu misse schaffen, fir e Paquet vun dräi Gesetzestexten am Oktober 2010 an der Chamber kënnen ze evakuéieren, wat eis bruecht huet, dass mer eng Suspensiou kritt hu vun der Prozedur, der sougenannter Prozedur vun der groer Lëscht.

Mir waren also, wéi gesot, ni op der groer Lëscht. Mir waren op der Prozedur a mir sinn zu Zäit draus erauskomm.

Elo am Februar war dann déi sougenannte „Procédure de suivi régulier“, wou eng leschte Kéier, ënner anerem opgrond vun deenen Texten, eng Analys vu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. An op all den Haaptrecommandatiounen, de generellen, awer och de Kär- respektiv Schlüsselrecommandatiounen, gëlle mer mëttelweil als „largely compliant“. Dat ass am Beräich vun der Infiraktioun géint de Blanchiment, an der Haaptsaach, wéi gesot, opgrond vun deene Gesetze, déi mer am Oktober 2010 gestëmmt hunn, dem Paquet vun deenen dräi Gesetze. Et ass am Beräich vun der Infiraktioun vun Blanchiment, am Beräich vum Finanzement vum Terrorisme, awer och bei de Mesures provisoires an notamment der Confiscatioun, den Devoirs de vigilance bei der Clientèle, dem Secret bancaire, awer och der Surveillance vum Secteur financier.

Mir kënnen also och anere Länner géintiwuer elo kloer behaupten, dass mer op all deenen dote Punkten „largely compliant“ sinn, an dat ass eng wichteg Informatioun fir Lëtzebuerg. Well och d'OECD an der Diskussioun ronderëm d'Finanzplaz jo eng wichteg Roll spillt a wou d'Lëtzebuerg Regierung, déi hei an och déi viregt, ëmmer nees zu Recht drop higewisen hunn, dass och do e wichtigen Deel vun der Diskussioun muss stattfannen.

Ech wëll ofschléissen, Här President, mat der Bemierkung, dass de véierte Cycle, dee fänkt elo un. An och do wäert Lëtzebuerg sech mussen enger Rei vun Diskussiounen stellen, notamment wat d'Effektivitéit - dat ass dat, wat des Kéier soll gepréift ginn - vun de Legislatiounen ugeet, net just d'Bestehen dovun, mä d'Applikatioun, déi dovun gemaach gëtt, a wéi effikass dass se applizéiert ginn.

An och do si mer an der Vergaangenheet am Kader vun drëtte Cycle scho kritiséiert ginn. An do wäerte mer also och mussen, am Kader vun deem véierten Zyklus, nach eng Kéier fréi opstoen, fir déi Aarbecht do unzuegoen, dass mer net erëm eng Kéier an déi Schwiergekeete geroden, déi mer schonn haten.

An e lescht Wuert, Här President, fir ze soen, dass ech lech och en Exemple vum deem rezente Rapport ginn, fir kënnen un déi Kolleege verdeelt ze ginn, déi de Wunsch géifen äusseren.

(M. le Ministre Félix Braz dépose une documentation.)

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Villmools Merci. An als Géigegedeau informéieren ech lech, dass Der bei bénnaf an eng hallef Minutte loucht.

(Interruption)

Villmools Merci. Domat wär d'Froestonn ofgeschloss. Ingesamt ënnert dem Stréch awer disziplinéiert, well mer néng Froen an 48 Minuten evakuéiert hunn, wou mer also ënnert dem Stréch am Soll sinn.

Mir géifen dann elo iwwergoen zu der Deklaratioun vun eisem Ausseminister iwwert déi rezent politesch Entwécklungen an der Ukrain, mat uschléissendem Débat. Méi aktuell kéinte mer eigentlech net sinn, well den Ausseminister gëscht Owend vun enger Visite aus der Ukrain erëmkomm ass.

Ech wëll lech just soen, dass bis elo ageschriwwen sinn: déi Häre Mosar, Angel, Berger, d'Madame Loschetter, den Här Kartheiser an den Här Urbany. An déi jeeweileg Verrieder vun de Fraktiounen an de Sensibilitäten hu jee fënnf Minutte Riedezäit.

Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

8. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les récentes évolutions politiques en Ukraine, suivie d'un débat

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Merci, Här President. Effektiv, Dir hutt et gesot, mir ware gëscht zu dräi Benelux-Ausseministere an enger Visite an der Ukrain zu Kiew. Déi Visite war..., virun engem Mount war den Datum festgehalen ginn a mir hunn do den Iwwergangspräsident gesinn, deen och Parlamentspräsident de Moment ass. Mir hunn den Ausseminister gesinn an, ganz interessant, mir hunn och kënnen mat enger hallwer Dosen ONGe schwätzen. Dat Ganzt war, wéi gesot, limitéiert op Kiew.

Iwwermuer ass am UNO-Sécherheetsrot eng informell effentlech Sitzung, wou dann och de Premierminister vun der Ukrain d'Wuert wäert ergräifen. Et passt also vollkommen, dass mer haut hei an der Chamber eis effentlech iwwert d'Ukrain ënnerhalen, iwwer Russland ënnerhalen.

Mir haten de 4. März d'Geleeënheet an der Kommissioun, wat mer vill Freed gemaach huet, fir mat lech ee Gedankenaustausch iwwert déi ganz schwierig Problematik ze maachen.

Eng generell Remarque vläicht fir unzefänken. An ech mengen, Dir sidd mat mer d'accord, dass de Moment d'aussepolitisch Aktualitéit fir Milliounen vu Leit op der Welt vun Angscht, vu Leed an och vu vill Terror gezechent ass. Et gëtt Beispiller: d'arabesch Welt, Syrien, d'Machtlosegkeet am Kampf géint den Terror a géint Gewalt, an et gesäit ee kee Liicht um Enn vum Tunnel. Afrika, just ee Beispill: Zentralafrika, d'Republik Zentralafrika, wou Kanner de Kapp erfroeschloe kréien, well se entweder Moslem sinn oder Chrëscht sinn.

Bei der osteuropäescher Welt da mengen ech och soen ze dierfen, dass d'Konsequenze vum Fall vun der Berliner Mauer nach net geheelt sinn oder richteg verschafft sinn.

Zënter bal zéng Joer hunn ech d'Éier, fir dären Ausseminister vun eisem Land ze sinn, an an deenen zéng Joer huet Lëtzebuerg vill Wäert op d'Relatiounen tëscht der Europäescher Unioun a Russland geluecht. Och a schwéiere Momenter.

Dës Relatiounen, esou hu mer et ëmmer gesinn, ware jo opgebaut op dräi Prinzipien: géigesäitegt Vertrauen; dann d'Geschicht, déi eis geléiert huet, dass net nëmme Krich, mä och kale Krich desaströs ass; an drëttens, schliesselech op Respekt vum internationale Recht.

Et ass zënter Kuerzem de facto eng ganz geféierlech Evolutioun agetrueden. Éischtens, tëschent Russland an der Europäescher Unioun schwätze mer net méi iwwer eng nei performant Kooperatioun um wirtschaftleche Plang, mä iwwer wirtschaftlech Sanktiounen. Mir schwätzen net méi iwwert d'Visa-Liberalisatioun, mä iwwert d'Aschränkunge bei Reesen. Mir schwätzen net méi iwwer een neit EU-Partnerschaftsofkommen, mä iwwert de Boykott vum G8-Sommet zu Sotschi.

A well ech vun der Geschicht kuerz geschwat hunn, misst dach op alle Säiten eng rout Luucht ugoen, fir jiddwerengem kloerzemaachen, dass mer eigentlech am 21. Jorhonnert missten d'Geschicht vum 20. Jorhonnert kapéiert hunn. A kengem internationale Konflikt därer déi militäresch respektiv paramilitäresch Optioun als eenzeg Alternativ ugesi ginn.

Beim Béie vum internationale Recht féiert dat onweigerlech an d'Onrecht. D'Konstruierer vu blannem Haass ass net wäit ewech, ni wäit ewech vun Nationalismus, a mir wëssen, dass deen an d'Katastroph féiert.

Nun, fir et kloer ze soen: Zënter, ech géif soen, dem 22. Februar spéitstens, ass eng ganz negativ Dynamik an der Relatioun tëschent Russland an der Ukrain, mä och Russland/Europäesch Unioun, Russland/Amerika amgaange sech ze entwéckelen, déi net ze ënnerschätzen ass, wat hir Auswierkungen an der Regioun selwer, mä awer och op déi grouss Verhältnissen an der Aussepolitik ugin.

Richteg ass et, feststellen, dass d'Ukrain net iergendeen Ausland ass fir Russland. Kiew war d'Haaptstad vu Russland, ier Moskau d'Haaptstad ginn ass. D'Ukrain a Russland ware jorhonnertelaang zesummen; eppes, wat een net kann ausradéieren.

Richteg ass, dass d'Ukrain als integralen Territoire den Ukrainer eleng gehéiert. D'Ukrain ass e souveränt Land, dat d'Recht huet op de Respekt vu senger Grenzen. De Wee, deen d'Ukrain goe wëllt, läit eenzeg an eleng an den Hänn vun den Ukrainer.

Richteg ass et, dass d'Krim vum Khrouchtchev, deen an der Ukrain gebuer ass, 1954 der sowjetescher Republik Ukrain ugebuede ginn ass an un déi ueggliddert ginn ass. De Khrouchtchev huet natierlech ni geduecht, dass d'UdSSR eng Kéier géif ausenanerbréchen.

Falsch wier et festzhalen, dass Russland no der Souveränitéit vun der Ukrain 1991 net spezifesch Interessen op der Krim hätt, en particulier, mir wëssen dat, wat seng Flott um Schwarze Mier ugeet.

Richteg ass et, dass et, vu reliéier Säit gesinn, ee russesch orthodoxen Oste gëtt an ee kathoulesche Westen an der Ukrain.

Falsch wier et, all des Particularitéiten ze ignoréieren. Mä fir d'Relatiounen Russland/Ukrain wéi och fir den internen Équilibre vun der Ukrain, a fir d'Interesse vu Russland op der Krim ze garantéieren, brauch een, a mengen Aen, keen décken Hummer.

Am Syrien-Konflikt hu mer gewisen als international Gemeinschaft, dass de Problem vun de chemesche Waffen och konnt geléist ginn am Kader vum internationale Recht. Och tëschent Russland an der Ukrain brauch ee weder Argumenter, déi op militäresch Force, op Annexioun, op Destabilisatioun berouen.

Falsch ass et ze behaupten, dass an der Ukrain et eng geziilt Verfolgung vun de russeschsprochege Populatiounen géif ginn.

Falsch ass et och ze behaupten, dass Extremismus, Hooliganismus, de Majdan dominéiert hätten.

Richteg ass et, dass esou Virgäng sech gewisen hunn, mä déi Leit, déi hiert Liewen um Majdan gelooss hunn, wéi och déi grouss Mass vun de Protestanten, vun deene Leit, déi do demonstréiert hunn, hu sech agesat fir hir Virstellung vun Demokratie, vu Rechtsstaatlechkeet a fir hir Astellung, déi se hunn zu de Mënscherechter.

Nun, Russland schéngt elo, wann och zaghaft, zënter gëscht op d'Schinn vun enger Négociatioun mat den USA ze goen.

D'EU muss dëst onbedéngt matdroen, wësend, dass dobäi déi direkt Interesse vun der Ukrain selbstverständlech net auszklamere sinn.

Dat groust, dat staarkt Russland sollt et net néideg hunn, eng Karikatur vun engem Referendum op der Krim ze benotzen, fir ee flagrante Broch vum internationale Recht guttzeheeschen.

Zënter dem 21. Februar gëtt net méi geschoss zu Kiew, wat jo de Mérite ass virun allem vun deenen dräi europäeschen Ausseministere: Frank-Walter Steinmeier, Laurent Fabius a Radek Sikorski.

Et geet elo drëm, esou séier wéi méiglech Presidentschaftswahlen ze organiséieren - an déi si jo virgesinn de 25. Mee, mat de Wahlen och hei an Europa, jiddefalls zu Lëtzebuerg zum Europaparlament -, et geet dann drëm, ganz séier d'Parlamentswahlen ze organiséieren, fir dann doraus eng Regierung bilden ze kënnen, an där all Regiounen vun der Ukrain vertrauede sinn an och all ethesch Gruppe vertrauede sinn.

Eleng domat ass een definitiven Neistart méiglech. Dobäi geet et ëm d'finanziell Hëllef, ëm en Invest, wat onentbierlech ass, fir der Ukrain nees op d'Been ze hëllefen. D'Ukrain, dat hu mer gëscht héieren, wann an deem nächste Mount keng finanziell Hëllef kënn, riskéiert als Stat bankrott ze goen.

Russland gëtt wirtschaftlech wéi och politesch a mengen Aen dobäi gebraucht. D'Welt brauch och een „core group“, wéi et op Englesch genannt gëtt, eng Grupp, an deem déi wichtegst Länner sech zesummefannen - ebenfals mat Russland -, fir déi Aspekter do alleguerten ze négociéieren.

D'EU huet e Stufepiang zrëckbehalen um leschten aussergewéinleche Conseil européen, mat Konsequenzen, déi Der wësst, déi mer schonn ugeschnidden haten als Ausseministere: D'Visa-Liberalisatioun ass agefruer, de Partnerschaftsaccord ass agefruer.

Mä ech soen awer och hei, op jidde Fall haut, gradesou kloer, dass Lëtzebuerg och deen nächste Méindeg am Rumm vum Ausseministerrot zu Bréissel net Sanktiounen als eenzeg Äntwert op des Kris wäert gesinn an och verteidegen.

Am Conseil de Sécurité hu mer positiv op d'Demande reagiert, fir ee Briefing d'information ze organiséieren, wat deenen Donneschdeg um dräi Auer stattfënn, a Präsenz vum Premierminister vun der Ukrain.

Et ass ze hoffen, dass um Dësch vum Sécherheetsrot, wou dann d'Ukrain a Russland zesummeseetzen, Signaler méiglech sinn, fir zu engem Dialog ze kommen. Wësend awer, dass Wonerer dobäi net ze erwaarde sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ausseminister. Als éischte Riedner huet d'Wuert den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ufänke wëllt ech meng Interventioun mat engem Merci, dass mer de Mëtteg haut d'Méiglechkeet hunn, fir iwwert d'Situatioun an der Ukrain ze debattéieren, dat a Präsenz vum Ausseminister.

Ech wëll dann och net verfeelen, direkt um Ufank vu menger Ried am Numm vu menger Fraktioun, dem Ausseminister Jean Asselborn e grouse Merci ze soe fir säi groussen Asaz an Engagement an dëser Kris.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens an dësem Haus, dass d'Kris an der Ukrain déi gréissten aussepolitisch Erausforderung un d'Europäesch Unioun ass säit dem Zesummefall vu Jugoslawien an der doraus resultéierender Opspléckung vun deem Land.

D'Rapiditéit an d'Häert, mat där d'Kris op der Krim eis erëm an d'Logik vum Kale Krich féiert, bitt eigentlech en émfangräicht Uschauungsmaterial a Saache welpolitescher Dynamik.

Wann ee wëllt den Hannergrond vun der Kris verstoen, ass et wichtig, dass een e Bléck an déi gemeinsam Geschicht tëschent Russland an der Ukrain geheit - an den Ausseminister huet dat jo och virdru gemaach.

Déi russesch Geschicht geet eigentlech un zu Kiew, wou d'Wéi vu Russland steet. Vun hei aus huet sech nämlech déi russesch Religioun ausgebreet a während Jorhonnerten - an de Minister huet et gesot - war d'Ukrain en Deel vu Russland an hir Geschichte waren enk matenee verstréckt.

Ech wëll drun erënneren, dass eng vun deene wichtigste Schluechte fir d'Fräiheet vu Russland ugefaangen huet mat der Schluecht vu Poltava 1709, déi op ukraineschem Buedem ausgedroen ginn ass.

D'Schwarzmeerflott, déi fir Russland esou iwwerliewenswichtig ass, läit, wéi mer alleguerten wëssen, zu Sewastopol op der Krim; also op ukraineschem Territoire. Mir mussen dofir och verstoen, dass d'Ukrain fir Russland nimools iergendwéi en anert Land, also Ausland ka sinn.

Op där anerer Säit ass et wichtig ze ënnersträichen, dass d'Ukrain eigentlech eréischt säit 23 Joer onofhängeg ass a säit dem 14. Jorhonnert ënner friemer Herrschaft stoung.

Dofir ass et eigentlech och verständlech, dass déi divers Regierungen vun der Ukrain säit der Onofhängegkeet d'Konscht vum Kompromëss vläicht net esou beherrsche wéi aner Länner, déi vill méi laang Traditiounen hunn.

Wat kann elo d'Positioun vun der Europäescher Unioun an dësem Konflikt sinn?

Am Prinzip si mir der Meenung, dass deen Dräistufepiang, sou wéi e vun der Europäescher Unioun virgeluecht ginn ass, an déi richteg Richtung geet an dee fënn och eis Ënnerstützung.

Mir ënnerstëtzen och d'Initiativ vum Kommissiounspräsident Barroso vum 5. März, der Ukrain esou séier wéi méiglech eng finanziell Hëllef fir eng makroekonomesch Stabiliséierung zousesoen.

Gläichzäiteg menge mir awer, dass een och der neier ukrainescher Féierung muss noleëen, d'Interesse vun der russescher Minoritéit am Land, a ganz besonnesch op der Krim ze respektéieren an ze schützen.

Schlussendlech ass et wichtig, dass no de Wahlen an der Ukrain erëm politesch stabil Verhältnissen zustane kommen an hei de Kampf géint d'Korruptioun eng absolut Prioritéit kritt.

Wat elo eis Attitüd par rapport zu Russland ugeet, muss déi international Communautéit an d'Europäesch Unioun kloer an onmëssverständlich maachen, dass eng Annexioun vun der Krim géint all völkerrechtlech Regele verstéisst, an dass esou eng Initiativ op de ge-



balltene Widerstand vun der EU wäert stousen. Esou eng Annexioun, an dee Referendum, dee geplangt ass, verstéisst iwwregens och géint déi ukrainesch Verfassung, déi esou Referenden an de Regioun kloer verbitt.

Et kann een hei och net d'Situatioun - wéi den Här Putin d'Tendenz huet, dat ze maachen - vergläiche mam Kosovo, quitte datt natierlech all Mëssbrauch vu Gewaltmonopol vun engem Stat strengstens muss veruerteelt ginn. Gläichzäiteg muss mer awer och a Russland all Mënscherechtsverletzungen, all Form vun Zensur, Aschüchterung an och déi deelweis absurd Diskriminierung vun Homosexuellen uprängen.

Här President, ech wëll awer och virun enger Dämonisierung vu Russland warnen, well Dämonisierung ni Politik ass, héchstens en Alibi, wann ee keng Politik huet.

Mir sollen och versichen, Russland besser ze verstoen, well dat deelweist Onverständnis vum gesamte Westen huet dëst Land oder ass amgaangen, dëst Land ze isoléieren, a vill Russe hu leider haut d'Gefill, vum Weste veruecht ze ginn.

Dofir schéngt et eis wichtig ze sinn, datt ee bei alle Meenungsdivergenzen, déi ee mat Russland kann a soll hunn, trotzdeem ëmmer erëm Respekt fir dat russescht Vollek a seng Geschicht an Traditione weist.

Fir eis kënnen duerfir Sanktiounen, a fortiori eng militäresch Interventioun nëmme den éischten Optioun sinn, a mir sollen eis bewusst sinn, datt déi net ouni Konsequenzen op déi wirtschaftlech Relatiounen vun der EU an eisem Land mat Russland bleiwen. Mir plädéieren dofir nohalteg, datt Diplomatie och muss Gesprächstherapie sinn, an dofir dierf den Dialog mat der russescher Féierung net ofbrieche gelooss ginn!

An deem Kontext erlaabt mir, d'Fro opzegräifen, ob et glécklech war, eng laang geplangte Wirtschaftsmissioun a Russland am leschte Moment ouni Explikatiounen ofzesoen, an dat am selwechte Moment, wou den däitsche Wirtschaftsminister Sigmar Gabriel seng Missioun a Russland duerchgezunn huet.

Här President, ech kommen domadder zum Schluss, fir nach eng Kéier eis Positioun ze résumieren: Éischtens, mir mussen Russland kloermachen, datt d'Annexioun vun der Krim géint all völkerrechtlech Prinzipie verstéisst a fir déi international Communautéit inakzeptabel ass.

Zweetens, mir mussen weider prioritär op den Dialog setzen an alles ënnerhuelen, datt et zu enger diplomatescher Léisung op der Krim kënn. Drëtens, d'Sanktiounen, a fortiori eng militäresch Interventioun, kënnen nëmme als allerlescht Optioun an d'A gefasst ginn. A véiertens, et ass fir eis onerlässlech, der ukrainescher neier Féierung kloerzemaachen, datt déi sämtlech ethnesch Minoritéiten, a ganz besonnesch déi russesch, gradesou wéi d'Autonomie vun der Krim ze respektéieren sinn.

Dat gesot, géif ech zum Schluss lech gär den Henry Kissinger zitieren, deen d'Situatioun an der Ukrain an engem exzellenten Artikel beschriwwen huet. Den Här Kissinger seet, datt den Test fir d'Politik net deen ass, wéi een eppes ufänkt, mä wéi een eppes zu Enn bréngt. Am Kontext vun der Ukrain gétt déi aktuell Situatioun als eng Aart Showdown duergestallt, an deem sech um Enn décidéieren soll, ob d'Ukrain elo dem Weste bäitritt oder weider am Oste verwuerzelt bleift.

„Wann een awer...“ - an ech zitieren den Här Kissinger - „...dësem Land soll eng Chance ginn, ze iwwerliewen a sech weiderzëntwéckelen, da kann dat Land weder e Virposte vu Russland nach vun der Europäescher Unioun sinn, mä da soll et eng Bréck zwëschen dem Westen an dem Oste ginn.“

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Mosar, deem ech wëll soen, dass mäi Virgänger him gesot hätt, dass e virun zwou an eng hallef Minutten um Enn vu senger Riedezäit ukomm wier.

(Interruptions)

Dat soll e sech, mengen ech, da fir d'Zukunft mierken. Den Ausseminister huet sech d'Wuert gefrot fir eng Präzisioun.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech wollt vläicht déi excellent Ried, déi den Här Mosar elo gehalen huet, an déi Froen, déi e gestallt huet, direkt beäntweren. Ech mengen, da si mer kloer.

Déi Rees vum Wirtschaftsminister war virgesi genee tëschen dem Rot vun den Ausseministere méindes an dem Conseil européen donneschdes. An ech soen hei, dass ech ee vun deene war, déi gesot hunn - a mir waren och solidaresch an der Regierung -, dass mer zu deem Moment déi Rees do net sollte maachen, well mer an onrouege Zäite waren, well mer och net gewosst hunn: Wat ass d'Konsequenz donneschdes am Conseil européen? Dat ass d'Nummer 1.

D'Nummer 2 ass: Déi Däitsch - a mir waren a Kontakt, ech perséinlech och, mam Här Gabriel - hunn déi Rees „total emgebootscht“ gehat, op Lëtzebuergesch gesot. Hien ass an de Krem gaangen, fir mam President Putin ze schwätzen, an ass du vu Moskau op Kiew geflunn, fir och zu Kiew ze weisen, dass Solidaritéit do ass par rapport zu der Ukrain.

An dofir mengen ech, dat war richteg, Här Mosar, ech kann lech nëmme déi Äntwert ginn - déi ass net vun enger Persoun décidéiert ginn -, dass mer do, no laangem Iwwerleed selbsterständlech, am leschte Moment dat dote gemaach hunn, well mer jo och net gewosst hunn, wéini dass de Conseil européen wier, dat houg laang an der Schwief. Mä dat ass d'Ursaach, firwat dass déi Wirtschaftsmissioun, déi nogeholl gétt, firwat déi zu dësem Zäitpunkt net opportun gewiescht wier fir, mengen ech, stattzefannen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Ausseminister fir déi Präzisiounen. An als nächste Riedner ass de Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och als President vun der aussepolitescher Kommissioun dem Minister Merci soe fir seng Deklaratioun hei, fir säin Engagement um Niveau vun der UNO, vun der Europäescher Unioun a gëschter och mat de Benelux-Kolleegen, fir alles ze maachen, dass den Dialog weidergefouert gétt an dass et zu enger friddlecher Léisung an der Ukrain a besonnesch op der Krim kënn. An ech wëll him och Merci soe fir seng Disponibilitäten, wou en an d'Kommissioun komm ass. Mir hate schonn zweemol iwwert dat wichtegt Thema Ukrain do Rieds.

Den 11. Februar, genau haut virun engem Mount, Här Minister, war ech och zu Kiew an hat och d'Chance, de Majdan ze gesinn. Dat war eng Woch virum 22. Februar. A wat ech méi laang do war - an ech hunn dat och iwwer Twitter geschéckt -, hunn ech gesot: „Wat ech méi laang do sinn, hei zu Kiew, realiséieren ech, wéi fragil d'Situatioun ass.“ A wat mir opgefall ass op deem Majdan, ass: dass een néierens russesch Medie gesinn huet. Soss géifen och d'Leit a Russland wëssen, dass op deem Majdan, dass dat ganz normal Bierger sinn, Jonk an Al, dass dat Männer a Frae sinn, dass dat net lauter Faschiste sinn an net lauter, wéi Dir gesot hutt „Hooligans“ sinn - där ginn et der och do, mä net lauter -, an dass dat Mënsche sinn, déi sech engagéieren fir eng nei Ukrain, fir eng inklusiv Ukrain an eng Ukrain, déi opgebaut ass um volle Respekt vun den demokratesche Prinzipien.

À propos Demokratie: Et ass richteg, an dat soe verschidde Leit, den Här Janukowitsch war demokratesch gewielt. Mä no där Wahl huet hien dat Land awer net méi grad ganz demokratesch gefouert. En huet déi bestoend Constitutioun ganz séier ausser Kraaft gesat, dem Parlament bal all seng Rechter geholl an en huet e System opgebaut, wou hien an déi Leit ronderëm hien all d'Pouvoiren haten.

An ech mengen, et ass och wichtig ze ënnersträichen, dass de Renversement vun deem Regime Janukowitsch net duerch eng Ingérence vum Ausland oder vun Europa komm ass, mä duerch déi Tatsaach, dass déi ukrainesch Populatioun dee Regime vu Korruptioun, dee Regime, dee mat Gewalt géint seng eege Leit virgaangen ass, net méi erdroen huet.

Ech hu mer och Notize geholl, wéi ech do war, an ech hat geschriwwen: «Le régime me semble autiste. Soit il sous-estime le risque de la confrontation ouverte, soit il attend cyniquement que l'opposition perde le contrôle des manifestations pour ensuite écraser le mouvement dans le sang.» Leider ass dat esou komm! De Mouvement ass... et ass zu engem Blutbad komm, an dat ass ze bedauern! An dofir ass et wichtig, dass Europa an och vill anerer dat dénoncéiert hunn an och condemnéiert hunn.

Et ass awer och elo wichtig, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op där anerer Säit, dass

déi nei ukrainesch Autoritéiten - an de Minister huet dat och gesot -, wat jo nëmme eng Transitiounsregierung ass, a vollem Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet dat Land erëm op de Wee vun der Demokratie zrëckbréngen. Wichtig ass och ervirzesträichen, dass déi Transitiounsregierung sech net provozéieren gelooss huet an och erkannt huet, dass eng militäresch Solutioun näischt bréngt. Dat war och gutt esou. Esou ass e Georgien-Zeenario évitéiert ginn, an dat war och ze begréissen.

Här Minister, Dir hutt dës Deeg gesot, dass een e Konflikt vum 21. Jorhonnert net mat Mëttele vum 19. Jorhonnert an och deelweis vun der éischter Halschent vum 20. Jorhonnert léise kann. Dat heescht: mat Krich, mat Gewalt a mat Waffen. An dofir sinn ech frou, dass Dir op d'Kaart vum Multilateralismus setzt. D'21. Jorhonnert ass, wéi Dir sot, d'Jorhonnert vum Multilateralismus. An dofir huet et mech gefreet ze héieren, dass iwwermuer eng informell öffentlech Sitzung an der UNO stattfënn. An ech hoffen, dass do gutt Resultater dobäi erauskommen.

Dir hutt déi negativ Dynamik vu Russland och ugeschwat. Ech wëll ënnersträichen, dass et och wichtig ass, dass den Dialog zwëschen Russland an der Ukrain fonctionéiert. D'Ukrain wëllt jo mat alle Mëttele eng friddlech Léisung a wëllt Dialog. Mä ech hu gelies, dass Russland seng Diplomate vu Kiew, net offiziell, mä awer zrëckgezunn huet, op Moskau geruff huet. Russland schwätzt net vill mam Iwwergangspräsident. Russland wëllt net mat demokrateschen Ausseministere schwätzen. Dat ass net gutt!

An et ass och net gutt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass Russland ze spiere gétt, si wëllt just mam President Obama, mat den Amerikaner diskutéieren. Dat si Muskelspillereie vum President Putin, déi ech net gutt fannen. Dat wëllt e bëssen erënneren un déi fréier Zäiten, wou et zwou grouss Puissancë ginn ass. An ech hu virdu gesot: „Mir sinn haut am 21. Jorhonnert, an deem vum Multilateralismus.“ An ech fannen, mir sinn hei - wéi Dir ëmmer sot, Här Asselborn -, um europäesche Kontinent, mir deelen eis dee Kontinent zwëschen der EU an anere Länner, entre autres der Ukrain a Russland, an dofir wëlle mer, dass mer hei am Dialog a mat friddleche Mëttele zesummekommen a -liewen.

Dir hutt och de Passé ugeschwat: Déi Geschicht, déi ass natierlech wichtig, déi „Grouss-Russia“. D'Ukrain hat mat Russland... do ginn et ganz gloriösch historesch Momenter, et ginn awer och Momenter, déi ganz weidinn. Den Här Mosar hat gesot: „D'Ukrain ass fir Russland keen Ausland.“ Dat stëmmt - et ass awer och keen Inland, et ass en Nopeschland. An ech mengen, déi däischter Säite vun der Geschicht, déi sinn do, déi sinn net esou einfach ewechzedden: déi grouss Famine an den 30er Joren, dräi Milliounen Ukrainer, déi deportéiert gi sinn, och déi ganz Krimtataren, déi deportéiert gi sinn. Do ass eng Geschicht do.

Mä mir dierfen awer net ëmmer nëmme no hanne kucken. Et muss een no vir kucken. An ech mengen, do kann d'EU der Ukrain a Russland och als Beispill déngen. Mir hunn et fäerdegbruecht, no engem bluddege Weltkrich an der Mëtt vum 20. Jorhonnert Réconciliationen ze maachen, kee Revanchismus ze priedegen, an dat huet zu deem Kontinent gefouert, wéi mer en elo kennen.

Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, eng Militärinterventioun vu Russland op der Krim ass en Akt vu Aggressioun. An net nëmme, wéi de Minister zu Recht gesot huet, verstéisst et géint d'Charta vun der UNO, mä et verstéisst och géint den Acte final von Helsinki a virun allem géint de Budapest-Memorandum, deen 1994 ënnerschriwwen ginn ass.

Mir deelen als LSAP och Är Meenung, Här Minister, dass et muss zu enger internationaler Kontaktgrupp kommen, fir do eng friddlech Solutioun ervirzibréngen.

Op de Memorandum vu Budapest wollt ech just kuerz agoen, deen... Ech hunn net vill Zäit, gesinn ech.

► **M. le Président.** - Neen, Dir sidd um Enn.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Deen ass nämlech och, mengen ech, wichtig ervirzesträichen. Als Konklusioun, da muss ech elo hei kieren.

► **M. le Président.** - Awer ganz séier.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech wollt keng preparéiert Ried, well ech wollt nämlech reagéieren op dat, wat de Minister gesot huet, dunn hunn ech mer eng Retsch Stéchwiederer hei opgeschriwwen.

Ech résumieren: Ech begréissen natierlech och dee Pak, deen um Conseil vun der EU do décidéiert ginn ass. E Pak, en Ennerstëtzungspak fir d'Ukrain, dräi Milliarden Euro bis zu aacht Milliarden vun der Europäescher Investitiounsbank. Ech ginn dat Dokument a loossen et verschécken un all d'Membere vun der aussepolitescher Kommissioun. Da kënn mer dat do eng Kéier duerchkucken.

Op jidde Fall hoffen ech, dass mer kee Krich hei um Kontinent kréien. Mir hunn dës Sessioun ugefaange mat Froen iwwert den Éischte Weltkrich, un 1914 hu mer geduecht, an ech hoffen, dass mer am Joer 2014 kee Krich op eisem Kontinent kréien. An ech hu voll Vertrauen an de Multilateralismus, dass mer hei net eng negativ Entwécklung kréien an dass d'Balkankriecher déi lescht Kriecher waren, déi mer um europäesche Kontinent haten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Angel. An datselwecht, wat virdu gesot ginn ass, géllt och fir hien. Bei dräi nächster Debatt wäerte mer genee op déi fënnf Minutte pochen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, och mir begréissen, datt d'Deklaratioun duerch den Ausseminister zum Sujet Ukrain an der Chamber konnt kuerzfristeg méiglech sinn. A mir wëssen awer och, datt all Dag, praktesch all Stonn erëm nei Elementer sinn. Ech hunn elo grad nach um Internet e bëssen nogekuckt: Enner anerem geet do och Rieds, datt d'Parlament an der Krim elo eng Deklaratioun...oder gestëmmt huet, datt se d'Onofhängegkeet gestëmmt hunn an eigentlech eng Lassléisung vun der Ukrain wëllen. Nëmme fir ze weisen, datt, wa mer elo schwätzen, vläicht schonn an enger Stonn erëm aner Elementer do sinn.

Bon, an eisen Aen ass et op alle Fall och déi schlémmste Kris an Europa säit dem Fall vun der Mauer. An d'Kris ass och nach net eriwwer. Mir sinn nach ëmmer voll amgaangen. E Sonndeg goufen et nach russesch oder pro-europäesch Manifestatiounen en vue vum Referendum, deen an der Krim soll ofgehele ginn, deen deen nächste Sonndeg, de 16. März soll sinn. D'Ukrain ass, kann ee soen, d'Land vun alle Geforen. An et weess een de Moment awer net esou richteg, wou et higeet. Am Land ginn et opposéiert Zilsetzungen a ganz vill Clivagen an der Populatioun. Dat muss een och wëssen. An ech mengen, eis Haptsuerger muss et sinn, datt d'Ukrain seng Eenheet erëmefanne respektiv behale muss.

Den Ursprung vun der Kris an der Ukrain, dat war d'Weigerung vum President Janukowitsch d'Associéierungsofkommes mat der EU ze ënnerschreien, wat do jo d'Manifestatiounen op der Majdan-Plaz ausgeléist huet. Eng Léier, déi een aus deenen Deeg zu Kiew kann zéien, ass déi, datt ausserhalb vun den europäesche Grenzen d'Unioun nach ëmmer dreeme léisst, datt ausserhalb vun eise Grenzen d'Länner oder och d'Mënschen hir Perspektiven dora gesinn, Member vun der EU ze ginn.

Mir mussen eis also deem Vertrauensbonus kloer bewusst sinn an och dofir mat Responsabilitéit un déi Kris erugeen. D'EU muss no bause mat Courage och fir déi Valeuren astoen, hannert deene mir alleguete stinn: d'Mënscherechter, Rechtsstat an Demokratie.

Mir mussen eis awer och bewusst sinn, an dat ass och schonn ugeklonge bei Virriedner, datt et an der Ukrain och Deeler vu Leit ginn, Deeler vun der Populatioun ginn, déi wéineg mat der EU ufänke kënnen an deenen hir Blécker an Afinitéite sech éischter op Russland richten. Dat ass eng Realitéit, déi mer net dierfen ignoréieren, an och ee vu menge Virriedner huet jo och den historesche Kontext virdu gesat.

Bon, déi nächst Presidentschaftswahl sinn de 25. Mee. Bis dohinner sollen d'Weihe gestallt ginn, wirtschaftlech Perspektiv fir d'Ukrain solle geschäfe gi mat der Hëllef vun der internationaler Ennerstëtzung, besonnesch och vun der europäescher Communautéit.

Ech mengen, de Bäitritt vun der Ukrain an d'EU ass momentan keng Perspektiv, mä d'Associéierungsofkommes soll deemnächst ënnerschriwwen ginn. Schnell soll och d'Ukrain en Deel vun der europäescher Fräihandelszon ginn. Am Kader vum Partenariat ware fir d'Éischt 610 Milliounen Euro virgesinn. Elo ass



festgehalte ginn, datt d'EU ronn eelef Milliarde soll kuerz- a mëttelfristeg débloquent. Mä et muss een och wëssen, et ginn och Gefore vu Géigereaktiounen vu Russland, wann d'Ukrain nach virun de Wahlen d'Assoziiéierungsofkommes ënnerschreift. A bei de Verhandlungen, déi elo ustinn, muss wierklech gutt opgepasst ginn, datt de Konflikt net eskaléiert an datt sech d'Fronten net verhäerten.

Här President, mir veruerteete ganz kloer den Amarsch vu russeschen Truppen an der Krim. Dat ass eng Violatioun vun der Souveränitéit an der Intégrité territoriale vun der Ukrain an och vum internationale Recht. Datselwecht géllt och fir d'Zréckweise vun internationalen Observateure vun der OSZE.

Eng Fro, déi sech de Moment opdrängt, ass déi: Wéi eng Sanktioun solle géint Russland geholl ginn? Wa Russland net a Richtung Deeskalatioun geet, droht d'EU mat weidere wirtschaftlechen an diplomatesche Sanktiounen. An och dat ass viru scho gesot ginn, et muss een och wëssen, datt d'EU och eng delikat Situatioun net onbedéngt..., och fir Europa, mä och besonnesch fir Lëtzebuerg ass. Virun e puer Méint zum Beispill huet Luxembourg fir Finance eng Ofsiichtserklärung mat der Finanzplaz zu Moskau ënnerschriwwen. Ausserdeem ass Lëtzebuerg och e groussen Investisseur a Russland. Och déi Saach solle mer awer am Hannerkapp weider behalen.

Ech mengen, ech komme schonn zu menge Konkusiounen, dann huelen ech déi Zäit eran, déi vläicht mä Virriedner e bëssen ze vill hat. Ech mengen, an dësen Zäiten, do muss wierklech d'Diplomatie dat éischt, datt zweet an dat drëtt Gebot sinn an eng virsiichteg Haltung muss ageholl ginn. Et weist jo och alles am Moment drop hin, datt an dësem Moment richteg gehandelt gétt doduerch, datt sech d'international Communautéit, och besonnesch d'EU éischter Zréckhalt a probéiert, d'Gespréichskanäle ze halen - Stéchwuert Kontaktgrupp, internationale Kontaktgrupp.

Ech mengen, d'Zil muss et op alle Fall elo fir d'Éischt sinn, datt kuerzfristeg et zur Deeskalatioun vun der Situatioun muss kommen. Déi ganz Saach soll sech net weider ophetzen, mä éischter ass d'Éischt Gebot och Deeskalatioun.

A mir sinn och der Meinung, nach huet d'Diplomatie eng Chance. An déi muss elo konsequent genotzt ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächst Riednerin ass agedroen d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. A virun allem dem Ausseminister Merci, fir ons haut déi lescht Informatiounen kënne matzedelen an och an engem gewëssene Sënn säin Témoignage zu deene Versich, déi bis elo gemaach gi sinn.

An dofir am Numm vun der grénger Fraktioun géif ech gären Encouragement an am Fong geholl och nach e puer Remarquen lech mat op de Wee ginn, Här Ausseminister.

Mir wëssen, datt Russland an den Här Putin sécherlech net handelen aus enger Positioun vun der Stärkt. Den Här Putin huet säin diplomateschen Afloss an der Ukrain verluer. E probéiert elo op Däiwel komm eraus, d'Krim fir Russland ze retten. A virun allem: En huet dobäi dat internatiounalt Recht net méi op senger Säit, d'Vertrauen iwwregens och net méi. An dës Konflikt, do si mer eis eens, wäert dann och nach net an e puer Méint domadder gedoen sinn.

Et wier awer falsch ze probéieren, Russland an den Här Putin elo an den Eck ze drécken, an dat aus dräi Grënn, onser Meinung no: Éischens, well dat géif grad der Demokratiséierung vu Russland net notzen. Den Här Putin géif fir Verschiddener do nach méi zum Held, zum staarke Mann vu Russland gemaach ginn. A grad déi Leit, déi Verännerung elo emol a Russland wëllen erreechen, hätten et nach méi schwéier. An dobäi schwätze mer net nëmme vun ONGen oder vu Journalisten, och bei de mëttelstänneg Betriber ass dat de Fall. An drëttens: Et géif och de Konflikt op der Krim nëmme nach weider unheizen.

Et geet, wéi et och scho gesot ginn ass a wéi esou oft, em Rechter vu Minoritéiten. An dat ass eigentlech den zentrale Kär och vun dësem

Konflikt. Et gétt an der Ukrain an op der Krim eng Rei vu méi oder wéineg grouss Volleksgruppen: Krim-Tataren, d'Russen an eben déi Leit, déi sech ukrainesch Leit nennen. Dorënner eben och grad déi Russen an déi Russen, an et ass och scho gesot ginn, déi net wëssen, wat mat der neier Regierung zu Kiew op si duerkënnen. Et ass also absolut nozevollzéien, datt déi Leit sech Suergen ëm d'Zukunft, ëm hir Zukunft maachen. Iwwregens och déi aner Leit vun der Krim. An et gesäit een och, dat gesäit een och iwwer Twitter, well do gétt jo vill getwittert, datt och zu Simferopol gemeinsam op der Strooss och manifestéiert gétt, d'Krim-Tataren, d'Russen an d'Leit vun der Ukrain, an déi wëllen eigentlech alleguerten datselwecht.

Et geet un éischter Stell eben ëm si, ëm d'Leit, ëm d'Mënschen, ëm hiert Liewen, hir Kanner, déi weider an d'Schoul solle kënne goen, déi net wëllen als Zaldot an de Krich zéien. Et geet ëm hir Aarbecht, et geet ëm hir Fabriken, déi net sollen zerstéiert ginn, hir Haiser an hir Gäert. Et gétt och e Grupp vu Mammen, déi manifestéieren, déi vläicht dat aus fréieren Zäite kennen oder verzielt kritt hunn an déi dat net méi wëllen nach eng Kéier erliewen. An et geet, wéi esou oft, leider och ëm d'Recht, datt jiddweree seng Relioun soll kënne fräi liewen.

An dofir ass et wichtig, dass d'EU vun Ufank un och der neier Regierung zu Kiew mat op de Wee gétt, datt déi Minoritéiterechter net verhandelbar sinn. Eng besser Kooperatioun mat der EU kann et nëmme ginn, wann d'Rechter vun de Minoritéite respektéiert an ausgebaut ginn. An de baltesche Länner leeft och eng grouss Communautéit vu Russen zesumme mat der sougenannter nationaler Bevëlkerung. Dat muss och an der Ukrain esou bleiwen. An déi Russe solle wëssen, datt den Afloss vun der EU och dofir steet.

An da wëll ech awer och nach an onsem Numm hei vun deene Gréng soen, datt mir mengen, datt Europa net de kleng Partner ass. D'Verhandlung sinn nämlech wichteg a si sinn eigentlech och déi eenzeg Alternativ. An Europa muss alles drop setzen, fir dat och ze erreechen.

Sanktiounen sinn nëmme begrenzt asetzbar. Dat hutt Der gesot, Här Ausseminister. An eigentlech wierke se och haaptsächlech um Wirtschaftsniveau am Beräich och vun der Industrie a vum Handel eréischt Méint duerno. An dat mécht eigentlech och kee Sënn.

Dofir muss Europa, an dat ass eigentlech mä Schlusssaz, weiderhi verhandelen an diplomateschen Drock ausüben. Mir ënnerstëtzen den Draistufepiang. Mir ënnerstëtzen anerersäits awer och déi finanziell Hëllef, déi virgesinn ass, fir datt dat Land net einfach bankrott geet. A mir hoffen, datt déi Négociatiounen, bei deene selbstverständlech och Russland sech muss unen Dësch setze kommen, mat der Ukrain am Sécherheertsrot an doriwwer eraus, och wäert wierken.

Natierlech, Här Mosar, ginn et keng Wonner, mä vläicht gétt et Hoffnung.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riednerin ass agedroen d'Här Kartheiser. Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären! Merci och, Här Minister, datt Der heihinner komm sidd an eis haut erméiglecht, an Ärer Präsenz dës Debatt ze féieren. Dir hutt an Ärer Ried eng Introduktioun gemaach, déi interessant war an a groussen Deeler ganz richteg war, vun der Komplexitéit vun der Relatioun zwëschen der Ukrain a Russland.

Déi aner Analys, déi mer mussen maachen, déi nach net gemaach ginn ass, ass d'Komplexitéit vun der Relatioun tëschent der EU a Russland an der Ukrain. A mir mussen eis och froen: Hu mir alles richteg gemaach an deene leschte Méint als Europäesch Unioun? Hu mir net selwer och en Deel Matverantwortung fir déi Evolutiounen, déi mer elo gesinn?

Wor et zum Beispill richteg, den Här Janukowitsch ënnert Drock ze setzen, fir en Accord d'association ze treffen, deen Abléck, wou en den Accord vu Russland nach net hat, fir dat kënnen ze maachen? Et ass hei net ëm eng West- oder Ostoriantéierung gaangen. Et ass zum Beispill fir Russland ëm wichteg wirtschaftlech Interesse gaangen, déi menacéiert waren - wéinstens an der Analys vu Moskau -, wann esou en Accord d'association an där Form ofgeschloss gi wär.

Ech géif emol behaupten, datt d'Europäesch Kommissioun deen Abléck als Verhandlungsféierer vun der Europäischer Unioun keng Sen-

sibilitéit gewisen huet, an doduerch, duerch deen Drock, dee verfréit an ze staark opgebaut war, wahrscheinlech zu enger West-Ost-Polariséierung an der Ukrain bägedroen hat.

Dat Zweet, wat ee sech muss an Erënnerung ruffen, ass, datt et net onbedéngt sënnavoll ass, diplomatesch direkt vun enger Perspektive européenne fir d'Ukrain ze schwätzen, well, éischens, kënne mir wahrscheinlech net erwaarden, datt all 28 State vun der Europäischer Unioun déi elo géifen ënnerstëtzen. Zweetens hu mer guer keng Capacité d'absorption an enger Europäischer Unioun am Abléck, déi eis géif erlaben, eng Perspektive européenne wierklech integral, wat d'Ukrain ugeet, duerchezéien. Och do hu mer vläicht Hoffnungen an d'Welt gesat, déi mer net kënnen erfëllen. A Moskau wëllt och keng esou eng Perspektive européenne, well an den Ae vun den Analysten vum Kreml heescht eng Perspektive européenne eng Entréedier fir d'NATO, an dat wär fir Russland net akzeptabel. Genausou wéi d'USA hir Monroe-Doktrin - wéini wor et? - 1823 entwéckelt haten, géif de Kreml haut wahrscheinlech net erlaben, datt d'NATO direkt an der onmëttelbarer Noperschaft vu Russland sech géif dann installéieren.

Deen drëtten Punkt, deen ech wëllt maachen, ass: Ech wëllt warne viru Verloscht u Glawwierdegkeet vun Westen a vun Europa, wa mir a Richtung Sanktiounen ginn. Mir kënne géigeniwwer Russland iwwerhaupt keng Sanktiounen glawwierdeg verhängen a mir kënne se virun allem net duerchhalen.

Et ass eng Illusioun, fir ze mengen, net nëmme, datt mer eisen Eegeninteresse schueden, wéi et schonn ugeklongen ass, mä virun allem: Mir si vu Russland energiepolitesch esou ofhängeg, datt all kleng Sanktioun, déi mir wëlle verhängen, de Risiko ausléist vun enger „retaliation“ vu russescher Säit, an do geet et duer, datt se de Prozentsaz un Energiezufuhr e bëssen erofsetzen, wéi se et schonn an anere Fäll gemaach hunn, a schonn hu mir keng Glawwierdegkeet a keng Durabilitéit an esou Sanktiounen, an dofir soll een dee Wee och net goen.

Dobäi kënnt, datt mir Russland an enger mëttellaanger Perspektiv, wa mer elo net kuerzfristeg denken, als Sécherheitspartner op dëser Welt brauchen, als e wichtegen diplomateschen an och soss Alliierten. A bei allem, wat mer elo maachen am Ëmfeld vun der Ukrain, sollt een déi diplomatesch laangfristeg Perspektiv vun de Relatiounen mat Russland net aus den Ae loossen.

Natierlech kënnt nëmme eng diplomatesch Léisung a Fro. Ech héieren hei Leit warne virun enger militärescher Interventioun: Esou eppes kann iwwerhaupt net zur Debatt stoen an esou engem Fall wéi deem heiten. Mir mussen Interessen négociéieren an net Positiounen négociéieren. Et geet eis net drëm, an där Situatioun, an där mer elo sinn, nach de Konflikt doduerch unzeheizen, datt mer Souveränitéitsfroen thematiséieren an och nach vläicht wëlle kodifizéieren. Neen, mir mussen d'Interesse verhandelen vun deene Leit, an där Zon, déi eventuell eng Krisensituatioun ass, zum Deel ass et jo schonn, datt déi Interesse gewahrt bleiwen. An Interessen net nëmme fir d'Leit, mä och fir d'Staten. Déi russesch Flotterechter mussen garantiéiert sinn. Et muss zu enger Situatioun kommen, an där d'Ukrain wierklech eng Bréckefunktioun kann hunn, wéi den Henry Kissinger et beschriwwen huet. Eng Neutraliséierung net an engem negativen Sënn, mä am Status vun enger Neutralitéit, déi fir déi zwou Säiten akzeptabel ass.

Mir brauchen en Dialog, mir mussen eng Federéierung an der Ukrain gesinn, déi den nationale Minoritéite Rechnung dréit. A mir kënnen net erlaben, datt mer als Partner zu Kiew, mir als Westen, als Partner zu Kiew, Leit hunn, déi d'Rechter vun de Minoritéiten net respektéieren, d'Sproochegesetz ofschafen, selwer de Kampf géint d'Korruptioun sollte vläicht bei sech selwer ufänken, ier se un anerer denken, an nach aner esou Entgleisungen zur Verantwortung hunn, inklusiv eventuell de Gebrauch vun der Gewalt um Majdan, wou d'Verantwortung nach net kloer etabliert ass a wou et och interessant wär ze gesinn, wien da schlussendlech wéi eng Décisioun geholl huet, datt et zu Blutvergießen op där Plaz koum.

Ech wëll op jidde Fall net, datt mir als Westen als Alliiert där Leit hunn, déi selwer Blut un den Hänne hunn an dësem Konflikt. Ech mengen, dat géllt fir déi zwou Säiten.

Vläicht nach eng lescht Bemierkung, dat läit mer ëmmer un Häerz. Zwou lescht Bemierkungen, wann Der erlaabt: Déi eng ass, datt an der ganzer Diskussioun, do si ganz vill Emotioun an

Angscht och op der westlecher Säit do. Mir mussen eise balteschen a polnesche Kollegen a Partner an der Europäischer Unioun ëmmer nees soen, datt, egal wéi d'Situatioun ëm russesch Minoritéiten oder anerer sech entwéckelt, d'Sécherheitsgarantien, déi mir als Weste fir déi Länner ginn, net zur Diskussioun stinn an agehale ginn. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass, an dat ass och eppes, Här Minister, wou ech ganz staark drop appelléieren: Dat ass, datt mir och selwer glawwierdeg sinn an eiser Aussepolitik an dann och soen, wa mir eng Situatioun vun enger Verletzung vun enger nationaler Souveränitéit hei am Fall vun der Krim net wëllen akzeptéieren, da kënne mer se och net op Nordzypem akzeptéieren an eventuell mussen mer eis och Froe stellen, wat China ugeet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Leschten agedroene Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Och ech wëll déi Debatt hei ausdrécklech begrëssen. Mir trieden an als déi Lénk fir eng nuanciéiert Haltung an där Ukrain-Kris. Ech wëll dat unhand vun dräi Aspekter belichten: der Friddensfro, der wirtschaftlecher Kooperatioun an der politescher Selbstbestimmung.

Éischens, d'Fro vu Krich a Fridden. Déi steet de Moment eendäiteg am Vierdergrond. De Weltfridden ass wuel net direkt a Gefor, trotzdem si mer mat engem Opliewe vum Kale Krich op béide Säite konfrontéiert. Dat ass ganz geféierlech, well dobäi Emotiounen a Ressentimenten fräigesat ginn, déi hirersäits e fruchtbaren Terrain sinn, fir weider krichsdreiwereg Manipulatiounen an Zukunft méiglech ze maachen.

An deem Sënn veruerteete mer och ganz kloer de völkerrechtswiddregen Engagement vu Russland op der Krim an enger reng militärescher Logik. An déi ass weder am Kader ze gesi vun engem UNO-Mandat nach vun enger Selbstverteidigung. A si ass och net domat ze rechtfertegen, eiser Meinung no, dass westlech Länner selwer méi wéi eng Kéier d'UNO-Charta verletzt hunn, ugefaange bei der Bombardéierung vu Serbien, bei der Ofspaltung vum Kosovo oder bei anere groussflähegen Interventiounen am Irak oder souguer a Libyen.

Geféierlech ass och déi Situatioun, well Regierungskräfte op verschiddene Plazen, an der Ukrain selwer, an der Regierung, an den Ostländer vun der Europäischer Unioun, awer och an anere Länner, am Fong geholl a leschter Konsequenz en NATO-Protectorat iwwert d'Ukrain ustriewen. Wann een an deem Kontext déi aktuell Militärmanöveren zum Beispill vun den USA a Pole kuckt, wann een den Asaz vun AWACS-Fligere mat Lëtzeburger Fändel gesäit op där Plaz, da fanne mir, dass dat och Schrëtt sinn, déi ee muss veruerteelen an déi geféierlech sinn an déi Uelech op d'Feier werfen.

Datselwecht géllt fir wirtschaftlech Sanktiounen, déi ugedreet ginn, wéi se envisagéiert sinn. Mir fuerderen eis Regierung op, do net matzemaachen. Et féiert wierklech kee Wee laanscht d'Verhandlung mat Russland.

Zweetens, d'Fro vun der wirtschaftlecher Zukunft vun der Ukrain: Wahrscheinlech hu weder d'EU nach déi nei Eurasiasch Wirtschaftsfederatioun - an dat ass och eng Realitéit, mat där mer eis mussen ausenanersetzen -, hu béid keen Interessen un enger gespléckter Ukrain.

Et kënnt am Fong geholl nëmme fir béid Säiten eng Bréckefunktioun a Fro. Deen Ausdrock ass och hei ausdrécklech gefall, bei engem Virriedner. Dat heescht, eng Kooperatioun a wirtschaftleche Froen, déi op kenger Säit belascht gétt duerch Erpressungsmanöver, weder mat Krediten, nach mat Gasliwwerungen.

D'EU muss menger Meinung no och dermat ophalen, d'Ukrain elo schonn ze behandle wéi Griichenland oder Portugal. Ech wëll ee Beispill ginn: Den Internationale Währungsfong verlaangt als Géigeleschtung fir seng Kreditter eng ganz Rei vu Reformen, déi eis ganz bekannt virkommen; eng Steigerung vun den Energiepräisser fir Haushalter ëm 50%; d'Afréiere vun de Renten. Ech wëll drop hiweisen, dass d'Renten an der Ukrain am Duerchschnëtt bei 90 Euro de Mount leien! Awer och d'Afréiere vun de Studentesubsiden an de Sozialleschtungen, grade-sou wéi och weider Entloosungen.

An d'EU huet hir Zoustëmmung dorunner geknapp, wat hir Accorde mat der Ukrain ugeet. An dat ass inakzeptabel.



Grad wéi et och inakzeptabel ass, dass laut Catherine Ashton elo scho mat där neier Iwwergangsregierung, wou mer jo och iwwregens d'Kompositioun dervu kennen, déi Accorde mat der EU ënnerschriwwen solle ginn, ier iwwerhaupt emol Neiwahlen de 25. Mee waren. Mir mengen, dass dat a kengem Fall där geschéien.

Drëtens, déi politesch Fro an der Ukrain. Et geet wéi ëmmer, a mer kennen dat och aus der Geschicht, ëm Nationalismus an ëm säi reliéise Pendant, déi systematesch als Virwand benotzt gi fir wirtschaftlech Interessen, déi derhantertstinn. Kulturell a sproochlech Ënnerscheeder ginn ausgenotzt an déi Richtung. A mir mengen awer, dass reell virun allem an der Situatioun an der Ukrain d'Onzefriddenheet ass vum Duerchschnëtt vun der Bevëlkerung. An ech wëll och hei nach eng Kéier soen: D'Bevëlkerung verdéngt am Duerchschnëtt Léin vun 250 Euro de Mount.

Onzefriddenheet vun der Bevëlkerung, mat op där anerer Säit der Akkapatatioun vum Verméige vum Land duerch déi sougenannt Oligarchen, iwwregens a béiden Deeler vum Land, déi sech schamlos beräichert hunn um Bockel vun der Bevëlkerung an der Ukrain. An dat war och den eigentlechen Ursprung, ech schwätzen net, wéi et ausgaangen ass, mä den eigentlechen Ursprung ganz laang vun de Majdan-Protester, an an deem Sënn sti mir, op jidde Fall als déi Lénk, op där Säit, haut nach.

Awer wat hëllefen do Austeritéitsprogrammer aus Europa? Duerfir fuerdere mer och d'Regierung op, fir wierklech Hëllefen ze suergen, zesumme mat Russland a béiden Deeler vum Land. Also keng Integratiounskonkurrenz mat Russland, keng Blockbildung, mä eng kooperativ Solidaritéit mat de Leit op der Plaz, am Sënn vun enger ekonomescher a politescher Selbstbestimmung an deem Land.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Urbany. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun vun den Deputéierten ugelaangt, an ech géif den Här Ausseminister froen, ob en nach kuerz wëllt Stellung huelen. Dat ass de Fall. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ganz kuerz, zwee Sätz. Also, ech mengen, dat Déngen hei geet net.

Also, ech wollt dem Här Urbany direkt preziséieren, dass net geduecht ass, an dat ass och net vum Catherine Ashton gesot ginn, dee ganzen Accord d'association virum 25. ze signéieren. Et ass gesot ginn, dass een deen Accord soll splitten. An dee politesche Volet, fir Solidaritéit ze weise par rapport zum ukrainesche Vollek, dass een dee sollt signéieren. Dat ass dat, wat geduecht ass.

Ech wollt och dem Här Kartheiser just ee Saz äntweren. Also, d'Realitéit ass déi, dass bis e Mount virum leschten November d'lescht Joer, wou de Partenariat oriental zesummekomm ass, eigentlech den Här Janukowitsch gefrot huet d'Europäesch Unioun, fir däreren ze ënnerschreiwen.

De Feeler allerdéngs, dat gesinn ech och an, haut vläicht vill méi wéi deemools, ass geschitt, wéi mer an deem Mount, wou ee gesinn huet, dass de President Janukowitsch net kéint ënnerschreiwen, dass Drock gemaach ginn ass a mat enger Entweder-oder-Logik operéiert gouf. Dat heescht: Entweder, Dir gitt an d'Zollunioun mat Kasachstan - Armenien ass jo do bäigetrueden an, ech mengen, och Wäissrussland - oder Dir kommt bei eis.

Dat war e Feeler. Ech mengen, dat hätt een net dierfe maachen. An do ass effektiv och villes ausenanergerappt ginn an där Diskussioun.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Ausseminister. A Merci och de Kolleginnen a Kollegee fir déi Diskussioun, no bei der Aktualitéit a voller Nuancen.

Merci villmoos.

Mir géifen da weider am Ordre du jour fueren. Op Ufro vun déi Lénk hu mer haut eng Aktualitéitsstonn iwwert déi sougenannt TTIP, dat heescht déi transatlantesch Partnerschaft iwwert de Commerce an d'Investitiounen, déi am Moment a Verhandlungen tëschen deenen zwou Säiten ass.

De Justin Turpel, deen d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet am Numm vu senger Sensibilitéit,

huet zéng Minutten an der Diskussioun. Déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite jee fënnen. An d'Regierung huet zum Schluss eng Véirelstonn, fir Stellung ze bezéien.

Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

(**Interruption**)

Provozéiert Dir net!

► **Une voix.** - Et kann ee jo emol probéieren, Här President!

► **M. le Président.** - Zweemol: fir d'Éischt a fir d'Lescht!

(**Hilarité**)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Okay.

► **M. le Président.** - Här Turpel, fuert duer.

9. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et ses conséquences

Exposé

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant les conséquences essentiellement négatives à prévoir pour les États et les citoyens européens et luxembourgeois en ce qui concerne la mise en œuvre du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) en matière de risque de nivellement vers le bas des règles sociales, économiques, sanitaires, culturelles et environnementales;*

- *considérant l'absence de débat public et de contrôle démocratique sur les négociations en cours;*

invite le Gouvernement

- *à intervenir auprès des instances européennes concernées en vue d'arrêter les négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), dit Grand Marché Transatlantique;*

- *à publier les textes relatifs aux négociations du TTIP;*

- *à ouvrir un débat national sur l'ensemble des accords de libre-échange, incluant des organisations syndicales et associatives, des organisations socioprofessionnelles, des collectivités locales et la population, ce débat pouvant se faire à partir d'auditions publiques à la Chambre des Députés.*

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Ech wëll der Conférence des Présidents Merci soen, dass se déi Debatt hei iwwerhaupt, an och dem Ausseminister, ugeholl hunn. Ech hu se eréischt den Donneschdeg ugefrot an haut steet se um Ordre du jour.

(**Interruption**)

Ech wollt och Merci soen, dass se net als leschte Punkt un d'Rei kënn. Et arrangéiert wahrscheinlech och den Ausseminister, mä d'Aktualitéit ass och déi, dass mer dat vläicht esou solle behandelen, wéi mer dat elo maachen.

Den 8. Juli 2013 sinn d'Verhandlungen ugaangen iwwert dat transatlantesch Handels- an Investitiounsofkommes, wat da mam Akronym TAFTA oder TTIP ëmschriwwen gëtt. Et sinn ëmmer méi Organisationsen, déi emol fir d'Éischt dat ondemokratesch Virgoe vun deene Verhandlungen do diskutéieren, mä doriwwer eraus och op eng ganz Rei negativ Konsequenzen hiweisen, déi dat Ofkommes wäert an Amerika, Europa an och zu Lëtzebuerg hunn.

Iwwregens sinn, wat d'Aktualitéit ënnermauert, déi Verhandlung gëschter, wann ech richteg ënnerriicht sinn, zu Bréissel an déi véiert Ronn gaangen, soudatt mer do wierklech um Bols vun der Aktualitéit sinn.

Eng éischt Saach, déi ëmmer an deene leschte Joren an a leschter Zäit kritiséiert ginn ass, ass déi, dass hei eng Méiglechkeet geschaf gëtt, fir datt Konzern, Multinationale d'Méiglechkeet kréien, fir State virun ee Gericht ze huelle a fir se ze verkloen, souguer Schuedersatz ze verlaangen, wann et an engem Land Rege-lung gi fir de Schutz vun der Gesondheet, der Ëmwelt, d'Regelung vun de Finanzen, den Aarbechtskonditiounen, wann déi dem fräien Handel, wéi se an deem Ofkommes hei virgesi sinn, géife widderspriechen.

Vu datt ech net vill Zäit hunn, ginn ech net op d'Detailler an. Ech wëll drop hiweisen, dass den zoustännege Kommissär Karel De Gucht elo gesot huet, déi Dispositioun géif elo emol

zréckgestallt ginn, déi géif an de Frigo gestallt ginn, bis datt de Rescht alles verhandelt wier.

Et muss een awer wëssen, dass op Drock ebe vun deenen Organisatiounen, vun der franséischer Regierung am Speziellen och nach, dass déi Méiglechkeet fir d'Konzerner, fir ee Stat op d'Gericht ze huelen, eent vun de Kärstécker bleift vun der Liberaliséierung vum Handel an domadder nach net vum Dësch ass an, wa meng Informatioun richteg sinn, och parallel weider verhandelt gëtt, obschonn et sollt verschobe ginn.

Et muss een och wëssen, dass schonn 1995/1997 ronderëm dee berühmten AMI oder MAI - MAI, den Accord multilatéral sur l'investissement - ähnlech Tentativë bestanen hunn, déi 1998 gestoppt gi sinn, wéi emol un d'Dageslicht komm ass, wat alles an deenen Accord vum AMI oder vum MAI do virgesi war. A mat deenen Ofkommessen, dat kann ee roueg soen, do ass et e bësse wéi mam Dracula: Wa bis Luucht un d'Saach kënn, dann zerfale se an da kréie se Problemer!

Wou sinn d'Problemer mat deem Accord, deen hei amgang ass an der véierter Ronn ausgehandelt ze ginn? Éischte Problem ass deen, dass do State kënnen viru Gericht geholl ginn, wa se Schutzbestimmunge hu fir Ekologie, fir Soziale, wat ech schonn ugedeit hunn.

Zweete Problem ass deen, dass dee spezielle Schutz fir kulturell an audiovisuell Kreatiounen an Europa, a besonnesch a Frankräich - Frankräich schwätzt ëmmer vun der Exception culturelle -, dass deen hei zwar net explizit, mä implizit a Fro gestallt ass. Och dorobber ginn ech net weider am Detail an.

Drëtte Problem ass d'Liberaliséierung vun enger ganzer Rei öffentlechen Déngschtleeschungen, vun der Gesondheet, Transport, Energie, déi an deem Accord hei virgesinn ass.

Véiertens geet deen Accord awer vill méi wäit! Et geet ëm d'Liberaliséierung vum Handel, vun allen industriellen a landwirtschaftleche Produiten. Virun allem awer geet et ëm d'Ofschafung vun Aschränkungen. Am Text heescht dat, am EU-Mandat heescht dat, „le niveau le plus élevé de libéralisation d'investissement“ ze erreechen. „Le niveau le plus élevé de libéralisation d'investissement“ heescht, dass USA an EU sech eigentlech missten, wat d'Schutzbestimmungen ugeet, unnäheren. An et gëtt och Leit, déi hunn d'Illusioun, se géife sech an der Mëtt treffen. Europa géif e bëssen ofbauen, d'USA géifen hir Schutzbestimmungen e bësse verbesseren a se géife sech an der Mëtt treffen.

Elo muss een awer wëssen, dass d'USA déi meescht OIT-Konventiounen emol net ënnerschriwwen hunn. Ech mengen, Dir kennt d'Wichtigkeet an de Stelleguert vun den OIT-Konventiounen. Datt d'USA de Kyoto-Protokoll, d'Konventioun net ënnerschriwwen hunn, dass d'USA d'Konventioun iwwer Biodiversitéit net ënnerschriwwen hunn, emol emol d'Kultur, emol d'Ofkommes mat der UNESCO iwwer kulturell Villfalt net ënnerschriwwen hunn.

A ganz kloer ass et d'Absicht vun US-Konzerner, vun amerikanesche Multinationale an och vun europäeschen, do musse mer och d'Aen op hunn, ass d'Absicht déi, fir effektiv, dass déi Schutzofkommessen, déi bestinn, fir déi a Fro ze stellen a fir Europa, d'Normen an Europa no ënnen ze zéien. An dat op Käschte vu lokaler a regionaler Produktioun, déi wäerten ënnert d'Rieder kommen, vun Zäregasen, déi ëm 4.000 bis 11.000 Tonne wäerten an d'Luucht goen, op Käschte vun ekologescher Qualitéit vun de Wueren, am Agrarsecteur d'Afféiere vun Hormonfleesch aus den USA an Europa.

Chlor-Pouleten ass eent vun de Stéchwierder, wat ëmmer gebraucht gëtt. Wat sinn d'Chlor-Pouleten? Dat sinn d'Pouleten, déi an der amerikanescher Agrarindustrie mat Eau de Javel gewäsch ginn, fir se ze desinfizéieren, wat an Europa net méiglech ass. Déi sollen dann och an Europa agefouert ginn, gradesou gutt wéi OMGen, mat Déieremil gefiddert Fleesch an esou weider an esou fort.

Wat een och muss wëssen, dass ass, dass d'Mandat, wat d'EU-Kommissioun kritt huet, fir déi Verhandlungen ze féieren, dass dat Geheimverhandlung sinn an datt déi 27 EU-Handelsministeren dat och esou ofgeseent hunn. Den Obama, den Här Barroso an den Här Van Rompuy hu souguer an enger Erklärung schrëftlech festgehalten, „datt näischt dierft duerchsickeren“. Dat ass elo een Zitat op Lëtzebuergesch iwwersat. An et ass dat, wat zum Beispill den Nobelpreisträger Stiglitz als total ondemokratesch bezeechent huet an och virun de Konsequenze vun esou eppes warnt.

Ech wëll och drun erënnere, dass den 2. Juli d'lescht Joer an deser Chamber ënner anerem den Ausseminister Jean Asselborn gesot huet, dass et dréms géif goen, fir kuerzfristeg Garantien ze kréie vun den Amerikaner, dass all déi Schutzbestimmungen an déi Reglementer net a Fro géife gestallt ginn. En huet deemools souguer gesot: „Mir mussen déi d'nächst Woch kréien.“ Dat war den 2. Juli! D'nächst Woch vum 2. Juli ass laang erëm. A mer gesinn och, dass déi Garantien net komm sinn.

Bien au contraire! D'EU ass an deem ganzen Ofkommes manifestement an der Defensiv. Ech wëll erëm eng Kéier d'Beispill gi vun de Chlor-Pouleten, déi d'EU elo an de Verhandlungen akzeptéiert huet, akzeptéiert huet an der drëtter Ronn. A souguer den Handelskommissär seet, a souguer den Handelskommissär seet...

(**Interruption**)

Jo, jo. A souguer den Handelskommissär seet, ech ergänzen dat...

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Direkt. Ech maache just de Saz fäerdeg. Ech maache just de Saz fäerdeg. Den Handelskommissär seet, dass et jo da méiglech wier, dass d'europäesch Konsumenten de Choix hätten, fir fräi ze decidéieren, wat se da géifen akzeptéieren. Huet e gesot. Wat also heescht, dass ass virgesinn. A wann een... et muss een awer wëssen, dass dat eng Schwemm gëtt vu bëllege Pouleten. Dir wollt eppes soen.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Jo. Här President, ech mengen och fir d'Leit dobause musse mer vläicht awer elo oppassen, dass mer eenegermoossen an der Rumm vun der Wourecht bleiwen!

D'Wourecht ass, Här President, Här Turpel, dass nach keen eenzege Jota bis elo festgehal ginn ass, an dass do en Ofkommes oder en Accord doriwwer besteet. Keen eenzege Jota! An ech wëll och a menger Interventioun vläicht e weinég explizéieren, duerch wat fir eng Kontrollinstanzen dass dat geet. Mä loosse mer net... Hei schwätze mer vum Mandat, dass d'Kommissioun jo kritt huet vun de Länner, fir ze negociéieren. Mä an deem Négociatiounaccord, och an der véierter Ronn, ass keen eenzege Punkt bis elo fixéiert ginn. Ech mengen, dass musse mer awer festhalen, soss si mer vläicht e weinég onéierlech par rapport zu der Opinion publique.

► **M. le Président.** - Merci, Här Ausseminister. Den Här Turpel huet d'Wuert erëm.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Et muss een awer wëssen, dass, wann déi Verhandlungen amgang sinn a wann do Zwëschenaccorde sinn, déi gi jo net op d'Kopp gehäit, wann een dat wëllt maachen. Herno kann een dat Ganz oflehnen, dass ass eng aner Diskussioun.

Mä och wirtschaftlech ass et zweifelhaft, wat do erauskënn. D'EU huet Zöll an der Moyenne vu 5,2%, d'USA vun 3,5%. D'USA géifen also do 40% méi gewinnen. A mam schwachen Dollar an dem Afwentele vu Schutzofkommessen an Europa, Reglementer, géif dat op jidde Fall och zu enger massiver Delokaliséierung an d'USA féieren.

Et gëtt gelackelt mat Aarbechtsplazen, déi géife geschaf ginn, déi awer zweifelhaft sinn. Ech wëll zum Beispill drun erënnere, dass déi Däitsch souguer dervun erënnere, dass souguer an der Metallurgie Aarbechtsplaze wäerten ofgebaut ginn. Et ass gesot ginn, et géif e Wirtschaftswuesstum zousätzlech gi vun 0,5% op zéng Joer. 0,5% op zéng Joer, dat sinn 0,05% pro Joer! Also loosse mer net do ufängen, mat Saachen ze operéieren, déi näischt heeschen.

Kloer ass, den Zweck vun deem Ofkommes ass den Ausbau vum Handel fir déi grouss Multien an, fir Reglementer zum Schutz am ekologeschen an am soziale Beräich ofzebauen. Dat ass den Zweck, dass ass geplangt vun 2001 un, wou d'USA schonn iwwert d'Welthandelsorganisatioun versicht hunn, een neien Zyklus vu Liberaliséieren anzeleeden, deen - mer wëssen et - vu Brasilien, China, Indien, Argentinien blockéiert ginn ass. A wa se dat hei géife fäerdegbréngen, da wier 50% vum Welt-PIB an där Fräihandelszon dran, an domadder den Drock och erëm eng Kéier op déi Länner, fir ze liberaliséieren.



Als Konkusioun wëll ech op jidde Fall soen, dass et all déi Organisatiounen, déi warne virun deem, wat hei steet - an et si jo och eng Rei Dokumenter erauskomm vun deem och, vum Mandat vun der EU-Kommissioun, an dat Dokument sollt ee sech wierklech ukucken -, dass dat een Ugrëff ass op sozial Rechter, ëffentlech Déngschtleeschungen, Ekosystem- a Konsumenteschutz an engem Mooss, wéi mir et an Europa nach ni kann hunn. An de Widerstand vun der Zivilbevölkerung a ganz Europa, an den USA an och zu Lëtzebuerg ass duerchweegs berechtigt. An et sinn ëmmer méi Kollektiver, déi antriede fir de Stopp vun deene Verhandlungen. Et ass dat, wat mer an der Motioun, op déi ech herno wäert zréckkommen, och nach soen.

Et sinn och Organisatiounen, déi dofir antrieden, a Parteien, fir verschidde Gebidder aus de Verhandlungen auszuschléissen. Mä ëmmer méi erkennen, dass dat eng Illusioun ass, dass dat net wäert méiglech sinn, dass déi Verhandlungen hei eng Eegendynamik hunn, déi eis wäert iwwerrollen. An als Konkusioun, ënnert dem Stréch muss ee soen: Mir hu méi ze verléiere wéi ze gewinnen. Op d'Motioun selwer wäert ech dann zréckkommen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. Als éischt Riednerin huet sech d'Martine Hansen ageschriwwen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat der transatlantischer Fräihandelszon tëscht den USA an der EU gëtt mat ronn 800 Milliounen Mënschen dee gréisste Bannemaart weltwäit geplangt. Dës Fräihandelskommis gëtt a soll och kontrovers diskutéiert ginn. De Chancé vum Wirtschaftswuesstum, vu méi Aarbechtsplazen, vun engem méi grouse Wuelstand steet d'Angscht virun engem Wäerteverloscht géigeniwwer.

Sou, a fënnf Minutte léisst sech leider net alles soen an och net alles beuerteelen. Ech mengen, dat wär ze einfach, mä ech probéieren, mech un déi fënnf Minutten ze halen. Duerfir wëll ech just op eenzel Punkten agoen: eng Kéier d'Douanes-Taxen, dann eng Kéier d'Upassung vun den Normen, den Ofbau vun den net tarifairen Handelshemmnisse. Drëtens wëll ech op d'Landwirtschaft agoen an och nach kuerz op den Investitiounsschutz.

Bei den Douanes-Taxe wëll ech just soen, dass d'Ofschafung vun dësen Taxen et der Wirtschaft erlaabt, enorm ze spueren. Heizou e puer Zuelen: 20% vun allen EU-Exporten ginn an d'USA. Den Handel tëscht der EU an den USA huet e järelech Wäert vun 1,2 Billiounen. Dat heescht, obschonns dass d'Taxen net méi extrem héich sinn - si leien tëscht véier a 7% -, mécht dës trotzdeem eng enorm Erspuurnis fir eis Wirtschaft pro Joer aus.

Dann, zweetens, den Ofbau vun deene sougenannten net tarifairen Handelshemmnisse. D'Upassung vun deene Reguléierungsstandarden, vun den Normen si majoritär och als positiv ze beuerteelen. Mä hei ginn et eng Rei vu Grenzen, déi net däreifen iwwerschratt ginn.

Kloer Virdeeler wann d'Normen an d'Standarden ugepasst ginn, ginn et zum Beispill an der Autosindustrie, engem wichtege Exportberäich vun der EU. Hei mussen am Moment zum Beispill vun engem Auto, deen an der EU gebaut gëtt, méi wéi 50 verschidde Deeler extra getest a produzéiert gi fir den amerikanesche Maart. Duerch dës Upassung vun den Normen spuert awer net nëmme d'Autosindustrie, mä och vill kleng- a mëttelstänneg Betriber eleng doduerch, dass si kënnen op duebel Sécherheetspréiwungen an zum Deel och op duebel Produktiounen verzichten.

Dës historesch Chance, dee gréisste Bannemaart vun der Welt ze schafen, mat weltwäite Standarden, ass awer nëmme eng Chance, an dat wëll ech hei betonen, wa sech bei de Standarden net op dee klengste gemeinsamen Nenner géeneegt gëtt. Hei gëllt et, eis europäesch Standarden am Sozialberäich, am Verbraucherschutz, am Déiereschutz an och am Ëmweltschutz ze verteidigen.

An drëtens wëll ech och kuerz op d'Landwirtschaft agoen. Hei muss een éischtens festhalen, dass mer vun zwee komplett verschidde Systemer vu Landwirtschaft schwätzen, déi wierklech net direkt ze vergläiche sinn.

Just ee Beispill, fir dat ze ënnersträchen: An der EU schwätzt ee vun engem grouse Mëllechvéibetrieb, wann deen iwwer 100 Kéi huet. An den USA schwätzt ee vun engem grouse Mëllechvéibetrieb, wann deen iwwer 2.000 Kéi huet. An et gi Farme vun iwwer 40.000 Kéi. 20 bis 30 professionell gemanaged Betriber maachen dee gréissten Deel vun der maartrelevanter Produktioun an den USA aus.

An een zweete wichtege Ënnerschied sinn d'Standarden, sinn d'Konditiounen, ënnert deene produzéiert gëtt, ënnert deene produzéiert d'äerf ginn, sief dat am Beräich vun der Ëmwelt, vum Déiereschutz an esou weider. A genau hei muss opgepasst ginn. De Qualitätsstandard vun de landwirtschaftleche Liewensmëttel an der EU ass zimlech héich. De Verbraucherschutz - mat Ausnahm vun einzelner Skandaler, déi mer jo kennen - ass am Prinzip garantéiert. Deem géintiwuer stinn awer eenzel Praktiken an der Landwirtschaft, déi den europäesche Konsument esou net wëllt.

Och heizou e puer Beispiller - ech ginn dann anerer wéi den Här Turpel: 20% vun de Mëllechkéi kréie Somatotropin, een Hormon, fir d'Mëllechleistung ze steigere; 80% vun de Maaschtranner kréien och Hormoner, fir d'Fleischproduktioun ze steigere; 88% vum Mais ass genmanipuléiert an esou weider. Mir riskéieren also, dass méi bëllg produzéiert Liewensmëttel, déi net onbedéngt eis Standarden erfëllen, jee no deem wéi d'Verhandlung lafen, op den europäesche Maart drängen.

Wann ech awer op där anerer Säit dovunner ausginn, dass eis Konsumenten a wahrscheintlech och verschidde zousätzlech Konsumenten am neie Bannemaart gäre qualitativ héich Produkter kafen - China ass do e gutt Beispill, si importéiere Mëllech aus der EU fir dräi Euro de Kilo, well si wëssen, dass si Qualitéit kréien -, da kann also och de Bannemaart eng Chance fir d'Landwirtschaft sinn, mä nëmme ënnert där Bedéngung, dass et eng transparent gesetzlech virgeschriwwen Kennzeechnungsflucht gëtt. Nëmme da kann de Konsument selwer entscheeden.

Sou, d'Zäit geet leider net duer, fir op all Punkten anzugehen. Wichteg ass et awer nach a mengen Äen, fir op dee sougenannten Investitiounsschutz anzugehen, deen den Här Turpel och erwähnt huet, deen et allen auslänneschen Investisseuren erméiglecht, géint all Politik am Gaaschtland ze kloen, wa si doduerch riskéieren, dass hire Gewënn duerch politesch Bestëmmunge fortfällt oder méi kleng gëtt. Ech mengen, dass d'Länner och an Zukunft müssen eegestänneg Gesetze kënnen maachen, ouni dass den Investitiounsschutz dat ka beaflossen.

An zesummefassend wëll ech soen: Et bestinn eng Partie Risiko bei dësem Bannemaart, mä wa richtig verhandelt gëtt a wa mer keng Upassung vun den Normen no ënne kréien, da kann dat och eng eemoleg Chance sinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Hansen. Nächste Riedner ass de Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, d'Fräihandelskommis sinn natierlech do, fir den Handel ze férdere a fir d'Aktivitéit vun de Betriber an de jeeeweileg Länner ze stimuléieren an domadder och fir Wuesstum a Beschäftegung ze suergen. Wa mer déi ekonomesch Entwécklung, déi mer an Europa elo hunn, gesinn, an och deen héije Chômage, da soll een zumindest all Initiativ, déi zu méi Croissance an Emploi féiere kann, eng Chance ginn.

Dofir ass et och net falsch, iwwert dës Partnerschaft mat Amerika ze verhandelen. Fir d'LSAP ass et awer vu gréisster Wichtigkeit, dass déi héich sozial Standarden, Ëmweltstandarden, Standarden am Beräich vun der Gesondheet, déi héichwäerteg Qualitéit vun eise landwirtschaftleche Produkter, déi mer hei an Europa hunn, net riskéieren, ënnert d'Rieder ze kommen.

Déi sozialistesche Fraktioun ass och der Meinung, dass dës Diskussiounen sollen a Rou verfollegt ginn, ouni Pressioun an ouni Zäitdruck, esou dass e Verhandlungsergebnis erreicht gëtt, mat deem béid Säite gutt lieve kënnen. D'Ängshten an d'Suerge vun de Mënschen dobaussen, d'Bedenke vun Deeler aus der Zivilgesellschaft, vun den nationale Parlamenten, vu verschidde ekonomesch Branché sollen a mussen considéiert ginn.

Dat gëllt par ailleurs net nëmme fir d'Europäer, mä och fir d'Amerikaner, well och an den USA

si Mënschen a Betriber vun den Accorde betraff a maache sech hir Gedanken.

Geplangt ass, d'Verhandlung bis Enn 2015 ofzeschléissen. Mir als LSAP hunn a priori näischt do dergéint, wann déi zwou Säiten dat fäerdegbréngen. Ech bleiwen awer dobäi: Léiwer e gudden Accord méi spéit, deen de Bedenke vun alle Concernéierte Rechnung dréit, wéi e schlechten Accord an deem Zäitplang.

Et ass der EU-Kommissioun jo och virgeworf ginn, déi ganz Verhandlung geifen a kompletter Intransparenz duerchgefuert ginn. An der Realitéit ass dat net grad esou, wéi dat elo a Wahlkampfzäite gemaach gëtt. D'Kommissioun huet en TTIP-Berodergrupp an d'Liewe beruff, deen d'Verhandlungsequipe vun der EU beréit, an doranner setze Verbraucherschutzverbänn, Industrieverbänn, Gewerkschaften. D'Kommissioun organiséiert eng Mass vun „stakeholder meetings“ iwwert déi verschidde Politikberäicher.

Vill nützlich Dokumenter sinn och um Site vun der Kommissioun disponibel, leider net all, leider net all. Iwwregens och d'Verhandlungsmandat, wat geheim gehalen ass. Mä et gi ganz vill Dokumenter och publizéiert um Site vun der Kommissioun.

De konkrete Punkt vum Investitiounsschutz. D'Madame Hansen huet erkläert, wat dat ass, dat kann ech kieren. Ech wëll awer soen, dass esou Bestëmmunge vum Investitiounsschutz an onstabile Länner vläicht wichtege sinn, awer hei an Europa hu mir Rechtssystemer, wou all beschiedegte Betrib ka kloen.

Duerfir fannen ech, déi Klausel gehéieren net dran, a mir wäerten als LSAP och dofir kämpfen, dass an deenen doten Accorden esou eppes net dran ass. Iwwregens sinn d'Verhandlungen zu deem Thema och gestoppt ginn, an d'Kommissioun huet viru Kuerzem gesot, dass se eng Consultation publique zu deem Thema lancéiert. Déi Consultation publique geet an zwou Wochen un.

D'Droits de douane si bei dësen Accorde manner wichtege wéi bei aneren Handelsaccorden, well se scho relativ niddreg sinn zwëschen der EU an Amerika. A well déi tarifaire Handelshemmnisse eng kleng Roll spillen, ëmsou méi wichtege sinn nämlech déi net tarifaire Hindernisse, déi hei eng wichtege Roll spille bei deene Verhandlungen. An och dee Volet ass fir d'EU natierlech vill méi schwierig wéi fir d'USA, erëm eng Kéier, well bei eis a ville Beräicher vill méi streng Norme gëllen.

Fir eis Sozialisten ass et also wesentlech, dass mer eise Landwirtschaftsmodell hei an Europa kënnen halen, dass mer weiderhin héich sozial Standarden behalen, eis Standarden an de Beräicher Ëmwelt, Liewensmëttelsécherheet, dorënner och de Verbuet vun den OGMen behalen. Eisen Informatiounen no huet och de Kommissär De Gucht kierzlech ëffentlech gesot, dass fir Europa wesentlech Beräicher wéi d'Services publics, d'OGMen net vum Accord beréiert ginn. Dat freet eis. An dat si fir d'LSAP wichtege Prinzipien.

Dës Accorden, Dir Dammen an Dir Hären, déi mussen de Mënschen déngen, de Mënschen, déi an deene Mäert liewen, an net de multinationale Firmen. An ech schlësse mech och dem Martin Schulz un, dem President vum Europaparlament, dee viru Kuerzem gesot huet, dass d'Zil vun dësen Fräihandelskommis net d'äerf sinn, dass eng Säit d'Regele vun där anerer Säit iwwerhëlt. Et d'äerf och kee Wettlauf, also keng Course no ënne sinn. A mir wëllen a mir wäerten um Enn keng niddreg Sozialstandarden, Gesondheits- an Ëmweltstandarde kréien. Dee Mann huet recht, wann en dat seet.

An ech soen der Lénker Merci, dass se dës Heure d'actualité ugefrot hunn, well dës Chamber soll a muss sech mat deem Thema befaassen, an ech hunn dem Chamberspräsident e Bréif geschriwwen, an deem ech e bidden, dem Ausseminister matzedeelen, dass mer frou wäeren als europapolitisch Kommissioun, wa mer dat Thema géife behandelen do, dass mer déi Négociatiounen wëlle regelméisseg suivéieren. An ech hunn de Chamberspräsident gebieden, de Minister ze froen, dass mer eng - wéi dat an deem Aide-mémoire steet, dee mer zwësche Chamber a Regierung hunn iwwer Europafroen -, dass mer eng Note explicative kréie fir d'Membere vun der Kommissioun an dass de Minister Kollaborateure soll an d'Kommissioun delegéieren, fir eis ze informéieren iwwert deen technesch Volet vun dësen Accorden.

An ech wäert als President vun där Kommissioun derfir suergen, dass mer d'Société civile,

dat heescht, dass mer och d'Gewerkschaften, dass mer d'Ëmweltverbänn, dass mer och ONGen, awer och d'Säit vum Handel, d'Chambre de Commerce, d'Handelskummer héiere wäerten, mat deenen diskutéieren, dass mer deen Dossier suivéieren. An ech mengen, domadder hu mer...

► **Une voix.** - ...zu Bréissel!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Hei zu Lëtzebuerg!

...an domadder hu mer och schonn deelweis eng Äntwert ginn op déi Motioun: Deen Débat national sinn ech bereet als President vun der aussepolitescher Kommissioun hei an der Chamber ze féieren, ze begleeden. Ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister, wann e mä Bréif kritt, positiv dorop reagéiert.

Iwwregens wäert Enn Mee och nach e Conseil sinn, an de Minister kënn jo virun an no all Conseil bei eis an d'Kommissioun, wou deen dote Volet och ugeschwat gëtt. Op jidde Fall, ech wäert dofir garantéieren, dass mer eis dofir asetzen! An ech kann net d'accord sinn...

Ech hunn eng Minutt méi geholl, well ech schonn zur Motioun schwätzen, Här President, wann Der dat erlaabt? Soss soen ech dat herno, et ass wéi Dir wëllt.

► **M. le Président.** - Ah, wann Der den Engagement gitt, dass Der dat matenee maacht, dann hunn ech kee Problem do dermat.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - An deem éischte Punkt vun der Motioun, do gëtt d'Regierung opgefuerdert, mat de Verhandlungeneinfach opzehalen. Ech fannen dat schlecht. Ech hunn am Ufank vu menger Interventioun gesot, dass ee soll an Zäiten, wou vill Chômage ass, wou d'Croissance niddreg ass an Europa, all Chance notzen. Ech mengen, et si Verhandlungen: Wann eppes Positives dobäi erauskënn, tant mieux! Mä e schlechten Accord wëlle mer net. Ech schlëssen nach eng Kéier: Mir wëllen en Accord, deen de Mënschen déngt, a keen Accord, deen deene grouse Firmaen déngt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Angel. Als nächste Riedner ass den Eugène Berger ageschriwwen. Här Berger, wann ech gelift.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. D'Handelskommis tëscht den USA an der Europäescher Unioun, dat am Moment diskutéiert gëtt, och hei an der Chamber, ass relativ komplex, an ech mengen, et wier op dës Tribün elo net richtig, scho genau festzeleeën, wat ee genau an dësem Ofkommis wëll, well mer nach net genuch Detailler hunn, wéi dese Partenariat soll ausgesinn. Well et solle jo dann och an den nächste Wochen a Méint do awer déi Saache lues a lues geliwwert ginn. Ech wëll duerfir och méi eng generell Positioun vu menger Fraktioun hei kuerz skizzéieren, besonnesch och wat d'Chancen op där enger Säit, awer och d'Risiken - muss een och kloer soen - op där anerer Säit vun esou engem Accord kënnen sinn.

Bon, méi generell hu mer jo och gesinn an deene leschte Joren an der Kris, dass d'Europäesch Unioun d'Situatioun gemeeschtert huet, méi oder wéineger schwierig natierlech, an do hate mer och gesinn, dass et aner Länner op der Welt ginn, déi sech méi schnell erholl hunn. Ech denken do zum Beispill u Regiounen an Asien, awer och an Deeler vun Amerika.

An dat ass virun allem awer och eng Léier fir méi kleng Länner, awer och fir d'Europäesch Unioun, dass mer och, ech géif soen, drop ugewise sinn, mat deenen ekonomesch Raim zesummenzeschaffen, mat deene Raim Accorden ze hunn, well mer och op där anerer Säit natierlech op den Export ugewise sinn, an dass dat wichtege ass, dass een d'Dieren zur Welt weider opléiss. Ech mengen, den Handel ass zënter Laangem e Schlëssel vun eise Rächtum an duerfir muss mer och weider uecht ginn, dass dat esou bleift, dass dat also e wichtege Aspekt och an enger nationaler Politik, och fir Lëtzebuerg, soll a muss bleiwen.

Ech mengen, aus där Vue kann ee soen, dass een en Handelskommis mat enger Wirtschaftsmuecht, wéi zum Beispill d'USA eng sinn, dass een dat net einfach esou ka vum Dësch rieden, dass mer eis muss seriö mat där beschäftegen. Mir gesinn also op där enger Säit Chancen an engem Fräihandelskommis tëscht der EU an den USA, well et eis nei Marchéen opmécht a mir och esou besser eis Positioun - och Lëtzebuerg als Exportateur vu Services zum Beispill - profitéiere kënnen.

Fir eis ass awer och ganz kloer: Esou en Accord ka virdeelhaft sinn, wann déi Standarden, déi mir hei hunn an Europa, hei zu Lëtzebuerg, déi sozial, ekologesch an aner Standarden, wann



déi och respektéiert ginn. Ech mengen, dat si Prinzipien, déi fir eis wichteg sinn, déi fir eis, géif ech soen, och Virrang hunn.

Et ginn och Risike bei dese Verhandlungen, vun deenen een am Moment net genau weess, a wéi eng Richtung se kéinte goen. Et ass och kloer, dat wéll ech soen, meng Fraktioun kéint en Ofkommen net matdroen, wann déi aktuell Standarden, vun deenen ech geschwat hunn, géifen ennergruwe ginn. Et ass wichteg, dat souwuel, ech soen emol op där enger Säit dem Aarbechter, mä op där anerer Säit och dem Konsument seng aktuell Liewensqualitéit a seng verschidde Standarden, déi hei awer eng wichteg Virgab sinn, net ennergruwe ginn.

Mir kënnen och déi Bedenken deelen, déi déi Lénk hei zum Ausdrock bruecht hunn, wat den Investitionsschutz betrëfft. Och do hätte mir Schwierigkeeten, wann et herno esou wier, dat eng Entreprise, eng Firma kéint viru Geriicht kloen, wann de Stat op där anerer Säit vun hinne géif fuerderen, dat se eng Rei Standarden sollten oder misste respektéieren.

Ech mengen, mir sinn elo an engem Moment, wou all déi Froen nach op sinn, a wat duerfir fir eis wichteg ass: dat mer eng offe Method vun de Verhandlungen virgesinn.

Et ass och wichteg, dat déi Verhandlungen tëscht der EU an den Amerikaner transparent sinn, dat souwuel d'EU-Parlament, d'national Parlamenter, mä awer och d'Bierger dobaussen, d'Leit dobaussen verstinn, wat fir eng Décisionen hei solle geholl ginn. An ech mengen, mir wäerten d'Négociatioun mat den USA, mä och mat anere méigleche Fräihandelspartner - dat hei géllt net nëmme fir esou Accorde mat den USA, mä och mat anere Partner -, (veuillez lire: suivéieren, fir) datt emmer, an egal wat fir engen Accorden, eben do déi Standarden erhalte bleiwen an dat d'Accorden op där anerer Säit mussen a voller Transparenz ausgehandelt ginn.

Ech begrëissen och déi Propos, déi de President vun der aussepolitischer Kommission virdu gemaach huet, fir datt mer och e Suivi dann an där Kommissioun maachen, souwäit dat méiglech ass. Ech mengen, et ass sécherlech net esou, datt mer all Woch kënnen do déi lescht Texter mat Komma a Punkten, déi verännert gi sinn...

(Interruption)

Et ass extrem technesch; mä datt mer awer an där Richtung kënnen weidergoen. Ech mengen, dat ass dann och en Zeechen ebe vun där Offenheet a vun där Transparenz, déi mer jo allequerten hei zu Recht afuerderen.

Här President, ech géif och direkt kuerz e Wuert soen zu där Motioun, da brauch ech herno net méi zréck heihinnerzekommen. Och deen drëtten Abschnitt, wann ech dat verstinn, fir en Débat national, respektiv wann ech mäi Virriedner héieren hunn, dierf dat jo u sech kee Problem sinn.

Déi aner zwee Inviten do maachen eis awer e bësse méi Schwierigkeeten. Ech mengen ganz einfach, wann hei gefrot gétt, datt een déi Négociatiounen soll stoppen, dat schéngt mer schweier méiglech einfach, well d'EU huet vun de Länner e Mandat, fir ebe grad déi Négociatiounen ze féieren, a mir kënnen elo net hei an der Chamber décidéieren, datt Lëtzebuerg do aus deem Mandat erausklemmt oder net méi do matmécht. Ech mengen, dat ass och einfach vun de Prozeduren hier net méiglech.

An och nach eng Kéier kann ech dat soen, wat scho virdu - ech gräifen deem alt vir -, mä den Ausseminister huet eigentlech virdu nach eng Kéier gesot: Et ass kloer, déi definitiv Texter gétt et elo nach net. Dat heescht, datt een déi also och elo net ka publizéieren. Et sinn nach keng definitiv Décisionen geholl. An an där Hinsicht ass et also fir eis schwierig, fir déi zwee éischt Inviten do matzedroen. Wéi gesot, deen drëtten, dat wier kee Problem. Mä ech huelen un, datt mer dann an deem Sënn déi Motioun net wäerte kënnen stëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Berger. Lescht ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Loschetter.

(Interruption)

Ah, dann den Här Kartheiser nach. Selbstverständlech!

Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, och mir Gréng hunn eng kritesch Haltung zu deem TTIP. Mir wëssen dat, säit Juni 2013 preparéieren Europa an och d'USA déi bis elo

gréisste Fräihandelszonen vun der Welt, dat sougenannt eben transatlantescht Fräihandelssofkommen, wat TTIP ofgekiert gétt, a mir gesinn och, datt mat vill Nodrock dësäit an och dësäit vum Pool déi soi-disant onëmgängelech positiv Effekter vun engem dréngend noutwendige Wirtschaftswuesstum an Zäite vu Krisen héichgehale ginn.

Awer déi anscheinend esou evident Win-win-Situation klammert aus - an et ass schonn hei gesot ginn -, wéi eng déif gräifend Interessenskonflikter am Agrar-, Ëmwelt-, Verbraucherschutzrecht sech hannert deene Verhandlungen kënnen verstopen.

Déi Verhandlung solle bis 2015 fäerdeg sinn. Dat ass eng ganz kuerz Deadline, déi elo zumindest elo mol gesat ginn ass. Dat fanne mir immens kuerz a vläicht ass dat och geziilt esou gemaach, fir wéineg öffentlechen Drock zouze-loossen - et ass eng Fro, déi ech stellen.

Grundsätzlech muss ee sech jo am Fong geholl och d'Fro stellen: Firwat Fräihandel? Fräihandel heescht jo, datt d'Handelsbarrièren ofgebaut ginn. Wéi eng Handelsbarrièrë gétt et dann nach tëscht den USA an der EU?

Dat sinn an der Regel jo - an dat ass och schonn hei gesot ginn - net méi Douanes-taxen, där ginn et jo quasi keng méi, mä et gesäit hei esou aus, wéi wann et éischter déi sougenannten net tarifaire Barrièrë wieren. Also, et geet hei ëm Normen, ëm technesch Standarden, ëm Ëmweltnormen, ëm Sozialnormen, ëm Verbraucherschutznormen.

An d'Zil vun esou engem Accord ass, déi Normen ze harmoniséieren, fir datt e Produzent sech net méi muss op dräi verschidden Normesystemer aloossen; dat ass iwwregens vun der Madame Hansen och gutt erkläert ginn.

Dat ass jo och a priori sënnavoll, mä d'Fro stellt sech jo: A wéi eng Richtung ginn déi Normen dann harmoniséiert? Kréien d'US-Amerikaner elo déi besser europäesch Sozial- a Ëmweltnormen, a béid Kontinenter déiselwech héich technesch Normen? Dat wier natierlech e Fortschritt an dat géife mer och begrëissen, awer am Moment gesäit et éischter net dono aus.

Déi Normen, déi d'Konsumenten, d'Aarbechter an d'Ëmwelt schützen, déi riskéiere verwässert ze ginn. A wann een dann och nach bedenkt, wien do matdiskutéiert, mat preparéiert, wien déi gréisste Lobbyen huet, fir déi Verhandlungen eventuell ze beaflossen, da muss et dach erlaabt sinn, déi gréisste Bedenken ze hunn.

Ech ginn lech e puer Beispiller, et sinn der scho genannt ginn: All Handelsberäicher si jo och am Moment dran, ausser eben déi kulturell an den audiovisuelle Sektoren, mä et geet ëm d'Landwirtschaft, et geet ëm d'„Gentec“, et geet ëm Hormonfleesch, et geet ëm riseg Betriber an den USA géint kleng a mëttelstänneg Betriber an der EU. Et geet och - an dat ass bis elo nach net gesot ginn - ëm „intellectual property rights“, dat heescht, et geet och ëm Patenter. Et geet ëm Investissementer, zum Beispill an de Fracking, wat eis besuergt.

Et geet ëm Medezin, et geet ëm Dateschutz, an et geet, an do wéll ech och e Wuert driwwer verléieren, a wat fir ons ganz wichteg ass, och ëm de Prinzip vun der Transparenz. Mir mussen agebonne ginn, och wann d'Kommissioun dierf d'Handelssofkommen selbststänneg verhandelen, sou muss de Conseil an och onst Parlament dat regelméisseg kënnen matdiskutéieren.

Mir Gréng kënnen a wëllen ons net staarkmaache fir esou een dach awer charakteristische Mangel un demokratescher Kontroll an Transparenz vun esou Verhandlungen oder zumindest, wéi et elo ausgesäit. Mir Gréng - a mir sinn heibannen net eleng - setzen ons an, datt d'Parlament an d'Zivilgesellschaft an de Prozess agebonne ginn. Dofir sinn allerdéngs oppen zougängelech Dokumenter eng Basisvoraussetzung.

E ganz problemateschen Aspekt och fir ons ass dee Méchanisme d'arbitrage, déi sougenannte „Schlichtung“, déi fir ons och ontransparent a problematesch ass, well esou geheim vereinbart Konfliktbewälgungen endege meeschens, dat ass e Rapport de force, zugonschte vun den Entrepreneuren a verdrécken dobäi d'Ëmwelt- a Sozialpolitik. An dobäi misst et jo just emgedréit sinn, datt eigentlech d'Mitgliedstaaten, d'Regierungen demokratesch Décisionen am Interessi vun der Bevëlkerung missten huelen.

Déi bilateral anstatt multilateral Verhandlungen, déi elo virun allem gefouert ginn, sinn och fir ons e Problem. Dat féiert dozou, datt grad déi Entwécklungslänner ënnert den Dësch verhandelt ginn a sech net méi wiere kënnen. An

dofir si mir souwuel géint esou eng Klausel vun deem „Méchanisme d'arbitrage“ wéi awer och déi Klausel vun der „Nation la plus favorisée“, déi fir eis och ganz problematesch ass.

Dofir zum Schluss grundsätzlech also eng kritesch Haltung vun onser Säit. Mir wëlle méi Transparenz an deene Verhandlungen, mir wëlle keen Ofbau vu Konsumenteschutz an Ëmwelt- a Sozialstandarden. A mir hoffen, datt den Ausseminister dese Message och ka mat huelen, datt iwwerhaupt d'Regierung déi Message ka mat an d'EU mathuelen. An och wa mer kleng sinn, mengen ech, hu mer awer e Wuert matzeschwätzen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Loschetter. Den Här Kartheiser huet d'Wuert gefrot a kritt et och selbstverständlech. Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, ech hunn heiansdo geduecht, et wier awer interessant, d'Politik ze verfollegen, och am Handelsberäich.

Den Här Turpel an och eis gréng Kollegen hunn eis e Beispill ginn, wat et bréngt, wann ee sech op internationalem Niveau aus verschiddene Grënn géint global Handelssofkommen engagéiert. Wat dann engersäits dozou féiert, datt mer an deene grouss multilateralen Handelsnégociatiounen keng Progrësen hunn an da ginn - wat logesch ass - déi grouss Handelsmuechten op deser Welt op de Wee vu regionalen Ofkommessen. Wann da regional Ofkommessen verhandelt ginn, da sinn et déiselwech Acteuren, déi do Bedenken entwéckelen.

Ma da sot dach direkt, datt Der den Handel u sech als Prinzip als onmoralesch gesitt! Dir gesitt emmer nëmme Problemer amplatz d'Chancë vum Handel ze gesinn an och d'Chancë fir eis Economie, oppe Mäert ze hunn. An Dir sidd einfach do dergéint an dat passt lech net. Do ass eigentlech de Punkt. Mä ech soen lech: Gesitt emol d'Chancen an deene Saachen an net emmer nëmme Obstruktioun. An dat géllt fir eis gréng Kollegen, et géllt fir eis Lénk Kollegen.

Natierlech gétt et Saachen, op déi mer mussen oppassen, a verschiddener sinn och scho genannt ginn an ech kommen och gär dorobber zréck. Mä fir hei alles schwaarzzemolen an enger Manéier, déi eigentlech just Är Haltung géint iwwer eiser fräier Maartwirtschaft do soll illustréieren, dat ass net akzeptabel.

Mir gesinn op jidde Fall och Chancen an där doter Saach. Mir si fir eng fräi Economie mat gudder Sozialstandard. An dat ass och an esou Verhandlung méiglech.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Mir och!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Neen, Dir net, Madame Loschetter.

Sou, an da wollt ech kucken: Wou sinn dann eventuell Problemer? Där gétt et der natierlech a mir sinn eis deene bewosst. Natierlech muss mer fir Sozialrechter antrieden a mir dierfen net erlaben, datt iwwer de Wee vun esou Ofkommessen Drock op d'Léin entsteet. Dat kann net den Objektiv sinn.

Mir mussen och oppassen, datt keng Delokaliatiounen geschéien. Dat ka selbstverständlech licht geschéien. Mir hunn der zum Beispill net nëmme wéinst deene Problemer, déi mer elo héieren hunn, datt vläicht d'Standarden an Amerika manner héich sinn an doduerch vläicht Entrepreneuren Delokaliatiounen an d'USA maachen, mä ganz einfach och, well eis Energie an Europa vill ze deier ginn ass. D'Energiepräisser an den USA si vill méi bëlleg.

A firwat si se hei an Europa esou deier? Ma wéinst eis gréng Kollegen, déi einfach dauernd op Énergies renouvelables dauernd setzen. Domadder erreche se maximal..., 8 bis 10% vun der Energie kann doduerch ofgedeckt ginn. Si si géint alles soss, géint d'Kuel, géint alles. Ech froe mech, mat wat se herno hir Stuff wëlle belichten!

(Interruption)

Op jidde Fall mat deenen Energiepräisser, déi mir duerch d'Energiepolitik am Ablack erreechen an duerch déi gréng Mouvementer verursaacht ginn, hu mer méi eng grouss Gefor vun Delokaliatioun, wéi duerch déi Handelsverträge, déi mer elo amgaange sinn auszuhandelen. Et ass einfach net realistesch.

Kulturell Froe sinn eraus. An dat ass och gutt esou. Liewensmittelsécherheet ass och fir eis

eppes, wat net zur Diskussioun steet, inklusiv den OGMen, do muss et bleiwen, wéi et ass.

A ganz wichteg, an dat soe mir och ganz kloer: Déi Dispositiounen wéi „Investor-state dispute settlement“, sinn och fir eis net akzeptabel. Mir kënnen keng Parallelljustiz hunn. Mir hunn hei an Europa en Niveau vu Legislatioun an eng Qualitéit vun de juristesche Systemer, déi iwwerhaupt keng Dier oppeléisst fir extrajudiciaire - fir et emol esou ze soen am Kontext vun eise traditionelle Versteesdemech vun eise juristesche Systemer - Arrangementer do ze hunn. Dat kënn net a Fro.

An ech si frou, datt och aner Parteien datt hei däitlech ennerstrach hunn. Ech hoffe just, datt deen Ablack, wou mer esou een Ofkommen ratifizéieren, se sech dann och nach dorunner erënneren, sollt dat do drastoen.

Mir hunn och bei deene lénke Bewegungen hei am Land Tendenzen, fir zwar ze soen: „Jo, esou en Ofkommen ass gutt, awer mir wëllen och all intellektuell Propriétéitsrecht...“ Pardon! „Esou een Ofkommen ass net gutt, mä wa mer eent hunn, da solle mer et benotzen, fir och nach all intellektuell Propriétéitsrechter ofzeschaffen.“ Och déi Mouvementer sinn dergéint, datt mer hei iwwer Propriété intellectuelle, iwwer Patenter an esou schwätzen, dat ass géint eis Economie. Et ass och onmoralesch an et ass och eng Inkohärenz vun der Lénker, fir dogéint opzetrieden.

Op jidde Fall wat eis ugeet, denke mer, datt dat eng wichteg Chance fir d'Lëtzebuerg Economie ass, fir iwwer d'Propriété intellectuelle an esou Saache kënnen ze diskutéieren. A mir hätten och gär, datt dat, wann et zu engem Fräihandelssofkommen mat den USA da kënn, och dran erëmzefannen ass.

Natierlech muss mer Tariffer an aner Barrièren ofbauen, do wou et méiglech ass. Selbstverständlech. Firwat muss een zweemol eng Prozedur duerchlafen als Kleng- a Mëtteleentreprise an och als grouss Entreprise - mä fir déi ass et méi licht -, mä firwat muss een zweemol eng Sécherheetsprozedur duerchlafen, fir e Produit, wat fir d'Europäer gutt a sécher genuch ass oder fir d'Amerikaner sécher a gutt genuch ass. Et misst jo am Prinzip, ausser et hätt ee ganz grondleeënd Bedenken, och fir deen anere gutt sinn.

Bei den Autoen ass et zum Beispill esou de Fall. Mir ginn an Amerika, mir lounen eis en Auto a mir fäerte jo net, datt en auserneefält, wa mer domat fueren oder datt en onsécher ass. Do sinn einfach eng ganz Rei Punkten, wou mer eis kënnen iwwerleeën, ob mer eis net kënnen dozou duerchréngen, fir d'technesch Normen unzegräifen.

Datselwech géllt fir d'Medikamenter oder chemesch Produiten. Mir hunn eng Rei chemesch Entrepreneuren hei am Land, déi frou wieren, wa se oui weider grouss an deier a komplizéiert Prozeduren hir Produiten um amerikanesche Maart kéinten écouléieren.

Mä och mir hätten eis gewënscht, datt virun deser Debatt en Avis vun der Chambre de Commerce géif virleien. An och mir si frou, wa mer déi Diskussioun hei viruféiere kënnen an der aussepolitischer Kommissioun oder soss anzouwusch.

Mä ee Message muss kloer sinn: Bei allem, wou mer wëllen oppassen, bei alle Sécherheetsmoosnamen, déi mer am Interessi vun eiser Bevëlkerung a vun der amerikanescher Bevëlkerung wëlle respektéieren, am Handel läit eng Chance, am Handel läit eng Noutwendegkeet. A mir sinn net an enger ekonomescher Situation, datt mer och nach sollen op déi Chancë verzichten!

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Domat ass den Débat ofgeschloss an den Här Ausseminister, de Jean Asselborn huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Här President, also ech mengen, léif Kolleginnen a Kollegen, dass mer elo net vläicht sollen an eng Virstellung hei verfalen, dass déi, déi géint deen Accord hei sinn, dass dat Philanthrope sinn an déi, déi derfir sinn, dass dat Kapitaliste sinn. Well, wa mer dat maachen, ech mengen, da verzerre mer d'Realitéit e wéineg.



Dir wësst effektiv, dass e Mandat do ass fir d'Kommissioun, dass mer elo an der véierter Ronn sinn. Mä ech widderhuelen nach eng Kéier, wat ech dem Här Turpel gesot hunn, Här President: dass keen eenzege Jota vun enger Décisioun bis elo geholl ginn ass an och näischt fixéiert ass.

Vläicht emol, well ech wëll mech kuerzfaassen, de Kontext, also wat Lëtzebuerg ugeet. Mir exportéieren all Joer 1,33 Milliarden Euro an Amerika... importéieren 1,33 Milliarden aus Amerika, dat si 7,7%, an exportéiere 4% an Amerika, dat sinn 393 Milliounen. Amerika ass eisen éischten Handelspartner en dehors vun de Länner vun der Europäescher Unioun.

Ech wëll och vläicht soen, dass jo awer vill grouss Betriber och präsent sinn an Amerika, déi hei Zéngtausende vun Aarbechtsplaze garantéieren: dat ass ArcelorMittal, dat ass Paul Wurth, dat ass d'SES, et ass Rotarex, et ass d'IEE, et ass d'Cargolux an ech kéint weiderfueren, déi alleguer Aktivitéiten hunn an Amerika. A gläichzäitig hu mer Betriber wéi d'Goodyear, DuPont de Nemours, Guardian, och am High-tech-Bereich Apple iTunes, Amazon, PayPal, eBay, CISCO-System, Microsoft an esou weider, déi hei zu Lëtzebuerg zéngtausend Leit beschäftegen. Dat sinn amerikanesch Betriber.

An ech mengen, Här President, soen ze dären, wa mer déi Saach elo emol e wéineg méi cool huelen: Et ass en Accord, dee kéint ausgehandelt ginn tëschent der Europäescher Unioun an Amerika. Där Accorde gëtt et, ouni vill Gedäisch, zum Beispill tëschent der Europäescher Unioun a Südkorea oder mat Kanada oder mat Japan. Hei ass et ebe mat Amerika, dat gréisst Land vun der Welt, an dass do eng gewësse Verkrampfung ass, dat verstinn ech. Mä mir sollten dat awer, mengen ech, geloosen huelen a kucken, ob et net méiglech ass am Handel, fir Avantagé fir d'Amerikaner erauszeschloen an Avantagen och fir d'Europäer. Wann ech soen d'Amerikaner, heescht dat och fir d'Belegschaften, fir d'Salariat an Amerika, grad wéi och an Europa.

Also, ech mengen, dass et wichteg ass trotzdeem festzehalen, Här Turpel, wa mer et wëllen elo op déi sozial Schinn leéden, dass déi staark amerikanesch Gewerkschaften allegueren derfir antrieden, fir en faveur vun esou engem Accord ze kommen, an der Hoffnung, dass si duerch déi Verhandlungen hire Seuil, hir Rechter kënne verbesseren. An ech mengen, dat kéint jo net zu eisem Désavantage sinn, wann dat géif geschéien.

Et ass och esou, an ech mengen, dass Dir jo virun allem drop higewisen hutt, dass mer d'Zivilgesellschaft mussen seriö mat abauen. An ech mengen, all Riedner, deen hei war, an och wat den Här Angel gesot huet als President vun der Kommissioun, dass selbstverständlech d'ONGen, d'Gewerkschaften, dës Säit wéi déi aner Säit vum Atlantik, sech sollen hei abringen. A bis elo, ech soen et nach eng Kéier, ass e Mandat ausgeschafft ginn, dat huet d'Kommissioun kritt.

Mä vläicht zur Prozedur, dass mer eis do gutt verstinn. Also, et ass esou, dass näischt ugeholl ass, wann et net vum Conseil vun de Ministere ugeholl ass. Dat ass de Conseil Affaires étrangères/Commerce, deen hält d'Décisioun. Dann, do derno kënnt dat Ganz an d'Europaparlament. Dir wësst, dass zënter Lissabon d'Europaparlament bei internationalen Traitée wéi deem heite mat den Accord muss ginn. An dann, zu gudder Lescht kënnt et hei an d'Chamber. D'Chamber muss mat deem Ofkommes d'accord sinn. Et gëtt hei an der Chamber iwwert dat Ofkommes ofgestëmmt.

Ech mengen, wou mer eis och mussen gutt verstoen, ass, dass, wa wichteg Elementer zu engem gewëssen Moment fixéiert sinn, an do ass eise Ministère, déi Leit, déi spezialiséiert sinn doranner, well do mussen mer en Ennerscheid maachen tëschent dem politesche Volet an dem politesche Versteedsdemech an eben de Spezialisten, déi Punkt fir Punkt mussen dat doten ausaarbechten. Ech mengen, do si mir eng Nummer ze kleng als Politiker. Mä awer, déi Leit si bereet, zu all Moment, wann Der se rufft, an d'Kommissioun ze kommen a mat lech ze kucken, a wat fir eng Richtung dass et geet.

Ech wëll och vläicht hei festhalen, dass alles, wat d'Normen a wat d'Wärter ugeet, dass dat net kann en Objektiv sinn, dass mer en Nivellement vers le bas maachen. Dat ass evident. Och bei de Sozial- an och bei den Ëmweltnor-

men. An ech wëll och soen, dass beim Mandat alles, wat Service public ass, dass et net stur an d'Richtung vu Privatisatioune geet, dass dat kloer ausgeschloss ass aus dem Mandat. An dass och ausgeschloss sinn déi kulturell Ausnahmen, wou effektiv d'Fransousen drop gehalten hunn, dass eben och nach weider d'Sproochen an och lokal Produktiounen kënne subventionéiert ginn.

An och mam hormonbehandelte Rëndfleesch. Well mir haten elo... viru Kuerzem waren d'Ausseministeren, also déi Ministeren, déi sech ëm dat bekëmmere, dee CAE-Commerce zesammen, dass bei den OGMen, bei de Poulets au javel, dass all déi Dispositionen, déi elo hei bestinn an Europa, dass déi Standard bleiwen, dass dorunner net touchéiert gëtt.

Dofir, ech verstinn dat, mä ech mengen, mir dierfen hei net mat Hypotheesen operéieren, dass et an déi falsch Richtung geet, ier iwwerhaapt Décisiounen geholl gi sinn. Ech mengen, dat wier falsch, dat wier eng Ierfeierung och vun der öffentlecher Meenung. Et soll hei een Encouragement sinn, dass mat den ONGen a mat de Gewerkschaften a mat jiddwerengem, dee wëllt, de Forces vives vun der Natioun, wéi mer soss ëmmer gesot hunn, déi wëlle mat négociéieren a mat hir Positioun soen, dass déi encouragéiert ginn, fir dat ze maachen. An den Här Angel huet dat jo och ugedeit.

Dee schwierigste Punkt ass deen, wou awer och d'Kommissioun eng kloer Meenung huet an och d'Lëtzebuurger Regierung, dat ass dee Reglement vun den Différends. Dee Reglement des différends, et kann net sinn, an dat gëtt et an Amerika, dass Investoren, dass déi kënne géint eng Dispositioun, déi de Stat geholl huet, virgoen.

Huele mer elo d'Zigaretten zum Beispill. Wann decidéiert gëtt an der Europäescher Unioun, dass op d'Zigarettepack déi an déi Biller drop kommen, da kann net, ech weess net, Marlboro oder iergendeng Firma kann dann net soen: „Ech hunn esou vill Milliounen Verloschter, well d'Lëtzebuurger Regierung dat an dat mat-gemaach huet.“ Dat ass eng Schlichtung, mat där mer net d'accord sinn. Mä wann een dat de Leit explizéiert, ëm wat dass et geet, ech mengen, da versteet jiddwereen dat. An do huet och d'Kommissioun kee Mandat, fir do nozeginn.

An ech wëll vläicht ofschléissend, Här President, dann och soen, dass selbstverständlech, et ass net hei ugeschnidde ginn, mä déi ganz Problematik NSA, dass déi net dozou bäigedroen huet, fir d'Vertrauen tëschent den Amerikaner an den Europäer um Niveau vun de wirtschaftleche Relatiounen ze stäerken.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Ausseminister. Den honorabelen Deputéierte Justin Turpel hat eng Motioun abruucht. An ech géif e froen, ob en déi nach wëllt verteidegen. Dat schéngt de Fall ze sinn.

Motion 1

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. Merci alle Riedner, och deenen, déi kritesch zur Motioun stinn. Ech mengen, et gëtt eng Rei Saachen, déi elo kloer sinn an där Diskussioun hei. Jiddweree wiert sech ganz kloer géint d'Klorecht vu Multie géint Staten. Dat schéngt hei en Accord ze sinn. Et muss een awer wëssen, dass an deenen Ofkommessen, déi et scho gëtt, esou Klorecht bestinn an déi och ugewannt ginn! An et geet dréms, fir déi hei nach op vill méi fest Féiss ze stellen tëschent Amerika a Lëtzebuerg. Dat ass vläicht och d'Uleies vun den amerikanesche Multien an och vun den europäesche Multien.

Ech géif een Text an déi Diskussioun, déi de Marc Angel proposéiert huet, géif ech en Text verséieren, wou esou Beispiller dra sinn, wéi dat de Moment scho leeft a wat dovunner d'Gefore sinn, well ech hunn elo keng Zäit, fir op dat alles anzegoen.

Zweetens. Wou jiddweree sech eens ass, dass ass hei d'Transparenz, d'Noutwendegkeet vun der Transparenz. D'Noutwendegkeet vun der Transparenz ass awer net dat, wat de Moment geschitt. Souwuel dee Berodergremium, déi hu Geheimhaltungspflicht inklusiv par rapport zu deenen Organisatiounen, déi se delegéieren. Am Europaparlament gëtt just d'Kommissioun, also den Ausschuss fir Commerce informéiert. Et ass Geheimhaltung. D'Dokumenter si just op Englesch, se däre kengem se ginn, se däre se net mathuelen, se sinn emol net op Franséisch an Däitsch, wat déi offiziell Sprooche vun der Kommissioun sinn, fir d'Geheimhaltung ze ënnerstëtzen.

D'Konklusioun doraus ass déi, dass, wa mer fir déi Transparenz sinn, da muss sech eppes Wesentleches änneren. An dat ass eben deen zweete Punkt, dass ass d'Verëffentlechung vun deenen Dokumenter, déi eppes mat dem TTIP ze dinn hunn. An ech sinn och frou, dass mer eis doriwwe eens sinn.

Déi drëtt Saach, dat ass déi vun dem...

(Interruption)

Ma neen. Bon, den Débat national, also kann ech dem Här Angel soen, dass ech hoffen, dass mer dee wierklech da féieren, offen an der Chamber an Hearingen, dat heescht wierklech op eng Aart a Weis, dass d'Zivilgesellschaft mat agebonnen ass.

Den Zweck vum TTIP ass net d'Ofschafe vun deenen duebele Sécherheetspräwungen. Liest wann ech gelift d'Mandater, inklusiv d'Mandat vun der EU, wat jo iwwer Leake bekannt ginn ass, am Engleschen an an der däitscher Verfassung (veuillez lire: Fassung). Och dat Dokument seet och eppes aneschters wéi dat, wat den Ausseminister (veuillez lire: Ausseminister) elo hei gesot huet.

A wann d'amerikanesch Gewerkschaften hofen, dass sech bei hinnen eppes verbessert, ass dat jo eben, well se dovun ausginn, dass eng Unnäherung vu verschiddene Standarden an der Mëtt geschitt. Wat awer automatesch d'Verschlechterung vun enger Rei Standarden an Europa mat sech bréngt! An ech sinn och frou iwwert d'Duerstellung vun deene grénge Kolleegen, déi dat och relativ systematesch verteidegt hunn an dowéinst och ganz kritesch vis-à-vis vun deem Accord dostinn.

Wat den Ausseminister nach gesot huet iwwert déi öffentlech Déngschtleeschungen, dass net virgesinn ass, fir déi ze privatiséieren, steet net esou dran am Mandat. Mä et ass awer virgesinn, fir ze liberaliséieren, inklusiv mat deem, wat dat vu Privatiséierung mat sech bréngt.

Mir si frou, ënnert dem Stréch a) dass d'Diskussioun konnt gefouert ginn, dass mer eis eens sinn iwwert d'Noutwendegkeet vun der Transparenz, dass mer déi och fäerdgebréngen; b) dass mer eis eens sinn driwwer, dass d'Diskussioun offen zu Lëtzebuerg muss weidergefouert gi mat engem nationalen Débat, wéi mer e proposéiert hunn.

Mir mengen awer, an dobäi bleiwe mer, dass et wichteg ass, wann ee wierklech dat do wëllt maachen, da misst een dee Mandat emol analyséieren, well da mierkt een, dass dat net an déi Richtung geet, dass een déi Verhandlung wierklech misst stoppen, ënnerbriechen, egal wéi een dat nennt, fir kënne Zäit ze hunn, fir dat doten ze maachen.

Et ass sécherlech näischt ënnerschriwwen, mä mir kennen awer d'Dynamik vun esou Saachen. An ech wier awer frou, wa mer eis kéinten dorobber eenegen, fir dat dann esou ze maachen. Merci.

► **M. le Président.** - Merci och. Weider Stellungnahmen zu der Motioun? Den Här Angel hat et zwar scho gemaach.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech brauch nach eng Minutt Zäit, Här President, an ech soen lech Merci, dass Der esou grousszügig haut mat mer sidd. Ech wäert...

► **M. le Président.** - Sot dat net ze haart.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Den Här Turpel huet jo dee Punkt opgeworf, deen ech an deem Bréif beschriwwen hunn. Ech wäert mech wierklech als President engagéieren, dass mer deen Débat hei an der Chamber féiere wäerten. An déi Fro vun der Transparenz kënne mer an deenen Débaten, déi mer mat de Beamten hunn, wa mer se an der Kommissioun hunn, och roueg uschwätzen. Mä ech mengen, fir déi Motioun elo, déi kënne mer hei net unuelen.

Ech si frou, dass Der lech esou engagéiert an deem heite Kontext. Ech wëll lech just drop opmierksam maachen, dass mer d'lescht Woch an dës Woch an der aussepolitischen Kommissioun - ech weess, Dir hutt do kee Vertrieeder, mä ech weess, dass Der d'Ordres du jour awer verfollegt, well wéi deen iwwert d'Ukrain komm war, waart Der do - zwee Accorden an deem heite Genre hunn: en Accord d'association et de libre-échange mat Zentralamerika, mat sechs Länner an nach en Accord de libre-échange mat Kolumbien a mat Peru, wou och nach an der Ausaarbechtung ee vun Ecuador nokënt. Ech mengen, Dir waart dunn net do. Dat bedauern ech. Ech hoffen, dass an Zukunft, wann déi Handelsfroen lech esou um Häerz leien, wier ech frou, op Är Expertise an op Är Zesummenaarbecht kënne ze zielen.

► **Une voix.** - Très bien.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Villmoos Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Däerf ech dem Här Angel eng Fro stellen?

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo.

► **M. le Président.** - Dir hutt keng Riedezäit méi an den Här Angel huet keng Riedezäit méi.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Ech wollt just nach eng Fro. Okay.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - E ka mer...

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Et war just d'Fro...

► **M. le Président.** - Also eng Fro, awer kuerz.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - D'Fro ass, ob hien d'accord ass, fir déi Diskussioun an der Chamber offen ze féieren, öffentlech ze féieren?

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Mir wäerten dat... Ech mengen, ech setzen de Punkt elo emol eng Kéier op den Ordre du jour vun der Kommissioun an da wäerte mer iwwert d'Modalitéite vun deem Débat do schwätzen. Mir haten aner Debatten, déi mer esou gefouert hunn zu aneren Themen, Juegd, etc.

► **M. le Président.** - Très bien. Da maacht dat esou.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Mir diskutéieren dat zesammen an der Kommissioun.

► **M. le Président.** - Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot zu der Motioun.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmoos Merci. Zur Motioun. Also, mir kënne déi och net matstëmmen. Ech mengen, déi ass... och schonn d'Introductioun geet vu ganz negative Konsequenzen aus. Et gëtt geschwat, et wier kee Contrôle démocratique. Ech mengen, deen Débat, dee mer haut hei haten, dat ass eng Form vu Contrôle démocratique. An dat, wat den Här Angel ugekënnegt huet an der Kommissioun, dat ass och Contrôle démocratique. Dat heescht och déi Introductioun, déi kënne mer net akzeptéieren.

Elo zu deene Punkten. Dass mer sollen déi Négociatiounen astellen, ass an eisen Aen net vernünfteg. Domadder géife mer och déi positiv Aspekter net notzen, déi eventuell an deene Verhandlungen kënne erauskommen. Et gëtt gesot, déi Texter solle publizéiert ginn. Ech huelen un, inklusiv dem Mandat. Kee Mënsch, deen eng seriö Négociatioun wëllt féieren, dee publizéiert eigentlech seng geheim Iwwerleeungen zu deem Mandat, wat en huet, fir ze verhandelen. Ech mengen, dass ass jo ebe just eng Saach, déi normalerweis net soll öffentlech sinn. Elo kann et natierlech sinn, dass eis amerikanesch Frënn dee Mandat awer hunn. Do gi mer vläicht net elo nofroen. Awer am Prinzip sollt een esou Mandater geheim halen.

An da soen den Här Turpel an den Här Urbany eis jo hei, dass se en Débat wëllen, deen net nëmmen dat Fräihandelssoffkommes betrëfft, dat elo mat den Amerikaner verhandelt gëtt, mä si hätte gär allgemeng en Débat sur l'ensemble des accords de libre-échange. An do kënnt dat eraus, wat eben déi Lénk charakteriséiert, et ass hir negativ Astellung géintwärt dem Libre-échange, deen hei hannendrusteet. Dat ass eppes, wat d'ADR ganz sécher net kann deelen. An dofir stëmme mir déi Motioun och net mat.

Merci.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ass deen dann nëmme gutt, wann e geheim ass?

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. De Claude Wiseler huet d'Wuert gefrot.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, just fir kuerz ze soen, d'CSV-Fraktioun kann déi Motioun och net matstëmmen, a sief et schonn eleng aus dem Haaptgrond, dass mer net kënne deelen, dass den Arrêt vun den Négociatiounen iwwert dee Partenariat elo soll gemaach ginn. Dat schéngt eis net sënnvoll, net maachbar. An dofir stëmme mer se net mat - ënner anerem.

(Interruption)

► **M. le Président.** - Merci och dem Claude Wiseler. Ech ginn dann dovun aus, dass jiddweree seng Positioun motivéiert huet. An ech géif dann zum Vote iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

De Vote ass lancéiert. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss. D'Motioun ass bei 60 Leit, déi sech um Vote bedeelegt hunn, mat 58 Neen- an zwou Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Claude Wiseler), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Simone Beissel);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Domat géife mer zu eise n nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6502, deen eng Adaptatioun virhëlt um Gesetz iwwert d'Zentren, Foyeren an d'Servicer fir eeler Leit an iwwert d'Schafe vu Geriatriezentren. D'Riedezäit: Basismodell. De Rapporteur, den honorabelen Här Gilles Baum, huet d'Wuert. Här Baum, wann ech gelift.

10. 6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés

- Centres, foyers et services pour personnes âgées,

- Centres de gériatrie

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

► **M. Gilles Baum (DP)**, rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass de Mëtteg hei scho vill a kontrovers diskutéiert ginn an ech ginn dovun aus, dass der averstane sidd, dass ech mech kuerzfaasse beim Rapport vum Projet de loi 6502 iwwert d'Établissements publics Centres, foyers et services pour personnes âgées a Centres de gériatrie.

Wann ech lech den Numm Servior soen, da weess all Mënsch heibannen, wourëm dass et geet. Servior gériert am Moment 15 Aariichtunge fir eeler Matmënschen. Et sinn aacht Altersheimer, sechs Fleegeheimer an eng Senioreresidenz, mat am Ganze 16.000 Better, entschëllegt 1.600 Better. 600 Leit kréien all Dag iwwer Servior de Repas sur roues. A Servior huet och ronn 1.500 Mataarbechter.

D'Capacitéit fir d'Fleeg an d'Ënnerbränge vun eelere Leit ass am Laf vun de leschte Jore staark an d'Luucht gaangen, fir op deen ëmmer méi grouse Besoin vun Alters- a Fleegeheimplazen ze reagieren.

De virleiede Gesetzesprojet huet zum Zil, verschidde Kadastermodifikatiounen am aktuelle Gesetz vum 23. Dezember 1988, 1998 virzehuelen, déi deem Rechnung droen. Et ginn deemno verschidden Terrainen bei de Stat zrëck an aner Terrainen vum Stat gi gebraucht fir de Bau vun neien Alters- a Fleegeheimer. Dës Ännerunge ginn iwwert de Comité d'acquisition ofgewéckelt.

Ech presentéieren lech elo den Detail, ech wäert lech awer d'Kadasternummen erspueeren. Zu Wolz, do fällt d'„Wëlzer Schluss“, an deem 60 Better waren, mat sengen Terrainen, ronn 48 Ar, erëm zrëck bei de Stat. An dofir kritt den neie CIPA „Gënzebléi“ mat 120 Better 167 Ar an d'Plaz. Zu Veianen kritt de Stat den Terrain mam Klouschter, an deem 38 Better waren, mat zirka 20 Ar, zrëck. Dat neit Fleegeheim „Schlassbléck“ ass op Gemengenterrain gebaut ginn, an do kënnen elo 72 eeler Persounen betreit ginn.

Och zu Mäerzeg ass d'Fleegeheim „Op der Schock“ ze kleng ginn an huet net méi den néidege Standarden entsprach. Déi 35 Bewunner sinn op aner Heemer an der Émgéigend verdeelt ginn. De Stat kritt dofir no engem neie Mesurage ronn 83 Ar zrëck. Et gouf och schonn eng sénnvoll Reaffektatioun fonnt: An de Raimlechkeete vun „Op der Schock“ wäerten no de Renovatiounsaarbechte 25 behënert Matmënsche betreit ginn. Zu Rëmeleng kritt de CIPA „Roude Fiels“ Parzelle mat enger Gréisst vun 18,5 Ar dobäi, fir sech kënnen ze vergréisseren. An no Ofschloss vun den Aarbechte wäerten 120 Better zur Verfügung stoen. Och d'Fleegeheim „am Schleeschen“ zu lechternach, mat momentan 57 Better, kritt Terrainen dobäi, ronn 40 Ar, fir sech ze vergréisseren a méi Plaze kënnen unzebidden.

D'Familljen- an d'Integrationskommissioun huet de Rapport uegheoll a schléit dem Plenum vir, den Text ze stëmmen. Ech géif lech heimmadder schonn den Accord vu menger Fraktioun ginn an nach villmools Merci soe fir d'Nolasschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem honorabelen Här Rapporteur. Ech hu signaliséiert kritt, dass déi eenzel Fraktiounen do dermat d'accord sinn, an hu just eng Wuertmeldung, dat ass déi vum Här Kartheiser.

Discussion générale

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**. - Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn als ADR bei dësem Gesetz eppes gemaach, wat ganz aussergewöhnlech ass: Mir hunn der Regierung an engem Mooss vertraut, datt mer net nogemooss hunn, ob elo déi 5 Ar a 6 Zentiar iwwerall richtig waren. An ech bieden d'Regierung awer net ze mengen, mir hätten ëmmer esou Vertrauen an deenen dote Saachen!

Mä wat awer elo wichteg ass, dat ass awer, datt mer eis Froe stellen, ob et ëmmer sénnvoll ass, esou Gesetz wéi déi heiten der Chamber virzeleeën. Et ass selbstverständlech eng Obligatioun, déi och constitutionnel Ursachen huet, datt et eng Acquisitioun ass, déi de Stat gemaach huet, an datt all Wiessel do soll iwwer Gesetz goen. Mä awer kann een déi Reflexioun hunn, well mer hei als Parlament u sech eng Constatation ex post maache vun eppes, wat geschitt ass. Et sinn Detailfroen. A wa mer iwwert d'Révision constitutionnelle an aner Froen nodenken, kann ee sech och d'Fro

stellen, ob dat heite wierklech sénnvoll ass, fir esou Constatationsexercicen ze maachen.

Mir hunn och hei an deenen Documents parlementaires, déi mer virgeluecht kruten, elo zum Beispill keng Fiche financière direkt gesinn. Op jidde Fall, mir hu keng gesinn. Vlächcht gouf et eng. Mir wëssen also och net, wat elo konkret den Engagement financier vum Stat war, ob schonn do d'Chamber u sech d'Budgetsautoritéit jo huet. Dat heescht, et kann och sinn, ech weess dat elo net am Detail, datt eng Kéier Engagementer heifir gestëmmt goufen an engem anere Gesetz wéi dem Budgetgesetz. Dat kann d'Regierung eis vlächcht soen. Mä u sech, do wou et zielt, nämlech datt d'Chamber Accorde gëtt a priori oder virdrun a mat engem Wëssen iwwert de finanziellen Engagement, dat ass an dësem Fall net esou de Fall gewiescht.

An da wëll ech awer, wann ech schonn iwwert d'CIPAen an esou weider hei ka kuerz schwätzen, d'Regierung, d'Madame Minister awer opmierksam maachen op eng Situatioun zu Suessem, wou deen ale CIPA nach ëmmer ongenotzt doläit. Anscheinend gëtt e geplëmmt a geraibert am Abléck, wann dat stëmmt, wat mer héieren. An ech wier frou, wann Dir, Madame Minister, där Saach emol géift nogoen. Well et ka jo net sinn, datt Gebailechkeete vum Stat, déi zum Beispill fir Studentewunnengen oder anescht sénnvoll kéinte genotzt ginn, elo einfach do leien an ausgeraibert ginn.

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Ech hu signaliséiert kritt, dass soss keng Wuertmeldung do wier an all déi aner Fraktiounen hiren Accord manifestéiert hunn zum Projet.

Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci villmools.

Da géif ech d'Wuert un d'Madame Familljeminister weiderginn, fir Stellung ze bezéien.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Villmools Merci, Här President. Ech wollt just dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi kuerzen a ganz komplette Rapport awer.

An da wollt ech awer nach dem Här Kartheiser äntwerten, dass dat Ganzt elo keen Impakt huet op de Budget, also keng budgetär Impakter. Et ass just e Changement (veuillez lire: en Échange) vun Terrainen. De Stat kritt jo och Terrainen zrëck.

Et ass awer esou, dass mir festgestallt hunn, dass e CIPA oder eng Maison de soins besser iwwer 100 Better huet, fir dass et sech richtig rentéiert an dass een dat anstänneg organiséiere kann, och mam Personal. Dofir ass deen Exercice hei néideg. Et ass néideg, d'Saachen eben och ze moderniséieren.

An déi Geschicht vu Suessem, do kann ech lech elo net direkt drop äntwerten, mä ech wäert mer datt awer dann natierlech ukucken. An ech soen lech villmools Merci och, dass Der d'Gesetz hei stëmmt.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Familljeminister. A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6502 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss an de Projet ass mat 57 Jo-Stëmme bei 2 Abstentatiounen uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Laurent Mosar), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Simone Beissel);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes

Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn net dovunner aus, dass d'Abstentatioun muss motivéiert ginn.

Domat ass de Projet uegheoll an ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze entbannen.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen zu eise n nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do handelt et sech ëm de Projet 6478, eng Ëmsetzung vun der Direktiv iwwert d'Rechter vun de Konsumenten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An den honorabele Rapporteur, den Här Alex Bodry, huet d'Wuert. Här Bodry, wann ech gelift.

11. 6478 - Projet de loi portant

1. modification

- du Code de la consommation;

- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;

2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Alex Bodry (LSAP)**, rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi geet et ëm eng net onwesentlech Ëmännerung vun eise m Code de la consommation duerch d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv aus dem Joer 2011 iwwert d'Rechter vum Konsument.

Déi Reform hei huet zur Konsequenz, dass eist Gesetz vum 16. Juli 1987 iwwert de Colportage ofgeschafft gëtt; e Gesetz, wat e komplette Verbuet fir de Colportage hei zu Lëtzebuerg festgeschriwwen huet an dat ersat gëtt duerch eng EU-wäit Reglementatioun, wat dee Verkauf vun Dier zu Dier ueget.

Kärpunkt also vun där Diskussioun, déi mer och an der Kommissioun haten, war d'Opgi vun deem allgemenge Verbuet vum Hauséieren hei zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg war praktesch nach dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, wat esou en absolut Verbuet hat vum Hauséieren, och wa mer alleguerte wëssen, dass dee gesetzleche Verbuet och net dozou gefouert huet, dass an der Praxis d'Hauséieren net stattfonnt hätt.

Leider ass et esou, dass ëmmer erëm Nouvellé komm sinn, Beispiller vun notament eelere Leit, déi relativ aggressiv démarchéiert gi sinn dobaussen, net esou séier, fir Wuere ze verkaufen, mä och ëmmer méi, fir Déngschtleeschungen entgéintzehuelen, meeschtens vun auslännesche Firmaen, déi iwwert d'Grenz komm sinn an deen aggressiven Démarchage da bei de Leit virgeholl hunn. Dat beweist, dass och, wann een eng streng Gesetzgebung huet, d'Praxis sech leider kann och niewent dem Gesetz entwéckelen.

Dofir ware mer eigentlech der Meenung, zessumme mat der Regierung, dass ee sollt no-

ginn an eigentlech eis konforméieren zum europäesche Recht, och zu enger europäescher Rechtsprechung, déi natierlech seet, dass am Prinzip de Commerce fräi ass an der Europäescher Unioun an dass een net kann eng bestëmmte Form vu Commerce total verbidden, wéi dat zënter 1987 hei zu Lëtzebuerg de Fall war. An deem Sënn hu mer och schon e Brëif geschéckt kritt vun der Europäescher Kommissioun, fir eis op déi Non-Conformitéit oder déi eventuell Non-Conformitéit vun eiser aktueller Gesetzgebung, wat d'Hauséieren ugeet, hinweisen.

Et muss also hei reagéiert ginn. Mir hunn et nach net gemaach, wéi mer de Code de la consommation hei an der Chamber diskutéiert hunn. Mir hu versicht esou laang wéi méiglech un deem absolute Verbuet vun dem Colportage festzehalen. Mä en fait, opgrond vun deenen esou wichtege Argumenten, déi virbruecht gi sinn, ass et awer net méi méiglech, un där doter Positioun festzehalen, esou dass mer eis dann hei elo, gemä där europäescher Direktiv, dem europäesche Recht hei konforméieren, wat de Colportage ugeet.

De Colportage selbstverständlech gëtt net fräi, dat gëtt elo net e Beräich, wou jiddweree kann egal wat maachen, mä de Colportage gëtt strikt, strikt souguer reglementéiert duerch deen neien Text hei. An ech ginn herno e bëssen an den Detail vun där Reglementatioun an, déi awer an der praktescher Ëmsetzung och risquéiert, ganz spannend ze ginn an deenen nächste Méint. Op jidde Fall ka jiddweree dovunner betraff sinn. Dat hei ass also och e Projet, dee wäert seng Répercussioune kënnen hunn am dagdeegleche Liewe vun eis allegueren.

Zwou nei Zorte vu Verträge ginn hei speziell geregelt iwwert deen heiten Text a ginn am Fong integréiert als spezielle Kapitel an eise Code de la consommation. Dat ass op där enger Säit d'Vente à distance, de sogenannte Fernvertrag oder Fernkaf. Dat sinn also all déi Venten, déi iwwer Telefon oder iwwer Internet stattfannen. Also och entre-temps e Beräich, deen u Bedeutung gewonnen huet an nach weider wäert u Bedeutung gewannen. An et ass d'Vente hors établissement, dorënner fällt de Colportage, also all Vente, déi net op deem Uert stattfännt, wou normalerweis de Commerce seng Aktivitéit entwéckelt.

Dat sinn alles, déi zwou Zorte vu Verträge sinn am Fong Verträge, déi ee ganz staarke grenz-iwwerschreidenden internationale Charakter hunn an déi natierlech och besonnesch hänken un der Entwécklung vun der Technologie vun der Kommunikatioun. An dofir ass et kloer, dass hei eng absolut Noutwendegkeet besteet op europäeschem Plang, innerhalb vun der Europäescher Unioun eenheetlech Regeln ze hunn. Dat ass den Zweck vun där Direktiv, déi mer hei ëmsetzen an déi am Fong zwou eeler Direktiven ersetzt.

Nach eng Neierung, déi iwwert deen heiten Text an eis national Legislatioun eragedroe gëtt, ass d'Uniformiséierung vum Délai de rétractation vun engem Vertrag, deen e Konsument mat engem Professionellen ofschléisst. Do gëllt an Zukunft en eenheetlechen Délai vu 14 Kalennerdeeg; 14 Kalennerdeeg, an deenen am Prinzip e Konsument kann, bei ganz ville Verträge, op säin Accord zrëckkommen. Dir hutt also, et ass d'Beispill, wou e Konsument säin Accord ginn huet zu engem Vertrag, sief et dass e Service kauft ginn ass, sief et dass eng Wuer kauft ginn ass, an do besteet nom europäesche Recht, och nom nationale Recht elo d'Méiglechkeet, banne 14 Kalennerdeeg op säin Accord als Konsument zrëckzekommen.

De Professionelle kann net op säin Accord zrëckkommen, mä et ass ausschliesslech eng Protektioun vum Verbraucher, déi hei spillt, deen also do kann op säin Accord zrëckkommen. An dat natierlech souguer och, wann d'Liwierung vun der Wuer scho stattfonnt huet. Bei Wuere fänkt souguer deen Délai vu 14 Deeg eréischt dee Moment un ze lafen. Bei Servicer ass et normalerweis esou, dass deen Délai schon éischter ufänkt an zwar bei der Conclusioun vum Vertrag. Dat Eenzege, wat vu Fraisen eigentlech kann op de Konsument zrëckfalen, ass eventuell d'Zrëckschécke vun der Wuer, wat dann zu senge Laaschten ass. Dat ass also elo geltend Recht hei an Europa.

Et ass wichteg, och deen dote Punkt, dass dee gewosst ass. Gewosst ass vun der Professionelle

selbstverständlech, déi dagdeeglech där dote Verträge ofschléissen, awer och gewosst ass vun Konsument.

Dese Gesetzesprojet ass den 10. September 2012 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider, nach ënnert der viregter Regierungsperiod, hei an der Chamber deponéiert ginn. Sämtlech Chambres professionnelles hunn en Avis zu deem heiten Text eraginn. Och d'ULC, de Konsumenteschutz, huet en Avis eraginn a prinzipiell déi Reform hei ausdrécklech begréisst.

De Statsrot huet zwee Avisen eraginn. Eng Kéier de 14. Mee 2013, an opgrond vun Amendementen, déi mer als Wirtschaftskommissioun eraginn haten den 12. November 2013, nach eng Kéier en Avis complémentaire. Insgesamt war et a sechs Sitzungen, dass an der Wirtschaftskommissioun iwwert deen heiten Text diskutéiert ginn ass. De Rapport ass den 30. Januar ugeholl gi vun der Kommissioun mat dem Wonsch, dass de Plenum vum Parlament sollt deem heiten Text an der vireleiender Form zoustëmmen.

Et ass also en Text, wéi ech scho gesot hunn, deen net wäert ouni praktesch Konsequenzen am Alldagsliewe bleiwen, well jo andauernd eigentlech mer amgang sinn, Verträge ofzeschléissen. Dat kënn jo mëndlech Verträge sinn, déi mer am Dagdeeglechen ofschléissen, wa mer an e Buttek eraginn. Eigentlech hu mer, juristesche gesinn, e Vertrag ofgeschloss. Déi doten Alldagsverträge falen eigentlech net an deen heiten Text eran. Mä natierlech all déi Verträge, déi méi wäit ginn, déi iwwer reng dat Alldagelecht erausginn, déi fale voll an de Konsumenteschutz eran.

An all déi Regeln, déi ronderëm dee Konsumenteschutz opgebaut gi sinn, bei deenen eng Suerg natierlech och war, dass dee legitime Wonsch, fir déi am Prinzip schwach Vertragspartei ze schützen, net dierf dozou féieren, dass de Commerce eigentlech sech net méi kann entwéckelen duerch ze vill Formalitéiten, dat ass ëmmer e bëssen eng geféierlech Gratwanderung, déi een do mécht, fir eigentlech op där enger Säit d'Kompetitivitéit vum Handel a vun der Wirtschaft weider ze garantéieren, op där anerer Säit awer och de Konsument ze schützen, besonnesch géint Mëssbräich, déi kënn stattfannen.

Ënnert déi heite Bestëmmunge falen natierlech nëmmen och Verträge, déi tëschent engem Professionellen, op där enger Säit, an engem Konsument, op där anerer Säit, ofgeschloss ginn.

Wichtig schéngt eis als Kommissioun ze sinn, dass déi Informatiouns- a Sensibiliséierungsarbechte bei der Ëffentlechkeet, bei all deenen, déi a Kontakt mat deene Verträge wäerte kommen, dass déi intensiv an Ugrëff geholl ginn, dass do ass eng Opklärungsarbecht gemaach gëtt. Dat ass ënner anerem och d'Aufgab vun der Chambres professionnelles, déi hei concernéiert sinn, vum Konsumenteschutz selbstverständlech. Dat ass jo eigentlech de Sënn vum Konsumenteschutz, fir déi dote Regeln ze vulgariséieren no baussen. Mä natierlech awer och d'Aufgab vun der Regierung, vum zoustännige Ministère oder Ministären, fir derfir ze suergen, dass déi nei Regeln och bekannt ginn. Well, wat notzen eis déi dote Regeln, wann an der Praxis kee se kennt a se och net applizéiert ginn?

Dat ass also, mengen ech, immens wichteg, dass och deen heiten Text, dee ganz komplex ass, dee Code de la consommation ass eng guut Saach, mä et wimmelt nëmmen esou vu Renvoien, vun engem Artikel op deen anerem, vun Ausnahmen zu prinzipielle Regeln. An et ass wierklech souguer fir e Professionellen net evident, fir sech duerch déi Mäandere vun deem Code de la consommation do duerchzekämpfen. An dofir, mengen ech, ass jo och d'Iddi scho laang do, fir eng vulgariséiert Form vun deem Code de la consommation och auszeschaffen, an där déi wichtegst Regeln eigentlech an enger allgemeng verständlecher Form no bausse gedroe ginn. An dat ass och an den Ae vun der zoustänniger Chamberskommissioun immens wichteg, dass do weiderhi grousse Efforte vun offizieller Säit gemaach ginn.

Wat och wichteg, mengen ech, ze wëssen ass, dass des Direktiv eigentlech opgebaut ass op der Iddi vun enger maximaler Harmoniséierung, dat heescht, et ass u sech, dass am Prinzip eent zu eent eigentlech deen heiten Text ëmzesetzen ass. Dat war och d'Optik, déi d'Regierung hat, an där sech och déi zoustännige Chamberskommissioun ugeschloss huet.

Mir hunn och probéiert, an eisen Aarbechten eenzel Iddien a Remarquen, déi vun der Be-

rufschambere formuléiert gi sinn an hire fundéierten Avisen, mat ze berücksichtigen an der Endformuléierung vun einzelnen Textpassagen, wéi mer selbstverständlech eis och intensiv mat den Avisen vum Statsrot auserneegeet hunn. Do waren eng Rei vun Oppositionsformelles als Hürden ze huelen, dräi un der Zuel. A mir hunn et fäerdegbruecht iwwer Amendementen, fir elo en Text hei ze presentéieren, dee misst also och Gnod fannen an den Ae vum Statsrot an opgrond vu senge juristesche Remarquen, déi e gemaach huet.

Ech wëll also net ze vill an den Detail goen. Fir déi Leit, déi sech fir déi Matière interesséieren, verweisen ech also op de schrëftleche Rapport vun der Kommissioun, wou mer am Commentaire vun den Artikelen op eenzel Punkte méi am Detail agaange sinn.

Kär vun der Reform, ech kommen dorobber zrëck, ass dat neit Kapitel 2 vum Titre 2 vum Code de la consommation mat dem Beräich vun de Contrats à distance an hors établissement, déi integréiert ginn an d'Artikelen L. 222-1 bis L. 222-11.

Virun allem gesäit emol den Text eng ganz Rëtsch vu Virinformatiounen vir, déi de Professionelle muss dem Konsument ginn, am Zusammenhang mat dem Ofschloss vun engem Contrat à distance oder engem Contrat hors établissement, wou, wéi gesot, och de Colportage ënnert deen zweete Begrëff fällt.

Nëmmen wann hien eigentlech déi Informatiounen do geliiwert huet, dat betrëfft ënner anerem et seng eege Persoun, seng Gesellschaft, wat de Sëtz vun der Gesellschaft ugeet, wat d'Errecherbarkeit och vun der Gesellschaft ugeet, nëmmen wann hien déi Konditiounen do erfüllt huet, kann et eigentlech zu engem valabele Vertrag kommen. Mä et ass eigentlech keng Nullité absolue. Och hei gëllt de Prinzip, dass nëmmen déi geschützte Vertragspartei, dat heescht de Konsument kann eigentlech invoquéieren, dass en eng Rei vun Informatiounen am Virfeld net kritt huet an doduerjer och säi Consentement eigentlech viciéiert ass.

Bei dem Dier-zu-Dier-Verkauf, Colportage, gesäit de Gesetzestext en Opt-out-System vir. Dat heescht also, dass am Prinzip zwar kann e Colportage stattfannen, mä wann de Konsument viru senger Wunneng duerch d'Ubränge vun enger Affiche, vun enger Vignette, oder wat och ëmmer, kloer dokumentéiert huet, dass en net wëllt démarchéiert ginn, dass en net wëllt also, dass e sollicitéiert gëtt, fir e Vertrag ofzeschléissen, dann därer eigentlech de Colporteur net aktiv ginn.

Wann en dat mécht, dann ass e stroferechtlech ze verfolgen an da muss e mat enger décker Amende respektiv souguer mat der Confiscatioun vu senger Wuer a souguer eventuell Confiscatioun vu sengem Gefier, wat zum Transport vun der Wuer benéidegt war, rechnen.

Et ass also esou, dass do wierklech de Wonsch vum Konsument muss respektéiert ginn. Wann de Geschäftsmann oder d'Geschäftsfru dat net mécht, da mécht e sech strofbar a selbstverständlech sinn esou Kontrakter, déi géifen esou zustane kommen, natierlech och null an nichteg, wann de Konsument dat do uféiert.

Déi zweet Méiglechkeet, fir eigentlech elo kloer ze dokumentéieren, dass een net wëllt démarchéiert ginn, besteet doranner, dass ee sech kann an eng Lëscht aschreibe loosse vun all deene Leit, Konsumenten, déi soen, ech wëll net démarchéiert ginn, ech wëll net, dass Colportage bei mir doheem gemaach gëtt.

Dat huet deeselechten Effet, wéi wann e géif bei senger Wunneng déi Vignette ubrängen. Och dann ass et kloer, dass e Professionellen, deen dat net respektéiert, contraire zum Gesetz handelt a sech och strofbar mécht an esou e Kontrakt, wann e géif zustane kommen, keng Gültigkeit méi hätt.

Dann en zweete Punkt, mengen ech, dee mer diskutéiert hunn - an da kommen ech och zum Schluss vu mengen Ausféierungen -, dat betrëfft déi Méiglechkeet, fir eventuell bei der Vente à distance eng Sproocheklausel virzege-sinn.

D'Vente à distance, nach eng Kéier gesot, dat ass haaptsächlech dee ganze Beräich vum Internet, deen dorënner fällt.

Mir waren der Meinung, wéi och d'Regierung der Meinung war, dass een do sollt net speziell Regeln hei zu Lëtzebuerg virgesinn. Mir sinn eng international Plaz, Handelsplaz, wou notamentlich och iwwer Internet - mir wësse jo, wat fir Firme momentan hire Siege hei zu Lëtzebuerg hunn - eng ganz Rëtsch Milliounen vu Verträge eigentlech ofgewéckelt ginn. An ech

gesinn eis schlecht soen, elo mussen déi Verträge op Lëtzebuergesch, op Däitsch an op Franséisch verfaasst ginn.

Ech gesinn net, dass mer, wéinst der spezifescher Situatioun, déi mer an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg hunn, do zwéngend Sproocheklausel géife festleeën. Dat kéint nëmmen zulaaschte vun der Entwécklung vun eiser Handelsplaz goen.

Mä natierlech gëllt eng Fauschtregel fir de Konsument. Et soll een e Vertrag net ënnerschreien, wann een net weess, wat am dote Beräich an där e Vertrag verfaasst ass. Dat ass ëmmer louche, wann een esou ee Vertrag eigentlech virgeluecht kritt. Dann huet ee besser, net ze ënnerschreien.

Ech mengen, dat ass a muss d'Verhale vun engem, mengen ech, normal virsiichtge Konsument sinn.

Dat gesot, mengen ech, waren dat déi Hauptpunkten, déi mer diskutéiert hunn. Wéi gesot, wichteg ass et, dass mer elo derfir mathëllefen, dass et zu enger korrekter praktescher Uwendung vun deenen heiten neien Texter kënn. An ech géif dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Gesetzesprojet hei abréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Rapporteur. An ech géif dann direkt d'Wuert weiderginn un de Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dräi Joer, nodeem d'Code de la consommation gestëmmt huet, si mer haut mat enger Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Rechter vun de Konsumente befaasst.

Ech hat hei eng länger Ried virbereet. Ech hunn awer fonnt, dass eisen honorabele Rapporteur, den Alex Bodry, en exzellente schrëftlechen an och ganz besonnesch mëndleche Rapport gemaach huet, an och relativ an den Detail vun enger ganz technischer Thematik agaangen ass, soudatt ech...

(Interruption)

Neen.

...soudatt ech elo den Här Gibéryen wäert e bëssen enttäuschen a meng Ried ofkierzen, well ech wëll och net alles dat widerhuelen, wat de Rapporteur sot, deem ech en ausdréckleche Merci am Numm vun eiser Fraktioun fir seng Aarbecht hei wëll soen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech wollt just awer nach eng Kéier kuerz och widerhuelen, em wat et an där Direktiv geet, well dat awer net onwichtig ass. Op där enger Säit geet et jo och drëm, fir de Bannemaart fir d'Konsumenten ze fuerderen, fir awer gläichzäiteg och d'Lat vum Schutz vun de Konsumenten méiglechst héich ze leeën. An dat ass keen einfachen Drotseelakt gewiescht, well een natierlech ëmmer huet misse kucken, ob d'Kompetitivitéit notamentlich vun der lëtzebuergescher Entrepreneuren net zulescht géif zulaaschte vun engem méi effiziente Konsumenteschutz goen.

A wann ech d'Resultat elo kucken, wat eis virläit, fannen ech eigentlech, dass déi viregt, awer och déi aktuell Regierung deesen Drotseelakt net esou schlecht realiséiert hunn, well mer eigentlech haut hei iwwer e ganz équilibréierten Text ofstëmme, deen op där enger Säit d'Interesse vun den Entrepreneuren, awer op där anerer Säit och de Konsumenteschutz respektéiert.

Mir begrëissen iwwerens och, dass déi zwou Regierungen, déi viregt an och déi heiteg, sech strikt un den Text vun der Direktiv gehalten hunn a weider net doriwwer erausginn.

Ech wäert lech also erspueren, elo nach eng Kéier alles dat ze widerhuelen, wat virdrun de Kollege Alex Bodry schonn hei ausgefouert huet. Ech géif derfir just wëllen dräi méi allgemeng lwwerleungen zu deem Text maachen.

Éischtens, an der Rapporteur huet dat gemaach, mä ech mengen, et ass wichteg, dass een awer eng Kéier drop hiweist, dass mer haut also hei iwwer en Text ofstëmme, deen an Zukunft dat sogenannte Hauséieren nei regelt, andeem et offiziell erlaabt gëtt. Mä et ass awer kloer am Text virgesinn, dass an Zukunft jiddwer Konsument op senger Hausdier, op sengem Appartement kloer ka säi Wëlle bekun-



den, datt en net wëllt vun där Zort vu Verkaf a vu Verkeefer harceléiert ginn.

Sollt trotz dëser klorer Wëllensbekundung trotzdem e Verkeefer sech heiriwwer ewechsetzen an et trotzdem zu engem Kontrakt zwëschent dem Verkeefer an dem Konsument kënn, ass, laut den Dispositiounen vun dësem Text, dësen automatesch ongültig, an dat souguer, wann de Konsument géif schrëftlech en Engagement huelen.

Ech mengen, datt dëst, an de Rapporteur huet et och schonn ënnerstrach, trotzdem eng ganz wesentlech Dispositioun vun deem Text hei ass, well dat jo eigentlech eng Derogatioun och par rapport zu deene grouse Prinzipien vun eise Code civil ass, well hei automatesch e Kontrakt als null an nichteg erkläert gëtt, ob-schon en eigentlech trotzdem vun zwou Parteien ënnerschriwwen ginn ass.

Ech hoffen, datt ganz besonnesch dës Dispositioun wäert eng dissuasiv Wierkung op all déi zukünftige Hauséierer hunn an datt se dann net versichen, trotz enger klorer Wëllensbekundung vum Konsument an Haus- oder Appartementsbesëtzer, him wëllen awer hir Produkter verlickeren.

Eng zweet Observatioun, an dat geet och an d'Richtung vum Rapporteur, deen dat scho gesot huet, och an deene verschiddeenen Avisen ass dat ëmmer erëm ënnerstrach ginn, datt all déi aktuell Dispositiounen, déi d'Consummateure beréieren, ëmmer méi schwéier lesbar a verständlech fir den allgemeng Stierfleche sinn. Mä emol net nëmme fir den normale Stierflechen, well ech fannen, datt och e Jurist, a mir hunn der jo eng ganz Rei hei sëtzen, déi och an der Kommissioun derbäi waren, déi hunn hir Problemer, fir sech hei erëmzefannen. Besonnesch, well een dann ëmmer vun engem Artikel op deen anere renvoyéiert gëtt, an dat mécht déi Saach net einfach.

An duerfir ënnerstëtze mir och de Wonsch hei vum Rapporteur, datt d'Regierung an den zoustännege Minister alles och do mussen ënnerhuelen, fir dat Regelwierk awer elo op eng verständlech Aart a Weis, Här Minister, no bei de Konsument ze bréngen. Ech mengen, datt mer och Associatiounen hei am Land hunn, wéi de Konsumenteschutz, déi déi néideg Kompetenz an Erfahrung hunn, fir hei eng gutt Kommunikatiounspolitik ze maachen.

Allerdéngs mäin Appel un den dofir zoustännege Minister, datt awer och déi Associatiounen déi néideg Ënnerstëtzung vum Minister wäerte kréien, fir hei eng konkret a gutt Aarbecht am Interessi vum Konsumenteschutz ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Drëtt a lescht Iwwerleeung, awer dofir net déi onwichtigst, op déi ech och nach wëllt agoen,

dass bei all deene gutt gemengtenen neien Oplagen, déi elo am Interessi vum de Konsumente gemaach ginn, een awer trotzdem d'Geschäftswelt net dierf vergiessen, well haut gëtt et fir Kleng- a Mëttelbetriber, awer och fir ganz vill Geschäftsleit ëmmer méi schwéier, fir sech un all déi Obligatiounen ze halen, déi an deene verschiddeenen europäeschen Direktiven stinn an déi mir mussen transposéieren. Ech denken do nëmme un ee Beispill, wat och erëm an der Direktiv iwwerholl ginn ass, den Double affichage vun de Präisser, wat, wéi gesot, kleng Geschäftsleit d'Liewen net ëmmer vereinfacht.

An engem Moment, wou e grouse Konsensus an eiser Gesellschaft besteet, wou jiddweree vu Simplification administrative dremt a schwätzt, solle mer net vergiessen, wéi vill Zäit, wéi gesot, besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber, awer och Geschäftler mussen investéieren, fir ëmmer erëm nei Formulieren auszefüllen, Dispositiounen aus Gesetzestexten ëmzesetzen, Zäit, déi hinnen herno einfach feelt, fir sech eigentlech em hiren „core business“ ze këmmere.

A wann ech virun driwwer geschwat hunn, datt et fir d'Konsumente schwéier ass, sech an deem Paragraphenschungel erëmzefannen, gëllt natierlech datselwecht och fir déi Geschäftsleit, déi Mëttelständler, déi et och net ëmmer einfach hunn, an duerfir vläicht och déi Iddi un den zoustännege Minister gericht, fir emol eng Kéier ze iwwerleeën, ob een net kéint hei ee Screening maachen, fir all déi iwwerflüssig Formalitéiten erauszefilteren, déi awer ganz vill Betriber mussen maachen a wou se ganz vill Zäit verléieren. Ech mengen, dat wär eng gutt Iddi, an ech wär frou, wann de Minister d'accord wär, fir op esou e Wee matzegen.

Schlussendlech, an da kéim ech och schonn zum Schluss, wollt ech eng lescht Remarque maachen, déi ech och schonn an der Kommissioun gemaach hat, nämlech iwwert d'2000er Gesetz iwwert de Commerce électronique.

Ech mengen, hautdesdaags gi vill méi Kaf- a Verkafskontrakter iwwer Internet gemaach, wéi een dat elo iwwer Hauséieren oder iwwer Dierzu-Dier-Verkeef mécht, an et ass och haaptsächlech do, wou een ëmmer méi Abuse feststellt, an do mussen mer also ganz virsiichteg sinn, well ganz oft um Internet déi Sécurité juridique vun deenen Transaktiounen net ginn ass.

An ech war och dofir e bësselchen enttäuscht, Här Minister. Ech hat lech viru Kuerzem eng Fro gestallt, ob der net der Meenung wäert, et misst een awer eng Kéier dat 2000er Gesetz iwwert de Commerce électronique, wat längstens dépasséiert ass vun der Realitéit, awer eng Kéier op de Leescht huelen, fir ze kucken, ob een dat net misst punktuell adaptéieren, och am Sënn vun enger besserer Protektioun vun de Konsumenten an de Leit, déi iwwer Internet kafen oder verkafen.

An duerfir och nach vun dëser Plaz aus eng Kéier en Appel un lech, fir ze kucken, ob et net awer Sënn géif maachen, dëst Gesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen.

Dat gesot, bréngen ech lech heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Laurent Mosar. Eis nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel, där ech ee ganz grouse Merci soen, dass se als Vizepräsidentin mer d'Geleeënheet ginn huet, fir e bëssen d'Been ze vertrëppelen. Merci, Madame Beissel, an Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, Här Minister, Kolleginnen a Kollegeen. Et ass gär geschitt, Här President.

Ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Alex Bodry een häerzleche Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Dann e puer Zorte vu Remarquen. Ech muss soen, dass mer, am Numm vun der DP-Fraktioun, mat zimlech gemëschte Gefiller d'Ophiewe vun dem Verbot vun dem Colportage zur Kenntnis huelen. Et kann ee praktesch soen: „Mi-figue, mi-raisin“.

Mä mir wëssen alleguerten, dass mer hei eng europäesch Direktiv transposéieren, déi zwar limitéiert ass op d'Vente hors établissement an d'Vente à distance, mä no dem System hu mer kee Choix. Europäesch Texter, déi mer transposéieren. Et ass och gutt schonn erauskomm, dass mer déi Direktiv eent zu eent transposéieren, dass mer dee Moment Kloertext rieden, mä net méi maachen, wéi mer mussen.

Fazit ass, dass déi Direktiv hei kënn, fir am Kader vun dem Marché unique de Secteur vun de Services nach méi performant ze maachen. An dofir ass et och logesch, dass mer dësen Text hei transposéieren.

Et ass awer esou, dass mir et ausdrécklech begrëssen, dass de Colportage elo ganz streng encadréiert gëtt, dat sougutt um preventive wéi um repressive Plang. Et muss een elo kucken, déi Opt-out-Méiglechkeeten, notamment mat där Signalisatioun, an och déi Lëschten, déi elo sollen opgestallt ginn, ob dat et bréngt.

Mir mussen awer och oppassen, dass de ganze Volet vun der Protektioun vun den Donnéeën, dass déi ganz seriö organiséiert gëtt. Well et ass schonn hei ugeklongen, a mir wëssen et alleguerten, wéi oft héiere mer, dass Leit, déi ganz oft méi schwaach si praktesch, op gutt Lëtzebuerger gesot, entschëllegt mer den Ausdrock, iwwert den Dësch gezu ginn, well se Wueren opgedrängt kréien, déi vu schlechter Qualitéit sinn, op där anerer Säit awer horrend oder exorbitant Präisser hunn an dann herno ass de Misär do. An et sinn haaptsächlech oft eeler Leit, déi esou abuséiert ginn.

Duerfir, mir ass et ganz wichteg, dass dat ganz streng encadréiert gëtt.

Dat sinn elo vläicht e puer streng Wieder vu menger Säit. Ech wëll soen, dass mir dat Ganz mat kritischem Bléck kucken, awer mir hu keng negativ Approche.

Mir wësse ganz genau, dass et e ganze Koup vu Commerçanten, Professioneller ginn, déi ganz seriö sinn, déi gutt Intentiounen hunn. Mä, duerfir muss een deem ganze System elo eng Chance ginn.

Den Alex Bodry huet dat Wuert „spannend“ gebraucht. Dat ass u sech eng Visioun vun allerlee, vu breet gefächerte Méiglechkeeten. Eng Chance muss een him ginn, mä mir mussen eis alleguerten eens sinn, dass mer déi ganz Geschicht do ganz akribesch verfollegen. A gemäß der Zäit mussen mer e Bilan zéien, a wann da mussen Saachen nogebessert ginn oder korrigéiert ginn, mussen mer dat onbedéngt maachen.

► **Une voix.** - Wéini maache mer dat dann?

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Dat gesi mer dann, wann déi spezifesch Problemer kommen, an da wäerte mer dat scho fäerdegbréngen.

(Interruption)

Wat awer och hei kloer schonn erauskomm ass, och bei menge Virriedner, et ass absoluten Handlungsbedarf a Saache gutt Kommunikatioun a gutt Informationscampagne hei.

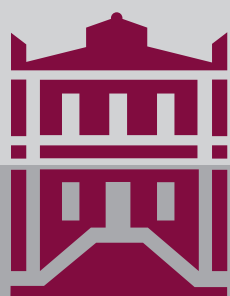
Et ass wichteg, dass all d'Leit, déi hei betraff sinn, dat heescht déi eng Säit d'Konsumenten, mä déi aner Säit och Professioneller an d'Commerçanten, ganz genau wëssen, wat elo an deem Text steet, wéi d'Rechter vu de Konsumenten elo bestëmmt sinn, dass jiddweree weess, wat fir eng Roll e soll spillen a fir eben d'Sécurité juridique ze garantéieren.

Dir wësst, dass och dës Regierung sech de Schutz vun de Konsumente grouss op de Fändel geschriwwen huet, an duerfir ass et extrem wichteg, dass mer hei deen Text gutt applizéiert kréien an, wéi gesot, all néideg Mesuren huelen, déi sech opdrängen.

Et ass och schon ugeklongen hei, an ech wäert dorop och nach insistéieren, dass déi Vulgarisatiounsbroschür, déi zwar scho besteet, onbedéngt erëm op de Métier geholl gëtt, well ech hu mer gëschter Owend d'Méi ginn, fir dee ganzen Text do ze liesen, an ech muss lech soen, et war net einfach. Well, den Här Bodry huet et scho gesot, net nëmme si Renvoien do, mä et ass eng Abberzuel vun Definitiounen, mä contrairement zu aneren Texter, wou dat als Glossaire entweder ganz vir an engem Text oder ganz hanne steet, si se elo de Moment an deem Text, dee mir hunn, duerch d'Artikelen verdeelt. An dat hëlleft net onbedéngt, fir d'Liisibilitéit vum Text ze verbesseren. Also, mir mussen onbedéngt kucken, dass mer do Bro-

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





schüre maachen, dass fir eis Leit, déi mer wëlle schützen, dat och dee Moment méiglech ass.

Wat ganz positiv ass - nach e puer Remarquen zum Schluss -, dat ass, dass d'Vente ambulatoire, dat heescht all d'Venten op de Mäert an och op de Foiren ënnert de System fale vun de Ventes hors établissement, an och d'Autoen, déi dorëmmer fuere, wou Ventë kënnen gemaach ginn, ginn zesummen, wéi alleguerten déi Stänn, déi ginn och assimiléiert mat Établissement commercial, ënnert der Konditioun, an dat ass natierlech och erëm eng Kéier e weineg e Schwierigkeetspunkt, dass déi Activité permanent ass.

Bon, wéi gesot, dat héiert sech gutt un, op där enger Säit. Op där anerer Säit ass awer de Risiko, dass mer mat esou Terme wéi „permanent, habituel, occasionnel, temporaire“, ënnert deenen déi meescht vun eis ganz oft aner Saachen verstinn, erëm eng Kéier eng nei Insécurité juridique schafen, well dat eben Interpretatiounsméiglechkeeten, Interpretatiionsdifferenze vläicht kënnen ginn an dee Moment ass d'Sécurité juridique net garantéiert, ee Schwaachpunkt méi, wou mer hei mussen oppassen, wa mer deen Text ëmsetzen, dass dat alles klappert.

Wat ganz gutt ass - an dat ass eppes, wat mengen ech, fir d'Juristen haaptsächlech d'Saache vereinfacht -, dass elo endlech deen Délai de rétractation op 14 Schaffdeeg unifiéiert ass mat deene verschiddene Venten, wou dee Moment och eng Klärung kënnert an net all Mënsch Suerg huet, ob en nach am Délai ass, fir iergendwéi ze reagieren.

Déi Geschichte mam Online gi jo och gekläert oder jiddefalls verschäerft an där Hinsicht, dass d'Informatioun vun deem, deen online eng Kommande mécht, nach ënnerstrach gëtt: Dee Moment, wou e keeft, kritt e gesot, dass e kaaft huet, an e kritt och dee Moment gesot, dass e muss bezuelen; also, dass et u sech keng Excuse méi ass, fir herno ze soen, en hätt et net gewosst.

Dat ware just e puer Remarquen. Ech begréiszen den Text u sech. Mir kréien zwar Aarbecht, fir e gutt ëmzesetzen an der Praxis. Mä ech mengen, mat den néidege Mesuren an Hand an Hand zwëschen der Regierung an hei der Chamber wäerte mer dat scho packen!

Ech bréngen heimat den Accord och vu menger Fraktioun a soen lech villmools Merci fir d'Nolasschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Beissel. Als nächst Riednerin ass d'Madame Wickler ageschriwwen. Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Christiane Wickler (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci, e ganz grouse Merci un de Rapporteur Alex Bodry fir säi komplette Bericht an och u meng Virriedner, déi scho méi oder manner detailléiert op eenzel Neierunge vun deem Gesetzesprojet agaange sinn.

Ech wäert dann hei net och nach eng Kéier alles widderhuelen. A virun allem ass et meng éischt Ried an dofir halen ech mech och ganz kuerz.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Christiane Wickler (déi gréng).** - Mir mussen och, soss fale mer an d'Nuecht!

déi gréng wäerten haut deem Projet de loi zoustëmmen, well e bedeit insgesamt e Renforcement vun de Konsumenterecht a bréngt virun allem Kloeerheet an de Marché vum Colportage. Dese Projet ass kee Remake vu Schéiereschläifer, Dëppegëisser a Lompékriemer, well dese Marché ass kloer eriwuer. Et ass eng laang iwwerfällig Upassung fir den Zäitalter vum Internet.

Genee wéi meng Virriedner schonns betount hunn, bréngt d'Ëmsetzung vun deser EU-Direktiv nieft kloer Fortschreitter och e puer negativ Aspekter mat sech, déi mir hei net dierfen aus den Ae verléieren. Mir mussen an deem Kontext e kloer Bléck op den Terrain geheien a gegebenfalls néideg Upassunge virhuelen. Zum Beispill muss séchergestallt ginn, dass de Berufsstand vun de Colportage, op Lëtzeburgeresch den „Haus-zu-Haus- oder de Strooserverkeef“, dat déi sech kënnen bei hirem Client kloer ausweise beim Exercice vun hirem Handwerk. Och muss hei nach nodréiglech e Modus vivendi fonnt ginn, wéi a wou d'Leit

kënnen effikass matdeelen, dass se net wëllen doheem demarchéiert ginn.

Wat d'Geforen ugeet, kënnen mir och net eleng dese Projet isoléiert kucken, mä mussen drun denken, dass mir och nach aner Verbraucherschutzinstrumenter hunn, wéi notament dat rezent Gesetz iwwert den Abus de faiblesse, wat natierlech och an deem Beräich seng Uwendung muss fannen. Speziell déi eeler Leit mussen protegéiert gi virun hyperaktiven an opportunistesche Vendeuren, déi mat onduersichtige Methoden a mat onéierlecher Kreativitéit deene Leit d'Suen aus der Täsch zéien.

Mir brauchen elo effektiv eng proaktiv Kommunikatiionscampagne, wéi scho gesot, vun der Regierung, zesumme mat all den Acteuren an hire gutt informéierte Leit vun deene verschiddene Berufsverbänn an dem Konsumentenschutz. D'Zil muss sinn, fir Vertrauen opzebauen an d'Abuse vun Ufank un ze minimiséieren. An deem Kontext fannen déi gréng et och wichteg, dass déi vulgariséiert Versioun, wéi och scho gesot, vum Code de la consommation esou séier wéi méiglech aktualiséiert gëtt, esou wéi dat och de Konsumentenschutz fuerdert.

Dese Projet de loi ass och eng gutt Occasioun, fir ze betounen, dass deen einheimische Commerce mat all senger Responsabilitäten a mat all senger Parties prenanantes keen Intérêt huet, fir Verbraucherschutzregelen opzeweichen. Kloer an däitlech Regeln an Normen, déi jiddweree versteet, sinn am Handel d'Basiselementer, fir mat de Clienten eng Vertrauensrelatioun ze garantéieren. De Konsument, wann en e Besoin huet, soll ouni A-priori de Choix hunn, fir an engem classesche Buttek, op engem Verkaufstand, bei engem Commerce ambulant oder op der Toile seng Suen auszeginn an als Contrepartie eng korrekt Wuer oder e soignéierte Service zu éierlechen an transparente Konditiounen ze kréien.

All des Beräicher gi vun deem Gesetz geregelt an dohier ënnert dem Stréch de Gewinn fir de Client, fir de Marché, an dat op engem klenge mä interessante Maart wéi Lëtzebuerg. Meng Virriedner hunn hei scho ganz vill nei Punkten erausgepickt, dofir sief nach eng Kéier den Droit de rétractation, d'Recktrétsrecht beim Kaf erwähnt, dat duerch dese Projet hei zu Lëtzebuerg elo op 14 Deeg, dat heescht vu siwen op 14 Deeg verdubelt ginn ass, oder déi zimlech detailléiert Virschreften aus der Direktiv fir Internettransaktiounen.

Eist Objektiv soll sinn: eng fair an équilibréiert Relatioun, eng Win-win-Situatioun téschent Vendeur an Achteur. Dofir stëmmen déi gréng deem Text och zou.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Wickler. Als nächste Riedner ass den Här Justin Turpel agedroen.

► **Une voix.** - Den Här Reding.

► **M. le Président.** - Ah, deen ass mer net gemellt gewiescht. Entschëllegt, Här Turpel, ech huelen dann den Här Reding nach vir, an da sidd Dir drun.

Här Reding, wann ech gelift.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleegen, meng Fraktioun wäert desen Text net matstëmmen, an ech erklären lech och firwat.

Et sinn immens vill ganz gutt Saachen dran, déi den Alex Bodry eis hei résuméiert huet, déi gutt an déi wichteg sinn. Mä den Alex Bodry gräift e bësselche kuerz, wann e seet, d'Avise wieren all esou positiv gewiescht. Et ass wouer, dass de Konsumentenschutz e relativ positiven Avis ofginn huet.

Mä et waren och anerer do, zum Beispill d'Chambre des Salariés, déi geschriwwen huet: «La Chambre des Salariés regrette le choix politique au niveau européen consistant à recourir dans le domaine de la consommation à la technique de l'harmonisation maximale.» Wat mengt se, wa se hei vun enger „harmonisation maximale“ schwätzt? Dat ass, wa gemeinsam Regele festgehale ginn, déi et de Länner verbidden, fir hir Konsumente weiderhi besser ze schützen oder fir nei Konsumentenschutzmoosnamen anzeféieren.

An duerfir, Här Mosar, hutt Dir och onrecht, wann Der sot, d'Lat géif hei héich geluecht ginn. De Contraire ass wouer: Hei gëtt eng Konsumentenschutzmoosnam ënnerhillegt. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet geschriwwen: «La libéralisation de la vente de porte en porte va d'emblée anéan-

tir la paix et la tranquillité qui caractérisent nos villes et villages.»

Et muss een unerkennen, dass d'Auteurs vun deem Text hei en Effort gemaach hunn, fir déi néfaste Konsequenze vun der Ofschaffung vum Verbuet vum Hauséieren e bësselchen an de Grëff ze kréie mat deem System vum Autocolant, dee kann op d'Dier gepecht ginn. Mä wa mer éierlech sinn, mussen mer jo awer soen: Dourner wäerte sech virun allem emol déi éierlech Commerçanten halen a ganz bestëmmt net déi onéierlech! Mir wëssen, mat wat fir enge Psychotricke professionell Vendeuren engem kënnen eppes opschwätzen, a wann een dann drun denkt, wiesch déi Leit sinn, déi doheem eleng sätzen an déi dann do elo kënnen doheem demarchéiert ginn un der Hausdier: Dat si ganz oft déi Schwächst vun eiser Gesellschaft!

Ech mengen, wa mer éierlech heibanne wieren, da wier kee vun eis der Meenung, dass d'Ophiewe vum Verbuet vum Colportage eng gutt Saach ass. Ech mengen, kee vun eis heibannen hätt e Gesetzesprojet erabuecht, fir déi Interdictioun do ze levéieren. Mir maachen dat dote just, well mer et vun Europa diktéiert kréien.

Mä kréie mer et wierklech vun Europa diktéiert? Et ass eng Direktiv! Wéi konnt déi Direktiv zustane kommen? Ginn déi Direktiven net och vu Regierungen négociéiert? A kréie mir net och hei an der Chamber Lëscht mat Contrôles de subsidiarité, déi mer ganz oft, wéi mer et an der Vergaangenheet gesinn hunn, net eescht huelen? Wann dee leschten Dag komm ass, fir kënnen zu engem Contrôle de subsidiarité eppes ze soen, a mir hunn an der Kommissioun net Zäit genuch, fir nach kënnen driwwer ze diskutéieren, dann ass dat keng gutt legislativ Aarbecht!

► **M. Jean-Claude Juncker (CSV).** - Da sot och net, Europa géif et diktéieren, wann d'Lëtzebuerger Regierung averstane war an d'Lëtzebuerger Chamber näischt dergéint gesot huet!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Gutt, gutt, dat heescht, Dir waart averstane mat der Ophiewung vum Verbuet vum Colportage.

► **M. Jean-Claude Juncker (CSV).** - Dir hutt gesot,...

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dat war eng immens gutt Aktioun, Här Juncker, super! Ganz sozial!

► **M. Jean-Claude Juncker (CSV).** - Dir sollt net soen, dass Europa dekretéiert, woumat d'Lëtzebuerger Institutiounen averstane waren. Et ass primitiven antieuropäesche Populismus!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Neen, neen, neen!

Neen, also éischtens emol huelen ech dann Akt dervun, dass eng sozial Partei fir d'Ophiewung vum Verbuet vum Colportage ass. Dat ass natierlech eng immens gutt Aktioun! Mä ech sinn awer och der Meenung, dass de Subsidiaritätsprinzip dat heiten net zouléist. Ech mengen, hei geet et jo net drëm, dass e Commerce verbuede gëtt, hei dierf en Italiener eng polnesch Bier verkaafen, dat ass iwwerhaupt net d'Thema! Hei geet et ëm eng Method vu Verkafen, eng Method vu Verkafen, déi - duerch gutt Recht! - de Législateur zu Lëtzebuerg bis elo verbueden huet, well ganz genau hei vun der Schwächt vun de Leit profitéiert gëtt!

Bon, well mir net d'accord si mat deem Ophiewe vun deem Verbuet vum Colportage, stëmmen mer dat Gesetz hei net. Mä ech stellen awer dann nach eppes fest: Et geet net duer, par rapport zu Europa eng aner Stëmm nëmmen hei am Haus ze hunn! Eng aner Stëmm an Europa mussen mer och an Europa selwer hunn. An duerfir brauche mer definitiv an Zukunft méi Lëtzebuerg a manner Europa!

Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech mengen, dass dat Netschwätzen hei an der Chamber och eppes iwwert déi Ausso ausseet.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Normalerweis mécht de President keng...

► **M. le Président.** - Dofir... normalerweis huet en och keng Ausso gemaach.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo!

► **M. le Président.** - En huet och keng gemaach, en huet just festgestallt, dass keen eppes gesot huet an domat alles gesot ass.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Domadder, dass keen eppes gesot huet...

► **M. le Président.** - Ech soen lech villmools Merci a ginn dann dem Här Justin Turpel d'Wuert.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Wann Der erlaabt, Här President, ech wëll et kuerz maachen, da maachen ech et vun hei aus.

Mir stëmmen deem Projet do net zou, well mer effektiv net kënnen d'accord si mat dem Ophiewe vum Verbuet vum Colportage, mat der Liberaliséierung vum Hauséieren. En plus ass et esou, dass hei eng immens komplizéiert Situatioun entsteet fir d'Konsumenten, an ech mengen, eng ganz Rei Virriedner hunn dat vir-dru schonn erkläert.

An een, deen net iwwerzeegt wier vun der Komplexitéit, ech mengen, d'Madame Beissel misst deen eigentlech iwwerzeegt hunn, zum Beispill iwwert den Opt-out, wéi d'Leit dat solle maachen. Et bestinn och nach aner Problemer, wéi déi Sproochproblemer vun de Kontrakten, déi net geléist sinn. Mir kennen och aner Beräicher, wou et verbueden ass, Colportage ze maachen: um Telefon, wou jiddweree weess, dass en awer geschitt. Also, d'Problemer sinn net geléist a mir kënnen net esou mam Projet d'accord sinn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. Den Här Rapporteur huet sech nach zu Wuert gemellt.

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, ech wollt vläicht kuerz awer reagieren op eenzel Aussoen, déi hei gemaach si ginn, fir net e falschen Androck hei opkommen ze loosse: deen an och déi Aussoen hei ginn eigentlech guer net déi Debatt erëm, déi mer an der zoustänneger Kommissioun haten. Ech sinn ëmmer erëm paff, wéi dat an öffentleche Sitzungen op eemol ofwächt par rapport zu deene Sitzungen, déi soss an de Kommissiounen stattfannen.

Éischtens emol: Dat ass natierlech en europäeschen Text. Mä den europäeschen Text, dee kënnert allerdéngs net vun ongeféier, well et awer scho laang e Konsens ass - et ass bis elo och ni hei a Fro gestallt ginn -, dass et, well et sech hei ëm transnational Verträge ganz oft handelt, Sënn mécht, dass et europäesch Regeleunge sinn, déi hei geholl ginn, an net all eenzel Länner sech compartimentéieren, wat hiert allgemengt Vertragsrecht ugeet a wat och de Konsumentenschutz ugeet.

Also, et mécht duerchaus Sënn, och wat d'Subsidiaritätsregelen ugeet. An dat war ni anescht, well et ass jo net déi éischt Direktiv an där Matière, déi hei kënnert. Et ass elo déi lescht Direktiv, déi an där Matière kënnert, déi mer ëmsetzen. Virdu si schonn, ech weess net wéi vill Direktiven an där Matière ëmgesat ginn. A vum Prinzip hier, mengen ech, ass et richtig, dass een hei versicht, eenheetlech Regeln an Europa festzeleeën, fir Rechtssécherheet och ze kréien.

Dat bréngt och mat sech - entgéint deem, wat eenzel Kolleegen hei virgeschloen hunn -, dass mer eigentlech praktesch keng Marge de manœuvre hunn, fir un den Texter eppes ze änneren. Dat hei ass eent zu eent praktesch den europäeschen Text! Mir kënnen net elo eenzel Prozedure strächen, anerer anescht definéieren. Mir hunn och souguer all Intérêt, wéinst der Rechtssécherheet, dass mer déi Definitiounen iwwerhuelen, déi an der Direktiv sinn, an net ufänken, zu Lëtzebuerg aner Definitiounen ze gi wéi an anere Länner, well dat dréit nëmmen zu engem groussen Duerjernee bäi. Et bréngt also keng Sécherheet mat sech.

Lëtzebuerg huet esou laang wéi méiglech, dat wëll ech soen - déi sukzessiv Regierungen -, esou laang wéi méiglech um Verbuet vum Colportage festgehale, fir eben en absolute Schutz ze hunn. Elo wësse mer awer, dass dee Schutz éischer an der Theorie ass wéi an der Praxis, well et gang und gäbe ass, dass och vun Dier zu Dier colportéiert gëtt, obwuel mer zënter '87 zu Lëtzebuerg hei eng Reglementatioun hunn, déi prinzipiell eigentlech dat do alles verbitt, esou dass mer also och mat deene beschten Texter keen absolute Schutz kënnen hunn.

Zweetens gëtt et nun awer eng Rei vu Regeln an Europa, an eng vun deene Regeln ass natierlech awer och de Prinzip vun der Liberté de commerce an de Fait, dass de net kanns einfach Restriktiounen an de Wirtschaftsaustausch erabréngen. An dat huet derzou gefouert, an dat weess Lëtzebuerg zënter joren, dass déi Haltung, déi mer bis zuallerlescht an als eenzeg Land nach gehalen hunn - all déi aner EU-Länner, déi e Verbuet haten, hunn dee Verbuet entre-temps opginn -, Lëtzebuerg ass als lescht...

► **Une voix.** - Ëmgefällt!

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - ...effektiv net „ëmgefall“, well sech dat ergëtt aus den allgemenge Regele vum europäesche Recht, dass de net kanns en absolute Verbuet maachen! Mä par contre kanns de allmëiglech Restriktiounen abauen an deng Législatioun, fir ebe Mëssbrauch ze verhënneren. A mir sinn der Meinung, dass dat heite gelongen ass, fir esou eng restriktiv Regelung virzugesinn.

Also, ech mengen, dass et hei ganz logesch ass, dass och déi europäesch Instanzen hei hir Aarbechte gemaach hunn. Et gëtt Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff - ass an der Dokumentatioun nozulesen -, wou och déi europäesch Riichter gesot hunn, dass et an ähnlech gelagerte Fäll net geet, dass d'Länner en absolute Verbuet oprechterhalen, soudass mer eis hei eigentlech nëmmen - mir bewegen eis jo nach ëmmer an engem Rechtsstat, och an Europa - un d'Virgawe vum europäesche Recht halen. An ech mengen, dass mer also näischt Schreckleches hei maachen an dass d'Situatioun och zu Lëtzebuerg elo net méi schrecklech gëtt wéi an allen aneren europäesche Länner.

Elo hei den Däiwel un d'Wand ze molen, wéi wann elo muer ech weess net wat géif hei iwwer Lëtzebuerg erabrieche, well mer den theoretische Verbuet vum Colportage elo géifen opginn - dat ass einfach net wouer! Lëtzebuerg kënnt an déiselwecht Situatioun era wéi an allen anere Länner. Dofir géif ech also bieden, an där heiter Diskussioun e bësse méi sachlech ze bleiwen an net direkt ëmmer an Demagogie ze verfallen, och wann an e puer Wochen Europawahle virun der Dier stinn!

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert: den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Merci, Här Président. Fir d'Alleréisch dem Rapporteur e grouse Merci fir dee Rapport, deen exzellent ass. Ech soen him och Merci, dass e schonn op all déi Froe geäntwert huet, déi hei gestallt gi sinn, esou dass meng Tâche haut méi kuerz wäert ginn, mä ech mengen, op déi Allgemengheete brauch ech net méi anzegoen.

Deen Text, déi Direktiv, déi geet jo drop aus, fir effektiv d'Konsumenterechter ze verstärken an ze verbesseren an ze vereenheetlechen an der Europäescher Unioun. Dat hëlleft de Konsumenten, dat hëlleft awer och deenen, déi Handel dreiwien, well se wëssen, dass et kloer Regeln an deenen 28 Länner gëtt an dass se sech net mussen an all Land un aner Législatiounen adaptéieren. Ech mengen, vun dohier ass et schonn emol eng ganz wichteg an interessant Saach.

Och den Délai, wat elo d'Vente à distance ugeet, fir Produite kënnen zrëckzeschécken, fir e Kontrakt kënnen ze annulléieren, dat ass e wichtege Fortschritt, dass mer deen Délai verduebele vu siwen Deeg op 14 Deeg.

Dee schwierigen Deel, an dat mierkt een hei och aus der Diskussioun, dat ass effektiv dee vum Colportage, an den Alex Bodry huet et gesot, de Colportage ass zënter 1987 zu Lëtzebuerg verbueden. Mä - an och dat ass richtig, wat den Deputéierte Bodry sot - mir hätten e scho laang missen zouloossen zu Lëtzebuerg, vun 2005 un hätte mer eigentlech de Colportage scho missen zouloossen. Mir hunn eis mat alle Mëttele gewiert. Hei ass elo eng Direktiv, wou mer net derlaanscht kommen, déi mer mussen ëmsetzen; déi mer awer eent zu eent ëmgesat hunn: La directive et rien que la directive.

An ech mengen, wann een et niichter kuckt an onpolemesch probéiert ze kucken, da gi mer eigentlech dem Konsument elo vill méi Rechter, fir sech géint dee Colportage ze wieren, deen et jo awer gëtt, well mer eng ganz Rei drakonesch Strofe virgesinn hunn. Strofen, déi bis 120.000 Euro Geldstrof ginn, déi dozou kënnen féieren, dass deen, deen de Colportage mécht, seng Wuere plus säin Auto ka confiscuéiert kréien, sur place, d'Annulatioun vun der Vente souwisou.

Ech mengen, do huet de Konsument och elo ganz kloer Rechter, falls en eng Kéier géif vun esou engem iwwerriet ginn zu eppes, wat en eigentlech net wëllt a wou en den Dag drop denkt, e wëllt dat réckgäנגeg maachen. En huet elo ganz kloer Rechter, fir sech do dergéint ze wieren. An ech mengen, dat ass extrem wichteg.

Da kënnt awer och déi Iddi derbäi, dass mer déi Opt-out-Méiglechkeet ginn. Opt-out heescht an deem heite Fall net méi, wéi dass

d'Leit e Sticker kréien. Esou wéi se haut een op hire Brëifboiten hunn: „Keng Reklamme wann ech gelift“, hu se muer een, dee se kënnen bei hir Schell pechen, dass se eben net wëlle geschellt kréien, fir esou een Handelsreesende mussen ze empfänken. An dee muss sech dorunner halen! A wann e sech net dorunner hält, da kommen déi Strofen zur Applikatioun, déi hei an deem Gesetz sinn.

Ech wëll lech och soen, dass ech déi Stickeren do schonn an den Drock ginn hunn. Dat heescht, déi ginn am ganze Land verdeelt, d'Leit kréien déi. Mir mussen nach kucken, wéi mer d'Verdeelung maachen. Mä et ass awer ugeduecht, dass dat, soubal wéi dat Gesetz a Kraaft kënnt, da verdeelt gëtt.

An dann och eng Ureegung, déi aus der Chamberskommissioun koum, fir de Code de la consommation, deen awer relativ komplex ass, ze vulgariséieren, dat heescht, an enger vereinfachter, klarer Form eng Kéier opzeschaffen, fir dass de Konsument dobaussen en och versteet a weess, wat seng Rechter a Flichte sinn: Dat ass amgaange gemaach ze ginn, mä wat mer virzéien, ass ebe just dee Volet iwwert de Colportage, deen och elo public gëtt mat dem Stëmme vun deem heite Gesetz, fir dass d'Leit sech dat kënnen am Detail ukucken, wat dat alles bedeit.

Mä de Fin mot ass: Mir waren ni Demandeur, fir dee Colportage hei am Land ze kréien. Mir hunn et awer esou ëmgesat, dass mer eigentlech dem Konsument vill méi Rechter ginn, wéi en der am Moment huet an deem dote Beräich.

Voilà, ech soen lech villmools Merci!

► **M. le Président.** - Merci der Regierung. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6478 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6478 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

Et hunn um Vote deelgeholl: 58 Deputéiert, a si hunn 53-mol mat Jo gestëmmt a 5-mol mat Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6478 est adopté par 55 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Marc Spautz), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par Mme Simone Beissel), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Alexander Krieps);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech wollt d'Chamber nach froen, ob se d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméisseg Vote ze ginn.

(Assentiment)

Ech mengen, et ass eng grouss Majoritéit an domat wär dat esou decidéiert.

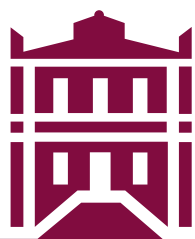
Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Mir gesinn eis muer am Plenum un zwou Auer erëm. Ech wënschen lech an all deenen, déi eis suivéiert hunn, e schéinen Owend. Merci.

Domat ass d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.33 heures)

Sommaire des séances publiques nos 7 et 8

Hommage à la mémoire de M. Henri Ackermann, Député honoraire	p. 67
Communications	p. 67-68
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 68
Ordre du jour	p. 68
6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social	p. 68-70
6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État	et
6650 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État	p. 70-75
6644 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés	p. 75-78
6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros	p. 78-80
6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens	p. 80-81
Ouverture de la séance publique	p. 82
Hommage à la mémoire de M. Nic Bock, fonctionnaire de l'Administration parlementaire	p. 82
Hommage à la mémoire de M. Fred Sunnen, Député honoraire	p. 82
Communications	p. 82
Changements de composition de commissions parlementaires	p. 82
Ordre du jour	p. 83
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°12 du 10 mars 2014 de M. Gusty Graas relative à la commémoration d'un certain nombre d'événements historiques en 2014, adressée à M. le Premier Ministre	et
- Question n°13 du 11 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration du 70 ^e anniversaire de la Libération, adressée à M. le Premier Ministre	p. 83
- Question n°14 du 11 mars 2014 de M. Aly Kaes relative au retard des travaux de rénovation du Pont Grand-Duc Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 83
- Question n°15 du 11 mars 2014 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement luxembourgeois face au «quatrième paquet ferroviaire», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 83-84
- Question n°16 du 11 mars 2014 de M. Justin Turpel relative à la possibilité d'accorder à M. Edward Snowden, whistleblower, l'asile politique, adressée à M. le Ministre de l'Immigration et de l'Asile	p. 84
- Question n°17 du 10 mars 2014 de Mme Joëlle Elvinger relative à la campagne de sensibilisation «Je peux voter», adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	p. 84
- Question n°18 du 11 mars 2014 de Mme Martine Hansen relative à la réforme de la formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 84-85
- Question n°19 du 11 mars 2014 de M. Franz Fayot relative à la place de l'enseignement de l'informatique et des technologies nouvelles dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 85
- Question n°20 du 10 mars 2014 de M. Marc Hansen relative au récent rapport du GAFI (Groupe d'action financière), adressée à M. le Ministre de la Justice	p. 85-86
Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les récentes évolutions politiques en Ukraine, suivie d'un débat	p. 86-89
Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et ses conséquences	p. 89-93
6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés	
- Centres, foyers et services pour personnes âgées,	
- Centres de gériatrie	p. 93
6478 - Projet de loi portant	
1. modification	
- du Code de la consommation;	
- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;	
- de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;	
- de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;	
2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes	p. 93-97



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
0028	Martine Hansen	Construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf	0076	Nancy Arendt, Françoise Hetto-Gaasch	Éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes
0029	Françoise Hetto-Gaasch	Qualité de la nourriture dans les hôpitaux	0077	Fernand Kartheiser	Secret médical
0030	Gast Gibéryen	Pollution générée par l'aciérie à Belval	0078	Roy Reding	Sécurité des motocyclistes
0031	Marc Spautz	Emploi dans l'industrie	0079	Roy Reding	Simulateur de chute libre
0033	Gast Gibéryen	Défauts de la piste de l'Aéroport de Luxembourg	0080	Claudia Dall'Agnol	Travail à temps partiel
0034	Jean-Marie Halsdorf	Insecticides néonicotinoïdes	0081	Yves Cruchten	Emplacements réservés aux voitures à moteur électrique
0035	Fernand Kartheiser	Avion de transport militaire A400M	0084	Marc Lies	Abus du système social
0036	Fernand Kartheiser	Accord de réadmission avec la Turquie	0085	Marcel Oberweis	Instauration de zones à faibles émissions et introduction d'un péage urbain en vue de la réduction de la pollution atmosphérique
0037	Gast Gibéryen	Station-service sur l'autoroute A13	0087	Gilles Baum, Lex Delles	Réorganisation de la Police grand-ducale
0038	Marco Schank, Octavie Modert	Démolition d'immeubles de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché à Diekirch	0088	Claudia Dall'Agnol	Paiement de la 2 ^e tranche de l'aide financière aux étudiants
0039	Aly Kaes, Marco Schank	Plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques»	0089	Laurent Mosar	Projet de rénovation du stade Josy Barthel
0040	Claudia Dall'Agnol	Médicaments pour traiter une détresse vitale	0090	Fernand Kartheiser	Approvisionnement du secteur de la défense par des PME
0041	Aly Kaes	Prix de l'eau	0091	Léon Gloden	Abolition des commissariats de district
0042	Marc Lies	Projet Ban de Gasperich	0092	Diane Adehm, Gilles Roth	Taux d'imposition maximale sur le revenu
0043	Franz Fayot	Participation du Luxembourg au réseau «European Union National Institutes for Culture» (EUNIC)	0093	Roy Reding	Terrain synthétique de rugby
0044	Fernand Kartheiser	Échange automatique d'informations sur les revenus couverts par le champ d'application de la directive sur l'épargne de 2003	0096	Claudia Dall'Agnol	Retouche d'une photo publiée par la police
0045	Gast Gibéryen	Utilisation privée de voitures de service	0099	Roy Reding	Système e-TVA
0046	Gast Gibéryen	Procédure de remplacement en cas de vacance de mandat politique	0100	Marc Spautz	Office Luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité (OLAP)
0047	Roy Reding	Utilisation privée de voitures de service	0101	Gilles Baum	Infrastructures sportives du Lycée d'Echternach
0048	Fernand Kartheiser	Nouvelle charte graphique du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	0102	Max Hahn	Réanimation cardio-pulmonaire
0049	Alex Bodry	Plans pluriannuels de financement	0103	Gast Gibéryen	Surveillance du Ministre des Affaires étrangères par le Service de Renseignement pendant les années quatre-vingt
0050 cf. 0057	Gilles Baum	Maison médicale dans la région Est du Luxembourg	0104 cf. 0072	Fernand Kartheiser	Traduction d'un programme électoral par des services d'un Ministère
0051	Marc Lies, Marco Schank	Développement de la mobilité électrique	0105	Laurent Mosar	Loi sur le commerce électronique
0052	Fernand Kartheiser	Convention entre le Ministère et un groupe de travail d'un parti relative à la campagne nationale de sensibilisation des étrangers à s'inscrire sur les listes électorales	0106	Roy Reding	Renseignements auprès du Registre du Commerce et des Sociétés (RCS)
0053	Nancy Arendt	Animaux sauvages dans les cirques	0107	Félix Eischen	Contournement Olm-Kehlen
0054	Justin Turpel	Accueil de réfugiés syriens	0108	Nancy Arendt, Françoise Hetto-Gaasch	Tentatives supposées d'enlèvement d'enfants
0055	Roy Reding	Aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat	0109	Marc Spautz	Éventuelle mise à l'arrêt du site de production d'ArcelorMittel à Schiffange
0056	Marc Lies	Rond-point de l'Aéroport de Luxembourg	0110	Claudia Dall'Agnol	Monument en souvenir à la princesse Amalia de Saxe-Weimar-Eisenach
0057 cf. 0050	Léon Gloden	Maisons médicales	0111	Roy Reding	Nomination des conseillers d'État
0058	Georges Engel	Certificat de moralité	0112	Claudia Dall'Agnol	Interventions du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU)
0059	Gilles Baum	Contournement d'Echternach	0113	Justin Turpel	Mise en place d'un mécanisme d'intérêt notionnel
0060	Roy Reding	Arrêts de la Cour Constitutionnelle	0116	Tess Burton	Classe préparatoire aux Grandes Écoles françaises
0061	Franz Fayot	Stratégie nationale de numérisation	0118	Nancy Arendt	Phénomène «neknomination»
0062	Roy Reding	Quotas d'émissions de CO ₂ non utilisés	0119	Fernand Kartheiser	Absence continue d'un haut fonctionnaire de la Direction de la Défense
0063	Roy Reding	Cuisine du Château de Vianden	0122	Nancy Arendt	«Sexting»
0064	Georges Engel, Franz Fayot	Prénom de naissance	0125	Justin Turpel	Situation des locataires dans les foyers pour travailleurs immigrés
0065	Marco Schank, Aly Kaes	Concept de mobilité «Nordstad»	0126	Alexander Krieps, Edy Mertens	Remplacement des cartes d'identification de la sécurité sociale
0066	Diane Adehm, Gilles Roth	Taux d'imposition maximale sur le revenu	0127	Marc Spautz	Emploi dans les entreprises nouvellement établies au Luxembourg
0067	Laurent Mosar	Taux d'imposition nominal des sociétés	0131	Laurent Mosar, Marco Schank	Fraude à la TVA au niveau du marché des quotas CO ₂
0068	Marcel Oberweis, Claude Wiseler	Aides financières allouées aux installations photovoltaïques	0132	Claude Adam	Mise en œuvre du nouveau programme Erasmus+
0069	Gilles Roth	Opposabilité des secrets bancaire et fiscal au médiateur	0135	Claude Adam	Conséquences de la non-participation de la Suisse au programme Erasmus+
0070	Laurent Mosar	Procédures d'autorisation de séjour	0140	Martine Hansen	Système d'aides financières de l'État pour études supérieures
0071	Marcel Oberweis	Projet européen «Galileo»			
0072 cf. 0104	Fernand Kartheiser	Utilisation non conforme de données du Centre informatique de l'État par un fonctionnaire			
0073	Fernand Kartheiser	Offre d'emploi d'une a.s.b.l. conventionnée par l'État			
0074	Gast Gibéryen	Mission économique en Chine			
0075	Claudia Dall'Agnol	Projet «Selbstbehauptung - Aktiv géint Gewalt»			

Question 0028 (18.12.2013) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf**:

Le projet de loi relatif à la construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf a été voté le 27 mars 2012 à la Chambre des Députés.

Le projet d'implantation de ce lycée sur le site «Kréiwinkel» fait régulièrement son apparition à l'ordre du jour du conseil communal de Diekirch. Ainsi, le conseil communal vient de prolonger d'une année supplémentaire le moratoire qui prévoit de déclarer non urbanisable le terrain en question sur le site «Kréiwinkel». Les raisons avancées par le bourgmestre de ce moratoire sont l'élaboration du nouveau plan d'aménagement général de la ville de Diekirch et la protection des sources d'eau potable sur ce site.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'argumentaire avancé par le conseil communal de la ville de Diekirch est suffisant pour justifier ce moratoire, et le cas échéant, pour quelles raisons?

Réponse commune (10.3.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La délibération du 16 décembre 2013 du conseil communal de la ville de Diekirch portant décision de prolonger les servitudes visées aux articles 20 et 21 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain concernant des fonds situés sur le territoire de la ville de Diekirch au lieu-dit «Kriewinkel» est bien parvenue au Ministre de l'Intérieur début janvier de l'année en cours.

Les arguments mis en avant par le conseil communal pour justifier la prolongation en question sont en relation avec la définition de zones de protection des sources dans le cadre du projet d'aménagement général en cours d'élaboration.

Étant donné que la protection des sources relève des attributions de l'Administration de la Gestion de l'Eau, Madame la Ministre de l'Environnement lui a transmis la délibération du conseil communal pour avis.

Il résulte de cet avis que des études réalisées en 2007 ont mis en évidence que les parcelles faisant l'objet du moratoire en cours de la ville de Diekirch sont bien localisées dans la zone d'alimentation des forages assurant l'approvisionnement de son réseau public d'eau destinée à la consommation humaine.

Des conclusions définitives quant à l'aptitude de ces fonds à accueillir des constructions ne peuvent être tirées qu'après la finalisation du dossier de délimitation des zones de protection conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Ce dossier est en cours et se trouve en phase de finalisation selon les informations de l'exploitant.

Ces résultats devront notamment mettre en évidence le degré de risque émanant d'aménagements à implanter, le cas échéant, sur les parcelles concernées. Ils définiront par ailleurs d'éventuelles mesures à entreprendre dans ce cadre en vue de garantir la protection de la qualité de l'eau souterraine.

Étant donné que les résultats définitifs de cette étude ne sont pas encore disponibles, il est judicieux, dans une démarche tenant compte du principe de précaution, de consentir à un prolongement du moratoire.

Le Ministre de l'Intérieur a donc approuvé la délibération du 16 décembre 2013 du conseil communal de la ville de Diekirch ayant trait à la prolongation de la décision de frapper plusieurs parcelles sises au lieu-dit «Kriewinkel» à Diekirch des servitudes visées aux articles 20 et 21 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Question 0029 (18.12.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **qualité de la nourriture dans les hôpitaux**:

Les repas servis en milieu hospitalier ont généralement mauvaise réputation. En effet, j'ai pu

constater que la qualité et la valeur nutritive de la nourriture dans certains hôpitaux luxembourgeois semblent plutôt médiocres. Ceci serait dû sans aucun doute au choix des matières premières et au fait qu'il s'agit de produits pré-cuisinés. En outre, la plupart des produits alimentaires sont de provenance étrangère, sachant qu'une grande partie d'entre eux pourraient être fournis par des producteurs luxembourgeois.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il serait opportun de servir de la nourriture de bonne qualité dans les hôpitaux afin de contribuer au rétablissement des patients?

- Les Ministres peuvent-ils me confirmer l'utilisation de produits alimentaires de provenance étrangère?

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis qu'il conviendrait de privilégier les produits du terroir? Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement entend-il apporter les changements nécessaires à la situation?

Réponse commune (3.1.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*:

Dans tous les établissements hospitaliers, les repas servis aux patients durant leur séjour hospitalier sont ajustés aux besoins des patients en tenant compte de leur anamnèse ainsi que des exigences spécifiques liées à leur état de santé et ce sous la surveillance d'un(e) diététicien(ne) dans le cadre d'une prise en charge multidisciplinaire.

Le(a) diététicien(ne) vérifie dans le cadre de la production des repas servis que leur composition est adaptée aux besoins de tous les patients. En outre, les établissements hospitaliers sont en mesure de répondre à des besoins diététiques spécifiques liés aux problèmes de santé de leurs patients, selon les prescriptions et les instructions médicales, et ce avec la contribution du service diététique.

Le coût de revient d'une unité alimentaire est négocié individuellement par chaque hôpital dans le cadre du budget retenu avec la Caisse Nationale de Santé (CNS).

Dans la plupart des hôpitaux, le service restauration est sous-traité à des professionnels de la restauration. Les normes d'hygiène et de sécurité alimentaires lors de la préparation, de la distribution et de la conservation des aliments sont rigoureusement appliquées et font en outre l'objet de contrôles réguliers.

Dans le cadre de la sous-traitance du service de restauration, la société mandatée choisit elle-même ses producteurs et ses produits. Les professionnels de la restauration sont habilités à choisir les meilleurs produits d'un point de vue qualitatif ainsi que nutritionnel.

Par ailleurs, les enquêtes de satisfaction des patients ne font pas état d'une insatisfaction particulière des patients en ce qui concerne la qualité des repas servis en milieu hospitalier.

Les services du Ministère de la Santé n'ont pas été saisis d'un nombre important de plaintes de patients portant sur la valeur nutritive ou la qualité de la nourriture qui leur a été servie dans les établissements hospitaliers, voire alléguant l'inéquité entre ces repas et leurs besoins nutritionnels spécifiques.

Aussi, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs soutient tant au plan financier que par une étroite collaboration entre l'Administration des Services techniques de l'Agriculture et la Chambre d'Agriculture cette dernière dans la mise en œuvre de la campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg».

La campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg» a non seulement comme but une sensibilisation des consommateurs face à une utilisation accrue des produits issus de l'agriculture luxembourgeoise, mais vise aussi une meilleure intégration des produits du terroir luxembourgeois dans la restauration collective.

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs va sensibiliser la Fédération luxembourgeoise des hôpitaux à la campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg» afin que les principaux prestataires de restauration des hôpitaux, qui sont déjà familiarisés avec les exigences en matière d'approvisionnement en produits luxembourgeois, définies au niveau de la charte «Sou schmaacht Lëtzebuerg» dans le cadre des contrats conclus avec les maisons relais, crèches et autres institutions, assurent également une mise en place des critères «Sou schmaacht Lëtzebuerg» au niveau des établissements hospitaliers.

Question 0030 (18.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **pollution générée par l'aciérie à Belval**:

Der Biergerinitiativ „Stop Dioxin“ no ginn am Elektrostolwierk vun ArcelorMittal am Site Belval permanent d'Grenzwärter vu Kuelemonoxid a Kuelestoff iwwerschritt. Dëst géif eng Belaaschtung net nëmme fir d'Ëmwelt, mä och fir de Mënsch duerstellen.

An deem Kontext wëilt ech der Madame Ëmweltministesch dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatiounen confirmeren?

2. Wat fir eng Limiten an Norme sinn an der Kommodo-Inkommodo-Prozedur festgeluecht ginn?

3. Wie kontrolléiert, datt d'Grenzwärter respektéiert ginn? Wéi dacks ginn dës Kontrollen duerchgefouert?

4. Ginn d'Resultater vun deene Kontrollen ëmmer public gemaach? Wann neen, wier d'Madame Ëmweltministesch bereet, dës Resultater am Sënn vun enger méi grousser Transparenz ze publizéieren?

5. Wat fir eng Moosname gedenkt d'Madame Ëmweltministesch ze treffen, falls d'Grenzwärter net respektéiert goufen?

Réponse (21.1.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Effektiv ass bei deene leschte punktuelle Kontrollen de Grenzwäert fir de Kuelemonoxid iwwerschritt ginn. Wann een den niddregen Niveau vu Kuelemonoxid an eiser Loft kuckt, gesäit een, dass dee Parameter éischer als Indicateur fir d'Produktioun ze kucken ass wéi als Parameter fir d'Loftverschmutzung.

D'Autorisatioun N°1/07/0231 vum 25. September 2009 fixéiert ee Grenzwäert vun 250 mg/Nm³ fir de Kuelemonoxid a vun 10 mg/Nm³ fir d'Zomm vun den organesche Kuelestoffen.

D'Konzentratioun am Ofgas vum Kuelemonoxid gëtt zweemol d'Joer vun enger vum Stat zougehoosener Kontrollinstanz festgestallt. D'Resultater ginn der Ëmweltverwaltung matgedeelt. D'Konzentratioun vun der Zomm vun den organesche Kuelestoffen gëtt permanent gemooss (Hallefstonnewärter). D'Wärter ginn der Ëmweltverwaltung all Mount matgedeelt. D'Ëmweltverwaltung prüft, ob d'Op-lagen aus der Autorisatioun agehale gi sinn. Wann dat net de Fall ass, ënnerhëlt si déi néideg Schrëtt, fir d'Ursach vun der Infirmité feststellen a se an Zukunft ze vermeiden.

Esou wéi d'rectifiéiert Gesetz vum 25. November 2005 iwwert den Accès vun Public op déi ëmweltbezunnen Informatiounen et virgesäit, ginn d'Resultater vun de Kontrollen op Nofro zougestallt. Zuzäit gëtt um Ministère ënnersicht, wéi een déi aktuell Modalitéiten esou adaptéiere kéint, dass déi Informatiounen méi zougänglech fir d'Ëffentlechkeet kënnen gemaach ginn. Do muss dann och gekuckt ginn, wéi wäit dat juristescht méiglech ass.

De Bedreiwler vun der Anlag gouf invitéiert, ze erklären, wat d'Ursach vun deenen Iwwerschreitungen ass. Et wäert eng détailléiert Analyse vun der Zesummstellung vun den émettéierten organesche Kuelestoffen gemaach ginn. Déi nächst Schrëtt ergi sech dann aus den neien Informatiounen, déi mir eis doropshin erwaarden. Parallell wäert d'Ëmweltverwaltung d'Substanzen, fir déi Grenzwärter virgeschriwwen sinn, op de Leescht huelen, definéieren, wat fir eng Substanzen am Kader vun Grenzwäert vun den organesche Kuelestoffen ze considéieren sinn, an den Afloss vun de verschiddeenen Eiseschrottmëschungen op d'Emissiounen analyséieren.

Question 0031 (18.12.2013) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**emploi dans l'industrie**:

La désindustrialisation et la délocalisation qui touchent l'économie luxembourgeoise ont des incidences directes sur le marché de l'emploi. Selon les derniers chiffres du Stater, qui vient de publier les données trimestrielles de l'emploi salarié, l'emploi dans l'industrie est en net recul.

Afin d'inverser cette tendance, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils promouvoir l'emploi dans le secteur industriel?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils d'élaborer un plan national respectivement régional pour promouvoir l'industrie au Luxembourg?

- Le Gouvernement envisage-t-il de faciliter l'accès à et l'implantation d'entreprises dans les zones d'activités économiques à caractère industriel?

- Quels sont les moyens dont dispose le Gouvernement pour soutenir la création d'emploi dans le secteur industriel?

Réponse commune (19.2.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question parlementaire n°31 du 18 décembre 2013 de Monsieur le Député Marc Spautz, nous aimerions fournir les éléments de réponse suivants:

Il est un fait que l'industrie nationale et européenne traverse une phase difficile qu'il convient de contrecarrer de manière déterminée. La préservation du tissu industriel existant et son renforcement par l'implantation d'activités industrielles nouvelles demeurent une des priorités du Ministère de l'Économie.

Au niveau communautaire, le Ministre de l'Économie a accompagné la mise en place d'une politique industrielle. Le Commissaire et Vice-Président Antonio Tajani a l'ambition d'augmenter la part de l'activité industrielle du PIB en Europe de 16% à 20%.

Le Ministre de l'Économie a également participé récemment à Rome à la deuxième réunion du forum «Friends of the Industry». À l'initiative du Ministre français du Redressement productif, M. Arnaud Montebourg, plusieurs ministres en charge de l'industrie ont discuté une approche de soutien du secteur industriel en se basant sur les coûts de l'énergie, la recherche et l'innovation, la formation professionnelle ou encore les aspects liés au commerce extérieur.

Il est primordial que l'Union européenne puisse se doter d'une politique industrielle car de nombreux éléments qui composent une telle politique ne relèvent plus des seuls États membres.

Au niveau national, le Haut comité pour le développement de l'industrie poursuivra ses travaux afin d'améliorer l'environnement général des affaires pour les entreprises industrielles. L'objectif du Haut comité est de redynamiser la politique de développement industriel en fédérant les acteurs concernés autour d'un objectif commun. Des groupes de travail thématiques mènent des réflexions et proposent des mesures autour de sujets leur désignés, tels que les initiatives européennes et nationales impactant la compétitivité de l'industrie, la politique énergétique et le changement climatique, la réglementation et les procédures administratives, l'organisation du travail, la flexibilité du travail ou encore la formation et l'orientation professionnelle.

Le Ministère de l'Économie a aménagé et gère une dizaine de zones industrielles à caractère national destinées à accueillir des activités économiques nouvelles, visant principalement les entreprises. Ces entreprises peuvent également bénéficier des régimes d'aide et de financement déployés par le Ministère de l'Économie et la Société Nationale de Crédit et d'Investissement afin de soutenir la R&D et l'innovation, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la création de start-up et l'investissement. Les instruments mis en place par le Ministre du Travail leur sont également applicables.

L'extension de zones d'activités économiques régionales existantes, respectivement la création de nouvelles zones sont prévues dans le projet de plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques» et devront favoriser et encourager l'implantation de nouvelles activités industrielles. Il appartiendra aux communes de soutenir et d'accompagner utilement la mise en place et l'exploitation de ces zones d'activités économiques.

Dans ce contexte, il faut notamment relever les compétences communales en la matière commençant par l'organisation de leur territoire (PAG/PAP) avec ses interactions obligatoires avec les instances étatiques, ainsi que leur pouvoir de fixer les taxes à l'équipement collectif qui ne doivent pas constituer, le cas échéant, un frein pour les entreprises au départ de leur implantation dans une commune.

De manière générale, il convient donc de consolider les activités existantes et de rendre l'environnement des affaires attractif pour les secteurs porteurs et les niches potentielles futures.

Les efforts de promotion du Luxembourg comme site d'implantation pour les entreprises manufacturières seront renforcés.

Question 0033 (18.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les défauts de la piste de l'Aéroport de Luxembourg:

An engem Reportage op Tëlee Lëtzebuerg gëtt op schro Mängel an der Pist vum Flughafen Findel higewisen. Dës kéint en Gefor besonnesch fir déi méi schwéier Fligere bedeiten.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohaltig Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Mängel, déi am Reportage opgefouert goufen, bestätegen?

2. Wéi eng international Norme muss e Flughafen respektéieren, wat d'Pisten, Taxiwayen a Parkplaz fir Fligere betrëfft? Ginn dës Normen um Findel respektéiert? Wéi eng Instanz kontrolléiert de Respekt vun dësen Normen?

3. Ass et richtig, datt de Ministère schonns zënter Joren duerch verschidde Rapporten iwwer Mängel an Flughafen informéiert ass? Wa jo, wéi eng konkret Schrëtt sinn ennerholl ginn, fir déi Mängel ofzeschalten?

4. Wéi héich ass de Risiko am Ament anzuschätzen? Wien iwwerhëlt d'Verantwortung, wann duerch de schlechten Zustand vun der Pist en Accident oder Schlämmeres passéiert?

5. Wat ennerhëlt d'Regierung, fir déi Mängel esou séier wéi méiglech ze redresséieren? A wéi enger Zäitschinn gëtt de Flughafen nees an d'Rei gesat? Huet de Ministère schonn Zuelen, wat dës Aarbechte wäerte kaschten?

Réponse (6.12.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Den honorabelen Deputéierte wéilt gär wëssen, wéi et mam Zoustand vun der Pist um Flughafen Findel gestallt ass.

Am Reportage vum 17. Dezember 2013 goufe verschidde Rapporten zitéiert, et koum en anonymen „Expert“ zu Wuert an et goufe Biller vun engem auslännesche Flughafen gewisen, wou d'Rieder vun engem Fliger ze gesi sinn, dee sech an den Tarmac agedréckt huet.

Am Reportage gëtt als Kommentar zu deene Biller dat heite gesot: „Am schlimmsten Fall kéint dës [d'Pist] beim Passage vun enger schwéierer Boeing 747 asacken, esou wéi viru Kuerzem um Flughafen vu Budapest.“

Aus Recherchen um Internet geet ervir, datt déi Biller, déi hei gewise goufen, zu engem Incident gehéieren, wou e Fliger vum Rullfeld op engem Taxiway ofkomm ass a sech am Accotement niert der Pist (wat mat Tarmac befestegt war, awer net zu der Pist zielt) agedréckt huet. Déi Duerstellung passt net an de Kontext, an d'Ausso ass deemno och falsch.

Den „Expert“ seet am Reportage enner anere: „Runway an Taxiway si gläichwäerteg an engem desolaten Zoustand.“ Och déi Ausso ass ze relativéieren. An de leschte Jore goufen am Opdrag vu Ponts & Chaussées vun auslänneschen Experte méi detailléiert Etüde maache gelooss, déi bestätegen, datt net vun enger Gefor am operationelle Beräich ka geschwat ginn.

Et ass also ersichtlech, datt d'Aussoen an Andréck, wéi de Reportage se vermëttelt huet, net kënnen esou confirméiert ginn.

De Lëtzebuurger internationale Flughafen, wéi och déi aner zivil Flughäfen, baséiert sech op d'Regelwierk vun der ICAO, der „International Civil Aviation Organization“, an där och Lëtzebuerg Member ass, an notament op d'Annex 14. D'Publikatioun an d'Diffusioun vun de relevanten aeronautischen Informatiounen, wouzu och d'Tragfäegkeetsparameteren vun de Flugbetriebsfläche gehéieren, geschitt duerch den Organisme Belgocontrol.

An deene leschte Jore si verschidde Etüde vun der ANA (Administration de la Navigation Aérienne) a vun der PCH (Administration des Ponts & Chaussées) beoptragt ginn, fir d'Drofäegkeet ze berechnen an d'Iwwerflächeschied vun der Pist ze iwwerpräiwen. Heibäi ass d'ACN/PCN-Method zur Uwendung komm, déi zënter 1981 international normaliséiert duerch d'ICAO ass an och an den europäesche Länner applizéiert gëtt. Heibäi ass den ACN-Wäert („Airframe Classification Number“) en Indicateur, deen e gewëssene Fligertyp als Wierkung op eng Landepist huet, ofhängeg dovun, ob et Bëton oder Schwaarzbelag ass. De PCN-Wäert („Pavement Classification Number“) dréckt d'Drofäegkeet vun enger Landepist aus. Falls de PCN-Wäert méi grouss ass wéi den ACN-Wäert, da kann de Fligertyp bedenkenlos landen. De PCN-Wäert ka souwuel empiresch wéi och rechneresch ermëttelt ginn.

2008 ass déi éischt Etüd vun de Ponts & Chaussées zesumme mam TÜV-Rheinland

duerchgefouert ginn, an där d'Drofäegkeet vun der Pist fir déi nächst Jorzéngten iwwerpräift ginn ass. Et schléisst een doraus, datt opgrond vun dem existentem Opbau d'Pist an deenen nächste Jore sollt frësch gemaach ginn, fir een neien, méi stabilen Ennergrond ze bauen, deen déi Belaaschtunge laangfristeg besser an den Ennergrond kann ofdroen.

Allerdéngs ass d'Pist scho méi al an natierlech de Chargen an dem Wieder ausgesat, a bis d'Aarbechte realiséiert sinn, mussen deemtsprechend méi Ennerhaltsaarbechte gemaach ginn, fir déi méiglech Iwwerflächeschied an Deformatiounen a Grenzen ze halen. Dat ass vergläichbar mat enger normaler Strooss, wou vill Camionen drop fueren. Bei héije Belaaschtungen entstinn och do mat der Zäit Rëss a Spurrillen, déi musse gefléckt ginn. Um Flughafen ass awer kee Risiko, datt duerch den Ennergrond géif abriechen, an duerch d'Entretensmesuré gëtt séchergestallt, datt de Flugtrib konform zu de Spezifikatiounen funktionéieren.

Säit 2009 maachen d'Ponts & Chaussées an d'Flughafenverwaltung regelméisseg am Dag Kontrollen, fir eventuell Schied fréizäiteg feststellen an duerch een neien Iwwerflächeschied an der Nuecht erëm ze flécken. Esou kann een duerch regelméisseg Ennerhaltsaarbechten an der Landepist an un den Taxiwaye gréisser Ausbréch a Schied um Schwaarzbelag vermeiden. Dëst ass allerdéngs keng laangfristeg Verbesserung vum Ennergrond. Et sinn awer schonn an der Vergaangenheet verschidde Tronçonnen am Ennergrond stabiliséiert ginn.

D'Ponts & Chaussées sinn amgaangen, mat verschidde internationalen Fachleit eng Grondsanéierung vun der Landepist ze plangen. Hei ass virgesinn, d'Landepist op deene Plazen, wou et noutwendeg ass, bis op den Ennergrond erauszehuelen an erëm nei opzebauen. Well dës Agrëff och een Afloss op de Flugtrafic wäerten hunn, gi gläichzäiteg och all d'Entwässerungsanlagen an d'Beliichtungsinfrastrukturen nei geplangt a solle mat der Pist-sanéierung realiséiert ginn.

Ähnlech wéi op aneren internationale Flughäfen an an enger Zesummenaarbecht mat der Flughafenverwaltung ass virgesinn, an deenen nächste Joren déi verschidde Aarbechten ze programméieren an ze realiséieren. Dobäi mussen déi enzel Schrëtt detailléiert geplangt ginn, fir d'Aviatioun esou wéineg wéi méiglech ze beanträchtegen an de Fonctionnement vun de Pisten an aeronautischen Equipementer oprecht ze halen. Esou kann d'Landepist an hirer Tragfäegkeet verstärkt ginn. Natierlech ass och während der Zäit vun den Aarbechten déi deeglech Kontroll bäusehalen, an déi noutwendeg Ennerhaltsaarbechten um Flughafen gi garantéiert.

Question 0034 (19.12.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les insecticides néonicotinoïdes:

L'Agence européenne de sécurité alimentaire (EFSA) a jugé mardi que deux insecticides néonicotinoïdes - l'acétamipride et l'imidaclopride - pouvaient être neurotoxiques pour l'homme, et prônent une réduction des seuils actuels recommandés d'exposition.

C'est la première fois que l'EFSA établit un lien entre la famille des néonicotinoïdes, dont trois ont été interdits dans l'UE en raison des risques pour les abeilles, et un risque sur «le développement du système nerveux humain», a précisé le bureau de presse de l'EFSA. Le verdict de l'EFSA porte sur deux insecticides précis, dont l'examen lui avait été demandé par la Commission européenne au vu de nouvelles expertises scientifiques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

1. Quelles sont les suites que le Gouvernement entend donner à l'avis susmentionné de l'EFSA?
2. Quels sont les seuils applicables au Luxembourg pour les deux insecticides en question?
3. Quelles sont les conséquences éventuelles pour nos citoyens?

Réponse commune (3.1.2014) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

1. Le dossier des pesticides de la famille des néonicotinoïdes lié à un risque sur les abeilles et à la santé humaine peut être divisé en trois volets traités par trois administrations différentes.

Le volet sur le risque pour les abeilles ressort de la DG AGRI au niveau de la Commission européenne et devrait être traité par l'agriculture. Les deux substances chimiques acétamipride et

imidaclopride sont effectivement utilisées comme matières actives dans certains produits phytopharmaceutiques, notamment des insecticides. Le règlement d'exécution (UE) n°485/2013/ de la Commission européenne du 24 mai 2013 modifiant le règlement d'exécution (UE) n°540/2011 en ce qui concerne les conditions d'approbation des substances actives clothianidine, thiaméthoxame et imidaclopride et interdisant l'utilisation et la vente de semences traitées avec des produits phytopharmaceutiques contenant ces substances actives, a déjà fortement restreint les conditions d'approbation pour les produits à base d'imidaclopride. Depuis, cette substance ne peut plus être contenue dans les produits phytopharmaceutiques à usage non professionnel. En ce qui concerne les usages professionnels, les informations disponibles permettent de conclure que leur utilisation est insignifiante.

Le volet sur l'interdiction des pesticides est du ressort des Ministères de la Santé et de l'Agriculture qui délivrent les autorisations au niveau national des produits phytopharmaceutiques via la commission d'agrément des pesticides. Pour l'évaluation toxicologique des résidus de pesticides, c'est la division de la pharmacie qui représente le Ministère de la Santé dans cette commission.

Le volet de la sécurité alimentaire est traité par le service de la sécurité alimentaire du Ministère de la Santé.

Le volet de la sécurité alimentaire est harmonisé au niveau communautaire et est traité par le règlement (CE) n°396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale. L'avis demandé à l'EFSA par la Commission européenne entre dans le cadre des activités du groupe de travail et du comité permanent SCFCAH («Standing Committee on the food chain and animal health») pour les résidus de pesticides tenu à la DG SANCO à Bruxelles. La réponse sera également traitée dans ce cadre harmonisé par tous les États membres avec la participation du Luxembourg, représenté systématiquement par un expert aux réunions dudit comité permanent.

2. Les limites maximales de résidus de pesticides sont harmonisées au niveau communautaire par le règlement (CE) 396/2005/CE précité. Ces seuils sont calculés pour chaque matrice (fruits, légumes, céréales...) en tenant compte des données toxicologiques, des données de consommation, des bonnes pratiques agricoles et des limites de quantification analytiques.

Pour l'acétamipride, ceci représente 346 matrices différentes pour lesquelles une limite maximale de résidus a été déterminée pouvant aller de la limite de détection à 5 mg/kg pour les laitues.

Pour l'imidaclopride, ceci représente 342 matrices différentes pour lesquelles une limite maximale de résidus a été déterminée pouvant aller de la limite de détection à 5 mg/kg pour des baies et petits fruits.

Toutes les limites maximales de résidus de pesticides sont reprises sur le site Internet de la Commission européenne:

http://ec.europa.eu/sanco_pesticides/public/?vent=homepage&CFID=1171279&CFTOKEN=18343965&jsessionid=08a0cd6b8162d1f452a018132f496f72ab1aTR

3. Dans son avis, l'EFSA a conclu que certains des niveaux actuels recommandés d'exposition acceptable à l'acétamipride et à l'imidaclopride pourraient ne pas constituer une protection suffisante pour éviter toute neurotoxicité développementale et qu'ils devraient être abaissés. Ces valeurs appelées «valeurs de référence toxicologiques» fournissent des orientations claires sur la dose d'une substance à laquelle les consommateurs peuvent être exposés à court et à long terme sans risque notable pour la santé. On peut citer par exemple la dose de référence aiguë (ARfD), la dose journalière acceptable (DJA) et le niveau acceptable d'exposition de l'opérateur (NAEO).

Sur la base de cet examen, l'EFSA propose de modifier les valeurs de référence toxicologiques suivantes pour l'acétamipride et l'imidaclopride:

- pour l'acétamipride - les valeurs actuelles de la DJA et du NAEO de 0,07 mg/kg pc/jour et de l'ARfD de 0,1 mg/kg pc/jour devraient être abaissées à 0,025 mg/kg pc/jour;

- pour l'imidaclopride - les valeurs actuelles du NAEO et de l'ARfD de 0,08 mg/kg pc/jour devraient être abaissées à 0,06 mg/kg pc/jour. La valeur actuelle de la DJA pour l'imidaclopride est considérée comme constituant une protection adéquate contre d'éventuels effets neurotoxiques au stade du développement.

Ces valeurs de référence toxicologique sont utilisées dans le cadre de la détermination des limites maximales de résidus de pesticides par matrice (LMR). Si ces valeurs de référence changent et diminuent, il est légitime de vérifier si les LMR ne doivent pas également être ajustées en fonction des nouveaux niveaux toxicologiques. C'est ce que la Commission va effectuer avec l'aide des États membres.

Dans le cadre de l'évaluation du risque de la contamination d'un produit par un résidu de pesticide, l'EFSA a élaboré un outil appelé modèle PRIMO qui permet aux États membres d'évaluer le risque toxicologique d'un produit en fonction de sa contamination par un résidu de pesticide, des valeurs de référence toxicologique du résidu de pesticide impliqué et des niveaux de consommation.

Les niveaux de contamination des fruits et légumes par l'acétamipride et l'imidaclopride ne sont néanmoins pas de l'ordre de grandeur des LMR.

Le domaine des pesticides est prioritaire dans le cadre des contrôles de la sécurité alimentaire et chaque année des campagnes de contrôle conséquentes sont menées sur le marché luxembourgeois.

Le service de la sécurité alimentaire a effectué une évaluation de risque sur les produits positifs en acétamipride et en imidaclopride en utilisant le modèle PRIMO de l'EFSA et les nouvelles données de référence toxicologique proposées par l'EFSA.

Sur les 20 échantillons positifs (sur 723 échantillons analysés sur la même période), aucun échantillon ne présentait un risque de toxicité pour les enfants et les adultes. Le service de la sécurité alimentaire continuera à effectuer l'évaluation de risque avec le modèle PRIMO sur les échantillons positifs jusqu'à ce que les LMR aient pu être révisées par la Commission européenne.

Question 0035 (19.12.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'avion de transport militaire A400M:

Wéi an der internationaler Press ze liesen ass, kann de Militärfliager A400M der däitscher Arméi net an den Délaien ausgeliwwert gi respektiv net mat der Leeschtung an der Ausstattung, wéi se aus de Cahiers des charges ervirgeet. Och d'Lëtzebuurger Regierung huet esou e Fliger bestallt.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister vun der Force publique dës Froe stellen:

1. Ass de Fliger, deen u Lëtzebuerg soll geliwwert ginn, och vun deene Retarde betraff?

2. Kritt Lëtzebuerg en Airbus A400M, deen de vollen Uspréck entsprécht, esou wéi se am Cahier des charges festgehal sinn, ausgeliwwert?

3. Wéini soll den A400M u Lëtzebuerg ausgeliwwert ginn?

4. Wat wäert den A400M der aktueller Planung no kaschten?

5. Wéi vill ass scho fir den A400M bezuelt ginn?

6. Wéini muss déi lescht Tranche bezuelt ginn?

Réponse (22.1.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

De Militärfliager, dee Lëtzebuerg am Februar 2013 soll geliwwert kréien, ass aller Viraussicht no net vun de Retarde betraff, vun deenen an dësen Deeg Rieds wor. D'Firma Airbus Military, déi mam A400M ee komplett neie Fliger entwéckelt huet an elo baut an ausliwwert, huet sech nämlech engagéiert, d'Ufankretarden no an no opzefänken an och d'Spezifikatiounen vum Cahier des charges ze respektéieren.

Bis 2019 soll dat komplett geschitt sinn, sou datt Lëtzebuerg säi Fliger géif geliwwert kréien entsprechend de virgesinnenen Délaien an och entsprechend de Spezifikatiounen vum Cahier des charges. Sollten awer - widdere Erwaaerden - nei Retarden opkommen a Lëtzebuerg säi Fliger entweder mat Retard kréien oder awer net équipéiert wéi virgesinn, da géife Penaltéite fir d'Industrie fälleg ginn. Den Ausmooss vun de Penaltéite géif an dësem Fall mat der Industrie négociéiert.

De Käschtepunkt vum Lëtzebuurger A400M wäert den aktuelle Berechnungen no bis 2019 insgesamt bei 168 Milliounen Euro leien. 2014 mat agerechent, huet eist Land dovunner

schonn 72.062.034 Euro bezuelt. No der Ausliwwerung vum Fliger wäerten nach jährléich administrativ Fraise vu +/-40.000 Euro fälleg sinn an dat bis am Joer 2024 inklusiv.

Nieft dem Kafpräis vum Fliger ginn et nach aner Käschten, déi eist Land wäert an Zesummenhang mam A400M droe mussen. Dee Militärfliager, deen zu 100 Prozent Lëtzebuerg wäert gehéieren an och enner Lëtzebuerg Immatriculatioun wäert fléien, wäert och vun der Lëtzebuerg Arméi an hire Pilote bedriwwen ginn, an dat am Kader vun enger gemeinsamer belsch-Lëtzebuerg A400M-Flott, déi zu Melsbroek bei Bréissel wäert stationéiert sinn. Am Ganze wäerten aacht Fliger an der gemeinsamer Flott fléien (ee fir Lëtzebuerg, siwe fir d'Belch).

Esou wäert Lëtzebuerg sechs Piloten a sechs Loadmasteren an déi binational Flott integréieren an een Aachtel vun de Käschte vun der Flott droen. Dës Käschte si souwuel Infrastrukturkäschte wéi och Fonctionnementskäschten. Bei den Infrastrukturkäschten handelt et sech virun allem ëm eng Lëtzebuerg Kontributioun vu ronn 17 Milliounen Euro, gestaffelt iwwer eng Rei vu Joren, fir d'Moderniséierung vun der Militärbasis vu Melsbroek, soudatt hei d'A400M-Flott kann empfangen an operéiert ginn. Den totale Käschtepunkt vum Lëtzebuerg A400M inklusiv säin eischt Joer Betrib wäert bei ronn 200 Milliounen Euro leien.

Eng Solutioun, woubäi Lëtzebuerg eise Fliger eleng géif bedriewen a géréieren, wär souwuel technesch wéi finanziell net realistesch. Et muss awer ennerstrach ginn, datt Lëtzebuerg eng voll Kontroll iwwer den Asaz vu sengem A400M an deene verschiddene Missiounen behält (z.B. Transport- oder humanitär Missiounen). D'Avione vun der binationaler belsch-Lëtzebuerg Flott sinn do derbäi am Prinzip 100% interoperabel an austauschbar. Dat géillt och fir den Asaz vun de Lëtzebuerg Equipagen, déi am Prinzip och op belsche Fligere wäerte fléie kënnen (an dat scho virun 2019) an ëmgekéiert. Am Kader vun der gemeinsamer binationaler A400M-Flott wäert Lëtzebuerg och, wann néideg, op belsch Fligere kënnen zrëckgräifen.

D'Regierung an hire Minister fir Verdedegung leeën allgeréisste Wäert drop, datt eng gréisstméiglech Transparenz vis-à-vis vun der Chamber an de Bierger an den Dossier vum Lëtzebuerg Militärfliager kënn. Nodeems d'Regierung an engem vun deenen nächste Conseils de Gouvernement iwwer de Stand vum Dossier A400M gebrieft ginn ass, wäert de Minister fir Verdedegung den Dialog mat der Chamber siche, an un eischter Plaz mat där fir d'Défense zoustänneger Chamberskommissioun.

Question 0036 (19.12.2013) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'accord de réadmission avec la Turquie:

De 16. Dezember 2013 huet d'Europäesch Kommissioun mat der tierkescher Regierung e sougenannten „accord de réadmission“ („Rückübernahmeabkommen“) ënnerschriwwen. D'Tierkei verflucht sech domadder, eege Statsbierger a Migranten zrëckzehuelen, déi iwwer tierkeschen Territoire illegal an d'EU geereest sinn. Dovunner betraff si Leit, déi keen Usproch op Asyl hunn oder iwwerhaupt keng Demande agereecht hunn, fir eventuell de Statut vum Asylant accordéiert ze kriegen.

Gläichzäiteg hëlt d'EU Verhandlung mat der Tierkei op, déi als Zil hunn, et den tierkesche Statsbierger ze erméiglechen, ouni Visa an de Schengen-Raum ze reesen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Aussen- an Immigrationsminister dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung, wat den Accord de réadmission téschent der EU an der Tierkei ueget?
2. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung, wat eng Visa-Liberaliséierung fir tierkesch Statsbierger ueget?
3. Wat fir eng Konsequenzen huet d'Ëmsetzung vum Accord de réadmission fir Lëtzebuerg?
4. Wat fir eng Konsequenzen hätt d'Visafreiheet fir Lëtzebuerg?
5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt, wann d'Tierkei sech net un dat Réadmissionsoffkommeh hält, dann och d'Visafreiheet misst opgehuewe ginn?

Réponse (30.1.2014) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Op déi verschidde Froe wéll ech wéi folgt äntwerten:

1. D'Regierung steet hannert dem Accord de réadmission, dee vun der EU-Kommissioun an den tierkeschen Autoritéiten ausgehandelt ginn ass.
2. Eng Visa-Liberaliséierung ass en usuellé Prozess fir d'Drëttstaten, déi eng europäesch Perspektiv hunn. Aus Kohärenzgrënn kann ee sech deem net verschléissen.
3. Wann deen EU-Accord de réadmission duerch e bilaterale Protokoll bis rechtskräffeg ass, da kënnen tierkesch an aner Drëttstatsbierger, déi illegal vun der Tierkei aus op Lëtzebuerg agereest sinn, no prezise Konditiounen an a festgeluechten Délaien an d'Tierkei réckgefuert ginn.
- 4.-5. Et ass kloer, dass Visafreiheet eng gréisser Mobilitéit vun de Bierger aus de concernéierte Länner mat sech bréngt. Dat setzt awer net d'Regele vun der legaler Migratioun ausser Kraaft. D'EU huet en plus e Mécanisme de suspension adoptéiert, deen den 9. Januar dëst Joer a Kraaft getrueden ass, deen net am Fall vu seriösen Abusen erlaabt, d'Visafreiheet anze-fréieren.

Question 0037 (19.12.2013) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la station-service sur l'autoroute A13:

Viru ronn zéng Joer huet d'Chamber eng Motion ugeholl, an där d'Regierung opgefuerdert gëtt, d'Installatioun vun enger Tankstell op der Saarautostrasse virzugesinn. Mat deem Projet sollt den exzessiven Transitverkéier duerch d'Uertschafte verhënnert ginn.

An der Tëschenzäit huet sech de Verkéier nach méi staark entwéckelt an et fieren all Dag Honnerte vu Camionen op Schengen an op Fréiseng erof, fir do ze tanken. Dëst huet negativ Konsequenzen op d'Sécherheet an op d'Lebensqualitéit vun de betroffenen Awunner.

Laut engem „Tageblatt“-Artikel vum 4. Dezember bestätegt den Transportministère, datt déi Situatioun géif kuerzfristeg behuewe ginn. An deem Zesummenhang wier schonn eng „Machbarkeitsstudie“ gemaach ginn.

Dofir wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. A wat fir engem Zäitraum gedenkt den Här Minister déi néideg Autorisatiounen fir de Bau vun der Tankstell erauszeginn?
2. Wat huet déi sougenannten „Machbarkeitsstudie“ erginn? Ass den Här Minister bereet, déi Etüd public ze maachen?

Réponse (6.2.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Den honorabelen Députéierte wéllt gär wësen, wéi et mat enger Tankstell op der Saarautostrasse ass.

1. Een Zäitpunkt fir de Bau ka beim Stand vun haut vun den Etüden net genannt ginn. Am Moment befanne mer eis an engem Ofstëmmungsprozess mat der betraffener Gemeng.
2. D'Regierung huet och nach keng definitiv Décisioun geholl, ob se dës Tankstell iwwerhaupt baue wäert.

Question 0038 (20.12.2013) de M. Marco Schank et Mme Octavie Modert (CSV) concernant la démolition d'immeubles de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché à Diekirch:

Il est rapporté dans la presse que le bourgmestre entend accorder une autorisation de démolition des immeubles de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM) à Diekirch, qui font l'objet d'une initiative de protection au sens de la loi de 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux. Or, le Gouvernement s'était mis d'accord avant les élections législatives sur une marche à suivre commune dans ce dossier en vue de présenter des plans de construction conciliant les deux intérêts à la fois.

Voilà pourquoi nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Culture, Ministre du Logement quel est l'état de ce dossier et des plans réaménagés.

Réponse commune (13.2.2014) de Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, Ministre du Logement:

Il est vrai que le bourgmestre de la ville de Diekirch a donné l'autorisation de démolir les immeubles de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM).

Je me suis prononcée en faveur de la construction de nouveaux immeubles de ladite société à Diekirch. Les anciens immeubles n'étant plus suffisants aux besoins actuels, leur démolition n'a pu être évitée. Afin de concilier à la fois les intérêts de la protection du patrimoine et ceux de la SNHBM dans la commune de Diekirch, j'ai décidé de préserver une maison témoin de ce type d'habitat.

Question 0039 (20.12.2013) de MM. Aly Kaes et Marco Schank (CSV) concernant le plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques»:

Il nous revient que le nouveau Gouvernement aurait l'intention de supprimer certaines zones d'activités projetées dans le projet de plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques», entre autres celle prévue sur le site de «Flébour».

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la future zone d'activités à «Flébour» serait-elle supprimée du plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques»?

- Quelles sont les autres zones d'activités économiques qui seraient supprimées?

Réponse commune (30.1.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'avant-projet du plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques», tel que finalisé sous l'ancien Gouvernement, prévoit 21 nouvelles zones d'activités économiques régionales respectivement agrandissements de zones régionales existantes pour environ 460 ha au total. Dans ces conditions et étant entendu que le nouveau Gouvernement ne remet pas en question les travaux de planification réalisés, il est cependant tout à fait légitime de passer en revue certaines des nouvelles zones prévues lorsqu'à priori elles ne semblent pas répondre à des critères de développement territorial durable.

Or, force est de constater que le long de la N7 une multitude de zones d'activités de natures diverses s'est développée au nord de Diekirch au cours des dernières décennies alors qu'il s'agit pourtant d'un espace encore très largement rural et d'une grande valeur naturelle et paysagère.

Dans ces conditions et étant entendu qu'il ne s'agit pas de remettre en question le bien-fondé de la zone d'activités économiques régionale en cours de réalisation du «Fridhaff» d'une superficie de plus de 40 ha, dont est indiscutablement tributaire le développement de la Nordstad, il ne semblait pas justifiable au nouveau Gouvernement d'un point de vue aménagement durable du territoire de prévoir à peine plus de 3 km au nord du site de la zone du Fridhaff, à «Flébour» une autre zone d'activités d'une vingtaine de hectares du même type.

Il s'agit là de l'unique zone qui sera supprimée par rapport à l'avant-projet du plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques» tel que finalisé sous l'ancien Gouvernement.

Question 0040 (20.12.2013) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les médicaments pour traiter une détresse vitale:

Selon mes informations certains médecins, qui interviennent en dehors de leur cabinet pour assister des personnes en détresse vitale lorsqu'aucune antenne mobile du SAMU n'est disponible, connaissent des difficultés pour s'approvisionner en certains médicaments.

En effet, certains médicaments pour traiter une détresse vitale ne sont pas fournis par les pharmacies, car ils tombent sous la condition de prescription «H» dont l'usage est limité strictement au milieu hospitalier. Il s'agit par exemple du principe actif urapidil pour traiter une crise de tension élevée, de l'amiodarone utilisée pour traiter une fibrillation ventriculaire lors d'un arrêt cardiaque, du kétamine ou bien du fentanyl. Ces deux derniers médicaments, sou-

mis à une prescription restreinte (stupéfiants), sont utilisés pour traiter des douleurs sévères aiguës par exemple lors d'un traumatisme important.

Le mode de délivrance et les circuits d'approvisionnement étant fixés pour chaque médicament dans le cadre de l'autorisation de mise sur le marché (AAM) en fonction de critères définis, les pharmacies ne sont pas autorisées à distribuer ces médicaments, ni directement aux patients, ni aux médecins eux-mêmes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre est-elle au courant de la problématique décrite ci-dessus?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudra trouver une solution pour les médecins qui se mettent à disposition des détresses vitales en cas de besoin afin qu'ils puissent s'approvisionner en certains médicaments qu'ils jugent nécessaires et qui sont soumis à usage strictement hospitalier?

- Quelles solutions Madame la Ministre pourrait-elle envisager pour améliorer la situation?

Réponse (27.1.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Je tiens tout d'abord à rassurer l'honorable Députée que mes services n'ont pas connaissance que certains médecins auraient des difficultés pour s'approvisionner en certains médicaments lorsqu'ils sont appelés à assister des personnes en situation de détresse vitale.

En cas d'indisponibilité temporaire de l'antenne mobile du SAMU, le préposé du service 112 de l'administration des services de secours peut faire appel à l'un ou l'autre des médecins généralistes se trouvant dans les parages immédiats de l'urgence.

Le rôle du médecin n'étant pas de se substituer au SAMU, il essaiera de maintenir les fonctions vitales du patient le temps de l'arrivée du SAMU ou de l'ambulance dépêchée sur les lieux suite à l'appel au 112.

Pour ce faire, il mettra en place les mesures préconisées en matière de réanimation cardiopulmonaire et autres gestes de premiers secours.

Il dispose d'un certain nombre de substances médicamenteuses dans sa trousse personnelle pour traiter diverses situations critiques, et ne devrait pas avoir besoin de médicaments spécifiques dont l'utilisation est recommandée et restreinte au milieu hospitalier.

L'hypertension aiguë répond à la prise d'inhibiteurs calciques (nifédipine). En cas d'arrêt cardiaque le massage cardiaque permettra de temporiser le temps de la mise en place d'un DEA (défibrillateur externe automatique). La fibrillation ventriculaire répondra à une défibrillation par DEA qui se trouvent dans les ambulances et la douleur sévère pourra être traitée par de la morphine.

Question 0041 (20.12.2013) de M. Aly Kaes (CSV) concernant le prix de l'eau:

Lors du débat de ce mardi, 17 décembre 2013, au sujet du projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de la station d'épuration de Nordstad/Blesbruck, le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures s'est prononcé en faveur d'un prix harmonisé de l'eau de 7€/m³. Le Gouvernement précédent avait envisagé de créer un fonds de compensation pour les communes dont le prix de l'eau dépasserait ces 7€.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la déclaration du Secrétaire d'État?

- Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement envisage-t-il de soutenir les communes dont le prix de l'eau excède lesdits 7€/m³? Le Gouvernement reprend-il l'idée du fonds de compensation afin de suppléer intégralement les montants dépassant les 7 euros/m³?

Réponse (9.1.2014) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

En matière de tarification de l'eau le programme gouvernemental stipule que «le Gouvernement poursuivra la démarche d'une harmonisation des prix de l'eau selon le schéma élaboré par l'Administration de la Gestion de l'Eau en prévoyant un prix spécifique pour les ménages, l'industrie et l'agriculture, dans le respect de l'autonomie communale».

Jusqu'au 31 décembre 2013, l'Administration de la Gestion de l'Eau a procédé au réequili-



brage des tableurs de calcul du coût de revient de l'eau potable et de l'eau usée pour 98 communes et adressés des propositions de rééquilibrage y relatives aux communes concernées.

Trois communes sont encore en concertation avec l'administration pour l'établissement des tableurs et cinq communes n'ont toujours pas remis les données nécessaires pour le rééquilibrage.

48 des 98 communes ayant reçu une proposition de rééquilibrage suivant la méthode harmonisée ont délibéré une tarification reprenant étroitement les propositions de l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Les 50 communes restantes n'ont pas encore remis une nouvelle délibération suite à la proposition de rééquilibrage ou ont délibéré une tarification non conforme aux dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, notamment aux articles 13 et 14.

Onze communes ont délibéré un prix global de l'eau équivalent à 7€/m³ (prix de l'eau potable et de l'eau usée rapporté au m³ d'eau potable consommé). Aucune commune n'a délibéré un prix global dépassant les 7€/m³.

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement n'envisage pas la création d'un fonds de compensation.



Question 0042 (20.12.2013) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **projet Ban de Gasperich**:

La phase de lotissement du Ban de Gasperich étant déjà entamée et suite à la présentation pour avis du projet de la nouvelle N3 par les Ponts & Chaussées à la commune de Hesperange il y a quelques semaines, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quand débiteront les travaux au boulevard Raiffeisen?
2. Quid de l'échéancier relatif à la construction de la gare périphérique à Howald? Quand la 1^{re} phase des travaux est-elle prévue? Qu'en est-il du raccord au tram?
3. Où en est-on quant à la mise en place d'une ligne d'autobus transversale Strassen-Hesperange via Leudelange dans le cadre de la convention DICI?
4. Dans le programme gouvernemental sous le volet «Réseau routier» on peut lire «les extensions du réseau routier périphérique qui s'avèrent nécessaires seront réalisées».

- Quels sont les grands axes de la réalisation de la prolongation de la nouvelle N3, module Sud (contournement Hesperange)?

- Est-ce que l'étude de faisabilité ainsi que l'exécution du contournement Hesperange vont de pair avec le projet de la nouvelle N3, module Nord (raccord du tram à la gare périphérique de Howald)?

5. L'expansion sur trois voies de l'A3 de Gasperich vers l'aire de Berchem est-elle envisageable dans les années à venir?

Réponse (27.1.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur le projet du Ban de Gasperich.

En ce qui concerne tout d'abord le début des travaux, l'on précise que la mise en adjudication des travaux est actuellement prévue pour février, de sorte que le début des travaux se situerait alors fin de l'année 2014.

Quant à la deuxième question relative à la gare périphérique Howald, il échet de noter que celle-ci servira de pôle d'échange train/tram/bus avec une forte orientation vers la mobilité douce. Cette nouvelle gare urbaine ne se limitera pas seulement à reprendre le rôle d'une simple gare, mais elle constituera également un élément fort de liaison urbaine entre la nouvelle urbanisation Ban de Gasperich, la viabilisation du «Midfield» et la reconversion progressive de la Z.A. Howald. Bien que la réalisation de la gare Howald se fasse en deux étapes, la réalisation de la première phase des travaux (avec un premier quai et une passerelle vers le parking du centre commercial) est programmée pour 2017. De même, la nouvelle gare routière pour bus aménagée à hauteur de la gare Howald sera construite en parallèle, ce qui permet une offre en mobilité durable qui évolue au même rythme que le développement urbain des quartiers susmentionnés.

Afin d'éviter un terminus provisoire du tram à la gare centrale, il est important de le prolonger vers les nouveaux quartiers du sud-ouest de la ville. Étant donné que cette extension figure

dans le nouveau programme gouvernemental, les études pour prolonger le réseau du tram en passant par les pôles d'échanges de Bonnevoie et de Howald vers le pôle d'échanges Cloche d'Or seront accélérées. À première vue, le tram pourra être réalisé en étapes intermédiaires avec des terminus provisoires à Bonnevoie et/ou Howald.

La troisième question concerne la mise en place d'une ligne autobus transversale. En effet, suite au phénomène de la périurbanisation et d'un développement de plus en plus polycentrique, comme par exemple au futur Ban de Gasperich ou dans la zone d'activités de Bertrange, la nouvelle ligne d'autobus transversale Strassen-Hesperange via Leudelange est primordiale pour le bon fonctionnement des transports publics dans la périphérie de la ville de Luxembourg.

Il est prévu de réaliser la ligne de bus transversale Strassen-Hesperange dans une première phase jusqu'à la gare centrale de Luxembourg.

Dès que l'urbanisation du Ban de Gasperich, du «Midfield» et de la Cloche d'Or apportera une masse critique potentielle d'utilisateurs du transport public, il est prévu dans une deuxième phase de prolonger la ligne de bus vers le centre de Hesperange.

La localisation du terminus de la ligne et l'itinéraire exact seront discutés préalablement avec les responsables de la commune de Hesperange. Le Ministère envisage cette mise en place même avant le développement complet des quartiers mentionnés.

Vu les planifications en cours, le département des Transports compte mettre ladite ligne en service au cours de l'année 2017.

La réalisation des modules nord et sud de la nouvelle N3 sera accélérée pour pouvoir accueillir le tram le plus tôt possible. Bien que le contournement de Hesperange, qui constitue en principe le module sud de la nouvelle N3, fasse partie intégrante du concept de desserte des nouveaux quartiers, sa réalisation ne va pas de pair avec une réalisation de la nouvelle N3. Les tracés actuellement étudiés du contournement de Hesperange auront des répercussions sur des zones spéciales de conservation désignées dans le cadre de la directive européenne «Habitats», des zones inondables, des réserves naturelles, des biotopes et des corridors de migration de chats haret.

Par conséquent, le projet de contournement de Hesperange est soumis à des procédures d'autorisation différentes (directive 97/11) et à phasages distincts que le reste de la nouvelle N3 à hauteur de Bonnevoie et Howald.

Enfin, concernant la question relative à la mise à deux fois trois voies de l'A3 entre Berchem et Gasperich, l'on précise qu'il est toujours prévu d'éliminer les goulots d'étranglement et tronçons très accidentogènes entre l'aire de Berchem et la croix de Gasperich. Par ailleurs, ces travaux s'avèrent nécessaires et utiles en vue de la réalisation des chantiers d'ouvrages d'art liés à la construction de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg.

Par contre, le projet d'une mise à deux fois trois voies intégrales de la A3/A6 entre Capellen et la frontière française sera abandonné.



Question 0043 (2.1.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **participation du Luxembourg au réseau «European Union National Institutes for Culture» (EUNIC)**:

- Il me revient que l'ancien Premier conseiller et coordinateur général au Ministère de la Culture depuis 1989, en retraite depuis 2010, continue à représenter le Ministère de la Culture dans plusieurs initiatives et réseaux internationaux. Ainsi, il participe au réseau EUNIC (European Union National Institutes for Culture), réunissant entre autres le Goethe-Institut, le British Council, l'Institut Français et l'Institut Camoes.

En rapport avec la participation à ce réseau, j'aimerais poser les questions suivantes:

- 1) Quel rôle peut jouer le Luxembourg, pays qui ne dispose pas d'un réseau extérieur de diffusion culturelle, au sein d'un tel réseau?
- 2) Quel est le coût de cette participation (cotisation, frais de déplacement, frais de séjour) et le bénéfice pour le Luxembourg?
- 3) Est-ce que Madame la Ministre de la Culture entend réexaminer l'utilité de ces postes de frais au vu du nouveau programme gouvernemental, qui vise à promouvoir la création et la distribution des œuvres culturelles luxembourgeoises?
- 4) L'ancien Premier conseiller engage-t-il le Luxembourg par ses actes, paroles ou promesses à l'étranger?

5) Bénéficie-t-il d'une lettre officielle de mission?

6) Est-ce qu'il n'y a pas d'autres personnes compétentes, encore en fonction, au Ministère de la Culture pour représenter le Luxembourg à l'étranger?

7) Le titre de «Premier conseiller de Gouvernement honoraire» lui confère-t-il une position officielle au Luxembourg et à l'étranger?

- Il me revient en outre que la même personne siège toujours au conseil d'administration (CA) du CCRN, de l'IPW, de l'IEIC, de l'OCL, du CAPE et de la Luxembourg American Cultural Society. Dans toutes ces fonctions, il a des responsabilités substantielles concernant la détermination du budget de ces institutions.

J'aimerais dans ce contexte poser les questions suivantes:

8) N'y a-t-il pas un conflit d'intérêts entre, d'une part, ses fonctions de président du CA du CCR Neumünster, institution ayant vocation et intérêt à percevoir des loyers pour l'occupation de ses locaux, et, d'autre part, ses fonctions de président des CA de l'IPW et de l'Institut européen des itinéraires culturels, institutions hébergées par le CCRN et ayant évidemment un intérêt opposé?

9) Quel est le montant total des honoraires, jetons de présence cumulés dans toutes ces institutions et autres frais facturés à l'État par ce haut fonctionnaire retraité?

10) Est-ce que dans le cadre de la mise en œuvre du programme gouvernemental et au vu des problèmes de gouvernance qui résultent de ces pratiques, Madame la Ministre de la Culture entend limiter le cumul de mandats au sein d'un nombre important d'instituts culturels et établissements publics dans le chef d'une même personne, qui de plus est retraitée?

Réponse (27.1.2014) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

- Question 1: EUNIC - European Union National Institutes for Culture

1) Le réseau EUNIC regroupe les principaux instituts de diffusion culturelle européens (Goethe-Institut, British Council, Culture France, Dante, Cervantes, Institut culturel roumain, Institut culturel danois, etc.) et permet à travers la collaboration entre ces instituts culturels européens dans le monde de promouvoir les valeurs et la diversité culturelles européennes à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. La participation du Luxembourg à ce réseau lui a permis de créer des contacts et des liens utiles dans des endroits où le Grand-Duché n'est pas représenté.

2) Le budget total EUNIC, consacré principalement à l'organisation du 4^e dialogue Europe-Chine, était de 165.936,75 €, auxquels il faut encore ajouter:

- les montants des cotisations annuelles, qui étaient de 10.000 € en 2013 et 2012 et de 15.000 € en 2011;

- les frais de déplacement à l'étranger de l'ancien Premier conseiller de Gouvernement, qui s'élevaient entre 2011 et 2013 à un montant total de 5.989,84 € et concernaient des séjours à Bruxelles, Paris, Lisbonne et Xi'an. À noter que les frais de séjour en Chine étaient pris en charge par le pays hôte;

- les frais concernant les déplacements à l'intérieur du pays effectués par l'ancien Premier conseiller de Gouvernement dans le cadre de sa mission EUNIC, qui donnaient droit au remboursement identique à celui versé à tout agent de la fonction publique qui se déplace en voiture privée.

Quel en est le bénéfice pour le Luxembourg?

EUNIC a pris l'initiative de lancer, en 2008, un dialogue culturel avec la Chine. Le but principal de ce dialogue (qui a lieu en alternance en Europe et en Chine) est d'établir un dialogue culturel à long terme sur des questions et des énoncés importants pour la coopération culturelle entre l'Europe et la Chine.

En prolongement de la présence luxembourgeoise à l'Exposition universelle de Shanghai 2010, il avait été considéré que l'organisation du 4^e dialogue à Luxembourg permettrait d'envoyer un signal fort pour conforter et compléter les relations économiques par le biais d'un échange et d'une coopération éventuelle dans d'autres domaines.

Le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 11 juin 2010 (procès-verbal 22/10 approuvé dans la séance du 18 juin 2010) a autorisé Madame la Ministre de la Culture à présenter la candidature du Luxembourg pour accueillir, au Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster (CCRN), en octobre 2011 le 4^e dialogue culturel entre la Chine et EUNIC.

Le CCRN, qui représente le Grand-Duché au sein du réseau EUNIC, a accueilli du 25 au 29

octobre 2011 des artistes européens et chinois ainsi que des délégations des instituts du réseau EUNIC, mais aussi une importante délégation chinoise de la Chinese National Academy of Arts. Un groupe de travail ad hoc a préparé et organisé le colloque, les débats, les visites et les différentes rencontres de ce sommet. Mais la véritable originalité de ce quatrième dialogue ont été les workshops artistiques qui ont réuni des artistes européens et chinois, dont les œuvres ont été présentées au CCRN et exposées durant le 4^e dialogue. En effet, une semaine avant le début du colloque et des différentes interventions officielles, un groupe d'artistes chinois a été accueilli en résidence à l'Abbaye.

De même, la participation au réseau a permis au sculpteur luxembourgeois Tung-Wen Margue de prendre part au 5^e dialogue culturel EUNIC-Chine dans la ville de Xi'an en octobre 2013 et de s'y échanger avec des artistes chinois.

3) La participation du Luxembourg à des réseaux comme celui d'EUNIC - et donc l'investissement financier de l'État dans de telles structures - devra forcément s'inscrire dans la politique de promotion générale de nos artistes au niveau national et international. Cette nouvelle politique en matière culturelle sera développée dans le cadre du plan de développement culturel (Kulturentwicklungsplan), tout comme il a été annoncé dans l'accord de coalition du Gouvernement.

4) Depuis son départ en retraite, l'ancien Premier conseiller de Gouvernement ne dispose plus de ce pouvoir.

5) Le Ministère de la Culture n'a pas émis de lettre officielle de mission en faveur de la personne concernée.

Par contre, une «convention d'engagement réciproque dans le cadre du bénévolat» a été signée le 10 février 2011 entre le Ministre de la Culture d'époque et l'ancien Premier conseiller de Gouvernement. Cette convention confiait à ce dernier la mission de «préparer la session du 4^e dialogue culturel EUNIC-Chine qui se tiendra à Luxembourg en octobre 2011» (article 1^{er} § c).

Le 23 décembre 2013, l'ancien haut fonctionnaire a été informé que le Ministre de la Culture ne se sentait pas lié par les engagements que son prédécesseur avait pris dans le cadre de cette convention d'engagement réciproque.

6) La décision de confier le dossier EUNIC à l'ancien Premier conseiller de Gouvernement était le privilège de l'ancien Ministre de la Culture.

7) Ladite convention d'engagement réciproque signée le 10 février 2011 (voir supra) stipule dans son article 4 que «Monsieur Guy Dockendorf est autorisé à porter le titre de chargé de mission. Dans ses relations à l'étranger, le port du titre honorifique de ses anciennes fonctions de Premier conseiller de Gouvernement est admis».

C'est dans cette qualité et dans le cadre stricte des missions qui lui ont été spécialement confiées que l'ancien Premier conseiller a représenté le Luxembourg au sein du réseau EUNIC.

- Question 2: Cumul des mandats de l'ancien Premier conseiller de Gouvernement aux conseils d'administration du CCRN, de l'IPW, de l'IEIC, de l'OCL, du CAPE et de la Luxembourg American Cultural Society.

Il convient de noter d'abord que l'ancien haut fonctionnaire ne représente pas le Ministère de la Culture au sein des conseils d'administration de l'Orchestre de Chambre du Luxembourg (OCL), du Centre des Arts Pluriels, Ettelbruck, ainsi qu'à la Luxembourg American Cultural Society: il y siège à titre privé.

8) En présence de trois institutions culturelles sur un même lieu qui dépendent toutes majoritairement des dotations financières annuelles de l'État, l'approbation d'un bail à loyer qui enrichirait l'une de ces institutions au détriment des deux autres serait une mesure insensée.

9) La convention d'engagement réciproque dont il a été question ci-dessus prévoit dans son article 2 que l'ancien Premier conseiller de Gouvernement a droit au remboursement des dépenses effectuées dans le cadre des missions qui lui ont été confiées, à l'exception des cas où un jeton est payé. Parmi les établissements cités par l'honorable Député, le CCRN est le seul institut à verser un jeton de présence.

Depuis son départ à la retraite du Ministère de la Culture, le CCRN a versé à l'intéressé la somme totale de 11.850 € bruts en tantièmes et jetons de présence.

En ce qui concerne sa présence dans les autres conseils d'administration dans lesquels l'ancien haut fonctionnaire avait été proposé par le Ministère de la Culture (IPW, IEC et FONARES), le concerné n'a eu droit qu'au remboursement des frais de route, remboursement identique à celui versé à tout agent de la fonction publique qui se déplace en voiture privée.

10) Comme mentionné plus haut, l'ancien haut fonctionnaire a été informé, fin décembre 2013, que le Ministre de la Culture ne se sentait pas lié par les engagements que son prédécesseur avait pris dans le cadre de la convention d'engagement réciproque.

Une succession à la présidence du CCRN est en négociation depuis quelques mois et sera effectuée en toute sérénité et il en sera procédé de la même manière pour les autres mandats pour lesquels l'ancien haut fonctionnaire avait été nommé.

Question 0044 (3.1.2014) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'échange automatique d'informations sur les revenus couverts par le champ d'application de la directive sur l'épargne de 2003:

Virun aacht Méint huet déi viregt Regierung ugekënnegt, datt Lëtzebuerg géif vum 1. Januar 2015 un den automateschen Informationsaustausch fir Zënsertrëg vun EU-Bierger aféieren.

An hirem Regierungsprogramm huet déi aktuell Regierung festgehalen:

«Le Luxembourg a démontré sa volonté de poursuivre une politique au niveau de la place financière se conformant aux règles internationales, notamment en matière de l'échange automatique d'informations sur les revenus couverts par le champ d'application de la directive sur l'épargne de 2003. En particulier, en matière de transparence et d'échanges de renseignements à des fins fiscales, le Gouvernement participera activement aux travaux dans le cadre de l'Union européenne et à l'OCDE visant à développer le standard international en cette matière, mais toute extension du champ d'application de l'échange automatique d'informations devra se faire dans des modalités et selon un calendrier assurant au secteur financier sa stabilité et sa compétitivité internationale.»

An deem Kontext wëllt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Huet och déi nei Regierung wëlles, vum 1. Januar 2015 un den automateschen Informationsaustausch fir Zënsertrëg vun EU-Bierger anzeféieren?

2. Ass d'Steierverwaltung, notamment wat d'Informatikprogrammer ugeet, schonns op dese Paradigmewissel virbereet?

3. Wéi vill Prozent vun den Avoiren, déi vu Privatbanke géieré ginn, gehéiere Clienten, déi vum automateschen Informationsaustausch wäerte betraff sinn?

4. Wéi ass d'Evolution vun deenen Avoiren tëscht Abrëll an Dezember 2013?

5. Wat fir eng Konsequenze wäert den automateschen Informationsaustausch op d'Evolution vun deenen Avoiren hunn?

6. Wéi vill Aarbechtsplaze goufen 2013 am Bankesektor ofgeschaaft?

7. Wat fir eng Konsequenze wäert den automateschen Informationsaustausch op d'Aarbechtsplazen am Bankesektor hunn?

8. Wat fir eng Konsequenze wäert den automateschen Informationsaustausch op de Statsbudget hunn?

9. Wéi ass d'Position vun der Regierung zu enger méiglecher Erweiderung vun der Zënserbesteuerungsdirektiv?

10. Firwat huet déi nei Regierung d'Lëtzeburger Position opginn, datt virun enger Erweiderung vun der Zënserbesteuerungsdirektiv fir d'Eischt en Accord mat Drëttstaten (Monaco, Schwäiz...) misst zustane kommen sinn?

11. Op wat fir enge Produkte wäert d'Erweiderung stattfannen? Wäerten och Ertrëg aus Investitionsfongebeträff sinn?

Réponse (13.2.2014) de M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*:

1. Le Gouvernement introduira, au 1^{er} janvier 2015 et sur base du champ d'application de la Directive 2003/48/CE, l'échange automatique

d'informations sur les paiements d'intérêts que des agents payeurs établis au Luxembourg effectuent en faveur de personnes physiques qui ont leur résidence dans un autre État membre de l'Union européenne, afin que ces bénéficiaires soient imposés conformément aux dispositions législatives de leur État.

2. L'Administration des Contributions directes se prépare à la tâche qui sera la sienne dans ce contexte.

3. Selon les données statistiques publiées par le Statec dans la Note de conjoncture n°2-13 (p. 37), les dépôts des ménages auprès de banques luxembourgeoises se chiffraient à 59,4 milliards d'euros fin septembre 2013. Selon cette même source, 46,5% des dépôts (27,6 milliards d'euros) étaient détenus par des résidents luxembourgeois, 32% des dépôts (19,0 milliards d'euros) étaient détenus par des non-résidents citoyens d'un État membre de l'Union européenne (UE) et 21,5% des dépôts (12,8 milliards d'euros) détenus par des non-résidents hors UE.

4. Depuis avril 2013, les sommes des dépôts de personnes physiques ou morales autres que des entités du secteur financier ou d'États souverains auprès des banques à Luxembourg a légèrement augmenté (+1%) tandis que la part des dépôts de personnes privées dans cet ensemble a légèrement diminué. Ainsi, l'on peut constater le départ de clients potentiellement concernés par le passage de la retenue à la source vers le seul échange automatique d'informations et l'arrivée de nouveaux clients qui ne seront pas impactés par ce changement.

5. En outre des éléments d'appréciation qualitatifs fournis sub. 4., le Gouvernement ne dispose pas d'informations quantitatives à cet égard.

6. Selon les données statistiques publiées par la Banque centrale du Luxembourg (BCL), l'emploi dans les établissements de crédit luxembourgeois est passé de 26.534 unités fin décembre 2012 à 26.232 unités fin décembre 2013, soit une diminution de 302 emplois (-1,1%). Il convient de relever qu'il serait erroné de vouloir établir un lien causal entre cette évolution et le basculement de la retenue à la source vers le seul échange automatique d'informations.

7. Dans sa Note de conjoncture n°2-13 (pp. 118-120), le Statec a essayé de quantifier l'impact macroéconomique potentiel du passage de la retenue à la source vers le seul échange automatique d'informations. Or, le Gouvernement n'est pas en mesure de corroborer les hypothèses de travail sur lesquelles reposent ces simulations.

8. En outre des éléments contenus dans l'analyse susmentionnée effectuées par le Statec, le Gouvernement ne dispose pas d'informations quantitatives à cet égard.

9. En matière de révision de la Directive «Épargne», le Gouvernement souscrit à la teneur du projet de Directive révisée dans sa forme actuelle. Quant à son adoption, le Gouvernement prendra position une fois en mains le rapport de progrès sur les négociations avec les pays tiers européens que le Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013 a invité la Commission européenne de présenter pour sa réunion de mars 2014.

10. Le Gouvernement n'a pas pris une autre position que celle décrite sub. 9. ci-dessus.

11. En vertu du projet de révision, le champ d'application de la directive sera étendu à des paiements d'intérêts en provenance de certains produits structurés, d'organismes ou autres fonds ou dispositifs de placement collectif et de contrats d'assurance-vie, ainsi que de tels paiements à ou par le biais d'entités ou constructions juridiques pas effectivement imposées.

La directive actuelle concerne des paiements d'intérêts en provenance de certaines catégories d'organismes de placement collectif (notamment les organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Le périmètre du projet de révision, qui s'appliquera à de tels paiements en provenance d'organismes ou autres fonds ou dispositifs de placement collectif, sera plus étendu également sur cet aspect.

Question 0045 (6.1.2014) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'utilisation privée de voitures de service:

Engem Zeitungartikel no hätt d'Madame Statssekretärin fir Wirtschaft, intern Sécherheet a Verdeedung vum Dénsgchtauto, deen hir zur Verfügung gestallt gouf, Gebrauch gemaach, fir an d'Vakanz ze fueren. Den Auto wier - op Käscht vum Steierzueler - vollgetankt gewiescht an et wieren op ausdréckleche

Wonsch vun der Madame Statssekretärin Autosplacke mat de Buschtawen CD (fir Corps diplomatique) drop montéiert ginn.

An deem Kontext wëllt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Statsminister confirméieren, datt d'Madame Statssekretärin vun hirem Dénsgchtauto Gebrauch gemaach huet, fir an d'Vakanz ze fueren, dat heescht fir eng reng privat Rees?

2. Wa jo, op wéi vill belafe sech global d'Käscht vum där privater Rees fir de Stat?

3. Ass et normal, datt d'Regierungsmembere kënnen hiren Dénsgchtauto fir privat Zwecker benotzen, notamment fir an d'Vakanz ze fueren?

4. Sinn dem Här Statsminister aner Fäll bekannt, wou engem Regierungsmember an Dénsgchtauto fir reng privat Zwecker zur Verfügung gestallt gouf?

5. Ginn et konkret Regeln, un déi sech d'Regierungsmembere ze halen hunn, wat den Émgang mam Dénsgchtauto ugeet?

6. Wat gedenkt den Här Statsminister ze ënnerhuelen, fir datt d'Regierungsmembere an Zukunft nëmmen nach am Kader vun hirem Mandat vum Dénsgchtauto profitéiere kënnen?

7. Kann den Här Statsminister confirméieren, datt op ausdréckleche Wonsch vun der Statssekretärin CD-Immatrikulationschëlde hu misse op den Auto gemaach ginn? Ass et normal, datt Regierungsmembere, déi privat an d'Vakanz fueren, net nëmme mat engem Statsauto dat maachen, mä och nach mat Immatrikulation CD fueren?

8. Falls dat alles legal wier, ass den Här Statsminister net der Meenung, datt et grad elo, wou déi nei Regierung deklaréiert huet bei sech unzefänke mat Spueren, opportun wier, déi bestehend Reglementation esou ëmzeänneren, datt d'Regierungsmembere hir Dénsgchtauto just géife benotzen, wa se an hirer Funktion als Minister oder Statssekretär ënnerwee sinn?

Réponse (7.1.2014) de M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Als Äntwert op Är parlamentaresch Fro vum 06.01.2014 kann ech confirméieren, dass d'Madame Statssekretärin Francine Closener d'Gefier, wat si vun der Regierung zur Verfügung gestallt krut, privat benotzt an dobäi net géint den Deontologiekodex fir Regierungsmembere verstouss huet. An dësem Kodex, deen den 01.03.2013 vum Regierungrot ugeholl ginn ass, heescht et am Artikel 6.2:

«Les voitures mises à disposition des membres du Gouvernement sont des voitures de fonction et peuvent être utilisées à des fins privées tant au Luxembourg qu'à l'étranger.»

No Récksprooch mat der Madame Statssekretärin kann ech dernieft confirméieren, dass d'Fraisen, déi bei hirem privaten Déplacement ugefall sinn, vun hir selwer iwwerholl goufen.

Dir abordéiert an Ärer parlamentarescher Ufro vum 06.01.2014 dernieft de Sujet vun den Immatrikulationsplacke fir den „Corps diplomatique“. Dës Placke waren den Ament vum Déplacement vun der Madame Statssekretärin um Auto, esou wéi et bis elo gängeg Praxis war bei engem Déplacement vun engem Regierungsmember an d'Ausland. An deem Kontext huet de responsable Beamte vum Regierungsgarage haut um 06.01.2014 an enger Circulaire ënnerstrach, dass déi speziell Immatrikulationsplacken nëmmen nach solle fir offiziell Déplacementen an d'Ausland gebraucht ginn.

Esou wéi nom Regierungrot vum 5. Dezember 2013 annoncéiert, ass déi nei Regierung dernieft der Meenung, dass den Deontologiekodex fir Regierungsmembere an déi richteg Direktion, awer net wäit genuch geet. Aus deem Grund wäert en neit Gesetz ausgeschafft ginn iwwer d'Aufgaben, d'Flichten an d'Rechter vu Ministeren a Statssekretären.

Question 0046 (6.1.2014) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la procédure de remplacement en cas de vacance de mandat politique:

Den Artikel 196 vum Wahlgesetz vum 16. Februar 2003 gesäit, wat d'Zesummesetzung vum Gemengerot ugeet, ënner anerem dës Dispositioun vir: «Les membres du conseil communal ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, ni être unis par les liens du mariage.»

Vun där Inkompatibilitéit ware bei de leschte Gemengewahlen ënner anerem och zwee Déifferdenger betraff, woubäi ee vun hinne Buergermeeschter gouf vun där Gemeng an deen

aneren op säi Mandat als Gemengeconseiller verzicht huet. No de Chamberwahlen vum 20. Oktober 2013 ass de Buergermeeschter vun Déifferdeng zum Minister ernannt ginn an huet deementspreechend och misse op säi lokaalt Mandat verzichten. An der Press gouf driwwer diskutéiert, datt et an esou engem Fall net einfach ass, ze bestëmmen, wien d'Recht huet an de Gemengerot nozeréckelen: den Nächstgewieltenen oder de Familljemember, dee wéinst enger Inkompatibilitéit, déi net méi besteet, op säi Mandat verzicht hat?

D'Gesetzgebung wier op deem spezifesch Punkt net ganz eendeitig: «Les candidats non élus de chaque liste y sont inscrits dans l'ordre du nombre de leurs suffrages (...). Ils sont appelés à achever le terme des conseillers de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite de démission, de décès ou de toute autre cause.» (Art. 259 vum Wahlgesetz)

Deslescht konnt een an der Press liesen, datt den Här Innenminister an deem Dossier eng Entscheidung geholl huet, an zwar zugonschte vum Familljemember, deen op säi Mandat verzicht hat an elo awer an de Gemengerot därfer noréckelen.

Den Artikel 131 vum Wahlgesetz gesäit iwwerens genee déiselwech Inkompatibilitéit fir d'Deputéiert vir: «Les membres de la Chambre ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré ni être unis par les liens du mariage.» Och d'Artikelen zum sougenannten Noréckelen an d'Chamber gläichen den Dispositiounen, déi sech op de Gemengerot bezéien:

- «Les candidats non élus de chaque liste sont inscrits au procès-verbal dans l'ordre du chiffre de leurs suffrages à l'effet de pourvoir aux cas de remplacement prévus à l'article 167.» (Art. 165)

- «Les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause.» (Art. 167)

An deem Kontext wëllt ech dem Här Innenminister an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Innenminister confirméieren, datt en an deem Dossier eng Décisioun zugonschte vum Familljemember an net vum Nächstgewieltenen geholl huet?

2. Op wat fir enger legaler Basis berout dem Här Innenminister seng Décisioun?

3. Falls d'Gesetzgebung net eendeitig ass an et schonns zu Interpretationsdivergenze koum, ass den Här Innenminister net der Meenung, datt deen Artikel vum Wahlgesetz misst geännert ginn, notamment fir Kloorheet ze schafen a fir ze garantéieren, datt an ähnleche Fäll och ëmmer d'selwech gehandelt gëtt?

4. Mussen d'Artikelen 165 an 167 vum Wahlgesetz an Zukunft an déiselwech Richtung interpretéiert gi wéi déijéineg, déi sech op d'Zesummesetzung vum Gemengerot bezéien?

5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt et néideg wier, den Artikel 167 esou ze änneren, datt keng Interpretationsdivergenze kënnen entstoen?

Réponse commune (11.2.2014) de M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*, et de M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Op déi vum honorabelen Deputéierte Gast Gibéryen ugeschwate Froen am Kader vum Noréckelen an de Gemengerot vun Déifferdeng kann ech folgend Äntwerte ginn:

1. Ech ka bestätegen, datt ech an der Gemeng Déifferdeng nom Austriede vum Buergermeeschter eng Vacance de poste festgestallt hunn an deemno de sougenannten Appel au suivant gemaach hunn, fir deen Nächstgewielten an de Gemengerot noréckelen ze loosse. Bei deem Gemengeconseiller, deen noogeréckelt ass, handelt et sech, wéi vum honorabelen Deputéierten ernimmt, ëm de Papp vum austriedende Buergermeeschter, dee selbstverständlech deen Ersatzkandidat ass, dee bei de Wahl vum 2011 déi meeschte Stëmme krut.

2. Den Appel au suivant gëtt gemaach opgrond vum Artikel 259 vum Wahlgesetz:

Art. 259.

Le procès-verbal du recensement général est rédigé en triple exemplaire et signé séance tenante par le président, les assesseurs, secrétaire et témoins.

(Loi du 13 février 2011)

«Les candidats non élus de chaque liste y sont inscrits dans l'ordre du nombre de leurs suffrages. En cas de parité, privilège est accordé au candidat qui est désigné par tirage au sort par le président du bureau principal de vote de la commune en présence des autres membres du bureau et des témoins.»

Ils sont appelés à achever le terme des conseillers de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite de démission, de décès ou de toute autre cause.

La notification de leur appel est faite aux suppléants par le Ministre de l'Intérieur dans le mois qui suit la vacance.

S'il n'y a plus de suppléant de la liste dont faisait partie le titulaire du siège vacant, il est procédé à des élections complémentaires dans les trois mois de la vacance. La date exacte est à fixer par le Ministre de l'Intérieur.

3. D'Regierung ass effektiv der Meenung, datt ee sech bei enger nächster Modifikatioun vun eiser Gesetzgebung um woulouneschen Text inspiréiere kéint, dee fir méi Kloerheet suert.

An deem konkreten, vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Fall, ass sech ausserdeem op den Artikel 25 vum Pacte international relatif aux droits civils et politiques vum 16. Dezember 1966, ratifizéiert duerch e Gesetz vum 3. Juni 1983, beruff ginn:

«Tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables:

a) de prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis;

b) de voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs;

c) d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.»

4. Obschonn d'Fro, mat där den honorabelen Deputéierten d'Regierung hei befaasst, sech nach net um Niveau vun de Chamberwahlen schéngt gestallt ze hunn, vertritt d'Regierung d'Meenung, datt eng Interpretatioun vun den Texter, déi bei de legislative Wahle gëllen, an déiselwecht Richtung sollt gemaach gi wéi déi, déi sech op d'Zesummesetzung vum Gemengerot applizéieren.

5. D'Regierung ass och der Meenung, datt ee sech bei enger nächster Modifikatioun vun eiser Gesetzgebung op Texter soll eenegen, déi fir méi Kloerheet suergen.

Question 0047 (6.1.2014) de M. Roy Reding (ADR) concernant l'utilisation privée de voitures de service:

Am Deontologiekodex fir d'Regierungsmembere, deen den 1. Januar 2014 a Kraaft getrueden ass, ass enner anerem festgehale ginn: «Les voitures mises à disposition des membres du Gouvernement sont des voitures de fonction et peuvent être utilisées à des fins privées tant au Luxembourg qu'à l'étranger.»

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froen zur Besteuerung bei privater Benetzung vun Déngscht- respektiv Firmeweene stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt e Salarié, wann hien en Déngscht- respektiv e Firmewon däerf privat benotzen, dann op deen „geldwerten Vorteil“ («Avantage en nature») muss Steiere bezuelen? Wa jo, wéi vill?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt Fräiberuffler hire Won steierlech nëmme kënnen ofsetzen op deen Deel, dee si net privat benotzen? Wéi héich ass an der Moyenne déi «Reprise privée», déi d'Steieramt fir déi privat Notzung ofzitt?

3. Mussen och d'Regierungsmembere op dësen «Avantage en nature» Steiere bezuelen?

4. Wa jo, wéi ginn déi berechent? Wann neen, wéilt dës Regierung insgesamt bei privater Benetzung vun Déngscht- respektiv Firmeweene méi coulant ginn an esou en Avantage an Zukunft net méi besteiere respektiv bei Fräiberuffler déi komplett steierlech Ofsetzbarkeit aféieren?

Réponse (13.2.2014) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

1) Als Äntwert op dem honorabelen Deputéierten Roy Reding seng Fro, wéi d'Besteuerung erfollegt, wann en Employeur sengem Salarié en Auto zur Verfügung stellt, deen de Salarié och dierf privat notzen, ass Folgendes ze soen: Den Artikel 95 aus dem ofgeännerten Akomessteiergesetz vum 4. Dezember 1967 (L.I.R.) gesäit allgemeng vir, datt geldwäert Virdeeler, kontraktuell oder fraiwëlleger Natur, déi de Salarié am Kader vu senger Beschäftigung als Lounbezéier vu sengem Employeur krit, och als Loun müssen der Akomessteier ennerleien.

Sougenannt geldwäert Virdeeler ginn am zweeten Abschnitt vum Artikel 104 vum Akomessteiergesetz bewäert, an zwar nom duerch-

schnéttleche gebräichleche Präis vun der Plaz an der Zäit, wou a wéini déi Zurverfügungstellung geschitt. Am Fall, wou den Employeur sengem Salarié e Won zur Verfügung stellt, deen dësen och privat dierf notzen, ginn et zwou Methoden, fir de Virdeel ze bewäerten:

a) eng Bewäertung nom Prix de revient kilométrique, wou de privaten Undeel vun der Benetzung unhand vun engem Carnet de bord ermëttelt a berechent gëtt;

b) eng forfaitaire Bewäertung, wou fir de privaten Undeel vun der Benetzung vum Auto 1,5% vun dem Gesamtneipräis vum Auto pro Mount besteiert gëtt.

Wivill Steieren dat am Einzelfall sinn, hänkt domat zesummen, wivill den eenzelne Salarié soss nach vun Akomesse huet.

2) Bei de Fräiberuffler ass et esou, datt de privaten Undeel un den Autosonkäschte steierlech net ofsetzbar ass. De privaten Undeel vun de Käschte gëtt vum zoustännege Besteuerungsbüro an all Fall eenzel ermëttelt a besteiert. Wéi héich an der Moyenne eng Reprise privée ass, gëtt an all Einzelfall ennersicht. Eng Statistik iwwer eng duerchschnëttlech Reprise privée bei de Fräiberuffler gëtt net gefouert.

3) De Sujet vun Déngschtweene fir Regierungsmembere wäert am Code de déontologie, deen d'Regierung amgaangen ass auszeschaffen, traitéiert ginn.

4) A Saache Besteuerung bei privater Benetzung vun Déngscht- respektiv Firmeweene bleift et beim Status quo.

Question 0048 (6.1.2014) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la nouvelle charte graphique du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Le 18 décembre 2013, Monsieur le Ministre a procédé par voie d'arrêté au transfert d'un article budgétaire: 4.000 euros initialement prévus dans le cadre de la formation initiale et continue du personnel du SPOS et CPOS ont finalement été dépensés en frais de bureau. Monsieur le Ministre a justifié ce transfert par «la commande de documents de correspondance avec la nouvelle charte graphique».

C'est dans ce contexte que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelles sont les raisons ayant amené Monsieur le Ministre à avoir recours à une nouvelle charte graphique?

2. À combien s'élèvent au total les frais liés à l'élaboration de la nouvelle charte graphique?

3. Qui a été chargé de l'élaboration de la charte graphique?

4. Quelle est la plus-value de la nouvelle charte graphique pour le contribuable?

5. Pour quelles raisons les dépenses liées à la formation initiale et continue du personnel du SPOS et du CPOS se sont-elles avérées moins élevées que prévu?

Réponse (28.1.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Avec la nouvelle organisation gouvernementale, la dénomination du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a été changée en Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le logo du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS), qui comprend le nom du Ministère et le nom du Centre, a été adapté en conséquence. Partant, le CPOS a été amené à remplacer le logo sur toute une série de supports et à commander des nouveaux imprimés (papier en-tête, enveloppes, carte de rendez-vous pour psychologues...). Il ne s'agit donc pas d'une charte graphique du CPOS, mais d'une adaptation relative au changement de la dénomination du Ministère.

2. Les dépenses liées à l'adaptation des différents supports du CPOS et à la commande des nouveaux imprimés sont prises en charge par le CPOS. Elles s'élèvent à 2.943,24 euros pour les imprimés.

3. Le logo à placer dans lesdits documents a été fourni par le Service information et presse du Gouvernement, qui est en charge de l'application de la charte graphique du logo du Gouvernement.

4. Le nouveau logo du CPOS adopte la nouvelle dénomination du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, conforme à l'arrêté grand-ducal du 4 décembre 2013 portant énumération des Ministères.

5. Les dépenses pour l'indemnisation des formateurs ne sont pas aussi élevées que prévu parce que le CPOS a eu recours à moins de formateurs étrangers que les années précédentes. En effet, le fait d'engager des formateurs résidant au Grand-Duché avait comme effet de réduire leurs frais de déplacement et de séjour. En plus, une partie des frais d'organisation de la Journée transfrontalière d'échanges et de bonnes pratiques en orientation qui réunissait des professionnels de l'orientation de la Grande Région a été prise en charge par Euroguidance Luxembourg, ce qui n'a pas été pris en compte dans les prévisions budgétaires du CPOS.

Question 0049 (6.1.2014) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant les plans pluriannuels de financement:

D'après une loi du 30 juillet 2013 les communes, syndicats de communes et les établissements publics communaux sont tenus d'établir pour le 15 février 2014 au plus tard des Plans Pluriannuels de Financement (PPF) portant sur les exercices financiers 2015, 2016 et 2017.

L'État est tenu de fournir aux autorités communales les données fiscales et macroéconomiques indispensables pour pouvoir effectuer cette planification budgétaire sur une base uniforme.

- Quelles sont les raisons pour lesquelles une partie des données à fournir par les autorités étatiques n'ont jusqu'à présent pas été communiquées aux communes?

- Sur quelles bases les rentrées fiscales peuvent-elles être évaluées pour l'exercice 2017?

- Comment garantir une application uniforme des règles de base et l'établissement de statistiques homogènes sur le plan national si certaines informations-clés ne sont pas transmises en temps utile au secteur communal?

Réponse (7.2.2014) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

En raison des élections législatives anticipées du mois d'octobre 2013, le Gouvernement sortant n'a pas poursuivi la préparation du projet de budget 2014 au-delà des examens contradictoires en juillet 2013 des propositions budgétaires entre les départements ministériels et l'Inspection générale des finances.

Le 4 octobre 2013, le Ministre de l'Intérieur de l'époque avait néanmoins demandé au Ministre des Finances de lui fournir les données fiscales et paramètres macroéconomiques indispensables à la préparation des budgets 2014 des communes et des Plans Pluriannuels de Financement (PPF) jusqu'en 2017 des entités du secteur communal.

Ce n'était que pour le 14 novembre 2013 que l'ancien Ministre des Finances a répondu à la demande du Ministre de l'Intérieur, sans cependant fournir les données requises pour l'année 2017 ainsi que certains autres paramètres macroéconomiques.

Conscient du problème et étant dans l'impossibilité de produire lui-même ces données fiscales et paramètres macroéconomiques manquants, le nouveau Ministre de l'Intérieur a pris l'initiative de faire reporter la date butoir du 15 février obligeant les entités du secteur communal de produire leurs PPF de l'année plus trois ans en avant. La modification urgente du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 30 juillet 2013 portant exécution de certaines dispositions du «Titre 4. - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988» est actuellement dans la procédure et sa publication au Mémorial devrait se faire dans les prochains jours. En attendant, le secteur communal en a été informé par la circulaire ministérielle n°3136 du 3 février 2014.

Parallèlement le Ministre de l'Intérieur a demandé par courrier du 17 janvier 2014 au Ministre des Finances de lui faire parvenir dans les meilleurs délais les données manquantes pour la préparation des PPF jusqu'en 2017. La transmission des données précisées est projetée, selon les informations reçues de la part du Ministre des Finances, pour la fin de la semaine courante. Dès réception des données, le Ministre de l'Intérieur ne manquera pas de les transmettre sans délai à toutes les entités du secteur communal.

En effet, le Ministère des Finances est la seule instance de l'État compétente pour pouvoir fournir des données fiscales et des paramètres macroéconomiques cohérents et cadrant avec la politique du pays à l'égard des notifications du pays aux instances de l'Union européenne.

Question 0050 (7.1.2014) de M. Gilles Baum (DP) concernant la maison médicale dans la région Est du Luxembourg:

Depuis un peu plus de quatre ans, les maisons médicales ont ouvert leurs portes à Ettelbruck, Esch-sur-Alzette et Luxembourg-Gare. Un tel établissement médical fait pourtant toujours défaut dans la région Est de notre pays.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre est-elle d'avis que les services offerts par les maisons médicales ainsi que leurs heures d'ouverture sont assez connus par le grand public?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre compte-t-elle faire le bilan des activités des maisons médicales?

- Dans le cas contraire, comment Madame la Ministre compte-t-elle sensibiliser le grand public afin de profiter davantage des services dispensés?

- De manière plus générale, Madame la Ministre envisage-t-elle l'aménagement d'une maison médicale à l'Est du pays? Si oui, Madame la Ministre estime-t-elle que la commune de Junglinster, vu sa situation géographique favorable, pourrait constituer un site potentiel pour l'établissement d'une maison médicale?

Question 0057 (14.1.2014) de M. Léon Gloden (CSV) concernant les maisons médicales:

Madame la Ministre a récemment déclaré que les maisons médicales n'arriveraient malheureusement pas à délester les urgences dans les hôpitaux et qu'actuellement le Ministère serait en train de réaliser une évaluation des maisons médicales existantes. Dans ce contexte Madame la Ministre vient d'annoncer que, contrairement à son prédécesseur, elle pourrait envisager l'ouverture d'une maison médicale dans la région Est du pays.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Dans quels délais l'évaluation des maisons médicales sera-t-elle achevée?

- Pour quelles raisons Madame la Ministre estime-t-elle que les maisons médicales n'arrivent pas à délester les urgences dans les hôpitaux? Quelles mesures pourraient être envisagées afin de remédier à cette situation?

- Dans quels délais Madame la Ministre pourrait-elle envisager l'ouverture d'une maison médicale dans la région Est du pays afin de garantir une meilleure prise en charge des citoyens concernés?

Réponse (5.2.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Les maisons médicales, qui ont été créées en 2008 et qui sont implantées dans chacune des trois régions hospitalières du pays à proximité des hôpitaux d'Esch-sur-Alzette, Luxembourg et Ettelbruck, ont pour mission d'assurer le service de remplacement en médecine générale et garantissent la continuité des soins des patients en dehors des heures d'ouverture du cabinet de leur médecin.

Le système des maisons médicales constitue dès lors un élément important du service de remplacement dans le domaine de la médecine générale, sans toutefois s'apparenter à un service médical d'urgence proprement dit. Ainsi, le système mis en place prévoit une maison médicale pour chaque région hospitalière.

Les services du Ministère de la Santé, ensemble avec les médecins coordinateurs des maisons médicales des différentes régions, sont en train d'évaluer l'activité des maisons médicales, qui fonctionnent depuis 2008.

Dès à présent nous constatons que le service s'avère être un succès, même s'il est vrai que la fréquentation pourrait encore être accrue. Il faudra notamment continuer à amener - par la répétition de messages d'informations - un changement de mentalité auprès des usagers, afin qu'ils se présentent de manière privilégiée aux consultations d'une maison médicale au lieu d'avoir systématiquement recours au service d'urgence auprès des hôpitaux.

En ce qui concerne l'aménagement d'une maison médicale dans l'Est du pays, je voudrais tout d'abord informer les honorables Députés que l'actuel plan hospitalier ne prévoit pas de région hospitalière de l'Est, et qu'aucun hôpital aigu n'y est localisé.

Chaque maison médicale est localisée utilement dans les parages d'un hôpital de garde. En effet, le fonctionnement d'une maison médicale près d'un hôpital de garde permet de décharger les policliniques de ces hôpitaux, mais facilite également au patient le passage de la maison médicale vers les services spécialisés de l'hôpital en cas de pathologie nécessitant notamment des analyses de laboratoires ou des prestations d'imagerie médicale.

La multiplication de maisons médicales, certes concevable en théorie, risquerait cependant de mettre en péril le système même des maisons médicales, alors que la dotation de ces maisons médicales supplémentaires en médecins généralistes disponibles s'avérerait très difficile, sinon impossible.

Par ailleurs, le programme gouvernemental prévoit que «sur base du résultat d'une évaluation à laquelle sera soumis le concept des maisons médicales, le Gouvernement engagera des réflexions en vue de dégorger les services des urgences des hôpitaux. Une meilleure collaboration entre services d'urgence et maisons médicales sera poursuivie. La question de la responsabilité en cas de transferts entre hôpitaux et maisons médicales est à régler.»

Le même programme gouvernemental indique également que «le Gouvernement assurera la promotion de la mise en place de cabinets de groupe».

Par ailleurs, une collaboration accrue avec les communes sera réalisée et de nouveaux modèles de collaboration entre médecins généralistes seront accompagnés par le Gouvernement, tel que cela est prévu dans le programme gouvernemental.

L'idée est plutôt de compléter le service des maisons médicales par des cabinets de groupe installés dans des localités plus éloignées d'une maison médicale, voire dans une région non urbaine.

Ces cabinets de groupe pourraient, grâce à la disponibilité de plusieurs médecins, assurer des plages d'activités plus étendues dépassant les heures d'ouverture «normale» d'un cabinet tenu par un seul médecin.

Question 0051 (7.1.2014) de MM. Marc Lies et Marco Schank (CSV) concernant le développement de la mobilité électrique:

Dans un communiqué du Gouvernement paru le 13 décembre 2013, il a été précisé que la prime CAR-e de 5.000 euros pour voitures électriques sera abolie après la date du 31 décembre 2014, en précisant que: «...bon nombre de bénéficiaires de la prime auraient de toute façon opté pour l'achat d'une voiture électrique.» Cette prime oblige aussi les acheteurs de voitures électriques à conclure un contrat de livraison d'énergie renouvelable, afin de réduire la production des gaz à effets de serre. Dans le rapport final de l'étude technico-économique pour la mise en œuvre nationale de l'électromobilité au Luxembourg, (version 1.1 du 19 décembre 2011) il a été retenu que: «Le développement du véhicule électrique est un élément-clé pour le Luxembourg dans le cadre du respect des objectifs de réduction des émissions de CO₂. Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement table sur un taux de pénétration du véhicule électrique dans le parc roulant de 10% en 2020, représentant environ 40.000 véhicules.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Sur quelles références fiables se base l'expression: «...bon nombre de bénéficiaires de la prime auraient de toute façon opté pour l'achat d'une voiture électrique?»

- Le Gouvernement entend-il continuer à promouvoir la mobilité électrique au-delà de 2014, et si oui, par quels moyens?

- L'obligation de recourir à l'énergie renouvelable pour les voitures électriques sera-t-elle maintenue?

- La planification pour l'implantation de 850 bornes de recharge, ainsi que le but d'atteindre 40.000 voitures électriques d'ici 2020, restent-ils en vigueur?

- Est-ce que les avantages fiscaux sur les voitures électriques seront maintenus?

- Sachant que la Norvège est en train de réaliser une politique en faveur du véhicule électrique en offrant par exemple le chargement

gratuit sur des parkings gratuits (publics), ou en permettant aux conducteurs de ces véhicules de prendre les couloirs de bus, quelle est la position du Gouvernement à l'égard de ces mesures?

Réponse commune (10.2.2014) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Economie:

Le succès récent des véhicules électriques, certes toujours relativement modeste en termes absolus (264 voitures électriques étaient en circulation début janvier 2014, soit près de deux fois et demie de plus que l'année précédente), ne peut qu'en partie être attribué à la prime CAR-e. D'autres facteurs, tels que le nombre et la diversité des modèles de voitures électriques entre-temps disponibles sur le marché, la baisse de leur surcoût par rapport aux moteurs thermiques, les progrès en matière d'autonomie, ou encore la mise en place progressive d'une infrastructure nationale de bornes de charge publiques ou semi-publiques joueront un rôle prépondérant pour assurer à terme un taux de pénétration du véhicule électrique bien plus élevé que celui connu à l'heure actuelle.

Le Gouvernement est résolu à promouvoir la mobilité électrique et à cette fin il s'efforcera d'assurer la mise en œuvre rapide du concept concernant la future infrastructure nationale de charge des véhicules électriques, comprenant environ 800 bornes de charge publiques.

Pour ce qui est du recours à l'électricité provenant de sources d'énergies renouvelables, il y a lieu de considérer que la législation en matière de l'organisation des marchés de l'électricité permet à chaque client de choisir parmi les offres des fournisseurs actifs sur le marché un produit d'électricité d'une qualité de son choix. A l'heure actuelle, la très grande majorité des clients résidentiels sont approvisionnés en électricité produite à base de sources d'énergies renouvelables. L'infrastructure nationale de bornes de charge publiques sera conçue de façon à permettre l'approvisionnement en électricité verte.

Pour ce qui est de la taxe sur les véhicules routiers, il est rappelé que les véhicules propulsés exclusivement par un moteur électrique ou par un moteur alimenté par une pile à combustible sont redevables d'une taxe annuelle limitée à 30 euros.

En réponse à la dernière question, il y a lieu de noter que, pour garantir la fluidité du trafic sur le réseau des couloirs réservés aux bus, le Gouvernement n'envisage pas de permettre aux conducteurs des véhicules électriques d'utiliser ces couloirs. Bien au-delà, le Gouvernement souhaite garder l'exclusivité des couloirs bus au transport public. Seules des raisons de sécurité justifient que cette exclusivité puisse être élargie, par exemple pour les voitures de police, les ambulances ou les sapeurs-pompiers.

Question 0052 (9.1.2014) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la convention entre le Ministère et un groupe de travail d'un parti relative à la campagne nationale de sensibilisation des étrangers à s'inscrire sur les listes électorales:

Op de sozialen Netzwerker fuerdert eng sougenannten Aarbechtsgrupp vun enger Lëtzebuerger Partei d'auslännesch Matbierger op, sech am Kader vun den Europawahlen op d'Wielerlëschten androen ze loossen. An der Beschreibung vun där Initiativ steet enner anere dem dës Preziséierung: „Zwecks Finanzierung seines Projektes hat der SPIC eine Vereinbarung mit dem OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) des Ministeriums für Familie und Integration unterschrieben.“ Als visuelle Support gëtt enner anere m Bild benotzt, op deem - an där Reiefolleg - de Logo vun der betraffender Partei, de Logo vun der Campagne «Je peux voter» an den offizielle Logo vum Familien- an Integrationsministère mat der Ennerzeitel «Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration» ze gesinn ass.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Familien- an Integrationsministesch dës Froe stellen:

1. Kann d'Madame Ministesch confirméieren, datt en Accord tëscht engersäits dem Familien- an Integrationsministère an anersäits dem Aarbechtsgrupp vun enger Partei ennerschriwwen gouf?

2. Wat gesäit deen Accord genee vir?

3. Wier d'Madame Ministesch bereet, deen Accord public ze maachen?

4. Wéi vill Sue krut deen Aarbechtsgrupp vum Ministère zur Verfügung gestallt, fir déi Campagne ze féieren?

5. Mat wat fir engen aneren Organisatioune gëtt et en ähnlechen Accord?

6. Op wéi vill beleeft sech jee weils de Montant, deen d'Organisatioune zur Verfügung gestallt kruten oder nach solle kréien?

7. Op wéi vill beleeft sech insgesamt de Budget vum Ministère fir d'auslännesch Matbierger ze incitéieren, sech op d'Wielerlëschten androen ze loossen?

8. Huet de Ministère soss eng aner Organisatioun, déi direkt oder indirekt mat enger Partei verbonnen ass, am Kader vun de Chamberwahlen finanziell ennerstëtzt?

9. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt esou Accorde missten ennerbonne ginn, well de Stat sech vis-à-vis vun de Parteien neutral ze verhalen huet?

Réponse (17.1.2014) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Suite à votre question parlementaire concernant la campagne d'information et de sensibilisation «Je peux voter», je vous confirme qu'une convention entre l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région) et le groupe de travail SPIC (Socialistes pour l'intégration et la citoyenneté) du LSAP existe.

2. L'accord prévoit le soutien financier de l'OLAI pour le projet «L'Europe sera citoyenne ou ne sera pas», visant à informer et sensibiliser les citoyens européens non luxembourgeois résidant au Luxembourg sur leur droit de vote aux élections européennes de mai 2014.

En effet, l'intégration étant une tâche que l'État, les communes et la société civile accomplissent en commun (loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg), l'OLAI a réalisé, comme il l'a déjà fait pour les élections européennes de 2004 et 2009, un appel à projets à la société civile dans le but de soutenir des projets aptes à toucher un public aussi large que possible. Un jury, composé de représentants de l'OLAI, du Ministère de l'Intérieur, du Syvicol et du bureau d'information luxembourgeois du Parlement européen a analysé l'ensemble des projets. Le projet du SPIC, qui prévoit entre autres l'organisation de réunions en différentes langues (français, portugais, italien, allemand et anglais) en vue de former des «diffuseurs de l'inscription sur les listes électorales», la création de pages facebook en cinq langues, de même que l'organisation d'un spectacle dédié aux élections européennes, correspond parfaitement aux critères fixés par le jury.

3. L'accord n'est pas destiné à être rendu public, mais vous trouverez dans la présente réponse l'ensemble des informations demandées.

4. Selon l'accord, l'État s'engage à verser au bénéficiaire la somme globale maximale de 8.000,00 euros, toutes taxes comprises, divisée en deux tranches (une première tranche d'un montant de 40%, soit 3.200,00 euros, payée lors de la signature de la convention, une deuxième tranche de 4.800,00 euros, versée après envoi d'un décompte et après confirmation écrite par l'OLAI de son acceptation finale et de la bonne exécution de tous les travaux).

5. L'OLAI a conclu des accords similaires avec six autres organisations (Confédération de la Communauté portugaise à Luxembourg (CCPL), Circolo culturale e ricreativo Eugenio Curiel a.s.b.l., Associazione Marchigiani (AML), AGUILUX (Association des guinéens et ami(e)s de Luxembourg) a.s.b.l., Federación de Asociaciones de Españoles de Luxemburgo (FAEL), Maison des Associations a.s.b.l.), de même qu'avec trois communes (Wincrange, Junglinster, Ville de Luxembourg) et une collectivité de communes (communes de la Vallée de l'Alzette).

6. L'État s'est engagé à verser les montants suivants:

a.	Confédération de la Communauté portugaise à Luxembourg:	5.000,00 €
b.	Circolo culturale e ricreativo Eugenio Curiel a.s.b.l.:	7.500,00 €
c.	Associazione Marchigiani Luxembourg:	1.300,00 €
d.	Association des guinéens et ami(e)s de Luxembourg a.s.b.l.:	3.425,00 €
e.	Federación de Asociaciones de Españoles de Luxemburgo:	6.150,00 €
f.	Maison des Associations a.s.b.l.:	10.000,00 €
g.	Commune de Wincrange:	555,00 €
h.	Commune de Junglinster:	1.275,00 €
i.	Ville de Luxembourg:	16.000,00 €
j.	Communes de la Vallée de l'Alzette:	8.350,00 €
	TOTAL:	59.555,00 €

Ces montants correspondent aux sommes demandées par les organisations/communes,

moins certaines réductions imposées par le jury.

7. Le budget total de la campagne visant à inciter les non-Luxembourgeois à s'inscrire sur les listes électorales s'élève à 108.721,00€ (subsidés et matériel de sensibilisation développé par l'OLAI), ce qui représente moins de 0,70€ par personne concernée.

8. Les organisations et communes soutenues (cf. supra) l'ont été parce qu'elles représentent la société civile, parce que leurs projets assurent une complémentarité d'action dans le cadre de la campagne nationale, touchent les publics cibles de manière aussi large que possible et assurent une visibilité continue de la campagne sur toute la durée de celle-ci. Le lien ou non avec un parti n'a pas été pris en compte.

9. J'estime que la neutralité est garantie étant donné qu'il s'agissait d'un appel à projets ouvert à l'ensemble des organisations luxembourgeoises, quelle que soit leur appartenance.

Question 0053 (9.1.2014) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les animaux sauvages dans les cirques:

Le Parlement belge a adopté le 18 décembre 2013 une loi interdisant les animaux sauvages dans les cirques, afin de les protéger contre toutes formes de maltraitance, que ce soit lors du transport ou du dressage de ces animaux. Cette loi, votée à une très large majorité, entrera en vigueur dans le courant de l'année 2014 et rejoindra ainsi celles d'autres pays européens interdisant complètement ou partiellement les animaux sauvages dans les cirques, tels que l'Autriche, l'Allemagne, la Hongrie, le Danemark et la Suède.

Dans son programme (p.103), le Gouvernement «(...) entend réformer la loi sur la protection des animaux et intensifier les contrôles visant à veiller au bien-être et au respect des animaux d'élevage ainsi qu'à éviter les supplices inutiles lors de l'abattage et du transport (...).»

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

- Dans la perspective de la réforme de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et du bien-être des animaux, le Gouvernement serait-il prêt à proposer une interdiction de l'usage des animaux sauvages dans les cirques, à l'instar de notre voisin belge?

Réponse (13.2.2014) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

S'il est vrai que la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et du bien-être des animaux ne prévoit pas de possibilité d'interdiction d'animaux sauvages dans les cirques dans les cas où les cirques ambulants disposent d'une autorisation délivrée par les autorités de leur pays d'origine, le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs est néanmoins tout à fait conscient de cette problématique et de la nécessité de légiférer dans ce cas d'espèce.

En effet, il est prévu de réviser à court terme la loi du 15 mars 1983 précitée et ainsi une base juridique pourra être créée en la matière.

On peut se référer ici à la nouvelle législation en vigueur en Belgique qui prévoit uniquement l'autorisation pour la détention des animaux domestiques suivants dans les cirques: bovins, buffles, porcs, lamas, dromadaires, chameaux, furets, lapins, chiens, chats, pigeons, oies, galli-



tous les autres animaux ne sont pas autorisés dans les cirques se déplaçant sur le territoire de la Belgique.

On peut encore mentionner que les pays comme l'Allemagne, la Hongrie, le Danemark et la Suède partagent la même approche.

Il est à noter que l'approche préconisée par la Belgique d'établir une liste positive d'animaux autorisés au niveau des cirques se déplaçant sur leur territoire à l'avantage de ne pas devoir s'exposer au problème d'interprétation de la notion d'«animaux sauvages».

Ainsi, le modèle de la Belgique servira d'inspiration lors de la révision de la loi du 15 mars 1983 et une liste positive des animaux qui pourront être autorisés dans les cirques désirant s'établir sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sera créée. Avec ce moyen de procéder, le bien-être des animaux sauvages, voire exotiques pourra être garanti.

Question 0054 (9.1.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant l'accueil de réfugiés syriens:

Au mois d'août 2013, le Ministre de l'Immigration Nicolas Schmit avait annoncé la venue d'un contingent de 60 réfugiés syriens au Luxembourg suite à l'appel international lancé par l'UNHCR face au drame vécu par ces personnes. L'Allemagne, qui avait initialement annoncé en accueillir 5.000, compte doubler sa contribution.

Dans ce contexte, je voudrais savoir de la part de Monsieur le Ministre:

1. Avez-vous connaissance de la date d'arrivée au Luxembourg de ces réfugiés?
2. Le cas échéant, avez-vous connaissance de leur nombre définitif?
3. L'accueil de réfugiés syriens est-il soumis à des critères? Si oui, pouvez-vous m'indiquer lesquels?
4. Pouvez-vous m'indiquer le statut qui leur sera attribué?
5. Pouvez-vous m'indiquer les mesures que l'État luxembourgeois compte mettre en place pour l'accueil, l'encadrement, le logement ainsi que le suivi de ces réfugiés?
6. Finalement, vos services comptent-ils organiser cet accueil de concert avec les organisations non gouvernementales actives dans le domaine des réfugiés? Le cas échéant, pouvez-vous mentionner desquelles il s'agit ainsi que les champs d'action qui leur seront attribués?

Réponse commune (27.1.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Aux différents aspects que comprend la question parlementaire, les membres du Gouvernement en charge de la sélection et de l'accueil des réfugiés syriens répondent comme suit.

1. Il est prévu que les réfugiés syriens arriveront au Luxembourg au cours du premier semestre 2014.
2. Le but est de réinstaller 60 personnes au Luxembourg.
3. Le Luxembourg envisage de réinstaller des familles vulnérables, dont des familles nombreuses, pour lesquelles les perspectives d'une autre solution durable, même à long terme, n'existent pas.
4. Le statut de réfugié, tel que prévu par la Convention de Genève et la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, sera accordé aux personnes réinstallées.
5. L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) qui a dans ses missions l'accueil, l'hébergement et le suivi social des demandeurs d'asile et des réfugiés arrivés par contingents, est en train de préparer l'arrivée des réfugiés syriens en concertation avec les Ministères des Affaires étrangères et européennes, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi que de la Santé.

À leur arrivée à l'Aéroport de Luxembourg, les familles seront accueillies par le personnel de l'OLAI ensemble avec des fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Actuellement les volets suivants sont en préparation par l'OLAI:

- le primo-accueil et l'hébergement en pension complète;
- la scolarisation des enfants âgés de moins de 13 ans (enseignement fondamental) et des jeunes (enseignement secondaire);

- la santé préventive de toutes les personnes et leur suivi psychologique;

- le relogement individuel de chaque famille à moyen terme;
- l'apprentissage de la langue française aux adultes;
- l'encadrement socio-pédagogique des enfants à Weilerbach;
- l'aide administrative et le suivi social des familles;
- l'attribution des aides financières mensuelles.

6. Dès l'annonce en automne 2013 de la décision du Gouvernement d'accueillir au Luxembourg des réfugiés syriens, deux ONG ont informé respectivement le Ministre de la Famille et de l'Intégration et l'OLAI de leur volonté de collaboration à l'accueil et l'encadrement des réfugiés syriens. Il s'agit de la Croix Rouge luxembourgeoise et de Caritas.

Lorsque la composition des familles ainsi que l'âge des enfants seront connus, l'OLAI se concertera avec les deux ONG sur l'aide que celles-ci comptent apporter aux familles. Il n'est pas d'usage que l'OLAI attribue des champs d'action à ces organisations non gouvernementales; au contraire, il aura recours aux compétences particulières de chacune d'elles. À titre d'exemple on peut citer le «Service Passerelle» de Caritas.

Enfin, il convient d'ajouter les offres de collaboration provenant de personnes individuelles, dont certaines originaires de Syrie ou du Moyen Orient. L'OLAI étudie les possibilités de collaboration offertes, par exemple dans le domaine de la traduction orale, de cours de langue aux adultes, de l'aide à l'intégration lors de l'installation des familles dans un logement individuel. L'OLAI contactera ces bénévoles une fois qu'il disposera de plus d'informations sur les familles.

Question 0055 (21.1.2014) de **M. Roy Reding** (*ADR*) concernant l'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat:

Den Här Finanzminister huet den 9. Januar 2014 e Gesetzesprojekt déposéiert, deen drop erausleeft, datt de Stat dräi grouss Gebaier, déi him gehéieren (déi zwee grouss Tiernum Kierchbiereg an den Immeuble „Gutenberg“ zu Stroossen, 1, rue des Primeurs) an eng Gesellschaft ze leeën, déi him gehéiert an dann „Zertifikaater“erausgëtt, déi vun Investisseuren kënnen kaaft ginn.

Während fënnef Joer lount dann de Stat seng Gebaier vun dëser Gesellschaft. No fënnef Joer verkeeft déi Gesellschaft déiselwecht Gebaier nees un de Stat fir 200 Milliounen Euro.

Dee Loyer ass, wéi et am Projet de loi ze liesen ass, „een Deel“ vum Rendement vun der Gesellschaft a gëtt „zum Deel“ un déi virgenannt Investisseuren verdeelt.

Dës ganz Operatioun soll als Zweck hunn, e Sukuk ze sinn, dat heescht en Instrument, dat et Mosleme erlaabt, ze soen, si kréche géint hiren „Prêt“ net Zënsen, mä en Deel vum Benefiss vun där Gesellschaft.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Fir wat fir eng Valeur ginn déi Gebaier an déi Gesellschaft abruucht a wéi héich ass de Loyer, deen dann erakënn?
2. Wéi grouss ass de Rendement, deen d'Investisseuren schlussendlech bei dëser Operatioun erausschloen, an zwar a Prozent par rapport zu hirem Investment?
3. Wéi wëllt de Stat dësen Investment ubidden? Effentlech oder un eng limitéiert Zuel vu potenziellen Investisseuren?
4. Däerf all Lëtzebuurger, och wann hien net musulmanesche Glawens ass, hei investéieren? Oder huet d'Regierung schonns een oder méi Investisseuren erausgesicht, a wa jo, wien?

Réponse (13.2.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La valeur estimée des bâtiments est de 200.000.000 euros. Cette évaluation a été faite sur base du prix d'acquisition/coût de construction tout en appliquant l'indice des prix à la construction. Le loyer est fixé contractuellement et il n'existe pas de lien entre ce loyer et le rendement exigé par des investisseurs potentiels.

Les conditions auxquelles l'État émet des certificats de dette ou d'investissement sont fixées en fonction des conditions de marché. Il choisit l'instrument de dette et les conditions y relatives telles que la maturité, la devise utilisée ou

le moment de l'émission afin de minimiser le coût de financement de l'État, compte tenu des contraintes imposées par le marché.

Les certificats de dette ou d'investissement de l'État sont émis sur le marché des capitaux et peuvent être souscrits par tous les investisseurs. En pratique, les investisseurs institutionnels souscrivent la quasi-totalité des émissions faites par l'État.

Les certificats de dette ou d'investissement émis par l'État peuvent être souscrits par tous les investisseurs.

Question 0056 (10.1.2014) de **M. Marc Lies** (*CSV*) concernant le rond-point de l'Aéroport de Luxembourg:

Le rond-point se trouve dans un état vétuste et devrait être réaménagé rapidement afin de mieux s'intégrer dans le paysage d'un aéroport flamant neuf. En effet, pour les visiteurs étrangers, l'aéroport et ses alentours constituent en quelque sorte la carte de visite du pays et en tant que telle, il serait souhaitable de réaménager le rond-point en question.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre serait-il prêt à réaménager le rond-point et ses alentours dans un proche avenir afin que ceux-ci correspondent aux critères esthétiques d'une capitale européenne?

Réponse (4.3.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marc Lies, concerne le rond-point de l'Aéroport de Findel.

En début 2009, l'Administration des Ponts & Chaussées avait proposé un projet relatif à la construction d'une structure métallique architecturale sur l'îlot central du rond-point Findel de la route nationale N1. Cependant, le coût global de ce dossier de mise en valeur esthétique a été estimé à 665.000 €.

Concernant le constat de l'honorable Député, Monsieur Marc Lies, que le rond-point se trouverait dans un état vétuste, il y a lieu de distinguer d'une part le fait que le giratoire précité ne dispose pas d'un élément architectural dans son îlot central et d'autre part le fait que le long de la N1, l'Administration des Ponts & Chaussées assure un entretien extensif des surfaces publiques.

Cette approche écologique permettant de générer des économies ainsi que l'absence d'un monument dans l'îlot central ne constituent nullement des marques de vieillissement de l'infrastructure précitée.

Toutefois, afin de permettre une mise en valeur sur l'îlot central du rond-point Findel, Monsieur le Ministre vient de donner l'instruction à ses services d'étudier un nouveau projet correspondant à la fois aux critères esthétiques d'une capitale européenne mais surtout aux objectifs en matière d'économies du Gouvernement.

Question 0058 (13.1.2014) de **M. Georges Engel** (*LSAP*) concernant le certificat de moralité:

Le certificat de moralité (aussi appelé «certificat de bonne vie et de mœurs») est un certificat qui est à demander auprès du bureau de la population de la commune de résidence. Sur le site guichet.lu il est précisé que le certificat de moralité atteste une garantie de moralité requise, notamment pour être admis en tant que fonctionnaire auprès de l'État, mais aussi dans le cadre d'une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs.

Dans son avis sur la réforme du casier judiciaire du 8 mars 2013, la Ligue des droits de l'Homme constate que «ce 'certificat de moralité' ne repose sur aucune base légale au Grand-Duché et que, si une multitude de règlements en prévoient la présentation, il n'existe aucune disposition légale précisant les modalités d'établissement de ce certificat, délivré pour ainsi dire 'à la tête du client!'».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'existe aucune base légale pour le certificat de moralité?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un «certificat de moralité» dépasse les compétences d'une commune et que son émission est superflue par rapport à la délivrance d'un extrait du casier judiciaire?

3. Monsieur le Ministre entend-il prendre d'autres mesures pour clarifier l'objet et les modalités d'établissement d'un tel certificat dès lors qu'il n'est pas requis dans le cadre de l'accès à une profession réglementée, voire l'abandonner?

Réponse (12.2.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La question de l'honorable Député a pour objet le certificat de moralité délivré par les administrations communales sur demande des personnes résidant sur le territoire de la commune.

- L'honorable Député souligne à juste titre que la législation ne définit pas le contenu du certificat de moralité tout en relevant que ce certificat peut être exigé par certains textes réglementaires.

Ce certificat, qui mentionne les nom, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que l'adresse et la nationalité, est établi à partir des registres de la population et au vu d'un extrait du casier judiciaire de la personne concernée. Dans ce sens, il est conforme à l'article 76-2° de la loi communale qui prévoit la délivrance de «certificats établis en tout ou en partie d'après les registres de la population».

- La délivrance de ce certificat par les administrations communales correspond à une pratique administrative ancienne ayant pour objet de certifier des données figurant sur un extrait du casier judiciaire. Cette pratique n'est plus justifiée à l'heure actuelle alors qu'il y a double emploi avec la délivrance d'un extrait du casier judiciaire.

- J'estime dès lors que la délivrance d'un certificat de moralité par les administrations communales doit être abandonnée à court terme. Le Gouvernement va d'abord procéder à l'étude de la réglementation exigeant un certificat de moralité, réglementation qu'il convient le cas échéant de modifier, et informer ensuite les administrations communales sur l'abandon de la délivrance de ce certificat.

Question 0059 (13.1.2014) de **M. Gilles Baum** (*DP*) concernant le contournement d'Echternach:

En date du 9 janvier 2014, une carte documentant les travaux prévus en matière d'infrastructures routières a été publiée dans la presse. Dans ce contexte, le projet de contournement d'Echternach a retenu toute mon attention.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir les chiffres du dernier comptage effectué par l'Administration des Ponts & Chaussées pour la localité d'Echternach?

- Monsieur le Ministre peut-il dans ce contexte indiquer le pourcentage des voitures en direction ou en provenance de l'Allemagne?

- Compte tenu de l'accent mis par le Gouvernement sur le concept «MoDu», le contournement d'Echternach constitue-t-il une priorité en matière d'infrastructures routières?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les services compétents ont déjà retenu un tracé pour le contournement en question?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est prévu de procéder à un agrandissement du Park&Ride à Echternacherbrück dans le cadre de ce projet?

Réponse (19.3.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur le futur «contournement» à Echternach.

En ce qui concerne les chiffres du dernier comptage effectué par l'Administration des Ponts & Chaussées pour la localité d'Echternach, l'on précise tout d'abord que les postes de comptage permanents de l'Administration des Ponts & Chaussées situés dans les alentours d'Echternach ont enregistré les trafics journaliers moyens (TJM) (total des deux directions) suivants pour l'année 2013:



- 8.500 véhicules par jour sur le poste de comptage N11A à Echternach frontière;

- 3.900 véhicules par jour sur le poste de comptage N10 de Echternach à Diekirch;

- 11.100 véhicules par jour sur le poste de comptage N11 à Lauterborn;

- 3.700 véhicules par jour sur le poste de comptage N10 à Steinheim.

Un recensement du trafic en mai 2010 a révélé que 37.400 véhicules par jour sont originaires ou ont pour destination Echternach. Une part d'environ 37% circule en direction respectivement en provenance de l'Allemagne, trafic qui se répartit sur les deux ponts frontaliers N11A/E29 vers Bitburg et N11 vers Echternacherbrück.

Vu que l'approche résultant de l'étude d'un concept de mobilité pour la ville d'Echternach vise une solution intégrative qui tient compte de tous les modes de transport, la solution actuelle pour la ville d'Echternach constitue pour le Gouvernement une priorité en matière d'infrastructures routières.

Étant donné que le trafic total de la ville d'Echternach se compose chaque fois de 38% à destination et en provenance d'Echternach et que le transit ne représente que 24% du trafic total, la situation actuelle de la ville avec ses problèmes de trafic exige une solution déléstant le centre par des interventions dans l'organisation et la hiérarchisation du réseau routier. Ainsi, la restructuration du réseau routier prévoit les adaptations suivantes:

Module 1:

Développement de la rue du Charly à 2x1 voies de circulation (N10) et déclassement de la rue Maximilien.

Module 2:

Construction d'un by-pass à la hauteur du centre commercial en prolongation de la rue du Charly et aboutissant dans la rue des Remparts.

Module 3:

Nouvelle construction d'une liaison Morgenstern en continuation de la rue des Remparts aboutissant sur la N10 (rue du Pont) et déclassement de la route de Wasserbillig, route d'Osweyer et de la rue Tudor.

Il s'agit de trois modules géographiquement indépendants qui peuvent être réalisés en différentes phases.

Conjointement, le concept de mobilité prévoit la délocalisation de la gare routière implantée au bord de la Sûre au nord-ouest de la ville pour aménager une plate-forme d'échange régional de bus sur un terrain à la hauteur du centre commercial en profitant du nouveau by-pass (module 2).

Les trois modules ne représentent pas un contournement classique d'Echternach, mais plutôt une route de liaison à l'extérieur des remparts médiévaux entre les routes N10 «Wasserbillig-Diekirch» et N11 «Luxembourg-Echternach» dont l'aménagement garantit une cohabitation avec toutes les fonctions adjacentes et un délestage du centre-ville d'Echternach.

Enfin, le «concept national P&R 2020», une étude effectuée sous la tutelle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures - département des transports, prévoit pour la localité d'Echternach l'agrandissement des deux sites «Echternacherbrück» et «Echternachersee» à 500 places.

Question 0060 (14.1.2014) de M. Roy Reding (ADR) concernant les arrêts de la Cour Constitutionnelle:

Le 6 décembre 2013, j'ai posé - conformément au règlement de la Chambre des Députés - une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Justice concernant les arrêts de la Cour Constitutionnelle (cf. compte rendu n°2/session extraordinaire 2013-2014).

Il s'avère que je ne puis me contenter de la réponse non seulement lapidaire, mais de surcroît formulée d'une manière peu claire (notamment en ce qui concerne la dernière phrase) m'étant parvenue hier. C'est la raison pour laquelle je vous prie de bien vouloir intervenir auprès de Monsieur le Ministre de la Justice afin qu'il réponde à chacun des points soulevés dans ma question du 6 décembre 2013, reproduite ci-dessous.

Depuis sa création, la Cour Constitutionnelle a rendu 104 arrêts.

Dans 35 affaires, elle a conclu à la non-conformité d'une disposition légale avec notre Constitution.

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire combien des dispositions légales déclarées non constitutionnelles ont été soit abrogées soit modifiées pour les rendre conformes à la Constitution suite à ces arrêts?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une veille particulièrement étroite devrait être instaurée afin de réagir au plus vite suite à un constat de non-conformité à la Constitution d'une norme légale?

3. En général, dans quel délai Monsieur le Ministre de la Justice estime-t-il qu'une disposition légale ayant été jugée non conforme à la Constitution devrait être, sauf complexité particulière, modifiée ou abrogée?

4. Ainsi, à titre d'illustration, l'article 1595 du Code civil, qui interdit la vente entre époux, a été déclaré contraire à la Constitution par arrêt de la Cour Constitutionnelle du 8 janvier 2010.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en l'occurrence une simple abrogation de cet article devrait être envisagée? Et eut été possible dans les quatre ans (!) qui se sont écoulés depuis le constat de non-constitutionnalité?

5. Monsieur le Ministre est-il conscient des problèmes pratiques qui se posent aux praticiens du droit, par exemple aux notaires, qui doivent appliquer une disposition du Code civil (refuser d'acter une vente entre époux) qu'ils savent avoir été déclarée contraire à notre norme juridique suprême, notre Constitution?

Réponse commune (12.3.2014) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

En complément à ma réponse à la question parlementaire n°14 du 6 décembre 2013, je vous indique que:

1) Le nombre d'arrêts intéressant le Ministère de l'Intérieur est de deux:

1. Arrêt de la Cour Constitutionnelle du 4 octobre 2013 (dans l'affaire n°00101 du registre)

«dit que, par rapport à la Question préjudicielle posée, telle que recadrée, l'article 22, en combinaison avec les articles 5, 6, 2 et 8 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, dans la mesure où il pose en principe que les servitudes résultant d'un plan d'aménagement général n'ouvrent droit à aucune indemnité et qu'il prévoit des exceptions à ce principe qui ne couvrent pas toutes les hypothèses dans lesquelles la privation de la jouissance du terrain frappé par une telle servitude est hors de proportion avec l'utilité publique à la base de la servitude, est contraire à l'article 16 de la Constitution.»

Un groupe de travail interministériel est actuellement en train d'élaborer une solution au problème posé. Le texte ainsi élaboré devra intégrer la loi dite «omnibus».

2. Arrêt de la Cour Constitutionnelle du 22 mai 2009 (dans l'affaire n°00049 du registre)

«dit, en réponse aux deux questions, que le paragraphe 3 de l'article 66 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, pris isolément, n'est pas conforme à l'article 10bis, paragraphe 1^{er} de la Constitution.»

Une modification du texte est prévue dans le cadre de la réforme du statut des fonctionnaires communaux.

Texte proposé:

Art. 54.

L'article 66 est modifié comme suit:

1. À l'article 66, paragraphe 1^{er}, les termes «soit prononcer une sanction inférieure à celle retenue par le collège des bourgmestre et échevins» sont remplacés par les termes «soit prononcer l'une des autres sanctions mineures précitées».

2. Le paragraphe 3 est remplacé comme suit:

«3. L'autorité saisie du recours peut, soit confirmer la décision attaquée, soit prononcer une autre sanction, soit acquitter le fonctionnaire.»

Commentaire des articles

Ad article 54

1° L'article 66 du statut prévoit actuellement que lorsque le Conseil de discipline est saisi comme instance d'appel à la suite d'une sanction mineure prononcée par le collège des bourgmestre et échevins, il ne peut pas pro-

noncer de sanction plus grave. Dans ce cas, le fonctionnaire a toujours intérêt à faire appel contre la décision du collège échevinal puisqu'il ne risque au pire que la confirmation de la sanction décidée par le collège des bourgmestre et échevins.

Or, le Conseil de discipline peut estimer que la sanction prononcée par le collège échevinal ne correspond pas à la gravité des faits commis par le fonctionnaire. Dans ce cas, il doit pouvoir prononcer une sanction plus élevée. Cette possibilité se limite toutefois aux sanctions mineures, à savoir l'avertissement, la réprimande et l'amende ne dépassant pas le cinquième d'une mensualité brute du traitement de base.

2° Cette modification tient compte de l'arrêt de la Cour Constitutionnelle 49/09 du 22 mai 2009, qui a déclaré inconstitutionnelle la différence entre le texte de l'article 66 paragraphe 3 du statut général des fonctionnaires communaux et le texte de la disposition analogue de l'article 54 paragraphe 3 du statut général des fonctionnaires d'État.

Cette différence consiste dans le fait que l'autorité saisie d'un recours dirigé contre une sanction disciplinaire ne peut, en ce qui concerne les fonctionnaires communaux que «confirmer la sanction attaquée, soit prononcer une sanction moins sévère, soit acquitter le fonctionnaire» tandis que l'autorité compétente pour les fonctionnaires de l'État peut également prononcer une «sanction plus sévère».

2) Le nombre d'arrêts intéressant le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est de trois:

1. Arrêt 1/98 du 6 mars 1998

La Cour Constitutionnelle a constaté la non-conformité de l'article 5, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers par rapport à l'article 36 de la Constitution.

La loi en question du 2 juillet 1935 fut abrogée et remplacée par la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise, dont les dispositions sont conformes.

2. Arrêt 15/03 du 3 janvier 2003

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 4 de la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur par rapport aux articles 11 et 23 de la Constitution.

L'article 4 de la loi en question fut modifié par une loi du 17 décembre 2003 et est désormais conforme.

3. Arrêt 36/06 du 20 octobre 2006

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 17 de la loi modifiée du 5 juillet 1991 portant e. a. dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail par rapport à l'article 10bis de la Constitution.

L'article 17 en question fut abrogé à l'article 2 de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail.

3) Le nombre d'arrêts intéressant le Ministère de la Justice est de 15:

1. Arrêt 105/13 du 13 décembre 2013

La Cour Constitutionnelle a constaté la non-conformité de l'article 356 du Code civil par rapport à l'article 10bis et à l'article 11 (1) de la Constitution (adoption).

Les réflexions sont en cours.

2. Arrêt 99/13 du 7 juin 2013

La Cour Constitutionnelle a constaté la non-conformité de l'article 380 alinéa 1^{er} du Code civil par rapport à l'article 11 paragraphe 2 de la Constitution (attribution de l'autorité parentale d'un enfant naturel privativement à la mère).

L'article en question sera adapté dans le cadre du projet de loi n°6568 portant réforme du droit de filiation et du projet de loi n°5867 sur la responsabilité parentale.

3. Arrêt 72/12 du 29 juin 2012

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 340-4 du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (différence de régime entre l'action en recherche de paternité naturelle et l'action en réclamation d'enfant légitime au regard du délai d'introduction des actions - imprescriptibilité de l'action de l'enfant).

L'article en question sera adapté dans le cadre du projet de loi n°6568 portant réforme du droit de filiation.

4. Arrêt 67/11 du 20 mai 2011

La Cour a constaté que l'article 412 du Code d'instruction criminelle est partiellement con-

forme, partiellement non conforme par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (pouvoirs en cassation de la partie civile).

Les réflexions sont en cours.

5. Arrêt 61/11 du 25 mars 2011

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 322-1, alinéa 3 du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (différence de régime entre filiation naturelle et filiation légitime au regard du délai dont dispose la personne qui prétend être le parent véritable pour introduire son action en contestation d'état).

L'article en question sera adapté dans le cadre du projet de loi n°6568 portant réforme du droit de filiation.

6. Arrêt 51/10 du 8 janvier 2010

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 1595 du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (vente).

L'article en question sera abrogé par projet de loi n°6172A portant réforme du mariage.

7. Arrêt 50/09 du 15 mai 2009

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 316 du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (filiation).

L'article en question sera adapté dans le cadre du projet de loi n°6568 portant réforme du droit de filiation.

8. Arrêt 47/08 du 12 décembre 2008

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 302, alinéa 1^{er} du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (divorce).

L'article en question sera adapté dans le cadre de la réforme du divorce.

9. Arrêt 47/08 du 12 décembre 2008

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 378, alinéa 1^{er} du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (autorité parentale).

L'article en question sera adapté dans le cadre du projet de loi n°5867 sur la responsabilité parentale.

10. Arrêt 45/08 du 27 juin 2008

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 10 de la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé par rapport à l'article 10bis de la Constitution (successions).

Les réflexions sont en cours dans le contexte d'une réforme des successions.

11. Arrêt 44/08 du 6 juin 2008

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 334-2, alinéa 2 (ancien) du Code civil par rapport à l'article 10bis de la Constitution (filiation naturelle).

L'article en question sera adapté dans le cadre du projet de loi n°6568 portant réforme du droit de filiation.

12. Arrêt 40/07 du 25 mai 2007

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 832-1 (8) à (11) et 832-4 du Code civil par rapport à l'article 10bis de la Constitution (successions).

Les réflexions sont en cours dans le contexte d'une réforme des successions.

13. Arrêt 25/04 du 7 janvier 2005

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 349 du Code civil par rapport à l'article 10bis de la Constitution (adoption).

L'article en question sera adapté dans le cadre du projet de loi n°6172B portant réforme de l'adoption.

14. Arrêt 17/03 du 7 mars 2003

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 19 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat par rapport à l'article 36 de la Constitution (profession d'avocat).

L'article 36 a été modifié par la révision du 19 novembre 2004.

15. Arrêt 7/98 du 26 mars 1999

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 380, alinéa 1^{er} du Code civil par rapport à l'article 11 (2) de la Constitution (autorité parentale).

L'article en question sera adapté dans le cadre du projet de loi n°5867 sur la responsabilité parentale.

4) Le nombre d'arrêts intéressant le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est de deux:

Arrêts 21/04 et 22/04 du 18 juin 2004

Les arrêts 21/04 et 22/04 de la Cour Constitutionnelle portent sur des recours contre le refus de la ville de Luxembourg d'inscrire des personnes occupées sous le statut d'employé privé

sur les listes électorales établies en vue du renouvellement de la délégation des fonctionnaires et employés de la ville de Luxembourg. Ainsi, certaines dispositions de l'ancienne loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel n'étaient pas conformes aux dispositions de l'article 10bis de la Constitution.

Il a été remédié à cette inégalité en précisant que tous les salariés de droit privé peuvent s'inscrire sur les listes électorales pour les élections des délégués du personnel indépendamment du statut de l'employeur.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire tient à souligner que les dispositions actuelles du Code du Travail sont désormais conformes à la Constitution.

En effet, le paragraphe (1) de l'article L.411-1 du Code du Travail dispose:

«(1) Tout employeur, quels que soient la nature de ses activités, sa forme juridique et son secteur d'activité, est tenu de faire désigner les délégués du personnel dans les établissements occupant régulièrement au moins quinze salariés liés par contrat de travail.

Il en est de même pour tout employeur du secteur public occupant régulièrement au moins quinze salariés liés par contrat de louage de services qui sont autres que ceux dont les relations de travail sont régies par un statut particulier qui n'est pas de droit privé, notamment par un statut de droit public ou assimilé, dont les fonctionnaires et employés publics.»

5) Arrêts divers:

1. Arrêt 35/06 du 12 mai 2006

La Cour a constaté la non-conformité des articles 28, 35 et 36 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique par rapport à l'article 16 de la Constitution (expropriation).

L'article 16 a été modifié par la révision du 24 octobre 2007.

2. Arrêt 34/06 du 12 mai 2006

La Cour a constaté la non-conformité des articles 27, 34 et 35 de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes par rapport à l'article 16 de la Constitution (expropriation).

L'article 16 a été modifié par la révision du 24 octobre 2007.

Élément de réponse (17.3.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, fourni à **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre courrier relatif à l'objet sous rubrique, j'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative est concerné par trois arrêts de la Cour Constitutionnelle ayant déclaré des dispositions légales contraires à la Constitution au cours des dernières années, à savoir:

1. Arrêt n°26/05 du 8 juillet 2005

La Cour Constitutionnelle a déclaré l'article VIII, paragraphe 2 de la loi du 19 mai 2003 ayant entre autres modifié le statut général des fonctionnaires de l'État non conforme à l'article 10bis, point 1) de la Constitution en retenant que «la limitation de la disposition de la loi du 19 mai 2003 accordant le bénéfice de la réintégration dans le service de l'État par dépassement des effectifs et selon les modalités plus amplement spécifiées dans la loi aux seules personnes y visées, à l'exception de celles qui ont pu se trouver postérieurement à la date du 1^{er} janvier 1984 en situation d'avoir démissionné pour les mêmes raisons, notamment par l'effet d'un refus d'un congé sans traitement dont le bénéfice était possible mais facultatif sous l'empire de la loi du 14 décembre 1983, n'est pas rationnellement justifiée ni ne répond au critère de la proportionnalité».

Afin de se conformer à la Constitution, la disposition litigieuse a été abrogée par l'article 8 de la loi du 19 décembre 2008 modifiant et complétant entre autres la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires.

2. Arrêt n°108/13 du 29 novembre 2013

La Cour Constitutionnelle a déclaré l'article 8.II de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État non conforme aux articles 32, paragraphe 3, et 96 de la Constitution en retenant qu'«en disposant, dans une matière réservée à la loi, à la fois pour tous les membres de tous grades de la Force publique comprenant plusieurs corps, dont l'armée luxembourgeoise, et en ne distinguant notamment pas suivant ces corps, ni suivant les tâches des différents membres de ces corps se rapprochant, les unes, des fonctions civiles, et les autres, des tâches classiques d'ordre mili-

taire, ni suivant les critères de prolongation éventuelle dans le temps, l'article de loi sous revue omet de préciser les fins, les conditions et les modalités appelées à être spécifiées au niveau de la loi pour que, depuis la réforme du 19 novembre 2004, en matière réservée à la loi, celle-ci puisse valablement habiliter le pouvoir exécutif à arrêter utilement des dispositions réglementaires en la matière».

Dans le cadre des réformes dans la fonction publique, le projet de loi instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (doc. parl. n°6461), abrogeant la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, prend en compte les conclusions de l'arrêt de la Cour Constitutionnelle du 29 novembre 2013 afin de se conformer à la Constitution.

3. Arrêt n°109/14 du 10 janvier 2014

La Cour Constitutionnelle a retenu que «l'article 17 de la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles un fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration, tel que résultant plus particulièrement de la modification opérée par la loi du 19 décembre 2008, dans la mesure où il instaure une différence de traitement en faveur des fonctionnaires y visés ayant changé d'administration et nommés hors cadre, en prévoyant qu'en cas de départ de l'agent de référence déterminé en vertu dudit article, ils conservent le rang auquel ils ont été initialement classés, alors que le fonctionnaire pourtant nommé hors cadre, mais n'ayant pas changé d'administration, ne bénéficie pas du maintien de rang visé par le troisième tiret du deuxième alinéa dudit article 17, n'est pas conforme à l'article 10bis, paragraphe 1^{er}, de la Constitution».

Suite aux nouvelles dispositions en matière d'avancement des agents de l'État dans le cadre des réformes dans la fonction publique, le placement «hors cadre» d'un agent de l'État n'aura plus de raison d'être. Le projet de loi fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration (doc. parl. n°6463), qui abrogera la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles un fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration, tiendra compte de cette suppression, de sorte qu'à l'avenir la disposition litigieuse n'existera plus.

Élément de réponse (17.3.2014) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, fourni à **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à votre courrier du 6 mars 2014 dans le cadre d'une réponse à formuler à la question parlementaire n°60 du 14 janvier 2014 de Monsieur le Député Roy Reding, et, en particulier, à l'affaire ayant donné lieu à l'arrêt 66/11 de la Cour Constitutionnelle au sujet de la pension de survie au conjoint survivant divorcé, je tiens à vous fournir les observations suivantes.

S'agissant d'une disposition transitoire d'une ancienne loi, il n'est pas prévu d'abroger formellement l'article VIII, point 17 de la loi modifiée du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité ou de survie, introduit par la loi du 24 janvier 1991, article IV, 4, ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif, déclaré contraire à l'article 10bis, paragraphe 1 de la Constitution par la Cour Constitutionnelle dans l'arrêt susmentionné. Simplement, il ne sera plus appliqué par la Caisse Nationale d'Assurance Pension en cas de nouvelles demandes tombant dans son champ d'application.

Les personnes qui n'ont jamais fait de demande en vue de l'octroi d'une pension de survie sur base de la disposition précitée se verront octroyer une pension à partir de leur demande, le principe de la répartition proportionnelle de la pension en fonction de la durée des mariages étant appliqué à partir de la nouvelle demande par application du principe général résultant de l'article 197, alinéa 6 du Code de la sécurité sociale.

Si des personnes qui se sont vu refuser, dans le passé, une pension sur base de la disposition précitée par une décision de refus devenue en principe définitive, font une nouvelle demande, la caisse de pension les analysera au cas par cas. La Caisse Nationale d'Assurance Pension a jusqu'à présent reçu une seule nouvelle demande d'une personne s'étant vu refuser antérieurement une pension de survie sur base de l'article XVIII, point 17 précité. Dans cette affaire, une pension de survie pro rata a été accordée au conjoint divorcé à partir du jour de la nouvelle demande et la pension de veuve a été réduite.

La Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale tout comme les services de l'Ombudsman ont été informés de la procédure adoptée par la Caisse nationale de pension.

Question 0061 (14.1.2014) de **M. Franz Fayot** (*LSAP*) concernant la **stratégie nationale de numérisation**:

Un enjeu capital pour la modernisation de notre pays est de disposer d'une stratégie nationale de numérisation qui englobe non seulement les instituts culturels (la Bibliothèque nationale, les Archives nationales, par exemple), mais aussi toutes les institutions publiques disposant d'informations en tout genre (comme la Chambre des Députés, le Conseil d'État, etc.).

L'accès aux données numérisées et la recherche dans ces données sont essentiels pour diffuser le savoir disponible et le faire fructifier dans la société.

Le Gouvernement n'est pas sans savoir que l'Union européenne établira cette année encore un «progress report» sur les stratégies numériques nationales.

- Comme le programme de gouvernement ne contient aucune indication sur les intentions du Gouvernement en la matière, j'aimerais savoir si le Gouvernement entend établir une stratégie nationale de la numérisation et quel ministère en sera chargé.

- Dans la négative, les différents ministères respectivement instituts et institutions sont-ils appelés à s'en occuper chacun de son côté et avec quels moyens budgétaires? Qui s'occupera de la coordination?

Réponse (26.2.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Selon Monsieur le Député Franz Fayot le programme de gouvernement ne contiendrait aucune indication sur les intentions du Gouvernement en la matière. Tel n'est pas le cas. Si le programme de gouvernement n'utilise pas explicitement les termes «stratégie nationale de numérisation», la volonté du Gouvernement d'avancer dans cette voie est néanmoins clairement exprimée dans plusieurs chapitres de ce programme. Ainsi le chapitre relatif à la «Digitalisation des services publics» (p. 68), prévoit qu'un «plan directeur devra guider à l'avenir les travaux en matière d'informatique de l'État». La partie du programme concernant la culture, les institutions culturelles et la «protection de l'héritage et du patrimoine culturel national» souligne que «la numérisation permet d'archiver, de restaurer et de mettre à disposition du public en tout confort toutes les publications imprimées, électroniques et/ou audiovisuelles luxembourgeoises» (p. 142).

Le Gouvernement vient de décider dans ce contexte le 12 février de poursuivre la mise en place d'une plateforme mutualisée de préservation numérique à long terme.

Cette plateforme sera l'outil qui permettra la collaboration efficace de l'ensemble des acteurs publics et devrait permettre de dégager des synergies significatives et des transferts de compétences conséquents menant également à des économies au niveau des finances publiques.

Une stratégie nationale de numérisation comprend deux volets complémentaires:

La numérisation de masse

Par numérisation de masse on entend la dématérialisation de grandes quantités de documents physiques par des procédés automatisés de type industriel. La numérisation de masse est essentiellement du ressort du Ministère de la Culture et des instituts culturels de l'État qui sont les détenteurs d'importantes collections de documents physiques du fait de leurs missions légales de collecte et de conservation du patrimoine culturel et intellectuel de la nation. De même, ce sont les instituts culturels qui ont pour mission d'assurer l'accessibilité à long terme de ce patrimoine. Tel est le cas des Archives nationales pour les archives publiques, de la Bibliothèque nationale pour les publications imprimées de tout type qui entrent par voie du dépôt légal, du Centre national de l'audiovisuel pour les documents audiovisuels et photographiques et du Centre national de littérature pour les archives littéraires. Comme dans tous les autres pays européens, ces institutions ont dès maintenant commencé à numériser leurs collections nationales. La Bibliothèque nationale, les Archives nationales et le Centre national de l'audiovisuel ont engagé des programmes de numérisation depuis plusieurs années. La Bibliothèque nationale rend accessible dès à présent dans sa base de données eluxemburgensia.lu 64.250 éditions de journaux nu-

mérisées, soit plus de 2,6 millions d'articles, ainsi que sa collection de cartes postales et des ouvrages de référence. Les Archives nationales ont numérisé 1,4 million de pages, dont environ 130.000 pages d'archives du Conseil d'État, qu'évoque l'honorable Député, Monsieur Franz Fayot. Le Centre national de l'audiovisuel est en voie de préparer la numérisation de ses collections film ensemble avec l'Institut national de l'audiovisuel (INA) de France alors que la numérisation des collections audio est achevée et celle des collections photographiques est activement en cours. Le Musée national d'histoire naturelle est un autre acteur de la numérisation. La consultation de la grande bibliothèque numérique européenne «Europeana» montre qu'une stratégie nationale de numérisation devra englober aussi les principaux musées luxembourgeois.

En vue de favoriser l'échange d'informations, la standardisation et la coopération, la Bibliothèque nationale a créé un groupe de travail informel «Europeana» où se rencontrent des institutions et administrations publiques concernées par la problématique de la numérisation. La Bibliothèque nationale est également membre du «Member States expert group on digitisation» auprès de la Commission européenne. Compte tenu de son expérience la BnL sera appelée à coordonner également à l'avenir la stratégie de numérisation des instituts culturels de l'État. Les Archives nationales et la Bibliothèque nationale participent activement aux projets Europeana.

La numérisation par les instituts culturels a concerné jusqu'ici surtout les documents qui sont libres de droits, donc dans le domaine public. Afin de stimuler désormais aussi la numérisation d'œuvres plus récentes, qui, généralement, encore sous droits, le Gouvernement étudiera la mise en place de solutions pragmatiques de coopération entre le secteur public et le secteur privé en s'inspirant des expériences actuellement en cours dans d'autres pays européens.

Comme Monsieur le Député Fayot le souligne, la numérisation est incontournable car un élément constitutif de la modernité et de la compétitivité du Luxembourg. Le format numérique et l'internet mettent à la disposition d'un petit État comme le Luxembourg des outils inédits pour faire connaître son patrimoine et sa production intellectuelle au-delà de ses frontières. La numérisation favorise aussi la démocratisation de l'accès à la culture et à la production intellectuelle. La numérisation de masse des grandes collections patrimoniales est un enjeu de compétitivité pour la recherche en matière de sciences humaines. L'accessibilité en ligne permet des gains de temps importants. Les nouvelles technologies mettent à la disposition des chercheurs de nouveaux outils de recherche en permettant le traitement de masse et automatisé de données («digital humanities»).

Les techniques et infrastructures de la numérisation, de la gestion, de l'archivage et de la mise à disposition des documents numériques au public devenant de plus en plus complexes et coûteuses et nécessitant le recours à du personnel spécialisé de haut niveau, la mise en œuvre de la stratégie nationale de numérisation du Gouvernement aura de ce fait pour objet d'éviter la dispersion des moyens. Aussi les instituts culturels de l'État sont appelés à devenir des pôles de compétences de l'État chacun dans le domaine de ses missions et tout en cherchant une coopération maximale avec les autres instituts culturels et administrations.

Comme déjà souligné, une telle approche permettra d'éviter les doubles emplois: numérisation par plusieurs institutions d'un même document; double vérification et clarification des droits d'auteur relatifs aux documents à numériser; utilisation de thésaurus communs. Elle développera la standardisation avec des acteurs et partenaires nationaux, publics et privés, et internationaux et sera ainsi un garant d'une plus grande qualité et viabilité («Nachhaltigkeit»).

La préservation numérique à long terme

La numérisation de masse permettra la préservation à long terme des documents d'archives à côté des publications nées numériques.

Le CTIE, la BnL et les ANLUX, le CNA et les autres acteurs publics mettront leurs efforts en commun afin d'établir une solution centrale pour l'État. Une attention particulière est portée à ce que cette solution puisse être utilisable pour la majorité des besoins en archivage de l'État, évitant ainsi des surcoûts de mise en place et d'exploitation de solutions dédiées pour les différents ministères respectivement instituts et institutions.



La réalisation du projet sera caractérisée par la mutualisation des ressources et des solutions entre ces acteurs et par une réalisation par phases. Ces phases s'inscriront dans un plan budgétaire pluriannuel pour 2014-2018.

À ce jour, les efforts entrepris ont surtout porté sur l'étude des besoins et des solutions utilisées par des acteurs ayant des missions similaires, voire connexes résultant dans un document de spécifications de besoins de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales qui sera éventuellement complété en fonction de besoins d'autres acteurs.

Le Ministère de la Culture ainsi que le Ministère de la Fonction publique représenté par le Centre des technologies de l'information de l'État, joueront un rôle central dans la mise en œuvre de ce projet.

Question 0062 (15.1.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **quotas d'émissions de CO₂ non utilisés**:

Am Juni 2013 war an der Dageszeitung «L'essentiel» ze liesen, den deemolegen Nohaltegekeetsminister géif drop bestoen, datt ArcelorMittal misst déi onbenotzten CO₂-Quoten, déi dëse Konzern vum Lëtzebuurger Stat geschenkt krut, zréckginn.

Dat ware fir d'Joer 2012 net manner wéi 80.922 Tonnen an engem Wäert vun deemools ronn 372.000 Euro.

Gëschter war an darselwechter Zeitung ze liesen, datt dat net geschitt wier.

1. Stëmmt et, datt ArcelorMittal déi net benotzte Quote behale respektiv verkaaft huet an net dem Stat zréckginn huet?

2. Wéi vill Quote krut ArcelorMittal 2013 geschenkt?

3. Goufen déi gebraucht oder net?

Réponse (30.1.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Le Gouvernement a en effet sollicité la restitution de 80.922 quotas d'émission de gaz à effet de serre par ArcelorMittal suite à la cessation de l'exploitation du site de Schifflange.

Il est vrai qu'ArcelorMittal conteste cette restitution et a déposé, fin octobre 2013, un recours devant le Tribunal administratif. Le Gouvernement reste néanmoins convaincu que, suite à la cessation totale de l'activité sur le site de Schifflange en 2011 et sa non-reprise en 2012, et en vertu des dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, la restitution des quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués pour 2012 s'impose.

En 2013 ArcelorMittal n'a pas bénéficié de quotas gratuits pour le site de Schifflange.

Question 0063 (15.1.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant la **cuisine du Château de Vianden**:

Laut enger Nouvelle, déi mir haut zu Ouere koum, hätt de Statsbudget d'Käschte fir de Bau vun enger neier Kichen am Veianer Schlass gedroen (ënnert der Responsabilitéit vum Service des Sites et Monuments Nationaux).

Déi Kiche misst awer elo nees erausgerappt ginn, well se laut ITM net konform wier.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Kulturministesch dës Froe stellen:

1. Stëmmt dëse Sachverhalt? Wa jo, wéi ass et méiglech, datt eng staatlech Verwaltung an engem effentleche Gebai fir vill Sue schaffe léisst an dann eng aner staatlech Verwaltung déi Émbauten net guttheescht? Gëtt et keng Koordinatioun an esou Fäll?

2. Wéi vill huet de Bau vun där Kiche kascht?

3. Wéi vill kascht d'Ofrappen?

Réponse (3.3.2014) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Le château (bâtiment principal) dispose de certains éléments de cuisine qui ont été installés au cours des années '80 et qui n'ont pas, à ce jour, été déclarés non conformes.

Un nouveau bâtiment, à achever d'ici juillet dans la basse-cour du château, disposera d'une

installation de cuisine qui permettra la préparation de petits plats. L'équipement de cette cuisine a été commandé par Les Amis du Château de Vianden a.s.b.l. au prix global de 45.759 euros hors TVA. Il sera installé sous peu.

Question 0064 (15.1.2014) de **MM. Georges Engel et Franz Fayot** (LSAP) concernant le **prénom de naissance**:

Dans plusieurs articles et courriers de lecteurs parus dans la presse quotidienne, il est relevé le cas de près de 10.000 personnes nées avant la fin de la Seconde Guerre mondiale qui, lors du changement de leurs permis de conduire, se sont retrouvées avec un document portant leur «prénom de naissance», c'est-à-dire le prénom de naissance allemand.

En effet, toutes les personnes nées avant mai 1945 portaient sur leur certificat de naissance un «prénom de naissance» qui correspondait à la version allemande du prénom et un «prénom usuel» qui était la version française ou à consonance française du prénom.

La loi du 19 juin 2013 portant sur le Registre national des personnes physiques remplace dans son article 5 les deux rubriques «prénom usuel» et «prénom de naissance» par une rubrique unique: «prénom». Les données relatives à ce registre trouvent leur origine dans les actes de naissance. L'interprétation de l'administration aurait été celle de reprendre le «prénom de naissance» par application de la loi du 6 fructidor an II (23 août 1794) portant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

1. Messieurs les Ministres ont-ils pris connaissance de ces cas?

2. Messieurs les Ministres pensent-ils, au vu du caractère désuet et ne correspondant manifestement plus au contexte juridique actuel de certaines lois issues de la Révolution française, que cette pratique est encore justifiée, ceci d'autant plus qu'elle tranche avec la pratique antérieure à la loi du 19 juin 2013?

3. Sachant que le «prénom usuel» est également issu de l'acte de naissance, Messieurs les Ministres entendent-ils changer les dispositions régissant l'inscription des noms au registre des personnes physiques afin de régulariser la situation des personnes concernées?

4. L'application stricte de la loi du 6 fructidor an II n'aurait-elle pas pour effet d'interdire également l'utilisation, surtout dans les actes officiels et notamment sur les listes électorales, de tous les «prénoms usuels», pratique pourtant courante dans notre pays?

Réponse commune (17.2.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Le Gouvernement estime que l'identité d'une personne doit être claire et sans équivoque et que tous les documents pour une même personne doivent être délivrés avec les même nom et prénoms, et ce non seulement pour des raisons administratives mais également dans l'intérêt des citoyens.

C'est la raison pour laquelle la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques prévoit un alignement du Registre national des personnes physiques (ci-après RNPP) aux registres des actes de naissance. Désormais les personnes seront exclusivement inscrites au RNPP avec leurs prénoms inscrits dans leur acte de naissance conformément à la législation relative à l'état civil. Les prénoms usuels sont amenés à disparaître et seuls les prénoms officiels devront figurer sur les documents de voyage, pièces d'identité, permis de conduire, listes électorales et autres documents administratifs.

Vu qu'actuellement les «prénoms usuels» ne sont pas inscrits sur les actes de naissance, cette approche implique un changement pour toutes les personnes habituées à utiliser leur prénom d'usage. Conscient de la sensibilité du sujet en particulier pour les personnes ayant subi entre 1940 et 1945 une germanisation forcée de leur prénom de naissance, le Gouvernement préconise une approche proactive.

Toutes les personnes concernées recevront un courrier pour les informer des prénoms qui figureront désormais sur les documents administratifs les concernant et d'une nouvelle procédure simplifiée de francisation des prénoms à consonance allemande. Dans le cadre de cette procédure les personnes qui souhaitent franciser leurs prénoms sont invitées à retourner le formulaire pré-imprimé avec une photocopie

de leur pièce d'identité au RNPP ou de s'adresser directement à leur commune de naissance. Basée sur la loi du 18 mars 1982, cette procédure gratuite et peu formaliste leur permet de se défaire des prénoms à consonance allemande. Après inscription sur les registres de l'état civil et au RNPP, les personnes recevront un nouvel extrait du RNPP tenant compte de la modification de leur prénom.

Pour le surplus tout intéressé pourra trouver des informations sur le site du Guichet unique (www.guichet.lu), sinon se renseigner directement auprès du Centre des technologies de l'information de l'État, service du RNPP ou de sa commune. Pour assurer un traitement optimal des demandes de changement de prénoms, le Gouvernement a également informé les communes et les officiers d'état civil.

Pour ce qui concerne la loi du 6 fructidor an II, il importe de préciser que la loi du 19 juin 2013 précitée ne constitue en rien un changement de paradigme et que l'article 1^{er} de la loi an II prévoyant que «aucun citoyen ne pourra porter de nom ou prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance» n'est aucunement tombé en désuétude. Néanmoins le Gouvernement est en train de réfléchir quant au sort à réserver aux textes issus de la période de la Révolution française, et ce pour mieux les intégrer dans le contexte juridique actuel.

Question 0065 (15.1.2014) de **MM. Marco Schank et Aly Kaes** (CSV) concernant le **concept de mobilité «Nordstad»**:

En 2012-2013, un concept de mobilité «Nordstad» a été élaboré jusqu'au stade de comparaison des différentes variantes de desserte de l'axe central pour les transports en commun.

Après la présentation des résultats aux élus locaux des six communes de la «Nordstad», les différents conseils communaux ont exprimé leur position sur ce concept.

Jusqu'à présent un débat public fait défaut.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de lancer un large débat public avant la prise de décision définitive sur le concept de mobilité «Nordstad»?

- Dans l'affirmative, quand ce débat pourra-t-il avoir lieu?

Réponse (4.3.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire des honorables Députés, Messieurs Ali Kaes et Marco Schank, concerne la participation du public dans le contexte de l'élaboration du concept de mobilité «Nordstad» en cours d'élaboration:

Les questions concernent en particulier le «Systementscheid» de l'axe Ettelbruck-Erpeldange-Diekirch. Pour clarifier, entre autres, cette question, l'élaboration d'un concept de mobilité a été lancée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et les communes de la «Nordstad». Un des objectifs du processus est de débattre systématiquement les différents éléments du concept dans le contexte global de la «Nordstad» de manière intégrative.

Ci-après, pour information, les prestations convenues avec l'association de bureaux en charge de l'élaboration du concept de mobilité:

1. Définition des conditions-cadre
2. Profil requis pour le concept de mobilité
3. État des lieux, analyse des conditions-cadre, programme de travail.
4. Comparatif de variantes pour le système à retenir pour l'axe central («Systementscheid»)
5. Concept de mobilité
6. Calcul de l'efficacité
7. Participation du public/débats
8. Organisation du projet

Les prestations 1 à 4 ont été finalisées. Il faut encore noter que la participation du public est prévue tout au long du processus.

En ce qui concerne le point «Systementscheid» en particulier, différentes variantes de systèmes de transports pour l'axe central (bus à haut niveau de service, train-tram, tram, rail, extension du rail) ont été définies ensemble avec les autorités communales dans le cadre d'un comité politique.

Le public fut invité une première fois au «Mobilitéatsworkshop Nordstad» qui a eu lieu à Col-

mar-Berg en mars 2012. La méthodologie du concept de mobilité ainsi que les différentes variantes furent discutées avec quelque 60 participants. En parallèle, le public fut invité à travers la presse à participer à un blog installé sur nordstad.lu. Malheureusement, aucune participation à ce blog n'a eu lieu jusqu'à ce jour bien qu'une large publicité dans la presse écrite fut réalisée. Suite à la demande du Mouvement écologique, une présentation-débat en juillet 2013 eut également lieu avec ses membres.

Suite au workshop, lesdites variantes ont été évaluées par l'association de bureaux au vu de quelque 60 critères répartis dans les domaines suivants:

- la mobilité au sein de la «Nordstad»;
- la mobilité régionale;
- aménagement du territoire, environnement et développement urbain;
- coûts et fonctionnalité.

L'évaluation des variantes, qui a été finalisée en janvier 2013, a nettement identifié une variante privilégiée.

Les conclusions de l'évaluation ont ensuite été présentées aux différents conseils communaux de la «Nordstad». Lesdits conseils, à l'exception du conseil communal de Diekirch, ont exprimé un avis favorable quant aux conclusions de ladite étude mais ont également formulé quelques remarques pertinentes.

Par conséquent, au vu de ces remarques, je souhaite, avant de prendre une décision sur le système de transport à retenir pour l'axe central, approfondir certains points permettant de donner une réponse aux remarques formulées et de trouver un consensus avec toutes les autorités communales. Ces études approfondies portent principalement sur la phase de transition entre l'état actuel et la mise en service du système définitif. Dès que ces études seront finalisées, elles seront discutées, en premier lieu, avec le comité politique «Nordstad», et ensuite, avec les conseils communaux. Finalement, un débat avec le grand public aura lieu, surtout en ce qui concerne le concept de mobilité et les étapes qui le finaliseront. Cette présentation-débat aura lieu avant l'été 2014. Des ateliers thématiques complémentaires aux réunions plénières ainsi qu'un débat en ligne sont prévus. Les résultats seront pris en compte lors de l'élaboration en détail du concept de mobilité notamment avec les mesures à prévoir à court, moyen et long terme.

Question 0066 (15.1.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **taux d'imposition maximale sur le revenu**:

Selon des informations relayées par voie de presse, le groupe politique LSAP demande à ce que le taux d'imposition maximale sur le revenu soit relevé. Nous notons cependant que le Premier Ministre, lors de sa déclaration sur le programme gouvernemental du 10 décembre 2013, n'a pas annoncé une telle mesure et qu'elle ne ressort pas non plus du programme gouvernemental.

C'est dans ce contexte, que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre des Finances partage-t-il l'avis du groupe politique LSAP?

- Dans l'affirmative, de combien le taux d'imposition maximale sur le revenu sera-t-il relevé?

Réponse (28.1.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le groupe politique LSAP a avancé une idée qu'il souhaite verser au débat sur la réforme fiscale qu'il est prévu de présenter pour l'année 2016. À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de cette réforme qui comportera un paquet équilibré de mesures.

Question 0067 (16.1.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **taux d'imposition nominal des sociétés**:

Afin d'améliorer la compétitivité internationale et la force d'attraction du Luxembourg pour les entreprises, Monsieur le Ministre de l'Économie a annoncé lors de la Commission de l'Économie du 9 janvier 2014 de vouloir diminuer le taux nominal de l'impôt sur les sociétés tout en élargissant son assiette.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce qu'effectivement Monsieur le Ministre envisage de diminuer le taux nominal de l'impôt sur les sociétés tout en élargissant son assiette?

- Dans quel délai cette réforme est envisagée et est-ce qu'elle sera entamée dans le cadre de la grande réforme fiscale annoncée par le Premier Ministre pour l'année 2016?

Réponse (28.1.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Un régime fiscal attrayant et stable est un élément parmi d'autres pris en compte par une société souhaitant s'établir dans un pays. S'il s'avère ne pas répondre aux qualités précitées, un régime fiscal peut devenir l'élément décisif contre une décision d'implantation.

Taux nominal et assiette interviennent dans le jugement que des investisseurs portent sur l'attractivité du Luxembourg comme terre d'investissement. Le Gouvernement leur porte donc toute son attention et entend les inclure dans les réflexions à mener en vue de la réforme fiscale prévue pour l'année 2016. A ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de cette réforme qui comportera un paquet équilibré de mesures assurant la compétitivité de ce cadre fiscal et l'attractivité du pays tout comme un niveau adéquat des recettes fiscales.

Question 0068 (16.1.2014) de **MM. Marcel Oberweis et Claude Wiseler** (CSV) concernant les **aides financières allouées aux installations photovoltaïques**:

Lors de la Commission de l'Économie du 9 janvier 2014, Monsieur le Ministre de l'Économie a estimé que les investissements dans les installations photovoltaïques ne devraient plus être subventionnés par le «fonds de compensation». Le Ministre justifie sa position en affirmant que le photovoltaïque est l'énergie la plus chère de toutes les énergies renouvelables (15 fois plus chère que l'énergie éolienne pour la même quantité d'énergie produite) et la plus faible en termes d'efficacité par rapport aux autres formes d'énergies renouvelables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de supprimer le subventionnement des installations photovoltaïques respectivement de modifier les tarifs d'injection pour les installations photovoltaïques?

- Est-ce que les intentions du Ministre sont conformes aux décisions prises lors des négociations gouvernementales?

- Quelle est la position du Gouvernement quant au subventionnement de la filière photovoltaïque?

Réponse (14.3.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Marcel Oberweis et Claude Wiseler en relation avec les aides financières allouées aux installations photovoltaïques, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables prévoit pour le Luxembourg un objectif de 11% d'énergie renouvelable de sa consommation finale d'énergie en 2020. Le Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables (ci-après «Plan») approuvé par le Conseil de Gouvernement en juillet 2010 prévoit des objectifs pour les différentes formes d'énergies renouvelables, dont l'électricité renouvelable englobant la technologie du photovoltaïque.

La capacité installée d'installations photovoltaïques a connu une augmentation significative au cours des dernières années en passant de 26 MW en 2009 à une capacité excédant les 100 MW fin 2013. Le Plan prévoit à l'horizon 2020 une capacité totale installée de quelque 112 MW. On peut donc constater que l'objectif de croissance du photovoltaïque dressé par le Plan est sur le point d'être atteint et ceci bien avant 2020.

Le financement de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables, dont notamment l'électricité produite à partir des centrales éoliennes, de biogaz et photovoltaïques ainsi que l'énergie produite à partir de la cogénération est assuré par le mécanisme de compensation qui prévoit que les surcoûts de la production d'électricité renouvelable sont répercutés sur les clients finals d'électricité. Il y a lieu de souligner que des prix élevés de l'électricité peuvent

avoir des conséquences sur la compétitivité des entreprises et aggraver le problème de la pauvreté énergétique.

L'évolution des coûts nets répercutés sur les clients finals par le biais du mécanisme de compensation a connu au cours des dernières années une forte progression en raison du développement des installations produisant de l'électricité renouvelable. Cette progression a connu un développement prononcé en 2013 en raison du développement de la filière photovoltaïque, filière qui dispose des coûts de production les plus élevés de toutes les technologies actuellement soutenues en matière de production d'électricité renouvelable.

Vu nos obligations en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2020, les coûts nets du mécanisme de compensation vont augmenter considérablement au cours des prochaines années. Il s'agira cependant de pouvoir contrôler le financement de l'électricité renouvelable.

Le programme gouvernemental prévoit que: «(...) le Gouvernement réalisera une actualisation de l'étude de potentiel sur les sources d'énergies renouvelables au Luxembourg avec le but d'améliorer le cadre pour la promotion des énergies renouvelables sur notre territoire. Un suivi plus soutenu sera mis en place pour surveiller d'un côté les coûts et l'éventuel surchauffement du marché et de l'autre côté l'efficacité des aides pour être en phase avec l'objectif minimum de 11% d'énergies renouvelables.» En outre, il prévoit que «La situation budgétaire tendue exige une utilisation efficace des ressources publiques engagées dans la réduction de la consommation d'énergie et le recours à des énergies renouvelables.»

Dans l'esprit du programme gouvernemental, j'entends continuer, ensemble avec Madame la Ministre de l'Environnement, à soutenir l'approche du «Méi fir manner» afin que les coûts de production des énergies renouvelables en général et de l'électricité renouvelable en particulier restent dans des limites supportables pour l'État et les consommateurs d'électricité. Dans cet ordre d'idées, j'entends accorder à l'avenir un rôle accru à la production de la chaleur et du froid renouvelable qui présentent des coûts de production nettement inférieurs par rapport à la production d'électricité renouvelable.

En concertation avec Madame la Ministre de l'Environnement, je suis actuellement en train de préparer l'actualisation de l'étude de potentiel sur les sources d'énergies renouvelables et de mettre en place un suivi plus soutenu pour surveiller notamment les coûts engendrés par la réalisation de l'objectif minimum de 11% d'énergies renouvelables en 2020.

Dans ce contexte, le soutien financier à la photovoltaïque sera revu tout en considérant d'une part son coût substantiel pour la facture de l'électricité des clients finals et le budget annuel de l'État et d'autre part le fait que l'objectif en matière de photovoltaïque prévu dans le Plan est sur le point d'être atteint.

Question 0069 (16.1.2014) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**opposabilité des secrets bancaire et fiscal au médiateur**:

D'après les affirmations de Madame la Médiateure Lydie Err lors de la présentation de son rapport d'activité pour l'année 2013 aucun secret, à l'exception du secret de la défense prévue à l'article 6 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, ne lui serait opposable.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Les Ministres partagent-ils l'avis de Madame la Médiateure?

- Qu'en est-il de l'opposabilité du secret fiscal prévu au paragraphe 22 des dispositions générales de la loi générale des impôts qui dispose en son paragraphe (1) que «das Steuergeheimnis ist unverletzlich»? Quid du secret bancaire?

Réponse commune (18.2.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'accès à l'information par le médiateur est régi par l'article 6 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur. Il résulte de l'article 6 précité que «le Médiateur peut demander, par écrit ou oralement, au service visé par l'enquête tous les renseignements qu'il juge nécessaires. Le service visé est obligé de remettre au Médiateur dans les délais fixés par celui-ci tous les dossiers concernant l'affaire en question».

L'article 6 dispose encore que «le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande la communication ne peut lui être opposé sauf en matière de secret concernant la défense na-

tionale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure». L'article 6 déroge ainsi au principe de l'inviolabilité du secret fiscal dans les cas bien déterminés visés par la loi du 22 août 2003 et qui opposent l'auteur d'une réclamation (justifiant d'un intérêt personnel et direct) à l'administration fiscale.

En ce qui concerne le secret bancaire, tel que consacré par l'article 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 sur le secteur financier, ce dernier n'est pas visé par l'article 6 de la loi du 22 août 2003. En effet, l'article 6 habilite le médiateur à demander au service public concerné les renseignements qu'il juge nécessaires. Les établissements de crédit ne faisant pas partie du service public, ne sont pas visés par l'article 6 de sorte que leur obligation de confidentialité n'est pas levée en vertu de l'article 6 de la loi du 22 août 2003.

Question 0070 (16.1.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **procédures d'autorisation de séjour**:

D'après mes informations, de nombreuses personnes issues de pays tiers souhaitant investir du capital ou démarrer une activité économique au Luxembourg, se plaignent des procédures d'autorisation de séjour lentes et compliquées.

Le programme gouvernemental prévoit d'ailleurs: «Afin de faire bénéficier l'économie luxembourgeoise de l'apport que peut générer une immigration pouvant se prévaloir de certaines capacités et expériences, le Gouvernement améliorera les procédures internes et étudiera la création de nouvelles catégories d'autorisation de séjour à caractère national, donc non couvertes par une harmonisation européenne. (...)» «(...) Ayant reconnu la nécessité d'attirer des investissements étrangers et afin de répondre à une demande toujours croissante de la part de ressortissants de pays tiers pour immigrer vers les États membres de l'Union européenne à des fins d'investissement, des consultations seront entamées aux fins d'ajouter deux nouvelles catégories d'autorisation de séjour à celles déjà prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, à savoir celle de l'investisseur et celle du dirigeant d'entreprise.»

Le Gouvernement entend, toujours d'après le programme gouvernemental, accorder une «attention particulière» entre autres au volet de la «(...) simplification des procédures dans la perspective du maintien et de l'amélioration de la compétitivité économique du Luxembourg».

Lors de la réunion de la Commission de l'Économie du 9 janvier 2014, le Ministre responsable du ressort en question s'est déclaré en faveur d'une adaptation de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, et ce dans l'objectif d'accélérer les procédures d'émission de permis de séjour et de visas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

- Le Ministre partage-t-il la volonté du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur d'adapter la législation relative aux autorisations de séjour respectivement à l'émission de visas? Dans l'affirmative, dans quels délais entend-il mettre en œuvre la procédure législative?

- Dans ce contexte, le Ministre envisage-t-il d'introduire le cas échéant de nouvelles catégories d'autorisations de séjour respectivement de visas?

Réponse (12.2.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*:

- Quant au premier volet de la question de Monsieur Mosar, à savoir si la volonté du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur est partagée afin d'adapter la législation relative aux autorisations de séjour respectivement à l'émission de visas.

Le Ministre de l'Immigration et de l'Asile partage l'analyse du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur en matière d'une adaptation nécessaire et utile non pas forcément de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, qui prévoit notamment les procédures en matière de la délivrance des différentes catégories d'autorisations de séjour, mais plus précisément des procédures internes ayant trait au mécanisme de délivrance de ces dernières, tel qu'il est mentionné dans le programme gouvernemental.

Alors que l'administration dispose d'un délai légal de trois mois en matière d'instruction d'un

dossier, il convient de souligner que des efforts considérables sont actuellement menés au niveau de l'administration afin d'écourter certains délais au maximum par la mise en œuvre de procédures internes systématiques ayant comme objectif d'assurer une efficacité accrue en matière du traitement des dossiers. Par ailleurs, cette réflexion s'étend à toutes les catégories d'autorisations de séjour prévues par la loi précitée, même s'il convient d'admettre que certaines catégories peuvent être jugées prioritaires vu l'impact économique et financier qui en résulte pour le Luxembourg et leur contribution à la prospérité du pays.

Afin de définir ces ressorts de manière conséquente et afin d'avancer sensiblement dans les projets qualifiés être de haute importance politique, une étroite collaboration a lieu entre le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et la Direction de l'Immigration.

Force est de constater qu'une telle restructuration interne nécessitera a fortiori la mise à disposition des moyens nécessaires et au niveau de l'information du public et de la mise en place d'instruments qui garantissent un résultat satisfaisant pour les acteurs concernés et au niveau, bien entendu, des ressources humaines également.

Enfin, l'impact des procédures en matière d'immigration se mesure aussi bien au niveau des ressortissants de pays tiers qui sont demandeurs à l'immigration qu'au niveau des entreprises de la place.

- Quant au deuxième volet de la question de Monsieur Mosar qui tend à s'interroger sur l'intention du Ministre de l'Immigration et de l'Asile d'introduire de nouvelles catégories d'autorisations de séjour respectivement de visas.

Il y a quelques mois des pourparlers ont débuté afin d'analyser la nécessité d'introduire de nouvelles catégories d'autorisations de séjour notamment pour les investisseurs et les dirigeants d'entreprise. A noter que le Luxembourg dispose à l'heure actuelle d'une seule catégorie d'autorisation de séjour en la matière, à savoir celle de l'autorisation de séjour en qualité d'indépendant (article 51 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration).

À cette fin, un projet de texte de loi est en cours d'élaboration entre les acteurs concernés dont entre autres le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et la Direction de l'Immigration. Vu l'envergure du projet, il convient à ce stade de le soumettre à différentes autorités compétentes pour avis avant de finaliser le document.

Dans ce contexte on peut noter que le Luxembourg n'est pas le seul à s'adonner à pareilles réflexions: les Pays-Bas ont récemment introduit de nouvelles dispositions relatives aux investisseurs ressortissants de pays tiers dans leur législation nationale. Une modification législative telle qu'annoncée plus haut paraît en effet intéressante à condition de définir méticuleusement les critères de délivrance de ces deux types d'autorisations de séjour.

Question 0071 (17.1.2014) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **projet européen «Galileo»**:

Le projet européen de système de positionnement par satellites, nommé «Galileo», demeure toujours en phase de test depuis fin 2005. Ce projet, dont la responsabilité revient à l'Union européenne et à l'Agence spatiale européenne (ESA), permettra à l'Europe de s'autonomiser dans un domaine stratégique.

Le «Global Positioning System» (GPS), développé aux États-Unis, est commercialisé à grande échelle, entre autres en Europe, alors que la Russie et la Chine sont actuellement en train de perfectionner leurs propres systèmes de positionnement par satellites, le «GLO-NASS» respectivement le «Beidou Navigation Satellite System» (BDS).

La qualité et la nécessité du système européen Galileo sont incontestables. Le système de navigation par satellite ultra précis permettra de briser la dépendance de l'Europe au GPS américain. Les applications concrètes seront multiples, tant pour les secteurs du transport et de l'aviation que pour celui de l'agriculture ou de la protection de l'environnement.

D'après un article paru dans la presse allemande, le financement de ce projet, bien plus

coûteux qu'initialement prévu, a dû être renouveau suite à des divergences entre les différents acteurs. La mise en service de Galileo a été reportée. En fait, il aurait dû être opérationnel dès juin 2013, désormais on parle de juin 2014. Des doutes semblent donc subsister quant au lancement définitif des 30 satellites.

Il convient de souligner que les investissements dans ce projet sont bénéfiques pour les diverses entreprises engagées dans le cadre Galileo, tout comme pour l'entreprise SES basée au Luxembourg. Ils favorisent ainsi l'industrie européenne et luxembourgeoise à plusieurs niveaux, notamment à travers le développement du matériel de haute technologie et de nouvelles applications utilisables dans de nombreux secteurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Le Gouvernement est-il au courant du probable retardement de la mise en œuvre de Galileo? Dans l'affirmative, estime-t-il que cette situation pourrait avoir un impact négatif pour les entreprises concernées?

- Le Gouvernement pourrait-il me renseigner de manière générale sur l'état d'avancement du projet?

- Le Gouvernement pourrait-il me communiquer la liste des entreprises partenaires du projet?

Réponse commune (11.2.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le retard de la mise en œuvre du programme européen Galileo tient avant tout à la complexité du programme. En l'occurrence, le retard est essentiellement lié à la phase de test des premiers satellites construits par la société allemande OHB («Orbitale Hochtechnologie Bremen»), maison-mère de la société LuxSpace établie à Betzdorf). Les tests eux-mêmes n'ont pas révélé d'anomalie importante, mais leur mise en œuvre tardive a eu un impact important sur le calendrier de lancement des satellites. La situation est aujourd'hui à nouveau sous contrôle et l'ESA a récemment indiqué qu'il y aurait trois lancements de deux satellites Galileo au courant de l'année 2014. Ces six satellites additionnels viennent s'ajouter aux quatre déjà en orbite et permettront donc la fourniture des premiers services opérationnels du système Galileo pour la fin de l'année 2014.

Le retard n'a pas d'impact sur les projets dans lesquels sont ou ont été impliquées des entreprises luxembourgeoises. À ce jour, deux participations sont connues du Gouvernement. La première implique les sociétés HITEC Luxembourg et SES TechCom. Elles ont fourni les deux premières antennes de TT&C (Telemetry Tracking & Command) installées à Kourou en Guyane et à Kiruna en Suède. Ce projet est clos et le consortium luxembourgeois n'a malheureusement pas été retenu pour les trois stations TT&C qui sont actuellement en phase de déploiement. Le second projet implique la société SES TechCom. Cette dernière fournit les connexions satellitaires pour relier les différentes stations terrestres aux centres de contrôle. Il s'agit du «Galileo Data Dissemination Network» (GDDN). SES TechCom travaille en collaboration avec la firme britannique BT dans le consortium mené par Spaceopal (joint-venture entre Telespazio et le DLR (Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt)), en charge des opérations du système Galileo. Ce contrat touchera bientôt à sa fin et le lot relatif aux opérations (y inclus le volet GDDN) fera l'objet d'un nouvel appel d'offres dans le courant de l'année 2014.

Question 0072 (17.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'utilisation non conforme de données du Centre informatique de l'État par un fonctionnaire:

Engem Lëtzebuurger Radiosender no wien en héije Beamte vum Mëttelstandsmintère iwwert de Centre informatique de l'État u Fichiere komm, fir Leit opzefuerderen, bei de Chamberswahlen un hien ze „denken“. De concernéierte Beamte soll Kandidat am Bezierk Süden gewiescht sinn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Mëttelstandsmintère an dem Här Minister fir d'Fonction publique dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt den Här Mëttelstandsmintère de concernéierte Beamte mat deene Repräché konfrontéiert huet, esou wéi et e Lëtzebuurger Radiosender gemellt huet? Wa jo, wat wor d'Resultat vun deem Gespréich?

2. Huet den Här Minister all méiglech technesch Moyenen, déi per Gesetz erlaabt sinn, agesat, fir ze iwwerpréieren, ob den héije Beamte fir elektronal Zwecker op eng Datebank vum Centre informatique de l'État zrëckgegraff huet?

3. Wat fir Moyene ginn an der Fonction publique agesat, fir datt et beim Zrëckgräifen op Datebanken net zu Abuse kënn?

Question 0104 (6.2.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la traduction d'un programme électoral par des services d'un Ministère:

A menger schréfflecher Fro vum 17. Januar 2014 wollt ech vun den Häre Ministère wëssen, ob et géif stëmmen, datt en héije Beamte vum Mëttelstandsmintère iwwert de Centre informatique de l'État u Fichiere komm ass, fir Leit opzefuerderen, bei de Chamberswahlen un hien ze „denken“. De concernéierte Beamte soll Kandidat am Bezierk Süden gewiescht sinn.

Medieninformatiounen no hätt déi Persoun och nach Deeler vum Wahlprogramm vun der Partei, fir déi hie Kandidat war, am Wirtschaftsmintère aus dem Däitschen an d'Franséisch iwwersetzé gelooss.

Aus deem Grond wéilt ech dem Här Wirtschaftsmintère an dem Här Minister fir d'Fonction publique dës zousätzlech Froe stellen:

1. Kënnen d'Häre Ministère dës nei Informatiounen confirméieren?

2. Gëtt et Elementer, déi op e Matwësse vun der fréierer Ministesch hindeiten?

Réponse commune (14.2.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

En réponse aux deux questions parlementaires relatives aux rumeurs se rapportant à l'usage illicite de données à caractère personnel issues d'une base de données du Centre des technologies et de l'information de l'État par un haut fonctionnaire du Ministère des Classes moyennes et du Tourisme, nous voudrions informer l'honorable Député qu'une procédure disciplinaire a été ouverte à son encontre; il appartient maintenant au Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire de procéder à l'enquête d'usage.

Quant aux moyens mis en œuvre pour éviter des abus lors de la consultation des banques de données informatiques, il y a lieu de préciser que l'accès aux bases de données gérées par l'État est régi par les dispositions générales en matière de protection des données telles qu'elles sont prévues par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Dans la mesure où les accès aux bases de données de l'État et notamment au registre national des personnes physiques sont accordés conformément aux articles 4, 5 et 21 de la loi précitée, ils ne peuvent licitement être utilisés que dans le contexte des missions et finalités décrites dans les demandes d'accès, découlant des missions et attributions du service demandeur et sur instruction du chef d'administration.

En outre, conformément à l'article 23 (g) de la loi précitée, l'État doit «garantir que puisse être vérifié et constaté a posteriori l'identité des personnes ayant eu accès au système d'information et quelles données ont été introduites dans le système, à quel moment et par quelle personne (contrôle de l'introduction)». Ainsi, tous les accès en consultation et en modification aux bases de données de l'État sont tracés et archivés.

Question 0073 (17.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'offre d'emploi d'une a.s.b.l. conventionnée par l'État:

An enger rezenter Annonce sicht eng A.s.b.l., déi am Dëngscht vu Kanner, Jugend a Famill ass, no engem Educateur fir hire Service „assistance familiale“.

Nieft aneren Uspréich gëtt dëst am Profil verlaangt: „Dir kënn Portugisesch, Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch schwätzen.“

Dës A.s.b.l. gëtt, Informatiounen op hirer Internetsäit no, vum Familljemintère, vum Gesondheitsministère a vum Office national de l'enfance ennerstëzt.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Ass et normal, datt eng A.s.b.l., déi vum Stat ennerstëzt gëtt an zum Deel konventionéiert ass, Posten ausschreift, fir déi Kenntniss vu Sprooch verlaangt ginn, déi net zu den administrativen Sprooch gehéieren?

2. Ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Konditioun vun der Kenntnis vun enger Sprooch, déi zu Lëtzebuerg net zum offizielle Schoulprogramm gehéiert, eng Diskriminatioun duerstellt fir Leit, déi duerch de Lëtzebuurger Schoulsystem gaange sinn, awer dës Sprooch net als Mammesprooch hunn? Gëtt net esou eng Sproochcommunautéit virun anere bevirdelegt?

3. Deelt den Här Minister d'Meenung, datt am Émgang mat Kanner Lëtzebuergesch als Émgangssprooch dee Moyene ass, fir d'Integratioun weiderzëbréngen?

4. Misst d'Annonce net zrëckgezu ginn an duerch eng Annonce ersat ginn, an där nëmmen déi administrativ Sproochen am Profil verlaangt ginn?

Réponse (25.2.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

D'A.s.b.l. schafft am Dëngscht vun de Kanner, Jugend a Famill. An der Annonce sicht si en Educateur fir hire Service „assistance familiale“ an huet am Profil verlaangt, nieft der berufflecher Qualifikatioun, datt déi Persoun Portugisesch, Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch schwätzt.

D'Positioun vum Éducatiounsmintère op d'Fro vum honorabelen Deputéierten ass déi heiten:

Eng A.s.b.l. ass eng eegestänneg Entitéit, an no de Regelen, déi de Lëtzebuurger Stat sech mat der Action-sociofamiliale-et-thérapeutique-ASFT-Gesetzgebung (Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique) ginn huet, ass et de Conseil d'administration vun der A.s.b.l., deen d'Responsabilitéit vum Rekrutement an och vun der Gestéiung eleng ouni direkt Awiirkung vum Stat dréit, soulaang wéi d'Konditiounen an d'Objektiver vun der Konventioun tëscht der A.s.b.l. an dem Stat respektéiert ginn.

Elo ass et esou, datt een am Beräich vun der „assistance familiale“ sech am Kader vum Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert d'Aide à l'enfance et à la famille an de respektive groussherzoglesche Reglementer vum August 2011 beweegt.

Dëst Gesetz definéiert a sengen Artikelen 1 bis 3, datt all Kand a jonken Erwuessenen d'Recht huet, sech un agréiert Servicer ze wënnen, wann hatt oder hien «en détresse» ass. Et gëtt och gesot, datt all Gestioniouner vun esou engem Service gehalen ass:

«...de faire respecter les principes de la dignité et de la valeur humaine, de la non-discrimination et de l'égalité des droits, notamment en ce qui concerne le sexe, la race, les ressources physiques, psychiques et mentales, l'origine nationale ou ethnique, la langue, (...)»

Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, l'intérêt doit être une considération primordiale. (...) On entend dans la présente loi: (...) (3) par personnes «en détresse», des enfants ou des jeunes adultes des deux sexes qui sont menacés dans leur développement physique, mental, psychique ou social, soit courent un danger physique ou moral, soit risquent l'exclusion sociale et professionnelle; (...)»

Dann ass an de groussherzoglesche Reglementer iwwert den Agrément bei den „obligations générales“ definéiert, datt den „respect et promotion des principes de la non-violence et de la non-discrimination notamment en ce qui concerne le sexe, les ressources physiques, psychiques et mentales, l'origine nationale ou ethnique, la classe sociale, les convictions philosophiques et religieuses (...)“ ze applizéieren sinn an dëst och no de Prinzipie vun der Kannerrechtskonventioun vun der UNO vum 20. November 1989, déi jo och an d'Lëtzebuurger Gesetzgebung ageschriwwen gouf.

Mat all dëse Bestëmmungen ass et legitim a souguer gebuede fir eng A.s.b.l., déi am Beräich vun dëser Hëllef schafft, datt den Encadrementspersonal d'Sprooch vun deene meeschte Kanner an hire Famillje schwätzt. Well, wéi soll ee soss hëlfechen, wann ee sech emol net iwwert de Problem oder d'Situatioun ennerhale kann?

Et geet jo an deem heite Kontext net drëm, déi Leit iwwert de Gebrauch mat eisen administrativen Sproochen ze familiariséieren a se ze integréieren. Hei geet et drëm, datt ee ka mat hinne schwätzen an hire Problem verstoen, fir hinnen ze hëlfechen.

Et steet och am ASFT-Gesetz vum 8. September 1998, datt all Institutioun, déi an dësem Be-

räich schafft, „dispose d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge (...) des besoins des usagers [et] garantir que les activités agréées soient accessibles aux usagers (...)“. Dës Obligatiounen sinn nëmmen ze garantéieren, wann een och d'Sprooch versteecht a schwätzt vun deene meeschten, déi op dës Servicer zrëckgräife wëllen oder mussen.

D'Realitéit vun der Zesummesetzung vun eiser Populatioun ass esou, datt vill Leit, déi Hëllef brauchen, Portugisesch schwätzen a Schwiegrekeeten hunn, sech an enger anerer Sprooch auszudrécken.

Question 0074 (17.1.2014) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la mission économique en Chine:

Vum 16. bis den 20. Dezember 2013 waren den Här Wirtschaftsminister an d'Madame Staatssekretärin fir Wirtschaft op enger Mission économique a China. An zwee Communiquéen huet de Ministère matgedeelt, wat fir eng Aktivitéiten d'Lëtzebuurger Delegatioun während där Visite hat. An enger vun deene Matdeedunge geet enner anerem iwwer eng Entrevue mam CEO vun der Firma Impro, déi sech fir Lëtzebuerg als Quartier général fir den europäesche Marché entscheet huet, Rieds.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt eng Besichtegung vun där Entreprise virgise war? Wa jo, wéini an em wat fir eng Auerzäit?

2. Stëmmt et, datt d'Lëtzebuurger Delegatioun dës Visite kuerzfristeg ofgesot huet? Wa jo, aus wat fir engem Grënn?

3. Stëmmt et, datt - als Ersatz fir déi ofgesot Besichtegung - de CEO vun der Firma Impro op de Muereskaffi am Hotel ageluede gouf?

4. Ass den Här Minister net der Meenung, datt dat kuerzfristeg Ofsoe vun enger Visite, déi laang preparéiert war, negativ Konsequenzen huet fir den Image an d'Attraktivitéit vun Standuert Lëtzebuerg?

5. Hunn den Här Minister an d'Madame Staatssekretärin déi Zäit, déi doduerjer fräi ginn ass, genotzt, fir aner wirtschaftlech Kontakter ze fleggen? Wa jo, wat fir eng? Wann neen, stëmmt dat, wat haut an enger Lëtzebuurger Wochenzeitung steet, dat heescht, datt den Här Minister an d'Madame Staatssekretärin déi Zäit am Wellness-Beräich vum Hotel verbruecht hunn?

Réponse (6.3.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Den honorabelen Deputéierte Gast Gibéryen huet eng parlamentaresch Fro gestallt iwwert den Oflaf vun enger rezenter Wirtschaftsmisioun vum 16. bis den 20. Dezember a China.

Am Kader vun dëser Missioun konnte sämtlech Entrevuen um politeschen a wirtschaftlechen Niveau wouergeholl ginn. Och wann et e puer Changementer am Oflaf vum Programm gouf, esou wéi dat regelméisseg op Wirtschaftsmisiounen de Fall ass, goufen all d'Entrevuen zur vollster Zefriddenheet vun alle Bedeelegte realiséiert.

Question 0075 (20.1.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le projet «Selbstbehauptung - Aktiv géint Gewalt»:

En 2010 la direction de la circonscription régionale de la Police de Luxembourg a lancé le projet «Selbstbehauptung - Aktiv géint Gewalt». L'augmentation du nombre de délits de violence contre les personnes privées ainsi qu'un sentiment d'insécurité ressenti par un certain nombre de concitoyens ont incité la Police grand-ducale, en collaboration avec le Ministère de l'Égalité des chances et plusieurs a.s.b.l. et associations œuvrant dans le domaine de l'aide aux victimes et de la prévention de la violence de proposer une série de séminaires visant d'une part à renforcer la confiance en soi des participants et de diminuer ainsi le sentiment d'insécurité, et d'autre part d'enseigner les attitudes appropriées à adopter en cas d'agression ou de risque d'agression.

De 2010 à 2012 192 personnes ont participé aux séminaires en luxembourgeois et près de 40 aux séminaires en langue française. Cependant, malgré la très grande demande de la part de citoyens provenant de toutes les régions du Luxembourg, et malgré le haut taux de satisfaction des participants, le Ministère de l'Égalité des chances a décidé de se retirer du projet de manière à ce que les séminaires ne pourrissent pas à l'avenir être organisés qu'à un niveau local



par le biais des communes impliquées (Luxembourg, Hesperange et Walferdange) et en collaboration avec la circonscription régionale de la Police de Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre connaît-elle les raisons ayant poussé son prédécesseur à annuler la coopération du Ministère de l'Égalité des chances?

- Madame la Ministre compte-t-elle reprendre la collaboration avec la Police grand-ducale afin que les séminaires puissent à nouveau être organisés à un niveau national?

Réponse (29.1.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances:

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives au projet «Selbstbehauptung - Aktiv géint Gewalt» qui, lors d'une première phase, a été financé par le Ministère de l'Égalité des chances. Il est vrai que ces cours ont connu un grand succès et ont par ailleurs constitué un apport considérable en matière de sensibilisation et de prévention de la violence. Ce succès est également le mérite des associations et des communes participantes et des responsables de la Police grand-ducale qui ont mis sur pied ces formations avec beaucoup d'engagement. Toutefois le Ministère a décidé en 2012 de ne plus contribuer au financement de ces cours pour les motifs suivants:

Le Ministère de l'Égalité des chances est de plus en plus sollicité comme Ministère prenant en charge la violence d'une manière générale, alors que sa compétence se limite uniquement à la prise en charge des victimes et des auteur(e)s de la violence domestique. Les autres formes de violence tombent sous la compétence d'autres Ministères et/ou instances judiciaires et policières et des associations partenaires telles que des a.s.b.l. conventionnées.

En effet, le Ministère était initialement prêt à participer de manière active au lancement du projet susmentionné dans l'espoir que d'autres acteurs, en l'occurrence les communes, le Ministère de l'Intérieur ou encore la Direction de la Police grand-ducale, reprennent le «lead» pour continuer le projet et assurer ainsi, de manière durable, son financement, alors que le sujet de la violence générale quotidiennement vécue dans les espaces publics relève de leurs compétences.

Le Ministère de l'Égalité des chances interprète son rôle de coordinateur des politiques d'égalité dans ce sens qu'il lance des projets ponctuels dans des domaines déterminés respectivement qu'il essaie de faire intégrer la dimension de l'égalité des femmes et des hommes dans des projets existants. Notamment en raison des ressources financières et humaines limitées du Ministère de l'Égalité des chances, il est clair que les projets en question devront être repris à moyen terme par les départements/administrations fonctionnellement compétents.

C'est dans ce sens que j'encouragerai les responsables du projet à prendre contact avec les membres du Gouvernement en charge de la sécurité intérieure afin de sonder la possibilité d'assurer de manière durable le financement des cours en question.

Question 0076 (20.1.2014) de Mmes Nancy Arendt et Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant l'éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes:

Au sein du programme gouvernemental, le renforcement et l'amélioration des initiatives favorisant une éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes occupent une place importante. Ainsi, le programme gouvernemental stipule «qu'une activité physique et sportive adaptée, dès le plus jeune âge, depuis les services d'éducation et d'accueil, à travers l'école fondamentale puis l'enseignement secondaire, reste la base vitale et nécessaire pour promouvoir et garantir à tout adolescent une éducation motrice et sportive indispensable pour la vie.» Un peu plus loin, on peut lire que «les horaires et programmes du sport scolaire et périscolaire sont à optimiser en fonction de la mission éducative de l'école et des services d'éducation et d'accueil dans ce domaine». Les moyens préconisés pour atteindre cet objectif résident, d'après le Gouvernement, dans «le renforcement et l'amélioration de la formation initiale et continue des professionnels œuvrant dans des structures d'encadrement scolaire, périscolaire et extrascolaire...».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres des Sports et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- De quelle manière le Gouvernement entend-il réaliser en pratique une telle optimisation des horaires et programmes du sport scolaire alors que l'emploi du temps actuel dans l'enseignement fondamental est déjà très serré?

Réponse commune (14.2.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:

En réponse à la question parlementaire n°76/2014 les Ministres concernés soulignent et répètent la position explicitée par le Ministre des Sports Romain Schneider, invité à la session du 14 janvier de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports de la Chambre des Députés, session à laquelle ont assisté Mesdames les Députées auteurs de la question parlementaire. Lors de cette session, Monsieur le Ministre a souligné notamment:

- Pour ce qui est de la formation des instituteurs dans le domaine de l'éducation physique et sportive, le Ministère des Sports noue un contact régulier avec l'Université du Luxembourg. En outre, il se concertera avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur l'optimisation des horaires et programmes du sport scolaire et périscolaire.

- Quant à l'organisation et la tenue des cours de natation dans l'enseignement fondamental, l'accent doit être mis sur deux aspects, à savoir la sécurité, d'une part, et la qualification du personnel chargé des cours de natation, d'autre part.

- Concernant les priorités du programme gouvernemental en matière de sports, la primauté sera accordée aux trois piliers sur lesquels repose le sport au Luxembourg, à savoir: le sport de compétition, le sport à l'école et le sport-loisir.

- La formation initiale et continue des professionnels œuvrant dans des structures d'encadrement scolaire et périscolaire en matière des activités physiques et sportives sera assurée par le Ministère des Sports en collaboration avec l'ENEPS et en étroite relation avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Tous les détails concernant les points relevés dans la question parlementaire feront, comme un certain nombre d'autres questions, l'objet d'une concertation approfondie entre les deux Ministres, ceci dans un délai rapproché.

Question 0077 (21.1.2014) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le secret médical:

De 16. Januar 2014 huet d'Madame Médiatëure un der Chamber hire Rapport fir d'Joer 2013 virgestallt. Si huet enner anerem betount, net domadder averstanen ze sinn, datt sech eng Rei vun hire Gespréichspartner op d'Berufsgheimnis bezéien. Der Madame Médiatëure no, déi enner anerem och mengt, Etablissements hospitaliers dærfen ze kontrolléieren, sollt zum Beispill de Secret médical déi betraffe Persoun schützen, an net den Dokter.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Statsminister an der Madame Gesondheestministesch dës Froe stellen:

1. Kënnen den Här Statsminister an d'Madame Gesondheestministesch d'Approche vun der Madame Médiatëure deelen?

2. Wéi ass d'Position vun der Regierung zur Opposabilitéit vum Secret médical am Bezug op d'Attributioune vum Médiatëur?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Approche vun der Madame Médiatëure zu juristesche abstruse Situatioune féiert (wéi datt zum Beispill en Dokter sech dærf virun engem Gericht op de Secret professionnel beruffen, fir eng Ausso ze verweigeren, mä net vis-à-vis vum Médiatëur) an datt et och dowéinst méi sënnavoll wier, wa si géif de Secret médical respektéieren?

4. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Approche vun der Madame Médiatëure dozou féiert, datt de Schutz vum Privat- a Familjeliewen net méi garantéiert ass, well si Accès op Informatiounen huet, déi sech net nëmmen op de Patient selwer bezéien, mä och op deem seng Famill?

5. Vu datt et Spidol oder eng Klinik net mat engem „Etablissement de surveillance« gläichzesetzen ass, ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Madame Médiatëure d'Limité vun hiren Attributioune verkennt?

Réponse commune (6.3.2014) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Op déi verschidde Froe vum honorabelen Députéierte betreffend dem Berufsgheimnis, op

datt d'Gespréichspartner vum Médiatëur sech kënnen beruffen, a méi konkret dem Secret médical, kënnen mir confirméieren, datt et richteg ass, datt verschidden Etablissements hospitaliers sech op dëst Berufsgheimnis bezéien, wa se en Dossier médical oder aner medezinesch Donnéeën vun engem Patient gefrot ginn.

D'Fro, déi den Här Députéierten opgeworf huet, ka sech effektiv stellen am Kader vun enger Reklamatioun vun enger Persoun, déi sech an enger Relatioun mat engem Spidol befënt, falls dëst Spidol ënnert d'Uwendung vum Artikel 1 zweeten Alinéa vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Médiatëur fält. Wann e Patient an engem Spidol vun engem Dokter en charge geholl gëtt, entsteet eng medezinesch a juristesche Relatioun tëschent deem entsprecheden Dokter a sengem Patient. Den Dokter gëtt Dépositaire vum Secret médical, deen de Patient schützen soll.

De Patient, dee sech a senger Rechter net respektéiert spiert, kann enger Reklamatioun beim Médiatëur maachen, ënnert der Reserv, datt dat Spidol och effektiv an de Kompetenzberäich vum Médiatëur fält. An deem Fall muss ee sech op d'Artikele 6 a 7 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Médiatëur beruffen. Den Artikel 6 accordéiert dem Médiatëur ee generell Recht, Informatiounen zu dem Dossier, dee säin Reklamant betrëfft, ze kréien. Do dernieft zielt den Artikel verschidde Secreten op, déi dem Médiatëur kënnen opposéiert ginn. Et sinn dat méi konkret déi Dossieren, déi d'Statssecherheet, déi baussent Relatioune vum Land an d'national Verdedegunspolitik betreffen. Am Kontext vun der Analys vun dem Gesetzesprojet iwwert de Médiatëur hat de Statsrot proposéiert, datt de Secret médical dem Médiatëur och kéint opposéiert ginn. Dës Proposition ass deemools vun der zoustänneger Chamberskommissioun net uegoll ginn, dat mam Argument well den Artikel 7 de Médiatëur obligéiert, déi Informatiounen vertraulech ze behandelen.

Och dierf een an deem Kontext net vergiessen, datt de Patient, dee beim Médiatëur géint en Akt vun engem Spidol reklaméiert, dat ënnert de Kompetenzberäich vum Médiatëur fält, domadder averstane misst sinn, datt de Médiatëur seng Donnéeën iwwermëttelt kritt. De Médiatëur muss dës Donnéeën op Basis vum Gesetz (Artikel 7) natierlech vertraulech behandelen.

Et schéngt eis awer och wichteg ze sinn, an dem Kontext vun de Rechter vum Patient a senger Relatioun mam Spidol a mat dem Dokter, op de Gesetzesprojet iwwert d'Patientenrechter (document parlementaire n°6469) hinzeweisen, deen am Moment an der Chamber déposéiert ass an och do diskutéiert gëtt. De Gesetzesprojet gesäit d'Schafung vun enger Informatiouns- a Mediatiounsstruktur am Gesondheetswiese vir, déi all Reklamatioune vun engem Patient géint e Prestataire de soins entgéinhuele soll. De Gesetzesprojet gesäit och vir, dass de Secret médical där Informatiouns- a Mediatiounsstruktur net opposabel ass.

Generell wier et och nützlich, d'Fro vun dem Kompetenzberäich vun dem Médiatëur vis-à-vis vun de Spideeler, an an deem Kontext och den Aspekt vun der Opposabilitéit vun dem Secret médical, am Kader vun enger Revisioun vun dem Gesetz iwwert de Médiatëur, déi schonn e puermol a verschidde Chamberskommissiounen undiskutéiert gëtt, méi kloer ze gestalten.

Question 0078 (21.1.2014) de M. Roy Reding (ADR) concernant la sécurité des motocyclistes:

An e puer Woche geet nees d'Motorradssaison un. D'Motocyclisté gehéieren dem offizielle Sproochgebrauch no zu den „usagers vulnérables“. Traditionell ginn dowéinst am Fréijoer Campagnë gestart, fir op déi speziell Geforen opmierksam ze maachen, souwuel preventiv wéi och repressiv.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Gëtt och am Joer 2014 d'Campagne „Fit for your Bike“ mat spezielle Coursen am Formatiounscenter vum Colmar-Bierg organiséiert? Wa jo, zu wéi enger Datumer an zu wéi enge Konditiounen? Wann neen, aus wéi enge Grënn?

2. Gesäit de Ministère vir, weider d'Infrastruktur fir Motorradfahrer ze verbessern, ganz besonnesch wat d'Installatioun vun duebele Leitplanke betrëfft? Gëtt et do konkret Pläng, z. B. wéi vill Kilometer nei duebel Leitplanke am Joer 2014 installéiert ginn?

3. E Bierger huet en neit Schëld géint Motorradaccidenter proposéiert, fir viru besonnesch

geféierleche Kéieren ze warnen. Kennt den Här Minister dës Proposition an ass e gewéilt, dës eventuell am Kader vun engem Pilotprojet ëmzesetzen?

4. Huet de Minister vir, den Dialog iwwert d'Sécherheet mat de Motorradverbänn nees opzehuelen, am Kader vun der Spezialkommissioun fir d'Sécherheet vun de Motorradfahrer?

Réponse (4.3.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les mesures que le Ministre du Développement durable et des Infrastructures envisage pour améliorer la sécurité des motocyclistes.

À l'instar des années précédentes, le Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg organisera au printemps 2014 une mise en forme «Fit for your Bike» pour les motocyclistes. Au vu du succès des années précédentes, il est prévu d'organiser cette fois-ci six cours, par rapport à quatre cours les années précédentes. Cet événement, qui est placé sous le patronage de mon département, se déroulera les 13 et 26 avril 2014 ainsi que le 10 mai 2014. Comme par le passé, les frais d'inscription s'élèveront à 25 € pour la demi-journée.

En ce qui concerne la signalisation à l'approche des virages dangereux pour les motos, il est prévu de remplacer les panneaux «Fit for your Bike» par de nouveaux panneaux comportant un message court et clair, et ce dans un souci de bien indiquer l'entrée dans une zone dangereuse pour motocyclistes.

Cette nouvelle signalisation est proposée par le groupe de travail «motocyclistes» de la Commission de Circulation de l'État, créé en 2008 et qui se compose des principaux acteurs concernés par la sécurité des motocyclistes, en l'occurrence le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, la Police grand-ducale, l'Administration des Ponts & Chaussées, la Sécurité routière, l'Automobile Club du Luxembourg, le Centre de Formation pour Conducteurs, la Fédération des Maîtres Instructeurs de Conducteurs de Véhicules automobiles, la «Lëtzebuerger Moto-Initiativ», les «Motofrënn Diddeleng» et la «Motor-Union Luxembourg».

Dans ce contexte, il convient de relever que lors de sa dernière réunion le 9 décembre 2013, ledit groupe de travail a continué son analyse de différentes mesures susceptibles de diminuer les accidents des motocyclistes voire d'augmenter la sécurité de ces derniers, telles que l'obligation de mettre des vêtements de protection, l'opportunité de fermer certaines routes aux motocyclistes pendant le week-end et l'opportunité d'offrir aux motards la possibilité de circuler régulièrement sur des circuits fermés, y compris un circuit «hors piste». Lors de la prochaine réunion, qui est fixée au 4 mars 2014, il est prévu notamment de faire le bilan des infrastructures routières mises en place ces dernières années par mes services et de détecter, le cas échéant, encore des «points noirs» à améliorer d'un point de vue construction et/ou signalisation.

Question 0079 (21.1.2014) de M. Roy Reding (ADR) concernant le simulateur de chute libre:

D'après mes informations, un groupe US-américain, SkyVenture, veut construire aux alentours de Luxembourg-ville un simulateur de chute libre.

Il m'a été confirmé que ce groupe dispose du financement nécessaire, soit quelque six millions d'euros, pour réaliser cette attraction, qui va créer quelque 25 emplois.

1. Quelle est, en tant que Ministre de l'Économie ayant la politique générale du tourisme dans vos attributions, votre appréciation de ce projet? N'est-il pas grandement souhaitable que le Grand-Duché dispose d'attractions «indoor» dans sa stratégie de politique touristique?

2. Monsieur le Ministre est-il disposé à soutenir ce projet?

3. Dans la mesure où aucun financement étatique n'est nécessaire, il semble que la seule chose dont aurait besoin cet investisseur pour réaliser ce projet serait un terrain pour y construire un bâtiment de quelque 400 m² (hors parkings). L'État dispose-t-il de terrains aux



abords de l'autoroute A6 au lieu-dit «bei der drécher Wiss» qui pourraient se prêter à ce genre d'implantations?

4. Monsieur le Ministre a suggéré à très juste titre devant la Commission de l'Économie que des investisseurs devraient être accompagnés de façon proactive. Monsieur le Ministre est-il prêt à pratiquer cette démarche dans le dossier concerné et à assister l'investisseur concerné dans la recherche d'un terrain adapté en sollicitant par exemple le cas échéant la coopération de la Ville de Luxembourg qui, elle aussi, est propriétaire de plusieurs terrains adaptés dans le secteur visé?

Réponse (26.2.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur la volonté de Monsieur le Ministre de l'Économie de soutenir un projet visant à implanter un simulateur de chute libre au Luxembourg.

Le Ministère de l'Économie a été contacté en février 2013 par un représentant de la société américaine SkyVenture, pour la réalisation de ce type d'infrastructures exploitées commercialement à des fins récréatives.

Le projet, dénommé «iFly Indoor Skydiving», est une attraction qui pourrait compléter l'offre touristique et de loisirs du Grand-Duché de Luxembourg. De ce fait, cette infrastructure dispose d'un certain potentiel pour attirer des visiteurs au Luxembourg.

Selon les statistiques affichées par le porteur de projet, le simulateur de chute libre attire une clientèle de tout âge, mais surtout de la tranche d'âge de 9 à 14 ans. Cette attraction «indoor» pourrait constituer une offre très attractive pour les familles avec enfants, surtout lors de journées pluvieuses. Le fait qu'aucune attraction similaire n'existe dans la Grande Région permettrait également d'attirer une clientèle spécifique au Luxembourg (amateurs de sensations fortes, parachutistes, organisations de compétitions, etc.).

Le Ministre de l'Économie est donc d'avis que cette attraction récréative pourrait certainement contribuer d'une manière complémentaire à l'attractivité touristique de notre pays.

Le porteur du projet a indiqué au Ministère de l'Économie avoir sélectionné le Ban de Gasperich à Luxembourg-ville comme lieu d'implantation idéal pour son projet car la localité est accessible par trois autoroutes et bien desservie par les transports en commun.

Force est de constater qu'à ce jour le porteur de projet est toujours au stade de la recherche d'un terrain adéquat. Le Ministère de l'Économie ne dispose pas de terrains disponibles pour ce type de projet.

Le Ministre de l'Économie reste cependant disposé à continuer d'accompagner le projet, notamment dans la mise en contact avec les promoteurs immobiliers privés.

Question 0080 (22.1.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **travail à temps partiel**:

La nouvelle Ministre de la Défense allemande, Ursula von der Leyen, a déclaré vouloir améliorer les conditions pour les personnes travaillant à l'armée allemande pour concilier la vie familiale et la vie professionnelle en instituant notamment un droit au congé partiel et en introduisant des comptes épargne-temps.

Selon l'article 31.1. du statut général des fonctionnaires de l'État (Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) «le fonctionnaire peut assumer un service à temps partiel (...) si l'intérêt du service le permet». Par ailleurs, il est précisé que «la décision d'accorder un service à temps partiel appartient au ministre du ressort, sur avis du chef d'administration (...)». Par ailleurs, le point 2, b) du même article exclut d'office du bénéfice d'un service à temps partiel les fonctionnaires de bon nombre de carrières supérieures.

Selon mes informations, pour ce qui est plus particulièrement de l'armée luxembourgeoise, les femmes et hommes des carrières moyenne et supérieure ne sont guère autorisés à travailler à temps partiel, même s'ils sont parents d'enfants en bas âge.

Dans ce contexte et en me référant à ma question parlementaire 2517 du 21 janvier 2013 (cf. compte rendu n°7/2012-2013), j'aimerais poser

la question suivante à Monsieur le Ministre de la Défense, Monsieur le Ministre de la Fonction publique ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- L'accord gouvernemental prévoit que, «dans le souci d'égalité entre femmes et hommes et afin de permettre aux parents de mieux concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle, des négociations seront entamées en vue d'analyser la possibilité d'un droit temporaire au travail à temps partiel». Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que la fonction publique devrait donner le bon exemple et autoriser autant que possible son personnel à travailler à temps partiel?

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que même le personnel des carrières moyenne et supérieure, y compris celui au sein de l'armée, devrait avoir le droit de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle?

- Eu égard à l'argument de vacances de postes dans les carrières d'officier et de sous-officier, argument avancé par le ministre alors en fonction en réponse à ma question parlementaire 2517 du 21 janvier 2013 pour justifier le refus de travail à temps partiel au sein de l'armée, Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que de meilleures conditions pour concilier vie professionnelle et vie familiale pourraient faciliter le recrutement de candidats et candidates pour ces carrières?

- Comment Madame la Ministre et Messieurs les Ministres entendent-ils favoriser et promouvoir l'exercice effectif du droit à une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale au sein de la fonction publique en général et dans l'armée luxembourgeoise en particulier?

Réponse commune (3.3.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*:

En se référant à sa question parlementaire n°2517 du 21 janvier 2013, Madame la Députée Claudia Dall'Agnol pose plusieurs questions relatives au service à temps partiel. Ainsi, en citant l'accord gouvernemental, elle voudrait savoir si la fonction publique ne devrait pas donner le bon exemple et autoriser autant que possible son personnel à travailler à temps partiel. Elle demande par ailleurs si les agents des carrières moyenne et supérieure, y compris ceux au sein de l'armée, ne devraient pas également avoir le droit de mieux concilier leur vie familiale et professionnelle. Au vu de l'argument d'un nombre élevé de vacances de postes dans les carrières d'officier et de sous-officier avancé par le Ministre alors en fonction en réponse à sa question parlementaire n°2517, l'honorable Députée aimerait savoir si de meilleures conditions pour concilier vie professionnelle et vie familiale ne permettraient pas de faciliter le recrutement de candidats et de candidates pour ces carrières. Finalement, elle voudrait savoir comment les Ministres concernés entendent promouvoir et favoriser une meilleure conciliation de la vie professionnelle et familiale dans la fonction publique en général et dans l'armée en particulier.

De manière générale, le Gouvernement entend optimiser la conciliation entre travail et vie familiale à tous les niveaux, pour les hommes et pour les femmes. Une réduction de la durée de travail est un instrument parmi d'autres pour atteindre cet objectif et mérite donc en principe d'être promu, mais non sans rendre attentives les personnes concernées aux conséquences de cette forme d'organisation du travail, notamment en termes d'évolution de carrière et de niveau de pension.

En ce qui concerne la question d'une introduction éventuelle d'un droit individuel à un travail à temps partiel respectivement une extension des droits existants, il est évident qu'il y a toujours lieu de chercher un équilibre entre les désirs des agents et les besoins du service pour garantir le bon fonctionnement de ce dernier. C'est dans ce sens que nous tenons à renvoyer à la réponse donnée à la question parlementaire n°2517 précitée dans laquelle il a été précisé que le critère de l'intérêt du service pour apprécier la possibilité ou non d'accorder un service à temps partiel est nécessaire pour tenir compte de la situation concrète de chaque service et afin de garantir le bon fonctionnement du service public.

De plus, alors que le statut général des fonctionnaires de l'État exclut actuellement certains agents du bénéfice d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un service à temps partiel, à savoir ceux occupant des fonctions de directeur, de directeur adjoint, de chef de division ou de chef de service, le Gouvernement actuel entend poursuivre les mesures prévues par le Gouvernement précédent, qui consistent à limiter dans le cadre des réformes en matière sa-

lariale et statutaire l'exclusion du bénéfice d'un congé pour travail à mi-temps et d'un service à temps partiel aux fonctionnaires dirigeants visés par la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État. Cela signifie donc qu'à l'avenir les agents occupant la fonction de chef de division ou de chef de service pourront également demander à bénéficier d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un service à temps partiel.

Concernant l'armée luxembourgeoise, c'est à juste titre que Madame la Députée souligne que les dispositions du statut général des fonctionnaires en matière de service à temps partiel sont intégralement applicables aux militaires de carrière. En l'occurrence, il s'agit de concilier dans la mesure du possible, les aspirations légitimes des militaires de carrière de pouvoir bénéficier d'un service à temps partiel avec les exigences du service de l'armée luxembourgeoise. Dans le passé, en effet, les demandes de service à temps partiel ont été refusées en tirant argument du manque des effectifs de l'armée.

En étroite collaboration avec les autorités militaires et les autres services concernés par la matière, le Ministre de la Défense entend faire élaborer des lignes directrices objectives permettant d'identifier au préalable les emplois pouvant être occupés par des militaires bénéficiant d'un service à temps partiel.

Il importe de souligner dès à présent que l'éventuelle attribution d'un service à temps partiel ne devra en aucun cas affecter la capacité du bénéficiaire de devoir participer notamment aux opérations de maintien de la paix effectuées par notre armée. Pendant sa participation effective à une telle mission à l'étranger, le militaire concerné devrait, consécutivement à des adaptations législatives, s'engager à effectuer son service à temps plein et à reprendre son service à temps partiel au moment de son retour de mission.

Question 0081 (22.1.2014) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant les **emplacements réservés aux voitures à moteur électrique**:

Conscients des bienfaits pour notre environnement, de plus en plus de citoyens se décident, à l'achat d'un nouveau véhicule, d'opter pour une voiture à moteur électrique. De nombreuses communes viennent à la rencontre de ces automobilistes en leur réservant des emplacements spéciaux dans l'espace public, équipés de bornes de rechargement.

Or, il s'avère qu'en pratique les agents municipaux, faute de dispositions y relatives dans le Code de la Route, sont dans l'impossibilité de verbaliser les conducteurs de voitures équipées de moteurs à combustion qui, malgré les panneaux de signalisation, stationnent aux emplacements réservés aux voitures électriques.

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de réglementer ces emplacements afin de permettre aux agents municipaux de verbaliser les contrevenants et ce faisant garantir que les emplacements restent vacants pour les véhicules auxquels ils sont dédiés?

Réponse (4.3.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la réglementation des emplacements réservés aux véhicules électriques.

Lors de sa dernière réunion le 13 janvier 2014, le groupe de travail «modification du Code de la Route» de la Commission de Circulation de l'État, dans lequel notamment le Syvicol est représenté, a approuvé une proposition de texte élaborée par mes services concernant les modifications à apporter au Code de la Route en vue de l'introduction de l'électromobilité.

L'adaptation envisagée sera intégrée dans un avant-projet de règlement grand-ducal qui modifiera à plusieurs égards l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route) et qui sera soumis à l'approbation du Conseil de Gouvernement avant l'été prochain.

Question 0084 (23.1.2014) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant l'**abus du système social**:

Eist Land huet e besonnesch ausgeprägte Sozialsystem. E System, dee jiddwerengem hei

am Land e mënschewierdegt Liewen assuréiere soll. Leider kënn et bei all System ëmmer nees zu Abusen an och Fraudë beim Ausbezuere vun dese Leeschtungen.

Et ass gewosst, datt et an eise Gemengen uechtert d'Land eng Rei vu Problemer gëtt, wat de Registre de la population ueget, wat dann zur Konsequenz huet, datt eng Rei vu Paiementer an alle Beräicher vun der Sozialhëllef vum Lëtzebuerger Stat abusivement ausbezuelt ginn.

Den Här Statsminister huet annoncéiert, datt eng Regierungsequipe e Screening vun eise Sozialsystem an all sengen Dépense wäert maachen. Vun der Familjeministesch gouf schon annoncéiert, datt wahrscheinlech verschidde Kierzunge bei der Mamerent, dem RMG an dem Kannergeld wäerte kommen.

Dofir wëllt ech gären des Froen un den Här Statsminister stellen:

- Wier et net eng prioritär Aufgab vum Stat, d'Abusen an d'Fraudë beim Ausbezuere vu Sozialleeschungen anzedämmen, iert Kierzungen am Allgemenge géifen duerchgefouert ginn?

- Envisagéiert déi nei Regierung eventuell e Groupe de travail, dee genau des Problematik zu senger Aufgab mécht, fir strikt Kontrollen dobaussen um Terrain ze maachen, fir dese Mëssstand anzedämmen an dee fir méi Gerechtegkeet suergt?

Réponse (12.2.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Den honorablen Députéierte schreift, et wier „gewosst, datt et an eise Gemengen uechtert d'Land eng Rei vu Problemer ginn, wat de Registre de la population ueget, wat dann zur Konsequenz huet, datt eng Rei vu Paiementer an alle Beräicher vun der Sozialhëllef vum Lëtzebuerger Stat abusivement ausbezuelt ginn“.

Fir op déi gestallte Fro détailléiert äntwerten ze kënnen, wier et interessant ze wëssen, vu wéi enge konkreten Abusen hie Kenntnis huet. Domadder wäeren dann och déi Feeler ze identifizéieren, déi bis elo eventuell zu Fraudë beim Ausbezuere vu Sozialleeschungen gefouert hunn.

Sollt d'Gesetz vum 19. Juli 2013 iwwert de Registre national des personnes physiques, dat de Gemengen d'Verantwortung fir d'Un- an Ofmelle vun den Awunner iwwerdréit an och d'Konditioun festleet, déi d'Populationsbüro vum de Gemenge musse respektéieren, wa se eng Persoun umellen, sech op verschidene Punkten als net ugepasst erweisen, wäert d'Regierung selbstverständlech der Chamber prioritär déi noutwendeg Verbesserung virschloen.

Fir de Fall, wou sech erausstelle sollt, datt e Groupe de travail kéint hëllefen, Verbesserung virzeschloen, ass d'Regierung selbstverständlech bereet, esou e Grupp anzusetzen.

Question 0085 (27.1.2014) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**instauration de zones à faibles émissions et l'introduction d'un péage urbain en vue de la réduction de la pollution atmosphérique**:

D'après la déclaration gouvernementale, le Gouvernement optimisera les réseaux de mesurage de la qualité de l'air, notamment de la part des oxydes d'azote. Afin d'améliorer la qualité de l'air, le Gouvernement établira et assurera la mise en œuvre d'un plan d'action «air» visant la réduction des émissions de l'industrie et de l'artisanat ainsi que celle de la pollution due à la circulation.

Dans le contexte de l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, environ 300 zones à faibles émissions («Low Emission Zones») à travers une dizaine de pays européens ont été instaurées. À l'intérieur de ces zones, l'accès restreint des véhicules les plus polluants.

L'objectif commun est de réduire la pollution atmosphérique conformément aux valeurs limites de la réglementation européenne sur la qualité de l'air. Soulignons que la qualité de l'air s'est nettement améliorée dans l'Union européenne durant les dernières années grâce aux activités engagées. Néanmoins, la pollution atmosphérique demeure la principale cause liée à de nombreuses maladies et décès prématurés au sein de l'Union.

Afin de soutenir les États membres à parfaire l'élaboration et la mise en œuvre de leurs programmes de lutte contre la pollution atmosphérique et des mesures qu'ils contiennent, des aides financières pourront leur être accordées par le biais de fonds structurels et d'investissements européens pour la période 2014-2020 («Fonds ESI») et de l'instrument européen «LIFE» pour la même période.

La proposition de la Commission européenne concernant les Fonds ESI comporte un volet re-

latif à la qualité de l'air, axé notamment sur les zones urbaines. Les États membres, les régions et les villes touchés par de graves problèmes de qualité de l'air sont incités à faire usage de ces fonds, le cas échéant, pour mettre en œuvre des mesures de réduction de la pollution atmosphérique, notamment via la promotion de technologies innovantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Santé:

- Certaines villes ayant instauré des zones à faibles émissions ont obtenu des résultats encourageants au niveau de l'amélioration de la qualité de vie. Dans le cadre de son futur plan d'action «air», le Gouvernement serait-il prêt à proposer une telle mesure dans les agglomérations urbaines luxembourgeoises?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'employer les fonds proposés par le nouveau programme européen «ESI»?

Réponse commune (6.3.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Les «LEZ ou Low Emission Zones» (zones à faibles émissions) sont des programmes de l'Union européenne destinés à réduire la pollution atmosphérique au sein des villes par divers moyens.

Dans le cadre de l'élaboration du premier plan de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg en 2010, l'instauration d'une zone à faibles émissions avait effectivement été considérée comme une mesure potentielle d'amélioration de la qualité de l'air. L'analyse de l'impact d'une interdiction de l'accès aux voitures les plus polluantes avait relevé que pour le cas concret de la ville de Luxembourg, seulement une faible réduction de la pollution était à prévoir. En prenant encore en considération des charges administratives élevées, l'instauration d'une zone à faibles émissions n'avait finalement pas été retenue.

Toutefois, en fonction de l'évolution de l'impact des différentes sources d'émissions responsables et des normes européennes d'émissions (normes EURO), l'une ou l'autre forme d'une zone à faibles émissions serait à envisager lors de toute nouvelle élaboration ou de l'actualisation de plans de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg ou pour d'autres régions du pays.

Il en est de même pour les aides financières qui pourront être accordées au titre des fonds structurels et d'investissements européens et du nouvel instrument LIFE pour la période 2014-2020. Dans une première phase, le Gouvernement se donnera les moyens pour analyser les possibilités pour pouvoir bénéficier des aides financières européennes dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de nouveaux programmes de lutte contre la pollution atmosphérique.

Question 0087 (28.1.2014) de **MM. Gilles Baum** et **Lex Delles** (DP) concernant la **réorganisation de la Police grand-ducale**:

Concernant une éventuelle réorganisation de la Police grand-ducale, le programme gouvernemental dispose que: «Afin de renforcer la présence dans les régions et garantir un meilleur service au citoyen, le Gouvernement entend revoir la structure des commissariats de police dans les régions rurales.»

Dans ce contexte, nous nous permettons d'attirer l'attention de Monsieur le Ministre sur la situation à l'est du pays, où les autorités policières constatent depuis 2011 une augmentation considérable des infractions et que, par conséquent, le sentiment de sécurité tant subjectif qu'objectif des citoyens de la région concernée a fortement diminué ces dernières années.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les mesures de restructuration prévues pour la région de l'est, notamment pour les commissariats de proximité existants?

- Est-il plus particulièrement prévu d'augmenter le nombre de patrouilles et d'accroître la rapidité d'intervention dans la région concernée?

Réponse (11.3.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Le Grand-Duché de Luxembourg connaît une légère augmentation de la criminalité qui va de pair avec l'évolution démographique du pays.

Depuis 2011, la criminalité dans la région de police de Grevenmacher a augmenté d'environ 6,5%, les chiffres analysés considérant tant les faits criminels que les tentatives. Pendant cette même période, la population sur le territoire a connu une évolution de 11,25% et les effectifs ont évolué de 11,25% par rapport à l'augmentation des effectifs des circonscriptions régionales de la Police grand-ducale.

À ce stade, je suis en phase de réflexion concernant les travaux de réorganisation de la police. Je tirerai les conclusions qui s'imposent après avoir considéré les avis de tous les acteurs concernés.

Concernant les projets de restructuration concrets, je me permets de souligner l'initiative des communes de Niederanven et de Flaxweiler, suggérant la création d'une communauté de commissariats de proximité de Niederanven et Roodt-Syre. Cette disposition permet à la police de garantir non seulement des heures d'ouverture permettant un meilleur accueil à la population, mais également la couverture du territoire entre 07.00 et 19.00 heures par une patrouille de police.

Question 0088 (28.1.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **paiement de la 2^e tranche de l'aide financière aux étudiants**:

Il me revient que la 2^e tranche d'une aide financière accordée à un étudiant (i.e. pour le semestre d'été) ne lui est versée qu'après présentation des résultats d'examen du premier semestre. Or, il s'avère que dans certains cas, ces résultats ne sont communiqués qu'en février, ce qui signifie qu'un certain nombre d'étudiants risquent de se retrouver dans une situation financièrement précaire.

Ainsi il semblerait qu'au niveau du CEDIES, les étudiants concernés, même après avoir exposé leur situation difficile, se voient refuser toute avance sur la 2^e tranche de l'aide financière. Les seuls «conseils» de la part du CEDIES seraient «de rechercher un travail en attendant» ou de «contracter un prêt personnel auprès d'un institut bancaire».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance de ces cas?

- Est-ce qu'une avance est refusée dans tous les cas ou existe-t-il des exceptions à cette règle?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conditions d'octroi d'une telle avance?

- Dans la négative, ne serait-il pas possible d'envisager d'octroyer sous certaines conditions «d'avance» sur la 2^e tranche de l'aide financière aux étudiants concernés?

Réponse (11.2.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

L'article 6.1 de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière pour les études supérieures précise que: «Les bourses et prêts sont alloués pour la durée d'une année académique; ils sont liquidés en deux tranches semestrielles par année académique.» Le même article précise dans son point 2 que: «La liquidation de l'aide est subordonnée à la production de certificats ou d'autres pièces officielles attestant que les conditions de l'octroi de l'aide sont remplies, notamment de certificats d'inscription et le cas échéant, de certificats de réussite des études antérieures.»

Les dates limites de dépôt des demandes sont définies à l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 5 octobre 2000 pris en exécution de la loi précitée.

Ni la loi, ni le règlement grand-ducal ne prévoient le paiement d'une avance de quelque nature que ce soit. Il y a lieu de préciser que le calcul du montant de la bourse respectivement du prêt à accorder à l'étudiant par semestre est un processus automatisé par une banque de données électronique. Chaque calcul semestriel est basé sur le contrôle de certains documents qui définissent l'éligibilité de l'étudiant au bénéfice de l'aide financière.

Les agents en charge du traitement des demandes, en dehors de l'impossibilité technique définie par le fonctionnement de la banque de données, ne peuvent pas accorder ou refuser une aide financière sans avoir consulté les documents à l'appui fournis par l'étudiant.

Finalement il y a lieu de souligner que l'administration est confrontée à 25.000 demandes par semestre. D'un point de vue logistique un traitement individualisé des demandes n'est pas réalisable.

Question 0089 (29.1.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **projet de rénovation du stade Josy Barthel**:

Dans son téléjournal d'hier soir, RTL a diffusé un reportage concernant le projet de modernisation du Stade Josy Barthel. Il semblerait, d'après ce reportage, que les responsables communaux soient en train de remettre en cause le site du stade au motif que les travaux de construction présenteraient une série d'inconvénients. Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg aurait, quant à elle, déjà réfléchi à une alternative pour l'emplacement du nouveau stade. Or, ce dernier se situerait en dehors du territoire de la capitale, alors même que la Ville de Luxembourg s'est déjà engagée à financer les travaux de modernisation du Stade Josy Barthel à hauteur de 30%. Par ailleurs, la Chambre des Députés vient d'adopter le plan quinquennal d'équipement sportif définissant entre autres le budget du nouveau stade.

Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg a déclaré dans l'interview: «Et muss een eben elo kucken, wierklech sech zesummesetzen, awer dat nëmme mat dem Minister, mam Sportsminister, ob dat do wierklech déi allerleschten a beschte Léisung ass oder ob een zesummen, ganz schnell awer dann, eng aner Léisung sech kéint ginn. Mä wéi gesot, sou wäit si mir awer elo nach net, mä mir wäerten ons an deenen nächste Woche gesinn, fir dat do definitiv ze klären.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Le Ministre est-il au courant de ce «revirement» dans le dossier du stade national de football? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons précises de la remise en cause des travaux de rénovation du Stade Josy Barthel? Quel serait le cas échéant le site alternatif?

2. Pourquoi avoir fait adopter le plan quinquennal qui se réfère au Stade Josy Barthel si un autre site est en discussion?

3. Au cas où un nouveau site devrait être retenu, cela emporterait-il un changement dans la répartition financière du projet et des retards dans l'inauguration du nouveau stade?

4. En tout état de cause, quelle est la position du Gouvernement?

Réponse (25.2.2014) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

La question parlementaire donne lieu aux éléments de réponse suivants:

1. Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg m'a informé courant janvier 2014 que la Ville de Luxembourg était en train d'examiner si un autre site sur le territoire de la commune ne se prêterait pas mieux à la construction d'un stade national de football que le site actuel du Stade Josy Barthel. Le site finalement retenu a été présenté, en accord avec les ministres concernés et la FLF, le 14 février dernier lors d'une conférence de presse.

2. Le 10^e plan quinquennal d'infrastructures sportives que la Chambre des Députés vient de voter détermine seulement l'enveloppe financière que le Ministre des Sports a à sa disposition pour subventionner les équipements sportifs nationaux, régionaux et locaux. Monsieur le Député n'est pas sans savoir qu'il appartient à un ou plusieurs règlements grand-ducaux d'énumérer concrètement les infrastructures à subventionner. Ces règlements grand-ducaux ne sont pas encore pris. Reste à préciser que ce n'est pas la rénovation du Stade Josy Barthel qui figurera dans un règlement, mais la construction d'un stade national de football, peu importe le site d'implantation.

3. Que ce soit le Stade Josy Barthel ou un autre site, la répartition financière sera toujours la même. J'ai par ailleurs souligné qu'il m'importe que la construction du stade ne soit pas retardée par la recherche d'un autre site et que le coût reste dans la fourchette prévue quel que soit le site choisi.

4. Conformément au programme gouvernemental, le Gouvernement est fermement décidé à la construction d'un stade national de football où on pourra également jouer au rugby.

Question 0090 (29.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**approvisionnement du secteur de la défense par des PME**:

Den europäesche Sornmet huet a senge Konkusiounen vum 19. an 20. Dezember festge-

halen: «Les PME sont un maillon important de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur de la défense, et elles constituent une source d'innovation et un catalyseur essentiel de la compétitivité.» Den Europäesche Conseil insistiert op d'Wichtigkeet fir kleng a mëttel Betriber, un dësem Marché kënnen deelzehuelen, dëst iwwert d'Grenzen eraus.

Fir un dëse Marché kënnen ze participéieren, ginn oft Sécherheitszertifikater (habilitation des personnes morales et physiques) gefrot. Zum Beispill gëtt et am franséische Verdeedungsministère eng „Mission PME“, déi d'Betriber beréit an hinnen hëlleft, d'Konditiounen ze erfëllen, fir dës Zertifikater ze kréien.

Dowéinst wéilt ech dem Minister fir Economie a fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Konklusiounen vum Sommet an ass se grondsätzlech bereet, Lëtzebuerger Entreprises ze ënnerstëtzen, déi fir den „Secteur de la Défense“ schaffen?

2. Brauchen d'Entreprises eng „habilitation de sécurité“, wa si wëllen u Marchéen am Secteur vun der Verdeedegung am Kader vun der EU deelzehuelen? Ass dës Habilitatioun och gëlteg fir Marchéen am Kader vun der NATO?

3. Wéi ginn ons Entreprises informéiert, datt se un dëse Marché kënnen deelzehuelen an eventuell op d'Hëllef vun der Lëtzebuerger Regierung kënnen zielen?

4. Kréien d'Entreprises déi néideg Informatiounen, ob si eng „habilitation de sécurité“ brauchen a wéi eng Démarché se musse maachen, fir dës ze kréien?

5. Ass de Minister bereet, innerhalb vum Ministère fir Economie an/oder vum Verdeedungsministère eng Cellule op d'Been ze stellen, déi de Lëtzebuerger Entreprises bei hire Beméiungen an Démarchen hëlleft, wa se fir de Secteur vun der Verdeedegung wëlle schaffen?

Réponse (5.3.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

Mat hirer Kommunikatioun vum Juli 2013 (COM (2013) 542 final) huet d'Europäesch Kommissioun Mesurë proposéiert, fir ee méi kompetitiven an effizienten europäesche Secteur vun der Verdeedegung an der Sécherheet ze schafen. Dëst Zil ass och vum Europäesche Sommet vum Dezember 2013 opgegraff ginn.

Den europäesche Secteur vun der Verdeedegung an der Sécherheet ass amgaange sech nei opzestellen, och well de gesetzleche Kader zënter e puer Joer changéiert huet. An deem Sënn wäerten déi national Marché méi oppe ginn. Dat heescht, dass de lëtzebuergesche Marché fir europäesch Entreprisë méi accessibel wäert sinn, an am Géigenzuch wäerte lëtzebuergesche Entreprisë méi Accès am europäeschen Ausland fannen.

An deem Kontext versteet et sech vum selwen, dass d'Regierung d'Konklusiounen vum Sommet ënnerstëtzt an aktuell préift, wéi eisen Entreprises dobäi kann ënnert d'Aerm gegraff ginn.

Eis Entreprisë kënnen sech via déi offiziell Publikatiounen vun der EU an hire Memberstaaten iwwert d'Marchéen informéieren. En utilë Site an deem Kontext ass den Tenders Electronic Daily (TED) (<http://www.ted.europa.eu>), deem d'Marchéen, déi am Journal Officiel de l'UE publizéiert ginn, och elektronesch zougänglech mécht. Dës Marchéen entsprechen natierlech der europäescher Gesetzgebung an dierfen an deem Sënn kenger politescher Aflossnahme ënnerstoën.

Entreprisë kënnen sech zu all Moment souwuel un de Ministère de l'Économie wéi och un d'Direction de la Défense wenden, wa se Hëllef fir hir administrativ Démarchen am Beräich vun dem Secteur vun der Verdeedegung oder Sécherheet brauchen. Béid Administratiounen hu Spezialisten, déi berodend kënnen bäistoen, alerdéngs an de Limitéit vun der europäescher Gesetzgebung, déi wéi gesot eng politesch Aflossnahme bei der Verdeedegung vu Marché verbitt.

Wat d'„habilitations de sécurité“ ugeet, muss dorop higewise ginn, dass all international Organisation hir eege Regeln huet, wat d'Sécherheet vun den Informatiounen betrëfft. All Persoun, déi un engem Marché deelhëlt, deen Zougang zu klassifiéierten Informatiounen erfuerdert, brauch eng „habilitation de sécurité“ opgrond vun de jeeweilige Sécherheitsbestëmmungen an opgrond vum Gesetz vum 15. Juni 2004.

Dat ass alerdéngs eng Kompetenz vun der Autorité nationale de sécurité (ANS), déi dem Ministère d'État ënnersteet. D'ANS ass zustän-

neg, fir esou eng Habilitation ze verginn, souwuel fir eng Personne physique wéi och fir eng Personne morale, also eng Entreprise.

Question 0091 (30.1.2014) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant l'abolition des commissariats de district:

Selon le programme gouvernemental 2013-2018, «le Gouvernement se prononce en faveur de l'abolition des commissariats de district qui seront intégrés au Ministère de l'Intérieur.» Lors de la réunion de la Commission des Affaires intérieures du 9 janvier 2014, Monsieur le Ministre a annoncé que cette suppression des commissariats de district est prévue pour le 1^{er} janvier 2015.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- L'abolition des commissariats de district entraînera-t-elle à court ou moyen terme aussi la suppression des districts?

- Quelles seront les attributions, tâches et fonctions des commissaires de district intégrés dans le Ministère de l'Intérieur?

Réponse (10.3.2014) de **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à l'abolition annoncée des commissariats de district.

L'article 2 de la Constitution dispose que «les limites et chefs-lieux des arrondissements judiciaires ou administratifs, des cantons et des communes ne peuvent être changés qu'en vertu d'une loi».

Les limites et les chefs-lieux des districts sont définis à l'article 109 de la loi communale du 13 décembre 1988.

Le Gouvernement entend effectivement mettre en œuvre l'abolition des commissariats de district qui est déjà en discussion depuis de nombreuses années.

En ce qui concerne les attributions, tâches et fonctions dévolues par les différentes dispositions légales aux commissaires de district, celles-ci seront soit purement et simplement abolies si elles n'ont plus de raison d'être, soit transférées au Ministère de l'Intérieur ou à d'autres départements ministériels ou administrations. Le personnel des commissariats de district sera intégré au Ministère de l'Intérieur. Par ailleurs, il est prévu d'une part de mettre en place une cellule juridique au sein du ministère qui aura entre autres comme mission de fournir des informations juridiques aux communes et d'autre part de revoir le rôle du service de contrôle de la comptabilité communale. Avec leur expérience et leur connaissance du terrain, les commissaires de district et le personnel des commissariats de district pourront utilement contribuer à ces nouvelles missions du Ministère de l'Intérieur.

L'intégration des commissariats de district au Ministère de l'Intérieur devra également entraîner la suppression des districts dans la mesure où ils n'auront plus de raison d'être en tant qu'arrondissements administratifs.

Question 0092 (30.1.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **taux d'imposition maximale sur le revenu**:

Dans sa réponse à notre question parlementaire n°66 du 15 janvier 2014 (voir ci-dessus), le Ministre des Finances indique:

«Le groupe politique LSAP a avancé une idée qu'il souhaite verser au débat sur la réforme fiscale qu'il est prévu de présenter pour l'année 2016. À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de cette réforme qui comportera un paquet équilibré de mesures.»

Monsieur le président du parti LSAP et président du groupe politique LSAP vient d'être cité aujourd'hui avec les mots suivants: «Ich zweifle nicht daran, dass die Idee [der Reichensteuer] sich durchsetzen wird.» «Nach Ansicht Bodrys kommt die Regierung um eine Anhebung des Spitzensteuersatzes gar nicht um-

hin, wenn sie an ihrem Ziel festhält, den Mittelstandsbuckel abzumildern, ohne dass die Haushalte mit geringem Einkommen stärker belastet werden sollen. Die Maßnahme mache sowohl „technisch“ wie auch „politisch“ Sinn, wenn die für 2016 angekündigte Steuerreform „gerecht“ sein soll. Bodry zufolge muss die Debatte über den Spitzensteuersatz jetzt geführt werden, da im Zuge der geplanten Mehrwertsteuererhöhung eine allgemeine Diskussion um die Steuerlandschaft unvermeidbar sei.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Le Ministre des Finances ne paraît pas partager l'avis du président du parti et du groupe politique LSAP de débattre dès maintenant du relèvement du taux d'imposition maximale sur le revenu. Pour quelles raisons?

2. Quand le Ministre des Finances entend-il lancer ce débat évoqué par le parti et le groupe politique LSAP?

3. Le Ministre des Finances pense-t-il, à la lumière des déclarations du président du parti et du groupe politique LSAP, que le relèvement du taux d'imposition maximale sur le revenu soit inévitable? À défaut, quelles sont les pistes préconisées par le Ministre des Finances pour atténuer le «Mittelstandsböckel»?

Réponse (7.3.2014) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances:

1. À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de la réforme fiscale de 2016 qui comportera un paquet équilibré de mesures.

2. J'entends lancer le débat évoqué par le parti et le groupe politique LSAP ensemble avec les discussions sur les autres mesures que comprendra le paquet précité de la future réforme fiscale.

3. Quant aux travaux en vue de ladite réforme fiscale, il importe de ne pas préjuger aujourd'hui des pistes préconisées, des discussions dont elle s'enrichira ou des conclusions auxquelles ces travaux pourront aboutir.

Question 0093 (30.1.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant le **terrain synthétique de rugby**:

Le rugby est un sport en plein essor au Luxembourg. Toutefois le nombre et la qualité des installations disponibles entravent sérieusement son développement. Les clubs de rugby, tels le «Rugby Club Luxembourg» et le «Club de rugby du Cercle Sportif des Communautés Européennes - CSCÉ», doivent se partager un seul terrain.

Le terrain de Cessange doit ainsi être utilisé presque tous les jours par les différentes équipes. Par conséquent, le gazon ne peut se régénérer. Par mauvais temps ou en hiver, le terrain devient presque impraticable et présente des risques certains pour les sportifs.

Les clubs souhaitent la construction d'un terrain synthétique de rugby aux standards approuvés par la Fédération internationale IRB et plaident pour la mise à disposition d'un deuxième terrain. Un terrain synthétique serait disponible pour de longues années, demande moins d'entretien et offrirait une qualité de jeu et un niveau de sécurité constant toute l'année, quelles que soient les conditions météorologiques.

Pour ces raisons, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Monsieur le Ministre entend-il participer activement à la recherche d'une solution pour la pratique du rugby au Luxembourg, le cas échéant en collaboration avec la Ville de Luxembourg?

2. Est-ce que les autorités pourraient mettre un terrain approprié, avec du gazon synthétique, à disposition des clubs de rugby à court ou moyen terme?

3. Un second terrain, le cas échéant sans gazon synthétique, pourrait-il être disponible pour la pratique du rugby?

Réponse (25.2.2014) de **M. Romain Schneider**, Ministre des Sports:

Par la question parlementaire du 30 janvier 2014, mon attention a été attirée sur les difficultés rencontrées par les clubs de rugby au Luxembourg de disposer de terrains d'entraînement et de jeu appropriés pour la pratique de leur sport dans des conditions acceptables.

Dans ce contexte, je me réjouis tout d'abord de l'essor remarquable pris ces dernières années par le rugby et plus particulièrement par

les trois clubs de rugby recensés au Luxembourg qui bénéficient tous les trois d'un subside de la part du Ministère des Sports.

Concernant plus précisément les trois volets de la question parlementaire n°93, j'aimerais apporter les éléments de réponse suivants:

Ad 1) Il est évident que je compte contribuer à la recherche de toute solution qui puisse améliorer les conditions de la pratique du rugby au Luxembourg, le cas échéant en concertation avec la Ville de Luxembourg pour ce qui est des clubs domiciliés dans la capitale et avec toute autre commune abritant ou accueillant à l'avenir un club de rugby et disposée à mettre un terrain afférent à disposition.

Dans cet ordre d'idées d'ailleurs, je n'ai pas manqué d'insister à ce que le nouveau stade national de football en planification puisse satisfaire non seulement les besoins de la Fédération Luxembourgeoise de Football, mais également ceux de la Fédération Luxembourgeoise de Rugby à l'occasion de leurs rencontres internationales officielles.

Ad 2) et 3) Toutefois, le Ministère des Sports ou de manière plus générale les autorités étatiques ne disposent pas d'un terrain de rugby, ni en gazon naturel, ni au revêtement synthétique à mettre à disposition des trois clubs de rugby du Luxembourg. Il y a lieu de préciser à cet égard que le Ministère des Sports n'est pas le maître d'ouvrage lors de la réalisation d'équipements sportifs, mais qu'il intervient financièrement, et à titre subsidiaire, lors de telles réalisations pour lesquelles une ou plusieurs communes se constituent maître d'ouvrage.

Ainsi, à travers le 10^e programme quinquennal d'équipement sportif que la Chambre des Députés vient d'adopter unanimement, le Ministère des Sports subventionne sur une période de cinq ans (2013-2017) et pour un total de 100.000.000 euros des projets d'équipements sportifs à caractère local, régional ou national qui lui sont présentés par une commune ou un syndicat de communes.

Dans ce contexte, j'invite les clubs concernés, assistés de leur fédération, à sonder toute possibilité d'aménagement de tels terrains dans les communes respectives où ils ont élu domicile, sinon ailleurs, et d'inciter leur commune d'accueil à présenter pareil projet dans le cadre du 10^e programme quinquennal d'équipement sportif.

Question 0096 (3.1.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **retouche d'une photo publiée par la police**:

Le lundi 27 janvier, un accident de la route a eu lieu entre Frisange et Schlammestee impliquant trois voitures et faisant deux blessés graves. D'après un article d'un journal luxembourgeois, l'un des véhicules appartiendrait à un important réseau d'aide et de soins à domicile, comme le laisserait apparaître son marquage. Or, sur la photo de l'accident que la police a fait parvenir aux rédactions de presse un peu plus tard dans la journée, le flouage a soudainement et totalement disparu.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons ayant poussé la police à la retouche de cette photo?

- Au lieu de retoucher la photo, procédure qui donne l'impression qu'une vérité est cachée, n'aurait-il pas été préférable de flouter l'enseigne de l'entreprise?

- Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de la police afin que les photos transmises à la presse ne soient plus retouchées de cette manière à l'avenir?

Réponse (7.2.2014) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure:

Les directives internes du Service Communication et Presse de la Police grand-ducale sur les retouches numériques des photos d'accident prescrivent un «floutage» numérique de certains éléments de clichés avant publication.

Dans le cas d'accident de la circulation, un floutage grossier, donc clairement identifiable comme une altération de la photo originelle, est effectué pour certains éléments visibles sur un cliché permettant d'établir un lien évident avec le propriétaire du véhicule. Tel est notamment le cas pour les plaques minéralogiques, les noms d'enseigne commerciale ainsi que les logos d'entreprise.

Suite à un malentendu interne, un collaborateur du Service Communication et Presse de la Police grand-ducale ne s'est pas contenté de flouter le logo de l'entreprise, mais a purement et simplement effacé toute trace du marquage commercial. Le résultat de la retouche a ainsi

manifestement dépassé l'objectif initial visé par les directives internes au service. Il s'agit en l'occurrence d'une erreur personnelle d'un employé du Service Communication et Presse qui ne peut être considérée comme expression de désinformation de la Police grand-ducale et pour laquelle la Police s'excuse.

J'ai donné instruction que les dispositions des directives internes soient scrupuleusement respectées par l'ensemble du personnel policier et civil de la Police grand-ducale.

Question 0099 (4.1.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant le **système e-TVA**:

Commerçants, Handwerker a Fräiberuffler encaissieren d'TVA bei hire Clienten a mussen déi dann un de Stat weiderleeden. Dëst bedéngt e grësseren Opwand, wat Kontabilitéit an Deklaratioune betrëfft, deen net vum Stat honoréiert gëtt.

Zanter dësem Joer un däerfen dës Deklaratioune net méi op de Pabeierformulairé gemaach ginn, mä si mussen iwwert de System e-TVA un d'Administratioun eragi ginn, dëst fir all Assujetti, deen eng monatlech oder eng trimestriell Deklaratioun muss ofginn. Dëst bedéngt zum Beispill, datt dës Commerçanten, Handwerker a Fräiberuffler mussen e Computer hunn, iwwer Internet verbonne sinn, a ganz besonnesch, datt se mussen e LuxTrust-Sécherheitsschlüssel hunn.

Och fir Assujetti mat eelere Kontabelen an/oder eelere Buchungsprogrammer bedeit de System e-TVA e grësseren Opwand an eng grouss Ëmstellung.

Dowéinst wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wisou ass et net méiglech, de Commerçanten, Handwerker a Fräiberuffler d'Wiel ze loosén, ob se hir TVA-Deklaratioun op Pabeier oder iwwer e-TVA eraginn? Muss net och hei de Rechtsprinzip gëllen «Ad impossibilia nemo tenetur»?

2. Deelt den Här Minister d'Meenung, datt de Choix vum System, wéi een eng TVA-Deklaratioun ofgëtt, eng Moosnam wier, déi een als Simplification administrative kéint gesinn an déi eng biergerfrëndlech Approche wier?

3. Sinn dem Här Minister Fäll bekannt, wou eng TVA-Deklaratioun op Pabeier am Délai eragerecht ginn ass, dës vun der Administratioun einfach zrëckgeschéckt gouf an duerno den Assujetti en Avertissement krut, well e seng Deklaratioun net am Délai ofginn huet?

4. Wéi héich sinn d'TVA-Recetten aus dem Joer 2013 (oder 2012), déi vu klengen a mëttlere Betriber kommen, ob Commerçant, Handwerker oder Fräiberuffler, mat manner wéi 250 Salariaéen?

Réponse (25.3.2014) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances:

D'Gesetz vum 10. November 2009 huet schon den obligatoreschen Dépôt vun den TVA-Deklaratiounen an den États récapitulatifs ageféiert. Dëse Prinzip gouf nach eng kéier am Gesetz vum 29. März 2013 confirméiert.

D'groussherzoglecht Reglement vum 29. März 2013 hält am Artikel 5bis Ausnahmen zrëck fir verschidde Kategoriën vun Assujettien. Vun der Mesure dérogatoire profitieren am Joer 2013 méi wéi 33.000 Assujettien (also 52%). Et ass awer richteg, datt laut de legale Bestëmmungen zu Lëtzebuerg all Assujetti, deen eng monatlech oder eng trimestriell Deklaratioun muss ofginn, all seng TVA-Deklaratiounen a seng États récapitulatifs muss elektronesch eraschécken. Et handelt sech hei ëm 48% vun den Assujettien, déi 2013 eng TVA-flichteg Aktivitéit vun enger mëttlerer oder grousser Importenz maachen.

D'TVA ass eng Kontabilitéitssteuer. Fir den Assujetti, dee seng Konten esou féiert, wéi d'groussherzoglecht Reglement vum 21. Dezember 1979 et virgesäit, bedéngt den Dépôt vun den TVA-Deklaratioune kee grësseren Opwand. Vill Buchungsprogramme generieren den XML-Fichier automatesch fir den Transfert iwwert de System e-TVA. Dës Facilitéit ass sécher als Simplification administrative unzegesinn.

D'Verwaltung proposéiert awer och en Dépôt a Form vun engem PDF-Fichier fir déi Assujettien, déi mat eelere Buchungsprogramme schaffen.

Am Zäitalter vum Internet, E-Commerce, E-Banking... , ass et sécher net disproportionéiert vu Commerçanten, Handwerker a Fräiberuffler ab enger gewësser Importenz unzehuelen, datt si e Computer an e LuxTrust-Sécherheitsschlüssel hunn.

Obschonn déi gesetzlech Bestëmmung säit dem 1. Januar 2013 a Kraaft ass, huet d'Verwal-



tung den Assujettien nach zousätzlech néng Méint gelooss, fir sech ze konforméieren. Ab dem Oktober 2013 awer akzeptéiert d'Verwaltung keng TVA-Deklaratioun méi um Pabeier an de Fäll, wou de Gesetzgeber den elektronneschen Envoi virschreift. Den Assujetti kritt d'TVA-Deklaratioun zrëckgeschéckt mat der Invitatioun, de System e-TVA ze benotzen.

Well ganz oft d'Caseën 108 an 109 op der TVA-Joreserklärung (Zuel vun de Salariéen) net ausgefëllt sinn, ass et fir d'Verwaltung net méiglech, eng Statistik iwwert d'TVA-Recetté vu klengen a mëttlere Betriber (mat manner wéi 250 Salariéen) opzestellen.

Question 0100 (4.1.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**Office Luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité (OLAP)**:

L'OLAP constitue une association sans but lucratif agréée par arrêté ministériel du 7 décembre 1998 comme organisateur de cours de formation professionnelle continue. Cet organisme a depuis sa création permis à des milliers de personnes de suivre une formation continue de qualité.

Or, d'après des informations à ma disposition, le personnel employé par l'OLAP a été licencié alors que l'OLAP va mettre un terme à ses activités.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) D'après l'article 11 des statuts de l'OLAP, des représentants de ministères sont membres du conseil d'administration de cette association. Le Ministre peut-il me confirmer qu'un ou plusieurs représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse font actuellement partie du conseil d'administration de l'OLAP? Peut-il me confirmer que ces représentants n'étaient pas présents à la réunion du conseil d'administration ayant décidé le licenciement du personnel de l'OLAP? Quelles sont les raisons de cette absence des représentants du Ministère?

2) S'est-il avéré que l'OLAP fermera ses portes prochainement? Pourquoi?

3) Quel sera le sort réservé au personnel de l'OLAP? Les employés seront-ils repris par les centres de formation des chambres professionnelles ou par l'État?

Réponse (3.3.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

1) L'article 30 du Titre VI - Relations avec les pouvoirs publics et gestion financière - prévoit que les relations avec les pouvoirs publics seront réglées par voie de convention avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg.

Dans ce contexte a été conclue la convention signée en date du 13 décembre 1957 entre le Ministère des Affaires économiques à Luxembourg et l'OLAP. Celle-ci a été amendée par la convention signée en date du 3 avril 2009 entre le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et l'OLAP. Elle prévoit que le poste budgétaire relatif à la subvention allouée à l'OLAP du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur soit transféré vers le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

La convention se limite à régler les volets financier et budgétaire dans les relations entre les parties. De ce fait, la présence d'un membre du Ministère de l'Éducation nationale au Conseil d'administration de l'OLAP n'est pas requise.

Aucun représentant des ministères impliqués ne fait d'ailleurs partie du conseil d'administration de l'OLAP. L'article 10 des statuts de l'OLAP prévoit, en effet, que: «L'office est administré par un conseil comprenant au moins six membres. La composition sera telle que le nombre de représentants des organisations d'employeurs soit égal à celui des organisations de travailleurs. Le conseil gère les affaires de l'association et est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tout acte d'administration ou de disposition qui intéresse l'association.»

Il n'est donc nullement prévu dans les statuts de l'association que des représentants du Gouvernement soient impérativement membres du conseil d'administration de l'OLAP.

2) L'OLAP est une association sans but lucratif qui exploite un organisme de formation du même nom. L'offre de formation commercialisée sous la marque OLAP se décline en une offre propre à l'association, d'une part, et une «plateforme» de formations appartenant aux

Chambre de Commerce et Chambre des Métiers, d'autre part. La partie propre à l'association représente moins d'un tiers des formations qui sont offertes au public sous la marque OLAP. La «plateforme» des chambres patronales a été créée courant 2005 en considération des difficultés économiques que l'association rencontrait depuis plusieurs années déjà, nonobstant le subventionnement de la part de l'État luxembourgeois. L'OLAP a ainsi pu commercialiser les formations offertes par l'intermédiaire de la «plateforme» sans toutefois devoir supporter les frais y afférents, qui sont supportés par les chambres patronales. L'association ne dispose de surcroît pas d'infrastructures propres, de sorte que les formations OLAP se déroulent toutes dans les centres de formation respectifs des chambres patronales, à leurs frais.

L'OLAP ne poursuivra à l'avenir plus ses activités dans le domaine de la formation professionnelle continue telles que décrites ci-avant. Les trois chambres professionnelles prévoient de créer une plateforme de concertation surtout dans les domaines de la formation tout au long de la vie, de la formation des tuteurs en entreprise ainsi que des formateurs. À ces fins, les chambres professionnelles concernées considèrent le maintien de la structure juridique de l'OLAP.

3) Au niveau du personnel de l'OLAP, je peux vous confirmer que le chargé de direction s'est vu offrir un poste à l'INFPC et qu'une employée a été engagée par la Chambre des Salariés. En ce qui concerne les deux autres employées, je ne dispose actuellement pas d'informations officielles. Néanmoins, il semblerait que la Chambre de Commerce serait disposée à engager au moins une de ces employées.

Question 0101 (4.2.2014) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant les **infrastructures sportives du Lycée d'Echternach**:

En matière d'éducation sportive, le programme gouvernemental dispose: «Une activité physique et sportive adaptée, dès le plus jeune âge, depuis les services d'éducation et d'accueil, à travers l'éducation fondamentale, puis l'enseignement secondaire, reste la base vitale et nécessaire pour promouvoir et garantir à tout adolescent une éducation motrice et sportive indispensable pour la vie.»

Dans ce contexte, j'aimerais attirer l'attention de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures sur le fait que les infrastructures sportives du Lycée classique et technique d'Echternach sont assez vétustes et ne répondent plus aux critères d'une infrastructure sportive scolaire moderne.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quand l'avant-projet d'un hall sportif pour le lycée d'Echternach a-t-il été présenté aux responsables communaux et quelle est l'enveloppe financière de ce projet?

- Quand le comité d'acquisition compte-t-il reprendre l'initiative pour lancer ce projet important?

- De quelle manière les places de stationnement qui disparaîtront pourront-elles être compensées?

Réponse (19.3.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur le projet de nouvelles infrastructures sportives au profit du Lycée technique et du Lycée classique d'Echternach.

Le Lycée classique d'Echternach ne dispose pour l'instant pas d'infrastructures sportives adéquates. Cependant, ces dernières années, une solution d'implantation a été cherchée en collaboration avec les responsables du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du lycée ainsi que de la ville d'Echternach. Suite à de nombreuses discussions avec le Service des Sites et Monuments Nationaux, le Centre national de recherche archéologique, l'Administration de la Gestion de l'Eau et la commune, le terrain d'implantation «A Kack» a finalement trouvé l'accord de toutes les parties.

L'avant-projet sommaire d'un hall sportif pour le lycée d'Echternach a été présenté aux responsables de la commune ainsi qu'aux acteurs concernés lors d'une réunion début juillet 2013 au sein du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Lors de cette réunion, l'Administration des Bâti-ments publics a également présenté les diffé-

rentes études réalisées jusqu'à présent dans le cadre dudit projet:

- étude de sol réalisée en collaboration avec le Centre national de recherche archéologique (CNRA),

- études hydrauliques,

- étude de compensation pour les places de parking.

Le budget estimatif du projet, y compris le réaménagement des places de parking «A Kack» ainsi que la réalisation des mesures de compensation des volumes de rétention demandées par l'Administration de la Gestion de l'Eau, s'élève à environ 8.000.000 euros TTC.

À noter que les volumes et le terrain de compensation n'ayant pas encore été précisément définis, un surcoût quant aux mesures de compensation des volumes de rétention reste à être évalué.

Avant que le comité d'acquisition ne soit chargé pour une quelconque initiative dans ce dossier, une décision finale quant au terrain d'implantation définitif pour le hall sportif devra être arrêtée entre l'État et la commune. En vue d'acquiescer ou d'échanger des terrains pour le projet en question (le terrain «A Kack» est propriété de la ville d'Echternach), le comité d'acquisition sera bien évidemment chargé des négociations pour l'acquisition des terrains en question.

Quant aux places de stationnement à «compenser», l'on note que le parking «A Kack» dispose aujourd'hui d'environ 150 emplacements, dont à peu près 70 pourront être maintenus.

Il est proposé de compenser en grande partie les 80 places de stationnement supprimées sur le parking «A Kack» derrière le Lycée classique d'Echternach.

En effet, le parking derrière le lycée pourrait être réaménagé et divisé en deux parties. Une partie du parking serait réservée pour le personnel enseignant du lycée (environ 75 emplacements), l'autre pourrait être mise à disposition de la ville d'Echternach (environ 80 emplacements).

En plus et à court terme, 15 emplacements supplémentaires pourraient être aménagés en modifiant le marquage des emplacements de stationnement de la rue de la Montage et de la rue des Redoutes.

Question 0102 (5.2.2014) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **réanimation cardio-pulmonaire**:

L'arrêt cardiaque figure parmi les causes de mortalité les plus fréquentes au Luxembourg et dans nos pays voisins. Dans 60 à 70% des cas, des témoins sont présents lors d'un arrêt cardiaque. D'après ce qui me revient des services d'urgence, des tentatives de réanimation ne sont cependant que rarement entamées par les personnes de l'entourage au Luxembourg. Dans d'autres pays, comme les Pays-Bas ou la Suède, une réanimation par massage cardiaque est néanmoins assurée dans plus de 60% des cas par des citoyens avant l'arrivée sur place des services de secours. Les chances de survie des personnes touchées sont ainsi nettement améliorées, puisque des lésions cérébrales irréversibles doivent être envisagées à partir d'un manque d'oxygène de trois à cinq minutes. Par peur de faire des fautes de manipulation, beaucoup de citoyens n'osent cependant pas intervenir lors d'un arrêt cardiaque. Tandis que la seule faute consiste à ne rien faire du tout! Voilà pourquoi le Gouvernement a lancé en 2012 le projet «réagis!» regroupant tous les acteurs importants dans le but d'informer et de sensibiliser la population au sujet de la réanimation cardio-pulmonaire.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame et Messieurs les Ministres:

1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le développement et l'état d'avancement du projet en question?

2) Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils me donner leur appréciation sur les mesures suivantes appliquées dans nos pays voisins, à savoir:

- une offre généralisée de formations de courte durée (60 minutes) sur la réanimation cardio-pulmonaire aux élèves de l'enseignement secondaire;

- l'introduction d'un cours de premiers secours plus diversifié comme cours d'option dans l'enseignement secondaire;

- l'organisation d'une offre étendue de cours de premiers secours dans le cadre de la formation continue;

- l'obligation de passer un cours de premiers secours dans le cadre des examens nécessaires pour l'obtention d'un permis de conduire?

Réponse commune (10.3.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les services du Ministère de la Santé collaborent depuis 2012 avec le «Luxembourg Resuscitation Council» (LRC), ceci en vue d'informer et de sensibiliser la population au sujet de la réanimation cardio-pulmonaire.

Avec le soutien du Ministère de la Santé, le LRC a lancé cette même année la campagne de sensibilisation à l'arrêt cardiaque «réagis!». Le succès de cette campagne destinée au grand public dépasse depuis lors largement les attentes. Endéans six mois, plus de 1.300 participants ont été formés aux cours «réagis!».

Suite à un sondage effectué auprès des lycées par la Commission nationale des programmes de l'Éducation physique et sportive (CNP-EPS), 14 lycées se sont dits prêts à assumer une formation courte sur la réanimation cardio-pulmonaire lors d'une des leçons d'éducation physique et sportive, certains ont émis des réserves quant à la faisabilité avec des groupes d'élèves à effectifs élevés. Les enseignants ont exprimé le souhait de se faire former par des professionnels du LRC dans la démarche pédagogique vis-à-vis des élèves. Aussi aimeraient-ils que du matériel de démonstration leur soit mis à disposition.

Certains lycées sont déjà équipés avec des défibrillateurs. Le service des infrastructures du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'est proposé de financer les défibrillateurs dans les lycées qui n'en ont pas encore. La CNP-EPS s'est dite prête à commencer les cours après la formation par le LRC.

Les lycées sont libres d'organiser un cours optionnel de premiers secours. Toutefois, ils ne disposent pas nécessairement de chargés de cours qualifiés en la matière et, en période de restrictions budgétaires, les moyens des lycées sont limités quant à la rémunération de cours spéciaux et de l'engagement d'intervenants externes.

Un cours de premiers secours est offert par l'Institut de formation continue pour tous les enseignants avec notamment comme objectifs d'apprendre les notions de base de premiers secours, d'approfondir quelques notions de premiers secours et d'être en mesure de préparer et tenir les leçons de premiers secours pendant un semestre. Les contenus contiennent des éléments théoriques et pratiques et une participation active est recherchée.

Concernant l'opportunité d'introduire l'obligation de participer à un cours de premiers secours en vue de l'obtention du permis de conduire, celle-ci pourra être discutée dans le cadre d'une éventuelle refonte générale de l'apprentissage du permis de conduire.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que d'ores et déjà les véhicules dont la masse maximale autorisée dépasse 3.500 kg ainsi que les autobus et autocars doivent être munis d'un coffret de secours contenant des objets et produits pharmaceutiques nécessaires aux premiers soins en cas d'accident.

Question 0103 (5.2.2014) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **surveillance du Ministre des Affaires étrangères par le Service de Renseignement pendant les années quatre-vingt**:

Et sinn Informatiounen u mech erugedroeginn, datt de Geheimdëngscht (SREL) an den 80er Joren den deemolege Lëtzebuurger Ausseminister a senger Vakanz op der Côte d'Azur ënner Surveillance gesat hätt, dëst ënner anere fir ze wëssen, mat wиеm den Ausseminister do Kontakt hat.

Kann den Här Premierminister dës Informatioun confirméieren?

Réponse (7.3.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

L'honorable Député s'interroge au sujet d'une éventuelle surveillance par le Service de Renseignement du Ministre des Affaires étrangères Jacques F. Poos à son lieu de vacance au cours des années quatre-vingt.

Je voudrais informer l'honorable Député que le Service de Renseignement a vérifié dans ses archives et a interrogé l'ancienne direction ainsi que les responsables des activités opérationnelles du Service de Renseignement de l'époque. Ces vérifications ne font ressortir aucun élément tangible permettant de penser que l'ancien Ministre des Affaires étrangères ait été surveillé par le Service de Renseignement, a fortiori en territoire étranger.

La recherche dans les fichiers cartographiques nominatifs, entreposés aux Archives nationales (et sous le contrôle de cette administration), et dans les rapports de filature ne dégage aucune référence à pareille action au Luxembourg ou à l'étranger.

Question 0105 (6.2.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **loi sur le commerce électronique**:

Suite à la généralisation et au développement de l'internet, le commerce électronique enregistre des chiffres de croissance impressionnants depuis près d'une décennie. Le Luxembourg avec son environnement juridique offre les meilleures conditions à l'implantation et au développement d'entreprises spécialisées dans ce domaine.

Dans ce contexte se posent cependant certaines questions en ce qui concerne la sécurité juridique des transactions effectuées par voie électronique.

En fait, la législation en matière de commerce électronique repose sur les dispositions de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, laquelle donne aux transactions électroniques l'encadrement juridique pour se développer dans les meilleures conditions. Or, cette législation ne me semble plus adaptée à l'évolution du commerce électronique de façon générale et au niveau de la sécurité juridique des transactions en particulier.

Au vu de ce qui précède et du fait que ce secteur est en évolution permanente et prend toujours plus d'ampleur, j'aimerais poser une question à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la réglementation devrait être adaptée pour tenir compte de l'évolution du commerce électronique et, dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de réformer la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique?

Réponse (19.2.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La question parlementaire n°105 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

La loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique transposait en 2000, d'une part, la directive 2000/31/CE relative au commerce électronique et, d'autre part, la directive 97/7/CE pour le volet de la protection des consommateurs en matière de contrats par voie électronique.

En ce qui concerne la directive relative au commerce électronique, la Commission européenne vient tout récemment de terminer une analyse pour arriver à la conclusion que ladite directive n'avait pas besoin d'être modifiée à ce jour.

Le volet concernant la protection des consommateurs est aujourd'hui couvert par le Code de la consommation et le Gouvernement est actuellement en train de transposer la directive 2011/83/UE relative aux droits des consommateurs. Ce texte constitue une refonte de l'acquis communautaire en matière de droit de la consommation pour les volets de la vente hors établissement et de la vente à distance.

Le Ministre de l'Économie estime qu'il n'est aujourd'hui pas nécessaire de modifier spécifiquement la loi relative au commerce électronique, la sécurité juridique des transactions électroniques n'étant pas remise en cause par les récentes évolutions.

Question 0106 (6.2.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **renseignements auprès du Registre de Commerce et des Sociétés (RCS)**:

Wann een de Registre de Commerce et des Sociétés (RCS) urifft, kritt ee vun engem Telefonscomputer de Choix, mat engem Mataarbechter verbonnen ze ginn, dee Franséisch („dréckt 1“), Lëtzebuergesch („dréckt 2“), Englesch (3) oder Däitsch (4) schwätzt.

1) Kann den Här Minister soen, wéi vill Leit déi jeeeweileg Optioune wíelen?

2) Et ass mir zu Ouere komm, datt Utilisateuren, déi 2 gedréckt hunn (Lëtzebuergesch), mat engem eleng franséischsproochege Mataarbechter verbonne goufen. Handelt et sech dobäi ëm e Feeler am System oder feelt et u lëtzebuergeschsproochege Mataarbechter?

3) Wat gedenkt den Här Minister géint dee Manktem ze ënnerhuelen?

Réponse (7.3.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Als Éischt wollt ech preziséieren, dass de Registre de Commerce et des Sociétés (RCS) 2007 eng Etüd gemaach huet zesumme mat engem externe Consultant, fir d'Telefonzentral ze perfektionéieren. Op Basis vun de Konklusiounen, déi aus der Etüd erauskomm sinn, ass 2007 en neie Gestoussystem fir Telefonsuriff an E-Mailen installéiert ginn. Dese System ass baséiert op enger performanter Telefonzentral an engem spezielle Computerprogramm, dee fir d'Besoiner vum RCS ugepasst ginn ass an deen e ganz prezise Suivi vun den Telefonsuriff an den E-Mailen erlaabt.

De System ass installéiert gi mam Zil, de Benotzer vum RCS eng telefonesch Plattform ze bidden, déi:

1. et méiglech mécht, esou séier wéi méiglech eng Äntwert ze ginn an eng onnéideg Waardezäit vum Uruffer ze vermeiden, an

2. eng geziilt Äntwert ka ginn, déi ugepasst ass un d'Besoiner vum Utilisateur an erlaabt, den Uruffer mat enger Persoun ze verbannen, déi eng prezis Äntwert ka ginn.

An deem Sënn an op Basis vun der Erfahrung, déi de Gestionnaire vum RCS gesammelt huet, ass e Portail d'accueil téléphonique mat enger duebeler Struktur opgestallt ginn, déi erlaabt:

1. d'Wiel vun der Sprooch (Franséisch, Lëtzebuergesch, Däitsch oder Englesch), an

2. d'Wiel vum Thema vun der Fro (1 = informatésche Site, 2 = Prozedur fir Dokumenter ze deposéieren, 3 = Prozedur fir d'Konten ze deposéieren).

Duerno geet et esou weider:

1. eng éischt Serie vu Mataarbechter vum telefoneschen Helpdesk ginn Äntwerten op Froen, wou et eng méi oder manner standardiséiert Äntwert gëtt,

2. wann d'Fro méi cibléiert a méi komplex ass, sprange Leit aus dem Back office an, nottamment wann eng Recherche néideg wär,

3. wann d'Fro héich komplex ass, gëtt d'Fro vu Juristen oder Ekonomisten vum RCS beäntwert.

Hei sinn nach e puer Statistiken iwwert d'Aktivitéit vum Helpdesk vum RCS:

Joergang	2013	2012	2011
Téléfonsuriff (in + out)	31.688	38.902	30.535
E-Mailen	3.783	4.405	n.d.
Gesamt	35.471	43.307	
Zuel vun den Interventiounen pro Schaffdag	141	171	

2013 sinn nëmmen zwielef Telefonsuriff verluer gaangen (0,04% vun der Gesamtzuel vun den Uriff) an 2012 waren et der 47 (0,12%). Dës Zuele bewisen, wéi performant de System ass.

Fir elo op d'Froen méi genau anzegoen:

Zu der 1. Fro:

2013 ass den Helpdesk 31.503-mol ugeruff ginn. D'Repartitioun tëschent de verschiddene Sproochen war esou:

FR	21.619	68,6%
LUX	6.857	21,8%
DE	1.928	6,1%
ENG	1.099	3,5%

Et stellt een do fest, dass déi grouss Majoritéit vun de Froen (68,6%) op Franséisch gestallt ginn.

Zu der 2. Fro:

Et gëtt kee Feeler am System oder e Manktem u lëtzebuergeschsproochege Mataarbechter. Wéi hei am Ufank erkläert ginn ass, ass de Sys-

tem esou opgesat ginn, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, d'Sprooch ze wíelen an den Typ vu Froen. Domat soll garantéiert ginn, dass d'Utilisateuren esou séier wéi méiglech mat enger Persoun a Verbindung gesat ginn, déi eng prezis Äntwert ka ginn, ouni dass et néideg ass, e puermol den Uruff ze transferéieren. Falls ee bestëmmten Interlocuteur dee Moment net fräi ass, gëtt dann den Appell automatesch weidergeleert, fir ze vermeiden, dass den Utilisateur ze vill laang an der Waardeschläif bleift. An deem Kontext kann et virkommen, dass een Utilisateur, dee gefrot huet, fir mat engem lëtzebuergeschsproochege Mataarbechter verbonnen ze ginn, mat engem franséischsproochege oder daitschsproochege Mataarbechter verbonne gëtt, well all déi lëtzebuergeschsproochege Mataarbechter de Moment scho besat sinn. D'Zil ass awer, esou séier wéi méiglech en Utilisateur mat enger Persoun a Verbindung ze setzen, déi eng valabel Äntwert ka ginn, an d'Waardezäit esou wäit wéi méiglech kuerz ze halen. Wann een Utilisateur awer domat Problemer huet, gëtt hie mat engem lëtzebuergeschsproochege Mataarbechter verbonnen, esou bal een disponibel gëtt.

Zu der 3. Fro:

Vun deem, wat virdrun erkläert ginn ass, kann een net vun engem Manktem schwätzen, mä vun enger Optisatioun vum Service, deen dem Utilisateur gebuede gëtt.

Question 0107 (6.2.2014) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant le **contournement Olm-Kehlen**:

Lors du débat d'orientation du 19 novembre 2009 sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État, le contournement d'Olm-Kehlen faisait partie de la liste des priorités du Gouvernement et la Chambre des Députés a donné, à travers une motion, son accord de principe quant à la réalisation du projet.

En effet, ce projet de contournement tendait à améliorer la qualité de vie et surtout la sécurité des résidents des localités d'Olm et de Kehlen.

En plus, il présente l'avantage de raccorder efficacement les zones d'activités de Capellen et de Kehlen au réseau routier primaire, sans traverser les zones résidentielles de Kehlen, d'Olm et de Capellen.

À noter que les résidents des localités de Keispelt/Meispelt réclament la réalisation d'une 2^e phase dudit contournement afin de délester leurs routes.

Or, en janvier 2014, le nouveau Ministre du Développement durable a déclaré qu'il comptait étudier une autre variante du tracé parce que l'actuel projet entraînerait des problèmes au niveau de la protection de la nature.

Cependant, le projet initial de 1999, qui a retenu la variante Mamer-Kehlen en contournant les villages d'Olm et de Kehlen sur le côté Est,

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les problèmes de protection de la nature de la variante Est invoqués par Monsieur le Ministre ?

- Quelle alternative pourrait être substituée à la variante Est initialement retenue?

- Sachant que le projet avait été classé en priorité I, dans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre une décision en la matière?

- Quel est l'état d'avancement du projet initial?

Réponse (19.3.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Tout d'abord, il y a lieu de subdiviser le projet sous rubrique en deux fonctions et tronçons distincts, à savoir:

1. Le contournement d'Olm-Kehlen entre l'autoroute A6 et la Route Nationale RN12 permettant de délester la localité de Kehlen en déviant le trafic transitoire nord-sud.

2. Un nouvel accès à la Z.I. de Kehlen sans traverser les localités d'Olm et Kehlen.

D'après les analyses environnementales effectuées la variante «est» du tronçon 1 n'aura pas d'impact majeur sur les objectifs de protection de zones habitat «Natura 2000».

Par contre, le nouvel accès à la Z.I. de Kehlen étudié jusqu'à présent aurait un impact indirect sur la zone habitat «Vallée de la Mamer et de l'Eich» ainsi que sur la zone habitat «Massif forestier du Ielboesch».

Tout en confirmant que les deux tronçons du projet de contournement d'Olm-Kehlen (N6-A6-N12) figurent toujours parmi les projets prioritaires de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «transports», je viens de donner l'instruction à mes services d'étudier des tronçons alternatifs pour accéder à la Z.I. de Kehlen tout en évaluant soigneusement les incidences éventuelles des variantes sur l'environnement naturel et humain ainsi que leurs conséquences pour les investissements publics.

Question 0108 (6.2.2014) de **Mme Nancy Arendt** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **tentatives supposées d'enlèvement d'enfants**:

Après que deux nouveaux cas de tentatives supposées d'enlèvement d'enfants ont été signalés mardi dernier, de plus en plus de parents commencent à s'inquiéter. La Police grand-ducale a indiqué hier que les enquêtes tourneraient à plein régime et a fourni un certain nombre de conseils aux enfants respectivement à leurs parents. Elle a toutefois également insisté à ce que les gens ne cèdent pas à la panique.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait mieux informer les parents, les élèves et le personnel enseignant et éducatif/encadrant sur le comportement adéquat à adopter dans des situations telles que décrites ci-dessus?

- Ne pense-t-il pas qu'il faudrait inciter les écoles et les maisons relais à organiser des réunions de sensibilisation tant du personnel enseignant et encadrant que des parents?

- Ne faudrait-il pas procéder régulièrement à de telles sensibilisations p. ex. en les organisant systématiquement une fois par an?

- Ne faudrait-il pas ensemble avec les officiers de police élaborer une brochure d'information à destination des écoles et des maisons relais voire des parents et des élèves?

Réponse (11.3.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Les supposées tentatives d'enlèvement d'enfants rapportées dans la presse nationale ont suscité de nombreuses inquiétudes auprès des enfants comme des adultes.

Les parents sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants, mais les enseignants et le personnel socio-éducatif sont également des personnes de référence qui jouent un rôle clé dans l'encadrement des enfants et leur apprentissage de la vie. Dans des situations d'exception et face aux craintes parfaitement compréhensibles que celles-ci font naître, tous les partenaires scolaires sont appelés à agir de concert pour sensibiliser les enfants et les aider à se protéger contre des dangers éventuels.

Les enfants peuvent d'autant plus facilement s'approprier des conseils de sécurité que ceux-ci sont véhiculés de manière cohérente à la maison, à l'école et dans la structure d'accueil. Pour développer cet effet de synergie dans le contexte des récentes tentatives de rapt, le ministère a adressé, le 6 février 2014, une communication aux présidents des comités d'école, aux représentants des parents d'élèves et aux autorités communales. Dans cette circulaire, le ministère a résumé des recommandations à l'intention des enfants, élaborées en concertation avec la Police grand-ducale, et rappelé les mesures de sécurité et de surveillance en vigueur. Le ministère a également recommandé au personnel enseignant de contacter les autorités communales afin que soient prises les mesures nécessaires pour renforcer le contrôle de l'accès aux enceintes et bâtiments scolaires. Par ailleurs, il s'est concerté avec les inspecteurs en charge des communes dans lesquelles des incidents ont été rapportés.

Plutôt que d'inviter l'ensemble des écoles et des maisons relais à organiser des réunions de sensibilisation, il est préférable de prévoir régulièrement des actions de sensibilisation qui impliquent directement les enfants. En abordant les dangers avec leur classe ou leur groupe, les enseignants et les éducateurs peuvent formuler des mises en garde et des recommandations adaptées à l'âge et à la maturité des enfants et favoriser ainsi l'échange sur les risques et la gestion des situations de la vie courante. Ce faisant, ils sont directement à l'écoute des craintes et des questions des enfants, mais aussi des parents.

La sensibilisation aux dangers d'une agression s'inscrit plus généralement dans le contexte de prévention de la violence. Au-delà des programmes scolaires proprement dits, de nombreux programmes et actions spécifiques (ateliers, journées pédagogiques, etc.) sont mis en œuvre dans les écoles fondamentales et lycées à l'intention des élèves comme du personnel enseignant et socio-éducatif. L'inspection des écoles fondamentales en collaboration avec les parquets des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch organise des réunions d'information à l'intention des présidents des comités d'école sur les démarches à suivre en cas de danger imminent ou de constats de violence. Une feuille de route élaborée par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) informe les enseignants de l'enseignement fondamental et des lycées sur les mesures à prendre et les instances à contacter en cas de suspicion de maltraitance ou d'abus sexuel d'un enfant ou d'un jeune. Il est tout à fait envisageable d'élargir cette documentation en y incluant également des conseils de sécurité face aux dangers d'enlèvement.

Question 0109 (7.2.2014) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'éventuelle mise à l'arrêt du site de production d'ArcelorMittal à Schifflange:

Le management d'ArcelorMittal vient d'annoncer que le site de production de Schifflange ne serait plus compétitif et que par conséquent le groupe entend le mettre définitivement à l'arrêt. Ainsi un autre chapitre de l'histoire sidérurgique du pays prendra fin.

Au vu de ce qui précède, je désire poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à cette nouvelle?

- Quelles démarches le Gouvernement entend-il entreprendre afin de revaloriser le terrain dans l'objectif d'y installer au plus vite de nouvelles entreprises? Le Gouvernement a-t-il déjà élaboré une stratégie pour la revalorisation des terrains avec les communes concernées, à savoir Esch-sur-Alzette et Schifflange?

- Qui sera responsable de l'assainissement du site en question?

Réponse commune (12.3.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Lors d'une interview récente, Michel Wurth, directeur général d'ArcelorMittal, a déclaré que les activités sidérurgiques sur le site de Schifflange seraient définitivement arrêtées.

Le Gouvernement regrette cette décision d'ArcelorMittal. Le Gouvernement constate toutefois que l'accord LUX 2016 est mis en œuvre de façon constructive. Cet accord prévoit notamment des investissements conséquents pour moderniser et renforcer les sites de Belval et Differdange.

Par ailleurs, il est noté avec satisfaction que pour l'année 2014 la production de laminage sur le site de Rodange est continuée.

Concernant le site de Schifflange, il appartient à ArcelorMittal d'entamer une procédure de cessation d'activités en accord avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Ministre de l'Économie vient par ailleurs de saisir la direction d'ArcelorMittal quant aux intentions du groupe de valoriser le site à l'avenir.

Question 0110 (10.2.2014) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant le monument en souvenir à la princesse Amalia de Saxe-Weimar-Eisenach:

Au bord du parc dit «Amalia-Park» de la ville de Luxembourg se situe le monument érigé en 1876 en souvenir à la princesse Amalia de Saxe-Weimar-Eisenach, épouse du prince Henri d'Orange Nassau, prince des Pays-Bas et Gouverneur du Luxembourg. Malgré le fait qu'elle ne s'impliqua guère dans les décisions politiques, Amalia joua un rôle dans la résolution de la crise luxembourgeoise de 1867, qui aboutit au second Traité de Londres officialisant l'indépendance et la neutralité du Grand-Duché. Par ailleurs, Amalia était très engagée dans le domaine caritatif. Finalement, elle introduisit au Luxembourg le préscolaire selon le concept pédagogique de Friedrich Fröbel.

Sur le monument lui dédié se trouve l'inscription «À la princesse Henri des Pays-Bas 1830-1872». Aucune mention n'est faite ni de son nom, ni de ses mérites.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Culture ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité des chances les questions suivantes:

- Afin de mieux faire connaître ce personnage tant auprès de la population luxembourgeoise qu'auprès des nombreux touristes fréquentant notre capitale, Mesdames les Ministres ne pensent-elles pas qu'il y aurait lieu de compléter ledit monument par une plaquette explicative, faisant état du nom de la princesse Amalia et de ses mérites?

- Mesdames les Ministres envisagent-elles de faire le relevé des monuments dédiés à des femmes et des inscriptions y figurant dans le but de les compléter éventuellement ou, le cas échéant, de les faire compléter par les autorités en charge et de valoriser ainsi les mérites de ces femmes?

Réponse commune (26.3.2014) de Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances:

L'égalité effective entre femmes et hommes dans tous les domaines de la vie est l'une des priorités du Gouvernement. Sur base du rappel du principe du «gender mainstreaming», l'accord de coalition de 2014 invite tous les acteurs de la société à tenir compte des besoins et intérêts spécifiques des hommes et des femmes dans leurs travaux respectifs. Cette stratégie concerne d'autant plus les domaines politiques qui touchent directement les citoyens, hommes et femmes, dont font partie la culture et le tourisme.

L'atteinte de cet objectif est largement tributaire des vues et mentalités d'un bon nombre d'acteurs et avant tout du grand public. Des campagnes de sensibilisation ponctuelles doivent aller de pair avec la publication durable d'informations pour influencer la manière de penser des gens.

Dédier des rues, des monuments ou autres immeubles à des femmes méritantes ne permet pas seulement de rendre visibles et de valoriser les mérites respectifs de celles-ci, mais encore de montrer au grand public et aux générations futures que l'histoire n'est pas uniquement marquée par des personnages masculins.

Devrait-on compléter le monument dédié à la «princesse Henri des Pays-Bas» par une plaquette explicative, faisant état du nom de la princesse Amélie et de ses mérites?

Amélie Marie de Gloria de Saxe-Weimar-Eisenach avait épousé le prince Henri des Pays-Bas, Gouverneur de Luxembourg depuis 1849. L'inscription «Princesse Henri des Pays-Bas 1830-1872» sur le monument reflète le titre officiel de la princesse.

Lors de son inauguration officielle en 1876, le monument communément érigé par suscription nationale fut remis par le comité d'organisation à la Ville de Luxembourg. C'est cette dernière qui depuis s'occupe de l'aménagement et de l'entretien du monument, et c'est donc aussi à elle que reviendrait le cas échéant l'initiative d'ériger une plaquette explicative en honneur de la princesse Amélie.

Dresser le relevé des monuments dédiés à des femmes et des inscriptions y figurant dans le but de les compléter éventuellement.

Il existe déjà un circuit thématique intitulé «Vie des femmes - Femmes légendaires. Une promenade à travers mille ans d'histoire urbaine», qui est un projet conjoint du Luxembourg City Tourist Office et du Cid-femmes, dont les activités sont subventionnées par le Ministère de la Culture. Ce circuit permet de découvrir un certain nombre de sites et monuments de la ville de Luxembourg en lien avec des femmes, célèbres ou non. Des informations complémentaires sur les thèmes du circuit urbain sont disponibles auprès du Cid-femmes, de l'Université du Luxembourg (recherches en matière de genre et de femmes), du Service à l'Égalité des chances de la Ville de Luxembourg, du Ministère de l'Égalité des chances et du Conseil national des femmes du Luxembourg.

Question 0111 (10.2.2014) de M. Roy Reding (ADR) concernant la nomination des conseillers d'État:

De 4. Februar 2014 ass en Avis officiel publizéiert ginn, an deem de Chamberspresident matdeele léisst, datt e Posten am Statsrot fräi ginn ass an datt déijéineg, déi interesséiert wieren an déi dem Profil entsprechen, hir Kandidatur bis de 5. März kënnen erareeche. Et gëtt och preziséiert, datt fir dee Posten en allgemengen an e spezifesche Profil erstallt gouf. Wat de spezifesche Profil ugeet, hätt de Statsrot eng Präferenz «pour un candidat disposant d'une formation d'un cycle universitaire de quatre ans en économie».

Wann d'Virschlagsrecht dës Kéier bei der Chamber läit, esou louch et bei der viregter Nominierung beim Grand-Duc respectivement bei der Regierung.

An deem Kontext wëllt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Gouf et bei der viregter Nominierung och e spezifesche Profil nieft deem allgemengen?

- Wa jo, wat fir eng spezifesch Ausbildung oder Kompetenze sinn deemools verlaangt ginn?

- Wann neen, op wat fir enge Kritäre berout de Choix, deen d'Regierung getraff huet?

2. Am Koalitionsaccord huet d'Regierung festgehalten: «La procédure de nomination des membres du Conseil d'État ainsi que la question de la publicité de ses travaux seront examinées. La composition du Conseil d'État assurera une représentativité équilibrée des courants politiques siégeant à la Chambre des Députés.»

- Wéini gedenkt d'Regierung, eng Reform vun der Nominierungsprozedur an d'Weeër ze leeden?

- Aus wéi enge Grënn huet d'Regierung net vun der viregter Nominierung profitéiert, fir direkt eng «représentativité équilibrée des courants politiques» am Statsrot ze garantéieren, vu datt dat och ouni Gesetzesännerung méiglech gewiescht wier?

Réponse (11.3.2014) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:

Den honorablen Deputéierte freet am Kontext vun der leschter Nominatioun, déi de Grand-Duc respectivement d'Regierung fir d'Besetzung vun engem Posten am Statsrot virgeholl huet, ob et e spezifesch Profil gouf, deen fir déi Nominatioun ausgeschafft gi wor.

Esou e spezifesch Profil gouf et an dësem Fall vusaite vum Statsrot net.

De Choix vun der Regierung berout an dësem Fall op enger Rei Kritären, déi der Meenung vun der Regierung no pertinent sinn, fir d'Zusammensetzung vum Statsrot en vue vu sengen Aufgabe sënnavoll ze ergänzen. Déi concernéiert Persoun erfëllt all déi Kritären. Si huet Erfahrung souwuel op Säit vun de Gewerkschafte wéi och als fréiere Member vun der Regierung. Als laangjähregen Deputéierten a Buergermeeschter vereent si domat zousätzlech horizontal, d. h. themeniewergräifend Kompetenzen op lokalem, nationalem an internationalem Niveau, déi besonnesch wäertvoll sinn am Kader vun der Roll, déi de Statsrot an der legislativer Prozedur zu Lëtzebuerg anhéilt.

D'Regierung huet an hirem Koalitionsaccord festgehalten, d'Nominatiounsprozedur vun de Membere vum Statsrot ze analyséieren. D'Regierung wëllt dës Reform am Dialog mat de concernéierten Institutiounen, d. h. der Chamber an natierlech dem Statsrot selwer, op de Wee bréngen. Dëst gëtt eng wichteg Reform, déi eng breet Konsultation viraussetzt an där d'Regierung bei hirer leschter Nominatioun net wollt virgräifen.

Question 0112 (11.2.2014) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les interventions du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU):

- Est-ce que l'équipage médical et paramédical qui participe à une intervention (par vecteur terrestre ou aérien) est couvert par une assurance accident (au-delà de l'assurance accident de la sécurité sociale) qui intervient en cas de dommages corporels, d'invalidité ou de décès?

- Dans l'affirmative, quelle est la somme assurée en cas d'invalidité ou de décès? Existe-t-il une différence entre médecin ou infirmier?

- Est-ce que l'équipage du SAMU est également assuré en effectuant une mission par vecteur aérien de la Luxembourg Air Rescue? Est-ce que les mêmes sommes d'assurance sont engagées? Est-ce que la couverture par l'assurance est liée à un «medical passenger briefing» valable?

- Est-ce que l'État luxembourgeois a conclu une responsabilité civile professionnelle pour l'équipage en question?

Réponse (10.3.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Une convention conclue le 28 mars 2003 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes règle la participation des médecins anesthésistes-réanimateurs dans le cadre des secours d'urgence (SAMU).

Suivant cette convention, les médecins qui agissent dans le cadre des activités SAMU bénéficient d'un contrat d'assurance accident et décès prévoyant les garanties suivantes:

- en cas d'incapacité temporaire: une indemnité de 18.127 euros par mois pendant un maximum de vingt-quatre mois, avec un délai de carence de trois jours;

- en cas d'incapacité permanente et à partir des vingt-quatre mois garantis en vertu de l'incapacité temporaire: un montant de 6.043 euros par mois jusqu'au soixante-cinquième anniversaire du médecin;

- en cas de décès: une indemnité de 1.208.500 euros.

Étant donné que le SAMU est considéré comme une extension du service d'urgence de l'hôpital, le personnel de soins qui fait partie de l'équipe SAMU est couvert par les assurances conclues par l'établissement de garde dont il relève.

Les contrats d'assurance couvrent les interventions du SAMU et cela indépendamment du vecteur d'intervention rapide employé (voiture ou hélicoptère).

La convention précitée ne précise pas si le «medical passenger briefing» fait partie du contrat d'assurance. Toujours est-il que les médecins et le personnel de soins qui participent aux activités du SAMU sont au courant des procédures. Par ailleurs, l'équipement à bord de l'hélicoptère est identique à celui des voitures du SAMU.

L'équipage du SAMU est également couvert par une assurance responsabilité civile professionnelle.

Question 0113 (11.2.2014) de M. Justin Turpel (déi Lénk) concernant la mise en place d'un mécanisme d'intérêt notionnel:

Dans leur programme gouvernemental, les partis coalitionnaires DP, LSAP et déi gréng affirmant: «Le Gouvernement mettra aussi en place un mécanisme d'intérêt notionnel afin d'encourager les entreprises à renforcer le financement par fonds propres (tout en mettant en place les mesures nécessaires pour éviter des abus).» Lors de la présentation du programme de coalition à la Chambre des Députés le 10 décembre 2013, Monsieur le Premier Ministre déclara: «Mir wëlle bei de Betriber d'Innovation stäerken an d'Investitiounen an de Standuert an domadder an nei Aarbechtsplaze weider férdere. Mir wëllen dofir e geschéckte Mechanismus vun Intérêts notionnels aféieren an d'Méiglechkeet vun enger Réserve immunisée pour investissement schafen.»

De suite, le président de la fraction CSV avait mis en garde le Gouvernement par rapport à

cette intention et déi Lénk s'est positionné ouvertement contre un tel cadeau fiscal, extrêmement controversé en Belgique, pays dans lequel il est appliqué depuis 2006. De plus, il nous revient que des représentants de deux des trois partis gouvernementaux, à savoir déi gréng et le LSAP, ont fait part de leur scepticisme, voire leur opposition à l'introduction d'un mécanisme d'intérêt notionnel, parce que les désavantages d'un tel système prévaudraient largement sur les prétendus avantages, notamment par le fait qu'il engendrerait une perte supplémentaire de recettes fiscales par une partie des entreprises et multinationales et créerait une disproportion supplémentaire dans le traitement fiscal entre certaines entreprises et les citoyens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Le Gouvernement compte-t-il, malgré toutes ces réticences, maintenir son intention de mettre en place un mécanisme d'intérêt notionnel?

2) Dans l'affirmative, quels en seraient les conséquences, les avantages et désavantages, de même que les recettes supplémentaires et les pertes engendrées par ce mécanisme?

3) S'agit-il d'attirer par ce biais des bénéfices créés à l'extérieur par des entreprises internationales?

4) Un tel mécanisme ne serait-il pas dans ce cas contraire au principe d'imposer correctement les revenus, y compris ceux des entreprises, dans le pays où la plus-value a été créée?

5) Un tel mécanisme pour les seules entreprises n'augmentera-t-il pas davantage la différence de traitement entre les entreprises et les détenteurs du capital d'une part, et les salariés, d'autre part?

6) Le cas échéant, ne serait-il pas préférable d'abandonner tout simplement la mise en place d'un mécanisme d'intérêt notionnel?

Réponse (24.3.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Dans un souci de favoriser l'emploi et d'assurer de manière durable les recettes de l'État, le Gouvernement porte toute son attention sur l'attractivité et la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. Dans cette démarche, un régime fiscal favorisant l'investissement et l'innovation mérite l'attention. Dans ses réflexions sur ce sujet, le Gouvernement entend également examiner des dispositions fiscales visant à réduire le financement des entreprises par la dette.

En tenant compte des objectifs ci-avant tout comme des exigences européennes et internationales, le Gouvernement procédera à une analyse détaillée de l'impact qu'un régime propice aux investissements sur fonds propres peut avoir sur l'innovation et le maintien de l'emploi ainsi que sur l'équilibre des finances publiques. Avant conclusion de cette analyse et définition éventuelle d'un régime fiscal inédit, il serait prématuré de prendre position sur l'une ou l'autre conséquence dont l'honorable Député se préoccupe.

Question 0116 (12.2.2014) de **Mme Tess Burton** (LSAP) concernant la **classe préparatoire aux Grandes Écoles françaises**:

Depuis la rentrée 2013, le Lycée classique d'Echternach, en collaboration avec le Lycée Georges de La Tour de Metz, propose une classe préparatoire aux Grandes Écoles françaises où en deux ans les étudiants sont préparés au concours d'entrée aux établissements français à réputation internationale, tels que HEC ou ESSEC.

Depuis plusieurs années, le Luxembourg tente activement d'augmenter le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur afin de disposer d'une main d'œuvre qualifiée. Proposer une classe préparatoire pour les Grandes Écoles françaises au Luxembourg est une initiative qui s'inscrit clairement dans ce contexte et est un atout considérable pour les élèves qui choisissent cette voie. En effet près de 85% des élèves diplômés des Grandes Écoles peuvent se prévaloir d'un contrat d'embauche avant même la fin de leurs études.

Le lancement de cette classe préparatoire s'est montré difficile. Seuls quatre élèves suivent ce cursus pendant l'année académique 2013-2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Que compte entreprendre le Gouvernement afin qu'un plus grand nombre d'élèves s'intéressent à cette classe préparatoire?

Réponse commune (27.02.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, *Ministre de l'Éducation nationale*, *de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Concernant le projet de classes préparatoires, je tiens à préciser qu'une analyse de la situation économique de notre pays montre que le Luxembourg et son marché du travail sont en train d'évoluer dans un contexte économique globalisé.

La désindustrialisation rampante, un secteur bancaire qui doit se redéfinir, de nouvelles opportunités à saisir dans le secteur tertiaire (e-commerce, secteur de la logistique, biotechnologie,...) sont autant de défis pour notre économie. Dans ce contexte, les femmes et les hommes qui sont appelés à prendre des responsabilités auront besoin d'un solide bagage de culture générale, d'une maîtrise de techniques éprouvées de gestion, d'un esprit d'initiative à toute épreuve ainsi que de ténacité et d'endurance pour aborder les challenges auxquels seront confrontés les dirigeants des prochaines années.

Les Grandes Écoles françaises préparent leurs étudiants à relever ces défis. Il importe de promouvoir l'accès aux plus prestigieuses Grandes Écoles françaises, surtout dans le domaine économique.

Mettre en place une classe préparatoire économique et commerciale dans un lycée luxembourgeois, c'est se donner les moyens du côté de l'éducation nationale luxembourgeoise de préparer au mieux les élèves issus des classes terminales pour se présenter au concours d'admission des Grandes Écoles de commerce.

J'attends du projet d'une classe préparatoire aux Grandes Écoles au Lycée classique d'Echternach (LCE) une optimisation de la prise en compte des spécificités luxembourgeoises dans le parcours de préparation des épreuves d'admission.

Nos meilleurs élèves, confrontés dès le début de leur scolarité à un enseignement en allemand et en français, auxquels se rajoute l'anglais au début du secondaire, ont certes des avantages au niveau de la maîtrise des langues. Par contre, la pratique régulière et systématique de méthodes d'analyse et de synthèse autour de thèmes d'actualité économique et de culture générale est moins prononcée qu'en France. En offrant des classes préparatoires au Luxembourg, nous aurons la possibilité de prendre en compte les atouts langagiers de notre système scolaire tout en proposant un approfondissement des compétences qu'exigent les Grandes Écoles françaises.

Par ailleurs, la mise en place d'une classe préparatoire dans un lycée est une valorisation des compétences professionnelles des enseignants et en même temps un engagement pour l'excellence. Pour l'établissement, au-delà des défis organisationnels, le fait de pouvoir proposer une classe préparatoire diversifie son offre scolaire et augmente certainement son prestige.

Par contre, les avantages des classes préparatoires pour assurer un passage réussi en école de commerce ne sont pas encore bien connus au Luxembourg et le recrutement de la classe CPGE au Lycée classique d'Echternach n'a pas connu le succès espéré en 2013.

Entre-temps, toute la campagne de promotion a été revue pour comprendre les éléments suivants:

- la présence du LCE dans un stand à part proche des Grandes Écoles de commerce françaises lors de la Foire de l'Étudiant,

- la présentation de la classe préparatoire du LCE dans le réseau des écoles de commerce en France,

- une information ciblant directement les élèves des classes de première de tous les lycées luxembourgeois par l'intermédiaire des professeurs et des élèves de la classe préparatoire du LCE,

- une campagne de publicité à la radio pour présenter les avantages de la classe préparatoire au grand public,

- une séance d'information ouverte au grand public,

- l'organisation de séminaires en collaboration avec la Chambre de Commerce à l'attention des étudiants actuels et futurs de la classe préparatoire,

- le CEDIES présente les classes préparatoires dans toutes ses activités d'information dans les lycées luxembourgeois.

Les premières activités de cette campagne de publicité ont d'ores et déjà eu lieu et les res-

ponsables de la mise en place de la classe préparatoire sont confiants du succès de leur démarche.

Question 0118 (12.2.2014) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **phénomène «neknomination»**:

Lancée en Australie début janvier, cette pratique à risque se répand rapidement en Europe à travers les réseaux sociaux, notamment sur Facebook. Le jeu consiste à se filmer, face caméra, en buvant un verre d'alcool d'une traite, puis à nommer trois personnes afin qu'elles fassent de même dans les prochaines 24 heures.

Deux jeunes hommes irlandais ont déjà trouvé la mort suite à cette nouvelle tendance de «binge drinking». En réaction à ces drames, les autorités irlandaises ont demandé à Facebook de faire interdire les pages recueillant de telles vidéos. Les responsables du réseau social ont cependant déclaré que de tels comportements ne vont pas nécessairement à l'encontre de leurs règles et qu'ils en refusent la suppression.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement est-il au courant du phénomène décrit ci-dessus?

- Sachant que ce «jeu» est aussi pratiqué au Luxembourg, y a-t-il déjà eu des cas d'abus d'alcool suite à des «neknominations»?

- Le Gouvernement entend-il réagir afin d'éviter des abus entraînant des décès?

- Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir? Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il faudrait se concerter au niveau européen afin de sensibiliser les responsables des réseaux sociaux?

Réponse commune (27.3.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Le Gouvernement est au courant de ce nouveau phénomène qui a aussi fait des vagues au Luxembourg. En effet, des vidéos ont été diffusées sur Youtube et/ou Facebook montrant des jeunes/adolescents qui avaient participé à une «neknomination».

Même si les autorités ne possèdent pas d'informations sur d'éventuels cas de surconsommation (voire intoxication) d'alcool au Luxembourg liés directement au «neknomination» que ce soit par des jeunes de moins de 16 ans ou des adolescents plus âgés, des cas de surconsommation d'alcool ne peuvent toutefois pas être exclus. Les autorités n'ont pas non plus connaissance d'éventuels cas de décès survenus au Luxembourg et qui seraient imputables à une surconsommation d'alcool suite à une «neknomination».

Le groupe de travail mis en place au niveau du Ministère de la Santé, chargé de l'élaboration d'un «Plan National Alcool», a identifié les jeunes consommateurs comme une cible prioritaire des efforts préventifs actuels et futurs. Une formation et une mise en garde face aux effets souvent rapides et néfastes d'une consommation incontrôlée de boissons alcoolisées, ainsi qu'un contrôle plus sévère de la mise-à-disposition (service et vente) de boissons alcoolisées aux mineurs en particulier, sont prévus dans le projet de plan d'action.

L'action du groupe de travail vise ainsi à sensibiliser contre une consommation incontrôlée, excessive de boissons alcooliques, qu'elle intervienne ou non en relation avec une «neknomination».

Actuellement des réflexions sont menées au sein de ce groupe en vue de réagir face à ce phénomène de mode, tout en essayant d'éviter de lui donner une visibilité accrue en lui accordant une importance démesurée.

En effet, de nouvelles initiatives du type dont fait état l'honorable Députée font régulièrement leur apparition et suscitent souvent un engouement passager avant d'être remplacées par une autre idée ou tendance de mode.

Afin de pouvoir influencer sur les phénomènes dangereux ou néfastes pour la santé, il est important d'utiliser les mêmes mécanismes de diffusion pour les messages de sensibilisation et d'information. Ainsi, dans l'hypothèse de la «neknomination» où la nomination est lancée à travers l'utilisation des réseaux sociaux un «jeu alternatif», détournant les règles du jeu «neknomination» vers quelque chose de plus inoffensif, voire positif, bénéfique et fédérateur, pourrait être envisagé.

Par ailleurs, la sensibilisation des adultes et la formation de réseaux d'intervention et d'ac-

tion, ayant recours également aux nouveaux médias, constituent aussi une stratégie de prévention efficace contre la consommation nocive d'alcool par les adolescents et les jeunes adultes.

Parallèlement, BEE SECURE, une initiative interministérielle qui regroupe des experts du SNJ (Service national de la Jeunesse) et de SMILE («Security Made in Lëtzebuerg» - groupement d'intérêt économique) assume un rôle important dans ce contexte. En raison de ses nombreux contacts avec les utilisateurs des nouvelles technologies, notamment les élèves, l'équipe de BEE SECURE capte en principe très tôt les nouvelles tendances.

La mission de BEE SECURE consiste à sensibiliser par rapport à toute forme de risque liée à l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication.

Du point de vue «éducation aux médias», BEE SECURE estime que le phénomène de «neknomination» est une tendance temporaire comme d'autres (voire «planking», «Harlem shake», etc.). D'après les informations qui ont pu être obtenues dans les établissements scolaires, cette pratique n'est d'ailleurs pas connue par tous les étudiants et parmi ceux qui la connaissent, la majorité ne la trouve pas intéressante. Actuellement, le phénomène semble d'ailleurs avoir déjà atteint son apogée et devrait donc faire place à la prochaine tendance.

Le Gouvernement prend tous ces phénomènes très au sérieux. Pour ce qui est du «neknomination», des jeunes nommés peuvent se sentir obligés d'y participer afin de ne pas être expulsés du groupe. Lors des interventions (dans la presse, dans les écoles...), les experts BEE SECURE recommandent chaudement aux jeunes de ne pas se plier aux exigences du groupe.

Entre-temps, différentes variantes parodiques ou humoristiques circulent sur Internet, y inclus parmi les utilisateurs résidents: Des jeunes qui boivent du lait ou du jus au lieu d'alcool, d'autres qui incitent à faire des pompes ou des dons pour la bonne cause et qui boycottent ainsi la tendance de pousser quelqu'un à boire de l'alcool pour être «cool». Deux illustrations de tels exemples positifs au Luxembourg sont les suivants:

• Nomination «bonne action» lancée, par Young Caritas:

<http://www.youtube.com/watch?v=S8kuDCOw1cw>

• Nomination à se montrer en portant un «necker» (foulard scout), avec la participation de nombreux scouts luxembourgeois:

<https://www.facebook.com/hashtag/neckernomination>

Ces exemples montrent que les réseaux sociaux font souvent preuve d'autocontrôle et d'autorégulation.

Pour ce qui est d'une concertation au niveau européen, BEE SECURE est depuis longue date membre au sein du réseau européen «Insafe». Ce réseau regroupe les centres de sensibilisation mis en place partout en Europe avec le soutien de la Commission européenne. Le Luxembourg a d'ailleurs soutenu la Commission dans ses efforts pour une autorégulation des grands réseaux sociaux. En 2009, les responsables des principaux réseaux sociaux ont adopté le document «Safer Social Networking Principles for the EU».

Les responsables BEE SECURE participent régulièrement à des conférences et réunions internationales auxquelles participent aussi des représentants des réseaux sociaux et lors desquelles des contacts se sont formés.

Ensemble avec nos partenaires européens, nous participons ainsi déjà à une consultation, voire une sensibilisation des réseaux sociaux.

Question 0119 (12.2.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**absence continue d'un haut fonctionnaire de la Direction de la Défense**:

Mengen Informatiounen no gëtt et an der Direction de la Défense en héije Beamten, deen zënter Joren oder jiddefalls während laange Perioden net méi op senger Aarbechtsplaz war.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioun confirméieren?

2. Op wat fir Grënn ass dës Ofwiesenheet zréckzeféieren?

3. Ass dës Ofwiesenheet ëmmer korrekt motivéiert ginn, z.B. duerch Krankeschäiner?

4. Wat fir eng Décisiounen huet den Här Minister zu wéi engem Zäitpunkt an dësem Dossier geholl, respektiv gedenkt den Här Minister ze huelen?

Réponse (20.3.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

D'parlamentaresch Ufro N°119 vum honnabelen Deputéierte Fernand Kartheiser concerniert e Fonctionnaire aus dem Grad 15, deen an der Direction de la Défense vum Aussemnistère affectéiert ass.

Et ass richtege, datt dës Persoun zënter längerer Zäit aus Krankheetsgrënn mat valabele Certificats médicaux absent ass.

An der Vergaangenheet gouf de Fonctionnaire regelméisseg bei de Médecin de Contrôle du secteur public geschéckt an d'Commission des pensions gouf saisiert.

Souwuel den Aussenministère, wéi och d'Commission des pensions wëllen eng Léisung fanne, fir dës Situatioun vum Fonctionnaire esou séier ewéi méiglech ze klären.

Den 30. Januar 2014 huet de Minister vun der Défense op en Neits de Médecin de Contrôle du secteur public saisiert, fir de Fonctionnaire ze ënnersichen en vue vun enger neier Saisine vun der Commission des pensions.

Question 0122 (17.2.2014) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le «sexting»:

Le sexting consiste à s'échanger des messages et des images à caractère sexuel, voire pornographique, par SMS, sur les réseaux sociaux ou via des services de messagerie instantanée. Ses pratiquants sont majoritairement des adolescents et de jeunes adultes.

Malheureusement les cas d'extorsion se multiplient.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement entend-il réagir afin d'endiguer le phénomène du sexting?

- Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir? Ne serait-il pas utile d'envisager des campagnes de sensibilisation notamment dans les écoles?

- Combien de cas d'extorsion ont été enregistrés auprès des autorités judiciaires en rapport avec le sexting?

Réponse commune (18.3.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le Gouvernement suit de près le développement de l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication. Il le fait notamment par l'intermédiaire de BEE SECURE, une structure interministérielle et pluridisciplinaire qui a été créée en 2010 à l'initiative des ministères de l'Économie, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de la Famille et de la Grande Région et dont l'équipe se compose de membres du Service national de la jeunesse (avec une solide expérience en matière de sciences sociales et de pédagogie), de SMILE g.i.e. (fortement lié au domaine des technologies de l'information) et du «KannerJugendTelefon» (spécialisé dans l'aide psychologique).

Le sexting, comme d'autres phénomènes, a fait l'objet d'une attention particulière de la part de BEE SECURE qui a dès 2013 consacré sur son site une rubrique pour mettre en garde contre cette pratique.

En outre, un groupe de travail interministériel, regroupant les ministères de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de l'Égalité des chances, de la Famille et de l'Intégration, ainsi que de la Santé, a été constitué pour élaborer ensemble une stratégie nationale de promotion et d'éducation de la santé affective et sexuelle, ainsi qu'un plan d'action comprenant, d'une manière cohérente et complémentaire, les différentes actions politiques concrètes de chaque département ministériel. Le problème du «sexting» y sera mentionné, notamment par la thématique du respect et de l'intégrité de soi et de l'autre.

Par ailleurs, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse accorde une importance particulière à l'éducation aux médias dans les écoles et estime/recommande qu'il faut dans ce contexte sensibiliser les élèves au phénomène du sexting.

Il assure ainsi l'inscription de l'éducation aux médias dans les différents programmes d'études et la définition des compétences que les élèves doivent acquérir à certains moments-clés de leur scolarité. Afin de créer un cadre général pour l'éducation aux médias et par les médias, un document de référence a été rédigé pour l'école luxembourgeoise: «Medienerziehung und Medienbildung in der Schule» (cf. www.men.lu). De nombreux projets mis en place par l'initiative BEE SECURE et Cases sont par ailleurs réalisés dans les écoles.

Depuis 2008, des formations obligatoires sur une bonne utilisation des nouvelles technologies ont lieu dans toutes les classes de septième de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Plus de 700 formations ont eu lieu durant l'année scolaire 2012/13, y inclus un nombre croissant de sessions au niveau de l'enseignement fondamental, mais aussi de soirées pour parents, des formations pour enseignants ou d'activités dans le domaine extrascolaire. Depuis l'apparition du phénomène du sexting, et depuis septembre 2013 de manière systématique, ce sujet fait partie des sujets abordés dans les écoles.

Lancée en 2010, la campagne «Polaroid» visait à sensibiliser les jeunes à ne pas publier toutes les photos sur Internet. En 2011 et 2012, la campagne «Not funny, bee fair» abordait le phénomène du cybermobbing. Ces deux campagnes touchaient aussi le phénomène du sexting. Les messages clés des campagnes aident les jeunes à prévenir toute forme de sexting.

En novembre 2013, l'initiative BEE SECURE a publié sur son portail (www.bee-secure.lu) une rubrique dédiée au sexting. Y sont expliqués les raisons et les dangers du phénomène. BEE SECURE a aussi publié une liste de conseils pour savoir comment reprendre le contrôle au cas où une photo est déjà diffusée sur le net. Le contenu de cette rubrique est aussi téléchargeable sous forme de dossier facile à imprimer et à distribuer selon ses besoins.

Le dossier «sexting» a été relayé par la presse, qui continue à contacter BEE SECURE pour des reportages réguliers.

Les autorités ne disposent pas d'informations concernant le nombre de cas d'extorsion en rapport avec le sexting. Mais via la «Helpline» et la «Stopline» de BEE SECURE, il y a moyen d'observer les tendances.

Le service BEE SECURE Helpline offre une assistance téléphonique par rapport aux nouvelles technologies. Ce service est accessible au numéro de téléphone 26 64 05 44. Depuis le début de l'année 2014, le service note une hausse de cas de sexting.

Le service BEE SECURE Stopline est une plateforme de notification de contenu illégal. Parmi les notifications enregistrées, les cas d'images sexting ont eux aussi augmenté par rapport à l'année précédente. Pour le mois de janvier 2014, une trentaine de cas se sont accumulés, contre une vingtaine de cas pour le mois de février 2014.

Question 0125 (20.2.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant la **situation des locataires dans les foyers pour travailleurs immigrés**:

Il me revient qu'à la fin de l'année 2013, la nouvelle de la dénonciation de baux de 15 travailleurs immigrés, logeant au Foyer pour travailleurs immigrés à la rue de Mühlenbach à Luxembourg, avait été à l'origine d'un grand émoi de la part des intéressés. En clair, ces 15 personnes devaient déguerpir en plein hiver, c'est-à-dire pour le 1^{er} janvier 2014. Finalement, le Ministère de la Famille avait accordé un sursis de six mois, sursis qui devrait donc venir à échéance au mois juin de cette année.

En 2012 déjà, 14 locataires d'un tel foyer, situé sur la route de Thionville à Luxembourg, ont vu leur bail annulé et ont dû quitter les lieux.

Vous n'êtes pas sans savoir que les travailleurs installés dans ces foyers se trouvent généralement dans une situation très précaire: Ils travaillent pour la plupart dans le secteur du bâtiment et se retrouvent souvent au chômage technique. Vu les prix du marché du logement et les conditions d'octroi d'un bail (garantie correspondant à deux, voire trois loyers), il leur est extrêmement difficile de trouver un logement décent et abordable.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer ce qu'il adviendra des locataires précédemment visés par la dénonciation du bail au foyer sis rue de Mühlenbach?

1. Le foyer situé à Mühlenbach continuera-t-il à accueillir des travailleurs immigrés ou est-il destiné à un autre objet?

2. Madame la Ministre peut-elle me confirmer que tous les locataires de tous les foyers sont dûment informés de leurs droits et devoirs, et si oui, par quels moyens?

3. Selon l'hebdomadaire «Contacto», l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) avait envoyé en date du 21 octobre trois ou quatre lettres supplémentaires de dénonciation du bail pour le 1^{er} janvier 2014. Or, le sursis de six mois avait été accordé aux 15 personnes en question une semaine avant l'arrivée de ces nouvelles lettres. Quelles sont les raisons de cette incohérence?

4. Quelle est la réglementation actuelle concernant le séjour dans ces foyers? A-t-elle subi des modifications jusqu'à présent?

5. Madame la Ministre envisage-t-elle une réforme des conditions d'octroi et de séjour dans ces foyers, et si oui, quelle en serait la teneur?

6. Qu'est-il advenu du foyer situé aux abords de la route de Thionville à Luxembourg? Est-il actuellement occupé et, le cas échéant, par qui? Dans le cas contraire, Madame la Ministre peut-elle m'indiquer ce qu'elle compte faire de cet établissement?

Réponse (21.3.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Le foyer situé à 46, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg continuera à accueillir des travailleurs immigrés. Les lits sont occupés au fur et à mesure des départs des anciens occupants.

2. L'OLAI fait signer à chaque nouvel occupant un contrat d'hébergement auquel est annexé le règlement d'ordre interne du foyer. Un entretien préalable permet de donner toutes les explications nécessaires quant au contrat, au règlement d'ordre interne et aux consignes de sécurité.

3. Contrairement à l'affirmation de Monsieur Turpel, tirée du «Contacto», il y a lieu de préciser que l'OLAI a envoyé uniquement une seule lettre en date du 21 octobre 2013! Il s'agit de la lettre de résiliation pour un locataire qui a refusé les deux courriers précédents (lettre simple et lettre recommandée avec accusé de réception) étant donné que son nom ne figurait pas complètement dans l'en-tête de la lettre. Cependant, le numéro de chambre était correct. Ce préavis a été reporté à cause de ce retard au premier février 2014, et compte tenu du délai supplémentaire de six mois accordé aux autres concernés, le préavis se terminera pour ce dernier le 1^{er} août 2014.

4. La réponse à la question 2 vaut en partie pour la question 4. Par ailleurs, ledit contrat prévoit une durée de résidence de une voire deux années selon le besoin du locataire avec reconduction tacite du contrat d'année en année jusqu'à un maximum de cinq ans.

Il sera procédé à un entretien au terme de deux ans pour actualiser et analyser la situation de l'occupant.

5. Il n'y a pas de réforme envisagée. Seront accueillis des travailleurs primo-arrivants ou séjournant moins de cinq années au pays, à faible revenu, qui ont des problèmes de se loger sur le premier marché.

6. Le foyer en question nécessite une rénovation en profondeur. Le Fonds du Logement ainsi que le service des biens de la ville de Luxembourg ont été informés de l'existence du bâtiment. Le Fonds du Logement a demandé une étude de faisabilité auprès d'un bureau d'architectes.

Après rénovation, le bâtiment en question se prêterait à la réalisation de logements sociaux. La surface habitable pourrait être augmentée considérablement.

Question 0126 (21.2.2014) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** (DP) concernant le **remplacement des cartes d'identification de la sécurité sociale**:

En date du 4 février 2014, le président de la Caisse Nationale de Santé a communiqué via une circulaire que «toutes les personnes protégées par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise auront un nouveau numéro de matricule sur leur carte de sécurité sociale suivant la loi du 19 juin 2013».

La question parlementaire n°1781 du 30 novembre 2011 (cf. compte rendu n°4/2011-2012) a déjà soulevé le problème d'un abus potentiel en relation avec la carte de sécurité sociale. En effet, l'actuelle carte ne permet pas d'identifier le détenteur autrement que par son nom en

l'absence d'une photographie. Un argument décisif contre l'ajout d'une photographie d'identité était la nécessité en découlant de remplacer toutes les cartes de sécurité sociale.

En outre, en réponse à une question orale du 26 février 2013, il a été noté que le remplacement direct de toutes les cartes d'identification de la sécurité sociale (à savoir environ 700.000 exemplaires) serait très complexe et qu'une meilleure identification des assurés serait recherchée dans le cadre de l'informatisation du dossier patient (cf. compte rendu n°7/2012-2013 - question n°212).

Voilà pourquoi nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que le remplacement de toutes les cartes d'identification de la sécurité sociale prévu pendant la période du 1^{er} avril 2014 au 1^{er} juillet 2014 est dorénavant techniquement faisable?

- Vu le remplacement nécessaire de toutes les cartes d'identification de la sécurité sociale, est-il prévu d'ajouter une photographie d'identité de la personne protégée, si celle-ci est plus âgée que 18 ans? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Dans le contexte de l'introduction du dossier électronique eSanté des patients, n'est-il pas prévu d'introduire une carte à puce pour toutes les personnes immatriculées? Dans la négative, quelles en sont les raisons respectivement serait-il nécessaire de remplacer à nouveau toutes les cartes d'identification au moment de l'éventuelle introduction d'une carte à puce?

Réponse (21.3.2014) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

S'agissant du premier point, il est à confirmer que le remplacement des cartes de sécurité sociale est actuellement techniquement faisable. Dans ce contexte, et suite à l'adoption de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques, il est d'ailleurs prévu que les nouvelles cartes de sécurité sociale comportant 13 positions seront adressées par le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) à tous les assurés sur une période s'échelonnant du 1^{er} avril au 1^{er} juillet 2014.

Concernant le deuxième point, il y a lieu de relever qu'aucune photographie ne sera intégrée aux prérites cartes de sécurité sociale. Les raisons sont liées non seulement à des obstacles d'ordre pratique, le CCSS ne disposant ni d'une banque de données photographiques existante ni des moyens techniques pour constituer une nouvelle, mais encore à des coûts financiers ainsi qu'à une surcharge de travail disproportionnés.

Dans ce cadre, et tel que cela avait déjà été indiqué par l'ancien Ministre de la sécurité sociale, Monsieur Mars Di Bartolomeo, dans sa réponse à une question parlementaire du 30 novembre 2011 (cf. compte rendu n°4/2011-2012), les conventions conclues entre la Caisse Nationale de Santé et les groupements représentatifs des différents prestataires font peser sur eux une obligation de vérifier la concordance entre l'identité du patient et le détenteur de la carte de sécurité sociale. De telles dispositions constituent par conséquent déjà un moyen contraignant pour assurer un contrôle pertinent de l'identité du patient.

En ce qui concerne le dossier de soins partagé (DSP), il convient de souligner que dans sa première version, il ne nécessite et ne s'appuie pas sur des technologies du type carte à puce.

Le DSP sera accessible pour les professionnels de santé au travers d'une authentification forte par le biais de cartes «LuxTrust». Pour le patient, un système identique à celui utilisé dans les banques pour accéder aux comptes en ligne va être déployé, notamment un système Login + Password + TAN Code (transaction authentification number).

Dans une seconde version, l'Agence eSanté permettra aux patients de se connecter avec une deuxième possibilité d'authentification forte par un dispositif qui sera compatible avec «LuxTrust». À ce stade, il n'est pas prévu de mettre en œuvre un autre système propriétaire.

L'Agence eSanté suivra toutefois les dispositifs éventuellement développés et mis en œuvre dans le futur dans le domaine de la santé ou de la sécurité sociale respectivement par d'autres acteurs nationaux.

Question 0127 (25.2.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'emploi dans les entreprises nouvellement établies au Luxembourg:

Je constate que le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté au cours des douze derniers mois de plus de 2.000 personnes, le taux de chômage (cvs) s'élevant à 7,1% en décembre 2013 (par rapport à 6,4% en décembre 2012). Parmi les demandeurs d'emploi, le nombre de ceux ne dépassant pas le niveau de formation inférieur a en décembre 2013 atteint un nouveau pic.

En même temps, des entreprises nouvelles se sont installées au Luxembourg et des emplois ont été créés d'après les affirmations du Gouvernement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Combien d'entreprises industrielles se sont implantées depuis 2011 au Luxembourg?

- Combien de demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM ont depuis 2011 été recrutés par ces entreprises? Combien de demandeurs d'emploi d'un niveau de formation inférieur ont pu intégrer ces entreprises?

Réponse commune (27.3.2014) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Entre 2011 et 2013, 61 entreprises industrielles créatrices d'emplois se sont implantées au Grand-Duché de Luxembourg avec, au total, un effectif de 464 personnes en octobre 2013.

Sur cette même période, parmi les 61 entreprises, 15 ont proposé au total 90 postes vacants pour lesquels les services de l'ADEM ont effectué 390 propositions d'emploi concernant 360 demandeurs d'emploi. Sur ces 90 postes, 38 affiliations (32 personnes) sont comptabilisées à la CCSS.

Profils des personnes ayant reçu une assignation et une affiliation

Niveau et Genre	-25 ans	25-29 ans	30-39 ans	40 -49 ans	50 ans et plus	Total
1. Niveau inférieur	3		5	2	1	11
M	3		4	1	1	9
F			1	1		2
2. Niveau moyen inférieur	4	2		1		7
M	4	1				5
F		1		1		2
3. Niveau moyen supérieur	4	2	4	2		12
M	2	2	3	1		8
F	2		1	1		4
4. Niveau supérieur	1			1		2
M	1			1		2
Total	12	4	9	6	1	32

Niveaux de formation
 Sans indication pour les diplômes éventuellement acquis
 Niveau inférieur: scolarité obligatoire
 Niveau moyen inférieur
 - 10^e à 11^e de l'Enseignement secondaire technique +
 - 4^e et 3^e Enseignement Secondaire
 Niveau moyen supérieur
 - 12^e à 14^e de l'Enseignement secondaire technique +
 - 2^e et 1^{re} Enseignement secondaire
 Niveau supérieur: Enseignement postsecondaire

Question 0131 (28.2.2014) de **M. Laurent Mosar** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant la fraude à la TVA au niveau du marché des quotas CO₂:

Dans son rapport spécial concernant la mise en application du Protocole de Kyoto, la Cour des Comptes s'est penchée sur la problématique de la fraude à la TVA:

«La fraude à la TVA se décline sous diverses formes. Dans le cas du marché des quotas CO₂, les fraudeurs créaient un compte dans un pays

années, les fraudeurs gagnaient sur chaque transaction la différence, équivalant à la TVA. Au lieu de reverser à l'État la TVA collectée, le fraudeur l'empochait et disparaissait. En outre, si l'acheteur final était une entreprise, celle-ci pouvait demander à l'État le remboursement de la TVA qui lui avait été facturée. L'État remboursait alors des taxes qu'il n'avait jamais perçues.

Cette technique dite du «carrousel TVA» consiste pour des sociétés souvent fictives à faire tourner des quotas de CO₂ entre des pays de l'UE pour se faire rembourser par le pays d'origine la TVA qui n'a en fait jamais été payée. Le «carrousel TVA» est ainsi un montage frauduleux qui met en scène plusieurs entités

Pour le Trésor français, le manque à gagner des «carrousels TVA» est estimé par l'enquête de la Cour des comptes française à 1,7 milliards d'euros. ...»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre est-il en possession de données qui pourraient chiffrer le manque à gagner des «carrousels TVA» au niveau du marché des quotas CO₂ pour le Luxembourg, et le cas échéant, quel serait ce montant?

- Ayant déclaré la lutte contre la fraude fiscale comme une des priorités du Gouvernement, comment le Ministre entend-il combattre la fraude fiscale au niveau du marché des quotas CO₂?

Réponse (25.3.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En réponse à la première question, il y a lieu de noter qu'au cours de l'été 2009, un certain nombre de cas de fraudes du type «carrousel» ont été repérés dans le cadre de la commercialisation transfrontalière de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans plusieurs États membres. Au Luxembourg, grâce à une réaction rapide et efficace de son service anti-fraude, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a évité une perte de recettes TVA pour le Trésor luxembourgeois dans le seul cas de «carrousel TVA» au niveau du marché des quotas CO₂ détecté jusqu'à cette date au Grand-Duché.

En ce qui concerne la deuxième question, déjà en 2010, le Gouvernement luxembourgeois a estimé indispensable de combattre la fraude fiscale portant sur les transferts de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce risque de fraude a été contenu moyennant la transposition de la directive 2010/23/UE du Conseil du 16 mars 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne l'application facultative et temporaire de l'autoliquidation aux prestations de certains services présentant un risque de fraude par la loi du 2 juillet 2010 modifiant l'article 26 de la loi TVA.

Nace II	Nombre d'entreprises	Effectif au 30/09/2013*	Nombre de postes vacants	Nombre de propositions emploi
C. INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	54	433	90	410
10. Industries alimentaires	12	210	45	206
11. Fabrication de boissons	1	1	0	0
14. Industrie de l'habillement	1	1	0	0
16. Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	1	6	0	0
18. Imprimerie et reproduction d'enregistrements	5	18	7	27
20. Industrie chimique	1	33	14	38
21. Industrie pharmaceutique	1	5	0	0
23. Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1	1	4	12
25. Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	16	95	12	45
28. Fabrication de machines et équipements n.c.a.	1	6	2	35
29. Industrie automobile	1	10	0	0
32. Autres industries manufacturières	7	28	0	0
33. Réparation et installation de machines et d'équipements	6	19	6	27
D. PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	2	4	0	0
35. Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	2	4	0	0
E. PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	5	27	0	0
37. Collecte et traitement des eaux usées	2	3	0	0
38. Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	2	17	0	0
39. Dépollution et autres services de gestion des déchets	1	7	0	0
Total entreprises créées entre 2001 et 2013	61	464	90	390

Question 0132 (28.2.2014) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant la mise en œuvre du nouveau programme Erasmus+:

Erasmus+ est le nouveau programme pluriannuel de l'Union européenne pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport qui fut lancé ce 1^{er} janvier pour la période 2014-2020. Il regroupe dorénavant sept programmes existants de l'UE dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse et pour la première fois aussi dans le domaine du sport. Erasmus+ succède donc notamment au programme Erasmus, bien connu par des milliers d'étudiants luxembourgeois, et se décline en trois actions clés: la mobilité individuelle à des fins d'apprentissage, la coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques, ainsi que le soutien aux réformes politiques dans les domaines concernés.

Sa mise en œuvre au Luxembourg est confiée à ANEFORE (Agence Nationale pour le Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie) et au SNJ (Service National de la Jeunesse).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quel montant global est à disposition de l'agence ANEFORE et du SNJ pour subventionner les projets de l'appel à propositions 2014 du nouveau programme Erasmus+?

2) Quelle est la répartition de ce montant sur les trois actions clés prévues dans le nouveau programme?

3) Quelle est pour le Luxembourg la variation du montant global par rapport au montant global de l'ancien programme «Éducation et formation tout au long de la vie»?

Réponse (24.3.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Suite à la question parlementaire de l'honorable Député Adam, je vous communique ci-après les informations demandées.

Ad 1)
 Montant global disponible pour la partie Éducation & Formation (ANEFORE) 3.897.920 €
 Montant global disponible pour la partie Jeunesse (SNJ) 1.622.710 €
 Montant global national pour Erasmus+ 5.520.630 €

puis achetaient des quotas à un vendeur d'un autre pays. Ils ne payaient pas de TVA car les règles communautaires exemptaient de TVA les ventes transfrontalières de quotas. Les fraudeurs revendaient ensuite les quotas dans une transaction nationale en y ajoutant la TVA, au cas où le pays concerné appliquait la TVA.

D'autres acquéreurs achetaient des quotas de CO₂ dans des pays n'appliquant pas la TVA sur ces quotas, et les revendaient dans des pays où les prix étaient TTC comme la France, l'Allemagne ou encore l'Espagne. Ainsi pendant des

économiques de divers pays (deux ou plus) de la Communauté européenne. Un peu partout en Europe, ces fraudeurs ont empoché la différence entre le prix d'achat de tonnes de CO₂ hors taxe et le tarif de vente TVA comprise. Ces sociétés bidon se sont ensuite volatilisées aussitôt sans reverser cette taxe.

Sur le plan international, selon certaines estimations (notamment Interpol), ce ne serait pas moins de cinq milliards d'euros de manque à gagner pour les pays appliquant la TVA sur les quotas de gaz à effet de serre.

Ad 2)

Action clé 1: Projets de mobilité d'apprentissage

Pour ANEFORÉ: 2.097.920 €, donc 53,82% du budget total Education & Formation sont accordés à l'action clé 1.

Pour le SNJ: 1.305.843 €, donc 80,47% du budget total Jeunesse sont accordés à l'action clé 1.

Au niveau national, 3.403.763 € représentant 61,66% du budget total sont accordés à l'action clé 1.

Action clé 2: Projets de coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques

Pour ANEFORÉ: 1.800.000 €, donc 46,17% du budget total Education & Formation sont accordés à l'action clé 2.

Pour le SNJ: 259.207 €, donc 15,97% du budget total Jeunesse sont accordés à l'action clé 2.

Au niveau national, 2.059.207 € représentant 37,30% du budget total sont accordés à l'action clé 2.

Action clé 3: Soutien aux réformes politiques

Pour ANEFORÉ: aucune action clé 3 n'est gérée de façon décentralisée pour la partie «Éducation et formation» du programme Erasmus+.

Pour le SNJ: 57.660 €, donc 3,55% du budget total Jeunesse sont accordés à l'action clé 3.

Au niveau national, ces 57.660 € représentent 1,04% du budget total qui est accordé à l'action clé 3.

Ad 3)

Le montant global qui sera accordé au Luxembourg pour la durée des sept ans du programme n'est pas encore connu parce qu'il dépend de différents facteurs comme par exemple le pourcentage d'utilisation des fonds dans les différents pays.

Pour ANEFORÉ:

Il est cependant possible de comparer les montants de l'appel 2014 Erasmus+ à ceux de l'appel 2013 de l'ancien programme «Éducation et formation tout au long de la vie».

Pour l'appel à propositions 2014 Erasmus+, ANEFORÉ reçoit une enveloppe globale de 3.897.920 €, tandis qu'elle a reçu 2.550.143 € pour l'appel à propositions 2013 de l'ancien programme. Ainsi, le budget 2014 a augmenté de 52,85% par rapport à l'année précédente.

Les budgets accordés aux secteurs de l'enseignement supérieur (ES) et de l'éducation des adultes (EA) ont fortement augmenté et ont notamment plus que doublé par rapport à 2013: Celui accordé à l'ES est passé de 780.000 € à 1.798.973 €, tandis que celui de l'EA est passé de 201.628 € à 465.334 €.

Cette augmentation du budget accordé est moins importante pour ce qui concerne la formation professionnelle, qui est passé de 887.187 € à 1.092.757 € (+ 23,17%).

Le budget accordé à l'enseignement scolaire a diminué: Il est passé de 671.328 € à 540.856 € (mais l'ancienne action Comenius Assistants est désormais intégrée dans le secteur de l'enseignement supérieur, ce qui explique la diminution du budget «secteur scolaire»).

Pour le SNJ:

Le montant disponible pour les appels à projets pour l'année 2014 n'est pas comparable à celui de 2013 parce que les actions du programme Erasmus+ ne sont pas identiques à celles dans «Jeunesse en action» et parce que les budgets non consommés pendant les premières années du programme «Jeunesse en action» ont été redistribués aux agences nationales au cours des trois dernières années. De ce fait, les montants disponibles pendant les trois dernières années ont été supérieurs à ceux des premières années. Dans le nouveau programme Erasmus+, il y aura également une progression des montants alloués aux actions décentralisées au fil des ans.

À titre d'indication, on peut cependant mentionner que le montant moyen disponible pour les actions décentralisées s'est élevé de 2007-2013 à 1.268.836 €. Le montant disponible pour l'année 2014 s'élève à 1.622.710 €, soit une progression de 27,9%.

Question 0135 (4.3.2014) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **conséquences de la non-participation de la Suisse au programme Erasmus+:**

Vu que le référendum suisse du 9 février sur la politique de l'immigration a remis en question le principe de la libre circulation des personnes

entre l'UE et la Suisse et qu'il empêche par ailleurs explicitement le gouvernement suisse de conclure de nouveaux accords internationaux contraires au vote, la Commission européenne et les autorités suisses ont convenu d'une suspension des négociations en cours sur la participation à Erasmus+. Ceci aura notamment comme conséquence que la Suisse ne pourra pas participer pleinement au programme de mobilité étudiante.

De nombreux étudiants luxembourgeois, notamment parmi les quelque 500 étudiants en Suisse, reçoivent des informations contradictoires quant aux possibilités d'effectuer encore une période de mobilité Erasmus soit vers la Suisse, soit depuis la Suisse.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quelles seront les conséquences pour les étudiants luxembourgeois qui étudient actuellement en Suisse et qui avaient prévu d'effectuer une année de mobilité Erasmus hors de la Suisse?

2) Quelles seront les conséquences pour les étudiants luxembourgeois qui désirent effectuer un échange Erasmus en Suisse?

3) Est-ce qu'il y a aussi des conséquences pour les étudiants qui sont actuellement en échange Erasmus en Suisse?

Réponse (14.3.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Introduction:

Le vote populaire par le peuple et les cantons du 9 février 2014, en faveur de la modification du système de l'immigration de la Suisse, a remis en cause le principe de libre circulation des personnes entre l'UE et la Suisse.

Compte tenu des circonstances actuelles, l'UE et les autorités suisses ont décidé de suspendre les négociations en cours sur la participation suisse au programme Erasmus+ et ont pris note de l'impossibilité de signer un accord à temps pour la signature de contrats avec les bénéficiaires sélectionnés dans le cadre des appels à propositions de 2014.

Par conséquent, comme le prévoit le règlement Erasmus+, jusqu'à ce qu'un tel accord soit signé, la Suisse ne participera pas au programme Erasmus+ en tant que «pays participant» (tel qu'il a été initialement prévu), mais aura le même statut que les autres pays tiers (c'est-à-dire le statut de «pays partenaire»).

Concrètement ceci signifie que:

- La Suisse ne peut PAS participer aux projets de mobilité KA1 (ni pour l'envoi, ni pour l'accueil) et chaque candidature qui prévoit la Suisse en tant que pays d'accueil sera d'office considérée comme inéligible.

- La participation de la Suisse à des projets de coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques KA2 est également limitée (participation possible en tant que «pays partenaire» à condition que cette participation constitue une vraie valeur ajoutée pour le projet en question.)

1. Les étudiants luxembourgeois (et autres) inscrits dans une institution de l'enseignement supérieur en Suisse et qui ont prévu d'effectuer une mobilité Erasmus lors de l'année académique 2013-2014, reçoivent leur bourse Erasmus comme dans le passé, puisque ces mobilités sont financées dans le cadre de l'appel 2013 de l'ancien Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie pour lequel la Suisse reste un pays participant à part entière.

Pour les étudiants qui souhaitent effectuer une mobilité «Erasmus» lors de l'année académique 2014-2015: Ces mobilités pourront avoir lieu, mais ne seront ni entreprises, ni subventionnées dans le cadre du programme Erasmus+. Les autorités suisses sont en train de réfléchir à une solution temporaire: Il est attendu qu'un mécanisme d'aides financières nationales de la Suisse permettra de «remplacer» les bourses Erasmus+ pour la période où la Suisse reste exclue du programme Erasmus+. Ces aides financières nationales suisses concerneront aussi bien les mobilités «entrantes» que «sortantes» de la Suisse, et ne se limiteront pas aux échanges Erasmus+ du niveau universitaire, mais concerneront aussi les autres niveaux de l'éducation p.ex. les stages effectués au niveau de la formation professionnelle (anciens stages Leonardo da Vinci).

2. Les étudiants luxembourgeois (et autres) inscrits à l'Université du Luxembourg et qui ont prévu d'effectuer une mobilité Erasmus lors de l'année académique 2013-2014 en Suisse, reçoivent leur bourse Erasmus comme dans le passé, puisque ces mobilités sont financées dans le cadre de l'appel 2013 de l'ancien Programme d'éducation et de formation tout au

long de la vie pour lequel la Suisse reste un pays d'accueil éligible.

Pour les étudiants qui souhaitent effectuer une mobilité Erasmus lors de l'année académique 2014-2015 en Suisse: Ces mobilités pourront avoir lieu, mais ne seront ni entreprises, ni subventionnées dans le cadre du programme Erasmus+. Les autorités suisses sont en train de réfléchir à une solution temporaire: Il est attendu qu'un mécanisme d'aides financières nationales de la Suisse permettra de «remplacer» les bourses Erasmus+ pour la période où la Suisse reste exclue du programme Erasmus+. Ces aides financières nationales suisses concerneront aussi bien les mobilités «entrantes» que «sortantes» de la Suisse, et ne se limiteront pas aux échanges Erasmus+ du niveau universitaire, mais concerneront aussi les autres niveaux de l'éducation p.ex. les stages effectués au niveau de la formation professionnelle (anciens stages Leonardo da Vinci).

Les détails du mécanisme de financement national suisse devraient être connus au cours des prochaines semaines.

3. Non, il n'y a pas de conséquences sur les mobilités Erasmus en cours, vu que ces mobilités sont financées dans le cadre de l'appel 2013 de l'ancien Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie.

La Suisse espère réintégrer le programme Erasmus+ pour l'appel 2015.

Question 0140 (7.3.2014) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **système d'aide**

	Résidents	Frontaliers
Inférieur à 1 SSM	9,2%: 1.472 personnes	26,5%: 2.385 personnes
1 SSM - 1,5 SSM	12,6%: 2.016 personnes	18,2%: 1.638 personnes
1,5 SSM - 2 SSM	12,6%: 2.016 personnes	19,3%: 1.737 personnes
2 SSM - 3,5 SSM	31,7%: 5.072 personnes	21,7%: 1.953 personnes
3,5 SSM - 4,5 SSM	11,8%: 1.188 personnes	6,0%: 540 personnes

financière de l'État pour études supérieures:

Suite à la présentation du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche des grandes lignes de la réforme du système d'aide financière de l'État pour études supérieures à la Commission parlementaire le 3 mars 2014 et en lisant la presse écrite de ces derniers jours, j'ai dû constater que le modèle de calcul de la simulation financière manque en clarté et en transparence.

	Montants	Résidents	Frontaliers	Total
Bourse de base	2.000 €	32.000.000 €	18.000.000 €	50.000.000 €
Bourse de mobilité	2.000 €	25.600.000 €	1.800.000 €	27.400.000 €
Inférieur à 1 SSM	2.500 €	3.680.000 €	5.962.500 €	9.642.500 €
1 SSM - 1,5 SSM	2.000 €	4.032.000 €	3.276.000 €	7.308.000 €
1,5 SSM - 2 SSM	1.000 €	2.016.000 €	1.737.000 €	3.753.000 €
2 SSM - 3,5 SSM	750 €	3.804.000 €	1.464.750 €	5.268.750 €
3,5 SSM - 4,5 SSM	500 €	944.000 €	270.000 €	1.214.000 €
Frais d'inscription				5.000.000 €
				109.586.250 €

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre précité:

- Le Ministre peut-il me communiquer les hypothèses qui sont à la base du calcul des dépenses relatives aux bourses pour études supérieures (le nombre d'étudiants résidents et frontaliers, les catégories socioprofessionnelles pour le calcul de la bourse sociale, le nombre de cas de précarité, les frais d'inscription)?

- Le Ministre peut-il me faire parvenir le détail du calcul prévisionnel des dépenses ainsi que les motivations pour l'échelonnement par rapport à la bourse sociale?

Réponse (24.3.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Les calculs servant aux hypothèses suivantes se basent sur une population résidente de 16.000 étudiants et sur une population d'étudiants non résidents de 9.000.

Le modèle décrit se décline d'une part en un élément «prêt» jusqu'à concurrence de 6.500 € à taux fixe de 2% et d'autre part en un élément «bourse modulable» suivant certains critères.

La bourse se compose des éléments suivants:

- bourse de base, et, le cas échéant:
- bourse de mobilité,
- bourse sociale,
- bourse «frais d'inscription».

La bourse de mobilité peut être accordée sur présentation d'une pièce certifiant une prise de location à l'étranger, le terme «étranger» étant défini comme lieu d'études se situant en dehors des frontières du domicile du/des parent(s) de l'étudiant. Cette bourse suit donc les principes «Erasmus». Pour les calculs des scénarios, 80% des étudiants luxembourgeois sont des étudiants en mobilité et 10% des étudiants «enfants de travailleurs frontaliers».

Pour le calcul de la bourse sur critères sociaux, le tableau reprenant les revenus bruts des ménages, fourni par l'IGSS, a servi de base de calcul.

La bourse sociale peut être accordée si le ménage d'origine de l'étudiant dispose d'un revenu inférieur au salaire social minimum ou respectivement de 1 à 1,5 ou de 1,5 à 2 ou de 2 à 3,5 ou de 3,5 à 4,5 fois le salaire social minimum¹. Le concept de ménage est construit à partir des données administratives et s'apparente donc à un ménage fiscal. Appartiennent à un même ménage les individus unis par le lien du mariage et les enfants pour lesquels le ou les parents bénéficient de prestations familiales et/ou les enfants qui bénéficient de droits dérivés en matière d'assurance maladie. Pour les calculs ci-après, la tranche d'âge 40-64 de la personne la plus âgée du ménage est prise en compte avec les répartitions suivantes:¹ SSM = 1.921,03 €

Par ailleurs, les frais d'inscription sont pris en charge jusqu'à concurrence de 3.700 € et ce à raison de 50% bourse et de 50% prêt. Pour le calcul, la dépense 2013/14, qui se chiffre à 5.000.000 € (chiffre arrondi), est prise en compte.

Au final, le tableau suivant donne une image de la modulation des aides financières pour études supérieures sur base du paramétrage décrit ci-dessus.

*Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook
et Twitter*